

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
POLITIQUE D'ÉMIGRATION
DE L'ITALIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 27 Novembre 1930

PAR

Claude WOOG

Président : M. OUALID, *professeur*

Suffragants { MM. J. DE LA MORANDIÈRE, *professeur*
R. PICARD, *professeur*

PARIS (V°)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

LA
POLITIQUE D'ÉMIGRATION
DE L'ITALIE

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
POLITIQUE D'ÉMIGRATION
DE L'ITALIE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 27 Novembre 1930

PAR

Claude WOOG

Président : M. OUALID, professeur

Suffragants { *MM. J. DE LA MORANDIÈRE, professeur*
R. PICARD, professeur

PARIS (V°)

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1930



ABRÉVIATIONS EMPLOYÉES

Atti Parl. Cam.	Débats de la Chambre Italienne.
Bol.	Bollettino dell'Emigrazione.
C.	Clunet.
C. A.	Commission Arbitrale.
C. C. J.	Commission Centrale Judiciaire.
Cas.	Cour de Cassation.
Giu.	Giurisprudenza Italiana.
G. U.	Gazzetta Ufficiale.
Rep.	Repertorio generale della Giurisprudenza Italiana.
S. P.	Sezione Penale.

AVANT-PROPOS

Le problème démographique est l'un des problèmes capitaux de l'heure actuelle, puisque de lui seul dépendent l'avenir des pays, leur grandeur ou leur décadence. Cependant, il n'est que très rarement traité dans les Parlements : il est, en effet, de ceux pour lesquels la foule ne se passionne pas, n'en ayant pas encore compris l'importance ; et, dans les pays où le suffrage universel est le maître, on préfère s'occuper de questions, d'un intérêt moins grand peut-être, mais plus à la portée des électeurs.

Ce n'est que dans de rares États, et, entre tous, en Italie, que l'on a apprécié à sa valeur le rôle de la démographie, quoique l'Italie soit l'un des pays les moins touchés par la crise de dénatalité qui sévit à travers toute l'Europe (1), et particulièrement en France (2).

M. Mussolini a compris que, pour réaliser son rêve : faire de l'Italie la grande Puissance Méditerranéenne, il fallait que

(1) *Rapport des naissances par mille habitants
pour les principaux pays d'Europe*

Pologne	32,6
Espagne	29,9
Italie.....	26,0
Hongrie	25,6
Pays-Bas.....	23,3
Tchéco-Slovaquie	23,2
Danemark	19,6
Allemagne (*).....	18,6
Belgique	18,3
France	18,2
Norvège	18,0
Autriche	17,5
Suisse	17,3
Angleterre, Galles, Ecosse.....	17,0
Suède	16,2

(*) Non compris la Sarre.

(2) Tous les jours, les journaux italiens répètent, à l'envi, que l'Italie doit avoir de nombreux enfants, et publient continuellement des statistiques à ce sujet. Ainsi, dans le numéro du 22 mai 1929 de la *Gazetta del Popolo*, on peut lire un article où l'auteur s'élève contre l'opinion trop communément répandue que l'augmentation de la population entraîne la misère. C'est, dit-il, « un lieu commun — et nous allons prouver, au contraire, que le niveau de vie italien s'est rapidement amélioré d'année en année. Considérons, par

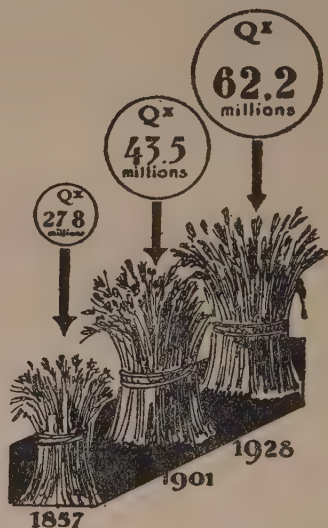
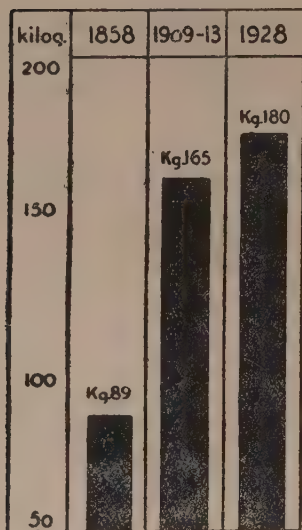
l'Italie eût de nombreux enfants. Aussi trouve-t-on trace de ses préoccupations démographiques dans un grand nombre de ses discours. Par exemple, dans le discours qu'il prononce le 26 mai 1927 à la Chambre des Députés, il déclare : « l'Italie, pour avoir quelque importance, devra avoir 60 millions d'habitants en 1950 » (1).

Ce n'est pas inutilement que ces exhortations sont produites ; et, tous les ans, la population italienne s'accroît nota-

« exemple, l'augmentation de la production du blé et de sa consommation
« par habitant. En 1857, on produisait en Italie 27 millions de quintaux de
« blé ; en 1882, 36 ; en 1901, 43 ; en 1927, plus de 58 ; en 1928, 62,2 millions *.

*Consommation moyenne
de blé par habitant en kilos
par année*

*Production moyenne de blé
en Italie
en millions de quintaux*



« Parallèlement, en 1857, chaque Italien consommait en moyenne, par an, 89 kilos de blé ; en 1913, 165 ; en 1928, 180. Chaque Italien, quoique la population ait augmenté de plus de 15 millions d'habitants, consomme donc, aujourd'hui, deux fois plus de pain qu'il y a 70 ans. L'augmentation de la population n'a donc pas, comme on le dit, apporté la misère. Et avec le développement de l'agriculture, l'Italie peut, sans diminuer cette amélioration du niveau de l'existence, nourrir 60 millions d'habitants. »

* En 1929, la production de blé a été de 66 millions de quintaux.

(1) « L'Italia, per contare qualche cosa, dove affacciarsi sulla soglia della seconda metà di questo secolo con una popolazione non inferiore ai 60 milioni di abitanti. »

blement. C'est ainsi que les excédents de naissances sur les décès, dans les années 1922-1928, donnent un accroissement de population de 3.186.701 habitants, contre 494.406 en France (1), soit six fois et demie plus, et encore, en France, un grand nombre d'enfants naissent de parents étrangers. Dans le numéro d'avril-juin 1929 du *Bulletin de la statistique générale de la France*, les chiffres pour 1927 sont les suivants : Excédent des naissances en France sur les décès : de parents français 40.000, de parents étrangers 18.000.

Il est évident qu'une population qui croît, ainsi, en quantité massive, ne peut pas rester toujours confinée dans ses anciens lieux d'habitation. Certes, comme le dit M. Mussolini, dans la suite du discours que nous avons cité plus haut : « Le territoire italien qui ne nourrissait, en 1816, « que 16 millions d'habitants, peut maintenant faire vivre « 40 millions d'habitants avec un niveau de vie infiniment « supérieur. » Cependant, cette population n'est plus répartie actuellement comme elle l'était en 1816, et il y a eu, comme dans tous les pays du monde, une émigration intérieure et une urbanisation. Urbanisation importante, si l'on remarque qu'en 1926, par exemple, la population de Milan, celle de Gênes et de Turin, a augmenté de plusieurs milliers d'habitants, par l'arrivée dans ces villes d'éléments nouveaux ; alors que par le seul jeu des naissances et des décès, Milan n'aurait augmenté que de 22 habitants ; Gênes, de 168 ; et que Turin aurait diminué de 538 (2).

Mais, quelle que soit son importance, l'émigration intérieure, en Italie, du moins jusqu'à ces toutes dernières années, n'était rien à côté de l'émigration extérieure. Celle-ci, considérable, se dirigeait principalement vers les États-Unis, l'Amé-

(1) En 1929, en Italie, excédent de naissances sur les décès : 375.503, et, en France, excédent de décès sur les naissances : 12.000.

(2) De même, dans un article de M. Mussolini sur la natalité comparée des pays européens, paru en 1928 dans la *Revue Gerarchia*, nous lisons les chiffres suivants : « Dans les 4 premiers mois de 1928, par le seul jeu des « naissances et des décès, Gênes a diminué de 263 habitants (3.075 naissances, « 3.368 décès). Il en a été de même à Turin, où depuis 5 ans, les décès l'em- « portent chaque année sur les naissances ; à Milan, où la natalité est la plus « faible de toutes les grandes villes d'Europe, si l'on excepte Berlin et Stock- « holm ; à Bologne, où l'excédent des naissances sur les décès de 1873 à 1927 « n'a été que de 2.658, soit 48 seulement, en moyenne, par an, alors que la « population a doublé pendant ce laps de temps et la situation était la même « à Ferrare, Parme, Mantoue, Florence, Modène, Crémone, etc. »

rique du Sud et la France ; et, depuis la guerre, surtout vers la France.

Grâce à une série de réformes hardies, entreprises par M. Mussolini, cette émigration se trouve maintenant considérablement ralentie, quoiqu'elle existe cependant toujours, et, principalement, à l'état occulte (1). Elle a été remplacée par une émigration intérieure, vers le sud de l'Italie surtout, pour en coloniser les parties les plus incultes. En même temps, la politique gouvernementale s'est efforcée d'empêcher, le plus possible, l'exode hors des campagnes, et un projet de loi de fin 1928 accorde même, aux préfets, le droit de publier des ordonnances pour limiter l'émigration rurale vers les villes.

L'Italie est ainsi l'État qui pratique, avec le plus de méthode, une Politique d'Emigration. Ce n'est d'ailleurs pas une nouveauté — et la question de l'émigration est, pour l'Italie, une question vitale (2). Alors qu'avant la guerre, seuls quelques aspects particuliers des problèmes actuels de l'émigration et de l'immigration avaient été examinés par des conférences internationales, au contraire, en Italie, les gouvernements se sont, depuis longtemps, préoccupés de cette question.

Cela fut, notamment, l'objet de la loi du 31 janvier 1901, qui, avec les nombreux décrets qui la complétèrent, est un véritable Code de l'Emigration, se préoccupant de tout ce qui y a trait, entre autres, des conditions du voyage et de l'hygiène. Une deuxième loi, en 1919, vint coordonner les textes ; et, depuis cette date, de nombreuses mesures ont été prises par M. Mussolini dans le but de réglementer, et de restreindre, l'émigration extérieure.

Mais, avant d'examiner ces textes, il faut analyser les raisons qui expliquent et motivent l'Emigration italienne.

Enfin, il y aura lieu d'étudier les accords internationaux auxquels l'Italie a participé sur cette question.

(1) A titre d'indication, on peut rappeler que le député, M. Jacini, disait à la Chambre des Députés (Boll., n° 1-2. 1923) pendant la discussion du projet de loi fixant les recettes et les dépenses du fonds d'émigration pour l'exercice 1922-1923 : « A la frontière du Col de Tende, des dizaines et des dizaines de travailleurs, pour ne pas dire des centaines, passent clandestinement... Le nombre des émigrants clandestins, en France, est devenu tel, que les Consuls sont obligés de traiter l'émigrant clandestin comme celui qui est muni de documents officiels. »

(2) « C'est un problème moral, non moins qu'économique et politique, duquel dépend, en partie, le problème de notre reconstruction. Le Gouvernement entend, en fait, dédier, à l'émigration, le meilleur de ses soins et la plus vive attention, de façon que, partout où l'on trouve un Italien, partout où l'on trouve la patrie, et le Gouvernement ». — (Discours de M. Mussolini à l'Ecole Carlo Tenca).

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉMIGRATION ITALIENNE

A. — QU'EST-CE QU'UN ÉMIGRANT ?

Pour pouvoir étudier l'émigration italienne, il nous faut commencer par définir quelles sont les personnes que nous appellerons « émigrants ». Ce mot change, en effet, de sens, avec les pays, et d'autre part, l'émigrant lui-même ne se réclame jamais de cette qualité, et cherche, au contraire, le plus souvent, à passer inaperçu, et à éviter l'attention des gouvernements, même s'ils ne lui sont pas hostiles.

La définition est loin d'être simple : La Conférence Internationale de l'Émigration et de l'Immigration, tenue à Rome en 1924, a essayé d'élaborer une formule qui fût admise par les différents pays. La question fut confiée d'abord à une sous-section, qui ne put aboutir à une solution. Reprise par la section entière, il n'a pas fallu moins de quatre longues séances pour rédiger un texte qui fût accepté par la moitié seulement des délégués des pays représentés, et avec des réserves de la part d'un certain nombre d'entre eux, qui ont fait remarquer que leur vote affirmatif ne comportait pas pleine adhésion de leur part, mais qu'ils se résignaient au texte proposé, uniquement parce qu'ils estimaient préférable, pour la suite des travaux, d'avoir une définition imparfaite, plutôt que de ne pas en avoir.

Aussi, en fait, faut-il examiner les diverses définitions nationales.

Dans certains États, le Danemark notamment, est considéré comme émigrant « quiconque fait, avec un agent, autorisé « par l'État, un contrat en vue de son transport hors d'Europe, « quel que soit le but du voyage, ou la classe de navigation « empruntée. » Ainsi, un touriste, qui ira faire une croisière autour du monde ; un commerçant, etc. ; seront considérés, dans ces pays, comme des émigrants.

Dans d'autres pays, comme la France, il n'y a pas, en fait, de définition précise de l'émigration ; et ceci s'explique parce que, dans ces pays, l'émigration est pour ainsi dire inconnue, ou n'existe que dans une mesure relativement infime (1).

Quelquefois on appelle émigrant « celui qui quitte son pays pour s'établir ailleurs » (définition luxembourgeoise). On fait parfois intervenir la durée du séjour à l'étranger. C'est ainsi que la loi mexicaine du 12 mars 1926 dit qu'est émigrant quiconque quitte le Mexique pour plus de six mois, et il en est de même, ajoute la loi, pour les ouvriers mexicains travaillant périodiquement à l'étranger, même si la durée de leur séjour y est inférieure à six mois.

Mais, en général, les législations considèrent, comme émigrant, celui qui quitte son pays pour chercher un emploi à l'étranger, ou celui qui emprunte un certain mode, ou une certaine classe, de transport.

La définition italienne se classe dans cette catégorie ; elle a d'ailleurs subi, de 1901 à 1919, quelques modifications. On considérait d'abord comme émigrant « le citoyen qui se rend « dans un pays situé au delà du canal de Suez (sauf les colonies « ou protectorats italiens) ou dans un pays situé au delà du « détroit de Gibraltar, sauf les côtes d'Europe, et qui voyage « en 3^e classe, ou dans une classe considérée comme équiva- « lente. » On considère, par la suite, comme émigrant « celui « qui quitte son pays dans le but de chercher du travail ; ou « va rejoindre son conjoint, des ascendants, descendants, « frères ou sœurs, oncles et tantes, neveux et nièces, ou des « alliés au même degré, déjà partis dans le même but ; ou qui « retourne dans ces conditions dans un pays où il s'est déjà « trouvé précédemment. »

La loi du 13 novembre 1919 a considéré l'émigration à ces deux points de vue, et les a réunis. Dans son article 10, elle a appelé émigrant « tout sujet italien qui quittera sa patrie :

« 1^o uniquement afin de chercher une occupation manuelle
« ou d'entreprendre un petit commerce ;

(1) La définition française, tombée d'ailleurs en désuétude, disait : « Sont « émigrants ceux qui payent hebdomadairement moins de 40 francs pour la « traversée, sauf s'ils mangent avec le Capitaine ou les officiers. » Etant donnés les prix actuels, cette définition ne peut plus être valable.

Il en est de même de la définition belge, du 15 décembre 1876, qui adoptait cette base de définition, en fixant le prix de 50 francs, au lieu de 40, en France.

« 2° pour aller rejoindre un ascendant, descendant, frère, « sœur, conjoint, oncle ou neveu, ou allié au même degré, « ayant déjà émigré en vue de se procurer du travail ;

« 3° qui retournera dans un pays étranger où il s'est « trouvé précédemment, aux conditions exprimées aux para- « graphes 1 et 2. »

A cette définition, l'article 17 de la même loi en ajoute une autre, qui ne vise pas, comme la précédente, le but recherché en allant à l'étranger, mais qui s'occupe du mode de transport : « Sont émigrants tous les citoyens qui se trouvent dans les conditions prévues à l'article 10, ou qui, voyageant en 3^e classe ou dans une classe considérée comme équivalente par le Commissariat Général de l'Emigration, se rendent dans un pays situé au delà du canal de Suez, sauf les colonies ou protectorats italiens, ou dans les pays situés au delà du détroit de Gibraltar, sauf les côtes d'Europe » (1).

Ainsi sont émigrants :

1° les Italiens se rendant en Europe, pour y exercer leur travail, ou pour rejoindre un de leurs parents, quelle que soit la classe dans laquelle ils voyagent ;

2° les Italiens se rendant hors d'Europe, en 3^e classe, ou dans une classe équivalente (2), quel que soit le but de leur voyage, ce but étant d'ailleurs, presque toujours, la recherche du travail.

L'interprétation de la loi ayant donné lieu à des décisions judiciaires (3) divergentes, le Commissaire Général de l'Emigration crut utile de préciser la définition du mot Emigrant, dans une circulaire du 23 novembre 1926. « Sont émigrants « ou présumés comme tels, au sens de la loi et des règlements « d'émigration, tous ceux qui, se rendant à l'étranger pour y

(1) Cependant, ajoute l'article 6 de la loi du 31 janvier 1901, « ne sont pas « considérés comme émigrants ceux qui, spontanément, et en payant de leur « argent, partiront pour des pays situés au delà du Canal de Suez, même s'ils « voyagent en 3^{me} classe, à condition qu'ils soient moins de 50. Dans le cas « contraire, ils pourront également ne pas être considérés comme émigrants, « s'ils ont une permission spéciale du Commissariat de l'Emigration. »

(2) Ne sont pas considérés comme émigrants (Cassat. S. P. 28/12/1903) ceux qui, n'ayant pu s'embarquer en 3^e classe comme émigrants (en ayant été empêchés par le service sanitaire), vont, à leurs frais, en 2^e classe, à l'étranger, pour s'y embarquer pour le pays où ils veulent se rendre.

(3) C'est ainsi que la Cour de Cassation (28/1/24. Rep. 1924 p. 145) avait décidé que « les voyageurs de 2^e classe s'expatriant pour chercher du travail manuel sont compris sous la dénomination d'émigrants » ; et, par suite, il était interdit aux personnes non munies de la patente d'entrepreneur de transport de leur vendre des billets.

Émigrants partis de 1876 à 1929

Années	Total	Europe	Amérique	Afrique	Océanie	Asie
1876.....	108.771	86.379	19.610	2.544	—	—
1877.....	99.213	76.515	21.169	1.313	216	—
1878.....	96.268	72.367	20.743	2.944	194	20
1879.....	119.831	80.004	37.075	2.679	31	42
1880.....	119.901	84.224	33.080	2.555	15	27
1881.....	135.832	92.107	40.871	2.792	10	52
1882.....	161.562	93.930	59.695	7.855	29	53
1883.....	169.101	98.665	63.388	6.835	164	49
1884.....	147.017	87.558	55.467	3.754	173	65
1885.....	157.193	78.232	72.490	6.217	158	96
1886.....	167.829	80.406	82.166	4.964	231	62
1887.....	215.665	82.474	129.463	3.451	216	61
1888.....	290.736	82.941	204.264	3.334	163	34
1889.....	218.412	92.631	123.181	2.413	156	31
1890.....	215.854	100.259	113.027	2.228	291	49
1891.....	293.631	103.885	186.472	2.401	784	89
1892.....	223.667	107.025	113.807	2.547	144	144
1893.....	246.751	104.482	138.299	3.649	54	267
1894.....	225.323	110.757	111.459	2.663	68	376
1895.....	293.181	105.273	183.919	3.432	154	403
1896.....	307.482	109.928	192.998	3.934	467	155
1897.....	299.855	125.310	171.294	2.726	436	89
1898.....	283.715	144.528	135.193	3.551	371	72
1899.....	308.339	162.899	139.934	4.848	427	231
1900.....	352.782	181.047	165.627	5.417	535	156
1901.....	533.245	244.298	278.176	9.499	890	382
1902.....	531.509	236.066	282.586	11.771	767	319
1903.....	507.976	215.943	280.413	10.691	389	540
1904.....	471.191	203.942	249.574	16.598	701	376
1905.....	726.331	266.982	444.724	13.072	765	788
1906.....	787.977	264.883	509.348	11.569	815	1.362
1907.....	704.675	276.420	414.303	12.685	664	603
1908.....	486.674	240.953	237.405	7.351	638	327
1909.....	625.637	219.623	397.666	7.098	830	420
1910.....	651.475	242.381	400.852	6.670	1.079	493
1911.....	533.844	263.966	260.372	7.393	1.608	505
1912.....	711.446	294.371	399.713	15.725	1.214	423
1913.....	872.598	307.627	556.325	6.541	1.682	423
1914.....	479.152	241.478	230.765	4.951	1.397	561
1915.....	146.019	74.389	65.877	5.306	347	100
1916.....	142.364	65.209	73.832	3.117	167	39
1917.....	46.496	31.439	12.940	2.086	14	17
1918.....	28.311	22.986	3.485	1.309	4	27
1919.....	253.224	134.342	105.131	13.092	347	312
1920.....	614.611	198.171	408.184	7.303	697	256
1921.....	201.291	79.902	114.912	4.840	1.468	169
1922.....	281.270	150.555	121.136	4.485	4.226	865
1923.....	389.957	199.674	183.418	5.496	963	406
1924.....	364.614	232.403	120.501	7.044	4.498	168
1925.....	280.081	170.635	96.691	6.775	5.182	798
1926.....	263.810	135.233	117.713	6.081	4.783	1.098
1927.....	228.052	85.671	129.041	5.295	7.053	992
1928 (A).....	150.566	74.446	68.493	4.824	2.301	482
1929.....	149.831	79.020	60.217	6.649	2.385	1.560

« travailler, ou pour un motif personnel, ne rentrent pas dans
« les catégories suivantes : professeurs, industriels, commerçants,

(A) La Direction Générale des Italiens à l'Etranger qui fournit ces statistiques, les établit selon le nombre des passeports accordés aux émigrants. Elle établit de plus une autre évaluation d'après les départs effectués. Pour cette dernière, on se sert d'un talon qui est détaché du passeport affecté aux émigrants ; ce talon est enlevé, pour ceux qui partent par la voie de terre, au moment du passage de la frontière ; pour ceux qui partent par mer vers des pays méditerranéens, au moment de l'embarquement. Pour les émigrants vers les pays transocéaniques, partant de ports italiens, l'évaluation est faite d'après les listes d'embarquement, les Compagnies de navigation transmettant ces listes à la Direction générale des Italiens à l'Etranger.

On procède de la même manière pour le relevé du nombre des rapatriements, soit au moyen d'un autre talon, portant le mot « Retour », et qui est détaché dans les mêmes conditions, soit au moyen des listes d'embarquement des émigrés transocéaniques qui se dirigent à nouveau vers des ports italiens.

Ces deux méthodes de statistiques comportent évidemment des erreurs et donnent des résultats différents. C'est ainsi que le nombre des passeports distribués ne tient pas compte du rapatriement de travailleurs, à qui un passeport consulaire a été délivré à l'étranger. En 1928, le nombre de ces émigrants fut de 7.166 (7.116 pour les pays continentaux et 50 pour les pays transocéaniques). Dans le premier trimestre de 1929, ils furent, au total, 1.639. Aussi indiquons nous ci-après la statistique fournie selon le système des talons pour les années 1921 à 1928.

Années	Emigrants			Rentrants		
	Vers l'Europe et le bassin Méditerranéen	Vers les pays transocéaniques	Total	d'Europe et du bassin Méditerranéen	des pays transocéaniques	Total
1921.....	84.000	199.000	283.000	45.000	112.000	157.000
1922.....	156.000	128.000	284.000	76.000	66.000	142.000
1923.....	205.000	186.000	391.000	103.000	48.000	151.000
1924.....	239.000	138.000	377.000	128.000	72.000	200.000
1925.....	178.000	114.000	292.000	137.000	74.000	211.000
1926.....	141.000	129.000	270.000	119.000	79.000	198.000
1927.....	92.000	146.000	238.000	81.000	81.000	162.000
1928.....	91.000	100.000	191.000	78.000	69.000	147.000
1929.....	111.000	92.000	203.000	97.000	66.000	163.000

Les statistiques de 1928 ne sont pas comparables à celles des années antérieures. Pour ces années et le premier trimestre de 1928, la classification des motifs de départ fut établie suivant 4 catégories (classification des passeports, modèles C et D, pour émigrants) : émigrants ayant été appelés — émigrants ayant un contrat de travail — émigrants retournant dans un pays — émigrants s'expatriant pour une autre cause.

A partir du deuxième trimestre de 1928, selon les instructions contenues dans les circulaires de mai et juillet 1928, les émigrants des catégories C et D comprirent en plus les travailleurs qui, munis de billets de classes supérieures

« ou personnes vivant de leurs rentes, ou encore personnes qui
 « occupent un emploi fixe bien rétribué. Tous ceux qui ne
 « rentrent pas dans ces catégories doivent être munis de leur
 « passeport d'émigrant (1), quelle que soit la classe dans
 « laquelle ils voyagent, ou se préparent à voyager, même s'ils
 « sont réclamés par des parents qualifiés, dans l'acte de demande,
 « comme propriétaires, négociants, commerçants, etc. »

L'émigration italienne ainsi définie existe depuis de longues années. C'est ainsi que, dès 1838, il y avait 3.000 Sardes en Uruguay et, le 26 mai 1849, le consul général sarde à Buénos-Ayres écrivait : « Tout le cabotage de cette rade, ainsi que celui
 « des rivières de la Plata, Uruguay et Paraguay, est exploité
 « par des Sardes, à un dixième près. Il est assez difficile d'en
 « fixer le nombre, mais il doit dépasser celui de 6.000, si l'on
 « y comprend les commerçants qui sont établis dans les pro-
 « vines. » Ce n'est cependant que depuis 1860 qu'elle a com-
 mencé à grandir, pour prendre, à la veille de la guerre, des pro-
 portions considérables : 872.598 émigrants en 1913, soit 2,45 %

à la troisième, avaient jusqu'alors obtenu des passeports de la catégorie A (réservés aux passagers de 2^e, 1^{re} classe et places de luxe). Par contre, on ne comptait plus les émigrants qui s'en allaient pour des motifs divers, et ne pouvaient être considérés comme émigrants pour des raisons de travail.

Les statistiques de l'année 1928 diffèrent donc selon qu'elles ont été faites suivant l'ancienne ou la nouvelle formule.

Année 1928	Émigrants			Rentrants		
	Vers l'Europe et le bassin Méditerranéen	Vers les pays d'outremer	Total	De l'Europe et du bassin méditerranéen	des pays d'outremer	Total
Ancienne Méthode.	90.607	92.319	182.926	63.425	64.063	127.488
Nouvelle Méthode.	79.772	70.794	150.566	49.001	49.751	98.752

En même temps, en 1928, la distinction entre émigrants temporaires et permanents fut modifiée ; jusqu'à ce moment, cette distinction était territoriale. Actuellement, la distinction est la suivante : Est considérée comme Émigration temporaire, celle des travailleurs munis d'un Contrat de Travail ; est Émigration permanente, celle des travailleurs munis d'Atti di Chiamata.

(1) Supprimé à dater du 1^{er} mars 1928.

de la population, ayant augmenté de 800 % depuis 1876, et de 250 % depuis 1900. La guerre fit cesser cette émigration. L'après-guerre la vit renaître, moins forte qu'auparavant, mais cependant encore très importante (la moyenne des émigrants, de 1919 à 1924, est de 373.900 par an). Ce n'est que dans ces toutes dernières années que, sous l'influence des réformes de M. Mussolini, elle a diminué en grande partie. Tandis que de 1900 à 1913, elle s'accroissait d'environ 40.000 individus chaque année, depuis 1924 elle diminue annuellement d'autant. Mais le nombre des départs avait été considérable (voir tableau, p. 8.

C'est ainsi qu'en 1870, il y avait 150.000 émigrants italiens en Europe, 24.000 en Afrique, 87.000 en Amérique et 4.000 en Asie. En 1927, les chiffres étaient : 1.268.000 en Europe, 189.000 en Afrique, 7.675.000 en Amérique, 28.000 en Océanie et 10.000 en Asie. « On comprend en voyant ces chiffres, dit la *Gazzetta del Popolo* (22 mai 1929), la raison pour laquelle la politique fasciste est hostile à une émigration qui, en 60 ans, a fait perdre plus de 9.000.000 d'habitants à l'Italie. »

Les causes de cette émigration sont diverses. Elles sont, d'ailleurs, pour la plupart, générales et communes à tous les pays d'Emigration.

B. — CAUSES DE L'ÉMIGRATION ITALIENNE

« L'Émigration, a dit M. Oualid, est un moyen d'assurer, « à la surface du monde, le nivellement d'une population dont « le développement global ne suit pas une marche uniforme, « et surtout n'observe pas une stricte concordance entre « moyens et besoins, mais procède par voie de déséquilibres « régionaux alternatifs, faits tour à tour d'excédents et d'in- « suffisances, eu égard aux besoins de population du moment... « L'émigration est le meilleur moyen d'assurer l'équilibre du « marché international du travail. Elle seule permet de déverser « le trop plein de population des pays à natalité surabondante, « la main-d'œuvre momentanément en chômage, ou les tra- « vailleurs définitivement en surnombre, vers les régions ou « les pays dont la population est déficitaire ou dont la main- « d'œuvre est insuffisante. »

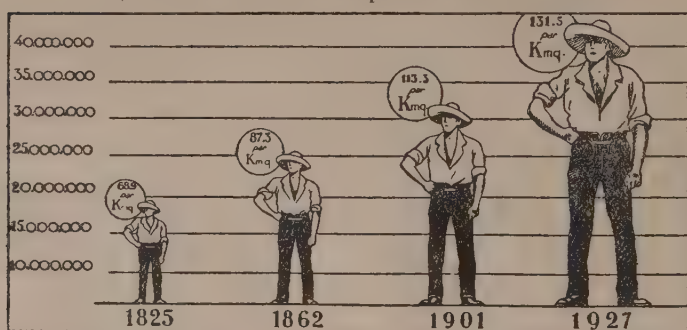
A la première séance plénière de la Conférence Internationale de l'Émigration et de l'Immigration, le 15 mai 1924, M. Musso-

lini s'exprimait de façon identique : « Les courants d'émigration, source incomparable de richesse, qu'une loi d'équilibre libre naturel amène fatalement à déborder des pays à population très dense, dans ceux où les produits de la terre, les trésors du sous-sol, le développement industriel, demandent une quantité de travail supérieure à celle que peut fournir la population... » ; et M. Lebreton, ministre de l'Agriculture, de l'Argentine, le répétait à cette même séance. « Dans les pays où la population excède les besoins, l'émigration doit intervenir comme une soupape de sûreté, et conduire les bras qui ne trouvent pas d'emploi dans leur pays, vers ceux qui en ont besoin. » Ces discours nous montrent bien le rôle de l'émigration, mais ils ne nous renseignent qu'incomplètement sur ses causes. « On peut dire (1) qu'en règle générale, l'émigration est la conséquence d'un sentiment de malaise. Une population, qui vit heureuse sur le sol national, n'a pas tentance à le quitter. Qu'une cause de souffrance, d'ordre physique ou moral, apparaisse, et l'émigration apparaîtra. C'est, le plus souvent, la conséquence d'un déséquilibre entre la densité de la population et les ressources du pays. »

Or, depuis 1860, l'Italie a vu sa population croître de façon considérable. De 25.449.000 habitants en 1863 (2), elle avait passé, en 1914, à 36.120.000 et actuellement (en 1928, chiffres calculés), elle est de 41.173.000. L'augmentation est donc de plus de 60 %.

*Augmentation de la Population Italienne
1825-1927*

et Nombre d'Habitants par kilomètre carré.



(1) Extrait de « l'Emigration moderne et les solutions internationales des problèmes de l'Emigration », par M. Oualid.

(2) En ajoutant à la population du Royaume, celle des Etats de l'Eglise.

Cet accroissement considérable, sans que l'industrie se soit beaucoup développée, semble être une des conséquences de l'unification de l'Italie, qui a ouvert, à ses habitants, de nouveaux et vastes horizons. Comme le dit Carli (1) : « La faculté d'avoir des enfants dépend de la foi dans les possibilités. Quand un peuple croit à l'existence d'un vaste champ potentiel de possibilités, il est actif, énergique, dynamique, conquérant. Il tend à assumer, toujours davantage, sa part d'initiative dans l'histoire, et ce n'est pas merveille qu'en de telles circonstances, il doive se dilater, s'augmenter, s'épandre, démographiquement aussi... »

La population s'accroissait ainsi de façon continue ; le taux moyen de fécondité (2) de 1901 à 1914 était l'un des plus élevés du monde — et celui des mariages, 7,415 ‰, taux un peu faible, peut-être, mais cependant encore honorable (3).

(1) L'Equilibre des Nations, d'après la démographie appliquée.

(2) *Rapport du nombre des naissances aux mariages
dans les principaux pays d'Europe*

Espagne	3,9
Italie	3,7
Pays-Bas	3,3
Pologne	3,3
Norvège	3,0
Hongrie	2,8
Danemark	2,5
Suisse	2,5
Suède	2,4
Tchéco-Slovaquie	2,4
Autriche	2,3
Angleterre, Galles, Ecosse	2,2
France	2,1
Allemagne (non compris la Sarre)	2,0

(3) *Rapport du nombre des mariages par mille habitants
dans les principaux pays d'Europe en 1926*

Pologne	9,8
Tchéco-Slovaquie	9,4
Allemagne (non compris la Sarre)	9,2
France	8,2
Hongrie	8,1
Danemark	7,8
Pays-Bas	7,7
Espagne	7,6
Angleterre, Galles, Ecosse	7,5
Suisse	7,5
Autriche	7,4
Italie	6,9
Suède	6,7
Norvège	6,0

Or l'Italie n'était pas un pays riche.

Elle manque de fer et de houille ; elle ne peut donc devenir un grand pays industriel, et son sol est occupé en grande partie par des montagnes ; aussi l'émigration, en Italie, est-elle un besoin. C'est ce que montre bien Benvenuto Grizzioti (1) : « Una popolazione di quaranti milioni di abitanti, addensata su trecenti mila kmq, dei quali un buen terzo occupato da regione montuosa ; onde il bisogno d'émigrare e di attrarre capitali dall'estero per favorire collo sviluppo industriale e commerciale l'occupazione di chi resta in patria. »

De même, M. Mussolini disait à la séance d'ouverture du cours spécial d'émigration de l'Ecole Carlo Tenca, à Milan (*Boll.* mai 1923). « Il est inutile de discuter si l'émigration est « un bien ou un mal. Elle constitue un fait, un besoin physique du peuple italien, qui ne peut être contenu, tout entier, « dans sa terre d'origine. Avec cette question, créée par la « nature même de notre pays, et la vitalité de notre race, se « pose le problème de l'expansion italienne, qui s'étend maintenant dans tous les sens. »

Ainsi, en Italie, l'émigration est presque considérée comme un besoin national, et cela d'autant plus que l'Italie n'a pas de colonies (2). Comme dans tous les pays d'émigration, c'est la conséquence d'un accroissement de population trop rapide (quoique, dès avant la guerre, on voit Arias (3) écrire : « la crisi demografica batta alla porta ») par rapport à celui des moyens de production, et, comme le dit Guglielmo Josa : « La terre qui ne peut exporter ses produits, exporte ses fils. »

(1) Problemi Italiani del cotone e dell' emigrazione.

(2) La Somalie, de même que l'Erythrée, n'est pas une colonie de peuplement ; et, en Tripolitaine, les Italiens en sont encore à faire la conquête du pays. Aussi le nombre des colons italiens, dans ces deux pays, est-il infime.

De 1904 à 1912, les chiffres d'arrivées en Tripolitaine sont les suivants : 1904 — 568 ; 1905 — 350 ; 1906 — 377 ; 1907 — 189 ; 1908 — 365 ; 1909 — 232 ; 1910 — 229 ; 1911 — 1032 ; 1912 — 7428.

De 1916 à 1920, il y a eu en Tripolitaine 12.990 arrivées et 14.877 départs. De 1921 à 1925 : 22.608 arrivées et 20.861 départs. En 10 ans, par conséquent, les départs ont surpassé les arrivées de 140, avec, cependant, une légère amélioration dans ces dernières années.

En Somalie, la situation est un peu meilleure, mais le nombre d'émigrants pouvant se fixer dans ce pays est très faible. Quoi qu'il en soit, voici les chiffres : de 1921 à 1925, 2.720 arrivées et 1.604 départs.

(3) Combattu par Gini, mais soutenu par Colejanni.

Nombre d'émigrants par groupes de régions

Années	Italie du Nord (1)	Italie centrale (2)	Italie du Sud (3)
1876.....	94.298	7.344	7.139
1877.....	85.419	6.746	7.048
1878.....	77.594	6.583	12.091
1879.....	88.326	8.958	22.547
1880.....	90.563	8.200	21.138
1881.....	100.454	10.395	24.983
1882.....	110.059	10.143	41.360
1883.....	109.967	12.375	46.759
1884.....	109.627	11.590	25.800
1885.....	101.532	12.128	43.533
1886.....	99.115	14.087	54.627
1887.....	133.068	15.621	66.976
1888.....	207.246	14.590	68.900
1889.....	143.158	15.850	59.404
1890.....	130.519	13.474	71.861
1891.....	205.376	14.042	74.213
1892.....	148.693	12.677	62.297
1893.....	139.513	14.740	92.498
1894.....	149.768	13.668	61.892
1895.....	176.646	20.900	95.635
1896.....	164.525	27.486	115.471
1897.....	175.426	30.009	94.420
1898.....	161.455	22.823	99.437
1899.....	176.267	25.187	106.885
1900.....	176.031	35.256	141.495
1901.....	228.088	64.959	240.198
1902.....	218.809	54.978	257.722
1903.....	210.935	55.729	241.312
1904.....	213.524	58.225	199.442
1905.....	285.288	88.140	352.903
1906.....	292.052	104.905	391.020
1907.....	279.984	96.741	327.950
1908.....	239.373	67.027	180.274
1909.....	228.148	81.626	315.863
1910.....	256.476	85.372	309.627
1911.....	254.503	75.893	203.448
1912.....	299.426	105.280	306.740
1913.....	338.211	121.481	412.906
1914.....	254.615	59.704	164.833
1915.....	72.763	17.991	55.265
1916.....	54.879	17.115	70.370
1917.....	24.995	6.419	15.082
1918.....	18.983	3.860	5.468
1919.....	116.082	33.278	103.864
1920.....	199.472	62.875	352.264
1921.....	100.173	20.430	80.688
1922.....	167.268	28.784	85.218
1923.....	219.615	45.845	124.497
1924.....	220.603	43.749	100.262
1925.....	159.477	32.417	88.187
1926.....	136.909	31.296	95.605
1927.....	119.006	27.933	81.113
1928.....	86.530	18.130	45.906
1929.....	88.613	17.306	43.852

(1) *Italie du Nord* : Piémont, Emilie, Ligurie, Lombardie, Vénétie et depuis 1921, Vénétie Tridentine, Vénétie Julienne* et Zara.
(2) *Italie Centrale* : Toscane, Marche, Ombrie, Lazio.
(3) *Italie du Sud* : Campanie, Pouilles, Abruzzes et Molise, Basilicate, Calabre, Sicile et Sardaigne.
* Y compris Fiume depuis 1923.

Mais, s'il en est ainsi pour toute l'Italie, il y a cependant certaines provinces où, tout au moins jusqu'à la guerre, le phénomène s'était développé avec une progression inquiétante: ce sont les six régions du Sud (1). Ces régions ne fournissaient, en 1876, que 6,445 % des émigrants (2); 37 ans plus tard, en 1913, elles en fournissaient 45,871 % (3), ayant vu le nombre de leurs émigrants croître de 5.900 % (4). Et cependant la densité de

Régions	1911	1921
Ligurie	227	245
Campanie *	204	220
Lombardie	198	200
Vénétie	144	161,4
Sicile *	143	161
Romagne	141	
Emilie et Romagne		136
<i>Italie (moyenne de l')</i>	121	129,6
Piémont	117	115
Emilie	117	
Marche	113	119
Toscane	112	120
Pouilles *	111	120
Lazio	108	120
Calabre *	93	100
Abruzzes *	86	87
Ombrie	70	75
Basilicate *	47	47
Sardaigne	35	36

* Régions du Sud.

(1) Campanie, Pouilles, Abruzzes et Molise, Basilicate, Calabre et Sicile.

(2) Exactement 7.011 sur un total de, 108.771.

(3) 400.130 sur un total de 872.598.

(4) Malgré cette augmentation considérable, si l'on examine la statistique des absences, hors de leur province et hors d'Italie, des personnes qui n'étaient pas à leur domicile lors des recensements, nous voyons que, en 1911, seules les Abruzzes, avec 10,1 % et la Calabre, avec 9,2 %, surpassaient la moyenne du royaume, qui était de 5,4 %, en augmentation de 2 % par rapport à 1901.

Mais, sur 100 personnes absentes de leur domicile, il y avait à l'étranger

En 1901	En 1911
6 habitants de la Basilicate	68,6
19,4 habitants des Pouilles	62,6
43,3 habitants de la Sicile	78,2
48,6 habitants des Abruzzes et Molise	74,9
61,1 habitants de la Campanie	74,4
73 habitants de la Calabre	86,7
42,2 (moyenne du Royaume)	58,5

L'augmentation pour la Basilicate (1043 %), alors que l'augmentation pour l'ensemble du Royaume n'était que de 38,6 %, montre bien les effets de l'émigration.

la population n'était pas, sauf en Campanie et en Sicile, parmi les plus fortes du royaume. Qu'on en juge par le tableau p. 18 :

Ces régions ne renferment cependant pas une proportion de sol montagneux supérieure à la moyenne des autres régions. Les Pouilles sont même la seule région qui en soit dépourvue (1) ; la Sicile et la Campanie ont un sol volcanique extrêmement fertile. Il y a donc, à l'émigration, dans ces régions, des causes un peu particulières que nous allons examiner rapidement, et nous verrons que l'émigration, dans les régions du sud de l'Italie, a été en grande partie causée par le fait que les gouvernements italiens, avant la guerre, n'avaient pas adopté la politique économique qui aurait convenu à ces provinces.

(1)

*Répartition géologique du sol
dans les diverses régions d'Italie.*

Régions	Montagnes en km ²	Collines en km ²	Plaines en km ²	Total en km ²	Densité de la population par km ² (en 1921)
Piémont.....	14.662,15	8.322,02	6.372,53	29.356,70	115
Ligurie.....	4.917,94	862,24		5.280,18	251
Lombardie.....	9.863,16	3.214,19	11.101,58	24.178,93	211
Vénétie Tridentine.	14.283,05			14.283,05	45
Vénétie.....	7.967,60	4.457,58	12.089,42	24.514,60	161
Vénétie Julienne et Zara.....	3.586,39	5.097,49	542,33	9.226,21	100
Emilie.....	5.800,04	4.814,47	10.218,57	20.833,08	142
Toscane.....	8.132,91	13.596,48	2.370,34	24.099,73	117
Marche.....	4.973,53	4.717,35		9.690,88	118
Ombrie.....	5.488,06	4.279,08		9.767,14	76
Lazio.....	2.280,85	8.276,02	1.525,85	12.882,72	126
Abruzzes et Molise*.	11.898,77	4.647,03		16.545,80	87
Campanie*.....	7.079,94	5.183,06	3.999,16	16.262,16	218
Pouilles*.....		12.824,09	6.284,19	19.108,28	120
Basilicate*.....	7.034,84	2.153,63	798,96	9.987,43	47
Calabre*.....	3.358,57	11.515,98		15.074,55	100
Sicile*.....	7.650,75	14.409,10	3.678,17	25.738,02	158
Sardaigne.....	3.685,85	16.062,88	4.341,44	24.090,17	36
Royaume (nouvelles frontières).....	122.664,40	124.132,69	63.322,54	310.119,63	125
* Régions du Sud.					

Densité de la population d'après le recensement du 31 décembre 1921
dans les régions délimitées en 1928.



Légende

	moins de 50 habitants par kil. carré	
	de 50 à 80	d°
	de 80 à 110	d°
	de 110 à 140	d°
	de 140 à 170	d°
	de 170 à 230	d°
	plus de 230	d°

La Basilicate (région relativement montagneuse, comprise entre le golfe de Tarente, la Calabre, la Campanie, et les Pouilles) est la région où l'émigration a pris les proportions les plus

Nombre des Emigrants provenant de la Basilicate

1876	1.102	1903	13.402
1877	1.125	1904	11.856
1878	2.441	1905	17.009
1879	5.766	1906	18.098
1880	5.182	1907	15.088
1881	4.920	1908	10.126
1882	7.786	1909	13.876
1883	7.058	1910	13.610
1884	5.081	1911	10.426
1885	10.018	1912	14.868
1886	11.521	1913	16.153
1887	12.128	1914	6.563
1888	9.354	1915	2.503
1889	8.316	1916	3.238
1890	9.062	1917	679
1891	9.304	1918	176
1892	7.327	1919	4.047
1893	9.005	1920	12.324
1894	7.250	1921	5.594
1895	10.440	1922	4.116
1896	10.963	1923	6.303
1897	8.529	1924	4.690
1898	8.052	1925	4.154
1899	8.906	1926	4.336
1900	10.797	1927	4.093
1901	16.586	1928	2.135
1902	14.096	1929	2.321

grandes (1), et, en conséquence, où les effets sont les plus importants (2). Le nombre des émigrants passa de 1.102 en 1876 à 16.156 en 1913.

C'est dans la zone montagneuse de la Basilicate que le mouvement commença, puis il continua dans la zone maritime. La densité de la population y est cependant la plus faible du royaume (3), mais elle est cependant trop grande eu égard à la

(1) Dans cet exposé, nous ne considérons que les causes d'émigration antérieures à la guerre.

(2) Alors que la densité de la population, dans toutes les régions, avait augmenté de 1881 à 1901, seule la Basilicate vit son taux rester inchangé (49 habitants par kilomètre carré). Bien plus, de 1901 à 1911, alors que toutes les autres régions continuaient à croître, la population de la Basilicate décru, la densité de la population passant de 49 à 47 habitants par kilomètre carré.

(3) A l'exception de la Sardaigne.

productivité du sol. D'autre part, le niveau de vie des travailleurs y était détestable, le travail agricole n'étant qu'à peine payé. Ces conditions ont, certes, existé de tout temps, mais elles se sont principalement accrues après 1860. L'action du gouvernement italien ne fut pas favorable à la production, et au bien-être des travailleurs agricoles. Le taux des impôts s'éleva de plus en plus. D'autre part, si l'on construisit de nouveaux moyens de transport, qui auraient pu fournir de nouveaux débouchés aux produits de la Basilicate, le plan en fut tel, qu'il favorisa plutôt, au contraire, la concurrence des régions plus prospères. A ce moment difficile, les propriétaires agricoles, dont les terres étaient toutes petites, et dispersées dans la montagne, décidèrent de modifier leurs cultures. Ils défrichèrent les bois et supprimèrent, en partie, la culture de l'olivier et de la vigne, qui était florissante, surtout dans la région maritime, et ils se consacrèrent, de plus en plus au blé. Or le rapport de cette culture est très faible, sur le sol de la Basilicate, de sorte que malgré l'augmentation de culture du blé, la production suffisait de moins en moins à nourrir la population, qui s'accroissait sans cesse.

Il n'y avait à cette crise qu'un seul remède : transformer techniquement, et socialement, le régime agricole ; renoncer, ainsi qu'on l'a fait dans le Nord de la France, pour la vigne, aux cultures dont le rapport était trop faible, se tourner vers d'autres travaux agricoles, plus productifs et plus rémunérateurs, payer davantage l'ouvrier agricole, et réagir ainsi contre la concurrence qui rendait intolérable le malaise dont le pays souffrait depuis longtemps. Au lieu de cela, les propriétaires se tournaient de plus en plus vers la culture du blé et la pratiquaient, d'ailleurs, avec des moyens primitifs, ne voulant pas sortir de leur routine. Aussi la misère s'accroissait-elle sans cesse, et la crise finit par engendrer, comme seul remède, l'émigration.

Dans la région maritime de la Basilicate, aux alentours de Metaponto, Scanzano, Poltroro, la résistance à la crise pouvait être, et fut, plus durable, car les petits propriétaires y possédaient une dizaine d'hectares, au moins. Là, le premier contingent d'émigrants ne fut pas fourni par les petits propriétaires, qui, même lorsqu'ils ne possèdent que des terres minuscules, sont toujours attachés à leur sol, mais par les ouvriers agricoles. Cependant, par la force des choses, les petits propriétaires se virent peu à peu, eux aussi, entraînés dans ce

mouvement, le gouvernement n'ayant rien fait pour venir à leur secours. Pour arriver à vivre, les paysans avaient été, en effet, obligés de contracter des emprunts : le gouvernement ne les protégea pas contre l'usure, et celle-ci les força à émigrer.

Ainsi, en Basilicate, nous voyons comment une mauvaise situation économique arrive à entraîner une émigration importante. En effet, seule la situation économique déplorable de cette région est à incriminer. Quoique certains l'aient prétendu, le paludisme, qui sévit dans la zone montagneuse avec une certaine force, n'en est pas responsable, ou, s'il l'est, ce n'est qu'indirectement, avec des effets, si j'ose dire, à retardement. Examinons, par exemple, l'arrondissement de Melfi ; nous y trouvons deux communes, Atella et Rapolla, où le paludisme sévit à l'état endémique, et où toute la population en est atteinte. Or, si nous considérons la moyenne des émigrants de l'arrondissement, et celle de ces deux communes, nous trouvons les chiffres suivants (en ‰).

	1884-1888	1901-1905	1906-1913
Moyenne pour l'arrondissement....	12	40	37
Atella.....	4	30	21
Rapolla.....	10	24	52

Ils semblent indiquer que l'effet du paludisme est plutôt d'enrayer que de favoriser l'émigration ; mais le jour où les habitants se décident à partir, ils le font en beaucoup plus grand nombre que dans les régions qui ne sont pas atteintes de ce mal.

Ayant ainsi vu les causes d'émigration en Basilicate, examinons maintenant la situation en Calabre. Nous commencerons par relever l'erreur de ceux qui affirment qu'un mouvement d'émigration commence toujours par la zone maritime, et de là, peu à peu, s'étend vers l'intérieur des terres. Si les faits se sont, en effet, passés de la sorte dans les arrondissements de Reggio et de Monteleone, dans celui de Paola, au contraire, de même qu'en Basilicate, le mouvement commença dans les communes de la montagne. Il n'y a donc pas, contrairement à ce que certains ont prétendu, de lois précises, autres que les circonstances économiques, qui fassent émigrer les habitants de tel ou tel pays.

Nombre des Emigrants provenant de la Calabre

1876	1.302	1903	33.999
1877	1.266	1904	35.482
1878	2.143	1905	62.290
1879	3.777	1906	57.084
1880	2.952	1907	47.229
1881	4.551	1908	30.552
1882	10.522	1909	52.516
1883	9.546	1910	49.298
1884	4.729	1911	30.382
1885	10.908	1912	47.323
1886	9.672	1913	55.910
1887	13.171	1914	24.196
1888	15.024	1915	6.489
1889	12.331	1916	7.086
1890	11.757	1917	1.056
1891	11.225	1918	458
1892	10.013	1919	12.159
1893	18.998	1920	51.666
1894	13.351	1921	17.037
1895	18.878	1922	18.558
1896	18.965	1923	23.114
1897	15.557	1924	17.735
1898	15.153	1925	18.180
1899	17.713	1926	22.911
1900	23.328	1927	20.931
1901	34.437	1928	9.714
1902	35.918	1929	10.168

Le mouvement, en Calabre, prit, lui aussi, une extension formidable. De 679 émigrants, en 1870, le nombre monta à 4.551 en 1881 ; 15.025, en 1888 ; 18.878, en 1895 ; 35.918 en 1902 ; 47.229 en 1907 et 55.910 en 1913, soit une augmentation de 8.250 % en 43 ans, augmentation beaucoup plus considérable que celle de la population, comme le montre le tableau suivant :

Années	Nombre d'émigrants	Moyenne annuelle	0/00 de la population
1876-80	11.040	2.208	1,8
1881-85	40.250	8.050	6,3
1886-90	61.955	12.395	9,7
1891-95	71.955	14.391	11,4
1896-1900	90.716	18.143	14,4
1901-05	201.726	40.345	29,6
1906-10	239.679	47.936	33,57
1911-13	133.615	44.538	30,93

Cependant, quoique la Calabre soit un pays très montagneux, on ne peut pas dire qu'elle soit exploitée, comme elle pourrait — et devrait — l'être : un tiers des terrains, en effet, sont incultes. Si l'on examine, par exemple, la situation de l'arrondissement de Cosenza, l'on remarque que, sur 223.298 hectares, 71.189, soit 32 %, sont en friche. Ce n'est pas non plus l'effet du paludisme, qui ne joue qu'un rôle très restreint dans l'émigration, ainsi qu'on l'a vu plus haut, à propos de la Basilicate ; et, en Calabre, l'influence du paludisme n'est pas plus déterminante. Dans l'arrondissement de Nicastro, pendant la période 1901-05, sur 27 communes, 12 ont été ravagées par le paludisme, et 15 en ont été indemnes. 4 communes de la première catégorie, et 6 de la deuxième (soit à peu près la même proportion : $1/3$ et $2/5$), ont eu plus de 5 % d'émigrants. De même (1), pendant la période 1906-1913, la commune qui a eu le plus d'émigrants, Motta San Lucia (2), n'a pas été ravagée par le paludisme, tandis que la commune qui la suivait dans la classification du nombre d'émigrants, San Mango (3), en était atteinte (4).

Quelles étaient donc les causes ? Ainsi que le disait, en 1885, le maire de Belyvédère Marittimo, c'était le manque de travail, et surtout la misère causée par les faibles salaires. Ceux-ci, en

	1901-05	1906-10	1911-13
Reggio-Ville	13,4	16	14,8
» -Campagne	28,4	27,5	25,5
Cotrone-Ville	7,4	12,9	21,8
» -Campagne	30,5	32,9	34,7
Monteleone-Ville	13,8	23,6	19,2
» -Campagne	27,5	34,5	31,1
Gerace-Ville	33,8	19	16,7
» -Campagne	34,5	33	34

(1) Voir Scalise : l'Emigrazione della Calabria.

(2) 56 % d'émigrants.

(3) 54 % d'émigrants.

(4) Dans l'arrondissement de Cotrone, les chiffres sont les suivants : Cacurci et Casabona, communes où le paludisme sévit, ont eu 31,4 et 32,6 % d'émigrants ; Casino et Cotrone, qui en ont été exemptes, ont eu 52,9 et 43 % ; de même dans l'arrondissement de Monteleone, alors que la moyenne était de 27,8 %, Majerano et Dasa, qui ont eu le paludisme, n'avaient que 25,9 et 26,7 % d'émigrants.

effet, ainsi que le montre Scalise, n'ont pas varié, dans l'agriculture, de 1790 à 1900, en Calabre ; alors que le niveau de la vie et les prix sont beaucoup plus élevés de nos jours qu'il y a un siècle. Un des faits qui le montre, c'est que, dans les villes, où les salaires sont toujours plus élevés qu'à la campagne, l'émigration est beaucoup plus faible que dans celle-ci.

Les causes de l'émigration, en Calabre, semblent donc bien relever principalement de la situation agricole (1) : incapacité des hommes, mal soutenus d'ailleurs par le gouvernement, à faire rendre au sol toute la richesse qu'il était capable de produire ; routine qui faisait appliquer, encore peu avant la guerre, les mêmes méthodes de culture que sous les Bourbons ; triennalité (2) des cultures — et choix de cultures peu productives, le blé y étant trop répandu, au lieu de la vigne et de l'olivier, dont les rendements, sur ce sol, sont meilleurs.

En Calabre, l'émigration était un phénomène qui existait de longue date, mais qui s'était, ainsi qu'on l'a vu, considérablement accru sous l'influence de causes économiques. Dans la région des Abruzzes et Molise, au contraire, le phénomène ne commença que vers 1870-1880, sous l'influence d'une crise de transhumance. Celle-ci, en effet, était la ressource la plus importante du pays, et était pratiquée, pendant toute l'année, par une grande partie de la population agricole. Or celle-ci — et spécialement dans les communes, auxquelles appartenait la majeure partie des pâturages, — les laissa à l'abandon. Le gouvernement italien, principalement celui de M. Nitti, se désin-

(1) Scalise, d'accord sur ce point avec Arias, cite parmi les causes de l'émigration, le dommage matériel causé, dans certains cas, par l'unification de l'Italie. De même, il a paru (*Boll.* 1907, n° 10) sur la situation en Molise, une étude du professeur Guglielmo Josa, directeur de la Chaire d'agriculture à Campobasso « Les Provinces méridionales entrèrent, en 1860, dans la grande « famille italienne, dans une condition d'infériorité absolue et de déséquilibre... ». M. Nitti (*L'Italia all' alba del secolo XX* ; *Discorsi ai giovani d'Italia*) prouve que le Sud payait beaucoup plus d'impôts que le Nord, car, au moment de l'annexion, Sacchi, l'envoyé de Cavour à Naples, avait cru à une richesse du Sud, sous toutes les formes, plus grande qu'elle n'était en réalité. En quelques années, de 1860 à 1866, les impôts du Royaume de Naples passèrent, au grand dommage de la population, de 50 à 70.000.000 de lires, en même temps que l'administration devenait plus compliquée.

(2) On entend, en Italie, par triennalité, la culture du sol pendant un an, suivie d'une jachère de deux ans.

téressa entièrement de la question, et ne fit rien pour forcer les communes à soigner leurs biens. Il paralysa même les quelques efforts qui étaient tentés pour sauver cette ressource du pays, ressource telle, que les habitants n'avaient pas à payer d'impôts communaux. Mais l'abandon dans lequel ils étaient laissés, fit que ces pâturages dégénérent. D'autre part, et cela surtout depuis la réunion du Royaume à l'Italie, on défricha les bois et on y planta des céréales. Le déboisement produisit les mêmes effets désastreux qu'en France, dans les Pyrénées : cours d'eaux devenant irréguliers ; situation fluviale mauvaise ; terres arables arrachées, etc... Et alors que les céréales ne pouvaient déjà rapporter qu'un faible rendement en montagne, on accentua encore les effets funestes de cette politique agricole, en adoptant de mauvaises méthodes de culture. Quoi qu'il en soit, si l'on examine les pourcentages des diverses cultures dans les provinces des Abruzzes et Molise, à Chieti, et à Teramo, par exemple, on trouve les résultats suivants :

	Céréales	Prés	Cultures diverses	Bois	Total
Teramo.....	68,3	14,9	11	5,8	100
Chieti	64,1	6,7	24,5	7,7	100

On s'explique donc le mouvement intense d'émigration qui, en quelques années, prit, dans les Abruzzes, un développement considérable. De 375, en 1876, le nombre des départs s'éleva à 4.735 en 1882 ; 10.515 en 1886 ; 20.567 en 1896 ; 32.159 en 1904 ; et 62.033 en 1913 ; soit 16.543 % d'augmentation en 39 ans.

En Campanie, les choses ne se passèrent pas absolument comme dans les autres provinces de l'Italie méridionale. Le nombre des émigrants s'accrut bien de 3.165 en 1876 à 78.633 en 1913, mais le mouvement fut beaucoup plus lent que dans les autres provinces ; et cela, parce que la ville de Naples attirait à elle un grand nombre de ceux qui voulaient émigrer.

Nombre des Emigrants provenant des Abruzzes

1876.....	375	1903.....	46.349
1877.....	574	1904.....	32.159
1878.....	1.436	1905.....	58.929
1879.....	2.162	1906.....	58.032
1880.....	1.935	1907.....	50.499
1881.....	2.952	1908.....	29.174
1882.....	4.735	1909.....	53.443
1883.....	9.043	1910.....	45.516
1884.....	4.975	1911.....	32.025
1885.....	6.216	1912.....	46.502
1886.....	10.515	1913.....	62.038
1887.....	13.409	1914.....	24.095
1888.....	13.147	1915.....	9.324
1889.....	10.163	1916.....	14.297
1890.....	12.842	1917.....	1.779
1891.....	12.250	1918.....	378
1892.....	9.045	1919.....	10.286
1893.....	13.367	1920.....	49.795
1894.....	9.709	1921.....	10.499
1895.....	17.760	1922.....	13.787
1896.....	20.587	1923.....	18.709
1897.....	12.591	1924.....	14.071
1898.....	15.151	1925.....	12.543
1899.....	17.522	1926.....	13.404
1900.....	22.932	1927.....	13.032
1901.....	59.921	1928.....	8.519
1902.....	50.192	1929.....	8.170

Nombre des Emigrants provenant de la Campanie

1876.....	3.165	1903.....	70.518
1877.....	2.891	1904.....	50.863
1878.....	4.887	1905.....	84.316
1879.....	9.373	1906.....	89.769
1880.....	9.698	1907.....	76.143
1881.....	10.970	1908.....	37.134
1882.....	14.107	1909.....	68.075
1883.....	15.903	1910.....	62.988
1884.....	7.830	1911.....	54.149
1885.....	13.125	1912.....	66.939
1886.....	17.578	1913.....	78.633
1887.....	22.129	1914.....	41.039
1888.....	22.134	1915.....	14.542
1889.....	14.479	1916.....	13.625
1890.....	24.647	1917.....	3.523
1891.....	29.272	1918.....	1.566
1892.....	22.259	1919.....	28.874
1893.....	34.514	1920.....	82.779
1894.....	19.880	1921.....	17.221
1895.....	32.097	1922.....	16.802
1896.....	41.208	1923.....	23.916
1897.....	32.604	1924.....	20.777
1898.....	32.057	1925.....	17.423
1899.....	34.414	1926.....	20.584
1900.....	49.970	1927.....	13.430
1901.....	75.587	1928.....	8.078
1902.....	84.493	1929.....	7.202

L'émigration intérieure, l'exode vers les villes, y contrebalançait, en partie, l'émigration extérieure : cela est vrai, non seulement pour Naples, mais même pour les petites villes de Campanie, qui, malgré l'émigration, voyaient le chiffre de leurs habitants augmenter à chaque recensement. C'est ainsi que de 1901 à 1911, Mondragone passa de 6.112 habitants à 7.336, et Casal, de 5.338 à 5.867. Aussi, malgré le nombre toujours accru des émigrants, voit-on, contrairement à ce que nous avons remarqué en Calabre, leur proportion baisser à chaque recensement. C'est ainsi que si l'on examine les provinces de Naples, Caserte, Benevent, Avellin et Salerne, l'on constate les pourcentages suivants :

	1900-1909	1910-1913
Avellin	3,403 %	3,1227 %
Benevent	2,996 %	2,453 %
Caserte (1)	2,667 %	3,154 %
Naples	0,873 %	0,653 %
Salerne	2,552 %	2,572 %

Seule la province de Caserte, province plus agricole que les autres, fait exception — si l'on néglige celle de Salerne, dont le taux d'émigration est resté sensiblement invariable. En Campanie, en effet, existent des causes d'émigration identiques à celles que nous avons citées jusqu'ici : bas salaires des travailleurs agricoles, provoquant leur exode ; croissance de la grande industrie, de la navigation à vapeur, qui tue la petite navigation à voile ; mauvaises méthodes de culture ; manque d'industries laitières, qui auraient pu facilement se développer dans la montagne ; manque d'esprit d'initiative de la part des agriculteurs ; manque de capitaux ; manque d'instruction ; toutes ces causes s'appliquent à la Campanie, comme aux régions que nous avons examinées plus haut, et expliquent l'émigration.

(1) L'on peut faire remarquer que, actuellement, la province de Caserte n'existe plus.

Dans les Pouilles, les mêmes causes produisirent les mêmes effets et l'émigration crût de 339 âmes en 1876 à 1.021 en 1883 ; 5.503 en 1895 ; 14.767 en 1901 ; 29.712 en 1907 ; et 41.837 en 1913. Cependant, cette région est intéressante à étudier, car on y trouve certains caractères particuliers, qui prouvent qu'une bonne politique économique peut éviter, en partie, l'intensité de l'émigration.

Nombre des Emigrants provenant des Pouilles

1876.....	339	1903.....	15.788
1877.....	405	1904.....	13.848
1878.....	503	1905.....	21.350
1879.....	558	1906.....	33.762
1880.....	471	1907.....	29.712
1881.....	379	1908.....	16.260
1882.....	790	1909.....	27.490
1883.....	1.021	1910.....	30.839
1884.....	652	1911.....	20.318
1885.....	872	1912.....	29.189
1886.....	806	1913.....	41.837
1887.....	1.348	1914.....	16.979
1888.....	2.144	1915.....	5.301
1889.....	2.707	1916.....	10.923
1890.....	2.744	1917.....	1.531
1891.....	1.944	1918.....	435
1892.....	1.675	1919.....	8.449
1893.....	1.899	1920.....	40.361
1894.....	2.470	1921.....	6.153
1895.....	5.503	1922.....	7.695
1896.....	5.806	1923.....	13.284
1897.....	3.270	1924.....	10.247
1898.....	3.387	1925.....	8.882
1899.....	3.653	1926.....	8.957
1900.....	4.936	1927.....	7.419
1901.....	14.767	1928.....	4.908
1902.....	15.175	1929.....	3.602

Dans les Apennins, l'émigration avait existé de tous temps ; mais le déboisement l'augmenta à tel point que, contrairement à ce que nous avons remarqué en Campanie, les petites agglomérations se dépeuplèrent. C'est ainsi qu'entre les recensements de 1901 et de 1911, Faeto passa de 3.659 habitants à 3.225, et San Marco in Lamis de 4.227 à 3.776, soit 1,07 et 1,48 % de diminution annuelle. — Dans la région subapennine, et celle de Tavolière, au contraire, l'émigration, qui y est un besoin national, remédie en partie aux inconvénients

naturels : culture morcelée à l'infini. Cependant ce remède n'est que très faible, puisque la cause principale de la misère, l'absence de moyens de communication, n'est pas supprimée par celui-ci. De même, cette absence de moyens de communication fit émigrer, à partir de 1900, les habitants de la région du promontoire de Gargane, et notamment ceux de Vico où, jusqu'à cette date, florissait la culture de l'olivier. Dans la région de Monte San Angelo, les ressources des bois permettaient à la population de ne payer aucun impôt communal ; mais les habitants — le gouvernement laissant faire — déboisèrent leur domaine, ce qui, comme toujours, amena les plus mauvais résultats. A la place des bois, on planta du blé, dont le rendement était illusoire. Avec une surface totale de 6.594 km² 54, dont 51,60 % étaient plantés en blé, le rendement des Pouilles ne s'élève en effet qu'à 1.779.000 quintaux, soit 5 à l'hectare, et, en 1912, où la récolte fut mauvaise, celle-ci ne fut que de 690.000 quintaux, soit 2 à l'hectare. Enfin, comme le pays est montagneux, le travail y est très variable suivant les époques ; et, comme l'on ne fait rien pendant une grande partie de l'année, la tentation de s'expatrier ne peut manquer de s'implanter dans les esprits.

Dans la région maritime de Bari, où les cultures principalement viticoles, florissaient vers 1860, la crise fut produite, en grande partie, par la politique de M. Crispi qui, par la rupture des relations économiques avec la France, de 1886 à 1898, porta un coup terrible à cette région, déjà ravagée par le phylloxéra. A Lecce, au contraire, les habitants travaillaient une partie de la journée à la terre (1), et l'autre partie à la ville, gagnant assez d'argent ; au surplus, ayant peur du paludisme, ils n'émigrent pas, et forment ainsi opposition aux habitants des autres parties des Pouilles. D'autre part, les grands propriétaires de la région, contrairement à ce qui se passait à Bari et à Foggia, se montrèrent intelligents, et surent comprendre leurs intérêts. Ils introduisirent des cultures rémunératrices : le tabac et le mûrier, et empêchèrent ainsi une émigration intensive. A Castellane, au contraire, les grands propriétaires ne se soucièrent de rien ; aussi l'émigration y prit-elle une grande extension. C'est ainsi que, pour faire des économies, les propriétaires de Castellanetta préféraient faire venir leurs travailleurs agricoles d'assez loin, au lieu d'employer ceux du pays,

(1) A la culture de la vigne.

qui sont en grand nombre ; aussi la population s'expatriait-elle ; mais l'exemple de la région de Lecce montre bien que l'on aurait pu, si l'on avait voulu, éviter ou limiter l'émigration.

Nombre des Emigrants provenant de la Sicile

1876.....	1.228	1903.....	58.820
1877.....	767	1904.....	50.662
1878.....	1.065	1905.....	106.208
1879.....	888	1906.....	127.603
1880.....	884	1907.....	97.620
1881.....	1.143	1908.....	50.423
1882.....	3.215	1909.....	94.833
1883.....	4.040	1910.....	96.713
1884.....	2.420	1911.....	50.789
1885.....	2.186	1912.....	92.788
1886.....	4.270	1913.....	146.061
1887.....	4.653	1914.....	46.610
1888.....	7.015	1915.....	16.169
1889.....	11.308	1916.....	20.073
1890.....	10.705	1917.....	6.004
1891.....	10.730	1918.....	2.087
1892.....	11.912	1919.....	36.476
1893.....	14.626	1920.....	108.718
1894.....	9.125	1921.....	23.082
1895.....	11.307	1922.....	22.367
1896.....	15.432	1923.....	36.070
1897.....	19.109	1924.....	28.956
1898.....	25.579	1925.....	23.760
1899.....	24.604	1926.....	23.252
1900.....	28.838	1927.....	21.167
1901.....	36.718	1928.....	11.805
1902.....	54.466	1929.....	11.299

Quoique l'émigration sicilienne se soit accrue en quantité considérable (16.522 % en 33 ans), de 884 âmes en 1880 à 146.061 en 1913, il n'y a pas lieu de s'étendre à ce sujet, car les causes, en Sicile, sont identiques à celles étudiées précédemment, pour les autres régions de l'Italie méridionale.

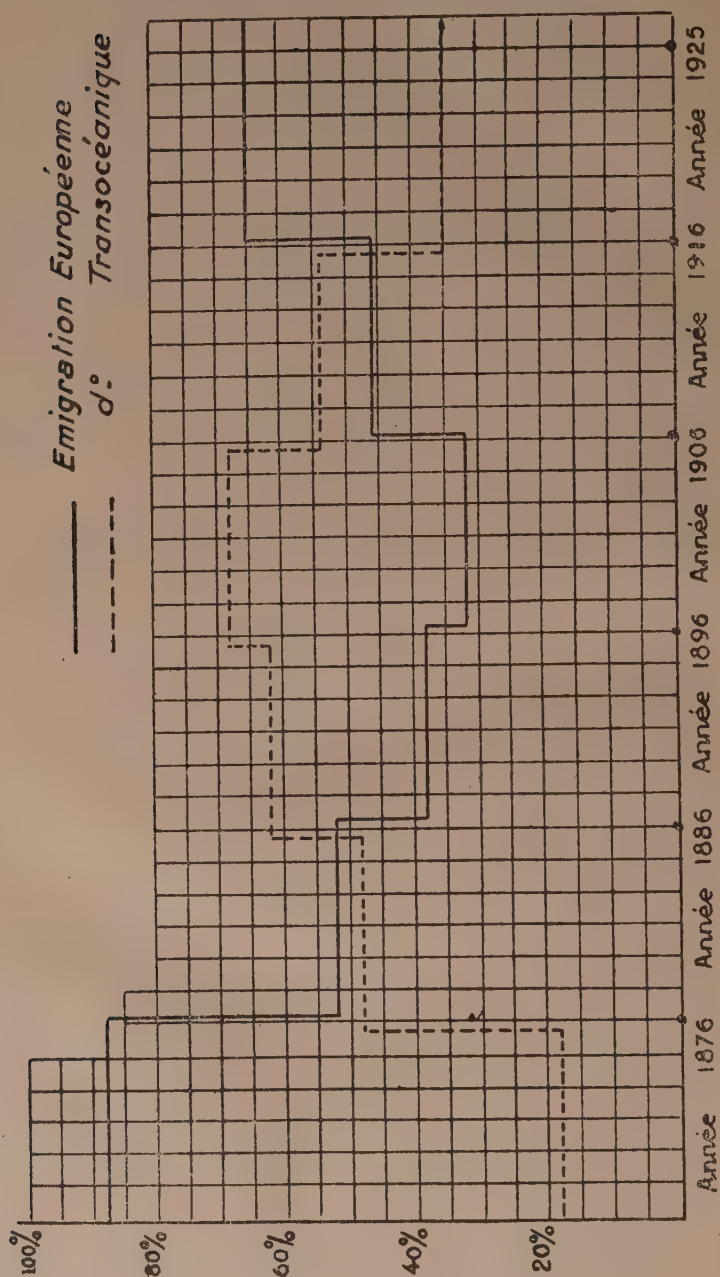
C. — DESTINATIONS DE L'ÉMIGRATION ITALIENNE. SES FORMES

Dans le chapitre précédent nous avons étudié les raisons qui poussaient les Italiens à émigrer ; nous allons maintenant considérer les diverses formes de l'émigration italienne et les différents points vers lesquels elle se dirige. Ceci est indispensable pour comprendre la politique d'émigration italienne et voir comment le gouvernement italien s'efforce de ne pas perdre définitivement le chiffre élevé de ses nationaux qui ont abandonné le sol de la patrie pour se fixer à l'étranger.

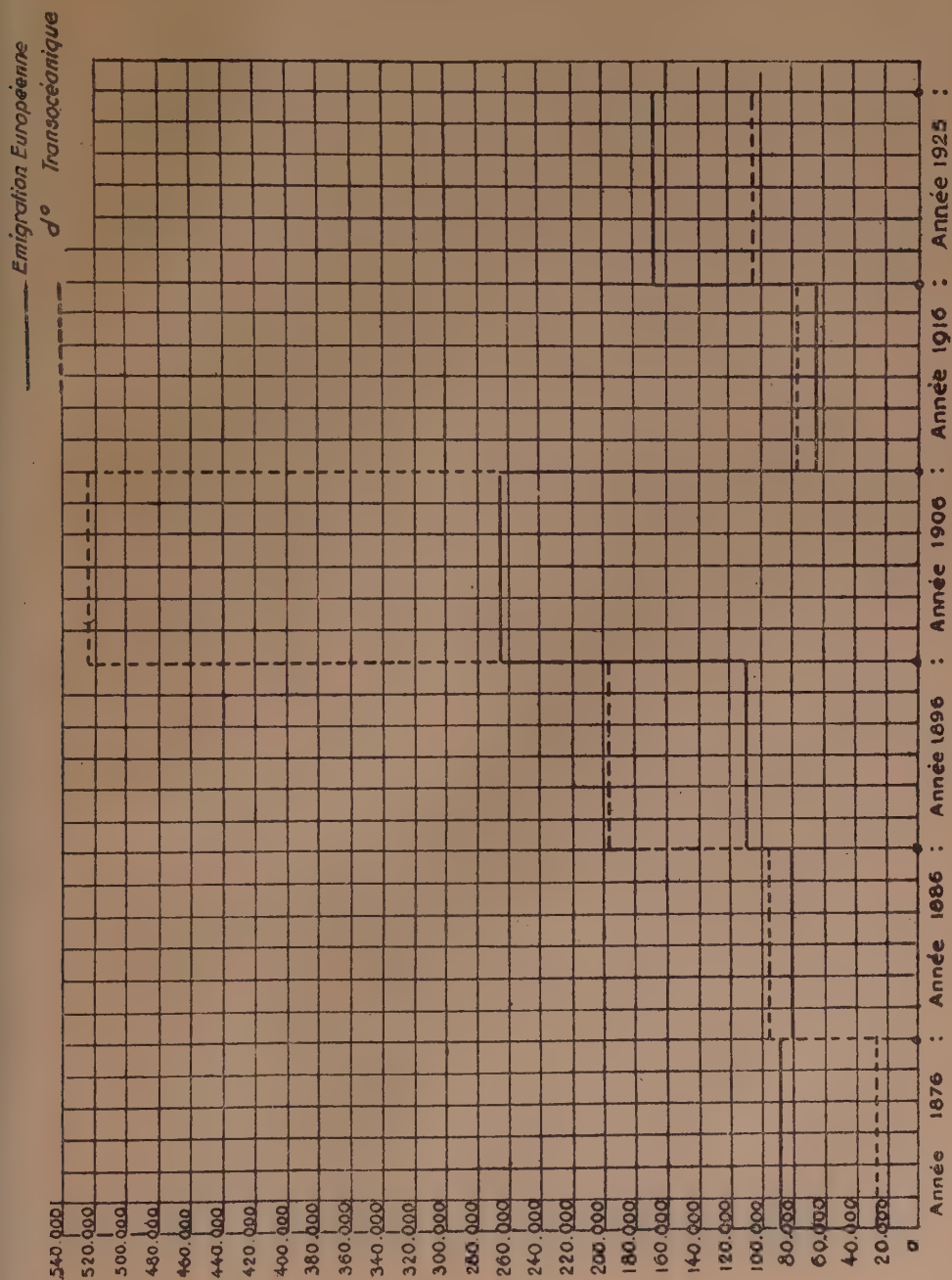
L'émigration italienne, comme toutes les émigrations, peut se grouper en trois formes bien distinctes : l'émigration définitive — l'émigration temporaire — et l'émigration saisonnière. L'émigration saisonnière existe d'abord à l'intérieur de l'Italie comme dans tous les pays du monde. L'hiver, lorsqu'il n'y a pas de travail dans la montagne, les habitants descendent dans les villes pour y faire certains métiers spéciaux, comme c'est le cas en France, pour les habitants de la Savoie et du Massif Central. En plus de cette émigration saisonnière intérieure, il y en a une, extérieure, notamment pour aider la France à faire la récolte ou la vendange. Dans cette émigration saisonnière agricole, on peut d'ailleurs ranger une émigration assez curieuse. Étant donné que les récoltes ne se font pas partout à la même époque, un certain nombre de travailleurs agricoles italiens, du Sud, font la récolte chez eux, puis partent la faire en France. Ils s'embarquent ensuite, avec voyage payé par le gouvernement de ces pays, pour les États sud-américains, principalement l'Argentine, où la récolte se fait vers décembre-janvier. Au retour, ils s'arrêtent dans les pays de l'Afrique Méditerranéenne, où la récolte se fait environ un mois avant qu'elle n'ait lieu en Italie ; puis ils recommencent leur périple annuel. Quoiqu'ils s'embarquent pour des pays hors d'Europe, cette émigration, assez spéciale, doit cependant être considérée comme saisonnière.

Restent à examiner l'émigration temporaire et l'émigration définitive. Quoique la distinction officielle entre ces deux sortes

*Pourcentage de l'émigration vers l'Europe
et les Pays Transocéaniques de 1876 à 1925.*



*Nombre d'émigrants se dirigeant vers l'Europe et les Pays Transocéaniques
de 1876 à 1925.*



d'émigration soit fausse, puisqu'elle repose sur une base territoriale, et que celle-ci puisse, certes, influencer la distinction — mais ne la présuppose pas, cette définition est cependant ce qu'il y a de mieux dans la matière. D'après l'article 182 du Règlement d'application de la loi du 31 janvier 1901 « est « émigration permanente, quel que soit le nombre de ceux qui « entreprennent, toute émigration se dirigeant vers des pays « situés au-delà du Canal de Suez, à l'exception cependant de « l'Erythrée ; est émigration temporaire, celle qui se dirige « vers les autres pays (1). »

L'émigration italienne, au point de vue de sa direction, et, par suite, de son caractère aux yeux de la loi, a subi ces dernières, années une modification considérable : alors qu'avant la guerre, l'émigration transocéanique était, de beaucoup, plus importante que l'émigration européenne, celle-ci, au contraire, s'est développée d'une façon intense depuis la guerre, et a surpassé l'émigration en Amérique.

*Proportions des départs d'Emigrants Italiens
vers les pays d'Europe*

	1876	1886	1896	1906	1916	1925
Europe septentrionale et orientale	0,59	0,17	0,30	0,21	0,05	0,09
Grande Bretagne.....	0,24	0,21	0,16	0,55	1,62	0,26
France.....	31,72	21,28	5,84	7,93	31,15	51,96
Belgique, Luxembourg, Hollande	0,22	0,08	0,09	0,32	0,01	1,66
Suisse	17,15	2,59	5,96	10,16	12,34	4,87
Allemagne	8,85	2,27	5,61	8,67	0,01	0,60
Autriche-Hongrie.....	18,87	19,27	13,38	5,51	0,00	1,01
Espagne, Portugal.....	0,81	0,53	0,18	0,10	0,28	0,25
Balkans.....	0,95	1,07	2,92	0,48	0,27	0,46
Total vers l'Europe	79,39	47,47	34,44	33,93	45,73	61,16
Vers le reste du monde ..	20,61	52,53	65,56	66,07	54,27	39,84

Ce n'est pas seulement dans ses directions que l'émigration italienne a, depuis la guerre, subi des modifications considérables, mais aussi dans ses origines. En effet, alors qu'avant la guerre, c'était le Sud de l'Italie qui donnait la part la plus

(1) Cette définition n'est plus en vigueur. Voir (note page 10) la définition actuelle.

importante de l'émigration, c'est actuellement au contraire dans les provinces du Nord, que l'on trouve le plus de départs. Cette modification d'origine n'a d'ailleurs rien de surprenant, si l'on considère que les provinces méridionales fournissent le plus gros contingent de l'émigration transocéanique, alors que les provinces du Nord se spécialisaient dans l'émigration en Europe.

En 1911, sur cent personnes, absentes de leur domicile au moment du recensement et se trouvant hors du Royaume :

en Vénétie	82,9	étaient en Europe ;
en Piémont	65,4	» ;
en Lombardie	68,7	» ;
en Ligurie	60,9	» ;
en Toscane	58,2	» ;
dans l'Emilie	54,1	» .

Les régions méridionales, au contraire, avaient une émigration permanente, et celle de la Calabre était la plus permanente du Royaume. De 1876 à 1902, 352.281 personnes ont quitté la Calabre : 325.650 d'une façon permanente ; et 26.631 d'une façon temporaire ; parmi ces dernières,

6.667	venaient de Catanzaro,
8.366	» de Cosenza,
11.598	» de Reggio.

Dans le même laps de temps, dans la Province de Milan, sur 97.167 départs, il y en eut 50.358 pour l'émigration permanente, et 46.809 pour l'émigration temporaire (voir tableau p. 36).

Le développement de l'émigration vers l'Europe explique donc le renversement de la situation respective des diverses régions (voir tableau p. 37).

L'émigration en Amérique remontait cependant à une date ancienne. Elle avait commencé alors que les colonies hispano-portugaises occupaient encore la majeure partie de ce vaste continent. En Uruguay, par exemple, elle avait commencé dès la fin du XVIII^e siècle, émigration de Piémontais et de Ligures. C'étaient, principalement, des pêcheurs et des entrepreneurs de cabotage dans l'estuaire du Rio de la Plata. En 1838, on en

Emigration permanente et temporaire

Années	Calabre		Province de Milan		Royaume	
	Permanente	Temporaire	Permanente	Temporaire	Permanente	Temporaire
1876.....	930	372	713	3.409	19.756	89.015
1877.....	405	861	305	2.581	21.087	78.126
1878.....	409	1.734	349	2.845	18.535	77.733
1879.....	3.555	222	951	2.264	40.824	79.007
1880.....	2.722	230	1.006	2.570	37.974	81.927
1881.....	2.036	2.515	2.006	2.560	41.607	94.225
1882.....	9.529	993	4.307	2.174	65.748	95.814
1883.....	9.287	259	2.568	2.294	68.416	100.686
1884.....	4.456	273	2.404	2.409	58.049	88.968
1885.....	9.816	1.092	2.340	1.475	77.029	80.164
1886.....	9.261	411	2.628	1.342	85.305	82.474
1887.....	12.938	233	3.019	1.257	127.748	87.917
1888.....	14.978	46	3.479	1.245	195.993	94.743
1889.....	12.270	61	3.449	1.541	113.093	105.319
1890.....	11.154	603	2.871	1.198	103.343	112.511
1891.....	10.808	417	2.587	1.347	175.520	118.111
1892.....	9.469	544	3.429	860	107.369	116.298
1893.....	17.543	1.455	3.107	556	124.322	122.429
1894.....	12.488	863	1.846	705	105.455	119.868
1895.....	17.880	1.098	1.777	1.220	169.513	123.668
1896.....	18.909	56	1.112	1.708	183.620	123.862
1897.....	15.557	0	897	1.830	165.929	133.926
1898.....	15.124	29	993	1.703	126.787	156.928
1899.....	17.713	0	1.391	1.190	131.308	177.031
1900.....	23.322	6	839	1.683	153.209	199.573
1901.....	31.601	2.836	485	2.878	251.577	281.668
1902.....	32.496	3.422			245.511	285.998

comptait 3.000 ; en 1849, 6.000, comme nous l'avons dit plus haut en citant le rapport du Consul général Sarde à Buenos-Ayres. Vers 1850, les Piémontais commencèrent à posséder des propriétés agricoles ; mais l'émigration italienne vers les pays sud-américains ne commença réellement que dans les années qui suivirent l'unification de l'Italie et la chute du Royaume de Naples. En 1869, on voit dans le rapport « della Comission directiva de immigracion » en Uruguay que le nombre d'Italiens établis dans le pays est de 65.060 sur un total de 390.000 étrangers, soit 1/6. Parmi eux, 16.000 — ou même 25.000, suivant le Consul italien — résidaient à Montevideo et y possédaient la plus grande partie du commerce. L'émigra

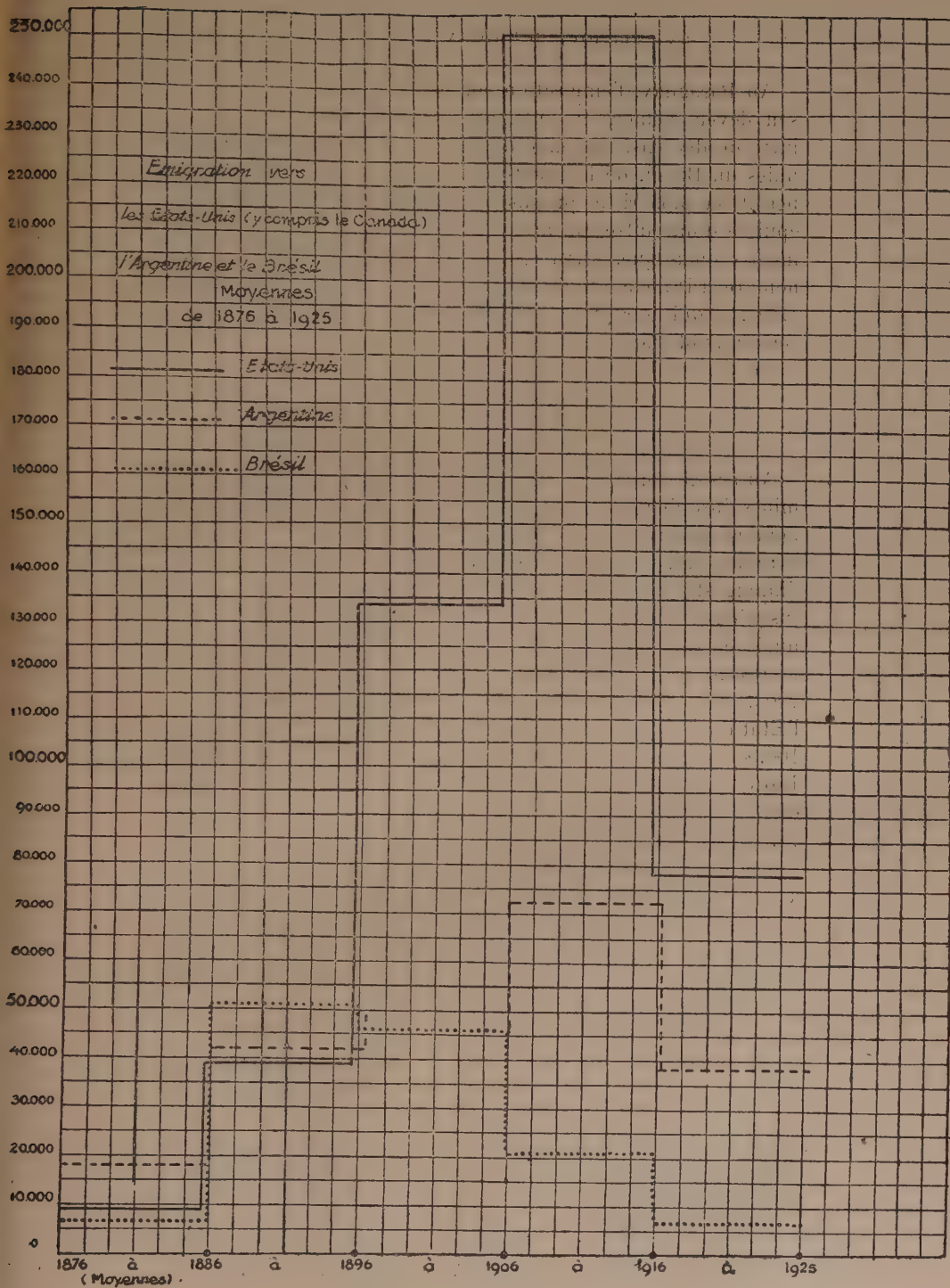
	Emigration					
	de l'Italie du Nord		de l'Italie Centrale		de l'Italie du Sud	
	Vers l'Europe	Vers l'Amérique	Vers l'Europe	Vers l'Amérique	Vers l'Europe	Vers l'Amérique
1876.....	82,86	15,61	82,64	14,69	30,65	53,36
1877.....	81,34	18,20	82,77	13,69	20,63	66,63
1878.....	83,02	15,76	76,52	14,21	24,10	62,68
1879.....	78,04	21,13	78,71	14,30	17,85	75,97
1880.....	82,55	16,96	76,76	16,58	14,98	77,41
1881.....	80,81	18,57	78,18	18,20	11,24	81,38
1882.....	75,30	23,72	70,78	21,58	9,36	75,91
1883.....	76,16	22,66	66,69	27,52	14,19	74,98
1884.....	70,33	28,09	54,17	42,53	16,22	76,52
1885.....	64,37	34,50	65,69	30,33	11,26	77,61
1886.....	67,33	31,48	67,21	29,77	7,72	85,60
1887.....	52,87	46,20	51,29	46,62	6,14	90,62
1888.....	34,82	64,87	46,18	52,73	5,87	90,02
1889.....	57,35	42,29	37,11	60,95	7,82	89,18
1890.....	68,64	30,93	44,84	52,97	6,44	91,18
1891.....	44,58	54,88	44,03	53,63	8,27	89,24
1892.....	64,25	35,22	47,47	50,24	8,79	88,16
1893.....	66,53	32,84	36,99	61,10	6,71	90,25
1894.....	66,61	32,60	31,44	66,00	10,82	86,63
1895.....	53,92	45,46	18,55	79,16	6,44	91,04
1896.....	60,26	38,67	13,98	84,37	6,01	91,96
1897.....	63,78	35,58	26,41	72,37	5,83	92,32
1898.....	79,63	19,73	38,98	59,18	7,09	90,58
1899.....	83,12	15,98	41,92	53,40	5,45	91,85
1900.....	85,59	13,59	57,01	42,33	7,26	90,10
1901.....	84,24	15,13	44,67	53,58	9,64	86,96
1902.....	83,58	15,63	53,59	44,38	9,21	86,91
1903.....	79,43	19,52	48,41	49,86	8,88	87,62
1904.....	73,29	25,57	51,33	45,86	8,80	84,38
1905.....	72,80	26,16	45,32	53,32	5,49	91,55
1906.....	68,71	30,12	43,79	55,28	4,64	92,96
1907.....	73,31	25,78	50,49	49,49	6,81	90,01
1908.....	76,95	22,20	59,08	39,45	9,51	87,55
1909.....	72,40	26,54	43,98	55,04	5,87	92,51
1910.....	71,36	27,70	47,79	51,29	6,07	92,30
1911.....	79,31	19,44	59,80	38,94	8,23	89,14
1912.....	73,51	24,46	50,58	47,17	6,85	90,25
1913.....	69,91	29,22	41,74	57,74	4,96	93,81
1914.....	77,98	20,67	52,99	46,09	6,88	91,34
1915.....	81,26	17,23	56,78	41,39	9,67	83,05
1916.....	88,20	10,75	63,47	34,73	8,46	88,09
1917.....	93,38	5,69	81,77	16,22	18,90	69,46
1918.....	93,77	5,26	84,27	13,27	35,33	45,25
1919.....	83,26	14,97	68,48	29,39	14,35	75,07
1920.....	75,69	23,45	41,98	57,24	5,90	92,38
1921.....	66,59	31,37	41,35	56,92	5,89	89,05
1922.....	76,15	21,96	52,79	45,76	9,37	83,58
1923.....	73,26	25,92	52,66	46,31	11,78	84,54
1924.....	81,67	16,35	69,92	28,79	21,60	71,65
1925.....	82,57	14,56	67,35	30,52	20,55	71,81
1928.....	72,51	27,49	58,38	41,62	14,04	85,96
1929.....	80,37	19,73	59,47	40,53	14,82	85,18

tion italienne vers l'Uruguay abandonna, à cette époque, ce pays, et se tourna vers l'Argentine dont les ressources sont plus abondantes ; aussi le nombre des colons italiens en Uruguay restera-t-il stationnaire depuis 1870 jusqu'à nos jours. En 1901, ils sont 80.000 ; en 1908, 62.357 sur un total de colons de 180.722, parmi lesquels 54.885 Espagnols et 8.341 Français. En 1924, le commissariat uruguayen évalue leur nombre à 127.000 ; mais, dans ce total, sont compris les enfants de colons italiens nés en Uruguay et considérés comme Uruguayens selon la législation du « jus soli » locale. C'est pourquoi le recensement de 1927 ne donne plus que 65.000.

En Argentine, au contraire (« la colonie sans le drapeau (1) ») l'émigration italienne ne commença que vers 1870, mais prit, assez vite, un grand développement (2). La moyenne d'avant-guerre (80.000) n'était inférieure qu'à celle des États-Unis, et comparable à l'émigration italienne en France et en Suisse, légèrement supérieure — par suite — à celle en Allemagne. Dans la province de Mendoza, en 1926, le nombre des colons italiens était de 35.388, représentant 9,30 % de la population, et la richesse possédée par des Italiens représentait 49 % de la richesse totale de la province. Dans la province de San Juan, les Italiens étaient 5.000, représentant 3,30 % de la population ; dans celle de San Luis, 9.000 — représentant 6,20 %. Au total, en 1926, on comptait environ 300.000 Italiens en Argentine, parmi lesquels 93.000 agriculteurs.

(1) Suivant l'expression de M. Nitti.

(2) Quoiqu'en progression, en valeur absolue, la part de l'immigration italienne décrut, par rapport au total général des arrivées d'émigrants en Argentine. Représentant, en effet, la moitié de l'émigration totale jusqu'en 1907, elle ne représentait plus que les 2/5 en 1910, et diminuait encore après cette date. Cependant, la part de l'Italie représentait à peu près la même proportion que la part de l'Espagne et M. Mussolini pouvait dire, en 1924, que l'Argentine était à demi-Italienne. Sans compter les émigrants temporaires, plus de 28 % de ses habitants sont des descendants d'Italiens. M. Nitti disait de même : « Si nous savons oser, la langue et le nom de l'Italie se répèr-
« couteront dans quelques 10 ans, sans être en butte à la haine ou à la moquerie
« dans un continent immense où l'avenir est à nous, où nous trouverons cette
« richesse et cette puissance que vainement nous avons cherchées ailleurs ». Ainsi que Einaudi : « Un principe mercante » : « ... le jour où l'Argentine sera habitée par une population de sang mêlé avec une grande prépondérance de sang italien... »



Au Paraguay, l'émigration commença aussi vers 1870, mais son développement ne fut pas très considérable. Après une lutte de dix ans, soutenue de 1869 à 1879, contre les forces unies du Brésil, de l'Argentine, et de l'Uruguay, le Paraguay perdit sa plus riche province, celle de Entre Rios et sortit épuisée d'une lutte qui arrêta pour longtemps son développement économique. Aussi n'y a-t-il rien d'étonnant à ce que le nombre d'Italiens établis dans ce pays ne soit que d'environ 5.500, ce qui ne représente même pas 1 % de la population de cette république.

Au Brésil, comme dans les autres États sud-américains examinés jusqu'ici, l'immigration italienne, si elle s'accrut en nombre (et au Brésil, ce ne fut d'ailleurs pas d'une façon considérable), diminua cependant progressivement par rapport à l'immigration totale. Sa part, qui représentait en effet la moitié jusqu'en 1902, ne représentait plus qu'un tiers en 1907 et diminuait encore ensuite. Toutefois, le nombre d'Italiens établis au Brésil est très important, en valeur absolue. C'est ainsi qu'en 1903, on en comptait déjà 1.100.000 ainsi répartis : 650.000 dans l'État de São Paulo ; 180.000, dans celui de Rio Grande do Sul ; 100.000, dans celui de Minas Geraes ; 35.000, dans celui de Rio de Janeiro ; 40.000, dans celui de Espírito Santo ; 25.000, dans celui de Santa Catharina ; 25.000, dans celui de Parana ; 15.000, dans le district fédéral ; et 30.000 dispersés.

Le recensement brésilien de 1920, appliquant le « jus soli », dénombre 558.405 Italiens, sur une population totale de 29.045.227 habitants, dont environ 400.000 dans l'État de São Paulo, environ 50.000 dans l'État de Rio Grande do Sul, 40.000 dans celui de Minas-Geraes, et 20.000 dans le district fédéral ; le reste étant dispersé.

Aux États-Unis, l'immigration italienne prit rapidement des proportions très importantes. Le grand mouvement ne date que de 1900 ; mais, dès avant cette époque, il y avait, aux États-Unis, un grand nombre d'Italiens. Les statistiques

de la ville de New-York — seule — donnent les chiffres suivants :

1850	853	1880	15.113
1860	1.610	1890	64.141
1870	3.592	1900	182.248

Le nombre total d'Italiens partis vers les États-Unis jusqu'en 1876 est de 50.640, ainsi répartis :

De 1820 à 1830.....	456
1831 à 1840.....	2.213 (dont 1.699 en 1833)
1841 à 1850.....	1.872
1851 à 1860.....	8.747
1861 à 1870.....	12.291 (dont 2.893 en 1870)
1871 à 1875.....	25.061

En 1900, on comptait 87.714 départs ; en 1905, 252.521 ; en 1913, 305.240 ; ce qui représentait $\frac{1}{4}$ de l'immigration totale jusqu'en 1908 ; $\frac{1}{3}$ jusqu'en 1912 ; et de nouveau $\frac{1}{4}$ en 1914. Après la guerre, qui arrêta évidemment l'immigration italienne, la proportion de $\frac{1}{4}$ s'établissait, de nouveau, en 1921 ; mais à ce moment, les États-Unis, voulant éviter une trop importante immigration de peuples qu'ils considéraient comme inabsorbables, votèrent la loi du « quantum ». Cette loi fixait l'admission aux États-Unis des émigrants d'un pays à un maximum de 2 % du nombre des représentants de ce pays établis aux États-Unis en 1890. Comme le nombre d'Italiens, qui y étaient alors établis, était très faible, le chiffre autorisé annuellement ne fut que de 42.000. Puis, une nouvelle loi restrictive fixa le nombre d'émigrants d'une certaine nationalité, à admettre annuellement, à 3 % du nombre des personnes nées de parents étrangers appartenant à cette nationalité et résidant aux États-Unis en 1920. Le nombre annuel d'émigrants italiens se trouve ainsi réduit à 3.800. Depuis, une loi du 26 mai 1924, qui devait entrer en vigueur à dater du 1^{er} juillet 1927, mais dont l'application a déjà été retardée, à deux reprises différentes, d'une année, fixe ainsi qu'il suit le « quota » : « le nombre d'émigrants d'un pays, à admettre sur le territoire des États-Unis, est à 150.000 (1), comme le nombre d'habitants du territoire continental des États-Unis, ayant cette

(1) Il est actuellement question de réduire ce nombre à 80.000.

« même origine nationale en 1920, est au nombre d'habitants « du territoire en 1920. » Le nombre d'émigrants italiens, pouvant être admis annuellement, d'après cette loi, sera ainsi de 5.989. En réalité, après la loi de 1920, l'émigration italienne se détourna des États-Unis ; et, fait assez intéressant, alors que le nombre fixé par le quantum se trouvait à peu près atteint en droit, il ne l'était pas en fait. Si l'on examine, par exemple, les résultats de l'année 1924, on voit que sur les 41.685 émigrants italiens (soit, bien près du maximum de 42.000) introduits dans l'année aux États-Unis, 28.908 revenaient d'Italie après un premier séjour aux États-Unis, et 5.569 étaient des commerçants, des étudiants... etc. Il ne restait donc, en réalité, que 7.208 émigrants nouveaux, arrivés dans l'année (1).

Dans les autres pays d'Amérique, Cuba, Canada, Républiques Centre-américaines, Vénézuéla (2), etc... l'émigration italienne est très faible : quelques milliers d'individus seulement. C'est ainsi que, dans la République de Panama (3), un certain nombre d'Italiens émigrèrent après 1870, et principalement à l'époque où de Lesseps tentait la percée de l'isthme de Panama. C'étaient surtout des ouvriers terrassiers et quelques petits commerçants ; mais la mortalité, parmi eux, fut assez élevée, et comme, depuis 1895, il n'y eut que très peu d'arrivées, leur nombre n'y est, actuellement, que de quelques milliers.

En Australie, il en est de même. D'ailleurs, les émigrants italiens sont gênés, par toute une série d'entraves, dans ce pays qui veut restreindre sa population pour conserver à ses natio-

(1) En 1925, 4.486 personnes partirent pour les États-Unis avec un passeport italien ; le quota n'est que de 3.845 ; mais comme on peut user du passeport pendant un laps de temps de 4 mois après le visa, et que l'année américaine finit le 30 juin, la différence entre 3.845 et 4.486 est facilement expliquée.

Quant aux 37.162 autres émigrants, qui partirent cette année pour les États-Unis,

26.592 retournaient aux États-Unis après un premier séjour ;

9.148 voyageaient avec des passeports américains ;

1.322 étaient hors quota.

(2) Au Vénézuéla, il y a environ 6 à 7.000 Italiens.

(3) Qui faisait alors partie de celle de Colombie.

naux un niveau de vie élevé et pour garder son caractère britannique. L'on peut en donner l'exemple suivant. En 1927, M. Bruce, premier ministre de la Confédération Australienne, sollicité par l'Australian Natives Association de ne pas adopter de mesures susceptibles de faire diminuer le pourcentage en Australie des habitants d'origine britannique, répondit qu'il n'en avait nullement l'intention, et que le gouvernement cherchait à restreindre l'immigration étrangère dans des limites permettant l'assimilation des émigrants et empêcherait un afflux excessif d'étrangers. « La race australienne, disait-il, doit être protégée non seulement contre les races de couleur, mais aussi contre les autres races blanches. Tous les immigrants, qui ne veulent pas s'assimiler, sont indésirables. » L'émigrant italien, qui veut entrer en Australie, doit savoir lire — non seulement en italien (1) —, mais en anglais ; ce qui, au fond, empêche toute immigration italienne.

En Afrique, l'émigration italienne se dirige surtout vers les pays méditerranéens — principalement vers l'Algérie et la Tunisie (2), où les émigrants italiens se rendent chaque année en plus grand nombre que dans les colonies italiennes de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque, tout au moins jusqu'en 1925.

Il est vrai que l'Algérie et la Tunisie sont des pays prospères, et tranquilles sous la domination ou la protection française, tandis qu'en Tripolitaine et Cyrénaïque, les armées italiennes ne sont pas encore arrivées à finir la conquête du pays. Cependant, le nombre d'Italiens introduits annuellement dans nos possessions ne représentait, à peine, avant la guerre, qu'une dizaine de milliers d'individus, ce qui était assez peu important. L'émigration vers l'Afrique méditerranéenne était d'ailleurs fournie, presque exclusivement, par les Siciliens, qui ne se trouvent qu'à quelques heures de traversée de la Tunisie.

Le nombre des Italiens, établis en Algérie et Tunisie, est cependant considérable ; car, jusqu'en 1900, une grande partie

(1) Ce qui lui est d'ailleurs demandé, aussi, aux Etats-Unis.

(2) Au Maroc, le nombre des Italiens est très faible.

de l'émigration des provinces méridionales se dirigeait vers ces pays. Pour l'Algérie, cependant, il est assez difficile d'en apprécier le nombre, la loi de 1889, faisant application du « jus soli », ayant décidé de déclarer Français les fils d'étrangers nés dans le pays. Aussi la colonie italienne diminua-t-elle d'une façon importante, et cela surtout à partir du moment où elle ne fut

Emigration Italienne vers l'Algérie et la Tunisie

Années	Algérie	Tunisie	Années	Algérie	Tunisie
1876	1.472	304	1903	2.260	5.405
1877	385	282	1904	9.645 ⁽¹⁾	
1878	1.493	585	1905	7.051 ⁽¹⁾	
1879	1.419	467	1906	5.223	2.740
1880	1.390	260	1907	7.031	2.361
1881	1.552	265	1908	1.576	3.152
1882	3.325	2.235	1909	1.512	2.705
1883	2.882	1.867	1910	1.711	2.375
1884	1.636	637	1911	1.295	2.585
1885	3.423	818	1912	1.445	2.898
1886	2.243	1.557	1913	1.460	2.257
1887	1.375	633	1914	737	1.651
1888	1.436	751	1915	657	3.149
1889	765	639	1916	395	2.056
1890	744	522	1917	245	1.589
1891	718	583	1918	183	838
1892	805	618	1919	1.986	7.941
1893	1.504	765	1920	1.229	3.923
1894	810	828	1921	465	2.377
1895	956	1.121	1922	567	2.328
1896	1.304	898	1923	782	3.051
1897	936	593	1924	1.084	4.288
1898	1.074	1.003	1925	1.218	3.663
1899	1.150	1.246	1926	856	3.291
1900	1.536	2.245	1927	1.020	2.435
1901	1.899	5.447	1928	1.130	2.005
1902	2.620	6.123	1929	1.454	2.458

plus ravitaillée, chaque année, par un fort contingent de nouveaux arrivants. Quoi qu'il en soit, voici les statistiques jusqu'en 1900 : (v. tableau p. suivante)

Ainsi qu'on le voit, en 1900, le nombre des Italiens en Algérie représentait, malgré la loi de 1889, plus du sixième de la population étrangère vivant dans le pays.

(1) En 1904 et 1905, les chiffres pour l'Algérie et la Tunisie ont été bloqués.

Années	Nombre d'Italiens	Nombre total d'étrangers	Pourcentage
1833.....	1.122	4.334	25,893
1841.....	3.258	20.330	16,033
1851.....	7.555	65.233	11,580
1856.....	9.472	66.544	14,234
1861.....	11.815	84.517	13,979
1866.....	16.655	95.871	17,373
1872.....	18.351	115.516	15,885
1876.....	25.759	155.072	16,601
1886.....	44.315	203.153 ⁽¹⁾	21,815
1896.....	35.539	211.580 ⁽²⁾	16,798
1901.....	38.791	219.587 ⁽³⁾	17,667

En Tunisie, où, dès 1850, se trouvaient déjà plus de 7.000 Italiens, leur nombre est encore plus considérable. Les Siciliens ont, en effet, émigré en assez grande proportion vers ce pays, si voisin du leur, et, en 1881, lors de l'occupation du pays par la France, ils y étaient plus nombreux que nos nationaux. En 1921, ils étaient encore 88.000 contre 54.000 Français, sur un total de 156.000 Européens, soit 56,433 %. Cette situation n'était pas encore modifiée en 1926, malgré la naturalisation, automatique et sur leur demande, des 9.000 Maltais qui résidaient en Tunisie. C'est ainsi que M. Morinaud, le distingué député de Constantine, disait à la Chambre des Députés, lors de la discussion du projet de loi sur la naturalisation (*J. O.*, 1^{re} série 31/3/27, p. 1105) : « N'oublions pas que les Italiens « comptent encore, en Tunisie, 19.000 unités de plus que la « population française... »

En Asie, l'émigration italienne s'est dirigée principalement vers la Syrie. Elle n'y a d'ailleurs qu'une importance extrêmement faible. C'est ainsi que, d'après le Bulletin du Ministère des Affaires Etrangères italien (4), de mars 1928, le nombre des

(1) Y compris 22.340 Tunisiens et Marocains.

(2) y compris 17.022 Tunisiens et Marocains.

(3) y compris 26.266 Tunisiens et Marocains.

(4) Qui a remplacé le « Bollettino della Emigrazione ».

Italiens résidant à Alep n'était que de 340, et à Alexandrette de 30, en majeure partie commerçants.

En Europe, au contraire, l'émigration italienne est considérable. Très importante déjà, avant la guerre, et en croissance continuelle, elle dépasse actuellement l'émigration transocéanique.

Emigration Italienne vers la France

Années	Nombre d'immigrants	Années	Nombre d'immigrants
1876.....	34.509	1903.....	48.993
1877.....	33.333	1904.....	45.559
1878.....	33.552	1905.....	58.002
1879.....	39.713	1906.....	62.497
1880.....	43.172	1907.....	63.105
1881.....	50.735	1908.....	57.702
1882.....	53.037	1909.....	56.863
1883.....	46.768	1910.....	60.956
1884.....	38.523	1911.....	63.370
1885.....	33.438	1912.....	74.089
1886.....	35.706	1913.....	83.435
1887.....	31.185	1914.....	68.126
1888.....	27.882	1915.....	36.297
1889.....	27.487	1916.....	44.350
1890.....	29.310	1917.....	22.566
1891.....	31.248	1918.....	16.948
1892.....	32.391	1919.....	98.281
1893.....	28.719	1920.....	157.025
1894.....	23.380	1921.....	44.782
1895.....	18.746	1922.....	99.464
1896.....	17.967	1923.....	167.982
1897.....	19.566	1924.....	201.715
1898.....	22.927	1925.....	155.529
1899.....	25.047	1926.....	111.252
1900.....	39.292	1927.....	56.783
1901.....	59.162	1928.....	49.351
1902.....	59.777	1929.....	51.001

Avant la guerre, les pays où se portait principalement cette émigration étaient la France, la Suisse, l'Allemagne, suivies de l'Autriche-Hongrie, qui se partageaient de façon à peu près

égale les émigrants italiens (1). Les statistiques italiennes donnent, en effet, les chiffres suivants :

Années	France et Monaco	Suisse	Autriche-Hongrie	Allemagne
1900.....	39.292	27.761	52.310	49.243
1905.....	58.002	75.080	50.513	71.624
1910.....	60.956	79.843	36.233	53.648
1913.....	83.445	90.019	39.033	81.947

Cette statistique montre l'existence, dès avant la guerre, d'une tendance que la guerre a contribué à développer et à accentuer : l'importance de l'immigration en France dans l'émigration italienne vers l'Europe. En 1900, l'Autriche-Hongrie recevait le nombre le plus considérable d'émigrants — et de beaucoup ; la part de la France ne représentant que 23,31 % du total des immigrants dans ces quatre pays. Ce taux, après une brève décroissance à 22,727 % en 1905, remontait à 26,427 % en 1910 et à 28,314 % en 1913, malgré une augmentation de 174,63 % du nombre total des immigrants dans ces pays. Seule, la Suisse avait enregistré une plus forte augmentation d'entrées d'émigrants italiens, son taux ayant passé de 16,465 % à 30,573 % (2) ; mais si l'on tient compte du fait

(1) Les provinces récemment récupérées de Vénétie Julienne, Vénétie Tridentine et Zara, n'avaient qu'un nombre d'émigrants assez faible.

Voici, à titre d'exemple, les chiffres pour la Vénétie Tridentine :

Années	Italie	France	Suisse	Allemagne	Autriche	Etats-Unis	Bésil et Argentine	Total vers l'Europe	Total Outre mer	Total général
1907.	4.422	422	703	4.235	6.822	1.923	467	10.250	2.483	12.433
1911.	2.177	525	1.353	1.970	12.785	2.153	793	19.292	3.153	22.445

(2) Ainsi que l'a dit Eugène Richard, député de Genève, au Conseil des Etats : « L'émigration italienne en Suisse a augmenté sous l'influence de plusieurs facteurs : l'accroissement de la prospérité en Suisse, l'élévation et la généralisation du bien-être, ont donné un essor considérable à l'industrie, et principalement à celle de la construction. La demande a nécessité le recrutement d'un personnel travailleur plus nombreux que celui fourni par le pays lui-même. De là, l'appel à la main-d'œuvre étrangère, italienne surtout, qui, par son travail... »

que la majeure partie des émigrants italiens qui se rendaient en Allemagne se dirigeaient vers la Lorraine annexée (1), l'on voit que la proportion de la France était, dès avant la guerre, la plus importante d'Europe.

La guerre supprima, en fait, l'émigration italienne en Europe ; cependant, pour la France, l'on peut citer les accords signés en 1916 par M. Albert Thomas, ministre de l'armement, qui nous assuraient la possibilité de faire appel à un certain nombre d'ouvriers italiens — accords sur lesquels nous reviendrons plus loin.

Après la guerre, alors que l'émigration transocéanique subissait une crise (2), causée principalement par les lois

(1) A ce sujet, on lit (*Bol.* 1904, n° 15) : « Favorisée par la grande importance industrielle de la Prusse Rhénane et de la Lorraine, l'émigration des travailleurs italiens dans cette province augmente considérablement : industries, constructions de nouvelles lignes de chemins de fer, de forts, etc., forment une occupation rémunératrice pour les milliers d'Italiens (principalement terrassiers et maçons) venus y chercher du travail. » Dans le *Bol.* 1914, n° 21, on lit dans un rapport du Dr Giacomo Petili, inspecteur de l'émigration à Cologne, que les Italiens, établis en Allemagne en 1900, se répartissaient ainsi :

Alsace-Lorraine.....	20.852
Bade.....	9.987
Rhénanie.....	8.917
Westphalie.....	8.629
Divers.....	14.575
Total.....	60.060

En 1910, il en était de même :

Alsace-Lorraine.....	31.367
Bade.....	11.379
Rhénanie.....	21.130
Westphalie.....	10.759
Divers.....	29.569
Total.....	104.204

En Alsace-Lorraine, ils formaient d'ailleurs le contingent étranger le plus nombreux. En 1910, les étrangers établis en Alsace se répartissaient entre les nationalités suivantes :

Italiens.....	31.367	soit 42,13 %
Suisses.....	11.828	
Français.....	11.622	
Luxembourgeois.....	11.059	
Autrichiens.....	5.955	
Belges.....	4.424	
Russes.....	997	
Total.....	74.449	

(2) En 1927, le nombre d'émigrants italiens partis pour les cinq grands pays d'immigration était : Argentine, 66.724 — ; France, 64.767 — ; États-Unis, 41.685 — ; Suisse, 20.655 — ; Brésil, 10.343.

américaines, l'émigration en Europe se développa, au contraire ; la guerre y ayant accentué, principalement en France, le besoin de main-d'œuvre. Aussi voit-on l'émigration vers la France augmenter dans des proportions formidables.

Années	Nombre d'Emigrants (d'après les statistiques italiennes)
1921.....	44.782
1922.....	99.464
1923.....	167.982
1924.....	201.715
1925.....	145.529

Les chiffres donnés par les statistiques françaises sont même plus élevés :

Années	Nombre d'Emigrants (Statistiques françaises).
1921.....	49.494
1922.....	113.628
1923.....	190.524
1924.....	231.090
1925.....	174.445
1926.....	132.668
1927.....	64.767
1928.....	—
1929.....	22.368

Dans ces dernières années, il se manifeste une diminution très nette (1), causée principalement par les mesures de M. Mussolini, tendant à développer la puissance industrielle et agricole de l'Italie ; mais, sauf en 1927, où elle était distancée par

(1) La proportion des émigrants italiens entrés en France dans l'année par rapport au nombre total d'émigrants entrés en France a continuellement diminué depuis 1923 :

1920	42,64 %
1921	14,47 % (année de crise économique)
1922	29,26 %
1923	41,76 %
1924	37,69 %
1925	31,22 %
1926	23,49 %

l'Argentine de 1957 émigrants, la France était le pays recevant le plus grand nombre d'émigrants italiens.

Où se fixaient, en France, ces émigrants ?

Cinq pôles d'attraction principaux peuvent être examinés :

La Région Parisienne.

La Région Lyonnaise.

La Région Lorraine.

La Région Niçoise.

Le bassin de la Garonne.

Dans la Région Parisienne, l'immigration italienne est de date ancienne, Paris attirant à lui les immigrants de même que les provinciaux.

Dans la région de Nice, l'immigration est favorisée par la proximité de l'Italie ; et le nombre d'étrangers, en grande partie italiens, s'élève (1) : dans l'arrondissement de Draguignan, à 23.988, soit 21.875 % de la population ; dans celui de Nice, à 91.712, soit 30,567 % ; dans celui de Grasse, à 48.936, soit 34,542 %. En Corse, par contre, les étrangers ne sont que 8.612 (2) sur une population de 289.890 habitants, soit 2,936 %.

Dans la Région Lyonnaise, l'immigration italienne est importante ; elle y date d'ailleurs de longtemps, car le roi François I^{er} attira à Lyon un certain nombre d'artisans italiens, qui créèrent, dans cette ville, l'industrie de la soie.

En Lorraine, l'immigration italienne ne date que de 1900 ; elle y a été attirée surtout par le grand développement des mines de fer, et elle a pris, en quelques années, sous forme d'immigration spontanée ou d'immigration collective (3), une importance considérable. Ainsi, dans l'arrondissement de Forbach, le nombre des étrangers (parmi lesquels les Italiens représentent une forte proportion, quoique en décroissance, puisque les mineurs italiens ne sont plus actuellement que 40 % du total, au lieu de 60 % il y a peu d'années — et que, par contre, le nombre des Polonais, employés dans les mines de fer, augmente) est de 27.598, soit 26,30 % de la population. Dans l'arrondissement de Briey, ils sont 60.298, soit 40,999 % ; enfin dans celui de Thionville-Ouest, ils sont 40.788, soit 42.463 %.

(1) Recensement de 1926.

(2) Dont 1.426 salariés italiens.

(3) Commencée — comme on le verra plus loin —, à partir de 1911, sous la direction du Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle.

Dans le bassin de la Garonne, l'immigration italienne est de date récente, et diffère assez profondément de celle des autres zones, car elle y revêt surtout un caractère agricole. C'est ainsi que (1) nous trouvons les renseignements suivants, sous le titre « L'immigration italienne dans le sud-ouest de la France » : Dans le sud-ouest de la France, un grand nombre d'étrangers, et surtout d'Italiens, sont venus, après la guerre, cultiver les terres abandonnées par les paysans français, qui... Pour remédier au mal..., on en vint très vite à l'idée que l'appel aux étrangers était nécessaire... On préféra s'adresser à l'Italie, dont la population est surabondante, et présente plus d'affinités de race avec la population gasconne que les Suisses ou les Slaves. En 1921, d'ailleurs, quelques agriculteurs italiens étaient venus spontanément s'installer dans la région... Du côté français, les offices agricoles prirent l'initiative, approuvée d'ailleurs par l'administration, de demander la main-d'œuvre à l'Italie. En mars 1924, fut créé un « Comité Régional de la main-d'œuvre agricole du Sud-Ouest », qui étend son action sur 17 départements. Ce comité centralise les demandes de main-d'œuvre, et met les agriculteurs français en rapport avec les services italiens d'émigration. A l'aide de subventions accordées par les groupements agricoles, et d'une taxe perçue sur les exploitants auxquels il procure des travailleurs, il distribue des secours aux immigrants, afin de les indemniser, en partie, de leurs frais de transport et de premier établissement. Du côté italien, le service compétent est le Commissariat Général de l'Émigration... En dépit de la surveillance des autorités italiennes, il se produit une forte émigration clandestine : aussi ne sait-on pas exactement le nombre des Italiens immigrés. Le Ministre du Travail a fourni les chiffres suivants :

4.682 en 1921
7.704 en 1922
10.542 en 1923
15.274 en 1924
13.263 en 1925
6.500 en 1926

M. Hauriou (2) estime qu'il faut doubler ces chiffres. On a parlé de 200.000 Italiens installés dans la vallée de la Garonne,

(1) La Journée Industrielle du 10 juin 1928.

(2) Dans « l'Année Politique ».

mais ce chiffre doit être au-dessus de la vérité. Ce qui est certain, c'est que, dans de nombreux centres ruraux, la population italienne forme 7 à 10 % de la population totale. Les immigrés sont répartis dans les différentes catégories de travailleurs. On trouve de simples ouvriers, travaillant isolément ou par équipes ; des maîtres-valets qui, avec l'aide d'une famille, assurent l'exploitation d'une petite ferme, mais sans être intéressés directement à l'entreprise ; des fermiers et aussi des métayers ; on trouve aussi des propriétaires. De plus, des capitalistes italiens ont acheté des terres : les achats de propriétés n'ont pas toujours été heureux. Les immigrés souvent connaissaient mal la valeur des terrains qu'ils achetaient. Parfois ils ont été trompés par des intermédiaires peu scrupuleux. Tantôt la terre achetée s'est montrée trop ingrate pour rémunérer convenablement le capital investi ; tantôt l'acquéreur trop ambitieux, ayant consacré presque tous ses capitaux à l'achat du domaine, n'a pas su conserver une somme suffisante comme fonds de roulement ; tantôt enfin, trop attaché à ses procédés de culture, il n'a pas su tirer tout le parti possible de la propriété. D'autres, il est vrai, ont fait d'excellentes affaires, mais ils ne semblent pas être la majorité. D'après M. Joseph Barthélémy, les Italiens auraient acheté dans le Gers, de 1919 à 1923, 4.361 hectares. D'après M. Marcel Paon, les achats étrangers ne dépassent pas 2,07 % de la surface totale du Gers, 1,5 % du Lot-et-Garonne et 0,6 % de la Haute-Garonne. M. Hauriou les évalue à 3 % en moyenne dans ces quatre départements. Des banques italiennes ont favorisé ces achats. C'est surtout la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud qui fait, notamment, des prêts sur warrants agricoles. D'après M. Hauriou, le mouvement d'immigration a réussi (1). D'une part, en effet, la situation morale et matérielle des immigrants paraît excellente. Ils ont été bien accueillis par une population proche parente d'eux par la race, la langue, et les habitudes de vie. Aux foires, aux marchés, aux réunions publiques, on voit désormais, à côté des paysans français, des paysans italiens acheter, vendre, discuter, et se mêler volontiers au reste de la population. Ils n'ont d'ailleurs pas perdu contact avec leur pays d'origine ; les œuvres religieuses (2), les journaux italiens (3) pénètrent en France, et les journaux

(1) En Italie, on estime, au contraire, qu'elle n'a pas réussi.

(2) Créées, en grande partie, par Monsignore Torricelli.

(3) Ou, comme la « Voix des Champs », sont édités en France.

français de la région ont eux-mêmes ouvert une chronique spécialement destinée aux émigrants. Enfin, d'une façon générale, les Italiens font leurs affaires et, sauf quelques propriétaires imprudents qui ont à payer des intérêts trop lourds, ils peuvent élever largement leur famille et mettre tous les ans de l'argent de côté.

Cette immigration en Gascogne est maintenant complètement arrêtée, le gouvernement italien y ayant mis obstacle ; mais elle a été une véritable tentative de colonisation à l'intérieur de la France. D'après M. Peyret : « L'immigration de la main-d'œuvre italienne en Gascogne » : « Il y a environ 50.000 Italiens dans les quatre départements gascons : 12.000 dans le Gers et le Lot-et-Garonne, 15.000 dans la Haute-Garonne, 8.000 dans le Tarn-et-Garonne ; 1/4 environ est fermiers, 1/4 propriétaires ; le reste se compose de maîtres-valets ou de métayers, mais il n'y a que très peu de domestiques, l'émigration ayant eu un caractère familial (1). » Les terrains possédés sont de faible importance. Dans le Gers, par exemple, en 1926, 17.478 hectares, soit 2,74 % du territoire de ce département leur appartenaient, et 2.185 hectares furent revendus. En 1927, ils avaient 18.119 hectares, soit 2,89 % ; en Lot-et-Garonne, 8.984 hectares, soit 1,68 %. Tout le long de la frontière française des Alpes et de la Méditerranée, jusqu'aux Bouches-du-Rhône, 79 à 88 % des exploitants étrangers sont Italiens et ils possèdent de 88 à 94 % des terrains possédés par des étrangers.

En Vaucluse, ils sont 84 % du nombre des exploitants étrangers et possèdent 75 % du sol cultivé par eux. En Garonne, Haute-Garonne, Gers, Lot-et-Garonne, Tarn, Tarn-et-Garonne, ils sont 57 à 82 % des propriétaires étrangers et possèdent de 58 à 99 % de ces propriétés :

Gers	3.539 (2)		
Var	5.250 (3)	Exploitants italiens ayant	11.979 H. ares
Alpes Maritimes..	8.525 (4)	id	4.792 id
Tarn et Garonne.	2.212 (5)	id	17.547 id
Savoie	299	id	540 id

(1) Par exemple, le domaine de Blanquefort — de 500 hectares — qui échut en fermage à une société composée de 14 familles italiennes.

(2) Propriétaires : 1.046 ; fermiers et métayers : 2.493.

Dans le Gard 1.670 salariés et dans l'Hérault 1.144.

(3) Propriétaires : 3.284 ; fermiers ou métayers 1.966 ; salariés 9.793.

(4) Propriétaires : 2.588 ; fermiers ou métayers : 5.937 ; salariés : 9.913.

(5) Propriétaires : 851 ; fermiers ou métayers : 1.361.

Bouches du Rhône	2.665	(1)	Exploitants italiens ayant	9.853	H. ares
Haute Garonne	3.462	(2)	id		
Vaucluse	815		id	2.149	id
Tarn	661		id	3.324	id
Basses Alpes	562		id	3.285	id
Lot et Garonne	4.581	(3)	id	21.440	id

Dans les autres régions de la France, le nombre des Italiens est faible : 15.000 en Bourgogne ; 30.000 en Auvergne ; 9.000 dans l'Ain ; 6.000 dans le Jura ; 11.000 dans le Doubs ; 9.000 dans la Loire, etc. (4).

Dans les autres pays d'Europe, Suisse et Allemagne exceptées, il y a peu d'Italiens. Pour la Belgique, par exemple, voici à titre d'indication le nombre des ouvriers italiens employés dans les mines : septembre 1922, 694 sur un total de 4.320 mineurs ; août 1923, 3.824 sur 11.869 ; novembre 1923, 5.611 sur 16.952 ; février 1926, 3.943 sur 15.994 ; novembre 1927, 3.245 sur 16.633.

(1) Propriétaires : 1.122 ; fermiers ou métayers : 1.543 ; salariés : 3.426.

(2) Propriétaires 721 ; fermiers ou métayers 2.741 ; salariés 1.430.

(3) Propriétaires 1.832 ; fermiers ou métayers 2.749.

Le nombre total des exploitants agricoles italiens en France est (Enquête du Ministère de l'Agriculture de 1927) de 39.052 sur un total de 91.704 exploitants étrangers.

Les propriétaires étaient 14.719 sur un total de 33.285.

Les fermiers et métayers étaient 24.333 sur un total de 58.419.

Enfin, les salariés étaient 41.264 sur un total de 162.799.

(4) Cf. l'article de M. Sanda, Vice-Président de la Chambre de Commerce Italienne de Paris, nos 15 et 16 du *Bulletin bimensuel officiel* de cette Chambre (août 1928).

D'autre part, à titre d'indication, le nombre des ouvriers italiens employés dans l'industrie française par rapport à celui des autres ouvriers étrangers est le suivant, pour l'année 1927 :

Mines de fer		12.179	italiens ;	19.510	autres ouvriers étrangers ;
Charbon, potasse,					
phosphate		10.245	id ;	128.980	id ;
Métallurgie		37.626	id ;	96.944	id ;
Constructions et					
bâtiments		88.268	id ;	62.571	id ;
Manœuvres		78.416	id ;	137.621	id ;
Industries diverses		80.312	id ;	170.627	id ;

D. — EFFETS DE L'ÉMIGRATION

Les effets sont multiples. Tout d'abord, l'émigration a eu pour résultat, en Italie, de contrebalancer d'une manière assez notable l'augmentation de population qui aurait dû résulter du seul jeu d'excédent des naissances sur les décès. C'est ainsi que de 1901 à 1911, la population a crû de 2.196.124 habitants, alors que l'excédent des naissances sur les décès, du 10 février 1901 au 10 mai 1911, fut de 3.845.829 ; ce qui représente une perte de 40 % de l'excédent de la population, causée par l'émigration ; et dans certaines provinces, il y eut maintien ou baisse de la densité de la population. Ces effets ne faisaient que s'étendre ; par exemple, la diminution annuelle de population de la province de Potenza (Basilicate) en ‰ de la population, était de :

— 2,75 du 1^{er} Janvier 1872 au 31 Décembre 1881

— 3,49 du 1^{er} Janvier 1882 au 9 Février 1901

— 6,86 du 10 Février 1901 au 9 mai 1911

De même, dans les Abruzzes :

De 1882 à 1911, les variations de la population étaient les suivantes :

Province de Campobasso.....	1882 — 1901	1901 — 1911
Circonscription de Campobasso.....	— 1,60	— 6,35
id d'Isernia.....	— 0,11	— 3,65
id de Larino.....	+ 2,51	— 3,73

Province de Chieti		
Circonscription de Chieti.....	+ 7,63	+ 0,51
id de Lanciano.....	+ 3,17	+ 0,86
id de Vasto.....	+ 0,79	— 5,17

Province de Teramo		
Circonscription de Teramo.....	+ 10,63	— 0,14
id de Penne.....	+ 8,66	+ 0,25

Province d'Aquila

Circonscription d'Aquila.....	+	5,70	+	4,61
id d'Avezzano.....	+	7,73	+	2,18
id de Citta Ducale.....	+	6,48	+	2,43
id de Sulmona	+	4,30	+	0,08

En Sicile, enfin, l'accroissement de la population était de :

13,30 de 1871 à 1881

9,98 de 1882 à 1901

3,83 de 1901 à 1911

alors que celui du Royaume était, aux mêmes dates, de 6,19 ; 6,91 ; 6,34.

Ainsi l'émigration, comme il était à prévoir d'ailleurs, en raison de l'ampleur de ce mouvement, tend à diminuer la popu-

*Rapport du nombre des Emigrants Hommes
par rapport aux Emigrantes*

Années	Hommes	Femmes	Années	Hommes	Femmes
1876	87,51	12,49	1901	81,19	18,81
1877	85,88	14,12	1902	82,74	17,26
1878	85,71	14,29	1903	83,22	16,78
1879	83,60	16,40	1904	82,31	17,69
1880	84,01	15,99	1905	83,10	16,90
1881	86,16	13,84	1906	81,57	18,43
1882	84,64	15,36	1907	81,52	18,48
1883	86,48	13,52	1908	82,71	17,29
1884	85,64	14,36	1909	81,16	18,84
1885	81,58	18,42	1910	81,54	18,46
1886	80,97	19,03	1911	80,73	19,27
1887	79,55	20,45	1912	81,47	18,53
1888	72,44	27,56	1913	81,40	18,60
1889	80,42	19,58	1914	80,38	19,62
1890	81,52	18,48	1915	62,71	37,29
1891	74,86	25,14	1916	55,92	44,08
1892	78,67	21,33	1917	45,60	54,40
1893	78,77	21,23	1918	55,30	44,70
1894	79,32	20,68	1919	64,57	35,43
1895	75,10	24,90	1920	71,30	28,70
1896	77,52	22,48	1921	63,99	36,01
1897	75,97	24,03	1922	71,99	28,01
1898	80,00	20,00	1923	72,99	27,01
1899	82,77	17,23	1924	72,27	27,73
1900	82,66	17,34	1925	70,57	29,43

lation — ou tout au moins, à ralentir son accroissement. Et ceci, d'autant plus, que le nombre des hommes tend à diminuer dans le pays.

Les émigrants sont principalement des hommes, et généralement, des célibataires jeunes, car ils sont plus aventureux. Aussi le rapport du nombre des femmes, par rapport à celui des hommes, augmente-t-il toujours dans le pays :

Nombre relatif des deux sexes sur Cent individus

	Année 1882		Année 1901		Année 1911	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Abruzzes....	48,3	51,7	47,8	52,2	46,3	53,7
Campanie...	49,4	50,6	48,5	51,5	48,2	51,8
Pouilles....	49,9	50,1	50,0	50,0	49,2	50,8
Basilicate...	48,0	52,0	47,2	52,8	47,4	52,6
Calabre.....	48,9	51,1	47,2	52,8	46,5	53,5
Sicile.....	50,1	49,9	50,5	49,5	50,2	49,8
Royaume...	50,1	49,9	49,7	50,3	49,1	50,9

Les modifications de ces nombres relatifs sont bien dues à l'émigration. Ainsi, dans les Pouilles, où l'on a vu que l'émigration varie beaucoup suivant les provinces — celle de Lecce émigrant très peu — on peut constater que dans la province de Lecce, ce nombre relatif varie moins que dans les autres provinces :

	Année 1882		Année 1901		Année 1911	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Bari.....	49,8	50,2	49,5	50,5	48,8	51,2
Foggia.....	49,9	50,1	50,2	49,8	48,9	51,1
Lecce.....	49,9	50,1	50,5	49,5	49,9	50,1

De même, en Campanie : comme l'émigration se dirige en partie vers Naples, les hommes sont plus nombreux dans cette province que dans les autres de la région (voir tableau p. 61).

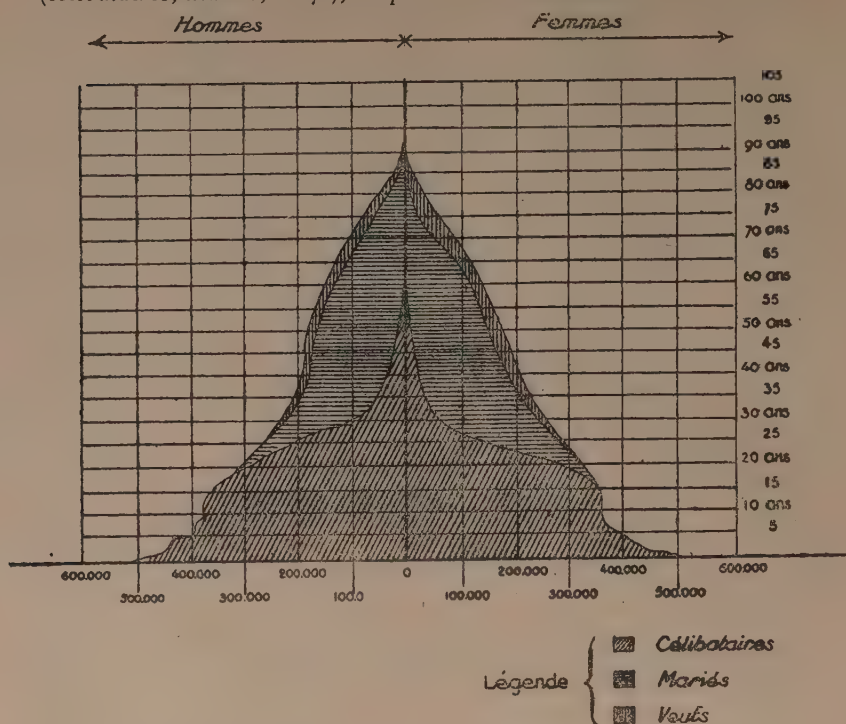
Recensement du 10 Juin 1911

Âges	Hommes	Femmes	Total	Célibataires		Mariés		Veufs	
				Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
0 à 4.....	2.203.520	2.121.459	4.324.977	2.203.520	2.121.459				
5 à 9.....	1.916.923	1.845.024	3.761.947	1.916.923	1.845.024				
10 à 14....	1.867.423	1.813.073	3.680.496	1.867.423	1.812.800		499		
15 à 19....	1.564.536	1.678.016	3.242.552	1.557.423	1.601.032	12.069	70.874	72	728
20 à 24....	1.397.371	1.525.966	2.923.337	1.207.611	923.330	232.740	552.909	1.582	6.833
25 à 29....	1.134.469	1.313.444	2.447.913	524.685	395.182	618.168	899.172	7.107	18.407
30 à 34....	1.026.443	1.151.012	2.177.455	249.762	221.213	863.150	1.004.141	13.633	33.679
35 à 39....	934.780	1.022.065	1.956.845	155.962	149.602	895.701	948.504	19.398	55.820
40 à 44....	886.969	950.605	1.837.574	118.537	121.072	874.827	855.825	28.608	77.636
45 à 49....	848.867	884.868	1.733.735	95.859	99.254	815.553	752.895	40.579	106.585
50 à 54....	807.897	841.987	1.649.884	80.568	88.981	714.221	633.474	56.191	152.509
55 à 59....	692.708	705.762	1.398.470	64.252	70.416	641.511	533.235	67.190	176.868
60 à 64....	626.358	655.096	1.281.454	56.706	65.759	547.286	419.086	87.508	233.072
65 à 69....	478.385	481.233	959.618	43.000	49.705	333.187	255.617	96.430	221.695
70 à 74....	335.342	348.954	684.296	29.787	38.098	251.687	143.404	98.466	205.639
75 à 79....	184.362	186.289	370.651	15.619	20.706	119.962	55.586	73.959	126.968
80 à 84....	84.592	90.053	174.648	6.961	10.071	41.548	17.275	43.290	68.772
85 à 89....	25.259	27.275	52.534	2.053	2.498	9.566	4.123	15.394	22.097
90 à 94....	4.773	6.302	11.075	79	746	1.505	844	2.992	5.129
95 à 99....	629	1.057	1.686	57	125	264	211	389	837
100 et plus	81	147	228	7	17	29	17	54	118
Total	17.021.690	17.649.687	34.671.337	10.196.692	9.637.540	7.022.974	7.147.691	652.842	1.508.392

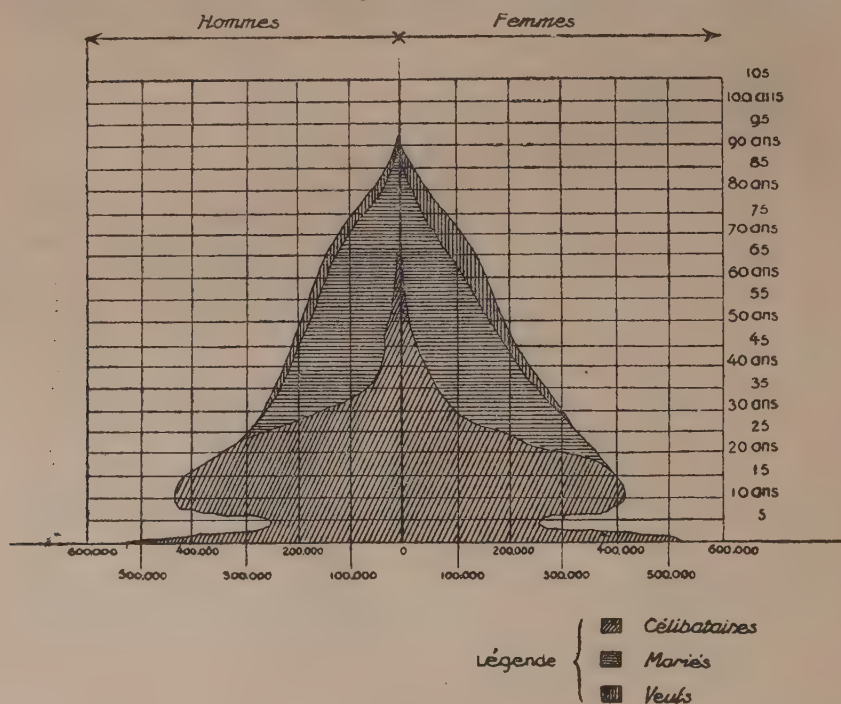
Recensement du 1^{er} Décembre 1921

Âges	Hommes	Femmes	Total	Célibataires		Mariés		Veufs	
				Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
0 à 4.....	1.856.204	1.777.939	3.634.143	1.856.204	1.777.939				
5 à 9.....	2.111.087	2.036.889	4.147.976	2.111.087	2.036.889				
10 à 14....	2.181.017	2.107.694	4.288.711	2.181.017	2.107.694				
15 à 19....	1.923.411	1.906.917	3.830.358	1.911.119	1.835.045	7.341	273	223	1.028
20 à 24....	1.665.434	1.745.281	3.410.715	1.429.989	1.482.044	188.178	76.256	2.705	10.328
25 à 29....	1.338.149	1.538.042	2.876.191	712.372	597.021	602.877	595.803	7.609	44.849
30 à 34....	1.234.916	1.409.541	2.644.457	353.671	322.329	763.048	896.120	18.095	83.071
35 à 39....	1.119.669	1.246.212	2.365.881	496.393	206.627	759.420	821.643	27.575	91.081
40 à 44....	1.047.721	1.107.933	2.155.654	137.072	152.713	739.824	751.897	35.822	99.395
45 à 49....	969.573	992.002	1.961.575	107.033	119.849	712.429	679.029	46.987	119.250
50 à 54....	861.915	883.682	1.745.597	86.876	98.580	671.138	600.547	60.816	151.628
55 à 59....	793.783	802.632	1.596.415	74.670	82.837	561.266	458.478	77.602	186.360
60 à 64....	704.058	732.729	1.436.787	60.617	72.652	482.144	356.263	240.991	238.753
65 à 69....	530.540	541.640	1.072.180	44.156	52.270	338.955	209.833	403.197	228.804
70 à 74....	394.835	412.411	807.246	32.143	40.203	207.089	105.217	411.005	148.153
75 à 79....	225.072	226.786	451.858	18.633	23.047	94.786	38.615	86.477	81.503
80 à 84....	97.715	110.099	207.814	8.255	11.321	34.844	11.220	47.912	25.556
85 à 89....	28.218	33.223	61.441	2.528	3.544	7.812	2.180	16.121	6.021
90 à 94....	5.251	7.743	12.994	548	878	1.302	427	3.198	1.052
95 à 99....	885	1.441	2.326	110	178	183	95	541	126
100 et plus	82	175	257	15	32	20	12	38	
Total	19.089.535	19.621.041	38.710.576	11.324.510	10.723.193	6.172.156	6.503.755	742.051	1.750.157

*Répartition de la population suivant sexes et âges,
(célibataires, mariés, veufs), d'après le Recensement du 10 Juin 1911.*



*Répartition de la population suivant sexes et âges,
(célibataires, mariés, veufs), d'après le Recensement du 31 Décembre 1921.*



	Année 1882		Année 1901		Année 1911	
	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes
Avellin	49,5	50,5	47,8	52,2	47,2	52,8
Benevent ...	49,8	50,2	48,2	51,8	46,9	53,1
Caserte	49,5	50,5	48,7	51,3	47,8	52,2
Naples	49,8	50,2	49,1	50,9	49,2	50,8
Salerne	48,4	51,6	47,8	52,2	47,8	52,2

Non seulement, le nombre des hommes diminue ainsi du fait de l'émigration, mais principalement celui des hommes dans la force de l'âge, de 20 à 50 ans. Aussi, tandis que, par suite de l'accroissement du pourcentage des naissances dans la population, ce nombre aurait dû croître, à chaque recensement, en forme de pyramide, il diminue au contraire comme le montre le tableau suivant :

Régions	1881	1901	1911
Abruzzes.....	38,77 %	31,82 %	29,26 %
Campanie ⁽¹⁾	40,59	33,96	34,34
Pouilles ⁽²⁾	41,21	36,57	36,30
Basilicate.....	38,90	32,77	31,65
Calabre.....	40,05	31,36	29,51
Sicile.....	40,66	36,85	37,13
Royaume.....	40,20	35,50	36,59

L'Italie est d'ailleurs le pays où le pourcentage des enfants par rapport à celui du reste de la population est le plus élevé :

(1) Campanie.

Avellin.....	29,14 %
Benevent	29,87
Salerne	31,55
Caserte	32,30
Naples	39,00

(2) Pouilles.

Lecce	37,78 %
Foggie	36,17
Bari	35,02

Mandats postes internationaux payés dans les bureaux de postes italiens		Emis dans les pays		
Années	Dépôts à la Banque de Naples	Dépôts à l'office des Caisses d'épargne Postales pour le compte des Italiens résidant à l'étranger	Total	
			Lires	Lires
1890.....		Lires 87.310,62		
1891.....		144.515,54		
1892.....		165.964,46		
1893.....		539.397,13		
1894.....		493.905,27		
1895.....		929.060,61		
1896.....		2.101.299,51		
1897.....		1.166.362,98		
1898.....		2.067.481,60		
1899.....		3.516.195,62		
1900.....		5.998.703,27		
1901.....		6.831.964,35	55.296.565,77	44.363.356,75
1902.....	9.304.835,24	13.290.322,91	67.847.956,84	48.308.501,12
1903.....	23.576.694,63	24.988.819,81	106.803.001,50	65.050.084,17
				10.933.209,02
				19.539.455,72
				41.752.967,33

1904.....	28,299,399,54	31,562,232,68	126,406,416,53	77,175,419,53	49,231,297,00
1905.....	38,417,886,39	37,452,202,01	148,068,249,70	88,394,499,59	59,673,750,11
1906.....	29,888,687,57	57,843,907,54	195,443,703,87	105,174,631,67	90,269,072,20
1907.....	38,444,306,27	81,570,166,33	248,192,356,05	120,618,910,61	127,573,445,44
1908.....	36,662,542,71	55,607,589,15	223,051,369,41	118,743,478,91	104,307,890,50
1909.....	40,178,527,30	37,436,530,11	206,766,856,67	109,758,038,97	97,008,818,30
1910.....	57,364,999,43	62,659,576,62	266,075,260,05	144,859,832,77	151,215,427,28
1911.....	68,723,046,72	65,231,815,10	268,551,389,00	128,447,176,68	140,104,212,32
1912.....	76,204,554,68	68,068,484,83	273,868,177,90	134,798,097,33	139,070,080,57
1913.....	84,563,049,68	102,052,466,48	296,614,631,63	139,545,090,74	157,069,540,89
1914.....	84,982,554,23	50,181,216,16	227,682,442,38	114,841,292,31	112,841,150,07
1915.....	162,523,913,12	62,346,054,93	123,063,868,37	51,450,384,10	71,613,437,27
1916.....	158,510,817,60	67,933,775,98	76,534,812,39	31,340,863,92	45,193,948,47
1917.....	259,501,738,69	195,533,951,84	62,267,728,73	22,344,878,48	39,322,850,25
1918.....	236,781,046,66	206,512,394,32	58,665,185,83	24,457,810,24	33,907,375,59
1919.....	494,386,660,53	915,444,102,52	82,039,069,99	36,550,603,34	45,488,566,65
1920.....	980,756,383,21	1,326,570,468,45	134,506,313,75	102,805,831,08	31,700,482,67
1921.....	711,548,721,44	915,734,030,70	170,581,392,99	101,550,148,16	69,031,244,83
1922.....	525,687,846,50	469,755,109,94	202,005,402,80	144,397,565,51	57,607,837,29
1923.....	559,790,802,21	483,857,545,10	222,766,604,40	168,051,847,82	54,714,756,58
1924.....	551,237,274,95	555,716,833,72	241,481,633,27	186,443,752,68	55,067,880,59
1925.....	679,815,320,93	787,634,092,90	253,861,324,52	196,697,482,46	57,163,842,06

Âges	France	Angleterre	Allemagne	Italie
0 à 14 ans	22,73	27,71	25,75	31,21
15 à 59 ans	63,56	62,88	65,01	58,33
Plus de 60 ans	13,71	9,41	9,24	10,46

Bien que la réduction du nombre des hommes diminue — bien entendu — la possibilité pour les femmes de contracter mariage, en réalité il y a non pas diminution, mais augmentation du nombre des mariages ; car, avant de partir, les jeunes gens tiennent souvent à créer une famille, qu'ils laissent d'ailleurs au pays natal.

Pour le Royaume, par ‰ hab., il a été contracté en 1913 : 7,46 mariages

» Abruzzes	»	»	8,27	»
» Campanie	»	»	7,91	»
» Pouilles	»	»	8,26	»
» Basilicate	»	»	7,56	»
» Calabre	»	»	7,87	»
» Sicile	»	»	7,75	»

L'émigration a ainsi un résultat heureux sur l'accroissement du nombre des mariages ; elle est également favorable à ceux qui restent dans le pays ; car, en diminuant la main-d'œuvre disponible, elle tend à faire hausser les salaires. Il est d'ailleurs également vrai que la hausse des salaires entraîne toujours la hausse du prix des marchandises, et du coût général de la vie ; et le salaire réel, malgré son augmentation, n'est pas beaucoup supérieur à l'ancien salaire.

Nous avons maintenant à examiner un effet extrêmement important de l'émigration : ce sont les épargnes que font les émigrants, et qu'ils envoient à leur famille, restée au pays — ou qu'ils rapportent eux-mêmes, à leur retour. Ces épargnes sont, en grande partie, nécessaires à l'Italie, parce qu'elles l'aident à équilibrer sa balance des comptes — et d'autre part, elles y introduisent des capitaux importants. M. Camille Fidel écrit à ce sujet : « Les émigrants italiens se distinguent des autres émigrants par la frugalité de leur genre de vie, qui leur permet d'épargner, dans une proportion extraordinairement forte, près des $\frac{3}{4}$ de leur salaire, quel qu'il soit. »

Il est assez difficile d'évaluer l'importance de ces épargnes. M. Farina les évalue à, au moins, 350 millions de liras par an ;

mais ce chiffre semble trop faible, d'après les renseignements fournis par les statistiques sur les mouvements des dépôts dans les caisses de la Banque de Naples (1) et par les mouvements des mandats-postaux, constitués en grande partie par les dépôts des émigrants.

A ce point de vue, l'émigration semblerait donc fort utile à l'Italie, et devrait être encouragée ; mais, en contre-partie à ces rentrées de fonds, il y a — d'autre part — une très grande perte. L'Italie dépense pendant vingt ans pour nourrir et instruire un homme ; et lorsqu'il est arrivé à l'âge du travail utile, il part à l'étranger. Il en résulte une perte de capital considérable, représentée soit par les frais que l'émigrant a coûtés à sa patrie, soit par le manque à gagner qu'il lui occasionne, ainsi que le dit fort bien M. Coletti : « La perte n'est pas celle des frais pour la production de cet homme, mais la force de travail pour le temps qui lui reste à vivre. Si, dans les premiers temps de l'émigration, cette perte fut faible, elle tend, de plus en plus, à devenir sensible. » Fr. Ferrara fait bien remarquer que « toute richesse inerte, paralysée, impuissante à produire, perd son caractère de capital et de richesse » ; mais, en réalité, l'émigration est une véritable déperdition de richesse, évaluée par Bénéduce (*Journal des Economistes*, décembre 1904) à 300 millions par an — et ainsi, l'épargne annuelle, due aux émigrants, est diminuée et compensée en grande partie.

L'émigration ne tend même pas à accroître, d'une façon importante, le commerce extérieur de l'Italie ; sans doute, les émigrants seront-ils tentés d'acheter les produits de leur patrie ; mais si l'on considère, par exemple, les variations du commerce de l'Italie avec le pays d'Amérique, où se trouve la plus grande proportion de ses fils, l'Argentine, l'on voit que le graphique de ces variations a une allure extrêmement sinueuse, et qu'elles ne sont que peu influencées par l'émigration, en raison des habitudes de vie, de la simplicité des émigrants et de leurs faibles dépenses.

D'autre part, l'émigration enlève à la patrie un grand nombre de soldats qui la défendraient aux jours du danger. (Voir, page suivante, une statistique des insoumis) :

(1) La Banque de Naples a le monopole de recevoir les dépôts des émigrants ; la loi du 1^{er} février 1901 lui ayant accordé le soin exclusif de recueillir, employer et transférer en Italie les épargnes des Émigrants italiens.

Nombre d'insoumis en Italie (Classes 1905 à 1912)

	Classe 1905			Classe 1906			Classe 1907			Classe 1908		
	O	I	P	O	I	P	O	I	P	O	I	P
Aquila.....	6.510	475	7,30	6.143	568	9,25	6.829	596	8,73	6.565	666	10,14
Campobasso	6.071	1.034	17,03	5.026	851	16,94	5.199	955	18,37	5.107	911	17,83
Chieti	5.486	807	14,71	5.265	790	15,00	5.660	671	11,85	5.427	684	12,60
Teramo	4.438	220	4,96	4.459	168	3,77	4.557	270	5,92	4.583	254	5,54
Total des Abruzzes	22.505	2.536	11,26	20.893	2.377	11,38	22.245	2.492	11,20	21.682	2.515	11,63
Avellino	6.574	1.267	19,36	6.181	1.228	19,87	7.130	1.528	21,43	6.874	1.475	17,08
Benevent	4.017	604	14,96	3.862	661	17,12	4.075	561	13,76	3.872	555	14,33
Caserte	11.957	1.471	12,30	12.123	1.468	12,11	13.757	1.636	11,89	13.095	1.549	11,83
Naples	15.308	2.200	14,37	15.199	2.283	15,02	16.946	2.598	15,33	17.394	2.696	15,50
Salerno	8.768	1.672	19,07	8.712	1.665	19,11	9.430	1.786	19,56	9.635	1.721	17,86
Total de la Campanie	46.594	7.211	15,48	46.077	7.305	15,85	51.038	8.109	15,89	50.870	7.696	15,13
Bari	12.081	498	4,12	12.379	600	4,85	13.712	690	5,03	12.809	748	5,84
Foggie	6.134	252	4,11	5.664	310	5,47	6.469	528	8,16	6.079	503	8,37
Leuca	10.549	239	2,27	10.435	216	2,07	11.689	226	1,93	12.635	271	2,14
Total des Pouilles	23.764	929	3,44	23.478	1.126	3,95	31.870	1.444	4,23	31.523	1.528	4,85
Potenza (Basilicate)	8.269	1.620	19,59	7.305	1.426	19,52	7.764	1.388	17,88	8.156	1.491	18,28
Catanzaro	7.301	1.117	15,30	7.123	1.082	15,19	6.782	1.314	19,37	7.083	1.572	20,08
Cosenza	8.186	1.865	22,78	8.021	1.904	23,74	8.595	2.023	23,54	8.625	2.072	24,02
Reggio	6.664	715	10,73	6.285	825	13,13	6.782	873	12,87	6.761	911	14,08
Total de la Calabre	22.151	3.697	16,69	21.459	3.811	17,78	22.159	4.210	19,00	22.469	4.555	20,27
Caltanissetta	5.696	241	4,23	5.161	265	5,13	5.398	261	4,84	5.393	319	5,92
Catane	11.337	725	6,39	11.499	861	7,49	12.059	944	7,83	11.791	1.095	9,29
Girgenti	6.790	619	9,12	6.799	616	9,06	6.514	708	10,87	6.062	738	12,17
Messine	7.738	767	9,91	7.559	907	12,00	8.497	992	11,67	8.243	1.088	13,14
Palerme	13.290	2.524	18,79	13.021	2.556	19,63	14.021	2.718	19,38	13.563	2.775	20,46
Syracuse	7.071	187	2,64	7.118	246	3,46	7.533	264	3,48	7.590	274	3,61
Trapani	5.747	503	8,75	5.683	527	9,27	5.912	616	10,42	5.750	682	11,86
Total de la Sicile	57.669	5.566	9,65	56.840	5.978	10,52	59.984	6.502	10,84	58.392	6.966	11,93
Total des Régions du Sud	185.952	21.610	11,62	181.022	22.023	12,16	195.060	24.146	13,37	193.092	24.751	12,81
Total du Royaume	479.116	39.894	8,33	469.711	40.226	8,56	500.599	44.112	8,74	496.296	44.207	8,91

C : Contingent. — I : Nombre d'insoumis. — P : Pourcentage.

	Classe 1909			Classe 1910			Classe 1911			Classe 1912		
	O	I	P	O	I	P	O	I	P	O	I	P
Aquila.....	6.524	780	14,96	6.251	758	12,43	6.090	870	14,29	6.420	935	14,08
Campobasso.....	5.606	925	16,50	5.449	1.076	19,86	5.396	1.053	19,51	5.516	1.110	20,42
Chieti.....	5.613	692	12,33	5.740	960	16,72	5.459	1.012	18,54	5.477	1.053	19,96
Teramo.....	4.852	357	7,36	4.629	373	8,06	4.739	392	8,27	4.575	372	8,43
Total des Abruzzes.....	22.592	2.754	12,19	22.039	3.167	14,37	21.684	3.327	15,34	21.988	3.470	16,78
Avellino.....	7.267	1.521	20,93	6.096	1.298	21,29	6.337	1.307	20,62	6.581	1.668	25,34
Benevento.....	4.195	633	15,09	3.851	648	16,84	3.758	716	19,05	3.765	737	19,57
Caserte.....	13.387	1.956	14,61	12.566	2.061	16,40	12.655	2.125	16,79	13.002	2.266	17,38
Naples.....	17.952	3.301	18,39	15.743	2.939	18,67	17.043	3.813	22,37	16.447	3.622	18,37
Salerno.....	9.967	1.912	19,18	8.913	1.985	21,70	9.330	2.002	21,46	9.170	2.048	22,33
Total de la Campanie.....	52.768	9.323	17,67	47.169	8.881	17,34	49.123	9.963	20,28	48.965	9.735	19,88
Bari.....	13.174	990	7,50	12.536	1.037	8,27	12.832	1.320	10,29	13.102	1.410	10,76
Foggia.....	6.347	617	9,72	6.107	550	8,01	6.287	582	9,26	6.287	588	9,35
Levico.....	12.515	252	2,02	12.043	256	2,13	12.030	277	2,29	13.347	246	1,84
Total des Pouilles.....	32.036	1.859	5,80	30.686	1.843	6,01	31.209	2.179	6,98	32.736	2.244	6,85
Potenza (Basilicate).....	8.362	1.624	19,42	7.938	2.494	18,82	8.454	1.600	18,93	8.720	1.626	18,65
Catanzaro.....	7.584	1.805	23,80	7.378	1.778	24,10	7.712	1.887	24,47	7.757	1.947	25,10
Cosenza.....	8.744	1.951	22,31	7.858	1.958	24,92	8.229	2.159	26,24	8.510	2.128	25,01
Reggio.....	7.151	1.515	21,18	4.700	1.148	24,42	7.737	1.288	16,65	7.223	1.092	15,26
Total de la Calabre.....	23.479	5.271	22,45	19.936	4.884	24,50	23.678	5.384	22,53	23.490	5.167	22,03
Caltanissetta.....	5.321	386	7,25	4.876	364	6,47	5.060	429	8,47	5.045	496	9,83
Catane.....	11.679	957	8,12	10.971	968	7,91	11.317	1.111	9,82	11.446	1.161	10,41
Girgenti.....	6.175	759	12,29	5.899	793	13,44	6.058	787	12,95	6.458	1.047	15,75
Messine.....	7.940	1.552	19,54	6.504	1.348	20,73	8.722	1.973	22,67	8.595	1.960	22,80
Palerme.....	14.179	3.237	22,83	13.544	3.006	22,19	13.291	3.200	24,07	13.362	3.366	25,19
Syracuse.....	7.204	294	4,08	6.674	342	5,12	7.562	546	7,22	7.727	736	9,53
Trapani.....	5.790	761	13,14	5.636	796	14,12	5.877	901	15,33	3.524	927	16,78
Total de la Sicile.....	58.288	7.945	13,63	54.104	7.617	14,08	55.387	8.947	15,45	55.857	9.663	17,30
Total des Régions du Sud.....	197.525	23.777	14,56	181.872	27.886	15,33	192.035	31.350	16,32	191.751	31.905	16,63
Total du Royaume.....	510.916	48.865	9,56	484.755	47.335	9,76	500.344	51.575	10,30	496.025	50.148	10,10

C : Contingent. — I : Nombre d'insoumis. — P : Pourcentage.

Il est d'ailleurs à remarquer que l'expérience de la guerre de 1915-1918 contre l'Autriche a montré que dès que l'Italie se trouvait en danger, un grand nombre de ses fils sont revenus pour combattre :

Emigrants rentrés pendant la guerre de 1915-1918

Emigrants transocéaniques.....	452.052
» continentaux.....	708.735
Passagers.....	37.983
Total.....	1.198.770
Parmi eux, un certain nombre ne sont revenus que pour accomplir leurs obligations militaires.	
Revenus d'Europe.....	128.570 (a)
» des pays Méditerranéens.....	19.529 (b)
» d'Amérique.....	155.387 (c)
» d'autres pays.....	433
Total, n. c. les émigrants rentrés du 2 août 1914 au 31 mai 1915.....	303.919 (d)
(a) de France.....	92.422
de Suisse.....	22.777
d'Angleterre.....	8.519
(b) d'Algérie et Tunisie.....	15.130
(c) d'Amérique du Nord.....	103.259
d'Amérique Centrale.....	354
d'Amérique du Sud.....	51.774
(d) du 1 ^{er} juin 1915 au 31 décembre 1915.....	191.835
1916.....	51.812
1917.....	25.457
1918.....	34.815
Total.....	303.919

Ce nombre des émigrants revenus était cependant faible par rapport à celui des émigrants partis ; et, en outre, un grand nombre de ceux faisant partie de l'émigration, dite permanente, rentrent normalement, même en dehors de ces circonstances spéciales.

Mouvement d'émigrants de 1902 à 1925 (Emigration permanente)

	Etats-Unis	Brésil	Plata	Autres pays d'outremer	Total
Départs	3.351.529	254.295	1.251.910	65.498	4.923.232
Retours	2.095.496	257.695	680.552	41.415	3.075.419
Différences...	+1.256.033	- 3.616	+571.358	+24.083	+1.847.813
Pourcentages.	62,52 %	101,44 %	54,36 %	63,23 %	62,47 %

Départ d'Emigrants vers les Pays Transocéaniques

Années	Canada	Etats-Unis	Brésil	Plata	Australie	Autres pays d'outremer	Total
1900	1.686	87.714	27.438	41.463	535	7.667	166.503
1901	3.497	121.139	82.159	61.164	890	10.825	279.674
1902	0	191.710	23.479	30.375	62	748	246.374
1903	0	214.157	10.515	39.763	53	1.078	265.566
1904	0	142.327	9.809	57.674	54	1.862	211.726
1905	0	252.521	14.297	82.534	4	1.595	350.951
1906	0	292.059	12.413	109.107	0	1.140	414.719
1907	0	283.671	11.836	75.836	0	1.236	372.579
1908	0	70.668	9.596	86.356	0	891	167.511
1909	0	246.121	9.295	80.762	182	659	337.019
1910	627	222.235	8.434	95.249	126	576	327.247
1911	13	155.835	18.011	37.666	114	861	212.500
1912	303	208.434	23.488	59.309	318	959	292.811
1913	1.584	305.240	21.303	99.214	390	753	428.484
1914	842	125.812	9.162	25.371	844	461	162.492
1915	81	28.907	2.575	6.400	132	131	38.226
1916	703	44.994	1.312	3.490	0	42	50.541
1917	181	8.197	151	435	0	2	8.966
1918	43	1.545	118	268	0	4	1.978
1919	560	41.606	4.135	10.175	0	409	56.885
1920	3.325	169.379	8.593	28.575	292	1.063	211.227
1921	2.680	137.617	10.453	41.164	1.054	1.352	194.320
1922	2.428	44.832	9.765	59.877	3.700	808	121.410
1923	6.459	57.686	15.046	96.080	1.150	1.432	177.853

Retour d'Emigrants des Pays Transocéaniques

Année	Etats-Unis	Centre-Amérique	Brésil	Argentine	Uruguay	Australie	Autres pays d'outremer	Total
1902	48.880	612	27.510	20.745	551	168	0	98.466
1903	80.575	559	26.848	21.954	563	206	0	130.705
1904	151.097	613	18.866	23.698	608	396	0	195.278
1905	77.636	756	18.985	21.320	864	251	46	119.858
1906	109.258	859	17.236	29.630	763	241	0	157.987
1907	176.727	928	20.721	48.820	1.047	185	0	248.428
1908	240.877	1.060	14.675	43.457	739	13	13	300.834
1909	73.806	732	14.071	44.075	1.157	0	369	134.210
1910	104.459	720	10.808	41.776	1.112	0	27	158.902
1911	154.027	688	10.568	50.228	1.255	0	54	216.820
1912	128.310	717	9.031	42.633	960	0	1.339	182.990
1913	120.885	833	12.742	50.212	939	0	3.367	188.978
1914	150.176	810	12.865	47.357	1.056	518	6.396	219.178
1915	101.916	621	11.489	50.262	1.060	14	2.563	167.925
1916	17.248	63	2.305	18.034	290	0	1.099	39.039
1917	8.771	71	897	6.575	122	0	449	16.885
1918	4.057	58	1.069	3.054	173	0	614	9.025
1919	76.916	63	2.130	7.397	280	0	3.053	89.839
1920	53.407	87	4.664	18.153	630	0	1.557	78.498
1921	73.116	57	3.928	13.553	520	0	2.742	93.916
1922	36.886	57	3.940	13.165	388	0	709	55.145
1923	24.359	54	3.338	11.152	460	353	524	40.242
1924	42.746	107	4.652	16.040	604	328	913	65.390
1925	39.367	195	4.618	20.451	692	713	875	66.911

« Le nombre des rentrants, s'est, en 1929, élevé à 109.306 (64.887 en provenance des pays d'Europe et du bassin méditerranéen et 44.419 en provenance des pays transocéaniques), ainsi répartis.

En provenance de France et Monaco	33.747
» de Suisse	16.761
» d'Autriche, Tchéco - Slova- quie et Hongrie	1.316
» d'Allemagne	895
» de Belgique et Hollande....	1.126
» de Luxembourg.....	932
» de Grande - Bretagne et d'Irlande	1.106
» des Etats Scandinaves	36

En provenance de Russie et Pologne.....	44
» d'Espagne et Portugal	392
» des Etats Balkaniques et de Yougo-Slavie.....	1.553
» de Grèce.....	125
» de Turquie.....	70
» d'Egypte.....	1.076
» de Tunisie.....	1.393
» d'Algérie.....	259
» du Maroc	35
» de pays d'Europe et médi- terranéens divers	18
» du Canada	307
» des Etats-Unis	20.805
» du Centre et Sud Amérique..	632
» du Brésil.....	2.950
» d'Argentine	17.635
» d'Uruguay.....	725
» de l'Afrique non méditerranéenne.....	23
» d'Australie	1.342
Total	109.306

Au surplus, le nombre des rentrants est faible, par rapport à celui des émigrants résidant à l'Etranger, et dont le nombre est donné par les recensements, effectués en : 1871, 1881, 1901, 1911 et 1924.

Il faut remarquer que le jeu du « Jus Soli » naturalise un grand nombre d'Italiens en Argentins, Américains, etc., et même Français ; s'ils ne prennent pas tout de suite les mœurs du pays qui les a naturalisés et s'ils restent Italiens de cœur, ils ne le sont plus de droit. Il faut remarquer que « plus est nombreuse une colonie étrangère, fixée au milieu d'un autre peuple, plus ils sont dispersés, moins ses nationaux éprouvent le désir ou sentent le besoin de changer de nationalité. Vivant entre eux, dans des quartiers qu'ils peuplent entièrement, conservant leurs habitudes et leurs mœurs, ils ne songent pas à changer leur mode d'existence ». Cependant, ainsi que l'a dit M. Bertirelli, professeur à l'Université de Pavie, « en admettant que les Italiens, passés en France, s'y trouvent bien, il est certain que ce ne sera pas l'esprit italien qui sera répandu parmi eux dans une vingtaine d'années ; non pas du fait de la France, mais par la fatalité inexorable exercée par les civilisations bien évoluées et bien définies. Les nations policées, telles que la France,

Recensement des Emigrants à l'Etranger

	1871	1881	1891	1901	1911	1924	Augmen- tation
Europe (a)....	155.278	380.352	470.118	649.095	910.568	1.306.727	742 %
Asie.....	4.016	7.662	8.670	10.470	12.245	9.102	127 %
Afrique (b)....	23.645	62.203	75.271	163.030	176.200	188.541	697 %
Amérique (c)...	87.026	579.335	1.426.446	2.782.225	4.698.793	7.486.809	8.503 %
Océanie (Aust.)	740	2.971	4.365	6.141	7.294	20.567	2.679 %
Total.....	270.705	1.032.523	1.984.810	3.610.961	5.805.100	9.011.746	3.229 %

	En 1871	En 1911	En 1924	Augmentation
a)				
Belgique.....	555		10.974	1.877 %
France.....	83.300		1.001.749	1.103 %
Grande-Bretagne.....	4.275		29.179	583 %
Roumanie.....	830		13.246	1.496 %
Serbie.....	45		19.000	42.122 %
Suisse.....	17.980		146.051	712 %
Allemagne.....	30.862	192.301	43.500	

	En 1871	En 1924	Augmentation
b)			
Egypte.....	10.679	45.106	322 %
Maroc.....	102	12.258	11.918 %
Algérie.....	6.482	37.000	471 %
Tunisie.....	5.889	91.000	1.445 %

	En 1881	En 1924	Augmentation
c)			
Etats-Unis.....	170.000	3.506.073	1.962 %
Brésil.....	82.196	1.837.887	2.136 %
Argentine.....	254.388	1.771.378	596 %
Uruguay.....	4.003	190.000	375 %
Canada.....	1.849	115.059	6.123 %
Chili.....	957	21.566	2.154 %

non seulement naturalisent légalement les étrangers en un clin d'œil, mais surtout dénationalisent automatiquement les tendances nationales ».

Pour lutter contre cette tendance, on a souvent proposé, en Italie, de donner aux émigrés une représentation parlementaire (1), qui les inciterait à garder leur nationalité — et l'Italie lutte autant qu'elle le peut — nous le verrons plus loin, à propos des traités franco-italiens relatifs à la Tunisie — contre la naturalisation de ses fils. Mais la loi du 13 juin 1912, sur la nationalité, a remis en vigueur dans son art. 8, § 3, une disposition du Code civil italien que la loi de 1901 avait supprimée. « Perd la qualité d'Italien celui qui accepte d'un « gouvernement étranger un emploi public, et le conserve « malgré l'ordre du Gouvernement, ou accepte du service « militaire à l'Etranger. » D'autre part, l'Italie n'a pas signé,

(1) Pendant les débats sur la réforme électorale, qui eurent lieu après la guerre, de nombreuses propositions, concernant le vote des émigrés, furent soumises à la Chambre des Députés. Leur échec ne fut causé que par la difficulté matérielle de réaliser ce projet. Comme il était impossible, vu le grand nombre d'Italiens résidant dans certains pays, et leur dispersion à des distances, parfois considérables, en Amérique, du siège des Consulats italiens, de les faire voter nominativement aux Consulats, on avait proposé l'envoi de lettres sous enveloppes fermées, comme cela se pratique pour les votes dans toutes les associations.

Cependant, cette idée ne fut pas retenue ; on lui faisait l'objection suivante. Ces lettres devant parvenir aux consulats quelques jours avant l'élection, il aurait pu arriver que certains électeurs perdent leurs droits civiques ou meurent pendant cet intervalle et il aurait été matériellement impossible d'annuler leur vote. Ainsi, par crainte de quelques erreurs qui auraient entaché la justesse du scrutin — mais, n'en est-il point commis d'autres ? — cette réforme, qui aurait pu être si utile à l'Italie, échoua. Le député Mucci tenta de reprendre la question (séance du 18/7/1923, amendement à l'art. 40 bis) en montrant que l'émigrant temporaire conserve ses relations avec son pays, mais son amendement fut repoussé. Cependant, l'art. 69 de la loi du 13 novembre 1919 permit au Gouvernement d'organiser, par un règlement, des réunions périodiques des délégués des principales collectivités italiennes établies à l'étranger. Pour préparer ce règlement, un décret institua le 25 février 1921 une Commission présidée par l'ancien président du Conseil Orlando. Cette commission aboutit, en 1922, à un projet de règlement, prévoyant une élection de délégués par les Associations et Sociétés italiennes à l'étranger. Ces délégués formeraient un Conseil National des Italiens à l'étranger et se réuniraient périodiquement ; il y aurait en outre un Comité Permanent siégeant en Italie.

Ces Comités collaboreraient avec les autorités diplomatiques et consulaires à la protection des intérêts économiques et moraux de la collectivité italienne à l'étranger. Tous les frais devaient être payés par le fonds d'Émigration.

Cette tentative eut un résultat meilleur que celle ayant pour but l'élection de députés et permit de faire entendre dans les Conseils du Gouvernement la voix des expatriés.

ainsi que la France l'a fait (1), de conventions militaires avec les puissances sud-américaines. Aussi ne serait-ce que par ces points (service militaire et emplois publics), l'Italie perdrait-elle un grand nombre de ses émigrants au profit de pays étrangers.

* * *

En résumé, les avantages de l'émigration sont faibles : s'il est vrai qu'elle amène, par manque de main-d'œuvre, le partage des grandes propriétés et des latifundia, le développement du machinisme agricole et qu'elle favorise l'amélioration de la balance des comptes (avantage d'ailleurs, en fait, illusoire, puisqu'il est contrebalancé par une énorme perte de capital humain), par contre, l'émigration provoque des effets néfastes. L'on comprend donc que l'Italie se soit préoccupée de cette question, et ait dû légiférer à son sujet.

(1) Arrangement franco-argentin du 26 janvier 1927, relatif au service militaire — et franco-péruvien du 14 mars 1927. Toutefois l'Italie a signé avec le Brésil un accord réglant la question des fils d'Italiens nés au Brésil.

• DEUXIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION ITALIENNE DE L'ÉMIGRATION

A. — LA LÉGISLATION DE 1901 ET DE 1919

Dans la première partie de cet exposé, nous avons vu l'importance de l'émigration italienne et, en étudiant rapidement ses causes, nous avons remarqué que cette émigration résultait surtout d'un défaut de politique économique. Mais si les gouvernements italiens d'avant-guerre ne surent pas adopter une politique qui aurait fait prospérer l'agriculture du Sud de l'Italie et aurait ainsi pu éviter, en partie tout au moins, l'émigration, ils s'occupèrent, puisque celle-ci existait, de toutes les questions qui s'y rattachaient. Ils tentèrent, et de la rendre plus facile, et, surtout, de soustraire l'émigrant pauvre et inexpérimenté aux exigences des entrepreneurs de transport et de tous ceux qui vivent de l'émigration. — Enfin, ils essayèrent de donner aux émigrants le maximum d'hygiène et de sécurité, dans les moyens de transport qu'ils empruntaient.

Une première loi, celle du 30 décembre 1888, traita de la question de l'émigration et la sépara du droit commun. Cette loi envisageait déjà les rapports entre les émigrants et les entrepreneurs de transport, les disciplinait, et, pour régler leurs contestations, établissait une tutelle juridique des émigrants, en instituant une commission arbitrale dans tous les chefs-lieux de provinces. Mais le but de la loi était plutôt un but de police (1) ; et l'émigration était considérée comme un acte

(1) La discipline de l'émigration était du ressort du ministre de l'Intérieur ; c'est lui qui accordait, aux agences d'émigration, les autorisations administratives nécessaires.

individuel. La liberté d'émigrer étant inhérente à l'homme, l'État devait simplement connaître ceux qui partaient ; mais, ceci fait, les émigrants traitaient, comme ils l'entendaient (1), avec les entrepreneurs s'occupant de la question.

Aussi la première loi qui s'occupa réellement de la question est-elle celle du 31 janvier 1901, qui, avec le Règlement d'application qui lui est joint, évoque la plupart des questions qui peuvent intéresser un émigrant. Un certain nombre de textes ayant été publiés ensuite, notamment la loi du 14 mars 1909, le gouvernement italien, en 1919, jugea utile de rédiger à nouveau la loi ; mais cette loi nouvelle (texte unifié du 13 novembre 1919) n'est, sur beaucoup de points, qu'une reproduction de la loi de 1901, et les modifications apportées à cette loi sont faibles.

a) *La législation de l'Emigration, quant aux personnes.*

Après avoir défini (2) l'émigration comme il est dit plus haut, la loi la déclare libre (3), sauf quelques exceptions dues principalement à la nécessité de pouvoir, en cas de besoin, retrouver les soldats (4). De même, l'émigration des enfants de moins de 15 ans n'est autorisée (art. 2) — s'ils partent pour travailler, et non pour retrouver leur famille (5), — que s'ils ont été soumis

(1) Cependant la loi établissait un contrat spécial de « départ d'émigration. »

(2) Article 6.

(3) Article 1^{er}.

(4) C'est ainsi que les inscrits sur les tableaux de recensement ne peuvent quitter l'Italie qu'avec certaines autorisations : du préfet (s'il s'agit d'inscrits pour l'armée de terre) ; du Capitaine du Port (s'il s'agit d'inscrits maritimes) ; du commandant du corps (pour ceux du train des équipages). Les réservistes de la 1^{re} classe, de moins de 28 ans, ne peuvent émigrer qu'avec une permission ; et ceux de moins de 32 ans, qu'après en avoir averti leur chef de corps.

La loi du 13 novembre 1919 a déclaré que cette règle s'appliquait aux militaires de 1^{re} et de 2^e classe, et que, seuls, ceux de la 3^e classe pouvaient émigrer sans autorisation.

Ces dispositions ont été implicitement abrogées par le décret ci-après.

Un décret du 18 mars 1923, n° 590, a permis aux jeunes gens, inscrits sur la liste d'appel, de partir à l'étranger pour y travailler, jusqu'au moment de l'appel de leur contingent, mais ils doivent, auparavant, laisser au podestat de leur commune de résidence un acte de soumission à l'enrôlement.

(5) Si les enfants émigrent, non pour travailler, mais pour rejoindre leur famille, le gouvernement italien l'autorise ; mais, dans un but de protection compréhensible, il exige qu'ils soient confiés à la sauvegarde d'une personne sûre, qui les amènera à destination.

à une visite médicale et possèdent le livret municipal (1). Ceci, d'ailleurs, n'est édicté que dans un but de protection des enfants, et non dans un but militaire, car les jeunes gens, appelés pour le service militaire, qui résident en Asie (sauf en Turquie) ; ou en Amérique ; en Océanie ; en Afrique (sauf dans les possessions italiennes, et en Egypte, Algérie, Tunisie et Maroc), sont dispensés (2) (art. 33), sauf en cas de guerre (3).

De même, encore, est interdite l'émigration des enfants de moins de 15 ans, en vue d'exercer une profession ambulante (4), périlleuse ou insalubre (5). Toujours dans un but de protection, le Commissaire Général à l'Emigration, dans une circulaire du 29 novembre 1924, a indiqué aux fonctionnaires s'occupant du service des passeports, qu'il ne devait pas en être délivré aux jeunes filles nubiles, non accompagnées de leurs parents, se rendant en Amérique du Sud dans un but autre que de les y rejoindre. Si elles déclarent vouloir rejoindre leurs parents, elles doivent prouver la véracité de leur affirmation par un affidavit ; et si elles partent rejoindre un fiancé, elles doivent présenter tous les papiers nécessaires à la célébration d'un mariage en bonne et due forme. — Pour protéger les artistes lyriques se rendant à l'étranger, les impresarios (circulaire du Commissaire Général à l'Emigration, en date du 27 avril 1925) doivent déposer un cautionnement, et cela, même pour l'engagement d'un seul artiste. En cas de départ outremer, la somme consignée doit représenter le prix de retour de l'artiste.

Enfin, la loi réserve toujours (art. 1^{er}) au Ministre des Affaires Étrangères, d'accord avec le Ministre de l'Intérieur, la possi-

(1) La visite médicale et la remise du livret sont d'ailleurs gratuites (Règl. art. 4). — Depuis le décret du 14 février 1911 et le règlement du 6 août 1916, les garçons de 12 à 15 ans et les filles de 12 à 18 ans, qui émigrent pour travailler, doivent, en outre de ces deux pièces, posséder un contrat de travail approuvé par le Consul, après examen attentif des conditions de salubrité et de moralité des travaux pour lesquels ils sont embauchés.

(2) S'ils résident encore hors d'Italie à l'âge de 32 ans, ils sont même complètement exemptés.

(3) Actuellement (loi du 25 mars 1926), sont dispensés du recrutement les inscrits nés et résidant à l'étranger, ainsi que les inscrits qui ont émigré, pour travailler, avant leur inscription sur les listes de recrutement, s'ils possèdent des connaissances suffisantes en histoire et géographie et s'ils ont suivi, pendant un an, avec succès, des cours d'une société de gymnastique.

(4) Par la suite (décret du 23 janvier 1926), le gouvernement italien a même interdit d'émigrer à tous ceux qui désirent se livrer, à l'étranger, à une profession ambulante ou de musicien, en raison du préjudice moral et du discrédit, qui pourraient en résulter pour l'Italie.

(5) Et nocturne (Règl. art. 6).

bilité d'interdire (1) l'émigration pour un pays déterminé, dans un but d'ordre public, ou quand les émigrants peuvent y courir des dangers mettant en péril leur vie, leur liberté, leur avoir, ou lorsque la protection des intérêts économiques et moraux des émigrants le réclame (2).

Comprenant le danger qu'une émigration massive pouvait faire courir au pays, le gouvernement (article 17) a interdit, sous les peines prévues à l'article 416 du Code Pénal italien, d'y exciter publiquement (3), et de donner, sur les pays étrangers, des renseignements faux, interdiction répétée par l'art. 14 de

(1) Sans interdire complètement l'émigration pour une destination donnée, il arrive souvent que le gouvernement italien la dissuade : c'est ainsi que (*Boll.*, 1903, n° 13), on lit, à propos de l'émigration en Equateur une circulaire du Commissaire Général de l'Émigration du 14 octobre 1903, ainsi conçue : « Le Commissariat invite les autorités gouvernementales et communales à dissuader les agriculteurs d'y chercher un emploi, et à dénoncer aux autorités judiciaires ceux qui veulent enrôler des travailleurs pour cette région ». De même, le décret Prinetti de 1902 interdit aux émigrants de se rendre au Brésil s'ils reçoivent des subsides du gouvernement brésilien ou des entreprises coloniales; et une décision du 2 février 1906 prévoit que les émigrants ne pourront se rendre au Brésil avec des billets payés d'avance, que si ceux-ci l'ont été par un ascendant, descendant, conjoint, frère ou sœur ; et qu'ils devront indiquer, en demandant leur passeport, la profession qu'occupe au Brésil le parent qui leur paye le voyage : ceci dans le but de protéger l'ouvrier agricole italien contre un envoi dans une fazienda, où il ne serait que peu payé et peut-être mal traité. De même enfin, il est souvent indiqué qu'une crise économique ou agricole sévit dans tel ou tel pays d'immigration, et que les travailleurs italiens doivent donc prendre des précautions et demander des renseignements aux Consuls avant de s'y rendre.

(2) C'est ainsi que, remarquant le grand nombre d'Italiens qui se rendaient en Espagne — bien que ce ne soit pas un pays d'immigration — le gouvernement italien soupçonna ceux qui s'y rendaient de vouloir, de là, tenter de se rendre aux États-Unis ; aussi, comme ces tentatives ne pouvaient qu'être préjudiciables aux émigrants italiens, fut-il décidé (circulaire du 15 février 1926), que pour se rendre en Espagne, les émigrants devraient présenter un certificat de travail en demandant leur passeport.

(3) Pour qu'il y ait contravention à ce sujet, la cour de Cassation (S. P. 16 juillet 1904) a jugé qu'il fallait que quelqu'un employât son influence à enrôler des émigrants et que cette personne fût dépourvue de la patente d'entrepreneur de transport d'émigrants ; mais que n'était pas coupable celui qui, sans faire de promesse de billets, répandait simplement des circulaires indiquant le moyen de se rendre dans tel ou tel pays. Par contre, la simple diffusion de circulaires, ayant pour but d'enrôler des émigrants pour un pays transocéanique, est punie (Cas., 8 mai 1925. Rép. 1925 p. 148) si l'on n'est pas muni de l'autorisation spéciale à cet effet délivrée par le Commissariat Général à l'émigration. La Commission Centrale Judiciaire (8 mai 1925, Bol., 1925, n° 41) a jugé que devait être punie la diffusion de manifestes, circulaires, opuscules et guides concernant l'émigration, non autorisée par le Commissariat Général, en tant que cette diffusion était un premier acte, préparatoire à un enrôlement d'émigrants.

De même (Cas., 25 mai 1925. Rép. 1925 p. 148) est punissable celui qui provoque à émigrer des personnes qui ne le peuvent, même si elles n'ont pas réussi à sortir de l'Italie.

loi de 1919 (1). Il a même (Règl. art. 61) interdit aux entrepreneurs de transport d'avoir plus d'un représentant (2) par commune, et ils ne peuvent même en avoir dans les villes où ils ont leur siège ou une succursale. La nomination de cet agent doit être approuvée par le préfet, et il est, par suite, interdit d'avoir des agents occultes. Il doit résider au chef-lieu de l'arrondissement et peut agir dans tout l'arrondissement (jugement du préteur de Mède du 15 avril 1906) ; mais (Cas. S. P., 8 juin 1907) s'il n'a pas son domicile au chef-lieu, l'entrepreneur de transport est responsable.

L'entrepreneur est en général responsable (Loi 1913, art. 33 d) et puni de 100 à 1.000 Lires d'amende si ce ne sont pas ses représentants qui ont fait le nécessaire pour le départ ; mais (Cas. 7 novembre 1903, Giu 1904, II, 47) lorsque le bateau de la C^{ie} qu'il représente est complet, le représentant peut faire embarquer l'émigrant sur un navire d'une autre Compagnie, s'il n'agit pas par esprit de lucre.

De même (Cas., 7 avril 1914, Giu 14, II, 388), un représentant peut faire embarquer sur un navire de sa Compagnie un émigrant originaire d'une région extérieure à sa circonscription territoriale, lorsque les émigrants sont venus spontanément à lui, et que dans ce lieu n'existe pas de représentant de sa Compagnie ; mais (Cas., S. P., 3 juillet 1905 et Cas., 28 janvier 1924, Rep. 1924 p. 145), il a été jugé qu'il y avait contravention si un représentant d'entreprise de transport faisait embarquer un émigrant sur un bateau dont il n'était pas le représentant ; et cela, même au cas où l'émigrant ne se serait pas embarqué effectivement.

Enfin, puisque l'émigration est libre, il n'y a pas de raison qu'elle soit effectuée clandestinement, ce fait étant préjudiciable tant à l'Italie qu'à l'émigrant lui-même : aussi le Gouvernement italien le punit-il. En 1913, une amende de 100 à 1.000 Lires et une peine de prison pouvant s'élever, dans certains cas, jusqu'à 3 mois étaient prononcées contre ceux qui faisaient émigrer clandestinement. La loi de 1919, comme celle de 1901, sanctionne le fait par l'art. 416 du Code Pénal italien : six mois de prison et une amende de 100 à 1.000 Lires punissent

(1) Le fait de tromper un émigrant temporaire est puni comme celui de tromper un émigrant permanent (Cas., 5 juillet 1916, Giu 1916, II, 312).

(2) Ce représentant (Réponse de M. Mussolini à une question du député Termini du 11 décembre 1923) ne peut être un ex-fonctionnaire des services de l'Émigration, ayant quitté ceux-ci depuis moins de deux ans.

le fait de pousser des émigrants à s'embarquer clandestinement. L'article 68 de la loi de 1919 (1) punit — et ceci est dans l'intérêt même des émigrants — ceux qui favorisent l'émigration vers une région pour laquelle le Gouvernement italien a interdit les départs. — De même est puni (ceci plutôt dans l'intérêt de l'État et de la Police) le fait de partir avec un passeport délivré à un autre nom que celui de l'émigrant (2).

Pour veiller à l'exécution de ces mesures, le Gouvernement italien a déterminé les points par où les émigrants pouvaient librement sortir d'Italie. Pour les ports, ce sont ceux de Gênes, Naples, Palerme, Messine (3), Trieste (décret du 18 janvier 1923), Fiume (3) (décret du 8 août 1924), Livourne (4) (décret du 20 août 1926).

b) *Action du Gouvernement sur l'émigration.*

Pour s'occuper de toutes les questions intéressant l'émigration, l'on créa (art. 7 de la loi de 1901), au Ministère des Affaires Étrangères, un Conseil de l'Émigration et un Commissariat Général. Le rôle de ce Commissariat est multiple (5). Dans la Journée Industrielle du 10 juin 1928, on lit, par exemple, à propos de l'émigration agricole italienne dans le Sud-Ouest de la France : « Participant, avec beaucoup d'influence, à la négociation et à la rédaction des conventions internationales d'émigration ; faisant suivre, par ses agents, les Italiens résidant à l'étranger, de façon à ce qu'ils ne perdent pas contact avec la mère-patrie ; le Commissariat Général travaille avec ténacité, d'une part, à assurer aux émigrants les meilleures conditions de travail à l'étranger, d'autre part, à les maintenir dans l'allégeance italienne, et il contrôle étroitement le choix des individus et leur contrat de travail. La France garde

(1) Six mois de prison et 100 à 1.000 L. d'amende.

(2) Art. 33, même loi de 1919, 50 à 500 L. d'amende et prison pouvant s'élever jusqu'à 2 ans.

(3) Messine et Fiume ne sont plus actuellement ports d'embarquement pour l'émigration.

(4) Livourne n'est port d'embarquement d'émigration que pour la Corse.

(5) Le Commissariat concentre toutes les affaires qui se réfèrent au service de l'Émigration (Règl. art. 12) ; il rédige tous les ans (art. 8) un rapport sur le mouvement de l'émigration temporaire et permanente, sur les opérations des entrepreneurs de transport, et sur les modifications qu'il juge utile d'apporter, dans l'intérêt de l'émigration, rapport qui est présenté au Parlement par le Ministre des Affaires Étrangères.

la faculté d'envoyer en Italie des « missions de main-d'œuvre(1) », mais le rôle de ces missions se borne à un examen médical et professionnel du sujet présenté par l'autorité italienne. Elles peuvent agréer ou refuser le candidat ; elles ne peuvent pas intervenir dans son choix. Le Commissariat n'admet, à sortir d'Italie, que ceux qui justifient d'un contrat régulier d'embauchage. Il en contrôle étroitement les termes, de façon à assurer aux travailleurs un minimum de garanties, notamment en ce qui concerne l'habitation. Il a élaboré des contrats-types, d'accord avec les associations françaises... »

Le Conseil de l'Émigration comprend (2), outre le Commissaire Général et un représentant des divers ministères intéressés à la question de l'émigration (Intérieur, Trésor, Marine, Instruction Publique, Agriculture), trois membres nommés par le

(1) Ceci n'est plus exact actuellement.

(2) La composition de ce Conseil a été considérablement modifiée par la loi du 17 juillet 1910, art. 7 bis.

Le Conseil d'Émigration comprend, d'après cette loi : la Commissaire Général, — un représentant de chacun des six ministères intéressés à la question de l'émigration (Intérieur, Trésor, Guerre, Marine, Instruction publique, Agriculture.) — le Directeur de la Banque de Naples, — le Directeur de l'Office du Travail et de la Prévoyance sociale —, trois personnes choisies par le Ministre des Affaires Étrangères parmi celles ayant étudié d'une façon spéciale les questions d'émigration, — un représentant de la C. G. T., — un représentant de la fédération italienne des Sociétés de Secours mutuels (F. I. S. M.), — un représentant de la Ligue Nationale des Coopératives (L. N. C.), — et deux membres choisis parmi des personnes désignées par les institutions d'assistance aux émigrants, reconnues par le Commissariat.

La loi du 13 novembre 1919 a apporté de nouveaux changements à la composition de ce Conseil. Au lieu d'un représentant de chacun des six ministères intéressés à la question de l'émigration, font partie du Conseil : le Directeur général de la Marine marchande, — et les Directeurs généraux des trois autres services d'État relatifs à l'émigration, désignés par le Ministre des Affaires Étrangères. En plus des représentants de la C. G. T., de la F.I.S.M. et de la L. N. C., il y a un représentant d'une Société d'assistance ou d'éducation désignée par le Ministre des Affaires Étrangères, après consultation du Conseil supérieur de l'émigration. Ces 4 représentants sont choisis par le Ministre des Affaires Étrangères sur une liste de 8 membres. — Aux deux membres des Sociétés d'assistance aux émigrants, on a ajouté une femme. On a de plus admis comme membres : une personne appartenant au Comité permanent du Travail, — un membre appartenant au Comité exécutif pour le placement et contre le chômage ; — trois députés et trois sénateurs appartenant à la Commission permanente de surveillance du fonds d'émigration. — En outre, les délégués des Ministères intéressés aux questions soumises à l'examen du Conseil peuvent être appelés à en faire partie.

Le Comité permanent se trouve composé du Commissaire Général, de 3 (*) membres choisis par le Conseil et de 2 (*) membres du Comité parlementaire de surveillance du fonds d'émigration.

(*) Nombres portés respectivement à 4 et à 3 par le décret-loi du 16 novembre 1922.

Ministre des Affaires Etrangères parmi des personnes expertes en matière de statistique, de géographie ou d'économie politique, un représentant de la Ligue nationale des coopératives italiennes, et un représentant des principales Sociétés de Secours mutuels des plus importantes cités maritimes du Royaume. La fonction de ce Conseil est de s'occuper de tout ce qui, dans le problème de l'émigration, peut intéresser plusieurs ministères. Il tient deux sessions annuelles, et peut toujours déléguer à un Conseil permanent, élu dans son sein, la charge d'aider le Commissariat (Règl. art. 21).

Des inspecteurs de l'émigration furent établis (1) dans les trois plus grandes villes maritimes du Royaume : Gênes, Naples et Palerme — plus Trieste et Fiume (2), depuis la guerre. Ils font partie (Règl. art. 26) de la Commission chargée d'examiner les navires servant au transport des émigrants ; ils s'occupent de la protection des émigrants, reçoivent leurs réclamations et veillent à l'application de la loi.

Dans les principaux lieux d'émigration (art. 10) furent établis des comités locaux d'émigration (3) comprenant le préteur, ou, à son défaut, le juge de paix (4), le maire, un prêtre, un médecin et un membre d'une Société locale d'agriculture ou de travail. Ces comités sont outillés pour pouvoir donner des renseignements sur les pays d'immigration, sur les moyens de transport, le prix du voyage, les moyens de faire valoir leurs droits contre les entrepreneurs de transport, etc.

Enfin, dans les pays vers lesquels les émigrants italiens se dirigent de préférence, le Ministre des Affaires Etrangères a institué quatre inspecteurs, voyageant, trois, hors d'Europe, et le quatrième dans les autres centres d'immigration italienne, chargés, véritables Missi-Dominici, d'aller voir sur place (Règl. art. 34) tout ce qui intéresse l'émigration et la colonisation italiennes, et de faire un Rapport annuel de leurs observations pour le Commissariat Général (5).

(1) Article 9.

(2) Il n'y a plus d'inspecteur à Fiume actuellement

(3) Obligatoirement, dans les villes où se trouve un représentant d'une entreprise de transport (Règl. art. 27) ; mais ils n'existent pas en fait.

(4) L'article 6 de la loi du 13 novembre 1919 ne mentionne plus que le juge de paix.

(5) Lire, avec intérêt, dans le *Boll.*, 1904, n° 15, le rapport de l'Inspecteur d'émigration, Ad. Rossi, au sujet de la tutelle des Italiens aux États-Unis. De même (*Boll.*, 1907, nos 16 et 17 et 1908, n° 3) un rapport sur la situation en Argentine ; dans ceux de 1908 (nos 14, 15 et 16), le rapport de M. Coletti sur l'émigration italienne dans l'État Brésilien de Sao-Paulo.

Enfin, l'article 8 de la loi de 1919 dit que des Offices de Protection et d'Information, destinés à servir d'intermédiaires à ceux qui recherchent du travail, seront institués (généralement, auprès des Consulats) dans les États qui reçoivent des émigrants italiens. Des fonctionnaires de l'émigration pourront être installés dans les principaux centres d'immigration. Ils transmettent des informations sur la situation économique et sur le marché du travail, ainsi que les vœux des émigrants (1) ; ils visitent, ainsi d'ailleurs que les Consuls, les bateaux transportant des émigrants italiens, dans les ports d'escales et d'arrivée. Enfin, on a rattaché aux Consulats, dans les principales villes (2), des fonctionnaires de l'émigration ainsi que des offices d'assistance légale (3) qui aident les émigrants dans toutes les contestations judiciaires relatives à leurs droits.

Pour payer les fonctionnaires s'occupant de l'émigration et toutes les dépenses afférentes à ce service, il a été créé un fonds spécial, géré par la Caisse des Dépôts et Prêts, et surveillé (art. 28) par un Comité parlementaire comprenant 3 députés et 3 sénateurs (4). Ce fonds (5) est alimenté (6) par une taxe de patente de 500 à 3.000 L. des entrepreneurs de transport (7),

(1) Il en existe notamment à Paris, Berne, Berlin, Ottawa, Washington, New-York, Saint-Paul, Buenos-Ayres, Bruxelles.

(2) En particulier, à Metz, Nancy, Strasbourg, Reims, Marseille, Modane, Toulouse, Genève, Prague, Budapest, Bucarest, Moscou, Athènes.

(3) Notamment à Washington, Boston, Chicago, Denver, New-York, Philadelphie, San Francisco, Montreal, Mexico, Melbourne.

(4) Le règlement du 16 mai 1912 a fixé les règles générales concernant l'administration du fonds d'émigration.

(5) Régl. art. 181.

(6) A ces recettes, la loi du 13 novembre 1919 a ajouté une taxe de deux lires par passeport (art. 15) ; une taxe de licence de 20 L. (art. 35) pour les entrepreneurs s'occupant de l'émigration européenne ; une taxe de 5 L. par ouvrier recruté pour l'Europe (taxe pour laquelle le décret du 6 juin 1923 (G. U. 1923, n° 122) a fixé la correspondance en monnaie étrangère, de façon à frapper de la même manière les entreprises de recrutement des différents pays, malgré les différences de changes ; une taxe de 10 L. par décision judiciaire rendue par les inspecteurs de l'émigration sur les litiges d'une valeur supérieure à 250 L. ; une taxe de 0,50 % par décision rendue par le Conseil des Prudhommes (art. 53) ; et une taxe de 250 L. par décision rendue par la Commission Judiciaire Centrale.

(7) La taxe de patente a été fixée à un minimum de 6.000 L. par navire, par un décret du 31 août 1922 ; de plus, un décret du 18 juin 1922, pris à la suite des mesures américaines établissant un quota d'émigration, avait déclaré que la taxe de patente pour les États-Unis ne vaudrait que pour un seul voyage. Ce décret a été abrogé le 15 novembre 1928, en raison du petit nombre d'émigrants à ce moment.

une taxe (1) de 8 L (2) par billet délivré (article 28) (3), les amendes infligées aux entrepreneurs de transport pour inexécution des obligations qui leur sont prescrites par la loi — et les intérêts de ces sommes. Les dépenses servent à payer le commissariat, ses offices, les médecins militaires s'occupant de l'émigration, en un mot. tout le service de l'Emigration ; le surplus des recettes étant affecté (Loi de 1919, art. 65) à l'achat de rentes sur l'État, ou de fonds garantis par l'État (4).

Actuellement ce fonds n'existe plus ; les recettes sont maintenant englobées dans le budget général de l'État et les dépenses figurent aux comptes du Ministère des Affaires Etrangères.

(1) Alors que le but de la taxe de 2 dollars par émigrant, instaurée par les États-Unis le 2 mars 1903, sur les entrepreneurs de transport, est l'une des mesures prises pour freiner l'émigration, la taxe italienne, au contraire, n'a pas ce but vis-à-vis de l'émigration ; elle diffère donc aussi des *Nachsteuer* et *Freigeld* allemands.

(2) Taxe portée à 90 L. par le décret du 29 juillet 1924.

(3) Cette taxe doit être versée au fonds d'émigration dans les huit jours.

(4) Il avait été prescrit, par la loi de 1901, au Comité parlementaire de Surveillance du fonds d'émigration, de présenter un rapport annuel au Parlement. Ceci ne fut pas exécuté. On lit dans le rapport présenté le 15 mai 1926 que ce rapport est le premier qui l'ait été depuis le 26 mai 1909. Il n'en est que plus intéressant à consulter ; car il montre, année par année — depuis 1909, — les recettes et dépenses du fonds. De 1901 à 1926, les dépenses ont été de 106.355.664 L. 81, ainsi réparties :

34.608.580 L. 68 — pour la distribution de secours aux émigrants se trouvant en Italie ou en voyage ;

35.443.545 L. 94 pour la distribution de secours à des émigrants se trouvant à l'étranger ;

1.283.755 L. 05 pour l'impression et la distribution de notices, renseignant les émigrants sur les pays où ils désirent se rendre, ou sur les droits des émigrants tels que les *Manuale per l'istruzione degli emigranti* ;

En tête de ce livre se trouve une phrase de M. Mussolini : « Questo è il « viatico di Amore e Protezione che la Patria consegna ai suoi figli, perchè « la ricordino e la onorino sempre e dovunque. »

16.613.058 L. 98 pour des remboursements divers (d'acquisitions de terres, par exemple) ;

18.406.724 L. 16 pour frais de fonctionnement du service.

Quant aux recettes, pendant cette même période, elles ont été de 125.401.625 L. 41 ainsi réparties :

Revenu du fonds : 11.990.773 L. 19 ;

Impôts sur les transports : 71.398.718 L. 18 (dont 12.000.000 pour l'exercice 1924-1925) ;

Remboursements 19.988.215 L. 27 ;

Recettes Diverses 14.086.005 L. 20 ;

Recettes extraordinaires 7.937.917 L. 57 ;

Le bilan de l'exercice 1924-1925 se solde par 17 millions de Lires de recettes, alors que celui de l'exercice 1901-1902 n'avait comporté que 2 millions de Lires. Le dernier exercice du fonds (l'exercice 1927-1928) comportait 19.188.000 Lires de recettes.

c) *Transporteurs.*

Pour veiller sur les émigrants, et empêcher qu'ils ne soient, dans leur ignorance des formalités, victimes de gens mal intentionnés, cherchant à profiter de leur faiblesse ; mais aussi pour contrôler les entreprises d'émigration et les empêcher de chercher, pour accroître leurs bénéfices, quitte à appauvrir ainsi l'Italie, à augmenter de façon exagérée le nombre des émigrants et à faire quitter leur patrie à des gens qui y seraient restés ; le gouvernement italien jugea nécessaire de régler d'une façon très attentive et très précise les opérations des entrepreneurs de transport et d'émigration.

Pour pouvoir transporter des émigrants, il faut posséder (1) une licence spéciale (2), concédée annuellement et qui peut d'ailleurs être retirée à tout moment — sans même qu'il soit besoin de donner de motif (Conseil d'État, 10 janvier 1914, *Giu* 1914, III, 67) —, contre paiement d'une taxe, versée d'ailleurs au fonds d'émigration. Pour transporter des émigrants, dont le voyage est payé en totalité ou en partie par un gouvernement étranger, l'entrepreneur doit posséder une licence spéciale (Règl. art. 54) spécifiant par qui le voyage est payé et pour quel travail l'émigrant est embauché. Il en est de même si l'émigrant est favorisé — à un titre quelconque — par un État étranger, une province, ... etc. ; ou encore si l'émigrant a payé lui-même son voyage, mais ne s'est embarqué qu'avec une promesse de remboursement, de travail, de concession de terre, etc. D'autre part, pour obliger les entrepreneurs de transport à appliquer les règlements édictés par le Gouvernement en faveur des émigrants, notamment au sujet de l'hygiène et de la sécurité, ils doivent déposer une caution, dont le montant est de 3.000 Lires au minimum.

Une licence spéciale — dont le coût est de 20 Lires — (Loi

(1) Article 13.

(2) Il est sans importance, aux yeux de la loi (Cas., S. P., 30 mai 1908), que le voyage soit à titre gratuit. Celui qui, sans posséder une licence, fait embarquer quelqu'un, commet une contravention — et même deux, — puisque dans le cas de voyage gratuit, il faut une licence spéciale. Pour qu'il y ait contravention (Cas., S. P., 4 octobre 1904), il n'est même pas besoin que l'entrepreneur ait réalisé un bénéfice. De même, commet une double contravention celui qui, sans être muni d'une licence d'entrepreneur de transport, enrôle des émigrants, et, de plus, les fait s'embarquer à l'étranger. (Cas., S. P., 11 juillet 1911. *Rep.* 1911, p. 198).

1919, art. 24) est accordée aux particuliers qui, opérant pour leur compte ou pour celui d'une entreprise de colonisation, cherchent à recruter des travailleurs, et à ceux qui veulent effectuer des transports vers des régions peu fréquentées, d'ordinaire, par les émigrants italiens. En réalité, cette disposition n'est pas appliquée.

Enfin les Sociétés qui désirent transporter des émigrants doivent payer, sur leur capital et ses augmentations, une taxe variant de 2.000 à 10.000 Lires (Loi 1919, art. 19) ; et il en est de même pour les Sociétés étrangères, pour la partie de leur capital affectée, pour les transports d'émigrants, en Italie.

Pour les voyages de retour, il est exigé une licence spéciale, délivrée par les consuls.

En plus de cette licence consulaire, le décret du 30/9/1926 (*Gaz. Uf.* 2/11/1926) exige le paiement d'une taxe de licence, dont le prix est les 3/4 de la taxe normale de licence, et qui est perçue à l'arrivée au port par l'Inspecteur de l'Émigration. Cette licence consulaire de retour, créée par la loi du 14 mars 1909 (art. 19) pour le transport de plus de 50 émigrants au retour et fixée (Loi du 17 juillet 1910, art. 13 *ter*) à un prix de 10 centimes par tonne de jauge nette, est obligatoire. La loi exige, en outre, que les voyages soient faits directement, que les billets contiennent les mêmes renseignements que ceux qui sont délivrés à l'aller, et que la condition des rapatriés, sur le bateau, soit identique à celle des émigrants. De nombreuses décisions de jurisprudence sont venues sanctionner le défaut de licence consulaire. Mentionnons simplement (Cas., 9 janvier 1913, *Giu* 1913, 2.177 et Cas., 26 février 1910, *Giu* 1910, 2.142) les arrêts qui décident que le fait d'avoir embarqué plus de 50 émigrants italiens n'est punissable que lorsque le débarquement a lieu en Italie. Ugo Aloisi s'est élevé contre cette décision, et la Cour (Cas., 9 septembre 1915, *Giu* 1916 2.59) a puni un capitaine ayant embarqué sans licence plus de 50 émigrants italiens et les ayant débarqués hors d'Italie, tout le délit ayant été ainsi consommé hors d'Italie. De même (Cas., 29 novembre 1914, *Giu* 1915, II, 56), si un navire prend plus de 50 émigrants sans licence, les débarque, que ceux-ci rejoignent par le train un autre navire, muni d'une licence, qui les conduira en Italie, le premier capitaine est punissable. Il en est encore de même quand, ayant chargé sans licence plus de cinquante émigrants, le capitaine débarque l'excédent et ne revient en Italie qu'avec le nombre fixé (Cas., 26 février 1910,

Giu 1910, II, 142). Enfin, est punissable le capitaine, muni d'une licence normale, qui embarque, au retour, des émigrants sans posséder la licence consulaire (Cas., 20 juin 1923, Rep. 1923, 137).

Pour empêcher toute spéculation sur le prix des voyages, les entrepreneurs de transport doivent, 3 fois dans l'année, indiquer au Commissariat Général les prix des billets qu'ils comptent appliquer pour le quadrimestre suivant. Le prix est communiqué au parlement par le Commissariat Général (1) et publié, de façon à ce que le public en ait connaissance (2). Il est formellement interdit aux entrepreneurs de transport de de-

(1) Article 14.

(2) Par exemple, ce prix était : pour le 3^e quadrimestre de 1913 :

Catégorie du navire	Etats-Unis	Canada	Argentine	Brésil	Centre Amérique
1	210 L.		200	215	210
2	200	170	184	186	195
3	185		165	176	

Pour le premier quadrimestre de 1921 :

Catégorie du navire	Etats-Unis	Canada	Argentine	Brésil	Centre Amérique	Supplément au départ de Trieste	Réduction aux Réservistes
1	1.600 L.	1.800	1.800	1.750	2.000	+ 150	- 10 %
2	1.400	1.600	1.600	1.550	1.800	+ 150	- 10 %
3	1.300	1.500	1.500	1.450	1.700	+ 150	- 10 %

Et pour le deuxième quadrimestre de 1928, au départ de Gênes, Naples, Palerme ou Messine :

Catégorie du navire	Etats-Unis	Brésil	Plata	Centre Amérique
1	2.050 L.	2.400	2.450	2.500
2	1.850	2.100	2.150	2.100
3		1.800	1.850	

mander un prix supérieur à celui que le gouvernement les autorise à appliquer (1) et il s'agit bien d'une tarification autorisée : en effet, le Commissariat Général, en même temps qu'il est saisi des demandes de prix des entrepreneurs de transport, reçoit des rapports des Inspecteurs de l'Emigration, qui lui indiquent des prix normaux. Le Commissariat peut donc décider, en toute connaissance de cause, si les prix demandés peuvent être appliqués et le gouvernement ne se contente pas d'entériner les prix proposés par les entrepreneurs de transport. Ainsi, pour le premier quadrimestre de 1913, les entrepreneurs demandaient, pour certaines directions, 245 L. et n'obtinrent que 215 L. ; pour les deux quadrimestres suivants, malgré la même demande, le prix accordé ne fut plus que de 210 L. (2).

(1) L'article 21 condamne les entrepreneurs qui auraient demandé une somme supérieure à celle à laquelle ils ont droit, à restituer aux émigrants le double de l'indû.

(2) Pour le 3^e quadrimestre de 1926, les prix demandés furent :

Compagnie Cosulich.

Catégorie du navire	Etats-Unis	Brésil	Plata
1	2.300 L.	2.600	2.650
2	2.150	2.450	2.500
3	1.850	2.050	2.100
Transitoire	1.750	1.900	1.950

Lloyd latin et Transports maritimes.

Catégorie du navire	Brésil	Plata
2	2.350	2.400
3	2.000	2.050

Lloyd Sabaud.

Catégorie du navire	Etats-Unis	Brésil	Plata
1	2.600 L.	2.850	2.900
2	2.400	2.650	2.700
3	2.200	2.450	2.500

Navigazione Generale Italiana.

Catégorie du navire	Etats-Unis	Brésil	Plata	Centre Amérique
1	2.700 L.	2.950	3.000	
2	2.400	2.650	2.700	
3		2.350	2.400	2.400

Transatlantica Italiana.

Catégorie du navire	Etats-Unis	Brésil	Plata
2	2.300 L.	2.600	2.650
3	2.300	2.600	2.650

PRIX FIXÉS PAR LE COMMISSARIAT GÉNÉRAL.

Catégorie du navire	Etats-Unis	Brésil	Plata	Centre Amérique
1	2.050 L.	2.400	2.450	2.500
2	1.850	2.150	2.200	2.300
3	1.600	1.850	1.900	2.000
Transitoire	1.450	1.650	1.700	1.900

Supplément de 150 Lires, au départ de Trieste, pour toutes les catégories de navires et toutes les destinations.

Cependant le gouvernement n'est pas maître, en la matière, de faire tout ce qu'il veut ; le décret de fixation du prix de transport doit indiquer (Conseil d'État, 17 mai 1907, *Giu* 1907, III, 259) la juste limite des bénéfices des entrepreneurs — et doit, par suite, être motivé.

Un décret-loi du 30/12/1923 a créé une Commission spéciale, auprès de laquelle sont portés les recours des entrepreneurs de transport contre les décisions du Commissariat Général à l'Emigration, fixant les prix des transports : Cette Commission comprend un Président de Chambre de la Cour de Cassation, désigné par le premier Président, un membre du Conseil Supérieur de l'Emigration (qui ne soit pas un représentant des émigrants) ; un membre du Conseil supérieur de la marine marchande (qui ne soit pas un représentant des armateurs) ; ces deux derniers désignés par les Présidents de leur Conseil. Deux fonctionnaires supérieurs, un du Commissariat Général à l'Emigration et un du Conseil Supérieur de la marine marchande interviennent comme experts à cette Commission sans avoir droit au vote.

Si les entrepreneurs se concertent pour réclamer des prix supérieurs à ceux qui leur ont été concédés par le Gouvernement, celui-ci peut prendre toutes les mesures qu'il jugera utiles dans l'intérêt des émigrants, même faire embarquer à l'étranger (article 16). — D'autre part, si une réduction de prix est consentie par un entrepreneur, elle doit profiter à tout le monde.

Afin d'éviter qu'un entrepreneur d'émigration, après avoir promis le transport à une personne, se refuse à rembourser le prix du billet déjà reçu, au cas où cette personne, malgré sa volonté, ne pourrait quitter l'Italie, il est interdit (Loi de 1901, art. 19) de délivrer un billet à une personne qui n'est pas déjà munie de son passeport. Cependant le passeport n'a pas besoin d'être montré, si son existence est certaine. (Cas., 10 septembre 1922, *Giu* 1922, II, 460).

L'art. 15 de la loi de 1919 indique comment est rédigé ce passeport, qui est d'une forme spéciale, réservé aux seuls émigrants et délivré à tout individu italien âgé de plus de 15 ans, même accompagné de ses parents ou de son conjoint. Il contient des renseignements détaillés sur l'émigrant lui-même (nom, situation militaire, culture générale, lieu de destination) et deux bons marqués « Expatriation » et « Rapatriement »,

détachés au moment du départ et du retour pour servir à l'établissement des statistiques. Son prix est réduit à 2 Lires au lieu de 30 L. + 2,40 de timbre pour les passeports ordinaires. Au cas où l'émigrant veut s'embarquer pour les États-Unis, Cuba, le Canada ou le Mexique, il doit joindre, à sa demande de passeport, un « certificat d'embarquement assuré », indiquant sa profession, la raison de son départ, la classe dans laquelle il veut voyager, sa situation militaire et des renseignements de la Compagnie de Navigation sur la possibilité, pour lui, d'emprunter le navire qu'il demande à utiliser.

Pour empêcher qu'un émigrant ne quitte son domicile, puis, arrivé dans le port où il veut s'embarquer pour l'étranger, n'y soit refusé par l'entrepreneur, celui-ci doit (1) délivrer son billet à l'émigrant, avant que celui-ci ne parte de chez lui.

Le décret du 5 février 1914 dit que « les émigrants, munis de « billets, qui ne pourront s'embarquer, auront la faculté de « faire recours à une commission arbitrale pour les dommages « qu'ils pourraient subir de ce fait, et auront droit, de leur « domicile au port d'embarquement et retour, au transport de « leur personne et de leurs bagages, à la charge de l'entrepreneur ; si les émigrants n'ont reçu leurs billets qu'au port « d'embarquement, mais ont quitté leur domicile sur l'invitation de l'entrepreneur de transport ou de son représentant, il en sera de même. — Si (art. 3) ils ne peuvent repartir « le jour même, l'Inspecteur de l'émigration leur payera, à la « charge de l'entrepreneur, leurs vivres et leur logement ; il « en sera de même si les émigrants n'ont reçu leurs billets qu'au « port d'embarquement, mais ont quitté leur domicile sur « l'invitation de l'entrepreneur de transport ou de son représentant. »

L'entrepreneur de transport doit rembourser tous les frais, mais non ceux antérieurs à la délivrance du billet, comme les frais de passeport et de visa consulaire. (Commission Centrale Judiciaire 10/2/1921, *Boll.* 1922, n° 3 ; Commission Centrale Judiciaire 30/10/1922, *Boll.* 1923, n° 1). Pour diminuer le nombre des procès, un accord fut conclu en 1916 entre le Commissaire Général à l'Émigration et les entrepreneurs de transport, pour fixer les indemnités dues aux émigrants rejetés au pays d'ori-

(1) Loi du 13 novembre 1919 — article 25.

gine, des ports d'embarquement : remboursement des frais de vivres et des frais de transport des personnes et bagages de la commune de résidence au port italien d'embarquement. En cas de refus de débarquement dans les ports étrangers, remboursement des frais de transport des personnes et des bagages de la commune de résidence au port italien d'embarquement, et *vice versa*, ainsi que celui des frais d'acquisition du billet maritime et 20 Lires au moins de dommages-intérêts.

Le billet doit porter un certain nombre d'indications (1) : le nom du bateau qui servira au voyage ; sa vitesse, le nombre de jours nécessaires pour effectuer le voyage (2) ; le jour de départ ; le nom, la date et la durée des escales (3) ; la quantité de bagages que l'émigrant peut emporter avec lui ; le nom du bateau sur lequel il sera transbordé, si le bateau sur lequel il s'embarque ne doit pas l'amener à destination ; le port dans lequel se fera ce transbordement ; la quantité de vivres à laquelle l'émigrant a droit chaque jour... etc. Il est défendu (4) de délivrer un billet pour un bateau, si l'on n'en est pas le représentant, ainsi que de faire embarquer dans un autre port que celui indiqué (article 23).

Si l'émigrant, après avoir payé sa traversée, ne pouvait effectuer son voyage, pour cause de maladie, d'accident de chemin de fer ou de bateau, de rejet par la Commission d'Hygiène du port d'embarquement, etc., le prix du billet doit lui être remboursé (5). Si l'embarquement n'a pu s'effectuer par suite d'un retard de chemin de fer, celui-ci doit rapatrier gratuitement l'émigrant jusqu'à son lieu de départ. Jusqu'au départ (art. 22) l'entrepreneur de transport doit payer à l'émigrant tout ce qui concerne son logement et sa nourriture ; et cela à dater de la veille à midi du jour fixé pour le départ, même si, pour une cause quelconque, celui-ci venait à être retardé. Bien plus, si l'émigrant n'avait pas encore quitté son domicile au moment où l'on annonce que le départ sera différé, l'entre-

(1) Règl. art. 74. Si les indications n'y sont pas (Loi 1913, art. 33), l'entrepreneur est puni de 100 à 1.000 L. d'amende.

(2) Et il est rigoureusement interdit de marquer un nombre de jours supérieur à celui effectivement mis pour accomplir la traversée.

(3) Il n'est pas besoin d'indiquer les escales intermédiaires sur le billet délivré pour le voyage de retour (Cas., 2 mars 1909 ; Giu 09, II, 232).

(4) Règlement, art. 64.

(5) S'il annule son voyage, il a droit au remboursement des frais de nourriture et de la moitié du prix du voyage lui-même.

preneur doit cependant verser une indemnité (2 L. par jour) (1), en raison de ce que, ayant fixé le départ pour tel jour, l'émigrant a peut-être cessé de travailler, et ne pourra que difficilement trouver de l'ouvrage, pour les quelques jours supplémentaires qu'il passe encore dans sa patrie. Si le départ est différé de plus de 10 jours, l'émigrant peut même rompre son engagement.

Pour éviter que l'entrepreneur de transport, qui a la charge de loger l'émigrant, ne le fasse, par économie, dans des conditions préjudiciables à la santé ou à la moralité, il a été construit (2), depuis l'arrivée au pouvoir du Gouvernement fasciste,

(1) Cette somme correspondait à peu près, en 1901, au salaire moyen journalier d'un ouvrier agricole.

Rapports entre les Salaires et l'Emigration pour la Sicile

Provinces	Circonscriptions	Moyenne des salaires 1906-07 en lires
Caltanissetta	Caltanissetta	2
	Piazza Armerina	1,70
	Terranova Pausania	1,47
Catane....	Acireale	1,83
	Caltagirone	1,46
	Catane.....	1,64
Girgenti...	Nicosia	1,96
	Bivona	1,83
	Girgenti	1,64
Messine...	Sciacca	2
	Castroreale	1,90
	Messine	1,96
Palerme...	Mistretta	1,90
	Patti	1,63
	Cefalù	2,10
Syracuse..	Caleone	2,09
	Palerme	2,07
	Termini Imerese	2,10
Trapani...	Modica	1,35
	Noto	1,33
	Syracuse	1,60
Trapani...	Alcamo	2,30
	Mazzara del Vallo	2,20
	Trapani	2,08

(2) La construction de certains de ces hôtels, notamment à Naples, avait été commencée avant la guerre. C'est ainsi qu'en 1913, 85.000 émigrants avaient été logés à Naples ; mais c'étaient moins des émigrants italiens que des levantins en transit. Le nombre de ces hôtels ne s'est véritablement aug-

dans les principaux ports d'embarquement et gares de transit (Naples, Trieste, Fiume, Côme, Vintimille, Bologne, Palerme, Bardonnèche, Messine, Gênes, S. Dalmazzo-di Tende, Mestro, Chiasso, Milan), des hôtels spéciaux pour émigrants, où ceux-ci sont logés et reçoivent tous les soins qui leur sont nécessaires. A Naples, par exemple, existe un hôtel de 45.000 mètres carrés, de 5.000 lits, où les émigrants sont vaccinés ; peuvent recevoir des soins médicaux ; et sont soumis à un examen bactériologique pour déterminer s'ils sont susceptibles de pouvoir émigrer ou si, au contraire, leur état de santé ne les empêchera pas d'être admis dans le pays où ils veulent se rendre ; et, bien entendu, en cas d'examen défavorable sur ce dernier point, l'autorisation d'émigrer leur est refusée.

En outre de la construction de ces hôtels spéciaux, le gouvernement a édicté une législation particulière sur ceux qui désirent loger des émigrants. L'instruction ministérielle du 1^{er} décembre 1905 stipule que ceux qui veulent loger des émigrants à Naples, Gênes, Palerme et Messine, doivent en demander l'autorisation au Préfet. Une commission visite alors l'hôtel, fixe le nombre maximum d'émigrants à recevoir, et vérifie, avant de donner la permission, s'il y a dans l'hôtel une salle de bains et de douches, une salle où l'on puisse installer une infirmerie, une salle spéciale pour les bagages, et si l'hôtel comporte toute l'hygiène désirable. Un médecin de la marine militaire visite quotidiennement les hôtels pour voir si tout est en règle. Est punissable (Cas., S. P., 8 mars 1906) l'aubergiste qui loge un nombre d'émigrants plus important que celui fixé par la Commission ; ainsi que (Cas., S. P., 16 octobre 1907) celui qui loge des émigrants sans autorisation préalable. Au cas où le nombre des émigrants serait tel qu'ils ne puissent être tous logés dans les « Alberghi degli Emigranti » et dans les hôtels autorisés à loger des émigrants, le gouvernement, depuis le décret du 23 juillet 1923, peut réquisitionner des Hôtels à Naples et à Gênes ; et, depuis le décret du 7 mai 1925, dans tous les ports frontières et gares de transit. Pour soustraire l'émigrant aux sollicitations intéressées des propriétaires d'hôtels, ils sont attendus à la gare par l'Inspecteur de l'Émigration,

menté que depuis 1922 (voir notamment à ce sujet les décrets-lois du 23 septembre 1923 (G. U. 1923, n° 298) et 4 septembre 1924 (G. U. 1924, n° 263) qui fournissent au Commissariat Général les fonds nécessaires à leur construction.

qui leur remet un bulletin (sorte de billet de logement), indiquant leur nom, l'adresse de l'hôtel où ils sont envoyés (1), le nom du bateau qu'ils utiliseront et la date de son arrivée.

Pour veiller plus facilement à l'hygiène et à la sécurité des émigrants, et, accessoirement, pour favoriser la marine marchande nationale, il est interdit (2) de faire embarquer des émigrants dans un port étranger, sauf cependant au cas où l'entrepreneur en aurait reçu la permission du Commissariat Général de l'Émigration, permission qui n'est d'ailleurs accordée qu'à titre tout à fait exceptionnel.

Pour éviter que, dans le but de réaliser des bénéfices, l'entrepreneur de transport n'embarque des personnes qu'il saurait ne pouvoir être admises dans le pays où elles veulent se rendre (3), (article 24), il est rendu responsable du rejet des émigrants, au cas où il aurait connu à l'avance la cause qui l'a motivée (4). Comme l'entrepreneur pourrait trop facilement prétendre que la cause qui a motivé le rejet de l'émigrant lui était inconnue

(1) Depuis le 4 janvier 1929, l'aubergiste est payé directement par les émigrants.

(2) La loi de 1913 (art. 33 f) punit ce fait de 200 à 2.000 L. d'amende et de 6 mois de prison, alors que l'art. 33 h ne punit que de 200 à 2.000 L. d'amende et de 2 mois de prison le fait de débarquer ailleurs qu'au port indiqué.

(3) Par exemple, des illettrés, pour les États-Unis ; ou bien, depuis 1921, des gens en nombre supérieur au quantum autorisé.

L'entrepreneur doit donc connaître les lois étrangères d'immigration (C. A. Palerme, 18 avril 1903). Ainsi est responsable l'entrepreneur qui, l'ayant vu sur le passeport, embarque pour les États-Unis une femme, accompagnée d'un enfant illégitime, femme qui, par suite, n'est pas admise à entrer aux États-Unis. Il est tenu de connaître les lois, même si elles sont récentes (Messine, 20/8/1902).

(4) L'entrepreneur est responsable du rejet, s'il en connaissait la circonstance de fait, même s'il n'en avait pas la preuve (Commission arbitrale de Rome, 20 décembre 1906). Il doit connaître le prix des billets de chemin de fer que l'émigrant aura à utiliser, pour aller, du lieu de débarquement, à sa destination ; et si l'émigrant, n'ayant pas assez d'argent pour les payer, est rejeté, il est responsable (C. A. Palerme, 2 avril 1908) ; mais, naturellement, il n'est pas responsable, si l'émigrant a dépensé son argent à bord (C. A. Palerme, 15 décembre 1903). Il est responsable si des mineurs sont rejetés (C. A. Bénévint 25/11/03 et C. A. Salerne, 10/6/07), sauf cependant (C. A. Cantanzaro 1/16/03) dans le cas où le mineur était accompagné et a été abandonné une fois à bord. Il est responsable si l'émigrant est atteint d'une maladie qui le fasse rejeter du pays où il se rend, mais (C. A. Naples 4/6/07), il n'en est naturellement pas responsable, si la maladie a été contractée à bord. De même (C. C. J., 20 février 1925. Boll. 26, n° 2), il n'est pas responsable si le rejet de l'émigrant est provoqué par une maladie qui n'a été décelée que par des moyens médicaux spéciaux, en l'occurrence, les réactions de Wassermann. L'entrepreneur n'est d'ailleurs pas seul responsable des contraventions à la loi d'émigration ; le capitaine en est responsable lui aussi (Cas., S. P. 10/5/05).

a priori — et que cela pourrait empêcher, dans un grand nombre de cas, sa responsabilité de jouer —, il a été décidé (Règl. art. 80) que même si, à l'avance, il croyait que l'émigrant pourrait débarquer — et qu'il ne l'ait pas pu, — l'entrepreneur devrait rapatrier gratuitement l'émigrant.

Si des émigrants indigents se trouvent à l'étranger, et viennent à être rapatriés par le Consulat italien (1), l'entrepreneur est obligé (art. 25) de les transporter en Italie au prix de 2 Lires par jour (2), la quantité d'émigrants pouvant être ainsi transportés étant de dix pour les navires jaugeant moins de 1.000 tonnes et s'élevant à raison de 1 par 200 tonnes supplémentaires, jusqu'à un maximum de trente.

Cinq jours avant le départ, l'entrepreneur doit fournir aux Inspecteurs de l'Émigration un état nominatif des émigrants à transporter, afin que les Inspecteurs puissent se rendre compte que tout a bien été effectué comme cela devait être.

Enfin, pour veiller à ce que toutes les règles, édictées par le gouvernement, soient appliquées, même après le moment où le navire aura quitté les eaux territoriales italiennes, et pendant toute la traversée, l'entrepreneur doit embarquer un médecin italien, appartenant à la marine militaire (3), qui est chargé, ainsi qu'on le verra plus loin, de veiller à tout ce qui peut intéresser les émigrants.

Les navires étrangers peuvent embarquer des émigrants italiens ; mais, pour pouvoir en prendre dans les ports du Royaume, ils doivent posséder les mêmes autorisations que les navires italiens. C'est pourquoi (décret du 14 mars 1909, art. 13), sauf exception autorisée par le Commissaire Général à l'Émigration, il ne peut y avoir embarquement d'émigrants italiens sur un navire qui a déjà, à l'étranger, pris des passagers de 3^e classe, avant son arrivée dans un port italien ; car, dans ce cas, les visites d'inspection ne peuvent être pratiquées.

De plus, les Compagnies étrangères doivent désigner un Italien, résidant en Italie, qui les représentera aux yeux de la loi. Tous les navires doivent faire escale à Naples, et, une fois

(1) Le nombre d'émigrants rentrant ainsi est assez faible et ne représente environ que 5 % du nombre des émigrants transocéaniques rapatriés chaque année.

(2) Prix porté à 20 L. en 1919, et abaissé, par un décret du 29 juin 1922, à 15 L. par adulte et 3 L. par enfant de 3 à 12 ans.

(3) Un décret du 10 septembre 1914 permet de prendre un médecin de Réserve au cas où il n'y aurait pas de médecin de la marine militaire, en état d'activité, disponible.

au moins sur deux, à Palerme. Un médecin militaire italien doit être embarqué sur le navire (1) et son intervention est obligatoire pour les émigrants. Sa mission est de veiller à tout ce qui les concerne.

Les navires étrangers qui voudraient prendre, dans des ports étrangers, des Italiens ayant émigré et désireux de rentrer dans leur patrie, peuvent le faire (Loi du 13 novembre 1919, art. 20). sans posséder la licence ordinaire, mais ils doivent payer une somme de dix centimes par tonne de jauge nette (taxe de licence consulaire), qui est versée au fonds d'émigration.

Enfin, pour épargner des frais aux émigrants, le Gouvernement a décidé de les faire jouir d'une réduction de prix sur les chemins de fer, réduction de 40 % pour les distances inférieures à 200 kilomètres, de 50 % pour celles comprises entre 200 et 400 kilomètres et de 60 % pour les distances supérieures. Pour jouir de ces facilités, il suffit simplement (circulaire du 18 juillet 1906) qu'il s'agisse d'émigrants italiens pauvres, partant de leur plein gré, voyageant en 3^e classe et par groupe de dix.

Depuis cette circulaire de 1906, des avantages plus considérables encore ont été accordés aux émigrants par un tarif spécial, aboli — avec raison — par le Gouvernement fasciste. Ce tarif accordait :

a) une réduction de 50 à 75 % à l'aller, et de 40 à 60 % au retour, pour les ouvriers italiens travaillant à l'étranger en Europe, ou sur les confins de la Méditerranée, voyageant par groupe de 5, à l'aller, en 3^e classe (au retour, ils pouvaient voyager isolément) ;

b) la même réduction aux ouvriers italiens émigrant dans ces conditions, mais isolément, contre remise d'un bon du coût de 1 Lire, valable pour quatre voyages à effectuer dans l'année, deux à l'aller, deux au retour.

(1) Cependant, le 25 novembre 1925, a été signé un accord italo-espagnol, qui prévoit que les émigrants italiens embarqués sur les navires espagnols y jouiront des mêmes droits que les émigrants espagnols ; et il en est de même, inversement, pour les émigrants espagnols embarqués sur des navires italiens. L'accord prescrit, en outre, que dans le cas où moins de cinquante émigrants de l'une ou de l'autre des deux nations co-contractantes sont embarqués sur un navire de l'autre, la présence du médecin de la marine militaire de la première puissance n'est pas obligatoire sur le navire, puisqu'il s'y trouve un médecin de la marine militaire de la deuxième.

d) *Hygiène et Sécurité.*

La protection et l'assistance durant l'expatriation doivent commencer, pour le travailleur émigrant, dès son pays de provenance, et le suivre jusqu'au lieu de l'emploi. Il est donc naturel qu'elles s'exercent avant l'arrivée au port d'embarquement et à la frontière de départ ; puis pendant le voyage proprement dit, par mer ou par terre ; enfin, au port de débarquement, et à l'intérieur du pays d'immigration, jusqu'à l'arrivée au lieu de résidence.

La protection peut être économique et morale, en ce sens qu'elle tend à mettre l'émigrant à l'abri de toute tromperie, de toute fraude dans les contrats, de la part d'intermédiaires et d'entrepreneurs de transport dépourvus de scrupules, et qu'elle vise — d'autre part — à apporter à l'émigrant, dans un moment pénible de sa vie de travailleur, le réconfort et l'appui de la patrie.

Cette protection peut être aussi hygiénique et sanitaire. Elle est, sous cet aspect, d'une importance non moins grande, tant au point de vue collectif qu'individuel. Il suffit de rappeler combien les conditions antihygiéniques du voyage favorisent le développement de maladies contagieuses, pour comprendre la nécessité de prendre des mesures préventives, dans l'intérêt commun des émigrants et des pays d'émigration et d'immigration.

Cet intérêt commun domine d'ailleurs toute la question de la protection du travailleur émigrant, puisqu'il importe à tous que celui-ci puisse atteindre le lieu de son travail dans la plénitude de sa capacité productive, laquelle dépend d'une parfaite santé physique et morale.

Mais il faut, pour cela, une réglementation toujours complexe, nécessitée par la complexité même de la matière à réglementer, et par l'insuffisante préparation de ceux qui sont appelés à en bénéficier.

C'est avant le départ que la protection du travailleur qui veut émigrer s'exerce de la façon la plus efficace, tant au point de vue économique qu'au point de vue sanitaire.

Pour empêcher toute spéculation des entrepreneurs de transport, qui préjudicierait aux émigrants, le Gouvernement italien,

dans le Règlement d'application de la loi du 31 janvier 1901, a pris un certain nombre de mesures, ayant pour but de veiller à l'hygiène et à la sécurité. C'est une réglementation remarquable — le modèle du genre —, qui traite d'une façon extraordinairement minutieuse les moindres détails ; et il nous est impossible de commenter ces mesures aussi largement qu'elles pourraient l'être. Cependant, nous en citerons quelques parties, pour montrer jusqu'à quel point est allée la sollicitude du gouvernement italien envers ceux de ses nationaux que la rigueur du sort — ou le désir de l'aventure — faisait s'expatrier.

Tout d'abord, afin que la durée du voyage n'excède pas les limites raisonnables, il a été décidé (1) que ne pourraient être employés au transport des émigrants que les bateaux accomplissant au moins 11 1/2 milles à l'heure. Au cas où, au cours d'une traversée, cette vitesse ne se serait pas maintenue, le capitaine doit en indiquer la raison dans son Journal de bord (2). Puis, il a été décidé par le décret du 14 mars 1909, que les bateaux ayant plus de 20 ans ne pourraient servir au transport des émigrants. Mais, comme il pouvait fort bien arriver qu'un bateau de 20 ans fût encore confortable, alors qu'un bateau moins âgé pouvait ne plus convenir au service, le décret-loi du 1^{er} mai 1924 (G. U. 1924, n° 146) dit que :

1° l'autorisation de transporter des émigrants peut toujours être retirée à un bateau, à n'importe quel moment ;

2° les bateaux, âgés de 20 ans, seront mis hors d'usage. Cependant leur service pourra être prolongé de cinq ans, si l'administration estime qu'ils réunissent encore toutes les conditions désirables d'hygiène et de confort.

C'est ainsi qu'en 1926, le Commissaire Général à l'Emigration déclare que les navires Bologne, Vénézuéla, Cordoba, et Sofia, quoique âgés de 20 ans, pourraient encore servir au transport des émigrants : les 2 premiers, pour 2 ans ; le 3^e, pour 1 an ; et le 4^e, pour 9 mois — pour les lignes du Centre et du Sud-Amérique ; et sous réserve, pour le dernier navire, d'une visite favorable de la Commission d'examen.

Pour voir si un navire peut servir au transport des émigrants, il doit — en effet — subir un certain nombre d'examen. Tout d'abord, une première visite de capacité est

(1) Article 96.

(2) La force majeure qui a occasionné le retard doit être prouvée (Cas., 4^e juin 1907, Giu 1907, II, 415) ; les retards étant punissables (Loi de 1913, art. 33 g) de 200 à 2.000 Lires d'amende par jour.

passée (1) par une commission, composée du capitaine du port, d'un médecin, d'un ingénieur du génie naval, d'un Inspecteur des Ports, et de l'Inspecteur de l'Émigration, qui en est le Président (2).

Cette Commission est munie d'un plan du navire, à une échelle au moins égale au 1/100, et sur lequel tous les détails du navire, et notamment les espaces vides, les dimensions des couchettes, etc., sont portés. La Commission vérifie l'exactitude de ce plan et examine si l'aménagement intérieur du navire lui permet d'effectuer le transport des émigrants (3).

(1) Article 139.

(2) Le décret-loi du 27 janvier 1925 a créé une Commission permanente d'examen, présidée par un Inspecteur général de la Marine Royale ; cette Commission vérifie d'une manière suivie l'état des navires affectés au transport des émigrants, ainsi que les navires en construction, examine les rapports des Commissaires royaux voyageant sur les navires. Afin de fixer d'une manière équitable les prix, elle établit un classement des navires par catégories, en tenant compte principalement (décret du 10 août 1925) de leur vitesse et des espaces affectés au logement des émigrants. Depuis le décret du 10 août 1925, les bateaux transportant des émigrants ont des réfectoires, où les émigrants sont servis par le personnel du bord, sur des tables couvertes de nappes et ornées de fleurs. Les émigrants ont à leur disposition des salons ; on a installé beaucoup de cabines particulières pour ceux qui voyagent en famille, au lieu de les séparer, comme autrefois, suivant les sexes. Dans les dortoirs, on a aménagé toutes les commodités désirables. Il y a à bord des appareils radiophoniques pour la distraction des émigrants et un appareil de projections cinématographiques, qui passe des films historiques, patriotiques et d'instruction. Il y est installé des bibliothèques (400 volumes reliés par bateau) d'auteurs italiens (histoire, romans, poésie, récits de voyages, livres d'instruction professionnelle ou pour la jeunesse).

(3) Les conditions concernant l'aménagement intérieur du navire sont extrêmement minutieuses, et nous ne pouvons en citer que quelques-unes.

C'est ainsi que chaque émigrant doit disposer d'une place de 2^m375 au minimum (art. 99) ; il doit y avoir, entre chaque émigrant, au moins 0^m245 de libre (art. 99). Le nombre de portes d'accès est fixé (art. 101), ainsi que le nombre des ventilateurs (art. 102). La largeur des couchettes est de 0^m56 sur 1^m80, sauf certains cas nettement délimités (2 enfants de moins de 6 ans, de la même famille ; ou une femme possédant un enfant en bas-âge, couché avec elle) qui ont des lits de 0^m80 de largeur. Le lit doit être en fer, et posséder un matelas en crin, et une couverture de laine (art. 103). On ne peut, quelle que soit la hauteur des cabines, placer plus de 2 couchettes superposées. Entre deux couchettes accolées, il doit y avoir un espace, au moins égal à 0^m80 (art. 106). Chaque émigrant doit disposer à côté de sa couchette, comme vestiaire, d'un espace égal à 100 décimètres cubes. Le navire doit posséder deux infirmeries (art. 110), l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes ; un hôpital ; une blanchisserie (art. 111) ; la lumière électrique (art. 113), qui doit rester allumée la nuit. Il est interdit de faire coucher, sauf exceptions spécialement autorisées, avec le sexe auquel il n'appartient pas, un enfant âgé de plus de 6 ans. Le navire doit disposer d'un nombre déterminé de bateaux de sauvetage et de bouées, dont une doit être auprès de chaque couchette. En un mot, tout ce qui peut intéresser l'hygiène ou la sécurité des

Elle examine la vitesse du navire ; cependant cette dernière inspection n'est pas obligatoire pour les navires dont la vitesse dépasse, de façon connue, celle de 13 milles à l'heure.

Après avoir passé cette inspection, la Commission délivre à l'entrepreneur un certificat reconnaissant — ou non — que le navire examiné est susceptible de pouvoir transporter des émigrants. Mais cette première visite est insuffisante pour permettre d'effectuer des transports avec le navire en question ; et cela est normal, car si un navire n'était examiné qu'une seule fois — ou même une seule fois par an —, il aurait pu se produire, ultérieurement, des accidents qui rendraient inapte au transport d'émigrants un navire qui en aurait été cependant déclaré susceptible, par la Commission d'examen. Aussi (art. 142) deux autres visites sont-elles imposées. La première s'effectue deux jours avant la date fixée pour le départ ; et c'est l'une des raisons pour lesquelles, comme nous l'avons vu plus haut, l'entrepreneur doit remettre un état nominatif des émigrants à embarquer, cinq jours avant le départ (1). Cette visite est passée par une Commission composée d'un officier du port, d'un médecin et de l'Inspecteur de l'Émigration, qui la préside. Le médecin militaire qui embarque sur le navire est présent. Le rôle de cette Commission est simplement de vérifier si le navire, depuis qu'il a subi la visite de capacité, n'a pas reçu de

émigrants a été examiné par le gouvernement italien, et il a pris une mesure à chaque sujet.

Le décret du 14 mars 1909 a encore augmenté les conditions à remplir. Pour pouvoir être admis à transporter des émigrants pour des pays d'outre-mer (art. 2), les navires doivent jaugeer au moins 5.000 tonnes, et ne peuvent, sauf exception, avoir, lors de leur entrée dans ce service, plus de trois ans.

L'infirmerie doit pouvoir recevoir 2 % des émigrants ; de plus, une infirmerie spéciale, pouvant en recevoir 1 %, destinée aux contagieux, doit être placée sur la poupe, éloignée et bien isolée par des parois métalliques. Les infirmeries doivent contenir une literie spéciale (art. 9).

La T. S. F. doit être installée à bord (art. 11).

Les bateaux, à leur point d'arrivée, doivent être lavés et désinfectés pendant 3 jours au moins (art. 17).

Pour les petites traversées, dans les eaux territoriales italiennes, surtout, le décret de 1909 a indiqué certaines formalités : les rations de vivres doivent être distribuées en mêmes quantités que pour les grandes traversées — les bagages doivent être transportés en même quantité, leur transbordement étant gratuit ; l'espace attribué à chaque émigrant est le même que sur les grands bateaux. Les billets doivent indiquer le nom du bateau et le prix doit être porté séparément et non joint à celui de la traversée normale pour l'émigration proprement dite (art. 1^{er}).

(1) Ceci est exigé non seulement pour les navires transportant des émigrants, mais même pour ceux qui n'en transportent pas. Est donc punissable l'entrepreneur qui n'a pas, même de bonne foi, remis de liste (Cas., 9 fév. 1925, Rep., 1925, p. 147).

modifications le mettant dans l'impossibilité de transporter des émigrants.

La visite définitive est passée le jour du départ. La Commission d'examen est, cette fois, composée d'un médecin du port, du médecin militaire, et, naturellement, de l'Inspecteur de l'Émigration, qui la préside. Le rôle de cette dernière visite est de veiller à ce que toutes les conditions, intéressant l'hygiène des passagers, aient bien été exécutées. Notamment, elle vérifie si les effets portés par les émigrants ont bien été désinfectés, le coût de la désinfection étant porté en dépense au compte du fonds d'émigration (art. 149). Possédant l'état des passagers, elle examine (art. 151) si toutes les personnes de plus de un an et de moins de seize ans ont bien été vaccinées contre la variole, si les enfants de moins de 15 ans ont leurs certificats médical et municipal, si les émigrants ont avec eux les effets qui leur seront nécessaires pour le voyage, si leurs bagages ont bien été embarqués (1). La commission vérifie en outre que les bestiaux nécessaires pour fournir la viande fraîche ont bien été embarqués, et n'ont pas été placés de façon à être dangereux pour les passagers. Elle examine le rôle de l'équipage, le rôle des passagers, et fait débarquer ceux d'entre eux qui auraient été embarqués en nombre supérieur à celui que le bateau peut transporter, et cela même s'ils sont munis de billets (2) ; l'entretien de ces passagers débarqués est à la charge du transporteur qui a commis une faute en leur promettant une place qu'il ne pouvait leur accorder.

Afin que les émigrants connaissent leurs droits et puissent, au cas où ceux-ci ne leur seraient pas accordés, faire les réclamations nécessaires, il a été décidé qu'un exemplaire de la loi du 31 janvier 1901, ainsi que de son Règlement d'application, devrait être affiché (3), à bord du navire, à une place telle qu'elle puisse être facilement trouvée, et un cahier de réclamations existe sur tous les navires (4).

(1) Le transport de ces bagages est d'ailleurs gratuit (art. 88) et chaque émigrant a droit à 100 kilos de bagages, à la condition cependant, que ces bagages n'aient pas un volume supérieur à 1 mètre cube.

(2) Même si le bateau est, en fait, parti avec des places libres, est cependant punissable le représentant qui aurait délivré des billets en nombre supérieur à la capacité autorisée du navire, présumant que toutes les personnes munies de billets ne partiraient pas (Cas., 31 janvier 1914, Giu, 1914, II, 223) : (Cas., 20 juin 1914, Giu, 1914, II, 344).

(3) Article 114.

(4) Article 82.

L'on a vu plus haut que, pour veiller à l'application des Lois et Règlements édictés par le Gouvernement en faveur des émigrants, un médecin militaire, dont le voyage en 1^{re} classe est payé par l'entrepreneur de transport, devant se trouver sur chaque navire (3). Il embarque (4) deux jours avant la date fixée pour le départ, et il s'y occupe de tout ce qui a rapport aux émigrants : qualité de l'eau, propreté, désinfection, etc. Il réglemente (5) les heures des repas, de repos, de propreté, de visite ; fait observer les règlements ; il veille à ce que le personnel de bord, qui s'occupe des émigrants, ne soit pas diminué en quantité, à ce que les affectations restent les mêmes et à ce que le personnel se conduise de façon courtoise envers les émigrants. Il vérifie que les vivres sont bien distribués et que les récipiendaires sont propres. Chaque jour, il fait une inspection de tout le navire, vérifie que les embarcations de sauvetage (6) sont tenues en bon état, et il reçoit (7) les réclamations que les émigrants croiraient devoir faire. Il note ces réclamations, ainsi que la suite qu'il y a donnée, dans un Journal de voyage, où il porte aussi les contraventions qu'il a dressées, les heures d'arrivée et de départ des escales (6), et toutes les propositions

(1) Au cas où le nombre des émigrants excède 700, un deuxième médecin (art. 124) doit se trouver sur le navire ; et un troisième, si leur nombre excède 1.500 (art. 126). Il en est ainsi même au cas où, au départ, le navire ne transporte pas plus de 700 ou 1.500 émigrants, mais qu'il doive en charger d'autres en cours de route. Les 2^e et 3^e médecin peuvent être des médecins civils italiens ; mais le premier médecin est toujours un médecin militaire, et doit être toujours embarqué, même au cas où l'entrepreneur aurait déjà embarqué un médecin civil.

Au cas où un 2^e ou un 3^e médecin sont embarqués, le nombre des infirmiers qui, réglementairement, est de un de chaque sexe, devient deux ou trois.

Au cas où il serait impossible d'embarquer un médecin de la marine militaire, l'entrepreneur de transport pourra embarquer un médecin civil ; mais dans ce cas, il devra, également, embarquer un officier du port, celui-ci s'occupant de toutes les fonctions de surveillance qui, à côté de ses fonctions propres de médecin, étaient dévolues au médecin militaire.

(2) Article 115.

(3) Article 160.

(4) En cas de naufrage, l'entrepreneur est responsable ; il est valablement cité devant une Commission arbitrale, et il ne peut se dégager en abandonnant le navire (Naples, 21 février 1907, *Giu*, 1907, I, 2, 151 ; Pavie, 27 décembre 1906 et Padoue, 10 décembre 1905, *Giu*, 1907, I, 2, 524) (Cas., Rome, 12 juillet 1907, *Giu* 1907, I, 1, 848).

(5) Article 162.

(6) Pendant la durée de l'escale, tous les frais des voyageurs de 3^e classe sont à la charge de l'entrepreneur ; il est d'ailleurs interdit à un navire de rester plus de 36 heures à faire escale. Au cas où cette durée serait dépassée, le médecin infligerait une amende au capitaine ; et si la durée de l'escale dépasse 15 jours — ou si une avarie survient au navire —, l'entrepreneur est obligé d'envoyer un autre navire.

d'améliorations qu'il croirait devoir faire. Ce journal est montré par lui, à son arrivée, au Consul italien. A son retour, il rédige un rapport, où les réclamations formulées par les émigrants sont notées, rapport qui est présenté au Capitaine du Port et à l'Inspecteur de l'Émigration.

Si le navire n'embarque pas, au port de départ, tous les émigrants qu'il doit prendre à son bord, et prend les autres à une escale, le médecin y fait le même examen que celui effectué le jour du départ du port d'origine par la Commission d'examen définitive.

Enfin le médecin s'occupe de tout ce qui a trait à la vigilance à bord, ainsi que des vivres. Ceux-ci (1) doivent être de bonne qualité, bien conservés, et doivent avoir été embarqués en quantité suffisante pour une période dépassant de un tiers la durée indiquée à l'autorité maritime, avant le départ, comme devant être celle du voyage. La quantité de vivres qui doivent être distribués par jour a été fixée par une annexe (annexe E) du Règlement d'application de la loi, et cette annexe indique même le nombre de jours, par semaine, où l'on pourra distribuer telle ou telle denrée (2). Ces quantités de vivres (Cas., S. P., 21 avril 1908) doivent d'ailleurs être distribuées, même si elles ne sont pas consommées en totalité, et c'est le Capitaine qui est responsable, si elles ne l'ont pas été (Cas., 10 janvier 1907, Giu, 1907, II, 165) ; mais l'entrepreneur et son représentant sont, par contre, responsables si la qualité des vivres distribués était mauvaise (Cas., 18 octobre 1910, Rep. 1911 p. 198). Pour l'infirmerie, et pour les enfants en bas âge, il doit être embarqué

(1) Article 130.

(2) C'est ainsi que la quantité de pain, qui doit être distribuée journellement, est de 700 grammes. Celle de viande fraîche, de 250 grammes, cette dernière quantité pouvant d'ailleurs être remplacée par celle de 200 grammes de viande de conserve. La viande fraîche doit être donnée au moins 4 jours par semaine dans les voyages pour l'Amérique Centrale et du Sud. Dans les autres voyages, on ne peut donner de la viande de conserve que 4 fois sur 7. — On doit distribuer de la viande au moins 5 jours par semaine. Le jour où elle ne l'est pas, elle est remplacée par des vivres dont la quantité a été fixée : 120 grammes de riz et 200 grammes de pommes de terre ; 50 grammes de thon, ainsi que 50 grammes de fromage. Le fromage doit d'ailleurs être aussi distribué le vendredi. Les émigrants ont droit — cinq jours par semaine — à un demi-litre de vin, titrant 12° au minimum et deux autres jours à 3/4 de litre. Ils ont droit à 20 grammes de café, cinq fois et 25 grammes 2 fois par semaine. Même les quantités journalières de sucre (30 gr.), de sel (20 gr.), d'huile d'olives (20 gr.), etc., ont été fixées par le Gouvernement. Celui-ci, dans le souci de la minutie, s'est préoccupé de détails dont la ménagère la plus diligente ne s'occupe pas.

des qualités spéciales de vivres, en quantités déterminées. Le règlement s'occupe même du cuisinier et édicte qu'il doit être toujours de nationalité italienne.

e) *Juridiction.*

Ainsi le Gouvernement a réglementé tout ce qui pouvait intéresser les émigrants, mais des différends peuvent se produire entre eux et les entrepreneurs de transport. Pour juger ces différends, le Gouvernement italien a institué une juridiction spéciale, plus compétente — en la matière — que les tribunaux ordinaires, employant une procédure simplifiée et dont les décisions sont prises rapidement.

Lorsqu'un émigrant croit avoir à se plaindre d'un entrepreneur de transport, il peut faire sa réclamation soit à un Consulat italien, soit à un Office de Protection des émigrants italiens à l'étranger, soit — s'il se trouve encore en Italie — au Préfet ou à un Inspecteur de l'Emigration, etc. La procédure est extrêmement rapide. — Une réclamation, faite par lettre ou même verbalement (1), suffit à déclencher l'action. Une lettre sert à faire la signification (2). Les causes sont jugées, sans appel, par une Commission Arbitrale, qui existe dans tous les chefs-lieux de provinces (3).

Cette commission est composée du Président du Tribunal civil — du Procureur royal — d'un Conseiller de Préfecture — et de deux membres élus par le Conseil provincial, dans son sein.

Elle juge tous les procès entre émigrants et entrepreneurs de transport, logeurs, etc., en un mot, tous ceux qui s'occupent de l'émigration (4) ; mais un émigrant qui paye son voyage en

(1) C'est ce que, par exemple, a décidé la Commission Arbitrale de Naples (4 avril 1903) ; de même, celle de Rome (12 décembre 1907) a dit que l'on pouvait se contenter d'écrire la réclamation sur un cahier affecté à cet usage.

(2) Il n'est pas besoin de citer l'entrepreneur, même s'il encourt une condamnation : il suffit de citer son représentant.

(3) Jusqu'à la loi de 1913, il n'y avait pas exclusivité de compétence et l'on pouvait donc, si on le voulait, saisir la juridiction ordinaire (Gênes, 22 décembre 1908, Giu, 1909, I, 2, 130. Cas., Rome, 10 mai 1913, Giu, 1913, I, 1, 791). Un arrêt contraire (Trib. Naples, 25 mai 1908) dit que toutes les actions dérivant du Contrat de transport sont de la compétence exclusive des Commissions Arbitrales.

(4) Elle juge aussi toutes les actions dérivant, même indirectement, du contrat de transport : par exemple, un vol commis au préjudice d'un émigrant sur un navire a été déclaré être de la compétence des Commissions

travaillant sur le bateau ne peut soumettre ses griefs à la Commission arbitrale (Naples, 21 mars 1907).

La Commission arbitrale s'est reconnue compétente (Gênes, 17 février 1905, *Giu*, 15, I, 2450) dans un cas où les billets avaient été délivrés à l'étranger (en l'espèce, à Paris), pour embarquer dans un port étranger (Le Havre) sur un navire d'une Compagnie étrangère (La Compagnie générale transatlantique) ; mais elle a cassé un jugement (*Boll.*, 27, n° 2) d'un Inspecteur de l'Emigration qui avait accordé des dommages-intérêts pour cause de rejet à un sujet italien, né à Santos, qui avait émigré à Buenos-Ayres sur un navire italien, et n'avait pu être admis en Argentine pour cause de trachome (*C. C. J.* 3 juillet 1926, *Boll.* 27, n° 2).

La compétence de la Commission arbitrale ne s'étend (*Cas.*, Rome civile, 7 avril 1906, *Giu*, 1906, I, 1, 47) qu'aux seuls émigrants et cette Commission ne peut donc juger des différends entre entrepreneurs et passagers de 2^e classe, se rendant au delà du Canal de Suez ; mais une personne voyageant en 3^e classe jouit d'une présomption *juris et de jure* d'être émigrant fondée sur le *id quod plerumque accidit*. C'est pourquoi un commerçant voyageant en 3^e classe doit être considéré comme émigrant (Commission Centrale Judiciaire, 28 avril 1925, *Boll.*, 1926, n° 3).

Au cas où la valeur du différend était inférieure à 50 Lires, l'Inspecteur de l'Emigration (art. 27, Loi de 1901) pouvait le juger (2).

Telle était la juridiction établie par la loi de 1901, qui se rapprochait encore un peu, notamment quant aux sièges, des Commissions arbitrales de la loi de 1888. La loi du 2 août 1913, sur la tutelle juridique des émigrants, y a apporté un certain nombre de modifications dictées par l'expérience.

Les Commissions arbitrales sont compétentes pour le remboursement de tous les frais faits par les émigrants, par la faute de l'entrepreneur de transport (art. 2), même pour des personnes voyageant dans une classe supérieure à la 3^e, si elles s'expatrient pour exercer un travail manuel ou un petit commerce, ou pour

arbitrales par la Commission arbitrale d'Avellin (30 octobre 1907). Les décisions pénales rendues par les Commissions arbitrales ne peuvent être soumises à la Cour de Cassation pour excès de pouvoir, que s'il s'agit d'une matière soustraite à leur compétence, et non pas s'il n'y a eu qu'un vice de forme ou une violation de la loi (*Cas.*, 19 avril 1906).

(2) Mais il juge sans appel les différends entre émigrants et aubergistes autorisés (Circularité ministérielle, 1^{er} décembre 1905).

rejoindre leur conjoint, ascendants, descendants, frères ou sœurs, oncles ou neveux, ou alliés au même degré, ayant déjà émigré (art. 3). Elles n'existent que dans les ports d'où l'on peut s'embarquer pour l'étranger (ports qui ont été désignés à l'art. 9 de la loi du 31 janvier 1901). Il ne pourrait en être créé dans d'autres villes que si celles-ci sont chefs-lieux de Cour d'appel, ou — exceptionnellement — de tribunal (art. 5). Leur compétence *ratione loci* est fixée (1) par le lieu de délivrance du billet, soit s'il s'agit d'un émigrant rapatrié, par le port de débarquement.

Ces commissions sont composées : d'un Conseiller à la Cour d'appel, de la circonscription, désigné annuellement par le Premier Président ; d'un Conseiller de Préfecture, désigné annuellement par le Préfet ; et d'une personne ayant étudié les questions sociales et d'émigration, désignée par une période de trois années par le Ministre des Affaires étrangères, avec le concours du Ministre de l'Agriculture.

L'Inspecteur de l'Émigration (ou un juge, nommé par le Ministre de la Justice, de concert avec celui des Affaires Etrangères — art. 14 —) est compétent sans appel pour les litiges d'une valeur inférieure à 50 Lires (art. 18), et à charge d'appel devant les Commissions arbitrales, pour les litiges d'une valeur inférieure à 250 Lires (art. 4).

L'appel des litiges, jugés en premier lieu par la Commission arbitrale, est porté (art. 20) devant la Commission Centrale Judiciaire. Celle-ci, nommée pour 3 ans, siège à Rome et est composée : d'un Conseiller à la Cour de Cassation de Rome (2), désigné par le Premier Président ; d'un membre du Conseil Supérieur de l'Émigration — sauf cependant le Commissaire Général —, désigné par le Conseil ; d'un Officier supérieur de la Marine, désigné par son ministre ; d'une personne compétente en matière économique et sociale, désignée par le ministre des Affaires Etrangères, avec le concours du ministre de l'Industrie,

(1) Décret du 30 novembre 1913 :

La circonscription de la Commission arbitrale de Gênes s'étend sur les régions de : Piémont, Lombardie, Vénétie, Ligurie, Toscane, Emilie, Sardaigne.

Celle de la Commission arbitrale de Naples, sur les régions de : Marche, Ombrie, Abruzzes et Molise, Lazio, Campanie, Pouilles et Basilicate.

Enfin la Commission arbitrale de Palerme a une juridiction qui s'étend sur toute la Sicile, sauf les provinces de Messine, Catane et Syracuse, qui sont jointes à la Calabre, et forment la circonscription de la Commission arbitrale de Messine.

(2) Cette précision était nécessaire puisque, jusqu'à la « Révolution fasciste » qui a tout unifié, il y avait en Italie plusieurs Cours de Cassation.

de l'Agriculture et du Commerce ; d'un chef de service au ministère de l'Intérieur.

Le recours à ces juridictions entraîne le paiement d'une taxe au profit du fonds d'émigration : 15 Lires pour les litiges portés devant une Commission arbitrale, et 25 Lires pour ceux portés devant la Commission Centrale Judiciaire.

La loi de 1919 a apporté quelques améliorations à la loi de 1913, en réduisant encore le nombre des juridictions s'occupant des litiges de l'émigration.

Dans les ports, tous les litiges relatifs au contrat de transport, aux contestations avec les logeurs, bateliers, etc., aux lois sur l'émigration, aux demandes de remboursement, etc., sont instruites (art. 37), par les Inspecteurs de l'Emigration, les Commissions arbitrales ayant été supprimées et la compétence des Inspecteurs est exclusive. Aucune transaction (art. 48) ne peut se produire que devant l'Inspecteur de l'Emigration.

L'appel (art. 51) pour les litiges d'une valeur supérieure à 50 Lires est porté devant la Commission Centrale Judiciaire. Toutes les fois (art. 53) qu'il s'agit d'un litige relatif à un contrat de travail, celui-ci — après une tentative de conciliation devant son Président — est porté devant le Conseil des Prudhommes de l'Émigration.

Ces conseils de prud'hommes avaient été institués par la loi de 1913 (art. 30) ; mais, en fait, ils n'avaient pas fonctionné. Ils pouvaient être installés dans les chefs-lieux de canton, dans les régions où existait une importante émigration vers l'Europe. La loi de 1919 a régularisé cette juridiction et, actuellement, elle est composée du juge de paix et de deux assesseurs, un ouvrier et un patron. Le Conseil juge toutes les affaires, mais il peut être fait appel pour celles dont la valeur excède 300 Lires.

f) *L'Emigration continentale.*

La loi de 1901 s'était occupée de l'émigration transocéanique, qui, à cette époque, était de beaucoup la plus importante. Mais, peu à peu, l'émigration en Europe prit un grand développement, principalement dans les provinces de l'Italie septentrionale, émigration d'ailleurs assez différente de celle des Provinces du Sud : au lieu de s'agir, comme dans celles-ci, d'émigration permanente, l'émigration y est — au contraire — principalement temporaire.

Cependant, comme le nombre des émigrants de ces provinces commençait à prendre de grandes proportions, à destination de l'Allemagne (Lorraine annexée), de la Suisse, et de la France, surtout, le Gouvernement italien ne voulut pas laisser libre l'émigration européenne, alors qu'il réglementait l'émigration transocéanique. Dès 1911, le Gouvernement italien créa à Milan un Office d'Émigration (1) et la loi de 1913, traita de l'Émigration européenne. Cette loi, du 2 août 1913, interdisait à qui-

(1) Cet office n'avait pas simplement pour but de s'occuper des émigrants vers l'Europe. C'est ce que disait Rossi Luigi, commissaire général à l'Émigration, à la séance du Conseil supérieur de l'Émigration du 10 décembre 1909 : « Le Commissariat propose d'instituer un Office à Milan ; il s'agit de pourvoir à l'assistance d'environ 30.000 Italiens qui, annuellement, quittent la patrie par les voies de terre. Une partie de ceux-ci s'embarquent clandestinement pour le Brésil (environ 12.000 par an) et les autres États d'Amérique ; l'émigration clandestine augmente et un grand nombre de ceux qui ont été refusés dans les ports d'embarquement essayent de partir par l'Allemagne, en traversant la Suisse. Aussi l'Office devra-t-il veiller à réprimer cette forme de l'émigration.

« En second lieu, l'Office devra veiller sur l'émigration européenne pour mettre un frein à la traite des blanches et à l'enrôlement des enfants pour les verreries.

« En troisième lieu, il devra recueillir et répandre les informations sur le marché du travail dans les principaux pays d'Europe, spécialement au printemps, époque où beaucoup de travailleurs partent sans direction précise. Le Commissariat ne peut pas grand chose pour les protéger, car le Contrôle des renseignements, facile à faire aux frontières, est difficile à Rome.

« Enfin, il devra coordonner l'action d'assistance des patronages qui agissent séparément, chacun pour son compte.

« L'office pourra être aidé par un Comité local, composé de peu de membres, comprenant des représentants des principales associations, telles que la Bonomelli et l'Umanitaria. »

Le projet fut vivement combattu, notamment par M. Nitti, qui doutait de la légalité de l'institution d'un tel office, et par M. Bodio, président du Conseil supérieur de l'Émigration, qui disait : « L'office ne pourra faire du placement, car celui-ci ne peut être fait que sur le lieu même du travail ; il ne pourra recevoir de meilleures informations sur les demandes de travailleurs que le Commissariat ; et il ne pourra rien faire contre l'émigration clandestine, qui s'effectue par le Cenis, le Simplon et le Brenner, et contre laquelle des gardes aux frontières seraient plus utiles. Cet office est donc complètement inutile. » Il fut défendu par MM. Monte-Martini et Guiffrida, commissaire à l'émigration ; et un décret sur la question fut rendu le 20 avril 1911 (*Gaz. Uff.*, 2 juin 1911) :

Art. 1. — Un office de l'émigration par les frontières terrestres est institué à Milan, sous la dépendance du Commissariat Général à l'Émigration.

Art. 2. — L'office a pour but : a) la répression de l'émigration clandestine ; b) l'assistance aux émigrants qui partent par les frontières de terre, et spécialement aux femmes et aux enfants ;

c) la diffusion de renseignements utiles aux émigrants ;

d) l'accomplissement de toutes les fonctions dont il serait chargé par le Commissariat à l'Émigration.

Cet office est actuellement supprimé.

conque de conduire un Italien à l'étranger, sans en avoir la permission du Gouvernement, et sans un contrat de travail (1), d'un modèle-type déterminé par un Règlement ultérieur (art. 27). La taxe à payer (2) pour chaque ouvrier enrôlé était de 5 Lires, et le Ministre des Affaires étrangères, Di San Giuliano, disait alors à la Chambre, le 18 juin 1910 : « Il est nécessaire que l'Émigration vers l'Europe contribue au fonds d'émigration ; mais cela ne signifie pas qu'il faille la mettre en balance avec l'émigration transocéanique et mesurer les versements aux services rendus ».

La déclaration de guerre franco-allemande, survenue un an — jour pour jour — après la promulgation de cette loi, ne lui permit pas d'être appliquée dans une très large mesure.

En 1919, lorsque le Gouvernement italien réunit, en une seule, toutes les lois sur l'émigration, la loi de 1913 fut fondue, elle aussi, dans la nouvelle loi. Tout d'abord, il fut décidé (3) que pour pouvoir s'établir comme entrepreneur d'émigration pour les pays européens, il faudrait — de même que cela est exigé pour les entrepreneurs de transports maritimes — posséder une licence (4).

Ces licences n'existent plus actuellement et, seul, le Ministre des Affaires Étrangères peut recruter des ouvriers pour l'étranger.

D'autre part, il y a lieu de remarquer qu'une grande partie des émigrants italiens pour les pays transocéaniques sont des agriculteurs, et qu'il en est différemment pour l'émigration européenne, dont le plus grand nombre des représentants sont des ouvriers. Aussi la loi de 1919 ordonne-t-elle à ceux qui s'occupent de cette émigration, de faire assurer les ouvriers italiens qu'ils embauchent contre les accidents du travail ; et, lorsque dans le pays où ils sont envoyés, l'assurance n'est pas obligatoire à l'égard des étrangers, ils doivent être assurés selon la législation italienne.

Enfin une taxe spéciale est exigée pour chaque recrutement.

Ainsi la législation de l'émigration continentale et celle de

(1) Nous parlerons plus longuement des effets de cette loi et des relations subséquentes d'émigration entre la France et l'Italie, au moment où nous étudierons les accords internationaux.

(2) Cette taxe était réclamée dès le 10 décembre 1909 par M. Nitti, qui voulait que les émigrants vers l'Europe payent une taxe, puisqu'ils profiteraient des avantages de la législation.

(3) Art. 35. Loi du 13 novembre 1919.

(4) D'un prix de 20 Lires, dont le montant est — comme nous l'avons dit plus haut — versé au fonds d'émigration.

l'émigration transocéanique sont-elles maintenant semblables ; mais la première permet, en outre, de protéger les ouvriers italiens même hors de leur patrie.

Telle a été la loi de 1901, loi remarquable, dont M. de Michelis, le Commissaire Général à l'Emigration en 1926, a dit : « La classe dirigeante ne voyait pas le phénomène social qui se manifeste dans l'émigration, et croyait qu'il suffisait d'une simple intervention de police ; aussi l'émigration se faisait dans de mauvaises conditions ; l'émigrant était mal informé sur la vie et les conditions du travail du pays où il désirait se rendre ; il en ignorait la langue et les usages. La loi de 1901 fut l'une des premières lois organiques du monde, qui ait discipliné l'émigration et ait créé un système d'organisation spéciale pour s'occuper de la besogne. »

LA LEGISLATION ITALIENNE DE L'EMIGRATION

B. — LA POLITIQUE FASCISTE DE L'EMIGRATION

a) *Les idées gouvernementales de 1919 à 1922.*

Dans la période que nous avons étudiée jusqu'ici, à part quelques accords, notamment ceux signés avec la France, le Gouvernement italien n'avait pas eu, en fait, de politique d'émigration.

L'émigration, à cette époque, était encore considérée comme un phénomène spontané, tenant à des causes diverses : économiques, politiques ou religieuses ; mais tout le monde, en vertu du principe de la liberté personnelle, pouvait se déplacer à sa guise, et quitter son pays natal, s'il le voulait. Le Gouvernement ne s'occupait donc de la question que dans un simple but de solidarité et d'humanité. Et, du fait que le Gouvernement s'occupait de l'émigration pour aider ceux qui partaient, résultait qu'un plus grand nombre d'Italiens émigraient ; plus le Gouvernement réglementait la question, plus il facilitait l'émigration et la rendait considérable. Il semblait que ces paroles de Bakounine (*Œuvres*, t. I, p. 280) — que nous n'admettons d'ailleurs pas — fussent vraies dans ce cas : « L'État démoralise les gouvernants, mais il démoralise aussi les gouvernés, et toujours par la même raison. Il fait le mal, en effet, « même quand il commande le bien », car « le bien, du moment qu'il est commandé... devient le mal ». Oui, en s'occupant de l'émigration, en vue de faire une œuvre sociale, le Gouvernement produisait du mal. C'est ainsi, qu'ayant décidé, afin de protéger les émigrants contre les maladies contagieuses, et de leur permettre de faire meilleure impression dans le pays vers lequel ils se dirigeaient, que ceux-ci recevraient des vêtements convenables, à la place de leurs vieux vêtements, il y avait des émigrants qui partaient dans le seul but de se faire habiller à neuf... !

Lorsque, après la guerre, l'émigration — qui avait complètement cessé, et par la mobilisation des hommes, et par l'énorme activité industrielle de toute sorte, résultant de la lutte — fut sur le point de reprendre, on s'aperçut que les circonstances avaient plus évolué en quelques années que pendant le demi-siècle précédent, et que la situation ne se présentait plus du tout comme en 1913. Par la lutte terrible qu'ils avaient soutenue, en vue de défendre leur existence et leur liberté, menacée par le pangermanisme, les nationalismes des divers pays s'étaient exaspérés et le sens des réalités s'était aiguisé... Mais, de même que le laissez faire et le libre échangeisme économique, si en faveur pendant le cours du *xix^e* siècle, ont fait place peu à peu au protectionnisme, de même on remarqua — tout surpris de cette découverte — que l'émigration pouvait jouer un rôle économique formidable, soit dans le pays où les émigrants arrivaient et où ils peuvent tantôt apporter une aide, tantôt créer des troubles graves sur le marché, par suite d'un superflu de main-d'œuvre dans telle ou telle branche, telle ou telle région de production, — soit, au contraire, dans leur pays d'origine, pour les causes inverses. On ne pouvait donc laisser les mouvements humains s'effectuer librement. De plus on s'aperçut que l'on ne pouvait traiter tout le travail humain et la personne même du travailleur comme une marchandise quelconque (1) : l'interventionnisme gouvernemental, en la matière, s'explique donc.

Ce point fut rapidement réglé par des accords internationaux, par exemple l'accord italo-français du 30 septembre 1919, accord-type dont les autres se sont inspirés (entre autres, accord italo-luxembourgeois du 11 novembre 1920) ; mais une fois ce problème du recrutement et de la répartition de la main-d'œuvre réglé, un grand nombre de problèmes se posaient, problèmes auxquels ces accords, quelque importants et bien rédigés qu'ils fussent, ne pouvaient apporter une solution adéquate — car, là, les intérêts divergents des pays d'émigration et d'immigration étaient trop forts pour qu'il fût possible de les concilier par un compromis, acceptable pour les deux pays.

D'une part, la question de l'assimilation des étrangers, assimilation que le pays d'immigration essaye de provoquer, afin :

1^o d'empêcher la constitution, sur son sol, de minorités

(1) L'article 427, § 1^{er} du Traité de Versailles est ainsi rédigé : « Le travail ne doit pas être considéré simplement comme une marchandise ou un article de commerce. »

nationales, qui pourraient un jour ou l'autre gêner et contre-carrer son action, ou même prendre une attitude nettement hostile et favorable à leur ancienne patrie, — ainsi que le fait se serait certainement produit, si la guerre avait eu une issue favorable à l'Allemagne, au Brésil, dans les provinces du Sud et notamment à Santa Catharina, où le voyage du prince Henri avait montré la force du sentiment pro-allemand ;

2° de récupérer les forces de travail qui arrivent sur son territoire, de façon à pouvoir les utiliser entièrement, et à empêcher des envois d'argent hors de son territoire.

Ce problème — déjà délicat par lui-même — se trouve évidemment gêné dans son évolution par la politique toute contraire du pays d'émigration, qui tente de conserver un lien avec ses nationaux expatriés, et de les empêcher de se fondre dans la masse de la population étrangère. Comme le disait M. Mussolini en 1923 : « L'Italie doit soutenir les humbles et courageux « pionniers italiens, avec l'appui de techniciens italiens, et avec « l'aide de capitaux italiens, empruntés partiellement à l'épargne « de l'émigrant lui-même ; elle doit faire que le fruit du travail « italien, sûrement garanti, devienne une force pacifique de « l'expansion morale et économique de la Patrie ; — car les « noyaux italiens à l'étranger, compacts, conscients, et économiquement bien pourvus, sont des moyens puissants d'irradiation des idées italiennes et des produits italiens ».

En outre de ce problème d'attirance inverse des deux pays d'émigration et d'immigration sur ceux qui ont quitté leur patrie, se pose un second problème, qui n'est pas d'ordre international, mais intérieur au pays d'émigration.

N'y aurait-il pas moyen, en développant la production économique du pays, en mettant en valeur des ressources nouvelles, d'utiliser à l'intérieur les travailleurs au lieu de les fournir à l'étranger ? Ne vaut-il pas mieux augmenter les ressources productives du pays et, par là-même, sa force à l'intérieur et à l'extérieur, plutôt que d'aider au développement des pays étrangers ? Comme le dit M. Bertorelli, professeur à l'Université de Pavie : « Servir de pépinière à une nation voisine peut, tout « d'abord, piquer l'amour-propre ; mais c'est, en réalité, travailler uniquement pour produire la matière première du « bonheur d'autrui ». Quand un pays a la chance d'avoir de nombreux fils, quand il n'a pas besoin de compter sur les autres, ne doit-il pas essayer de les utiliser tous, de les faire vivre sur son sol, et d'augmenter ainsi sa puissance nationale ? Quel besoin

un pays a-t-il d'avoir une grande quantité d'enfants, de favoriser de toutes manières le développement de la natalité, s'il doit perdre ses fils au profit de l'étranger, et servir, selon la forte expression de M. Grandi, de « haras humain » ? Il n'aurait eu ainsi que le mal de les élever, pour fournir à l'étranger des travailleurs tout exercés, que ce dernier utilisera, sans avoir rien eu à fournir pour leur développement et leur instruction. — Non, un pays, qui a le sens de ses intérêts et le respect de son importance, se doit de produire des enfants et de les utiliser, tous, sur son sol.

Telle a été, dès son arrivée au pouvoir, la pensée du Gouvernement fasciste ; aussi, au lieu de s'occuper seulement, comme ses prédécesseurs, de questions d'hygiène, de facilités de transports, etc., a-t-il eu, en même temps, d'autres buts et d'autres préoccupations :

d'une part, accroître les forces productives de l'Italie de façon à restreindre au minimum l'émigration, et à utiliser au maximum, à l'intérieur, les travailleurs qui, chaque année, partaient vers d'autres pays ;

d'autre part, augmenter la valeur professionnelle et morale de ceux qu'il serait impossible d'utiliser sur le sol national, leur assurer à l'extérieur le meilleur traitement, et les maintenir groupés, de façon à ce qu'ils ne se fondent pas dans la masse des populations étrangères et forment, au contraire, toujours, une cellule italienne.

Ce furent les directives du Gouvernement fasciste, et, dès ses premiers actes, il allait montrer qu'il était décidé à en assurer l'exécution et à ne pas se contenter de paroles, comme certains de ses prédécesseurs. Mais, avant de passer aux actes, le Gouvernement fasciste examina la situation pour ne pas adopter des mesures inconsidérées, sur lesquelles il serait obligé de revenir ultérieurement, ce qui diminuerait son prestige et l'empêcherait, par suite, d'accomplir sa grande et belle œuvre : « Refaire une deuxième Rome ».

D'autre part, les mesures adoptées, quelles que fussent leur importance et leur efficacité, ne pouvaient pas produire des résultats immédiats ; aussi si l'on considérait simplement les chiffres des départs d'émigrants italiens de 1922 à 1925, verrait-on leur nombre augmenter continuellement (1), pour ne commencer à diminuer que dans ces toutes dernières années.

(1) Voir statistiques, 1^{re} Partie.

Il y a lieu, maintenant, d'examiner quelle était la situation en 1922, lorsque le Gouvernement fasciste prit le pouvoir. Pendant la guerre, comme nous le verrons plus loin, le Gouvernement italien avait pris un certain nombre de mesures visant à interdire l'émigration, et ceci était naturel, puisqu'il s'agissait pour l'Italie d'une lutte pour son existence ; mais, dès la fin de la guerre, la plupart de ces mesures furent supprimées ; le gouvernement italien de l'époque, ému en effet du chômage qui eut lieu — comme il en fut d'ailleurs partout — en 1920, ne vit à ce problème qu'une solution : favoriser l'émigration. C'était évidemment une solution simpliste, la plus paresseuse des solutions ; mais les chefs des gouvernements de l'époque avaient assez à faire à s'occuper de se disputer le pouvoir et à se défendre contre des crises ministérielles presque ininterrompues. Que leur importait l'Italie, s'ils étaient eux-mêmes au pouvoir ? Aussi, au lieu de chercher à donner du travail aux chômeurs, favorisait-on leur départ. C'est ainsi que M. Nitti disait à la Chambre des Députés, lors de la discussion du projet de loi portant approbation du projet de budget du fonds d'Emigration, pour l'exercice 1920-1921 : « L'Italie ne pourra pas — et cela, pendant de longues années encore —, utiliser toute sa population qui s'accroît trop rapidement ». Le comte Sforza, Sous-Secrétaire d'État aux Affaires Etrangères, répondait à une question posée par le député Salvemini (2), le 5 mai 1920, sur les obstacles apportés à l'émigration, « que le Gouvernement avait supprimé les obstacles provenant de la guerre, et qu'il n'avait aucunement l'intention de s'opposer à l'émigration, qui était une conséquence logique du principe incontestable de la liberté humaine ». D'ailleurs, pour diminuer le chômage qui sévissait en Vénétie, le Gouvernement avait décidé de prendre des mesures en vue de faciliter l'émigration. Certes, il n'allait pas jusqu'à laisser les émigrants partir à leur guise, sans aucune protection ; et, comme le dit le premier article du *Bollettino della Emigrazione* de mai 1920, il ne changeait pas entièrement sa politique antérieure à la guerre ; mais si le Gouvernement désirait contrôler les recrute-

(2) (Atti Parl. C. D. Discussions, 5 mai 1920, page 1922) : « Le gouvernement est-il finalement disposé à admettre que le prolétariat italien doit jouir librement du droit d'aller et de venir, qui est un des éléments essentiels de la liberté individuelle ? Pourquoi ceux qui désirent émigrer sont-ils soumis à l'obstruction du Commissariat Général à l'Émigration pour la délivrance de leurs passeports ? Et pourquoi ne supprime-t-on pas les obstacles, qui n'existaient pas jusqu'en 1914, et qui tendent à ralentir l'émigration et aggravent le chômage ? »

ments collectifs, il laissait pleine liberté à l'émigration individuelle. Ainsi, pour favoriser le mouvement bienfaisant de cette « valve de sécurité », comme le député Trèves appelait l'émigration dans son discours du 30 mars 1920 à la Chambre des Députés (1), le Gouvernement avait décidé que la délivrance des passeports devrait avoir lieu 24 heures au plus après la demande, et il avait même prescrit, pour arriver à écouler le flot nombreux des émigrants, naturellement un peu gênés dans leur exode par la réduction du nombre des bateaux, conséquence de la guerre, que pourraient être employés au service de l'émigration, et ce pendant une période de trois ans, les navires de toute sorte, même ne satisfaisant pas aux conditions indiquées dans les lois et décrets antérieurs (2) (Décret du 11 décembre 1919).

Pour accentuer encore, si possible, l'action gouvernementale en faveur de l'émigration, La Ligue italienne pour la Défense des Intérêts Nationaux, dans sa session des 21-22 novembre 1922, votait un ordre du jour « reconnaissant la nécessité d'augmenter l'émigration afin de combattre la crise de la main-d'œuvre, tout en désirant sa valorisation, demande que l'émigration soit facilitée et libre ». De même, le député Olivetti, parlant à la Chambre sur le bilan du fonds d'émigration, se plaignait de la fermeture des frontières étrangères, alors que l'Italie souffrait d'une main-d'œuvre surabondante ; de même encore, le Congrès de Padoue pour l'émigration demandait que l'on encourageât, dans la mesure du possible, l'émigration vers l'Amérique latine.

En vue de favoriser la colonisation agricole italienne, le Pr Scalabrini projeta de constituer, en 1904, une société anonyme au capital de 10.000.000 de Lires pour acquérir dans une province de l'Argentine 25.000 hectares de terrain. La Société devait céder ce terrain par lots de 100 hectares à des familles de colons qui deviendraient propriétaires au bout de 10 ans. Le fonds d'émigration devait — et cette mesure fut adoptée — aider les colons en remboursant en partie pour eux les avances à la société Scalabrini ; mais devant l'indifférence gouvernementale, le projet échoua.

Il en fut de même de divers autres projets d'émigration coloniale, en Australie occidentale, dans la Victoria, en Floride, etc..

(1) La même expression « Valve automatique de sécurité » est encore employée dans le *Bollettino della Emigrazione*, n° de janvier 1922.

(2) Mentionnés 2^e Partie. A.

Un seul réussit : un projet d'émigration au Chili ; mais la colonie ne comprit qu'une centaine de familles. Le résultat obtenu était donc négligeable.

Vers la fin de 1919, le Commissaire Général à l'Émigration fit créer l'Institut pour la colonisation et le travail à l'extérieur, transformé en 1921, avec l'appui des banques et des compagnies de navigation, en société anonyme. Cet institut se proposait de faire bénéficier les colonies italiennes, non seulement des salaires, ainsi que le fait se produit dans l'émigration ordinaire, mais aussi des bénéfices de l'entreprise de colonisation elle-même.

Les moyens d'action de cet Institut étaient les suivants : « Etudier les marchés extérieurs qui présentent les conditions les plus favorables à l'emploi d'Italiens et examiner les projets de colonisation organisée en proposant les Sociétés qui doivent les réaliser. » C'est ainsi qu'une société acquit dans l'État de Saint-Paul un territoire de 60.000 hectares pour y établir 6.000 familles italiennes.

Mais tous ces projets aboutissaient à augmenter l'émigration agricole italienne ; et celle-ci est encore plus perdue pour l'Italie que l'émigration ouvrière : les ouvriers, en effet, rentrent d'ordinaire dans leur pays d'origine quand ils chôment ou quand ils sont âgés ; les paysans, au contraire, se fixent définitivement sur le sol qu'ils travaillent.

L'heureux aboutissement de ces tentatives n'avait donc pas d'intérêt réel pour l'Italie.

b) *La Politique fasciste.*

Telle était, à ce point de vue, la situation en octobre 1922. Le Gouvernement fasciste pensa de suite que l'on ne pouvait laisser l'Italie se priver ainsi de ses fils, et, dès sa première réunion, le Conseil des Ministres reconnut qu'entre les problèmes qui se posaient devant lui, le plus important était celui de l'émigration. S'il ne put, de suite, l'interdire, le Gouvernement décida de la surveiller de son mieux, afin d'éviter les excitations à quitter l'Italie. Les lois de l'émigration furent étendues, le 18 janvier 1923, aux nouvelles provinces et Trieste fut déclarée port d'embarquement. Un Inspecteur de l'Émigration y fut établi, et la répartition des provinces entre les Inspecteurs fut la suivante :

Inspecteur de Gênes : juridiction sur les régions de Piémont, Lombardie, Ligurie, Emilie, Toscane, Sardaigne .

Inspecteur de Naples : régions de Marche, Ombrie, Lazio, Abruzzes et Molise, Campanie, Pouilles et Basilicate.

Inspecteur de Messine (1) : Calabre et provinces Siciliennes de Messine, Catane et Syracuse.

Inspecteur de Palerme : les quatre autres provinces sici-liennes : Palerme, Caltanissetta, Girgenti, Trapani.

Inspecteur de Trieste : Vénétie, Vénétie Tridentine, Vénétie Julienne, Istrie et Zara (2).

Le décret du 19 juillet 1923 établit (art. 1^{er}) des délégués provinciaux (3), chargés de surveiller l'émigration, ainsi que d'assurer la protection et la tutelle des émigrants ; pour contrôler leurs efforts, il fut créé des Inspecteurs centraux régionaux.

Le décret-loi du 1^{er} mai 1924, vu les bons effets du décret de 1923, installa ces fonctionnaires à titre définitif. Leur rôle fut précisé par le décret du 26 mai 1926 (*Gaz. Uff.*, 24 août 1926) qui régla la question.

Les délégués provinciaux de l'émigration sont chargés (4) :

a) de se tenir constamment au courant des conditions du marché du travail (demandes de main-d'œuvre, de travail, chômage, etc.) dans leur circonscription ;

b) de s'occuper de l'enrôlement de la main-d'œuvre pour l'étranger en coordonnant l'action des Sociétés et des particuliers pour que le recrutement et le voyage des travailleurs aient lieu de la façon la plus favorable ;

c) de veiller à la répression de l'émigration clandestine ;

d) de pourvoir à l'instruction pratique professionnelle des émigrants ;

e) d'assister et d'aider les émigrants, de les conseiller, de les diriger, et de leur fournir les informations dont ils ont besoin ;

f) de se tenir en rapport avec les autorités de leur circonscription, chargées de la délivrance des passeports ;

g) de rendre compte au Commissaire de l'Emigration de ce

(1) Actuellement supprimé.

(2) Ce décret abrogeait, par suite, celui du 19 mars 1922 (*Gaz. Uff.* 1922, n° 84) qui avait fait de Bari un port d'embarquement et y avait établi un inspecteur ayant la juridiction sur les régions de Marche, Abruzzes, Pouilles et Basilicate ; l'Inspecteur de Naples ne conservant que l'Ombrie, le Lazio, la Campanie et le Molise.

(3) Actuellement, presque tous supprimés.

(4) Article 79.

qui se réfère à leurs fonctions, et cela au moyen de relations périodiques sur leurs travaux et les résultats obtenus ;

h) d'exécuter tous les ordres et missions dont ils pourraient être chargés par le Commissariat dans la limite de leurs attributions.

Ils sont établis (art. 83) près des préfectures ou des mairies. « Des Inspecteurs centraux de l'Émigration, au nombre de deux, pourront être nommés... Ils exerceront des fonctions de direction de tout le service des délégués provinciaux de l'émigration et seront placés près du Commissariat Général (art. 92). » — « Sur la proposition du Commissaire Général, le Ministre des Affaires Étrangères pourra décider que plusieurs délégués provinciaux de l'émigration seront groupés en un Inspectorat régional. Ces inspecteurs ne pourront être en nombre supérieur à six (art. 94). » — « Ces inspecteurs dirigeront et surveilleront les délégués provinciaux placés sous leur dépendance, et leur donneront des directives, selon les instructions du Commissaire Général (art. 95). » — « Ils pourront (art. 97) être chargés de faire des inspections périodiques sur le service des délégués provinciaux dans toutes les circonscriptions. »

« Des surveillants de l'émigration (art. 98) furent placés à l'intérieur du Royaume, près des offices-frontière du Commissariat, et exceptionnellement près des délégués provinciaux de l'émigration ». — « Ils sont chargés (art. 99) de l'assistance, de la tutelle et de la protection des émigrants. Ils doivent les aider dans toute la mesure possible, et leur indiquer ce qui les concerne, tant pour leur départ que pour leur retour, veiller à ce qu'il ne leur arrive pas de dommage et les avertir des dangers qui les menacent et auxquels ils peuvent être exposés. En outre, ils doivent contribuer à la répression de l'émigration clandestine, et, pour cela, ils ont accès aux stations, trains, lieux de concentration et de recrutement, quais d'embarquement, bateaux, etc... »

Le Conseil Supérieur de l'Emigration (1) fut, lui aussi, modifié en vue de permettre, par l'accès d'un plus grand nombre de personnes compétentes, de procéder à une étude plus attentive du problème, et des solutions qu'il comportait. Le décret du 11 mars 1923 fixa, ainsi qu'il suit, la composition du Conseil :

Le Commissaire Général ;

(1) Actuellement supprimé.

- Un officier supérieur de la Marine marchande ;
 - Le directeur de la Banque de Naples ;
 - Le directeur de l'Office du Travail et de la Prévoyance sociale ;
 - Le directeur de la Caisse nationale des assurances sociales ;
 - Le directeur général de la Caisse nationale d'assurance pour les accidents du Travail ;
 - Le directeur général de la Santé publique ;
 - Trois experts, choisis parmi les personnes compétentes en matière d'émigration et de statistique ;
 - Un représentant de la Confédération des corporations syndicales fascistes ;
 - Un représentant du Syndicat italien des coopératives ;
 - Un représentant de la Corporation des travailleurs de la terre ;
 - Un représentant de la Confédération générale du Travail ;
 - Un représentant de la Confédération des coopératives italiennes ;
 - Un représentant des Sociétés de Secours mutuels ;
 - Un représentant de la Confédération générale des travailleurs ;
 - Un représentant de la fédération italienne des travailleurs du bâtiment ;
 - Un représentant de la Ligue nationale des coopératives ;
 - Un représentant de l'Association nationale pour les intérêts moraux du Midi ;
 - Un représentant de la Société « Dante Alighieri » ;
 - Trois personnes choisies parmi les Sociétés d'assistance aux émigrants ;
 - Et les six parlementaires faisant partie de la Commission permanente de surveillance du fonds d'émigration.
- À ces membres, le décret du 18 décembre 1924 ajouta :
- Un ministre plénipotentiaire, chef de l'office de coordination des questions intéressant l'émigration au ministère des Affaires Étrangères ;
 - Et un conseiller de Légation.
- Grâce à ces changements, la voix des émigrants, et celle du midi, pouvaient enfin se faire entendre au Conseil de l'émigration et indiquer les causes des départs.
- Entre temps, également, le 8 juin 1922, avait été créé, par l'un des éphémères ministères de l'époque, un Comité de statistique comprenant :
- Le Commissaire Général à l'Émigration ;

Un membre du Conseil supérieur des statistiques désigné par le Ministre du Travail ;

Un délégué du Comité de l'émigration ;

Et le Directeur de l'Office Central des statistiques.

Instruit par ses travaux, le Gouvernement prit des mesures.

Dès le 30 octobre 1922, on décida de considérer plus sérieusement qu'on ne l'avait fait jusqu'à cette date, que ceux qui partaient, en vue d'exercer un petit commerce, étaient des émigrants (1).

Pour empêcher des émigrants — qui voudraient partir plus facilement — de se dire propriétaires ou commerçants, la circulaire du 17 février 1924 décida que ces qualités devraient être prouvées par des dépôts en banques, des rentes, ou autres moyens semblables. De même, une circulaire du 22 août 1924 a pris des mesures pour empêcher qu'il ne s'effectue une émigration clandestine, sous couleur de pèlerinages à l'étranger, et tout spécialement à Lourdes.

Le gouvernement allait d'ailleurs prendre des mesures de plus en plus rigoureuses ; et, pour bien montrer l'évolution qui se produisait, le mot « Emigration » fut même supprimé du vocabulaire officiel ; et tout l'ancien service du Commissariat Général fut transféré au ministère des Affaires Etrangères (2) (art. 1^{er} du Décret-Loi du 28 avril 1927. *Gaz. Uff.*, 6 mai 1927).

« Le Gouvernement — était-il dit dans la Circulaire Minis-

(1) On appliqua en même temps sévèrement le règlement du 28 août 1919 pris pour l'exécution de la loi du 2 août 1913, qui considère comme émigrants les personnes, même voyageant dans les classes supérieures à la 3^e, si :

- a) elles partent pour exercer un travail ou un petit commerce ;
- b) elles exercent en Italie un commerce ambulancier ;
- c) elles sont inscrites à la Caisse nationale de Prévoyance contre l'invalidité et la vieillesse ;
- d) leur femme a un livret d'admission au travail ;
- e) elles ont des moyens juste suffisants pour le voyage et les premières dépenses ;
- f) elles vont chez une personne exerçant un travail manuel ou un petit commerce ;

g) elles ont déjà été rejetées à raison de leur condition économique ;

h) elles retournent dans un pays où elles ont déjà travaillé.

(2) « Direction générale des Italiens à l'Étranger. » Cette direction générale a été tout récemment remplacée par la Direction générale du Travail à l'Étranger. La Direction générale des Italiens à l'Étranger a fusionné avec la Direction générale des Ecoles à l'Étranger. Cette suppression du Commissariat général à l'Émigration était déjà projetée depuis longtemps : voir notamment à ce sujet la séance de la Chambre des députés du 18 novembre 1922 (Atti Parl. C. D. Leg. XXVI. Discussion parl.), et l'opposition formulée par le député Piemonte contre cette suppression.

« térielle du 6 mai 1927 aux Agents consulaires et diploma-
« tiques — ne considère pas le problème de l'émigration comme
« un fait d'ordre technico-administratif, mais, essentiellement,
« comme un problème d'ordre politique ; et la tutelle de la
« collectivité italienne qui est à l'étranger doit être exercée
« selon une conception unique. Il n'y aura plus une tutelle
« technique, et d'assistance, distincte de la tutelle politique et
« vice versa ; mais une tutelle unique, exercée par un seul
« organe, le Ministère des Affaires étrangères ; et, comme seuls
« responsables, ceux qui représentent à l'étranger la Collectivité
« Italienne et la Souveraineté de l'État : les Consuls. Il doit y
« avoir une vaste œuvre de protection et de défense des Intérêts
« italiens ; et j'entends que la Direction Générale des Italiens
« résidant à l'étranger protège la vie, coordonne l'activité,
« excite les initiatives, de ceux de notre peuple qui sont dans
« les pays étrangers. »

A la première séance de la Chambre des députés du
31 mars 1927, M. Grandi, Sous-Secrétaire d'État aux Affaires
Étrangères (1), faisait prévoir cette transformation lorsqu'il
disait : « Nous ne pouvons manquer de considérer l'un des
« problèmes les plus importants de la phase historique que
« traverse aujourd'hui l'Italie : le problème de l'Émigration.

« On doit le considérer sous deux aspects : en soi, et quant
« à ses effets. Des modifications sont nécessitées par la nouvelle
« conception spirituelle et pratique que le Fascisme et le Duce
« ont du problème de l'Émigration. Aujourd'hui, le Commis-
« sariat Général de l'Émigration, au moins dans sa forme
« actuelle, est en contradiction formelle avec les principes et
« la fin poursuivis, avec une fermeté indomptable, par le
« Fascisme.

« L'an passé, pendant la discussion du budget, je me suis
« permis d'affirmer que le problème de l'émigration n'était pas
« un fait d'ordre technico-administratif, mais un problème
« d'ordre politique. Cette affirmation devient chaque jour plus
« vraie. A quelques-uns, cette appréciation paraissait une
« hérésie ; mais, après un an, l'expérience a démontré la né-
« cessité, chaque jour plus urgente pour le Fascisme et la
« Nation, de changer absolument la voie suivie depuis 25 ans.

« La tutelle de la masse italienne à l'étranger doit être exercée
« selon une conception unique, et cette tutelle n'est pas un

(1) Actuellement, Ministre des Affaires étrangères.

« fait susceptible de division entre la protection matérielle et
 « la protection politique. Les colonies italiennes à l'étranger
 « doivent être une petite patrie ; et celui qui est désigné pour
 « représenter la Souveraineté de l'État doit assurer toutes les
 « responsabilités.

« Le Commissariat doit devenir une agence politique, car
 « l'émigration se transforme en un phénomène politique. Son
 « action doit être unie à celle de la politique extérieure. Si on
 « lit les discussions parlementaires d'il y a 25 ans, on a l'im-
 « pression de lire une langue morte. Ceux qui veulent porter
 « atteinte à la liberté personnelle par l'intervention de l'État,
 « s'excusent de leur audace en parlant « des pauvres émi-
 « grants », en s'apitoyant sur le sort de ces compatriotes mal-
 « heureux ; mais l'on n'entend pas une parole nationale.

« Aujourd'hui, l'État fasciste unitaire, qui tend à s'étendre,
 « dans la 5^e année du régime révolutionnaire, après avoir
 « abattu la démagogie et avoir imposé sa politique sur les
 « grandes routes du monde, ne peut pas considérer le marché
 « et l'emploi d'une si grande partie de notre race comme un
 « fait qui ne touche pas à sa politique, et penser que les émi-
 « grants sont des francs tireurs qui se déplacent d'eux-mêmes,
 « sans tenir compte du plan de la bataille, et il ne peut pas
 « expédier loin de lui, à l'étranger, ces parias de l'humanité.

« Non, l'Italie Fasciste n'est plus celle d'il y a 20 ou 30 ans.

« La qualification d'émigrant n'existe plus ; il n'y a plus
 « que des citoyens.

« Nous devons avoir le courage d'affirmer que l'émigration
 « est un mal lorsque, comme aujourd'hui, elle est faite vers des
 « pays étrangers. L'émigration est un besoin, mais sous la
 « souveraineté nationale. Les peuples, aujourd'hui, mesurent
 « leurs forces à leur population et à leur vitalité démogra-
 « phique. Ce sont les conditions de l'unité et de la puissance
 « des nations. Les hommes, et les groupes, les moins résistants,
 « sont fatalement conduits à être assimilés par les autres.

« Pourquoi notre race doit-elle constituer un vivier humain
 « pour alimenter les nations démographiquement faibles ? Nos
 « mères n'ont pas besoin d'avoir des fils, qui seront soldats
 « ailleurs ; et, dans certains pays, la lutte anti-fasciste n'a
 « pour but que de permettre plus facilement la dénationali-
 « sation des Italiens. »

Dans l'exposé des motifs qui accompagnait ce décret-loi,
 lorsqu'il fut déposé à la Chambre des Députés le 11 mai 1927,

pour être converti en loi, nous relevons ce qui suit : « Ce projet
 « est la suite logique de la politique de valorisation de l'émigration dans le cadre général de la politique nationale. Un
 « des premiers actes du Gouvernement Fasciste fut le décret-loi
 « du 18 janvier 1923 (1) qui réunit le Commissariat Général à
 « l'Émigration, organe autonome jusqu'à cette époque, au
 « Ministère des Affaires Étrangères, dont il est aujourd'hui
 « partie intégrante. L'idée de cette réforme dérive de cette
 « pensée que la politique de l'émigration doit faire partie de la
 « politique internationale générale du pays ; mais le gouvernement italien n'entend pas considérer avec moins de solli-
 « citude la tutelle et l'assistance aux travailleurs italiens qui
 « se trouvent en pays étranger. »

Dans la circulaire du 3 juin 1927, la politique nouvelle du gouvernement était expliquée ainsi : « Jusqu'à ce jour, l'émigration permanente causa des pertes au pays : au point de
 « vue économique, tout ce que la nation a dépensé pour
 « élever l'émigrant et le mettre en état de produire ; au point
 « de vue militaire, car l'émigrant ne sera pas soldat dans son
 « pays ; et enfin au point de vue démographique, car l'émigration prive le pays d'un élément jeune, qui va féconder le
 « sol étranger.

« Nous invitons les Préfets à une surveillance rigoureuse sur
 « tous les organismes qui s'occupent de l'émigration dans leur
 « circonscription. Les demandes de passeports doivent être
 « examinées très sévèrement et ils doivent n'être distribués
 « que parcimonieusement. Trop de gens vivent et spéculent
 « sur l'émigration et l'excitent artificiellement sans besoin. On
 « doit empêcher de s'occuper d'émigration tous ceux qui le
 « font indûment par désir de gain : maîtres d'école, employés
 « municipaux, etc., et pourchasser sans répit les agences clandestines. Les Préfets, les maires, les Fascios, les organisations
 « syndicales, chacun dans la limite de sa compétence, doit
 « exciter les initiatives locales, pour intensifier la production,
 « de façon à ce que des travaux utiles et des salaires suffisants
 « soient offerts aux travailleurs, sans qu'ils soient obligés de
 « partir en pays étranger. Les Préfets doivent faire comprendre

(1) Jusqu'à cette date, le Commissariat était un organe absolument indépendant. Afin de faire entrer l'émigration dans la politique générale gouvernementale, ce décret-loi stipule (art. 1^{er}) : « Un Commissaire Général, dépendant du Ministre des Affaires étrangères, s'occupera de toutes les questions relatives à l'émigration. »

« à tous les agents placés sous leurs ordres que toute province, qui saura conserver au pays les bras de ses fils pour son progrès et sa défense, aura bien mérité de la Patrie. »

Le changement opéré en quelques années dans la politique italienne d'émigration était ainsi complet : alors qu'en 1920, on encourageait l'émigration, en 1927 le Gouvernement s'y opposait au contraire de toutes ses forces (1) et refusait les passeports de ceux qui voulaient quitter l'Italie. Le *Popolo d'Italia* montrait les changements subis par la politique italienne dans un article ainsi conçu : « autrefois, l'émigration — traitée de valve de sécurité — était un motif pour les poètes et pour les peintres. Aujourd'hui, elle a été améliorée. Sa protection, et les conditions hygiéniques, sont meilleures ; les contrats de travail sont respectés et les œuvres privées ou consulaires, ainsi que la « Dante Alighieri » et les Fascios à l'étranger, rendent moins triste et moins aléatoire le sort de la masse des émigrants. Mais ce n'est pas tout. Notre esprit ne se contente pas de cette amélioration. Le problème restait dans sa gravité. Environ le quart de notre population est au delà de notre frontière. Quand nous entendons parler de chômage, de révolution, d'épidémie, notre esprit s'inquiète. Il y a des nations riches qui, dans ces événements, ne pensent qu'à la diminution de leurs dividendes ; nous, nous pensons à la masse de nos travailleurs, dont la législation étrangère ne s'occupe pas, ou ne s'occupe qu'en dernier lieu. Les plus lointains sont les plus proches du cœur. Il faut une politique diplomatique pour nous assurer les matières premières, et des instituts pour développer nos exportations. L'émigration intérieure, l'amélioration de l'Italie, l'agriculture intensive, les colonies, sont les autres éléments pour nous fournir notre pain. La nation doit devenir une famille. L'émigration est diminuée, le nombre des rentrants augmente, et cependant le chômage reste stationnaire ou diminue. C'est un indice de force. »

Cette politique nouvelle, hostile à l'émigration, était encouragée dans tous les milieux. C'est ainsi que dans le *Popolo d'Italia*, sous la signature de M. Arnaldo Mussolini, le frère de l'éminent homme d'État italien, est publié, sous le titre : « L'Italie exulte — L'émigration interdite », un article où

(1) Par opposition au décret du 11 décembre 1919, que nous avons mentionné plus haut, nous pouvons citer le traité de commerce Italo-Grec du 24 novembre 1926 qui décide que « le traitement des navires nationaux et de la « nation la plus favorisée ne s'étend pas au transport des émigrants » (art. 22).

l'auteur — trouvant que la politique fasciste ne sévit pas encore assez contre le fléau de l'émigration, qui a enlevé tant de bras à l'Italie — demande que l'émigration soit totalement interdite. Ces appels n'étaient pas faits en vain, et la politique, hostile à l'émigration et à tout ce qui pouvait rappeler le temps où elle existait, allait continuer à se manifester de plus en plus vigoureusement.

Nombre de Chômeurs en Italie
(Chiffres de la Caisse Nationale des assurances Sociales)

Mois et Années	Nombre de chômeurs	
	Intermittents	En chômage complet
Janvier 1927.....	63.716	225.346
Février ».....	56.113	259.059
Mars ».....	61.699	227.947
Avril ».....	54.730	215.316
Mai ».....	59.091	216.441
Juin ».....	103.792	214.603
Juillet ».....	125.376	263.091
Août ».....	134.251	291.821
Septembre ».....	133.568	305.930
Octobre ».....	130.930	332.240
Novembre ».....	133.420	375.734
Décembre ».....	107.964	414.283
Janvier 1928.....	76.327	439.211
Février ».....	58.109	413.383
Mars ».....	47.036	411.785
Avril ».....	45.855	356.795
Mai ».....	45.569	306.629
Juin ».....	30.296	247.021
Juillet ».....	27.590	234.210
Août ».....	24.319	248.100
Septembre ».....	28.746	268.883
Octobre ».....	25.639	282.379
Novembre ».....	24.814	321.123
Décembre ».....	27.178	363.551
Janvier 1929.....	16.655	461.889
Février ».....	15.854	489.347
Mars ».....	15.846	293.277
Avril ».....	16.989	257.603
Mai ».....	8.713	227.682
Juin ».....	10.970	193.325
Juillet ».....	13.503	201.868
Août ».....	19.650	216.666
Septembre ».....	16.835	228.831
Octobre ».....	17.793	297.382
Novembre ».....	19.694	332.833
Décembre ».....	21.349	408.748

Après la suppression du Commissariat Général à l'Émigration en avril 1927, le *Bollettino della Emigrazione* continua à être publié quelques mois (d'avril à décembre) par les soins du Ministère des Affaires Étrangères ; mais, à cette date, il fut supprimé, et depuis l'année 1928, il est confondu avec le *Bollettino del Ministero degli Affari Esteri*.

Le 18 juillet 1927, le fonds d'émigration fut supprimé ; et, malgré quelques légères protestations, les recettes qui lui étaient affectées furent transférées au budget général, et le budget du Ministère des Affaires étrangères prenait à sa charge toutes les dépenses afférentes au service de l'émigration (1).

Le 23 octobre 1927, le Conseil Supérieur de l'Émigration fut, à son tour, supprimé. Enfin, le 1^{er} mars 1928, le passeport spécial pour émigrants fut supprimé ; le nombre des sortes de passeports étant ainsi réduit à deux : les passeports « communis et les passeports « diplomatici ».

En résumé, le 1^{er} mars 1928, il ne restait plus rien, sauf les mesures de protection à l'égard des émigrants, de la politique suivie jusqu'en 1922 par les gouvernements italiens ; la juridiction spéciale a elle-même été supprimée et remplacée par la juridiction ordinaire. Les émigrants eux-mêmes n'existaient plus : il n'y avait plus que des Citoyens Italiens résidant ou allant à l'étranger.

En même temps, le Gouvernement prit une série de mesures pour restreindre et régulariser de plus en plus l'émigration.

En octobre 1927, le tarif spécial ferroviaire n° X, qui assurait une réduction de prix aux ouvriers italiens se rendant à l'étranger, fut supprimé. Il n'y eut plus aucune réduction de tarif pour ceux qui voulaient quitter l'Italie. Pour ceux, au contraire, qui voulaient y rentrer, une réduction de 50 % du prix de transports fut appliquée. Ainsi, hostilité aux départs, faveur aux retours, telle était la nouvelle politique.

Pour s'opposer aux départs, trois circulaires du 20 juin 1927 (nos 75, 76 et 77) indiquaient que : « afin de discipliner de « manière plus rigoureuse l'exode de ceux de nos compatriotes « qui désirent se rendre à l'étranger, pour travailler, exercer « un petit commerce, ou rejoindre des parents déjà émigrés, les « dispositions suivantes devront être rigoureusement observées, à partir du 1^{er} septembre prochain, pour la délivrance

(1) En effet en Italie, il y a un budget unique des recettes et autant de budgets de dépenses qu'il y a de ministères.

« du certificat d'embarquement assuré : les documents, à défaut desquels les Questures ne peuvent délivrer de passeports pour les pays transocéaniques, ne pourront être donnés qu'à ceux qui sont munis de garanties de trouver immédiatement un emploi ou une assistance certaine dans le pays vers lequel ils se dirigent.

« Ils ne pourront donc être délivrés qu'en faveur des citoyens :

« 1^o Qui sont en possession d'un contrat régulier de travail, c'est-à-dire d'un contrat contenant toutes les clauses relatives à l'emploi des travailleurs, visé par le Consul compétent, et provenant d'un employeur étranger, ou d'un parent à un degré supérieur au 3^e.

2^o Qui sont réclamés par des parents, d'un degré non supérieur au 3^e, l'acte de demande étant visé par le Consul compétent. Ces parents privilégiés sont : le conjoint, les enfants, les parents, les grands-parents, les frères et sœurs, les oncles paternels et maternels.

« Dans le 2^e cas, il doit y avoir une déclaration affirmant l'admissibilité, dans le pays étranger, de l'Italien réclamé ».

« Les ouvriers enrôlés individuellement — (circulaire n^o 76) — ne pourront obtenir un passeport qu'en présentant l'original de leur contrat de travail, visé par le Consul compétent. Pour ceux qui se dirigent vers la France ou la Belgique, le contrat doit être visé par les autorités compétentes de ces deux pays. Pour les autres pays européens, le permis d'y entrer et d'y séjourner doit être présenté, ce permis ayant été délivré par les autorités étrangères compétentes, et visé par les Consuls Italiens. Enfin, pour les pays qui ne réclament pas de permis, le contrat de travail devra contenir une attestation de l'admissibilité, dans ce pays, de l'ouvrier italien considéré. »

Le 3 novembre 1927, deux autres circulaires allaient revenir sur la question et restreindre encore les possibilités d'émigration. Les seuls parents qui furent autorisés à faire venir des Italiens furent : le mari, les parents, le fils, le frère — pour sa sœur nubile ou veuve, les neveux — pour leurs oncles. Telles sont les seules personnes qui puissent rédiger des « atti di chiamata » (1) ; aucune autre ne le peut, sauf certains cas spéciaux

(1) Les parents ne peuvent faire l'objet d'un « atti di chiamata » de la part de leur fils, que s'ils sont âgés ; la sœur ne peut être réclamée par son

exceptionnels, limitativement désignés dans la circulaire. En particulier, les fiancés ne peuvent jamais se réclamer (1).

Les mêmes dispositions sont en vigueur pour les Italiens déjà expatriés, qui veulent changer de pays ; et, depuis juillet 1928, les Italiens qui partent doivent, sur leur demande de passeport, promettre de ne pas faire venir leur famille à l'étranger.

Enfin, une circulaire du 13 janvier 1928, luttant contre les représentants d'entreprises de transport qui, malgré toutes les entraves mises à leur activité, étaient en nombre considérable (2), et favorisaient l'émigration de toute leur influence, décida qu'il n'y aurait plus — et ce, à dater du 1^{er} septembre 1928, qu'un seul représentant de société par circonscription.

Pour réduire encore, si possible, l'émigration, et tout au moins celle des bons ouvriers spécialisés, ou connaissant bien leur métier, une décision d'avril 1929 du Gouvernement Italien, portée à la connaissance du Ministère du Travail français, et communiquée par celui-ci aux employeurs intéressés, vient d'apporter au recrutement de la main-d'œuvre italienne une modification profonde.

Jusqu'à présent — et en vertu d'accords conclus entre les Gouvernements français et italien, le recrutement des ouvriers italiens pouvait revêtir trois formes différentes :

1^o Recrutement nominatif.

Les employeurs établissaient eux-mêmes, sur formule-type, des contrats (3) individuels, au nom des ouvriers qu'ils désiraient faire venir d'Italie, et avec qui ils s'étaient préalablement mis d'accord.

Après visa du Ministère du Travail français, ces contrats étaient transmis au service de l'Émigration près de l'ambassade

frère que si elle n'a plus d'autre parent (parents, frères ou sœurs) ; enfin, pour empêcher que des familles italiennes ne se reconstituent à l'étranger, il est interdit aux parents qui émigrent d'emmener avec eux leur fille mariée ou leur fils majeur. Pour éviter que le mariage ne favorise l'émigration, il a été décrété que, pour pouvoir user d'un « *atta di chiamata* », le mariage devait avoir eu lieu avant le départ.

(1) Et une circulaire du 20 décembre 1927 a annulé les demandes délivrées avant le 3 novembre.

(2) C'est ainsi qu'à la séance de la Chambre des Députés du 11 juin 1912, le député Colonna di Cesaro — parlant du fonds d'émigration — disait qu'il y avait en Italie du Sud 13.053 agents d'émigration, dont 2.497 dans la province de Naples, 1.473 en Calabre, 6.936 en Molise, 1948 en Sicile et 199 en Sardaigne.

(3) En réalité, il serait plus exact de dénommer ces contrats « demandes d'ouvriers ». Le contrat n'existe qu'après l'acceptation de l'autre parti, en l'espèce, après approbation par le Ministère des Affaires étrangères.

d'Italie. Celui-ci les inscrivait, après s'être assuré que les conditions offertes étaient satisfaisantes. Les contrats étaient ensuite retournés aux employeurs, lesquels n'avaient plus qu'à les adresser aux ouvriers.

Ce recrutement était d'ailleurs limité en nombre. Une entreprise ne pouvait pas établir plus de 20 contrats individuels par an (1), par groupes de 5 au maximum, échelonnés à 15 jours au moins d'intervalle.

2° Recrutement collectif.

Les employeurs établissaient, sur formule-type, une demande numérique, en groupant les ouvriers demandés par catégories. Après visa par le Ministère du Travail français, la demande était transmise à l'ambassade d'Italie. Celle-ci, si les conditions offertes étaient satisfaisantes, transmettait à son tour la demande à la Direction générale des Italiens à l'étranger, à Rome.

3° Recrutement mixte.

La demande était établie sur formule du même type que la demande collective. Mais, à cette demande, les employeurs pouvaient joindre une liste des ouvriers qu'ils désiraient recruter nominativement, le nombre de ceux-ci ne pouvant dépasser 5 % de la demande totale.

Après visa, comme ci-dessus, des contrats individuels étaient établis par les autorités italiennes pour les ouvriers nominativement désignés, et adressés à ceux-ci.

La demande était ensuite transmise à un service régional de l'Émigration italienne, pour satisfaction à donner à la partie collective de la demande.

Ce mode de recrutement était le plus apprécié des employeurs ayant de gros besoins de main-d'œuvre, mais désirant aussi recevoir des ouvriers qualifiés — ou, tout au moins, connus d'eux : il réunissait, en effet, les avantages du recrutement collectif et ceux du recrutement nominatif, sans être strictement limité, comme celui-ci.

Actuellement ::

1° Le recrutement nominatif n'est plus admis que pour une catégorie d'employés ou d'ouvriers nettement délimitée : ingénieurs, chefs de chantier, chefs de rayon, dessinateurs, conducteurs de machines-outils, mécaniciens-ajusteurs.

(1) Une circulaire du 6 mai 1922, pour empêcher que l'on ne demande plus de 20 ouvriers, individuellement, dans l'année, en s'adressant à plusieurs Consuls, prescrit qu'une entreprise ne peut adresser valablement sa demande qu'au Consulat de la Circonscription où se trouve son siège social.

2° Toutes les autres demandes doivent s'appliquer à des ouvriers non désignés d'une façon personnelle.

3° Cependant les employeurs peuvent continuer à désigner nominativement les ouvriers ayant travaillé déjà dans leurs entreprises, et qu'ils désireraient être recrutés par préférence. Ils doivent, dans ce cas, joindre à leur demande collective une feuille portant les noms, prénoms, adresses, des ouvriers réclamés ainsi que l'indication de la période où l'ouvrier a travaillé chez eux. Demande collective et liste nominative sont transmises aux autorités italiennes qui se réservent, dans tous les cas, de recruter — ou non — les ouvriers ainsi demandés.

Le chef du département des fasci à l'étranger, M. Pierre Parini, a déclaré à ce sujet que « les employeurs des pays étrangers qui désirent de la main-d'œuvre italienne l'auront à la condition de s'adresser directement aux consulats italiens et aux représentants des fasci italiens à l'étranger. » Dans le même ordre d'idées, M. Mussolini a déclaré, dans un discours prononcé le 28 septembre 1929 au grand conseil fasciste : « Nous enverrons à l'étranger, non plus les Italiens indignes, mais ceux qui ont compris que l'émigration italienne doit être à l'étranger un document vivant de notre fierté patriotique, de l'expansion de cet esprit fasciste qui a renouvelé l'Italie et qui orientera le monde entier dans sa marche à la conquête de l'avenir ».

Tous ces moyens de restriction ont eu une efficacité certaine, puisque la *Prensa* du 13 novembre 1928 écrit : « Depuis la fin « de 1927, Rome met obstacle, par de très sérieuses mesures « restrictives, à la sortie spontanée des ouvriers et agriculteurs « désireux de se fixer dans des pays de leur choix, pays parmi « lesquels l'Argentine se place au premier rang.

« Du 1^{er} janvier au 31 octobre, le nombre d'Italiens arrivés « en Argentine n'est que de 22.080 au lieu de 55.641 pendant la « même période de l'année dernière. Le déficit (33.561) est donc « supérieur de plus de 50 % au nombre des arrivées. »

L'émigration étant ainsi de plus en plus interdite, il était à craindre que l'émigration clandestine, qui est inévitable, ne se développât et que son intervention n'annulât en grande partie les effets de la politique du gouvernement italien contre l'émigration. Aussi le décret-loi du 6 novembre 1926 (*Gaz. Uff.*, 8 novembre 1926) a-t-il considérablement augmenté les peines infligées à ceux qui émigrent clandestinement. Ces peines sont de 2 ans de prison et 20.000 Lires d'amende, au minimum, si l'émigration a lieu pour un fait politique, et lorsqu'elle n'a lieu

que pour des raisons économiques ou personnelles, l'émigration clandestine est punie de 6 mois de prison et de 2.000 Lires d'amende. D'autre part, il est permis aux gardes-frontières de faire feu sur tous ceux qui tendent de sortir d'Italie sans être en règle.

c) *L'émigration intérieure.*

L'émigration extérieure étant ainsi réduite dans une proportion extrêmement importante, il fallait s'occuper de trouver, à l'intérieur de l'Italie, des emplois pour la main-d'œuvre qui, jusqu'alors, partait en chercher à l'étranger. Autrement, le chômage aurait augmenté dans des proportions considérables et forcé toutes les barrières que le gouvernement mettait à l'émigration.

Pour cela, il fallait :

1^o Mettre en valeur l'Italie de façon à accroître sa puissance productive ;

2^o Développer l'émigration intérieure de façon à diriger vers les territoires à densité faible, la population des provinces à forte densité, qui s'en allait à l'étranger.

Le Gouvernement se mit à l'œuvre pour résoudre ces deux problèmes et des solutions extrêmement intéressantes furent adoptées. Certes, ces mesures avaient déjà été envisagées auparavant, pour la plupart, mais leur exécution n'avait donné aucun résultat.

Tous ces projets prévoyaient une aide à apporter aux provinces du midi. Le plus intéressant fut celui, déposé en 1911 par le sénateur Franchetti, qui avait pour but de coloniser la Basilicate. L'Association pour les Intérêts du Midi, fondée à cette occasion, aurait aidé les émigrants rentrants, en leur fournissant un petit pécule, qui leur aurait permis d'acheter, à des prix très avantageux, des lots de terre de 10 à 15 hectares de superficie.

Mais tous ces projets n'avaient, en fait, donné aucun résultat pratique, lorsque le Gouvernement fasciste décida de s'occuper de la question.

Les travaux de remise en culture avaient été tentés par les Gouvernements italiens antérieurs au fascisme. On peut lire dans le *Popolo d'Italia* du 23 mai 1929, une étude sur l'action agraire et l'amélioration de la terre à Sanluri ; mais cet article

montre que l'œuvre d'amélioration n'a vraiment commencé qu'en 1920, c'est-à-dire à peu près au moment où le gouvernement fasciste a établi son autorité en Italie : « Dans son récent voyage en Sardaigne, le Roi a eu l'occasion de visiter, entre autres, les travaux d'amélioration agraire de Sanluri, et de constater les résultats importants qu'a déjà obtenus l'Œuvre Nationale des Combattants, que le gouvernement fasciste a placée à l'avant-garde des organisations qui travaillent pour la renaissance agricole du pays.

Aussi voulons-nous parler aujourd'hui de cette œuvre où nos glorieux soldats font revivre par leur travail agricole quotidien la tradition romaine du « miles agricola ».

L'exploitation, connue sous le nom d'Établissement Victor Emmanuel II, se trouve dans la zone marécageuse de Sanluri. Quoique, depuis un siècle, elle eût suscité de grandes espérances, et eût été l'objet de divers textes législatifs, elle se trouvait en mauvaises conditions, tant au point de vue hygiénique qu'hydraulique et agricole, lorsqu'elle fut attribuée à l'Œuvre Nationale des Combattants qui, en peu de temps, y a fait du bon travail.

On raconte que le roi Charles-Albert offrit l'étang de Sanluri à des Pères Trappistes, désireux de fonder une colonie agricole en Sardaigne, et que ceux-ci refusèrent l'offre en faisant remarquer que pour valoriser ce lieu « il serait nécessaire de le remplir de pavés, pour le couvrir, ce qui coûterait fort cher ».

Charles-Albert concéda ensuite l'entreprise de cette œuvre agricole, par Lettre-Patente du 14 avril 1838, à une Société française ; et le fait que le vice-Roi de Sardaigne annonça solennellement l'événement à Cagliari sert à démontrer combien l'entreprise devait alors paraître ardue et grandiose, comme elle l'est réellement d'ailleurs ; et ses résultats devaient être très importants au point de vue économique et social.

Il s'agissait en effet de dessécher en 3 ans 2.500 hectares de terrain, sur lesquels, avant 1847, devaient être créées 4 fermes-modèles, avec maisons, écuries, écoles, etc. La Société devait, en outre, rendre cultivables 800 hectares de terrains, sur lesquels la Société agricole de Turin et de Cagliari devait faire des expériences de culture de tabac, de canne à sucre, d'indigo et d'autres plantes exotiques.

Les travaux furent commencés rapidement et poussés énergiquement. Le 30 septembre 1839, était envoyé au Ministère un rapport qui indiquait que « l'étang était entièrement desséché

de façon à pouvoir être traversé à pied ou à cheval dans toute sa superficie, et de pouvoir être utilisé pour la culture à la saison suivante ». Mais les grandes difficultés techniques et financières qui suivirent usèrent la bonne volonté de la Société. Elle fut déclarée en faillite en avril 1857, et les biens mis à l'encan.

De 1857 à 1903, les lieux restèrent à l'abandon et les canaux de dérivation, par l'incurie des propriétaires et la pâture du gros bétail, se bouchèrent ; en peu de temps, le terrain redevint marécageux. En janvier 1903, le gouvernement, cédant aux vœux de la population, se faisait remettre les terrains par les propriétaires et établit un projet d'amélioration par des travaux hydrauliques appropriés. Après diverses tentatives de valorisation agricole, on créa un « Institut autonome d'amélioration agricole et de colonisation pour la Sardaigne ». Malgré de louables efforts, les résultats obtenus furent si insuffisants que le Gouvernement dut procéder à la dissolution de l'Institut.

Le décret du 24 septembre 1919 attribua le fonds à l'Œuvre Nationale des Combattants, avec l'obligation de procéder à tous les travaux d'amélioration agricole, de colonisation et de concession en faveur d'anciens soldats sardes, principalement de la province de Cagliari.

Quand l'Œuvre Nationale des Combattants reçut les lieux, les travaux hydrauliques étaient presque terminés, mais seulement assez pour que les terrains pussent être transformés en pâturages. Avant de commencer l'œuvre d'amélioration agricole, l'O. N. C. entreprit la lutte contre le paludisme. Des travaux d'aplanissement du terrain furent exécutés, ainsi que des travaux hydrauliques. En même temps, on construisit des baraquements pour abriter les travailleurs et leurs machines ; puis on édifia des maisons pour la Direction et le personnel, des écuries et des granges. Pour ces travaux, on eut besoin de dizaines de milliers de mètres cubes de sable et de cailloux qui furent tirés du torrent Leni, qui coule à 5 kilomètres du périmètre Sud-Est de la concession, et pour cela, on dut établir un chemin de fer Decauville.

La transformation agraire commença en 1920. Le fonds reçut tout le matériel nécessaire aux grandes entreprises : charrues à vapeur et à chenilles, moto-tracteurs, etc. On arracha des multitudes de cistes et autres broussailles, tandis que tous les petits fossés étaient comblés. En 1920, il y avait sur les

lieux 39 têtes de bétail ; il y en a maintenant 204 et ce nombre doit être augmenté considérablement sous peu de temps. On a planté des oliviers, des robiniers, des mûriers ; on a installé une pépinière ; on a construit des bassins pour l'eau, etc.

Actuellement, les travaux exécutés comprennent :

Pour l'amélioration hydraulique : 2 km. 6 de canaux ; 26 km. 4 de routes empierrées. Le coût de ces travaux est de 6.122.000 Lires.

Pour l'amélioration agricole : défrichement, 1.640 hectares ; routes, 21 kilomètres ; canaux, 19 kilomètres.

Pour l'amélioration de l'hygiène : un hôpital, des infirmeries, etc. »

Cet article montre bien que l'œuvre d'amélioration agricole, déjà entrevue ou tentée avant le fascisme, n'avait pas réussi, car on n'y avait apporté ni l'énergie, ni les moyens nécessaires.

Lorsque le gouvernement fasciste fut au pouvoir, les travaux de mise en valeur furent entrepris dans toutes les provinces, avec une grande envergure, pour développer leurs richesses naturelles et leur production. A cette fin, l'on dépensa des sommes considérables. C'est ainsi qu'en 1925, l'on dépensa 293.815.105 Lires pour des travaux :

Piémont.....	148.330 Lires
Ligurie.....	6.091.477 »
Vénétie.....	6.685.084 »
Emilie.....	10.163.000 »
Toscane.....	6.460.757 »
Marche.....	415.685 »
Lazio.....	252.515.449 »
Abruzzes.....	472.418 »
Campanie.....	4.822.937 »
Pouilles.....	1.545.022 »
Calabre.....	4.494.946 »

Les travaux continuent sans arrêt ; c'est ainsi qu'en janvier 1930, on a affecté 1 million de lires pour des travaux agricoles dans la province de Modène.

Le Gouvernement démontrait ainsi qu'il mettrait tout en œuvre, en vue de valoriser d'importantes ressources économiques, laissées jusqu'alors de côté, et de développer tout ce qui pouvait efficacement contribuer à développer la production nationale : remise en état des pays dévastés par la guerre ou les tremblements de terre ; construction d'aqueducs ; travaux

hydrauliques, de drainage ; amélioration du sol ; établissement de canaux ; amélioration de la navigation fluviale et des communications.

Dans les provinces de Reggio et de Messine, il y avait encore, en 1925, 172.000 personnes, victimes du tremblement de terre de 1909, qui logeaient dans des baraquements. Le Gouvernement dépensa 835 millions de Lires, afin de les loger d'une façon plus confortable. Il envoya sur les lieux des techniciens bien préparés, qui mirent rapidement en œuvre toutes les ressources dont ils disposaient, et la reconstruction s'opéra plus vite qu'au rythme ancien. D'autre part, les constructions ne furent pas établies n'importe comment, mais comme il convient de le faire dans des régions fréquemment bouleversées par des tremblements de terre.

Pour ce qui concerne les aqueducs et l'amélioration du Midi, on avait déjà, antérieurement à 1922, fait certains travaux ; mais, en raison de la nature des terrains, du climat, de l'insuffisance fluviale, tous les travaux effectués, à une échelle beaucoup trop restreinte, n'avaient eu aucun résultat pratique. Aussi le gouvernement fasciste décida de se consacrer à l'œuvre intégrale de la mise en valeur de l'Italie, et principalement des provinces méridionales. Dans le seul exercice financier 1925-1926, 7.000.000.000 de Lires furent prévus en Italie pour des travaux publics (construction de chemins de fer et de routes).

En ce qui concerne les ports, les grandes escales furent dotées de tous les perfectionnements, en vue d'en faire de grands ports mondiaux, au lieu de distribuer à tous les petits ports une somme sensiblement égale, insuffisante pour chacun — ce qui n'est que de la manne électorale. Dans ces derniers, on ne fit que les constructions nécessaires au petit cabotage et au refuge des navires, en cas de sinistre.

Pour les cours d'eaux, l'utilisation de la force hydro-électrique et l'irrigation étaient un problème complexe, intéressant l'économie italienne et tout son avenir. Aucun gouvernement, dans le passé, n'avait été capable d'affronter de tels problèmes avec la vision large et grandiose, qui caractérise les conceptions du gouvernement fasciste. Les initiatives prises en vue de doter l'Italie d'un système hydro-électrique, tel que doit en comporter un pays possédant une inépuisable réserve de houille blanche, les travaux effectués pour tirer parti de la richesse hydraulique et l'utiliser à plein rendement — au point de vue électrique et agricole, démontrent que le problème de l'eau est entré

dans sa phase de réalisation, pour le plus grand profit de l'Italie.

En vue de diriger et de surveiller la renaissance économique et sociale des provinces du Sud et des Iles, un projet de loi fut voté par la Chambre des Députés le 18 juin 1925, sans les discussions qui, dans certains pays, paralysent pendant de longues années la mise en œuvre des réformes indispensables. Ce projet de loi avait pour but de créer, dans l'Italie méridionale et insulaire, des « propréteurs » des Travaux publics. Le 4 juillet, le Conseil des ministres approuvait le projet de loi, et le 15 août 1925 les offices fonctionnaient partout, sauf à Naples où un Haut Commissaire avait été établi.

Pour remplir ces fonctions de propréteurs, on choisit non pas seulement des techniciens, déjà formés par des travaux et éprouvés dans des missions antérieures — mais surtout des hommes ayant des qualités d'organisation, des dons de commandement, et la connaissance des problèmes les plus importants pour la région à laquelle ils avaient été affectés, ce qui leur permettait, évidemment, de pouvoir fournir un travail utile et profitable au pays.

Ils furent soustraits à la politique locale et aux sollicitations des hommes politiques et des soumissionnaires aux travaux publics, car le ministre décida que toutes les sollicitations, de n'importe quelle sorte, devraient passer par son seul intermédiaire. Les propréteurs, ainsi délivrés des intrigues locales, eurent pour mission de ne donner suite qu'aux travaux dont le résultat serait certainement efficace ; si, en exerçant leur mission, ils se trouvaient en face de travaux approuvés précédemment, mais ne répondant pas à un but d'utilité pour l'Economie Nationale ou sans rapport avec les exigences des intérêts publics, ils devaient proposer que l'on renonçât à leur exécution. Le Ministre des Travaux publics, Giurati, mettait en relief leurs travaux, six mois après leur constitution, en déclarant à la Chambre : « La loi du 7 juillet 1925 a fixé aux propréteurs un « terme de six mois, pour présenter un plan de Travaux publics « à exécuter dans la zone du Midi, qui leur était affectée. Elle « commença à fonctionner le 15 août, et, à la fin du terme « assigné, tous — avec une ponctualité exemplaire — avaient « présenté des plans intéressants et mûrement étudiés.

« Je puis ajouter qu'un grand amour du pays et une conscience « professionnelle, affranchie de considérations préétablies, pré- « sident à la mise à exécution de ces plans, dont j'attends la

« renaissance effective du Midi. L'on pourra dire que le Gouvernement fasciste aura plus fait, en six mois, que les Gouvernements qui l'ont précédé, en 60 ans. »

Une idée de l'importance du développement que tendent à prendre les Travaux publics dans la région méridionale et insulaire de l'Italie, comprise dans les circonscriptions des propriétaires, est fournie par le tableau ci-après, qui indique les mouvements pour le mois de janvier 1926.

Régions	Travaux commencés	Valeur	Travaux terminés	Valeur	Prix payé
Abruzzes et Molise.	13	2.812.711	8	2.182.258	4.135.263
Campanie.....	42	7.884.271	26	4.876.872	7.401.552
Pouilles.....	8	2.180.463	3	2.137.558	1.304.307
Basilicate.....	7	391.875	9	660.512	7.705.935
Calabre.....	30	8.984.490	1	1.576.156	6.878.234
Sicile.....	36	31.725.235	9	5.327.245	11.022.516
Sardaigne.....	14	9.557.053	8	1.237.617	5.872.643
		Payements non répartis.			35.958
Total.....	150	63.536.038	64	17.998.218	44.356.411 (1)

Le Gouvernement ne se désintéressait d'ailleurs pas de la question du logement des ouvriers occupés à l'exécution des travaux publics dans les endroits, inhabités jusqu'alors, et destinés par la suite à servir de résidence aux cultivateurs. Il prit à ce sujet une initiative intéressante et pratique et l'on établit à cet effet un type de village approprié. Cette réalisation remédia à deux graves inconvénients qui avaient gêné l'exécution des travaux jusqu'à cette époque : l'on se préoccupa du climat, et l'on tint compte des maladies particulières à chaque endroit. En outre, pour assurer le succès économique de l'entreprise, on eut égard à la tendance qu'ont les cultivateurs à vivre près de leurs champs. On établit ces villages près des chemins

(1) Le plan d'ensemble, tel qu'il a été exposé le 14 septembre 1929, prévoit une dépense de 2.300.000.000 de Lires pour bonifier 16.000 kilomètres carrés de territoire et 374.000.000 de Lires pour des travaux d'irrigation.

Au Ministère de l'Economie nationale, transformé le 12 septembre 1929 en Ministère de l'Agriculture et des Forêts, a été nommé un Sous-Secrétaire d'Etat de la Bonification.

de fer, des nœuds de routes, et de l'eau ; l'on édifia ainsi, en peu de temps et à peu de frais, des constructions pratiques, bien situées et durables.

On ne perdit d'ailleurs pas de vue le côté économique et social de ces dépenses. Aussi, pour ne pas créer de nouveaux centres dans des lieux où la population ne pourrait habiter, on consultait, avant de procéder à l'établissement d'un nouveau village, les directeurs des chaires ambulantes d'agriculture et des médecins de la province. Les premiers s'assuraient de la qualité de la terre au point choisi, et les seconds indiquaient les conditions d'hygiène à remplir. Dans le Midi et dans les Iles, la tâche des propriétaires était facilitée par des experts détachés auprès d'eux.

En même temps que l'on construisait ces villages-types, on entreprenait des travaux d'amélioration agricole, des travaux hydrauliques, des routes et des chemins de fer à travers des régions qui, jusqu'alors, en étaient dépourvues.

Pour donner un exemple de l'ampleur de ces travaux et de la méthode et de l'organisation apportées à leur exécution, nous citerons les travaux entrepris dans la région de Sybarie : leur but était de rendre cultivables 140.000 hectares de terrains, au prix d'une dépense de 400 millions de Lires.

L'ancienne réputation de l'opulente Sybarie ne doit pas tromper sur ce qu'était devenue cette région et l'état dans lequel elle se trouvait il y a quelques années encore.

Sybarie est la tête de ligne du chemin de fer qui conduit à Cosenza, et qui est le seul qui parcourt partiellement la Calabre dans le sens longitudinal ; mais ce n'était qu'un lieu de transit, avec quelques habitations pour les employés de chemin de fer et les voyageurs ne s'y arrêtaient pas.

La plaine de Sybarie s'étend en amphithéâtre vers les collines et montagnes qui l'enserrent au loin. Au point de vue orographique, elle est traversée par le Crati, qui vient de Cosenza, et ses affluents : le Salanesso, le Caldenello, le Sciarapattolo, et le Raganello, ainsi que l'Eguno, le Coscile et l'Esaro ; à côté du Crati, d'autres ruisseaux, le Malpomento, le Sececalardo, etc. : ainsi les cours d'eau coulent de toutes parts, les rives sont souvent noyées et au débouché de la zone alpestre, il y a d'énormes cônes de déjection de sable et de graviers.

La cause de tout le mal a été l'allotissement des domaines communaux, la constitution de la petite propriété dans la montagne, le pâturage destructeur des moutons et des chèvres ;

l'eau, qui coule à sa guise, sans système régulateur, stagne dans la plaine, détruit les routes, et rejoint la mer par infiltration.

Sur la plaine, traversée par des torrents, couverte de marais, sévit la malaria. Il y vit 3.000 habitants au plus, alors qu'elle pourrait en nourrir plus de dix fois davantage. Les $\frac{3}{4}$ du terrain appartiennent à quelques gros propriétaires ; le reste est morcelé entre de tout petits propriétaires, qui ne tirent de leurs terres qu'un bénéfice infime. De juin à septembre, époque de malaria intense, les travailleurs de l'Italie septentrionale refusent de s'y rendre, par crainte de la maladie. Il n'y pousse que très peu de blé ; sur le reste du sol, de maigres pâturages, des broussailles près des marais — et dès le mois de mai, le tout est brûlé par le soleil.

Le baron Guido Campagna conçut le plan des travaux d'amélioration de cette région : les indigènes ne pouvant le réaliser, il s'en ouvrit à des personnalités de l'Italie du Nord, qui firent étudier la nature de la terre, etc., car l'on voulait réaliser une œuvre d'ensemble et non pas — comme en période électorale — reboiser quelques friches ou canaliser une rivière sur quelques centaines de mètres.

La « Société pour la mise en valeur du Midi » entreprit d'améliorer 140.000 hectares de terrain, en commençant par reboiser la montagne, entièrement privée de son antique végétation. Puis, sous la conduite de l'ingénieur Saceti, on travailla vigoureusement dans la plaine ; les ruisseaux sont régularisés ; les routes sont cimentées ; des canaux conduisent à la mer l'eau des basses terres. Deux routes sont commencées ; 8 villages ont été créés avec leurs églises et les édifices nécessaires à la vie commune, pour abriter d'abord les travailleurs, ultérieurement la population de la plaine ; des aqueducs ont été construits. La durée prévue pour la totalité des travaux est de cinq ou six ans ; mais, quand ils seront terminés, le pays tout entier retirera un bénéfice de cette œuvre grandiose d'intérêt public.

Cet effort de l'Italie est une preuve de sa volonté bien enracinée d'arrêter l'émigration, mal dont elle a souffert pendant de longues années. Le sacrifice financier qu'elle supporte doit donner un résultat certain.

Certaines régions, comme la Basilicate et la Sardaigne, ont une population trop clairsemée, relativement à leur étendue, et ne sont pas en mesure de se suffire à elles seules. D'où la nécessité d'augmenter la population, nécessité d'autant plus urgente que le rythme d'exécution des travaux est plus rapide. D'un autre

côté, le Nord, et certaines provinces du Centre et du Midi, ont une population en surnombre, qui peut facilement trouver son emploi dans les endroits où la main-d'œuvre manque pour exécuter les travaux publics, cultiver les terres soustraites au paludisme ou créer ou développer des industries.

Il fallait donc effectuer une péréquation de la population, en transportant celle qui est en surnombre vers les régions où elle manque (1). Ce n'est pas une opération entièrement nouvelle. C'est ainsi qu'en France, pour obvier au dépeuplement des plaines de la Gascogne, on y a transplanté un certain nombre de familles bretonnes (2) ; mais cette expérience n'a pas donné, dans cette région, de résultats satisfaisants, car elle était conduite trop petitement, avec des moyens insuffisants et était mal dirigée : les familles amenées se sont senties isolées, et se sont trouvées déracinées.

En Italie, au contraire, pour agir avec méthode et obtenir de suite de bons résultats, on jugea nécessaire de créer un organe spécial, ayant toute la compétence administrative nécessaire, et composée de représentants de toutes les forces actives qui règlent la production. L'on créa, en conformité de la loi du 24 décembre 1925 (décret du 4 mars 1926) (*Gaz. Uff.* du 20 mars 1926), sous la direction de la Présidence du Conseil et près du Ministère des Travaux publics, un Comité permanent pour l'Emigration intérieure.

Ce Comité fut composé (art. 1^{er}) ainsi qu'il suit :

Le Commissaire Général pour l'Emigration ;

Le Président du Conseil supérieur des Travaux publics ;

Le Directeur général des travaux hydrauliques et des travaux d'amélioration ;

L'Inspecteur général des chemins de fer secondaires, des tramways et automobiles ;

(1) Dans la feuille d'Informations Corporatives du Ministère des Corporations (numéro de juillet-août 1929), on lit : « L'Italie fasciste a une densité de population bien différente selon les régions. De là, la nécessité de faciliter le déplacement de la main-d'œuvre, d'une région à une autre, en cherchant à vaincre la tendance actuelle qui porte l'ouvrier à chercher son travail exclusivement dans la région habitée par lui. En d'autres termes, il faut rendre fluide et coulante la masse de main-d'œuvre. Ainsi, par la bonification, on n'aura plus à payer de subsides aux chômeurs, ce qui encourage l'oisiveté et le vagabondage.

(2) En 1920, des familles bretonnes avaient l'intention de s'expatrier et d'aller chercher fortune au Canada, et cet exode allait priver la France de bras précieux.

Ces familles furent dirigées sur le Sud-Ouest et s'y établirent.

En février 1927, il y avait, dans la Dordogne, 350 familles bretonnes.

Le Directeur général de l'Agriculture ;
 Le Directeur général du Travail ;
 Le Directeur général du Crédit ;
 Le Directeur général de l'Administration civile ;
 Le Directeur général de la Santé publique ;
 Le Directeur général de la Caisse des dépôts et prêts ;
 Le Directeur général des Chemins de fer de l'État ;
 Le Directeur général de la Marine marchande ;
 Le Président de la Confédération des Corporations fascistes ;
 Le Président de la Confédération générale fasciste de l'Industrie ;
 Le Président de la Fédération italienne des syndicats agricoles fascistes ;
 Le Président de la Fédération italienne des Améliorations ;
 Le Directeur général de l'Œuvre Nationale des Combattants ;
 Le Directeur général de la Caisse nationale des assurances sociales.

Ce Comité (art. 2) a pour but d'étudier et de proposer les travaux nécessaires pour diriger le flux migratoire des provinces du Royaume, à population surabondante, vers les provinces moins habitées du Midi et des Îles, susceptibles d'une augmentation de production industrielle ou agricole. Pour ses travaux (art. 4), le Comité peut se faire aider par les Offices du Commissariat Général à l'Émigration et par ceux qui lui sont adjoints ; par les offices centraux et locaux des ministères des Travaux publics, de l'Économie nationale, de l'Intérieur, des Communications ; par les Administrations provinciales et communales et les Institutions pour la tutelle et l'assistance sociale aux travailleurs.

Des essais de colonisation intérieure ont eu déjà lieu avec plein succès et de nombreuses familles ont bien supporté leur transport dans une région sensiblement différente par le climat, les habitudes de vie, la nature et les méthodes de travail, de celle dont elles étaient originaires.

La canalisation, vers le pays, du courant d'émigration, qui ne trouvait pas de débouchés importants dans les pays d'outre-mer et européens, rend ainsi moins sensible le fait que la population est inégalement répartie, et permet l'utilisation en Italie des énergies qui, dans le passé, allaient enrichir des pays étrangers.

Le Gouvernement italien résout, un à un, tous les problèmes de l'émigration intérieure (1) :

(1) Le fascisme ne sera, en effet, satisfait (*Rassegna Italiana* 1925) que

Il s'agissait, tout d'abord, de nourrir la population que le Gouvernement entendait maintenir sur le sol national. Or, jusqu'à présent, la production agricole était très insuffisante pour l'alimentation. Certains pensaient qu'une augmentation de la production agricole était chose impossible. C'est ainsi que M. Nitti disait : « Il est entièrement inutile (1) de mettre en valeur la campagne de Rome et la Sardaigne. On dépensera, en effet, un coefficient de cinq ou six pour améliorer des terres, dont le rendement ne pourra dépasser trois. On perd donc entièrement l'argent que l'on consacre à ces travaux. » Cette opinion pessimiste n'était d'ailleurs pas partagée par tout le monde ; Luigi Luzzatti, le grand économiste et homme d'Etat italien, écrivait en mai 1921 dans le *Journal d'agriculture de Plaisance* : « Le tiers de la péninsule et des îles souffre périodiquement de la sécheresse ; mais il est possible d'y remédier par l'irrigation. L'utilisation des eaux tombées l'hiver, avec une préparation opportune des terres pour conserver l'humidité, la sélection des variétés précoces et la création, par hybridation, de types résistant au déficit de l'humidité, constitueraient autant de moyens de se libérer de la sécheresse. La Sicile et la Sardaigne présentent de splendides variétés locales, qui, sélectionnées en lignée pure, peuvent fournir d'excellents types résistant à la sécheresse. Les dépenses les plus fructueuses seraient celles qui seraient consacrées à porter la pratique agricole à la hauteur des connaissances scientifiques et techniques. On obtiendrait sûrement une augmentation de trois quintaux par hectare, avec une production de 65 millions de quintaux (2). La conséquence en serait l'indépendance économique, qui tient une si grande place dans l'indépendance nationale. »

Le Gouvernement fasciste fut optimiste et il engagea la grande bataille du blé qui a augmenté, dans les conditions que nous avons signalées plus haut, le rendement à l'hectare, et le rendement total de la production de cette céréale.

Le discours prononcé le 7 décembre 1929 par M. Mussolini, au cours de la distribution des prix aux vainqueurs de la bataille du blé pour l'année 1929, montre cet accroissement :

« Pendant les années 1909 à 1914, la production moyenne annuelle de blé a été de 49.272.000 quintaux, soit 10,3 quintaux

lorsque, par une émigration intérieure bien organisée, l'Italie n'aura plus besoin d'émigrer à l'extérieur et produira du blé pour tous ses habitants.

(1) Comme on avait déjà essayé de le faire avant la guerre.

(2) Cette production de 65 millions de Quintaux a été dépassée en 1929.

par hectare. Pendant la guerre, de 1915 à 1918, à cause du manque de bras, la production descendit à 45.611.250 quintaux, soit 9,9 quintaux par hectare. De 1919 à 1922, le malaise qui régnait dans les campagnes fit que la production, inférieure à celle de la guerre, n'atteignit plus que 45.286.000 quintaux, soit 9,09 par hectare. L'avènement au pouvoir du Gouvernement fasciste fut le signal d'une renaissance. Pendant les années 1923 à 1927, la moyenne de la production fut de 57.277.200 quintaux, soit 11,9 par hectare. L'année 1927-28 présente une production de 62.214.800 quintaux, soit 12,5 à l'hectare, et l'année 1928-29 70.664.300 quintaux, soit 14,7 à l'hectare. Cependant, la surface cultivée en blé n'est pas plus considérable qu'avant la guerre (4.755.500 hectares, moyenne 1909-1914 ; 4.741.200 en 1928-29) ». Il est intéressant de comparer cette production et le rendement par hectare à ceux de différents pays :

Production annuelle (en millions de Quintaux)

	Moyenne de 1909-1913	Moyenne de 1926-1929	Augmentat. (+) ou diminut. (-)
Italie.....	49,9	61,4	+ 23,0 %
Hongrie.....	20,0	21,0	+ 9,5 %
Espagne.....	35,5	37,5	+ 5,6 %
Pologne.....	16,8	15,9	- 5,4 %
Allemagne.....	37,7	32,2	- 14,6 %
France.....	88,6	75,5	- 14,8 %
Roumanie.....	45,7	28,3	- 32,1 %

Rendement moyen par hectare (en Quintaux)

	Moyenne de 1909-1913	Moyenne de 1926-1929	Augmentat. (+) ou diminut. (-)
Italie.....	10,5	12,4	+ 18,1 %
France.....	13,1	14,4	+ 9,9 %
Hongrie.....	13,2	13,7	+ 3,8 %
Pologne.....	12,4	11,9	- 4,0 %
Espagne.....	9,2	8,7	- 5,0 %
Allemagne.....	22,7	19,3	- 15,0 %
Roumanie.....	12,3	9,2	- 25,2 % »

Ces augmentations de la production et du rendement, si considérables soient-elles, ne sont pas encore jugées suffisantes

en Italie et M. Gibertini déclare que malgré l'augmentation constante des besoins de blé de l'Italie, la possibilité d'exporter au moins 20.000.000 de quintaux de blé par an, vers 1935, doit être envisagée grâce à l'augmentation de la production en Italie.

En ce qui concerne les autres productions, l'exposé sur la situation économique italienne, fait à la Chambre des Députés le 11 juin 1929 par le ministre Martelli, montre les buts de la politique gouvernementale et indique les résultats obtenus : « L'extension de 120.000 hectares de la culture de la betterave a affranchi le pays de l'importation du sucre étranger. Les progrès effectués dans la culture des fruits ont permis d'exporter, pendant l'année 1927-1928, pour une valeur d'environ 2 milliards de Lires. La viticulture, à laquelle le phylloxéra avait causé des dommages énormes, est aujourd'hui l'objet de toute l'attention du Gouvernement ; il désire que la production annuelle du vin ait une valeur moyenne de 5 milliards, rapporte 800 millions au Trésor et occupe au moins un million et demi de travailleurs agricoles. L'État aidera donc, de tous ses moyens, la reconstitution des vignobles.

En ce qui concerne la culture de l'olivier, le Gouvernement entend mettre tout en œuvre pour arrêter sa décadence, qui est cause que la production de l'huile s'est abaissée, en peu d'années, de 3,5 millions d'hectolitres, à 1,5 million, ce qui nous a obligés à recourir à l'apport d'huiles étrangères pour couvrir nos besoins.

« Telle est la situation de l'agriculture ; mais des résultats bien meilleurs peuvent être attendus de la remise en culture de terrains, aujourd'hui incultes et marécageux. Notre attention est déjà attirée sur 23 lots, d'une superficie de 1.200.000 hectares.

Je reconnais l'opportunité d'unifier tout ce qui a trait au Crédit agricole, et de nouvelles lois vont fournir au Gouvernement les moyens de procéder, par des travaux, au développement de l'irrigation, qui concourt tant à l'intensification de la culture.

Le Crédit agricole, après avoir surpassé les difficultés du début, a chaque jour une plus grande diffusion ; mais, pour obtenir de bons résultats, il doit encore être intensifié. Les résultats actuels sont cependant déjà satisfaisants si nous constatons que les opérations de Crédit agricole, effectuées par les seuls établissements spécialisés à cet effet, dont quelques-uns n'opèrent qu'avec leurs propres moyens, présentent, le 31 décembre 1928, un solde de 700 millions de Lires.

« En ce qui concerne les forêts, j'affirme la nécessité d'une forte politique forestière de défense et de développement des bois, qui se coordonne avec une politique pastorale et agricole, et rende possible la vie de nos montagnards, en évitant que la montagne ne soit inhospitalière dans un pays qui, comme le nôtre, n'a qu'un cinquième de son territoire en plaine.

« Le Gouvernement fasciste entend rendre à la montagne son manteau silvestre qui, tout en rendant le milieu favorable à l'existence de ces populations, doit jouer un rôle hydrographique important. Dans les Alpes, l'agriculture a peu d'importance ; le pâturage en a beaucoup ; les terrains les moins favorables doivent être rendus aux bois, tandis que ceux qui sont aptes à faire des pâturages doivent être améliorés. Il faut concilier en même temps la production des bois naissants et la production zootechnique, et fournir leurs aliments aux chèvres, moutons et autres troupeaux.

« Dans les Apennins, l'œuvre de reboisement doit être comprise dans celle de l'amélioration intégrale.

« La Milice forestière (1) réalise cette politique forestière et travaille avec enthousiasme à cette œuvre, même dans les régions les plus âpres et les plus élevées de l'Italie. »

En ce qui concerne la bataille du blé, le Gouvernement mit tout en œuvre pour la faire réussir (2). Non seulement il y eut des discours, et des fêtes en vue d'encourager les agriculteurs et de décerner des prix à ceux qui obtenaient le meilleur rendement, mais encore le Gouvernement décida d'empêcher que des terres, aptes à la culture, soient laissées à l'abandon (3).

Une loi de même nature avait été adoptée le 4 mai 1918 en France, sur la proposition de M. Victor Boret. Cette loi, bien rédigée, prévoyait les mesures à adopter pour la remise en culture des parcelles et des exploitations abandonnées (4). Mais cette loi n'eut pas des effets très importants. L'examen du « Rapport sur le fonctionnement de la loi du 4 mai 1918, relative

(1) L'administration des Eaux et Forêts italienne.

(2) Et à l'ouverture de la Foire nationale du blé, en octobre 1927, M. Mussolini disait « La vieille terre italienne peut donner du pain à ses fils d'aujourd'hui et de demain, si l'on sait se servir de ces éléments : sol, eau, engrais et travail. »

(3) C'est ainsi qu'il y a environ un an, un propriétaire, parce qu'il était antifasciste, avait décidé de laisser ses terres à l'abandon et avait vendu tout son matériel aratoire et ses animaux. Sur son refus de reprendre la culture, ses terres furent occupées par le Syndicat agricole fasciste de l'endroit, qui les exploita.

(4) Voir cette loi à l'annexe VII.

à la mise en culture des terres abandonnées », présenté au Président de la République française par le ministre de l'Agriculture, le 5 août 1928 (*J. O.*, année 1928, pages 1419 à 1421), montre que les sommes prêtées s'élevèrent à 100 millions réparties en 3.281 prêts. Ils permirent la remise en culture de près de 170.000 hectares ; mais l'application de la loi ayant été limitée à la récolte qui suivrait la fin des hostilités, il n'en fut plus consenti, bien que presque tous les prêts aient été, par la suite, remboursés : en 1927, 2.901 prêts représentant 90.058.459 fr. 47 avaient été remboursés. La loi, quoique très bonne dans son principe, ne donna donc que peu de résultats.

En Italie, il en fut autrement, et cette politique fut poursuivie avec méthode et énergie.

Il y a d'ailleurs lieu de remarquer que si M. Mussolini s'efforce de canaliser l'émigration italienne vers les régions peu habitées de la péninsule, il est adversaire déterminé de l'urbanisation, qui amène la population vers les villes et conduit fatalement à la réduction du nombre des naissances.

Dans tous ses discours, et notamment dans son discours du 26 mai 1927, il s'élève avec force contre le fléau de l'urbanisation, qui tue la natalité (1).

(1) « L'urbanisation stérilise la population... Quand je parle de la ruralisation de l'Italie, je ne parle pas par amour de la belle phrase, ce que je déteste, mais parce que l'urbanisation industrielle porte la population à la stérilité. Vous comprenez pourquoi j'aide l'agriculture ; je me proclame rural, parce que je ne veux pas d'industrie autour de Rome. Je ne veux en Italie qu'une industrie saine, celle de l'agriculture et de la mer. »

De même, dans l'article : *Nombre et Force*, publié par la revue *Gerarchia* en septembre 1928, M. Mussolini s'exprime en ces termes : « A un moment donné, la ville croît maladivement, pathologiquement ; non pas sans doute de son fait même, mais par l'apport étranger. Plus la ville augmente et se gonfle de citoyens, et plus elle devient inféconde. »

« La stérilité progressive des gens des villes est en relation directe avec l'augmentation rapidement anormale de la cité. Berlin, qui en un siècle a passé de 100.000 âmes à plus de 4 millions d'habitants, se trouve être la cité la plus stérile du monde. Elle a le record du taux le plus bas de la natalité, taux qui n'est pas compensé par l'abaissement de la mortalité. La métropole grandit en attirant à elle toute la population des campagnes, laquelle, à peine installée en ville, devient inféconde — *a fortiori*, s'il s'agit d'une population depuis longtemps installée. — La désertion des campagnes se poursuit ; mais à mesure que la campagne se dépeuple, la métropole est elle-même atteinte : ni son commerce, ni son industrie, ni les amas de pierres de ses maisons ni son béton armé, ne peuvent rétablir l'équilibre, irréparablement détruit ; et c'est la catastrophe. »

« La cité meurt ; la nation, où manque la force vitale de la jeunesse des nouvelles générations, ne peut plus résister à la poussée d'un peuple jeune qui menacerait ses frontières abandonnées —, car elle n'est plus composée que d'une population trop âgée. Ceci est arrivé ; ceci peut encore arriver. Ceci

Pour lutter contre ce fléau, M. Mussolini a indiqué un plan d'action dans le *Popolo d'Italia* du 22 novembre 1927 : « Le mot d'ordre, qui doit être adressé indistinctement à toutes les hiérarchies du régime, de l'Italie centrale et de la périphérie, hiérarchies politiques, administratives, militaires, syndicales ; aux préfets, aux secrétaires fédéraux, aux consuls de la Milice, aux secrétaires des syndicats, aux instituteurs, aux journalistes du régime, aux podestats ; à tous ceux enfin qui ont une responsabilité morale dans le développement et la consolidation de la révolution fasciste, le mot d'ordre est le suivant : faciliter par tous les moyens, et même — s'il est nécessaire — par des moyens coercitifs, l'exode des centres urbains ; rendre difficile, par tous les moyens, et même — s'il est nécessaire — je le répète, par des moyens coercitifs, l'abandon des campagnes ; empêcher, par tous les moyens, l'immigration, par vagues, vers les villes. »

Les journaux signalent, avec satisfaction, le ralentissement du rythme d'augmentation de la population des villes, dû à cette politique. Les mouvements de la population des principales villes du Royaume ont varié ainsi qu'il suit de janvier à octobre 1928 et janvier à octobre 1929 :

Villes	Population		Augmen- tation	Population		Augmen- tation
	au 1/1/28	au 1/10/28		au 1/1/29	au 1/10/29	
Turin	547.833	570.748	4,18 %	575.076	585.187	1,75 %
Catane...	274.670	278.559	1,41 %	279.259	280.628	0,49 %
Naples ...	937.627	956.867	2,05 %	962.197	972.133	1,03 %
Florence..	272.331	275.625	1,21 %	313.618 (a)	315.318	0,72 %
Venise ...	252.934	255.556	1,03 %	256.319	257.780	0,57 %
Milan	927.988	942.092	1,52 %	947.061	959.357	1,29 %
Gênes....	605.225	612.344	1,17 %	614.228	620.331	0,99 %

(a) Au 1^{er} Janvier 1929, des faubourgs de Florence ont été annexés avec une population de 36.881 habitants.

Il en est ainsi quoique la proportion des naissances par habitant, dans les grandes villes ait crû depuis quelques

arrivera, non seulement pour les villes, ô nations, mais, dans des proportions infiniment supérieures, pour la race blanche tout entière : la race de l'occident peut devenir l'esclave des autres races de couleur, qui se multiplient à une allure que nous ne connaissons plus ».

années, notamment dans les villes comme Turin ou Milan, où la fécondité était la plus basse. Le tableau suivant le montre.

Villes	Population			Naissances mensuelles			Nombre d'habitants pour une naissance		
	1927	1928	1929	1927	1928	1929	1927	1928	1929
Turin	538.509	561.918	581.032	595	647	698	903	868	832
Florence .	270.739	274.116	314.579	300	324	369	902	846	868
Milan	910.606	937.309	954.642	1.098	1.198	1.227	920	782	778
Tarente..	115.717	118.626	119.823	246	276	277	470	430	433

Au surplus, quoique le Gouvernement s'efforce de restreindre l'augmentation de la population des villes, il ne néglige cependant pas les ouvriers qui les habitent : un grand nombre de mesures sociales ont été adoptées en leur faveur.

Le 5 décembre 1928, le Conseil des Ministres a approuvé un projet de loi qui permet aux préfets d'émettre des ordonnances, à l'effet de limiter l'augmentation de la population dans les villes. Déjà, certains préfets avaient pris l'initiative d'interdire aux paysans d'abandonner les champs pour les villes. Le préfet de Rovigo, notamment, avait rendu un arrêt, selon lequel toute personne ou famille, qui entend émigrer volontairement du village vers la ville, devait en demander l'autorisation quinze jours d'avance à la police. Le même arrêté prévoit que « des personnes ou familles résidant en ville, et se trouvant dans des conditions de gêne et de privation, peuvent être ramenées de force dans leur commune d'origine, où un logement leur sera assuré ». A Bergame, le Secrétaire général fasciste a donné l'ordre aux bureaux de placement « de tenir compte de l'origine des candidats, et d'exclure *a priori*, sans pitié et faux concepts humanitaires, tous ceux appartenant à des familles de paysans » (1).

Le projet de loi, approuvé par le Conseil des Ministres, étend à toute l'Italie les mesures prises par certains préfets ou secrétaires du parti. Les préfets sont habilités à rendre leurs ordonnances après avoir pris l'avis du Conseil Economique Provincial.

(1) D'une manière plus étendue, le Ministère de l'Intérieur étudie même la création d'un « passeport pour l'intérieur. »

Au surplus, les idées de M. Mussolini, au sujet de la population — et de son utilisation pour l'émigration intérieure, ont d'ailleurs été exprimées par lui au Sénat (Lég. XXVII. 1^{re} Sess. Dis. 11 /12 /24) : « ... Jamais je ne dirai de limiter la population et je lutterai toujours contre les doctrines de Malthus. Il ne reste donc qu'une solution : l'utilisation — jusqu'au dernier centimètre carré — du territoire national et de toutes les énergies du territoire national... Le gouvernement n'a pas l'intention de créer un mouvement artificiel, si l'on peut utiliser sur place la population... »

D'autre part, dans une lettre du 2 mai 1927, qu'il adresse au Président du Comité pour l'Emigration intérieure, après avoir lu le rapport de ce Comité, il s'exprime ainsi : « ... J'examine le problème sous tous ses aspects : économique, financier, démographique, militaire. Le problème est grave ; de 1921 à aujourd'hui, l'Italie a perdu 1 million d'habitants (excédent des départs sur les rentrées). L'urbanisation prend des aspects toujours plus inquiétants, ainsi que la crise des naissances. Le coefficient des naissances est descendu de 32 à 27 pour mille, et, dans certaines provinces, il est même inférieur à celui de la France.

« Il faut ruraliser l'Italie, même s'il fallait y consacrer des milliards et un demi-siècle. »

d) *La Politique coloniale.*

La politique du Gouvernement tend donc à conserver en Italie la population pour développer l'agriculture. Cependant, pour recevoir l'excédent de la population, il y a — en dehors de l'Italie même — d'autres débouchés sous le drapeau italien : ce sont les colonies ; et le gouvernement fasciste n'a pas manqué de se consacrer à leur mise en valeur intégrale, de façon à pouvoir diriger, vers ces pays neufs, une partie de l'excès de sa population.

En 1926, la situation était la suivante : En Tripolitaine, d'après un volume publié par l'Office d'Étude et de Propagande du gouvernement de cette colonie, il a été établi des offices de colonisation, avec une direction de l'agriculture (services agricoles, météorologiques et fonciers et bureaux de propagande ; chaires ambulantes, laboratoires expérimentaux agricoles, forestiers, zootechniques ; instruction professionnelle ; statistique générale).

En 1926, on a vigoureusement repris l'allotissement des terres pour la colonisation. D'août 1925 au 31 décembre 1926, 35.449 hectares furent allotis. Au 31 décembre 1926, l'on avait déjà distribué 282 concessions, d'une superficie de 65.349 hectares, dont 5,8 % pour des concessions inférieures à 50 hectares ; 2,9 % inférieures à 100 hectares ; 24 % inférieures à 500 hectares ; 37,9 % inférieures à 1.500 hectares. Les petites concessions, inférieures à 50 hectares, furent données en 1913 ; maintenant on n'en distribue que de plus grandes, qui nécessitent un investissement de capitaux de 200.000 à 3.000.000 de lires. Les colons siciliens sont généralement des agriculteurs isolés, tandis que dans le nord de l'Italie, ce sont de grandes entreprises qui sont constituées pour exploiter les concessions accordées. Le crédit foncier a eu une marche croissante : en 1924 — 946.000 lires ; en 1926 — 2.954.000 lires. Le nombre des fermes était de 75 en 1923 ; 243 en 1926. Les puits : 98 en 1923 ; 298 en 1926. Les bassins d'eau : 35 en 1923 ; 128 en 1926. Les plantations de céréales représentent 5.350.000 lires ; autant pour la vigne, les oliviers et les arbres fruitiers. Les concessionnaires avaient, au 31 décembre 1926, 614 têtes de gros bétail, 3.042 moutons et 137 porcs.

De 1914 à 1922, il a été accordé par concessions 3.612 hectares ; mais la Tripolitaine, jusqu'en 1922, n'était pour ainsi dire pas peuplée. De 1922 à 1929, on distribua 113.147 hectares. En 1929, on avait investi pour leur mise en valeur 73 millions de lires. On avait planté, de 1914 à 1926, 70.000 oliviers ; de 1927 à 1929, on en planta 640.000. Pour la vigne, pendant les mêmes périodes, on a planté respectivement 900.000 pieds et 9 millions. Le nombre des puits creusés est actuellement de 863. Fin 1929, il y avait 4.233 têtes de gros bétail. Enfin, depuis 1928-1929, l'État accorde des subventions pour venir en aide aux cultivateurs : il a été réparti, entre 219 agriculteurs, un crédit de 5,5 millions de lires pour des travaux d'une valeur de 20 millions de lires, s'appliquant à 52.000 hectares (exploitations rurales — 4.765.678 lires ; régularisation des cours d'eau — 2.085.778 lires ; travaux hydrauliques — 1.784.722 lires ; plantation d'arbres sur 11.241 hectares — 8.725.120 lires ; mise en valeur des cultures irriguées — 769.125 lires ; achat de machines — 900.000 lires).

En Erythrée, qui est encore tributaire, pour le moment, de l'agriculture des pays étrangers, les résultats de 1924 sont les suivants : 75.500 quintaux de blé ; 156.000 quintaux d'orge ;

95.000 de graines à huile ; 20.000 de coton, contre 1.000 en 1921. — On a exécuté dans la plaine de Tesseneï des travaux pour irriguer 15.000 hectares près des confins du Soudan, pour y cultiver du coton en utilisant les eaux du Gasc, dont la possession a été reconnue à l'Italie par l'Angleterre.

En ce qui concerne la Somalie, son ancien gouverneur, le comte Cesare Maria de Vecchi di Val Cismona, écrit : « La Somalie est, de toutes les colonies italiennes, celle qui est le plus susceptible de développement économique. Elle vaut autant que l'Ouganda, le Kenya ou le Tanganyka. Des centaines de milliers d'hectares peuvent être irrigués. Déjà aujourd'hui, les indigènes ne cultivent pas moins de 200.000 hectares en maïs. Le Djubaland n'a pas un moins bel avenir. Dans la zone de Merca, où — à mon arrivée — il y avait 110 hectares cultivés, il y en a maintenant 30.000 répartis en 87 concessions où 240 blancs travaillent à transformer des terres qui pourront produire en 1928. Tous ces territoires sont maintenant irrigués, et le premier coup de pioche pour le premier canal n'a été cependant donné qu'en novembre 1924. »

A Rhodes, qui est riche en oliviers, la bataille italienne du blé est remplacée par la bataille pour l'olivier. Cette richesse était, en effet, laissée à l'abandon ; et là où l'on aurait pu récolter 100, on ne recueillait que 10. Le gouvernement s'en est occupé (1) et les résultats d'une bonne culture, faits à Coschino par des habitants de la Toscane, sont magnifiques. — En même temps, des techniciens agricoles et forestiers ont commencé à faire de la propagande auprès de la population rurale. Ils ont montré la différence entre une culture rationnelle et la culture empirique pratiquée jusqu'alors ; et la population a suivi le mouvement.

Ces résultats peuvent évidemment paraître faibles à ceux qui les comparent à ce que donnent à la France l'Algérie, la Tunisie et le Maroc. Mais il ne faut pas oublier qu'en Tripolitaine et en Cyrénaïque — les deux colonies de peuplement qui doivent donner les meilleurs résultats — la Conquête n'est pas encore terminée ; et, d'autre part, l'exploitation intensive des colonies n'a réellement commencé que depuis 1922.

En octobre 1927, le *Foglio d'Ordini Nazionale Fascista* publiait les renseignements suivants : « En Tripolitaine, il y a actuellement, à la fin de la cinquième année du régime, 126.000

(1) On a attribué 50 millions de lires pour des travaux publics à faire dans l'île, en 1926.

hectares d'allotis et des concessions pour 90.000 hectares. En Cyrénaïque, 40.000 hectares sont allotis et $1/3$ distribués. On termine la mise en exploitation des salines de Giulana, qui donneront 130.000 tonnes de produits, et l'on commence les études pour la mise en exploitation de celle de Carcara, qui donnera 400.000 tonnes.

En Tripolitaine, on commence à extraire des sels de potasse du bassin de Pisida. Il donne actuellement 10.000 tonnes de sels de potasse, 10.000 de sulfate de magnésie et 600.000 de chlorure de sodium.

La Tripolitaine a actuellement 3.000 kilomètres de routes ; on a commencé un chemin de fer d'Azizia à Gébel.

A propos du projet de budget 1930-1931, le Ministre des Colonies, le général Di Bono, a signalé que le programme adopté consacrerait 46.000.000 de lires pour le développement du réseau routier en Tripolitaine (300 kilomètres de routes bitumées ; 500 kilomètres de chaussées ; 160 kilomètres de pistes praticables aux automobiles). Le port de Bengazi est maintenant accessible par tous temps ; des travaux importants ont été effectués à Mogadiscio et à Guara, qui est le port naturel le plus rapproché de la Tunisie.

En Cyrénaïque, on a inauguré le tronçon El-Abiar à Barec (108 km.) ; le tronçon Bengasi à Soluk (60 km.) fonctionne et l'on commence les travaux pour le tronçon Barec à Derna (210 km.).

En Erythrée, on va reconstruire Massoua. On a terminé la dérivation du Gasc qui permet d'augmenter cette année de 3.000 hectares la culture du coton. En juin, on a ouvert au trafic le chemin de fer de Chéreu à Agordat, de la ligne Massoua à Chéreu, et on commence le prolongement d'Agordat à Tessénéi.

En Somalie, on a continué la mise en exploitation d'une surface de 40.000 hectares le long de l'Uebi Scebeli ; les opérations de dérivation et de canalisation étant terminées, 18.000 hectares sont déjà concédés. Des routes, d'une longueur de 6.380 kilomètres rayonnent vers la Somalie septentrionale et le Kenya ; et à la suite du chemin de fer de Mogadiscio à Bivio Adelei, on ouvrira cette année au trafic le tronçon Bivio Adelei à Villaggio Ducca degli Abruzzi, d'une longueur de 48 kilomètres ».

Le gouvernement italien ne songe pas seulement à mettre en valeur les colonies que l'Italie possède actuellement, mais il essaye de lui procurer de nouveaux débouchés.

Des négociations italo-françaises, pour la conclusion d'un traité d'amitié et de bon voisinage ayant été entamées à la fin de l'année 1928 par M. de Beaumarchais, ambassadeur de la République Française à Rome, et M. Mussolini, le gouvernement italien demanda des modifications territoriales en Afrique. Le gouvernement français offrait une modification importante de la frontière au profit de la Lybie. Mais les journaux italiens, qui exprimaient l'opinion gouvernementale, déclarèrent en juillet 1929 que l'Italie ne réclamait pas une bande de terrain pour faciliter l'exploitation de son domaine, mais qu'elle voulait un vaste territoire dans le Soudan français, ainsi que tout le Borkou au delà du Sahara (où le lieutenant-colonel Moll périt glorieusement en 1911), pour étendre ses possessions d'Afrique jusqu'aux approches du lac Tchad. En même temps, le *Corriere d'Italia* indiquait que le problème des frontières lybiennes ne devait pas être confondu avec celui des compensations coloniales que revendique l'Italie. Examinant les mandats coloniaux, le *Corriere* déclarait que celui qui s'adaptait le mieux aux exigences démographiques et économiques de l'Italie était le Cameroun, situé de l'autre côté du Sahara, et qui touche aussi au Lac Tchad ; de sorte que les possessions italiennes, coupant les colonies françaises, feraient une masse unique de la Méditerranée à l'Atlantique, et il ajoutait, formulant ainsi tout un programme : « Les résistances françaises n'arrêteront pas les visées italiennes ».

En même temps qu'il énonçait ses tendances en Afrique, le gouvernement italien jetait les yeux sur les autres parties du monde où restaient encore quelques terrains vacants.

En Orient, en face des possessions italiennes d'Erythrée et de Somalie, seuls fragments d'Abyssinie que les troupes italiennes purent conquérir lors de leur longue lutte contre le Négus Negoussi Menelik II, se trouve l'Arabie, qui est actuellement partagée en un grand nombre d'États (Yemen, Nedjeb, Hedjaz, Oman, etc.). L'Italie a réussi à conclure, le 1^{er} juin 1927, un traité avec l'un d'eux, le Yemen, pays de production de café. Par cet accord, l'émir Ul Muminin Iman Yachya Hamiduddin a accordé à l'Italie de nombreuses concessions commerciales, et cette dernière, s'engage par contre à soutenir le Yemen en cas de guerre : l'armée de l'Emirat est actuellement commandée par un colonel italien.

De même, à Tanger, le gouvernement italien s'est efforcé de

faire entrer des représentants de ses nationaux dans le gouvernement de la ville.

L'Assemblée législative de Tanger a un vice-Président italien ; également un Italien fait partie du Tribunal mixte ; le directeur des services judiciaires est Italien. Enfin la flotte italienne collabore avec les flottes française, espagnole et anglaise à la répression de la contrebande (Discussion au Sénat Italien, 5 juin 1928).

Pour l'Abyssinie, un traité italo-anglais a accordé à l'Italie un certain nombre de possibilités, en lui permettant de construire des chemins de fer dans la partie du pays voisine de ses colonies, ce qui crée à l'intérieur de l'Abyssinie une zone d'influence italienne, fait contre lequel le Négus, régent (1) au nom de l'impératrice Zaoditou, membre de la Société des nations, a vivement protesté auprès de celle-ci.

Enfin, en ce qui concerne l'Albanie, où les gouvernements d'après la guerre avaient abandonné Vallona, M. Mussolini a signé en 1927 avec le roi Zogou un traité par lequel l'Italie reçoit dans ce pays de nombreux avantages. Sans faire de l'Albanie un protectorat de droit italien, ce pays est cependant actuellement en grande partie entre les mains des Italiens, qui y détiennent aussi la majeure partie du commerce. En février 1930, le Parlement de Tirana a voté l'union monétaire entre l'Albanie et l'Italie ; la monnaie italienne doit remplacer la monnaie albanaise. L'Albanie, en effet, manquait complètement de fonds, et cette situation était d'autant plus délicate qu'elle avait à rembourser des emprunts importants contractés en Italie. L'Italie continue ainsi à poursuivre son programme de protectorat déguisé ou d'annexion de l'Albanie.

Ainsi, M. Mussolini a, de tous côtés (2), étendu l'influence de son pays pour permettre aux colons italiens d'aller travailler dans des pays étrangers, qu'ils prépareraient à devenir de nouvelles colonies italiennes.

Ainsi, la politique coloniale du Gouvernement fasciste tend à rendre l'Italie indépendante des autres nations, en même temps qu'elle trouvera sur ses colonies un débouché pour sa population. L'œuvre coloniale fasciste est donc importante, et

(1) Le Négus (Ras Tafari) est actuellement empereur.

(2) Un différend a éclaté récemment entre l'Italie et la Turquie au sujet de quatorze petites îles, échelonnées le long du littoral turc et distantes de 3 milles marins. L'Italie revendique la souveraineté sur ces îles ; la question sera portée devant le Tribunal de La Haye.

ses résultats sont jugés ainsi qu'il suit par le général allemand Von François, qui, en revenant de Tripolitaine, écrivait dans *Le Tag* (juillet 1929) : « Qui a vu Tripoli en 1924, ne peut aujourd'hui reconnaître cette ville. L'ordre règne, la population rurale travaille, la production augmente. Une exposition agricole, que j'ai visitée à Tripoli, m'a convaincu que l'industrie et l'agriculture sont en continuel progrès. »

e) *La valorisation de l'émigration.*

Nous avons vu que le gouvernement fasciste s'emploie de toutes ses forces à empêcher que ne continue à exister une émigration nuisible aux intérêts vitaux de l'Italie et il s'efforce d'utiliser, à l'intérieur et dans ses colonies, la main-d'œuvre qui s'en allait auparavant à l'étranger.

Il a d'ailleurs été aidé en partie dans cette œuvre par les mesures restrictives à l'immigration, prises par un certain nombre de puissances vers lesquelles les ouvriers italiens se dirigeaient en grand nombre, les États-Unis et la France notamment. Pour les États-Unis, les lois sur le quantum des émigrants ont réduit l'introduction d'immigrants italiens à des proportions infimes. En ce qui concerne la France, les frontières furent fermées lors de la crise économique qui commença à sévir à la fin de l'année 1926, après la revalorisation du franc : les départs d'ouvriers italiens se multiplièrent tandis que les arrivées étaient pratiquement nulles ; et, à l'heure actuelle, le courant n'a pas encore repris.

Mais si le Gouvernement italien sut ainsi s'adapter aux circonstances et utiliser, pour le bien de l'Italie, des faits étrangers, il ne négligea cependant pas les émigrants qui, malgré tout, partaient — en nombre chaque année plus réduit, il est vrai — vers des pays étrangers ; et il s'occupa de valoriser cette émigration.

Ce ne fut pas le Gouvernement fasciste qui eût le premier l'idée de cette valorisation des émigrants ; comme sur beaucoup de points, il ne fit que reprendre les idées justes trouvées par ses prédécesseurs, mais il leur donna le développement que méritait leur importance.

Dans l'ordre du jour, cité plus haut, voté par la Ligue italienne pour la défense des intérêts nationaux, le 21 novembre 1920, on déclare déjà que l'émigration italienne doit être valo-

risée. Il en est de même dans un ordre du jour, voté par la Chambre des Députés en novembre 1921. Dans le numéro de janvier 1922 du *Bollettino dell' Emigrazione* se trouve un long article sur la nécessité de valoriser l'émigration, article qui indique les solutions à adopter.

Etablissement de cours pour la préparation des chefs d'entreprises agricoles ;

Etablissement de cours pour la transformation professionnelle des travailleurs non qualifiés en ouvriers spécialistes ;

Etablissement de cours pour l'apprentissage professionnel ;

Etablissement d'un cours supérieur d'émigration, fonctionnant à Rome près du Commissariat, ayant pour but de fournir la préparation technique à ceux qui seront chargés de services spécialisés de l'émigration, tels que commissaires voyageant, personnes adjointes à des Sociétés d'assistance aux émigrants, etc. ;

Etablissement de cours pour maîtres d'école ;

Etablissement de cours pour illettrés ; ces derniers ayant commencé à être créés dès que l'immigration aux États-Unis eut été interdite aux personnes qui ne savaient pas lire et écrire.

Le but de ces cours est indiqué dans le *Bollettino* : les cours agricoles sont nécessités par l'utilité d'avoir des techniciens agricoles, préparés pour les pays d'immigration, destinés à être employés dans les entreprises italiennes et à encadrer la main-d'œuvre agricole italienne. On a commencé l'institution de ces cours à Susegna, à Portici et à Luparello di Palermo. Ces cours ont une durée de deux semestres et enseignent, d'une façon essentiellement pratique, les matières indispensables pour compléter les connaissances générales.

Les cours pour travailleurs spécialistes se proposent de les préparer pour leur permettre, par la suite, de toucher de meilleurs salaires à l'étranger. Pour la première année de fonctionnement (1922), les besoins de main-d'œuvre pour la reconstruction des régions dévastées du Nord de la France ont provoqué l'institution des cours suivants de spécialistes du bâtiment :

construction en maçonnerie ordinaire de briques ; en béton armé ; mise en œuvre du plâtre ; travail de la pierre ; charpente ; — en outre des cours de spécialistes pour la mécanique agricole, la construction de routes et les travaux d'installations électriques. On a commencé les cours d'abord dans les régions à fort chômage (Emilie et Romagne) et à grande émigration (Calabre et Abruzzes).

Le Congrès d'Udine (du 12 décembre 1922) sur l'émigration votait un ordre du jour demandant que :

1° Il soit institué, dans toutes les communes d'émigration, des cours enseignant les matières les plus utiles aux futurs émigrants, y compris la culture agricole ;

2° Qu'il soit institué des cours professionnels et des laboratoires d'enseignement ;

3° Que l'Œuvre Nationale des illettrés agisse principalement dans les provinces du midi.

La question de la valorisation de l'émigration italienne avait ainsi été posée au grand jour dès avant octobre 1922 ; mais ce ne fut cependant qu'à partir de cette date que les cours se développèrent en grand nombre et, en même temps, ils se spécialisaient. Au lieu de s'occuper seulement des travailleurs du bâtiment, ainsi que le faisaient les gouvernements antérieurs au fascisme, le gouvernement actuel s'occupe de toutes les catégories de travailleurs.

Examinons, par exemple, la statistique des cours professionnels pour émigrants pendant les années scolaires 1921-1922 à 1924-1925, qui nous est fournie par l'Annuario statistico della emigrazione italiana dal 1876 al 1925. On y voit qu'en deux ans, le gouvernement fasciste s'était déjà occupé avec succès de la question et, si nous n'avons pu trouver les statistiques détaillées pour les années ultérieures à 1925, nous savons cependant que le nombre et la spécialisation des cours n'a fait que se développer depuis cette date (1).

(1) C'est ainsi qu'en janvier 1926, 288 cours fonctionnaient, dont 46 venaient d'être créés ; la spécialisation y était de plus en plus poussée, ce qui ne pouvait que favoriser les émigrants, en réduisant le nombre de ceux qui partaient en qualité de simples manœuvres. Il y avait des cours de charpentiers, d'ébénistes, de décorateurs, de mosaïstes, de tailleurs de pierres, de mineurs, de monteurs électriciens, d'agriculteurs, de viticulteurs ; des cours de moto-culture, de culture du tabac, de professions domestiques et un grand nombre de cours traitaient d'hygiène.

Pendant l'année 1925-1926, 319 cours eurent lieu, dont 188 fonctionnèrent

Régions	Provinces	Spécialités	Nombre		
			d'Écoles	d'Insti- tuteurs	d'Elèves diplômés
Année scolaire 1921-1922					
Vénétie	Padoue	Travailleurs du ciment	2	3	285
»	Trévise	»	1	2	72
»	Udine	»	11	24	842
»	Venise	»	1	2	30
»	Vérone	»	1	2	10
»	Vicence	»	4	8	168
Vénétie Tridentine	Trente	»	2	4	32
Total de l'année.....			22	45	1.439
Année scolaire 1922-1923					
Vénétie	Padoue	Travailleurs du ciment	1	3	112
»	Udine	»	5	9	402
»	Vicence	»	3	9	148
Vénétie Tridentine	Trente	»	1	2	18
Lazio	Rome	Maçons et charpentiers	4	3	243
Calabre	Catanzaro	Viticulture	1	2	73
»	»	Mécanique agricole	1	2	10
»	»	Œnologie	1	2	14
»	»	Travailleurs du ciment; maçons	1	1	28
»	»	Tisserands	1	1	Chiffre non fourni
Total de l'année.....			19	34	1.048 + n
Année scolaire 1923-1924					
Lombardie	Buscia	Maçons	1	2	18
»	»	Assistance hygiénique et sani- taire féminine	1	1	16
Vénétie	Padoue	Travailleurs du ciment	1	2	30
»	Trévise	»	2	4	82
»	»	Terrassiers; mosaïstes	1	2	35
»	Udine	Travailleurs du ciment	10	20	290
»	»	Terrassiers; mosaïstes	3	8	78
»	Venise	Travailleurs du ciment	1	2	30
»	Verone	»	2	4	46
»	Vicence	»	2	4	114
Vénétie Tridentine	Trente	Menuisiers, charpentiers	1	1	44
»	»	Travailleurs du ciment; maçons	2	4	98
Toscane	Lucques	Assistance hygién. et sanitaire	3	3	210
»	»	Arts décoratifs appliqués	1	2	25
»	»	Tailleurs de pierres	1	2	21
Marche	Pesaro	Arts décoratifs appliqués	1	2	13
Ombrie	Pérouse	Céramique artistique indust ^{lle}	1	2	11
»	»	Décoration	1	2	9
Lazio	Rome	Assistance hygiénique et sani- taire féminine	1	3	13

Régions	Provinces	Spécialités	Nombre		
			d'Écoles	d'Instituteurs	d'élèves diplômés
Année scolaire 1923-1924 (Suite)					
Abruzzes et Molise	Chieti	Travailleurs du ciment	1	2	24
»	»	Charpentiers	1	2	20
Campanie	Caserte	Assistance hygiénique et sanitaire féminine	1	3	51
Total de l'année.....			39	77	1.245
Année scolaire 1924-1925					
Lombardie	Buscia	Travail ^{rs} du ciment ; plâtriers	1	2	21
Vénétie	Bellune	Travail ^{rs} du ciment ; maçons	3	9	27
»	»	Mosaïstes	1	2	17
»	Rovigo	Travail ^{rs} du ciment ; maçons	1	3	10
»	Trévise	»	2	4	26
»	Udine	»	7	16	144
»	»	Mosaïstes	4	8	111
»	»	Menuisiers et Charpentiers	2	5	40
»	»	Travail ^{rs} du ciment et plâtriers	1	2	13
»	Venise	Charpentiers du bâtiment	1	2	14
»	Verone	Taillieurs de pierres	1	2	33
»	»	Travailleurs du ciment	1	2	23
»	Vicence	Travail ^{rs} du ciment et maçons	3	6	97
Vénétie Tridentine	Trente	Charpentiers et menuisiers	1	2	15
»	»	Maçons et travail ^{rs} du ciment	6	14	100
Vénétie Julienne	Fiume	»	1	2	14
Emilie	Ferrare	»	3	7	69
Marche	Pesaro	Arts plastiques et décoratifs du bâtiment	1	2	19
Lazio	Rome	Assistance hygiénique et sanitaire féminine	1	3	15
Abruzzes et Molise	Campobasso	Maçons et travail ^{rs} du ciment	3	6	51
»	Chieti	»	2	4	24
»	»	Menuisiers et charpentiers	2	4	22
»	Teramo	Maçons et travail ^{rs} du ciment	1	2	28
Campanie	Avellin	Maçons	1	2	12
»	Benevent	Maçons et travail ^{rs} du ciment	2	4	37
»	Caserte	»	1	2	40
Calabre	Catanzaro	Menuisiers et charpentiers	2	4	33
»	»	Travail ^{rs} du ciment et maçons	1	2	15
»	»	Tisserands	1	3	10
»	»	Assistance hygiénique et sanitaire féminine	1	3	12
»	Cosenza	Hygiène et assistance à la maternité et aux infirmes	1	3	8
»	»	Construction de routes	1	2	21
»	Reggio de Calabre	Travail ^{rs} du ciment et maçons	5	12	41
»	»	Menuisiers et charpentiers	3	8	34
»	»	Monteurs-électriciens	1	2	21
»	»	Hygiène et assistance infantile	1	3	24
Total de l'année.....			70	159	1.241



COURS PROFESSIONNELS
AGRICOLÉS & POPULAIRES
POUR EMIGRANTS
Année Scolaire 1925-1926
1er Semestre

- + Cours Professionnels
- + Cours populaires
- + Cours agricoles

Napoli ++
Resina ++
Ottaviano +
S. Agnello
Boscotrecase +

Scofati +

SALERNO ● **POTENZA** ●

Salerno +
Amalfi +
Padula +
Eboli +
Sala Consilina +
Vallo Lucania +
Roccadaspide +

Castrovillari ++
Aiello +
Cosenza + + + +

COSENZA ●

Lauria +
Atello +
Rionero +
Lagonegro +

TARANTO ●

Trani ++
Bari ++ + +

LECCE ●

Gallipoli +
Matino +
Ostuni +
Brindisi +

Santa S. Bruno ++
Monteleone +
Decollatura +
Strongoli +
Cotrone ++

CATANZARO ●

Cittonova +
Bovellino +
Bagnara +
Gioia Marina +
Melito Porto Salvo +
Gerace Marina +
Reggio Calabria +

REGGIO CALABRIA ●

CATANIA ●

Caltagirone +

Le développement de ces cours a donc été considérable, et montre l'importance que le Gouvernement attache à l'aide à donner aux émigrants, pour leur permettre d'obtenir des salaires satisfaisants et élever ainsi leur niveau général. — Mais depuis 1926, année à partir de laquelle la politique italienne de l'Émigration a subi un changement complet, les cours, et tout ce qui touchait à la valorisation des émigrations ont été abandonnés. Ils étaient dus, en effet, à l'initiative du Commissariat Général de l'Émigration et c'était le côté le plus caractéristique de sa politique.

Déjà le 15 février 1926, une circulaire du Commissaire Général à l'Émigration avait stipulé que, pour éviter de créer un esprit d'émigration parmi les jeunes gens, et de transformer ces écoles en cours d'apprentissage, les cours professionnels ne pourraient être suivis qu'à partir de l'âge de 18 ans ; au maximum 10 % des auditeurs pourraient être autorisés à suivre ces cours, à titre exceptionnel, de 15 à 18 ans..

Nous avons tenu néanmoins à mentionner ces cours au point de vue historique.

f) *La tutelle des Italiens à l'Etranger.*

Les émigrants, une fois établis en pays étranger, ne sont d'ailleurs pas abandonnés par le Gouvernement national (1), il s'efforce, au contraire, de les aider de toutes manières et de continuer à étendre sur eux sa protection, sous un grand nombre de formes, pour éviter leur dénationalisation et laisser toujours au fond de leur cœur le souvenir et l'amour de la mère-patrie.

Pour cela, tout d'abord, le Gouvernement italien a conclu — comme nous le verrons plus loin — des traités avec les autres puissances afin de faire accorder à ses nationaux le bénéfice des lois d'assistance sociale que ces États auraient pu adopter.

pendant toute leur durée normale. Les principaux de ces cours furent ceux de : maçons, 68 ; charpentiers, 16 ; ouvriers du bâtiment, 4 ; fumistes, 1 ; mineurs, 4 ; céramistes, 8 ; bûcherons, 37 ; monteurs électriciens, 13 ; mosaïstes, 1 ; hygiène, 18 ; assistance technique et sanitaire, 3 ; professions domestiques, 10 ; pionniers coloniaux, 1.

(1) Comme le disait le D^r Fresco, dans le discours électoral qu'il prononçait en 1924 à Trieste : « Le Gouvernement fasciste est convaincu de la nécessité de ne pas abandonner nos émigrants sans soutien et sans guide. »

Sur ce point, si nous examinons, par exemple, la situation telle qu'elle se présente en France (1), l'ouvrier italien est

(1) Il en est ainsi, sauf pour les lois d'assurances sociales, votées en 1928, et qui doivent entrer en application le 5 février 1930. La loi — tout en décidant (et cela, pour empêcher une baisse des salaires, par un emploi plus considérable d'ouvriers étrangers, au détriment des ouvriers nationaux) que les ouvriers étrangers payeraient, comme les nationaux, la cotisation de 5 % sur leurs salaires, ne les a pas admis au bénéfice de la loi. Malgré le jeu des traités, les italiens — comme les autres étrangers favorisés — ne semblent pas devoir profiter de la loi (toutefois, le gouvernement italien conteste cette interprétation, en se basant sur l'article 8 du traité de travail franco-italien de 1919) ; ceci est contestable, car la rédaction, même très générale, de la clause de la nation la plus favorisée n'implique pas automatiquement le bénéfice des lois de prévoyance sociale. D'autre part, le projet de Règlement d'administration publique préparé en avril 1929 pour assurer l'exécution de la loi, a indiqué que (Titre I, chap. 1^{er}) : « Les salariés étrangers ne seront immatriculés à l'assurance obligatoire que s'ils justifient d'une résidence en France d'au moins 4 ans » (délai réduit à deux ans pour les étrangers qui peuvent produire un certificat médical attestant qu'ils ne sont atteints d'aucune maladie chronique ou incurable).

Le règlement, adopté par le Conseil d'État, a modifié cet état de choses, en décidant (art. 4, § 1) que « sous réserve des dispositions des conventions diplomatiques, les salariés étrangers, pour être affiliés aux assurances sociales, doivent, par application de l'art. 4, § 1^{er} de la loi, avoir en France une résidence réelle et permanente ; cette condition est considérée comme remplie s'il est justifié, dans les formes et conditions fixées par l'Office national, que l'intéressé réside en France d'une façon ininterrompue depuis deux ans au moins. » — Cet artifice du Règlement d'administration publique semblerait admettre, par la formule « sous réserve des dispositions des conventions diplomatiques », les étrangers, au bénéfice de la loi. Les termes de celle-ci semblent cependant exclure très nettement les étrangers de l'assurance facultative, et limiter leurs droits en ce qui concerne l'assurance obligatoire. Voir notamment à ce sujet l'art. 1^{er}, alinéa 4 : « Les salariés étrangers, ayant leur résidence réelle et permanente en France, sont assurés comme les salariés français ; mais ils ne bénéficient pas des allocations et des fractions de pensions imputables sur le fonds de majoration et de solidarité créé par la présente loi » ; l'art. 21, alinéa 1 : « La garantie contre le chômage est accordée, dans les conditions déterminées ci-après, à tout assuré obligatoire de nationalité française... » ; et l'art. 37, § 1^{er} : « Les fermiers, cultivateurs, métayers non visés à l'art. 1^{er}, artisans, petits patrons, travailleurs intellectuels non salariés, et, d'une manière générale, tous ceux qui sans être salariés, vivent principalement du produit de leur travail, à la condition qu'ils soient de nationalité française... » Par suite, il nous semble que les conventions diplomatiques dont parle le Conseil d'État sont des Conventions à venir, et non les traités antérieurs, celui du 30 septembre 1919 avec l'Italie, notamment.

Un rectificatif à la loi fut soumis au Sénat en mars 1930. Il prévoyait notamment que « sous réserve des Conventions diplomatiques (Art. 1^{er} § 4), les salariés étrangers ayant leur résidence réelle et permanente en France et qui y travaillent dans des conditions régulières depuis un an, bénéficieront, comme les salariés français, des prestations prévues par la présente loi, à l'exception des allocations et des fractions de pensions imputables sur le fonds de majoration et de solidarité créé par la présente loi.

§ 5. Les salariés étrangers, ayant leur lieu de résidence à l'étranger et à proximité de la frontière, et leur lieu de travail permanent en France depuis

assimilé à l'ouvrier français (1). Sa situation, lorsqu'il est recruté pour le compte d'industriels ou d'agriculteurs français est nettement meilleure que celle des ouvriers étrangers d'autres nationalités. Si nous examinons, par exemple (voir annexe I) un contrat de travail d'ouvrier agricole italien, et un contrat de travail d'un ouvrier agricole d'une autre natio-

au moins trois mois, bénéficieront, s'il a été passé à cet effet une convention avec leur pays d'origine, du régime du § 4 ci-dessus. »

Ce texte fut discuté le 13 mars 1930 (Déb. Parl. Sénat p. 247). M. Linyer demanda par amendement que les salariés étrangers soient assurés comme les salariés français ; il fut soutenu par le rapporteur, le docteur Chauveau, qui disait : « Aujourd'hui, votre collègue vous propose de supprimer toute durée : cette proposition est assez rationnelle. Un salarié étranger, admis à venir travailler en France, possède en effet un contrat de travail, qui détermine la durée de son premier embauchage. » Il fut combattu par M. Cavillon, qui s'opposait à ce qu'un ouvrier étranger, ne résidant pas en France, pût se faire soigner dans sa résidence étrangère et bénéficier cependant de la loi. M. Tissier combattit aussi cet amendement : « Dans la région du Midi, nous avons un certain nombre d'Italiens qui viennent pour une période de 4 ou 5 mois ; le jour où ils auront le droit de faire soigner leurs enfants, quand ils auront des malades, il emmèneront toute leur famille se faire soigner à nos frais, tandis que jusqu'à présent ils viennent seuls et s'en vont, en emportant ce qu'ils ont gagné, comme c'est leur droit. Mais comme ils demeurent à deux pas, le jour où ils auront des enfants malades, ils nous les amèneront : c'est d'ailleurs ce qu'ils font déjà, sans qu'il y ait réciprocité. Nous avons déjà, en effet, des ouvriers Italiens, qui viennent avec leur famille, et comme souvent il y a des cas de maladie... les frais tombent à la charge de nos communes. Il ne faudrait pas vraiment que la France se laisse aller trop aisément à ces facilités, au profit des étrangers, au détriment de sa population. »

M. Laval, Ministre du Travail, fit admettre le texte ci-dessus, en réduisant cependant la durée de résidence de un an à trois mois : « En effet, pour qu'un ouvrier étranger obtienne sa carte de travailleur, il faut qu'il justifie d'un contrat de travail de trois mois ; on saura donc ainsi, facilement, en exigeant a carte de travailleur, si les ouvriers étrangers sont réellement occupés chez nous. »

Pour le § 5, qui s'applique aux ouvriers frontaliers, jusqu'ici exclus du bénéfice de la loi, M. Daniel Vincent demanda que les dispositions du § 4 leur soient applicables. M. Linyer demanda qu'il ne fût même pas besoin d'une convention de réciprocité. Le texte ci-dessus fut finalement adopté, mais avec la suppression des mots « à proximité de la frontière », pour accroître le nombre des bénéficiaires.

La résidence de trois mois, exigée par la loi, ne semble d'ailleurs pas, avec le nouveau texte, devoir s'appliquer aux ouvriers Italiens, Belges et Polonais, à qui une résidence, si courte soit-elle, accorde le bénéfice de la loi, grâce aux accords passés entre la France et ces pays.

(1) C'est ainsi, en particulier, que — suivant une réponse de M. Loucheur, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, à M. Albert Meunier, député (*J. O.*, 21/12/28) et à M. Des Rotours (*J. O.*, 21/12/28) : « Le bénéfice de la loi codifiée du 5 décembre 1922 sur les habitations à bon marché, et ceux de la loi du 13 juillet 1928, dite loi Loucheur, peuvent être invoqués par des Italiens ayant leur domicile et leur famille en France, en vertu du traité du 30 septembre 1919. »

nalité (1), on voit que celui de l'ouvrier agricole italien est plus avantageux, et il est rédigé suivant un contrat-type, écrit en italien, énumérant toutes les conditions. Le nombre des travailleurs recrutés par voie de contrat collectif s'est d'ailleurs beaucoup développé (2).

D'autre part, les faisceaux veillent rigoureusement à l'exécution des contrats (3) : ainsi, à une réunion des Faisceaux de Suisse et de l'Est de la France, le commandeur Ferrata disait dans son rapport : « A l'extérieur, le fascisme a le devoir de contrôler avec la plus grande assiduité que la protection des émigrants soit effective, et, tout spécialement, que les contrats de travail soient, non seulement des actes qui lient le travailleur à l'employeur, mais aient une valeur réelle ; c'est le moyen pour nos émigrants de rester attachés à la Patrie, par l'intermédiaire des autorités consulaires. »

(1) A l'exception cependant des ouvriers agricoles de nationalité polonaise et tchécoslovaque, pour lesquels le contrat-type étranger ne s'applique pas non plus.

(2) Nombre d'ouvriers italiens, ayant émigré munis d'un contrat de travail.

Dates	Isolés	En groupes	Total
1921	5.208	8.912	14.128
1922	8.228	30.756	38.984
1923	31.824	33.907	65.731
1924	46.599	50.747	97.346
1925	29.989	37.328	67.317

Cette émigration a eu lieu principalement vers les pays ci-après :

Années	France	Belgique	Algérie Tunisie Maroc	Canada	Brésil
1921	10.974	—	781	145	1.000
1925	55.325	2.398	3.678	1.271	1.944

En 1929, la situation nous est montrée par le tableau de la page suivante.

(3) L'article 6 du Statut des Faisceaux à l'extérieur est le suivant : « Défendre l'Italinité dans le passé et le présent ».

Départs d'Italiens selon leur région de provenance et le but de leur départ

Régions de Provenance	Émigration en vue du travail				Départs pour causes diverses					
	Stable (Atti di Oltramata)	Temporaire (Contratti de Travail)	Retours	Total	Définitifs	Affaires et commerce	Retours	Tourisme et cures	Autres motifs	Total
Piémont	2.667	8.769	880	12.316	38	8.693	136	2.042	6.577	17.486
Ligurie	864	909	127	1.900	8	8.252	352	684	2.897	12.193
Lombardie	2.248	17.980	994	21.222	93	18.725	169	4.446	7.352	30.785
Vénétie	5.416	21.320	707	27.443	16	3.457	36	754	3.193	7.456
Vénétie Tridentine	333	1.631	70	2.034	6	2.951	4	652	5.299	8.912
Vénétie Julienne et Zara	377	979	33	1.389	45	3.229	6	497	4.438	8.215
Emilie	1.160	3.648	159	4.967	29	2.093	193	1.099	2.025	5.439
Toscane	1.581	4.661	208	6.450	58	3.783	53	798	3.043	7.735
Marche	340	638	64	1.042	—	232	3	81	381	697
Ombrie	289	675	64	1.028	—	113	11	101	422	647
Lazio	651	933	189	1.773	11	8.639	35	1.696	2.874	13.255
Abruzzes et Molise	310	874	39	1.223	3	88	1	74	121	287
Campanie	365	389	51	805	27	1.823	12	354	659	2.875
Pouilles	178	224	64	466	2	493	9	451	324	1.279
Basilicate	36	9	36	81	—	30	—	21	21	72
Calabre	261	96	30	387	4	133	3	63	160	363
Sicile	1.325	1.143	125	2.593	8	1.275	17	578	906	2.784
Sardaigne	261	607	67	935	8	187	11	106	241	553
Total (vers des Pays non transocéaniques)	18.662	65.485	3.907	88.054	356	64.196	1.051	14.497	40.933	121.033
Piémont	1.617	347	771	2.735	34	336	116	48	201	735
Ligurie	480	112	126	718	27	442	67	13	169	718
Lombardie	1.117	270	448	1.835	60	407	97	65	142	771
Vénétie	4.275	170	938	5.383	16	159	31	15	94	315
Vénétie Tridentine	703	53	174	930	1	21	2	3	10	37
Vénétie Julienne et Zara	2.457	2.078	219	4.754	—	37	3	1	30	71
Emilie	817	70	160	1.047	17	189	44	27	93	370
Toscane	1.512	66	472	2.050	59	324	139	31	148	701
Marche	1.634	70	349	2.053	2	36	11	3	16	68
Ombrie	197	7	33	237	1	9	—	1	11	22
Lazio	1.806	62	805	2.673	2	265	28	35	119	449
Abruzzes et Molise	4.994	44	1.909	6.947	—	14	1	4	9	28
Campanie	4.427	205	1.765	6.397	34	363	63	45	67	572
Pouilles	1.966	53	1.117	3.136	1	18	2	1	9	31
Basilicate	1.639	34	567	2.240	—	41	16	12	3	72
Calabre	7.262	212	2.307	9.781	3	39	24	4	24	94
Sicile	6.641	83	1.982	8.706	2	71	11	9	38	131
Sardaigne	72	16	67	155	—	6	—	1	3	10
Total (vers des pays transocéaniques)	43.616	3.952	14.209	61.777	259	2.777	655	318	1.186	5.195
Total général	62.278	69.437	18.116	149.831	615	66.973	1.706	14.815	42.119	126.228

Pour soutenir les Italiens se trouvant à l'étranger, le Gouvernement fasciste a créé en 1923, au capital de 100 millions de lires, un « Institut national de Crédit pour les travailleurs Italiens à l'Étranger. » Le but de cet institut est d'aider, par tous moyens, les ouvriers et agriculteurs italiens se trouvant à l'étranger. Suivant le décret-loi du 15 décembre 1923, il doit notamment :

1^o Financer, intégralement ou partiellement, les entreprises de travail ou de colonisation à l'étranger, qui emploient, uniquement ou en majorité, des travailleurs italiens ;

2^o Accorder, soit à des Sociétés commerciales, soit à des collectivités ou à des coopératives italiennes de production, soit encore — mais exceptionnellement — à des colons ou à des artisans italiens émigrés, des avances pour les cautions ou l'achat de matériel nécessaires pour l'obtention de concessions ou l'exécution de travaux ou pour la réalisation de projets de colonisation ;

3^o Rassembler des données et renseignements sur les travaux de colonisation à exécuter à l'étranger, et procéder à des études d'ensemble ou détaillées sur les entreprises projetées ; encourager les études entreprises à ce sujet et recueillir la documentation sur le mouvement commercial, ainsi que sur la situation des marchés du travail, considérés dans leurs rapports avec la main-d'œuvre italienne ;

4^o Stimuler, intensifier et recueillir les épargnes des Italiens émigrés.

Cet institut est dirigé par un Conseil de 25 membres, dont 4 sont nommés par le Ministre des Affaires Etrangères sur les propositions des Ministres de l'Economie Nationale, des Finances, des Colonies et du Commissaire Général à l'Émigration.

En plus de cet institut, qui est d'initiative gouvernementale, un grand nombre de Sociétés et d'instituts de crédit se sont fondés, avec l'appui du gouvernement, en Italie et parmi les Colonies italiennes de l'étranger, afin d'aider les Italiens ayant émigré. Certaines banques italiennes, notamment la Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud, font des prêts d'argent aux agriculteurs italiens et surveillent, en même temps, l'emploi des fonds qu'elles ont avancés, en se faisant les **conseillers techniques de leurs débiteurs.**

D'autre part, les Sociétés de crédit agricole italiennes se sont multipliées. Officiellement, ces Sociétés n'ont comme but que d'aider les agriculteurs italiens. Ainsi, le *Consorzio agrario*

d'Agen (France), dont l'art. 2 des statuts dit qu'il est fondé en vue de : « Acheter, ou éventuellement produire pour son propre compte et celui des tiers, et distribuer aux cultivateurs associés, des engrais, des semences, des outils, des machines, du cheptel vif et mort, et en général tout ce qui peut servir à l'agriculture ; acquérir, vendre, ou entreposer dans ses magasins généraux, pour son propre compte ou celui des tiers, les produits agricoles des cultivateurs ; mettre en rapport direct les propriétaires avec ceux qui veulent acheter, louer, ou prendre en métayage ; enfin instituer et développer les organismes qui peuvent faciliter le crédit aux membres du Consortium. »

Mais, si tels sont les buts officiels de ces associations, il en est d'autres qui — même s'ils n'ont pas été dans les intentions premières de leurs fondateurs — sont cependant réalisés ; c'est de grouper les émigrants italiens et, par là, de lutter contre toutes les tentatives de dénationalisation. L'on comprend ainsi pourquoi ils sont vivement soutenus par le gouvernement fasciste.

En vue d'aider les Italiens se trouvant à l'étranger, et de leur permettre de défendre plus efficacement leurs droits, le décret du 26 mai 1926 (*Gaz. Uff.*, 24 août 1926) a créé, à l'étranger, un certain nombre de fonctionnaires s'occupant du service de l'émigration (Correspondants et Attachés de l'Émigration).

Les correspondants de l'émigration (1) (art. 58) ont pour mission d'informer périodiquement le Commissaire Général à l'Émigration sur les conditions du marché du travail dans le pays dans lequel ils se trouvent, sur la législation étrangère sur l'émigration, sur le travail, sur les matières annexes à l'organisation et au fonctionnement des services extérieurs de l'émigration et sur l'assistance sociale, en général. Ils doivent fournir toutes les autres informations et notices que le Commissariat pourrait leur demander, même si, pour accomplir leur mission, ils devaient quitter momentanément leur résidence habituelle.

Des Attachés à l'Émigration (1) (art. 67) peuvent être placés dans les centres de l'émigration italienne (2). Leurs fonctions sont de :

(1) Ces fonctionnaires, ainsi que les attachés à l'émigration, ont été supprimés depuis 1927, et le gouvernement italien aide et soutient ses nationaux à l'étranger par l'action de ses représentants diplomatiques et consulaires. Près de certaines missions diplomatiques, il y a des fonctionnaires spécialement affectés aux services de l'émigration.

(2) Ils sont toujours près d'un Consulat (art. 68) et il peut y avoir, dans un pays, plusieurs attachés à l'émigration (art. 73).

1° Se tenir constamment au courant des conditions du travail (demandes de main-d'œuvre, marché du travail, chômage, etc.), dans leur circonscription, et d'en donner avis au Commissariat à l'Émigration ;

2° Visiter les centres coloniaux et agricoles, industriels, miniers, ferroviaires, ceux de travaux publics et privés de toutes sortes, où la main-d'œuvre italienne est reçue ou employée, pour voir dans quelles conditions matérielles et morales se trouvent ces travailleurs. D'autre part, ils doivent examiner s'il ne serait pas possible que d'autres travailleurs trouvent un emploi, et à quelles conditions ;

3° Se maintenir en rapport avec les travailleurs italiens, les assister, leur fournir les informations dont ils ont besoin, les conseiller et les diriger dans les questions concernant les travaux agricoles, les assurances, les accidents, et les conflits du travail avec leurs employeurs ;

4° Faire des enquêtes en cas d'accidents du travail pour établir la vérité des faits, et recueillir les témoignages et documents, dans l'intérêt des ouvriers et de leurs familles ;

5° Informer le Commissariat à l'Émigration de tout ce qui a trait à la fonction dont ils ont été chargés, de rapporter tous les faits qui intéressent l'émigration italienne, et de présenter des relations périodiques sur leurs travaux et les résultats qu'ils ont obtenus ;

6° Suivre toutes les instructions et tous les ordres relatifs à leur service, qui leur seraient donnés par le Commissariat Général à l'Émigration.

En plus de ces fonctionnaires gouvernementaux, un grand nombre d'œuvres, s'occupant des Italiens à l'étranger, les rassemblent et s'efforcent de leur conserver leur caractère national. Parmi ces œuvres, les plus importantes sont la Dante Alighieri, qui s'occupe principalement des questions scolaires (1) ; l'Umanitaria, qui vise à grouper les Italiens, mais qui est à tendances socialistes (2) ; et la Bonomelli (3), qui était à tendance catholique, et comptait parmi ses membres

(1) Son but est d'ouvrir des écoles, en vue de cultiver l'esprit italien et de répandre, parmi les émigrants, le sentiment de leur valeur et de leur dignité (*Boll.*, 1922, n° 7).

(2) *L'Umanitaria* a d'ailleurs actuellement cessé de s'occuper de l'émigration, en raison de l'ingérence gouvernementale dans son action.

(3) N'existe plus actuellement.

un assez grand nombre de missionnaires (1). En mars 1928, alors que l'entente entre le Quirinal et le Vatican n'était pas encore réalisée, l'œuvre fut dissoute au point de vue religieux, comme nous l'apprend la *Revue de l'Immigration* de mars 1928 : « La Sacrée Congrégation Consistoriale a notifié aux missionnaires de l'Opera Bonomelli une décision, d'après laquelle est dissous le corps des missionnaires Bonomelliens.

L'Opera se propose l'assistance religieuse, matérielle et morale des immigrés italiens ; cependant, en raison des influences gouvernementales exercées sur les actions et les méthodes de l'œuvre, cette grave mesure a été prise par le Saint-Père.

En France, l'œuvre fonctionnait à Lyon, Marseille, Reims, Annecy, Chambéry, Hayange, Jœuf, Longwy, Moyeuvre-Grande, Saint-Claude. L'œuvre, en tant qu'institut reconnu d'utilité publique, n'est pas dissoute par la décision pontificale. Elle peut subsister comme institut laïque, et quasi-gouvernemental, mais la décision de la Congrégation Consistoriale lui a retiré ses missionnaires, dont le Saint-Siège se réserve d'utiliser, sous une autre forme, la précieuse activité. »

L'Opera Bonomelli exerce surtout son activité en France. Dans toutes les villes où elle a des agences, elle organise le dimanche des Offices en italien, offices qui — tout en conservant chez les Italiens la foi religieuse — ont pour but de leur faire conserver la foi nationale. La devise de l'Opera, ainsi que l'indique le nom de son organe (2), semble être « Dieu et Patrie ».

En plus des prêtres de l'œuvre Bonomelli, les Italiens, en France, sont secourus par d'autres ecclésiastiques italiens, répandus dans les régions de la France où il existe un grand nombre d'immigrants. Sur l'initiative de l'Evêque pour l'Emigration, les futurs ecclésiastiques italiens, se destinant aux pays étrangers, suivent même un cours spécial pour apprendre leurs

(1) En outre de ces œuvres, il en existe un certain nombre d'autres, dont la principale est l'œuvre « Cardinal Ferrari ». Cette œuvre s'occupe de l'assistance matérielle, morale et religieuse aux émigrants, mais son but est religieux et non politique. Comme on le lit dans *L'Etranger Catholique en France* (Nov. Déc. 1928) : « L'œuvre du Cardinal Ferrari, suivant les instructions qu'elle a reçues et qui ont été précisées récemment, s'emploie à faire œuvre catholique avant tout, et tient compte — suivant les lois de la morale chrétienne — des devoirs que chaque citoyen est dans l'obligation d'assumer vis-à-vis de sa patrie. On peut affirmer hautement que toutes ses méthodes d'éducation et d'assistance s'inspirent de l'esprit chrétien, et mettent les principes de l'Evangile en première ligne : les œuvres de cet Institut seront françaises à Paris, argentines à Buenos-Ayres, et italiennes à Rome et à Milan. »

(2) *Patria*.

devoirs et leurs moyens d'action vis-à-vis des émigrés. Il y a de ces prêtres, notamment dans les diocèses d'Auch, d'Agen et de Toulouse, en France. Ils aident les curés français, mais ont surtout pour but d'entretenir chez les émigrés italiens l'amour de la patrie.

En outre, il avait été un moment question, vers mars 1929 — mais cela fut démenti, et par l'*Osservatore Romano* (1) et par les faits eux-mêmes — de nommer dans le Midi de la France, dans un diocèse français, un évêque italien qui aurait dirigé, mieux que Mgr Torricelli, chargé actuellement de cette fonction, la mission de lutter contre l'assimilation, que les prêtres italiens exécutent parmi leurs fidèles. Il est évident que rien ne s'opposait, surtout en l'absence d'un Concordat, à la nomination d'un évêque de nationalité italienne en France, puisque Mgr Pelz, évêque de Metz (2), est Luxembourgeois. Cependant, le seul diocèse vacant à l'époque dans le Midi (Tarbes et Lourdes) fut donné à Mgr Gerlier. Les faits ont donc démenti ces bruits ; mais rien ne prouve, maintenant que le Quirinal et le Vatican sont réconciliés, qu'ils ne se vérifieront pas un jour prochain.

Ainsi, la religion elle-même lutte contre l'assimilation et la dénationalisation des Italiens qui se trouvent à l'étranger.

D'autre part, les consuls, qui — ainsi que tous les agents consulaires — sont maintenant tous italiens, en vertu d'un des premiers décrets rendus par le Gouvernement fasciste (décret du 26 octobre 1922) se sont efforcés de grouper le plus possible leurs nationaux. Ainsi, pour empêcher que des éléments de désagrégation ne s'attaquent à l'unité de la colonie italienne en Belgique (15.000 personnes dont 7.000 travailleurs du sous-sol), M. Giurati, Consul général à Bruxelles, y a fondé un foyer italien, qui a des agences dans d'autres villes de Belgique. En même temps, pour faciliter la tâche des Consuls, leur nombre a été très considérablement augmenté, et il ne se passe pour ainsi dire pas de mois, sans que le *Bollettino del Ministero degli Affari Esteri* ne nous annonce la création de plusieurs nouveaux postes consulaires.

Les Italiens à l'étranger sont groupés, et ont de nombreux journaux ; d'après un recensement, il y avait, en 1925, 282 journaux ou revues de langue italienne paraissant à l'étranger :

(1) Organe officiel du Saint-Siège.

(2) Où le Concordat de 1804 est cependant toujours en vigueur, et où — par suite — l'évêque est un fonctionnaire français.

en France, 15 ; en Algérie, 1 ; en Tunisie, 5 ; en Suisse, 5 ; en Allemagne, 2 ; en Belgique, 2 ; en Autriche, 1 ; en Hongrie, 2 ; en Bulgarie, 1 ; en Tchécoslovaquie, 1 ; en Roumanie, 2 ; en Grande-Bretagne, 5 ; en Espagne, 4 ; en Suède, 1 ; en Grèce, 2 ; en Turquie, 2 ; en Palestine, 1 ; en Egypte, 1 ; aux Etats-Unis, 160 ; dans la province d'Ottawa, 1 ; dans les possessions anglaises d'Amérique, 4 ; au Brésil, 30 ; au Chili, 2 ; au Pérou, 3 ; au Mexique, 1 ; en Uruguay, 2 ; au Vénézuëla, 2 ; en Argentine, 21 ; en Chine, 1 ; en Océanie, 2.

Un certain nombre de ces journaux sont d'inspiration fasciste. Citons entre autres, parmi eux, la *Nuova Italia*, qui est publiée en France, et qui fut fondée par Bonservizi, assassiné par un antifasciste. D'autres journaux, au contraire, comme la *Libertà*, sont nettement d'inspiration anti-fasciste et luttent contre le régime actuellement établi en Italie ; mais tous, quelles que soient les différences politiques qui les séparent, ont un même idéal, celui de conserver l'italianité de leurs lecteurs et de lutter contre leur assimilation par les peuples au milieu desquels ils vivent.

D'autre part, le Gouvernement italien s'efforce d'aider ses nationaux immigrés en développant parmi eux l'assistance. Sur ce point, l'œuvre du Gouvernement fasciste n'est pas entièrement nouvelle ; c'est ainsi qu'en 1909, un certain nombre d'hôpitaux italiens, établis à l'étranger, recevaient des subventions du fonds d'émigration (1) :

Santa-Fé, Hôpital Italien.....	3.000 liras
Rosaria, Hôpital Italien Garibaldi.....	1.000 »
Cordoba, Hôpital Italien.....	10.000 »
St-Paul, Hôpital Italien Umberto 1 ^{er} ...	18.000 »
New-York, Benevolent Italian Institut..	35.000 »
» Columbus Hospital.....	10.000 »
Chicago, Columbus Hospital.....	10.000 »
Lugano, Hôpital Italien.....	3.000 »
Carouge, Dispensaire d'Enfants.....	500 »

Ces hôpitaux n'ont pas seulement pour but de secourir les Italiens malades ; mais, comme le disait en 1911, le Consul général italien à New-York : « Ce qui manque à New-York, ce n'est pas tant un hôpital pour les Italiens qu'un bon hôpital italien, entendu — non pas tant comme endroit de secours pour nos

(1) 90.500 Lires en 1909.

émigrants, que comme une affirmation nationale et patriotique, — un hôpital dans lequel l'Italien se trouve dans son milieu propre, et sente toute la sollicitude de la patrie lointaine. »

Le décret du 8 avril 1920 a institué, près du Commissaire Général à l'Émigration, une Commission des Assurances sociales pour les Emigrants italiens à l'étranger. Cette commission a pour but (art. 1^{er}) : a) d'étudier les mesures destinées à coordonner l'action des divers offices et œuvres qui, à l'étranger, s'occupent, au profit des émigrants italiens et de leurs ayants-droits, d'assurance sociale, soins médicaux, hospitalisation, etc. ; b) d'examiner les questions concernant l'affiliation aux instituts italiens, et, selon les lois italiennes, des travailleurs ayant émigré dans les pays où il n'existe pas de lois à ce sujet ou bien dans les pays où les ouvriers italiens sont exclus, en tout ou en partie, du bénéfice de ces lois ; c) de donner des avis sur les clauses des projets de traités de travail concernant les assurances sociales ; d) de préparer les projets de règlements prévus en matière d'Assurances sociales dans les traités de travail.

(art. 2). Font partie de cette Commission : le Commissaire Général à l'Émigration, président ; le directeur général du Travail et de la Prévoyance sociale ; le directeur général du Placement et du Chômage ; le directeur général du Crédit ; le directeur de l'Office des Actuaire près du Ministère de l'Industrie, du Commerce et du Travail ; le directeur général des Affaires privées et le directeur général des Affaires politiques du Ministère des Affaires Etrangères ; le directeur général de l'administration civile du Ministère de l'Intérieur pour ce qui concerne l'assistance médicale et l'hospitalisation ; le directeur général de la Caisse nationale des Assurances sociales ; le directeur général de la Caisse nationale des Assurances pour les Accidents du travail et deux commissaires de l'Émigration.

Le budget de cette Commission est fourni par le fonds d'émigration (art. 3).

D'autre part, le Gouvernement italien lutte contre les lois étrangères, notamment la loi française du 10 août 1927, qui déclare français :

(Art. 1^{er}, § 2). « Tout enfant légitime né en France d'un père qui lui-même y est né » ; et français — sous faculté de répudiation à leur majorité : « 1^o tout enfant légitime né en France d'une mère étrangère qui elle-même y est née ; 2^o tout enfant naturel né en France de parents étrangers, lorsque celui dont ils ne devront pas suivre la nationalité... est lui-même né en

France » ; et (Art. 4) : « tout individu, né en France, d'un étranger, s'il est domicilié en France à l'âge de 21 ans ».

Le Gouvernement italien aide en conséquence les familles italiennes résidant à l'étranger (1) ; et le Commissaire Général à l'Émigration, sous le régime fasciste, fit partie du Conseil de Protection de la Maternité et de l'Enfance (2). D'autre part, des voyages gratuits vers l'Italie sont offerts aux Italiennes enceintes pour que les naissances de leurs enfants aient lieu sur le territoire italien ; et, par suite, pour mettre obstacle aux lois et moyens dénationalisant les jeunes Italiens. D'autre part, une propagande d'italianité a été inaugurée par la section du Parti National Fasciste de la province de Varesina, chez les émigrants rentrant l'hiver en Italie, en vue de leur inculquer des sentiments dignes de l'Italie moderne, et les empêcher de se dénationaliser.

L'on paye également aux enfants des émigrés des voyages en Italie pour qu'ils apprennent à connaître la mère-patrie. Ils sont groupés par les soins des associations d'Avant-Gardistes fascistes, qui comprennent plus de 120.000 membres. On organise, pour eux, des réunions et des fêtes. En particulier, le 1^{er} août 1929, à Rome, M. Mussolini et M. Turati ont assisté à une de ces réunions et ont pris la parole. A Milan, vers la même époque, toutes les autorités municipales ont reçu ces enfants d'émigrés, et leur ont offert une collation.

En ce qui concerne l'instruction, dans certains pays, notamment en Tunisie, le Gouvernement italien a obtenu de pouvoir créer des écoles italiennes (3). En France, en vertu du principe de la liberté, il peut en être ouvert avec une simple autorisation administrative (4). Pour régler le statut des écoles italiennes à l'étranger, une loi fut votée le 22 décembre 1910. Cette loi indiquait que : « le Gouvernement pourvoira à la diffusion de la langue et de la culture italiennes à l'étranger, en fondant et en maintenant les écoles et autres institutions d'enseignement d'État, en aidant et en subventionnant les écoles et autres

(1) Citons en particulier l'œuvre « Les fils du Littorio », créée par M. Mussolini, en vue d'assurer la tutelle des jeunes Italiens à l'étranger.

(2) L'Œuvre Nationale pour la Maternité et l'Enfance, d'accord avec les secrétaires des Faisceaux à l'étranger, s'occupe des enfants d'Italiens à l'étranger, pour leur donner les soins et l'assistance, que la Mère-Patrie leur doit.

(3) Le budget italien de 1930 prévoit pour leur fonctionnement une somme de 8.000.000 de liras.

(4) Leur nombre est d'ailleurs très faible.

institutions d'enseignement coloniales ou privées (art. 1^{er}). ».....
 « Le Gouvernement instituera et maintiendra à l'étranger, aux frais de l'État, des écoles maternelles (garderies d'enfants), des écoles primaires, des écoles secondaires, et éventuellement des écoles supérieures (art. 3). » La loi indique ensuite comment fonctionneront ces écoles et établit, en vue de leur administration, un Conseil central des Ecoles à l'étranger, placé près le Ministère des Affaires Etrangères. Ce Conseil fut supprimé par le décret du 19 avril 1923 ; mais le Gouvernement fasciste, loin de vouloir diminuer par là l'importance qu'il attachait aux écoles, a voulu au contraire prouver le rôle qu'il leur attribuait (1), puisque c'est maintenant du Ministère des Affaires Etrangères, dirigé alors par M. Mussolini, que dépend l'organisation et le contrôle des écoles à l'étranger ; et le Gouvernement fasciste est bien décidé à augmenter encore leur puissance d'action, puisque c'est l'un des meilleurs moyens qu'il possède de lutter contre la dénationalisation de ses nationaux. C'est ainsi que la loi du 19 décembre 1926 a créé un Institut de culture italienne à l'étranger, qui (art. 1^{er}) « est chargé de diffuser la langue et la culture italiennes » par (art. 4) des cours, des publications, des traductions, des informations, etc. De même, parlant en 1927 des écoles italiennes à l'étranger, M. Mussolini disait : « J'envoie à nos écoles à l'étranger un cordial salut, avec l'espoir qu'elles continueront avec ordre et discipline leur travail assidu, profitable à l'œuvre fasciste, et élèveront le cœur de la jeunesse. »

Le Gouvernement fasciste, en développant ainsi, comme dans les autres domaines, la politique que les Gouvernements antérieurs avaient effleurée, et en l'aidant par de nouveaux et puissants moyens, comme l'« Institut national pour le Crédit aux Travailleurs italiens à l'étranger » a réalisé ainsi une œuvre dont le *Popolo d'Italia* du 14 août 1927 disait : « Les Italiens résidant à l'étranger ne sont plus abandonnés à eux-mêmes. Une vaste organisation surveillée et dirigée par l'État les soutient et les protège. Leurs rapports avec la patrie sont chaque jour plus étroits, grâce à l'activité des faisceaux, qui représentent

(1) L'ordre du jour proposé par le député Pellizzani et voté par la Chambre des Députés en 1922 (Atti Parl. C. D. Lig. XXVI. *Discussioni*, p. 6.145) est rédigé ainsi qu'il suit : La Chambre affirme la nécessité pour la politique gouvernementale de favoriser l'expansion spirituelle de la nation à l'extérieur et de favoriser le maintien intégral de la nationalité italienne des émigrants, au moyen du développement et de la multiplication des écoles au delà des frontières.

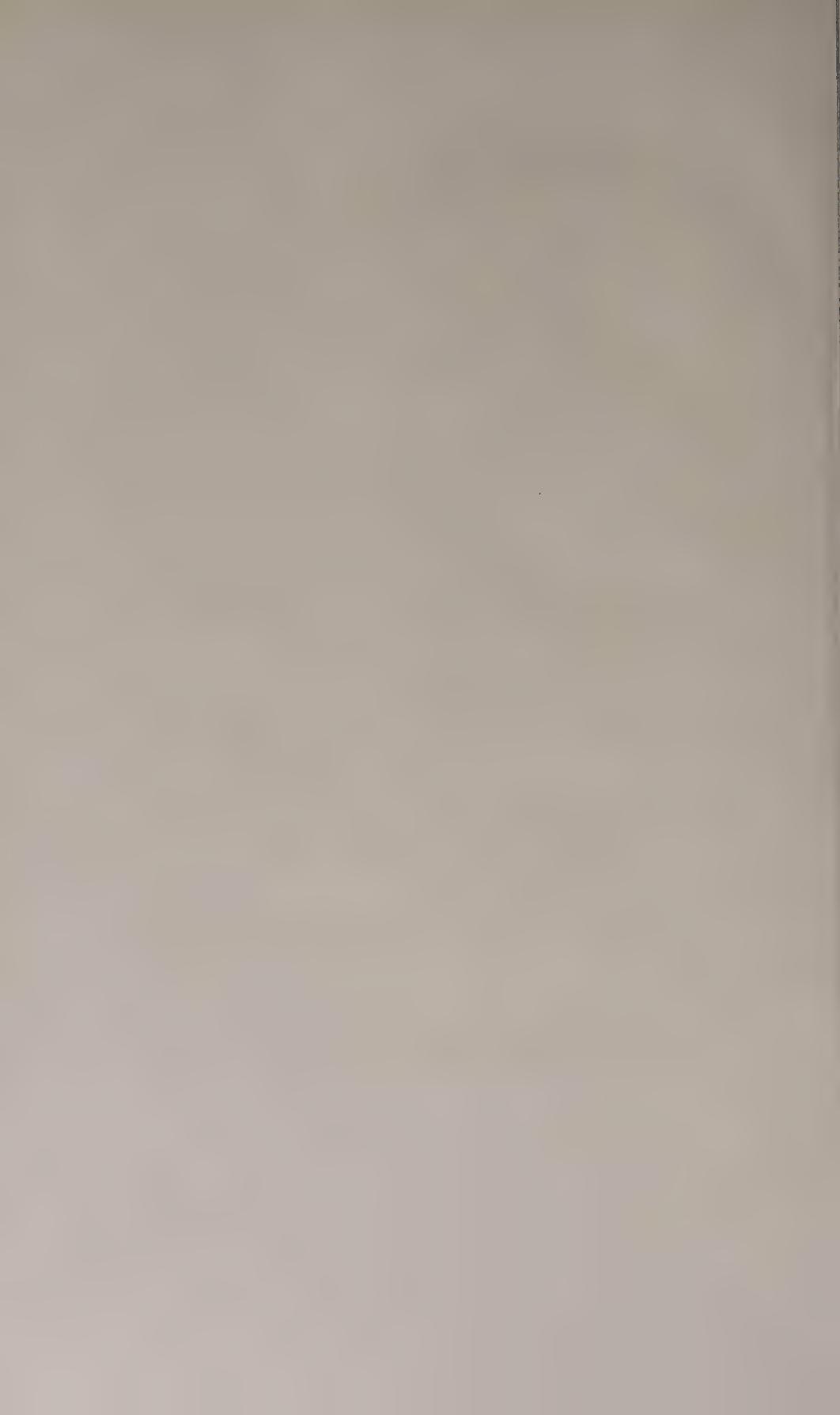


Manifestation organisée en l'honneur d'enfants d'émigrants.

(Dans le médaillon,
M. TURATI prononçant un discours devant eux.)



Défilé dans les rues de Milan
d'enfants d'émigrants encadrés par des avant-gardistes.



— au delà des Alpes et de l'Océan — l'Idée Nationale, qui a rendu à l'Italie la conscience de sa force et la foi dans son avenir.

« Renforcer et rendre plus vivants les rapports entre les émigrés et l'Italie (1), pour que les Italiens ressentent en tous lieux la présence de leur patrie, telle est la tâche que le fascisme a entreprise dès le jour où il s'est élevé au pouvoir.

« Les Italiens à l'étranger constituent une force imposante, destinée à exercer une influence extraordinaire sur ce siècle, qui sera le siècle de la grandeur italienne. Il ne dépend que de nous d'avoir conscience de notre valeur, en vue d'une politique organisée et à longue portée. »

(1) Pour faciliter le retour des émigrés, afin qu'ils reprennent contact avec la patrie, des tarifs réduits spéciaux existent sur les compagnies de navigation italiennes. C'est ainsi que, depuis le 2 mars 1928, les compagnies Lloyd Latino et Transports Maritimes délivrent des billets d'une validité de deux ans, dont le prix n'est que de 384 pesos de Buenos-Ayres en Italie et retour — et de 1.350 milreis du Brésil en Italie et retour.

D'autre part, les émigrés rentrés dans leur patrie, et à condition qu'ils aient séjourné plus de deux ans dans le pays d'immigration, peuvent, en rentrant, remmener avec eux deux personnes de leur famille, jusqu'au troisième degré, mais ces dernières ne peuvent pas, à leur tour, emmener avec elles d'autres personnes, après un séjour de retour en Italie (Décret du 17 juillet 1929).

TROISIÈME PARTIE

LES ACCORDS INTERNATIONAUX

a) *Les divers accords internationaux sur l'émigration.*

Dans la 2^e partie, nous avons étudié les lois italiennes régissant l'émigration et nous avons remarqué que dans la période qui s'étendait de 1901 — date de la première grande loi sur l'émigration — à octobre 1922 — date de l'arrivée au pouvoir du Gouvernement fasciste —, la politique italienne s'était principalement efforcée de donner, à ceux qui quittaient leur patrie, le maximum de protection. Mais l'action gouvernementale ne s'exerçait, pour ainsi dire, que pour assurer aux émigrés la sécurité, l'hygiène, et les meilleures conditions de transport, aux prix les plus réduits —, et ne s'occupait pas de conserver à l'Italie ses fils émigrés.

En 1922, s'ouvrit une nouvelle période. Le Gouvernement fasciste — Gouvernement National, s'il en fut — voulut limiter le nombre des partants, de façon à utiliser à l'intérieur leur force productive, pour développer l'industrie et l'agriculture, et faire cesser le scandale qui faisait de l'Italie « un vivier humain ». Mais, en même temps, il s'efforça de conserver à l'Italie, le bénéfice de la nationalité italienne à ceux qui, malgré tout, avaient émigré.

Cependant, si les Gouvernements antérieurs au fascisme s'occupaient peu de ce que faisaient leurs nationaux, une fois qu'ils avaient quitté le sol de la patrie, un certain nombre d'accords internationaux furent cependant signés, accords qui — peu à peu — embrassèrent toutes les branches de la législation ouvrière. Seuls, restaient en dehors les problèmes de sauvegarde de l'italianité, problèmes qu'essaya de résoudre le Gouvernement fasciste.

Les accords sur l'émigration sont très nombreux :

Abyssinie	1928	Amitié ;
Albanie	29/2/1924	Convention d'établissement (art. 1 ^{er}) ;
		Convention consulaire (art. 14 et 15) ;
Allemagne	8/8/1873	Assistance aux indigents ;
	3/12/1894	Traité additionnel au traité de commerce du 6/12/1891, comportant (art. 4) un examen amical des questions intéressant l'émigration ;
	31/7/1912	Assurances ouvrières ;
	21/5/1915	Règlement pour la guerre future, des questions intéressant les assurances ouvrières ;
Argentine	26/3/1920	Assurance accidents du travail ;
Autriche	25/6/1896	Assistance aux indigents ;
	12-16/12/1896	Rapatriement des indigents.
	6/4/1922	Protection légale, assistance judiciaire ;
	28/4/1923	Commerce et navigation — contient une clause sur l'expatriement ;
Belgique	24/1/1880	Assistance ;
Bolivie	18/10/1890	Amitié et extradition (contient une clause sur le recrutement) ;
	8/10/1910	id.
Brésil	8/10/1921	Emigration ;
Bulgarie	31/10/1880	Assistance aux indigents malades ;
	20/4/1881	
Canada	8/2/1927	Emigration ;
Cuba	29/12/1903	Commerce et navigation (contient une clause sur le recrutement).
Danemark	21/5/1885	Assistance aux marins nécessiteux ;
Egypte	25/9/1905	Caisses d'épargne ;
Espagne	11/9/1897	Assistance aux indigents ;
	25/11/1925	Coopération des services d'émigration ;
Etats-Unis	26/2/1871	Commerce et navigation ;
	2/5/1913	Modification au traité de 1871, pour les indemnités en cas d'accident ;
France (Protec. tunisien)	28/9/1896	Commerce et navigation ;
	28/9/1896	Convention consulaire ;
République Fr....	15/4/1904	Caisses d'épargne ;
	20/1/1906	id.
	9/6/1906	Assurance accidents du travail ;
	15/6/1910	Protection des ouvriers mineurs ;
	9/8/1910	Caisses de retraites (application de la Convention de 1904) ;
	30/9/1919	Travail (émigration, salaires, assurances) ;
	16/2/1920	Assurances sociales, en Alsace-Lorraine ;
France (Maroc)...	19/5/1916	Abandon des capitulations ;
Grande-Bretagne..	8/6/1880	Assurance aux marins nécessiteux ;
	25/9/1906	Caisses d'épargne ;
Guatemala	13/11/1905	Assistance, commerce, navigation (contient une clause sur le recrutement) ;

Hongrie	13/2/1889 26/6/1896 19/9/1909 6/4/1922	Assurance pour les marins ; Assurance aux indigents ; Assurance accidents du travail ; Protection légale, assistance judiciaire ;
Luxembourg	28/1-25/2/1881 11/11/1920	Assurance aux indigents malades ; Travail, assurance, invalidité, vieillesse, assistance ;
Mexique	16/4/1890	Amitié, commerce, navigation (contient une clause sur le recrutement) ;
Monaco	20/7/1871	Assistance aux indigents ;
Nicaragua	30/9/1917	Naturalisations ;
Paraguay	22/8/1893	Amitié, commerce, navigation (contient une clause sur le recrutement) ;
Pologne	12/5/1922	Commerce (art. 5 et 16 sur l'émigration) ;
Saint-Domingue ..	5/1/1889	Commerce et navigation (supplément au traité du 18/10/1886) ;
Saint-Paul	10/3/1924	Émigration ;
Serbie, Croatie, Slovénie	6/4/1922 26/6/1926	Protection légale, assistance judiciaire ; id.
Suède et Norvège ..	12/6/1881	Assistance aux marins nécessiteux ;
Suède	1917	Assurance accidents du travail ;
Suisse	6 et 15/10/1875 13/7/1904	Assistance aux indigents malades ; Commerce (art. 17, examen amical des questions intéressant l'émigration) ;
	4, 11, 15, 16/3/1921 9/2/1927	Secours aux chômeurs ; Chômage ;
Tchéco-Slovaquie ..	23/3/1921	Commerce (pactum de contrahendo) ;
U. R. S. S.	7/2/1924	Commerce et navigation (séjour) ;
Uruguay	4/5/1914	Hygiène sur les navires.

Ces accords sont de plusieurs sortes :

1° Ceux ayant principalement pour but de sauvegarder l'italianité, accords dont les relations franco-italiennes, à propos de la Tunisie, sont le meilleur exemple ;

2° Ceux (1) ayant pour but de protéger les Italiens à l'étranger (accords sur les Caisses d'épargne, l'assistance, les accidents du travail, la législation du travail, etc.) ;

3° Les accords multilatéraux, réalisés par les Conférences internationales de l'Émigration et de l'Immigration de Rome en 1924 et de la Havane en 1928.

(1) Signés par le gouvernement italien, soit avec un autre gouvernement ; soit avec une association : Feldarbeiter Central Stelle, Union des Mines de fer de Meurthe-et-Moselle, par exemple ; soit enfin par des Associations italiennes et étrangères (accord de la C. G. T. italienne et de la C. G. T. française, par exemple).

b) *Les traités tunisiens.*

Nous allons tout d'abord étudier les accords franco-italiens sur la Tunisie.

En 1881, il n'y avait, en Tunisie, que quelques centaines de Français, alors qu'il s'y trouvait plusieurs milliers d'Italiens (1). Cependant, par suite (2) : « de la nécessité d'assurer la sécurité de notre grande colonie algérienne (souci que depuis 1830, aucun des gouvernements qui se sont succédé en France n'a négligé) ; du désordre permanent qui règne en Tunisie et qui, depuis la révolte des spahis de Soukarras, en 1871, augmente encore chaque année ; de l'impuissance irrémédiable du Gouvernement tunisien à réprimer ces désordres ; de l'absence de frontières entre l'Algérie et la Tunisie ; et des dispositions hostiles à la France du Gouvernement beyical », encouragé par certains Gouvernements étrangers, la France se vit obligée d'effectuer une opération en Tunisie, et, par le traité de Casr-saïd du 12 mai 1881, établit son protectorat sur le pays. Toutes les puissances renoncèrent aux droits qu'elles y détenaient en vertu de capitulations. Tel fut le cas, par exemple, de l'Allemagne (traité du 18 novembre 1896) ; de l'Angleterre (traité du 18 septembre 1897) ; de l'Autriche-Hongrie, etc. Ces traités, assez courts, indiquaient seulement que le pays considéré « jouirait en Tunisie du traitement de la nation la plus favorisée, à l'exception du traitement de la France ; qu'il renonçait à invoquer, en Tunisie, le régime des capitulations et s'abstenait d'y réclamer pour ses consuls et ses nationaux d'autres droits et privilèges que ceux qui leur sont acquis en France par suite des accords existant avec la France... »

Avec l'Italie, cependant, par suite de l'importance des intérêts que ce pays possédait en Tunisie, et pour régler la situation,

(1) Emigration italienne vers la Tunisie :

1876.....	304
1877	282
1878	585
1879.....	467
1880.....	260
1881.....	265

(2) Circulaire adressée le 9 mai 1881 par Barthélémy Saint-Hilaire, Ministre des Affaires Etrangères du Cabinet Jules Ferry, aux agents diplomatiques de la République française, sur les rapports de la France et de la Tunisie.

il fut signé non seulement un Traité de commerce et de navigation (Traité du 28 septembre 1896), mais surtout une Convention consulaire et d'Établissement, annexée au traité (1).

Un traité spécial avait été nécessaire avec l'Italie, et non une simple déclaration comme avec les autres puissances, car, lorsque la France eut occupé la Tunisie, le Gouvernement italien n'accepta d'y reconnaître son protectorat que sous réserve de ne perdre aucun des droits qu'il possédait dans ce pays, en 1881. C'est ce qu'exprimait Mancini, le Président du Conseil italien, dans sa lettre du 8 janvier 1884 au Consul général italien à Tunis : « Hormis la matière judiciaire, on maintiendra en vigueur toutes les autres immunités, avantages et concessions accordés par les Capitulations, les Traités, et les usages. »

Le protocole du 25 janvier 1884 déclarait (art. 1^{er}) : « Le Gouvernement du Roi consent, sous réserve de l'approbation parlementaire, à suspendre en Tunisie la juridiction des Tribunaux consulaires italiens. La juridiction exercée par ces tribunaux sera transférée aux tribunaux récemment instaurés en Tunisie, dont S. A. le Bey a, par décret du 5 mai 1883, étendu la compétence aux nationaux des Etats qui consentiraient à faire cesser de fonctionner leurs propres tribunaux nationaux dans la Régence. » — « Sauf cette dérogation (art. 2) au régime établi, il est expressément convenu que toutes les autres immunités, avantages et garanties assurés par les Capitulations, les usages et les traités restent en vigueur. »

L'Italie montrait ainsi que, si elle était obligée, comme l'avaient fait toutes les autres puissances, de reconnaître l'établissement du protectorat français sur la Tunisie, elle tenait cependant à continuer de profiter des avantages qu'elle avait pu s'y procurer antérieurement au traité du Bardo ; et à maintenir, le plus possible, sous son allégeance, la nombreuse colonie italienne établie en Tunisie.

C'est ainsi que, pour régler la situation des Italiens établis en

(1) Avant cette date, des Etats italiens avaient déjà signé de nombreux accords avec la Tunisie ;

République de Venise.....	1/ 9/1763
» »	18/ 5/1792
Sardaigne	17/ 4/1816
»	17/11/1833
Toscane.....	10/ 7/1822
Deux Siciles	17/ 4/1816
»	17/11/1833
Accord avec l'Italie Unifiée.....	8/ 9/1868

Tunisie, ou des Tunisiens en Italie, le Gouvernement italien voulait que restât en vigueur (et l'incident du Consulat français de Florence du 22 décembre 1887 (1) montre nettement ce désir) la Convention Italo-Tunisienne du 8 septembre 1868, et non l'accord franco-italien du 26 juillet 1862. Cette politique nationale, tendant à conserver l'italianité de ses émigrés, le Gouvernement italien n'y faillit jamais.

Le traité du 28 septembre 1896 faisait la part belle à l'Italie, puisqu'il reproduisait, en grande partie, la convention italo-tunisienne de 1868. Il assimilait (art. 7) les Français et les Italiens pour l'exercice du cabotage et de la pêche en Tunisie.

Quant à la Convention consulaire, elle accordait de nombreux avantages aux Italiens établis en Tunisie : « Les Italiens (2), en Tunisie, seront reçus et traités, relativement à leurs personnes et à leurs biens, sur le même pied et de la même manière que les nationaux et les Français ; ils jouiront des mêmes droits et privilèges que les nationaux et les Français. » « Les Italiens (3) sont admis, sans conditions ou restrictions autres que celles résultant des lois de leur propre pays, à la jouissance des mêmes droits civils que les nationaux et les Français. » « Les Italiens (4), en Tunisie, pourront, librement établir des Sociétés commerciales, industrielles, fonder des associations mutuelles ou en participation et toute autre association soit entre eux, soit avec des personnes d'une autre nationalité. » « Pour être admis (5) à ester en justice, les Italiens en Tunisie ne seront tenus qu'aux conditions et formalités prescrites pour les nationaux eux-mêmes, ou pour les non-nationaux *qui jouiraient d'un régime plus favorable encore*. » « Ils jouiront (6) du bénéfice de l'assistance judiciaire comme les nationaux eux-mêmes et les Français. » « Les Italiens en Tunisie (7) ne sont justiciables que de la juridiction française ; toutefois, en matière d'immeubles, à moins que ceux-ci ne soient immatriculés, ou que toutes les parties en cause soient personnellement justiciables des tribunaux français, il sera statué par les tribunaux tunisiens, et, en dernier ressort, par S. A. le Bey. — Les assignations devant un

(1) Voir, à ce sujet, Clunet, 1888.

(2) Article 1^{er}.

(3) Article 2.

(4) Article 3.

(5) Article 5.

(6) Article 6.

(7) Article 7.

tribunal tunisien, destinées à un Italien, *seront transmises par l'intermédiaire, et par ordonnance du Consul italien, lequel sera appelé, à peine de nullité du jugement qui interviendra, à assister aux débats ou à s'y faire représenter.* » Enfin, pour toutes les questions relatives aux successions, la convention n'était que la reproduction de celle de 1868. L'Italie gardait ainsi tous les droits qu'elle avait réussi à obtenir de la faiblesse du Gouvernement beyical ; elle gardait le droit de conserver les écoles déjà établies, son hôpital (1), d'en ouvrir de nouvelles (2), et de protéger les indigènes qu'elle protégeait déjà (3). Sauf leurs descendants, elle ne pouvait plus en protéger de nouveaux (Trib. 1^{re} inst. Tunis, 26. 1. 1902, C. 1903. 277), mais elle gardait ainsi des droits d'intervention fréquente.

Cette politique énergique du Gouvernement italien était explicable à son point de vue. A cette époque, comme nous l'avons dit plus haut, une partie assez importante de l'émigration sicilienne se dirigeait vers la Tunisie toute proche ; et le Gouvernement italien voulait s'efforcer de conserver ses nationaux et peut-être les encourager, s'il leur fallait émigrer, à aller en Tunisie. Ainsi, elle pourrait éventuellement tenter par la suite, en montrant l'importance de sa colonie dans ce pays, comparée à la colonie française, de se faire céder ce pays par la France —, et avoir, à quelques heures de son territoire, une colonie de peuplement merveilleusement située, et riche en produits de toutes sortes. Le Gouvernement italien ne manqua pas à cette politique, quoique le nombre de ses émigrants se dirigeant vers la Tunisie restât stationnaire entre 2.000 et 3.000, alors que l'émigration italienne prenait, dans l'ensemble, le formidable développement que nous avons vu.

Après la guerre, en 1919, le Gouvernement français, de même qu'il dénonça tous ses traités de commerce, dénonça les conventions tunisiennes de 1896. Ce n'était pas là un acte hostile dirigé contre l'Italie. Une note de l'agence Havas, du 20 mars 1919, le montre : « La dénonciation par le Gouvernement français des deux conventions entre l'Italie et la France pour la Tunisie est une mesure d'un caractère général, prise par tous les alliés

(1) Article III du protocole de la Convention d'Établissement.

(2) Article 3 de la Convention.

(3) Les protégés jouissent de certains avantages, comme d'être soustraits à la juridiction du Tribunal indigène, et placés sous la juridiction consulaire (en pays de capitulation) ou européenne, mais ils restent cependant des étrangers par rapport à la puissance protectrice.

Nombre des Emigrants italiens vers la Tunisie

1882	2.235	1904	9.645 ^(a)
1883	1.867	1905	7.051 ^(a)
1884	637	1906	2.740
1885	818	1907	2.361
1886	1.557	1908	3.152
1887	633	1909	2.705
1888	751	1910	2.375
1889	639	1911	2.585
1890	522	1912	2.898
1891	583	1913	2.257
1892	618	1914	1.651
1893	765	1915	3.149
1894	828	1916	2.056
1895	1.121	1917	1.589
1896	898	1918	838
1897	593	1919	7.941
1898	1.003	1920	3.923
1899	1.246	1921	2.377
1900	2.245	1922	2.328
1901	5.447	1923	3.051
1902	6.123	1924	4.288
1903	5.405	1925	3.663

(a) Pour les années 1904 et 1905, les statistiques ont donné, par leur total, les chiffres se rapportant à l'Algérie et à la Tunisie.

en vue du renouvellement et de la revision de tous les traités en vigueur. » D'ailleurs, cette dénonciation était, en fait, sans inconvénient, puisque le Gouvernement français admettait que les conventions continuassent à rester en vigueur : le seul effet de la dénonciation était donc de réduire à trois mois le délai de tacite reconduction des conventions, qui était d'une année depuis le 1^{er} octobre 1905.

Le Gouvernement italien s'insurgea cependant contre ce fait. Des interpellations eurent lieu à la Chambre des Députés italienne, et l'un d'eux, M. Orano (Atti. Parl. Cam. Dép. Leg. XXVI, 1^{re} Ses. Dis., p. 6.074) déclara : « Les Italiens en Tunisie ne céderont pas aux tentatives de diminuer leur dignité ou leur qualité de citoyens italiens. »

Le 8 novembre 1921, parurent deux décrets sur la nationalité, l'un — du bey, l'autre — du Gouvernement français, par lesquels était français ou tunisien, selon les cas, « tout individu né en Tunisie de parents dont l'un y est né lui-même, sous réserve des dispositions des conventions ou traités liant le Gouvernement

tunisien ». Le Gouvernement italien protesta, et cela d'autant plus que d'après les conventions de 1896, qui faisaient aux sujets italiens un traitement différent de celui des autres résidants, « seront considérés comme sujets italiens en Tunisie ceux qui auront conservé d'après les lois de leur pays la nationalité italienne. » (Art. 13 de la Convention consulaire).

Le Gouvernement français l'admettait très bien, puisqu'il disait que les décrets de 1921 ne s'appliquaient pas aux sujets italiens résidant en Tunisie ; et non seulement le Gouvernement, mais tous les hommes politiques français. Ainsi, le rapport de M. Mazurier, membre de la Commission de législation civile et criminelle du Sénat, sur le projet de loi sur la naturalisation en Tunisie (Doc. Parl. Sénat Annexe 802. Ses. Extraord. 8, 12, 1923 ; 1923, p. 150) déclarait : « Il était inutile de spécifier que l'article 1^{er} du projet de loi ne statue que « sous réserve des dispositions des conventions en vigueur », puisqu'un acte législatif général ne peut en droit prévaloir sur les clauses spéciales d'un acte conventionnel antérieur ; ... notre conclusion est... 2^o que l'article 1^{er} n'est pas applicable aux sujets italiens fixés en Tunisie. » Pendant la discussion, M. Mazurier disait (Doc. Parl. Sénat, Séance 13, 12, 1923, p. 1864) : « Le décret de 1921 ne visait pas les Italiens qui bénéficient des conventions italo-tunisiennes de 1896, renouvelées par tacite reconduction tous les trois mois... J'ai dit que le décret du 8 novembre 1921 ne s'appliquait pas aux Italiens ; en effet, il résulte des conventions de 1896 que les Italiens conservent leur nationalité en Tunisie pour autant que les lois de leur pays le leur permettent... Du reste, il serait difficile dans la loi d'indiquer que celle-ci ne s'applique pas aux Italiens, puisque le texte légal, d'après le droit international, ne peut pas arriver à détruire des conventions qui existent entre deux nations et qui sont en vigueur... Les Italiens se sont émus de la situation qui leur était faite, mais on peut leur enlever leurs appréhensions et nous déclarons, à la tribune, ainsi que le Gouvernement le déclare aussi, avec toute l'autorité qui s'attache à sa parole, que cette loi ne s'applique pas aux Italiens. » De même, M. Gasser, rapporteur de la Commission des Affaires Étrangères du Sénat, disait : « Une réserve doit être formulée sur le dispositif général de l'article 1^{er} qui impose la nationalité française. Il s'agit de l'existence des conventions italo-françaises de 1896 qui, tant qu'elles seront en vigueur, ne permettent pas d'incorporer dans la nationalité française les étrangers d'origine italienne qui sont sur le sol de

la Tunisie. A cet égard, tout le monde est d'accord ». Ainsi, comme le disait M. Gasser, tout le monde, à cet égard, était d'accord — et même la jurisprudence, puisque la Cour de Cassation (28. 7. 1925. C., 1926, 437) jugeait que « le fait de la naissance sur le territoire tunisien ne peut pas entraîner pour des Italiens la perte de leur nationalité. »

Lorsque, le 29 novembre 1921, les Maltais, auxquels le Gouvernement anglais avait laissé toute liberté à ce sujet, furent sur leur demande nationalisés français, l'émotion grandit encore en Italie ; pour l'apaiser, la *Dépêche tunisienne*, organe officiel, dès le 16 décembre, indiquait que le décret ne s'appliquait qu'aux Maltais, et M. Briand, Président du Conseil et Ministre des Affaires Étrangères, communiqua le 15 décembre 1921 la note suivante à la presse : « Les récents décrets sur la nationalité française en Tunisie ont donné lieu en Italie à des interprétations erronnées. Il ne fait aucun doute que ces décrets ne visent en aucune façon les Italiens de Tunisie, dont le statut reste jusqu'à nouvel ordre réglé par la convention du 28 septembre 1896 et qui, depuis 1919, se proroge automatiquement et continue à être appliquée. »

Le Gouvernement anglais, après avoir porté devant la Société des Nations, puis devant le Tribunal international de La Haye, la question, pour les citoyens Maltais résidant en Tunisie et que le décret faisait devenir Français, consentit à traiter avec la France. Par un accord du 24 mai 1923, constaté par la publication de lettres entre le Secrétaire d'État anglais aux Affaires Étrangères et l'Ambassadeur français à Londres, « La Grande-Bretagne reconnaît à la France le droit d'imposer sa nationalité aux sujets anglais nés en Tunisie d'un père qui lui-même y est né. Toutefois, les enfants ainsi nationalisés ont le droit, dans l'année qui suit leur majorité, de revendiquer la nationalité de leur pays, et d'abandonner par conséquent la nationalité française. »

Le Gouvernement italien, au contraire, refusa de reconnaître le fait ; et, s'il ne protesta pas officiellement, il protesta du moins en paroles. Depuis l'arrivée au pouvoir du Gouvernement fasciste, ces protestations se sont faites encore plus nombreuses et plus violentes (1), car ce Gouvernement, qui cherche à défendre partout ses émigrés et à les conserver sous son allégeance, ne vou-

(1) Voir notamment à ce sujet le discours du député Delcroix (Discussion du budget des Affaires Étrangères, le 8 mai 1930).

lait admettre un décret qui dénationalisât ses fils. Aussi le Gouvernement italien revient-il souvent sur cette question, pour montrer qu'elle lui tient à cœur, qu'il ne l'oublie pas, et qu'il ne laissera pas violer ses droits. Dans le discours prononcé le 22 mai 1929, à la Chambre des Députés, pendant la discussion du budget du Ministère des Affaires Étrangères, M. Mussolini a dit : « En Tunisie, à côté de 82.000 Français, vivent 130.000 Italiens (1), qui luttent pour conserver leur nationalité, aujourd'hui menacée par la naturalisation d'office des fils d'émigrés, malgré les accords précédemment conclus, qui garantissent les droits de nos concitoyens. Ceux-ci furent cependant systématiquement exclus des emplois publics et privés, et ne purent ni ouvrir de nouvelles écoles, ni conserver celles qui existent. La France a dénoncé les conventions le 9 septembre 1919, et ceci fut le premier acte de sa gratitude envers son alliée ! La situation des Italiens en Tunisie devient toujours plus pénible et les récents attentats (2) prouvent que leur vie n'y est pas garantie... La France ne peut légiférer en Tunisie sur la nationalité, car il s'agit d'un protectorat — et non d'une colonie, et le traité de reconnaissance de la part de l'Italie ne lui en donne pas le droit... Les Italiens ont collaboré avec la France pour la victoire ; ils lui assurent encore prospérité et richesse par leur travail sur son sol ; mais ils conservent toujours fermement leurs sentiments patriotiques. »

En juillet 1929, la question se présente ainsi : Lors des négociations pour la conclusion d'un traité franco-italien d'amitié et de bon voisinage, le Gouvernement français a offert que la première génération eût la nationalité italienne, la seconde devant opter entre les nationalités italienne et française, la troisième devant être nécessairement française. Le Gouvernement italien n'a pas encore répondu à ces propositions ; il semble cependant qu'il ne les accepte pas. C'est l'opinion qui est exprimée par la presse italienne, qui réagit contre la perspective d'un accord rectifiant les frontières tunisiennes au profit de la Tripolitaine, en échange d'une renonciation partielle de l'Italie à ses demandes, au sujet de ses nationaux en Tunisie ; elle réclame pour eux un privilège permanent de nationalité.

(1) Sans vouloir discuter les chiffres des statistiques italiennes, il nous semble cependant que le nombre des Italiens vivant en Tunisie doit être inférieur à 100.000.

Voir, page suivante, les chiffres qu'indiquent les recensements depuis 1881.

(2) Des crimes commis par des antifascistes.

Recensements de la population en Tunisie depuis 1881

	1881	1886	1891	1896	1901	1906	1911	1921	1926
Français.....	708	3.500	9.973	46.207	24.201	34.610	46.044	54.476	71.020 ^(a)
Italiens.....	11.206	46.763	21.016	55.572	71.600	81.156	88.082	84.799	89.216
Mallais.....	7.000	9.000	11.306	10.249	12.056	10.380	11.300	13.520	8.396
Autres pays	»	»	»	»	3.244	2.779	3.050	3.327	517
	»	»	»	»					
	»	»	»	»					
Total.....	18.914	29.263	42.295	82.028	114.101	128.895	148.476	156.115	173.348
Pourcentage des Italiens....	59,234 %	57,625 %	49,689 %	67,747 %	62,760 %	62,962 %	59,324 %	54,318 %	51,466 %

(a) De 1891 à 1922, il n'y a eu que 3.670 naturalisations en y comprenant les femmes et les enfants, et 387 naturalisations de personnes ayant accompli leur service militaire. L'accroissement des Français est donc de 2.000 par an. Cet accroissement est le même actuellement, puisqu'on doit déduire de l'augmentation du nombre des Français (46.554) les 5.124 Mallais et quelques autres naturalisations.

C'est ainsi que dans le *Giornale d'Italia* du 9 novembre 1928, M. Virginio Gayada s'exprimait comme suit : « La tentative faite pour représenter les pourparlers en cours entre Rome et Paris comme un marchandage, avec des compensations réciproques, et pour lier la question coloniale de la rectification de la frontière tripolitaine au profit de l'Italie, à la question du statut des Italiens de Tunisie, doit être nettement repoussée. Si M. Barde, de l'*Œuvre*, et ses informateurs se font ainsi l'illusion de pouvoir satisfaire le Duce et d'arriver à un accord véritable, définitif et pacificateur entre l'Italie et la France, disons tout de suite, pour nous servir d'une expression française, qu'ils veulent la lune. Il n'y a là nulle situation, qui puisse prêter à un marchandage, et il n'y a aucun lien, en dehors d'une coïncidence fortuite dans le temps, entre le problème colonial et le problème tunisien. En ce qui concerne la question de Tunisie, l'Italie ne demande rien de plus que la reconnaissance de son droit, déjà admis par la France, parce qu'entièrement fondé. Les conventions de 1896, qui protègent la nationalité des citoyens italiens en Tunisie, ne sont pas une généreuse concession de la France, mais constituent la contre-partie de la reconnaissance du protectorat français sur la Tunisie par l'Italie. Le Gouvernement de Paris, en dénonçant ces conventions en 1919, affirma qu'il n'entendait pas donner à cette dénonciation un but politique, mais seulement économique. Les renonciations italiennes, qu'on demande aujourd'hui en France, et que M. Barde — avec trop de hâte — considère comme déjà acquises, sont en contraste évident avec le bon droit italien et avec les déclarations du Gouvernement français. »

Ainsi, pour la question tunisienne, contrairement à ce qui s'est passé au Maroc, où l'Italie — par le traité de mars 1916 — a accepté de renoncer au bénéfice des capitulations, la politique du Gouvernement italien n'a jamais varié : conserver ses nationaux, et maintenir pour eux tous les droits acquis.

L'on peut ajouter que dans les échanges de notes et entretiens entre les Gouvernements français et italien, préparatoires à la Conférence de Londres sur le désarmement naval de janvier 1930, il est de nouveau question du maintien de la nationalité italienne en Tunisie.

c. Traités d'émigration, d'assurances et de travail.

Nous avons ainsi étudié les accords qui n'avaient, en somme, qu'un seul but, conserver l'italianité des émigrants ; nous allons maintenant étudier les accords signés par le Gouvernement italien en vue de protéger ses nationaux à l'étranger ; mais, jusqu'en 1922 tout au moins, c'était dans un but philanthropique plutôt que politique.

De nombreux accords bilatéraux furent ainsi signés entre l'Italie et d'autres puissances. Nous avons cité ci-dessus les traités d'assistance conclus avec Monaco (1871), l'Allemagne (1873), la Belgique (1880), la Bulgarie (1880), la Grande-Bretagne (1880), le Luxembourg (1881), la Suède (1881), le Danemark (1885), l'Autriche (1896), la Hongrie (1896), l'Espagne (1897).

Cependant, aucun de ces traités n'a l'importance de celui signé avec la France en 1904. Les traités franco-italiens, en effet (traité de 1904 et traité de 1919), ont été tous les deux des traités-types, qui ont servi de modèles non seulement pour des accords entre l'Italie et d'autres puissances, mais même pour d'autres puissances entre elles.

Au début de 1902, Luigi Luzzati eut un entretien sans caractère officiel avec M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, sur les conditions éventuelles d'un traité italo-français sur le travail. Le Gouvernement italien, désireux de protéger ses nationaux, que la loi projetée sur les assurances sociales semblait devoir traiter d'une façon moins favorable que les Français, — et, d'autre part, le Gouvernement français, désireux que son industrie puisse lutter contre un concurrent, qui appliquait d'une façon moins stricte que lui, les lois de protection ouvrière, ne devaient pas manquer de s'entendre.

A la réunion de l'Association internationale pour la protection légale des travailleurs, en septembre 1902, à Cologne, Luigi Luzzati et M. Arthur Fontaine, directeur du Travail au Ministère du Commerce, délégué français, reprirent cet entretien. Luzzati devint ministre à la fin de l'année 1903 : les pourparlers continuèrent, et aboutirent rapidement, puisque le projet d'accord fut élaboré en janvier 1904 et le traité fut signé, le 15 avril 1904, sous le titre officiel de « Convention entre l'Italie et la France pour régulariser la protection des travailleurs ».

Il prévoyait, en premier lieu, l'ouverture de négociations en vue de conclure des accords pour « assurer à la personne du travailleur des garanties de réciprocité analogues à celles que les traités de commerce ont prévues pour les produits du travail ; et particulièrement :

« 1^o Faciliter à ceux qui travaillent à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et leur ménager le bénéfice des assurances sociales ;

« 2^o Garantir aux travailleurs le maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur. »

Dans ce but, le traité prévoyait la signature d'un certain nombre d'accords :

a) Accord entre les caisses d'épargne de France et d'Italie, caisses nationales, et même certaines caisses privées, afin d'assurer aux Italiens résidant en France (1) le transfert et le remboursement en France des dépôts qu'ils auraient effectués en Italie ; et, à leur rentrée en Italie, le transfert et le remboursement des dépôts qu'ils auraient effectués en France ; ces mouvements de fonds devant se faire sans aucun frais pour les intéressés.

b) Accord en vue d'assurer le paiement des cotisations des Italiens résidant en France à la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance, et le paiement des pensions de retraite.

c) Accord en vue d'admettre les Italiens résidant en France à la jouissance des assurances sociales et de leur permettre de bénéficier en France de pensions de vieillesse et d'invalidité.

d) Accord en vue d'assurer aux Italiens résidant en France le paiement d'indemnités en cas d'accidents du travail, dans les mêmes conditions qu'aux Français, et suppression — par suite — pour les Italiens, des alinéas 6 à 8 du paragraphe C de l'article 3 de la loi du 9 avril 1898 (2).

(1) ...Et aux Français résidant en Italie. Il en est de même pour les paragraphes suivants ; mais leur nombre y étant faible, la réciprocité — comme dans tous les traités franco-italiens, n'existe pratiquement pas.

(2) Ces alinéas stipulent : « § 6. — Les ouvriers étrangers, victimes d'accidents, qui cesseraient de résider sur le territoire français, recevront, pour toute indemnité, un capital égal à trois fois la rente qui leur avait été allouée.

§ 7. — Il en sera de même pour leurs ayants-droit étrangers cessant de résider sur le territoire français, sans que toutefois le capital puisse alors dépasser la valeur actuelle de la rente d'après le tarif visé à l'article 28.

§ 8. — Les représentants étrangers d'un ouvrier étranger ne recevront aucune indemnité si, au moment de l'accident, ils ne résidaient pas sur le territoire français. »

La jurisprudence française avait encore aggravé ces paragraphes au détri-

e) Accord en vue de réaliser l'admission éventuelle des Italiens résidant en France à des institutions d'assurance ou de secours contre le chômage.

f) Accords en vue de protéger les jeunes ouvriers italiens en France et ayant pour but :

1^o D'éviter les fausses déclarations ;

2^o D'instituer des Comités de patronage.

Pour contrebalancer les concessions que faisait le gouvernement français (car — ainsi que nous l'avons dit — la réciprocité de la convention n'était qu'apparente), le gouvernement italien prenait des engagements en vue d'établir des lois protectrices et une inspection du travail (âge d'admission des enfants au travail ; durée du travail ; travail de nuit), comparables aux mesures existant en France, et cela dans le but de diminuer la concurrence que les établissements italiens faisaient aux Français, grâce à l'absence, ou à une application non stricte — dans les cas où elles existaient — des lois sur cet objet.

En vue de régler les conditions d'application de l'accord relatif aux Caisses d'épargne, qui avait été signé en même temps que la convention du 15 avril 1904, un accord additionnel fut signé le 20 janvier 1906.

Un troisième arrangement suivit le 9 juin 1906 ; il avait pour but, conformément à l'art. 1^{er}, § d de la convention du 15 avril 1904, d'assurer aux Italiens travaillant en France (ainsi qu'aux Français travaillant en Italie) le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail. Cet arrangement commençait par stipuler l'égalité du traitement des Italiens et des

ment des ouvriers frontaliers. C'est ainsi que la Cour de Douai (C., 1901, 526) avait décidé que : « L'ouvrier qui tous les jours vient en France pour s'y livrer à son travail, doit être traité de la même façon que l'ouvrier étranger qui, victime d'un accident, cesse de résider sur le territoire français. — L'indemnité qui lui revient en vertu de la loi du 9 avril 1898 doit donc être fixée à un capital égal à trois fois la rente annuelle qui lui aurait été accordée s'il avait résidé sur le territoire français ».

De même (Lille, 8, 3, 1900 et Cour de Douai 18, 7, 1900) (C., 1901, 119) et Cassat., 7, 7, 1903 sur Toulouse, 7, 8, 1901 (C., 1904, 125) : « Doit être traité comme celui qui, après l'accident, cesse de résider en France, l'ouvrier étranger qui, tout en continuant à travailler en France, habite à l'étranger et passe chaque matin la frontière pour se rendre à son travail ; il ne peut donc se refuser à recevoir pour toute indemnité un capital égal à trois fois la rente qui lui fut précédemment allouée (Loi 9. 4. 1898, art. 3). — La résidence dont parle la loi du 9, 4, 1898 est celle de droit commun qui constitue le fait de l'habitation et non une résidence spéciale que déterminerait le lieu du travail. »

Français : « Les ouvriers ou employés de nationalité italienne victimes d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers et employés de nationalité française. » — « Ces dispositions sont également applicables aux ayants-droit qui ne résidaient pas sur le territoire du pays où s'est produit l'accident ou ont postérieurement cessé d'y résider. »

Pour l'application de cet accord, il était difficile d'imposer aux chefs d'entreprise français de payer les pensions aux ouvriers italiens ayant quitté la France, ou à leurs représentants qui n'y avaient peut-être jamais résidé. En vue de faciliter ce paiement, l'article 4 prévoyait qu'il pourrait être fait entre les mains de l'autorité consulaire qui effectuerait elle-même le paiement en Italie ; et la Caisse Nationale Italienne d'Assurance pour les ouvriers victimes d'accidents dans leur travail s'engageait, en vertu d'un « Règlement relatif à l'exécution de l'article 5 de l'arrangement du 7 juin 1906 » aux lieux et place des Compagnies françaises d'assurance contre les accidents du travail à « faire les recherches nécessaires concernant les ayants-droit des ouvriers victimes d'accidents et à verser à la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance les capitaux nécessaires en vue de la constitution des rentes viagères prévues dans le cas de mort par la loi française sur les accidents du travail. »

Enfin, dans le but de protéger les ouvriers italiens victimes d'accidents du travail, dans la procédure engagée devant les tribunaux lorsqu'il y a lieu de déterminer la valeur de la rente à leur attribuer, l'article 3 de l'arrangement du 9 juin 1906 stipule : « En cas d'accidents donnant lieu à enquête, avis de la clôture de l'enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire du ressort dans l'étendue duquel se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin qu'elle puisse prendre connaissance de la dite enquête dans l'intérêt des ayants-droit (1).

Pour le cas où cet accord serait dénoncé ou suspendu « pour

(1) Voir, à ce sujet, Montpellier, 13. 12. 1912. C., 1913, 1222 : « D'après l'article 18 de la loi du 9. 4. 1898, la clôture de l'enquête qui sert de point de départ à la prescription d'un an ne peut être que la clôture effective dont la date est portée sur le procès-verbal. — Ne peut être considérée comme telle la clôture du procès-verbal concernant un sinistré italien, s'il n'a pas été donné avis de la clôture de l'enquête au Consulat d'Italie, comme le veut l'article 3 de l'arrangement franco-italien du 9 juin 1906 ».

cause de force majeure ou de circonstances graves, il continuerait cependant d'avoir son exécution pleine et entière en ce qui concerne les droits des victimes ou de leurs représentants vis-à-vis de leurs employeurs, pour tous les accidents survenus jusqu'à l'expiration de l'arrangement ».

En vue de régler l'exécution de cet arrangement, deux règlements furent signés entre les administrations française et italienne.

Le premier avait pour but de fixer le rôle de l'autorité consulaire dans le cas d'accidents du travail, d'indiquer la manière dont cette autorité agirait, et de régler la procédure dans le cas où les victimes d'accidents ou leurs ayants-droit ne résideraient ni en France ni en Italie.

Le deuxième avait pour but de régler les conditions suivant lesquelles la Caisse Nationale d'Assurance pour les ouvriers victimes d'accidents dans leur travail réassurait les Compagnies françaises d'assurance contre les accidents du travail, et établissait un modèle-type de contrat de réassurance.

Un quatrième accord fut signé le 15 juin 1910. Cet accord (conséquence, encore, du traité de 1904) avait pour but — conformément à l'article 2 de ce traité — de régler les conditions relatives à la protection en France des jeunes ouvriers italiens : « Depuis longtemps, le gouvernement français (1) était informé que de jeunes étrangers, âgés de huit à treize ans, se faisaient remettre des livrets de travail sur la production d'actes rédigés en langue étrangère que les mairies comprenaient imparfaitement, qui parfois étaient falsifiés et souvent ne s'appliquaient pas à leur personne. Munis de ces livrets, ils réussissaient à se faire embaucher dans des établissements industriels, et notamment dans les verreries et cristalleries.

« Pour déjouer ces fraudes, des instructions ministérielles avaient prescrit, dès 1899, qu'un maire ne pourrait remettre de livrets aux jeunes étrangers que sur le vu de pièces délivrées récemment par le consulat de leur nation, dans la circonscription duquel ils étaient domiciliés.

« Malgré ces instructions, des échanges de livrets avaient lieu, notamment entre des jeunes Italiens inconnus des autorités françaises et amenés par des logeurs dits « padrones » qui les

(1) Exposé des motifs du projet de loi portant approbation de l'arrangement signé à Paris le 15 juin 1910 entre la France et l'Italie (*Doc. Parl. Chamb. Dép.*, 1911, I, 594).

faisaient passer d'une usine à l'autre en les changeant de nom et d'état-civil. — La chancellerie de l'Ambassade d'Italie à Paris signalait bientôt qu'elle n'était requise de voir ni de délivrer aucune pièce destinée à rétablir l'âge et l'identité des enfants que les employeurs fournissaient à certains établissements.

« Il importait de prendre des mesures en vue de prévenir le retour de semblables abus et le traité de 1904, sanctionnant le principe posé par le Gouvernement français, décida que les enfants se rendant, pour chercher du travail, d'Italie en France ou réciproquement, ne pourraient obtenir un livret de travail sans l'intervention des représentants de leur pays. Restait à instituer la procédure prévue par l'article 2 du traité, à préciser la nature des pièces, à déterminer la forme des certificats à fournir aux maires, à donner enfin aux autorités les moyens légaux de s'opposer à l'exploitation des mineurs. »

Tel fut l'objet de l'accord du 15 juin 1910. Tout d'abord, il précisait (art. 2) que pour pouvoir être admis à travailler en France, les jeunes ouvriers italiens devaient posséder des pièces d'identité et le livret d'admission au travail obtenu en Italie (c'est-à-dire les pièces prévues par l'art. 3 de la loi du 31 janvier 1901). De plus, lorsqu'il s'agissait d'enfants âgés de moins de 13 ans, ceux-ci devaient posséder le certificat d'études primaires italien conforme à la loi de 1877. Enfin, dans le cas où les jeunes ouvriers italiens étaient âgés de moins de 15 ans et n'habitaient pas avec leurs parents ou un tuteur, ils devaient — pour pouvoir être admis à travailler en France — présenter à l'autorité consulaire italienne, en même temps que les autres pièces, un certificat de consentement au travail délivré par la personne dont ils dépendaient civilement.

Les Inspecteurs du travail en France étaient chargés de s'occuper des jeunes ouvriers italiens de la même façon que des jeunes ouvriers français ; ils devaient notamment vérifier l'identité des jeunes ouvriers italiens et la façon dont ils étaient traités. Au surplus, les mesures de protection concernant les travaux dangereux et insalubres pour les enfants étaient uniformisées en France et en Italie, par la Convention de 1910.

Enfin des Comités de patronage (art. 9) devaient être organisés dans les principaux centres industriels. En feraient partie : le sous-préfet, le maire de la commune, l'inspecteur du travail et le Consul. Le but de ces comités devait être de veiller :

1^o à la stricte application des lois et règlements relatifs au travail des jeunes ouvriers ;

2^o à l'observation rigoureuse des prescriptions relatives à la délivrance des certificats d'aptitude physique visés aux paragraphes 3, 4 et 5 de la loi de 1892 ;

3^o à l'enseignement obligatoire, conformément à la loi de 1882 ;

4^o à ce que le traitement des jeunes ouvriers logés hors de leur famille fût équitable et humain, et que l'hygiène et la moralité fussent respectées.

Ainsi, les jeunes ouvriers italiens en France étaient protégés comme les jeunes ouvriers français.

Un cinquième arrangement fut signé entre la France et l'Italie, le 9 août 1910, comme conséquence de l'accord de 1904. Cet arrangement avait pour objet, conformément à l'article 1^{er}, § d de l'accord de 1904, de faciliter aux Italiens travaillant en France le bénéfice des assurances sociales. L'entrée en vigueur de ce dernier arrangement fut assez longue. En effet, signé le 9 août 1910, il fut déposé le 8 juin 1911 sur le bureau de la Chambre des Députés française par Jean Cruppi, Ministre des Affaires Etrangères. En effet (1), « à la différence de la Convention du 15 avril 1904 et de l'arrangement annexe qui avaient pu être ratifiés par le Président de la République en vertu des pouvoirs que lui confère l'article 8 — premier alinéa — de la loi constitutionnelle du 16 juillet 1875, l'intervention du Parlement était nécessaire pour approuver l'arrangement du 9 août 1910, en raison des conséquences financières qu'il pouvait entraîner,... et à raison de cette légère concession d'ordre financier », le gouvernement était obligé de « demander au Parlement une approbation qui ne saurait d'ailleurs faire difficulté ». Cependant, la discussion ne vint devant la Chambre qu'en 1918, et la promulgation n'en fut faite que le 4 septembre 1918.

Par cet accord, était réglée la situation des ouvriers italiens résidant en France qui touchaient des pensions de la Caisse Nationale Italienne de prévoyance pour l'invalidité ou la vieillesse des ouvriers, ou qui voulaient s'inscrire à cette caisse. Les versements leur étaient faits, ou étaient transmis à la Caisse Italienne par l'intermédiaire de la Caisse Nationale française

(1) Extrait de l'exposé des motifs du projet de loi portant approbation de l'arrangement conclu à Rome le 9 août 1910, entre la France et l'Italie (*Doc. Parl. Chamb. Dép.*, 1911, I, 532).

des retraites pour la vieillesse. Ainsi, même résidant en France, les ouvriers italiens pouvaient continuer à jouir du bénéfice des assurances sociales italiennes.

Pour étudier les traités ultérieurs conclus entre l'Italie et la France pour la protection dans ce pays des ouvriers émigrés, il nous faudrait examiner maintenant les accords conclus pendant la guerre ; mais, avant de le faire, il faut — pour les comprendre — commencer par faire un peu d'histoire et considérer les rapports qui existèrent, dès avant la guerre, entre l'Italie et des organisations privées françaises.

L'augmentation de la production des Mines de fer de la Lorraine française avait posé une question importante : celle du recrutement de la main-d'œuvre ; car il n'y avait pas en Lorraine — comme il s'en trouve dans le Nord de la France — une population habituée au travail des mines, et la main-d'œuvre locale française répugne en général à ce travail de manœuvres. Il fallait donc faire appel à la main-d'œuvre étrangère : une émigration italienne importante se tourna — comme nous l'avons vu dans la 1^{re} partie — vers cette région, où elle était assurée de trouver du travail. Ce fut d'abord une émigration spontanée ; mais, comme le nombre des ouvriers continuait à être insuffisant, les Compagnies minières et métallurgiques françaises cherchèrent à en augmenter le nombre.

Dès 1908, elles avaient envoyé à Chiasso et à Bâle des agents, chargés d'embaucher et de convoyer les émigrants italiens qui s'y présentaient pour chercher du travail. Mais, en raison du grand nombre de ces sociétés — et, par suite, des agents —, ceux-ci se faisaient concurrence et amenaient ainsi une hausse des salaires et autres avantages promis aux ouvriers italiens, au-dessus de la normale. D'autre part, après leur arrivée en France, la plupart des ouvriers ne restaient pas fidèles aux engagements qu'ils avaient pris ; ils se laissaient facilement débaucher et allaient, soit dans une autre mine qui leur était indiquée comme offrant un travail plus facile, soit même dans une autre industrie, leur assurant une occupation plus agréable ou plus rémunératrice.

Pour remédier à ces nombreux inconvénients, les Compagnies minières et métallurgiques comprirent qu'elles devaient s'entendre et, en 1911, le Comité des Forges et Mines de Meurthe-et-Moselle fonda un service de recrutement collectif, dirigé par le colonel Couturier. Ce Comité commença de suite des négociations avec le Commissariat Italien à l'émigration, afin de pou-

voir recruter des travailleurs en Italie, au lieu d'être obligé d'attendre, pour les embaucher, que ceux-ci se présentassent à la frontière suisse ou française. Un accord provisoire fut signé le 7 décembre 1911 (1). Cet accord avait pour but de garantir l'égalité, déjà réalisée d'ailleurs, des salaires des ouvriers français et italiens en Lorraine. Comme contrepartie, le Commissariat italien donnait une licence de recrutement au Comité français. Cependant, la licence accordée ne le fut qu'à titre provisoire, et pour la durée d'une année (1912), car, disait Di Frappa, Commissaire Général à l'Emigration, il y avait « une grande diffusion de maladies syphilitiques dans les masses ouvrières du bassin de Meurthe-et-Moselle, et, aussi, un nombre élevé d'accidents du travail survenant dans les mines de cette région. Aussi, au cas où, pendant l'année 1912, il ne serait pas pris de mesures en vue de combattre les maladies vénériennes et la fréquence des accidents du travail, le Commissariat Général se verrait dans l'obligation de ne pouvoir renouveler la licence ».

Le recrutement des ouvriers italiens se poursuivit régulièrement pendant l'année 1912. Des bureaux furent établis en Suisse et en Italie, et furent tenus au courant des besoins de chaque mine. Des agents recruteurs, reconnus par le Gouvernement italien, parcoururent la Suisse et l'Italie, distribuant des feuilles de présentation pour les bureaux de recrutement. Après examen d'âge, de situation militaire, et après visite médicale, les ouvriers embauchés étaient munis d'un contrat de travail individuel, d'un modèle approuvé par les autorités italiennes (2), puis acheminés en Lorraine.

Les mines étaient alors en plein aménagement ; il y avait peu de place dans les villages environnants, et l'hygiène laissait à désirer ; mais les Sociétés minières et métallurgiques intensifièrent la réalisation de leurs programmes de construction de maisons ouvrières salubres, de postes de secours et d'hôpitaux dotés de tous les perfectionnements modernes. Une Commis-

(1) Cet accord n'était pas le premier que le Commissaire Général de l'Emigration signait avec des organisations étrangères. En effet, il en avait déjà été signé un, en 1910, avec la *Feld Arbeiter Central Stelle*, organisation officielle du gouvernement allemand pour la Westphalie.

(2) Le prix du voyage devait être remboursé aux ouvriers, 1/2 après 3 mois, 1/2 après 6 mois de travail. Pendant le premier mois, pour éviter que l'ouvrier, dépaycé, ne gagne trop peu pour vivre, il devait être payé, à l'abatage de minéral, à raison de 5 frs.50 par jour. Les soins médicaux et les médicaments lui étaient dûs, pour toutes les maladies, par les Caisses de Secours Mutuels.

sion d'hygiène, comprenant les maires des communes minières et les membres du Comité des Forges, fut nommée en août 1912. Elle étudia le problème et élaborait un règlement sanitaire, insistant sur les conditions de salubrité que doit présenter toute construction nouvelle, rappelant aux maires le devoir qu'ils ont de refuser l'autorisation d'édifier tout immeuble qui ne satisfait pas aux prescriptions réclamées par l'hygiène, et énumérant les précautions à prendre pour prévenir ou arrêter les maladies contagieuses. On voulut instituer des bureaux d'hygiène inter-communaux, mais leur existence était illégale ; aussi ne créa-t-on, dans l'arrondissement de Briey, qu'une sous-inspection départementale d'hygiène, ainsi que des bureaux d'hygiène à Briey et à Longwy. Des règlements sanitaires furent édictés dans chaque commune, et la surveillance de la prostitution fut intensifiée.

Enfin, après une enquête effectuée par l'Attaché à l'émigration auprès de l'Ambassade d'Italie en France, R. Pinot, Secrétaire-général du Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle et Délégué général du Comité des Forges de France, fut avisé le 1^{er} février 1913 que le Comité pouvait, en principe, continuer ses opérations de recrutement en Italie. Pour régler les conditions définitives de l'entente, des négociations furent ouvertes à Rome en mars 1913. Mais le Gouvernement italien, voyant que la main-d'œuvre constituait une question importante et urgente, entendait bien profiter de la situation pour imposer à ceux qui voulaient employer des ouvriers italiens des conditions favorables à ceux-ci.

Pour accorder au Comité des Forges de Meurthe-et-Moselle une licence définitive de recrutement, le Commissariat demandait que tous les règlements d'ateliers fussent examinés par le Consul italien à Nancy, délégué à cet effet par le Commissariat. D'autre part, les agents consulaires italiens devaient avoir la possibilité de visiter les logements de leurs compatriotes et les chantiers sur lesquels ils travaillaient, afin de se rendre compte, de visu, de la manière dont ils étaient traités. Enfin la juridiction italienne devait pouvoir examiner les actes effectués en Italie par le service de recrutement. Afin d'empêcher que ce service, pour échapper à cette juridiction, ne promît des emplois à des ouvriers italiens, les incitant ainsi à partir, et n'accomplît l'enrôlement véritable qu'en France, en Suisse ou en Allemagne, tous les actes effectués dans ces divers pays par les agents du service de recrutement du Comité des Forges

de Meurthe-et-Moselle devaient être, eux aussi, soumis à la juridiction italienne. Enfin, et pour la même raison, les ouvriers italiens embauchés directement en France devaient jouir de toutes les garanties accordées à leurs compatriotes embauchés en Italie ; et, en cas de grève ou de lock-out, seuls pourraient être embauchés les ouvriers sur place et l'on ne pourrait — dans ce cas, et pour cet établissement — procéder à un recrutement en Italie.

Le Comité des Forges accepta tout ce qui se rapportait à la juridiction italienne pour les actes accomplis en Italie ; mais, comme les mines et établissements métallurgiques de Lorraine occupaient, en dehors des ouvriers italiens, un grand nombre d'autres ouvriers étrangers, il ne pouvait accepter que les règlements d'ateliers français fussent soumis à l'examen des Consuls italiens, et que ceux-ci pussent juger les actes accomplis en France. En effet, accorder cela à l'Italie, c'était ouvrir toute grande la porte aux réclamations des autres puissances, qui auraient, avec raison, demandé pour leurs nationaux un traitement identique à celui des Italiens. Le Comité des Forges ne voulut donc pas admettre les exigences du Commissariat Général à l'Émigration, et les pourparlers furent rompus.

A ce moment, la Compagnie des mines de Soumont (1), une des mines de fer de Normandie, accepta toutes les conditions imposées par le Gouvernement italien pour l'octroi d'une licence de recrutement. Aussi celui-ci refusa-t-il, après ce premier succès, de modifier son attitude et de changer ou atténuer une seule de ses conditions.

Le Comité des Forges demanda alors au Gouvernement français d'intervenir et des négociations officielles étaient sur le point d'être ouvertes entre les Gouvernements italien et français sur cette question (2) lorsque la guerre éclata.

L'Italie resta neutre tout d'abord ; néanmoins, par un décret

(1) La compagnie des Mines de Soumont était une filiale de la Société des Hauts-Fourneaux de Caen : Comme pour cette dernière Société, son capital était — pour 60 % — entre les mains du groupe allemand Thyssen, et pour le surplus, entre les mains du Groupe des anciens Etablissements Cail. D'ailleurs, l'on peut remarquer que l'accord passé entre la Compagnie des Mines de Soumont et les services italiens de l'Émigration n'a, en fait, par fonctionné, l'exploitation de la mine n'ayant commencé en réalité qu'après la guerre, lorsqu'eurent été aménagés les hauts-fourneaux capables de transformer sur place le minerai, qui est très siliceux.

(2) Entre temps, le recrutement continuait à être opéré, à titre provisoire, mais seulement à raison de quelques milliers d'ouvriers par an.

pris dès le 6 août 1914, l'émigration des hommes soumis à des obligations militaires fut suspendue et les passeports accordés furent annulés. Le Gouvernement italien prenait donc en mains l'émigration, puisque de lui seul désormais dépendait la sortie du territoire italien.

La loi du 24 janvier 1915 (*Gaz. Uff.*, 2 mars 1915), modifiant l'article 27 de la loi du 2 août 1913, ajouta à cette dernière les dispositions suivantes : « Les recrutements d'ouvriers devront être annoncés au moins cinq jours à l'avance au Commissariat Général à l'Émigration, pour que celui-ci puisse soit les interdire, soit — s'il donne l'autorisation —, fixer les conditions auxquelles ils seront soumis. Parmi ces conditions, la consignation d'une caution peut être exigée... A l'original du texte de la licence d'autorisation, devra être joint le contrat de travail, accepté par la personne ou l'entreprise pour le compte de laquelle le recrutement est effectué. Un règlement déterminera les modalités et les conditions suivant lesquelles les licences seront accordées ou renouvelées. Les contrevenants seront punis d'une amende de 50 à 1.000 Lires par recrutement irrégulier. »

Un décret du 2 mai 1915, sur l'expatriation pour cause de travail, précisa encore les dispositions du Gouvernement. Art. 1 : « Ceux qui se rendent en dehors de l'Italie pour chercher du travail doivent être munis d'un passeport. » — Art. 2 : « Le Commissaire à l'Émigration peut, avant de le délivrer, prescrire l'exhibition préventive d'un contrat de travail. » — Art. 3 : « Tous les passeports antérieurement délivrés sont annulés. » — Art. 5 : « Personne ne peut accomplir d'opérations, même préliminaires (1), en vue de recruter des travailleurs pour l'étranger, s'il n'a pas obtenu la permission du Commissariat Général ». — Art. 7 : « Pour recruter des travailleurs, une demande doit être faite au Commissariat Général. Cette demande doit indiquer :

- a) le nombre de travailleurs à recruter avec l'indication du sexe, de l'âge et de la province dans laquelle on désire procéder au recrutement ;
- b) le genre et la date du commencement du travail ;
- c) le lieu du travail et la circonscription consulaire dont il dépend ;

(1) Sont considérées comme telles la recherche de travailleurs faite par avis, circulaires, annonces dans les journaux ou autrement —, les tractations au sujet des avantages de toutes sortes, des salaires, des frais de voyage, des conditions de travail, ... etc.

d) les heures journalières de travail, les heures supplémentaires, le travail de nuit, celui des jours fériés, et le nombre de jours de travail par semaine ;

e) le salaire et les jours de paye, les rétributions pour les heures supplémentaires, pour le travail de nuit ou de jours fériés, les cas de retenues sur le salaire (1), le minimum ou la moyenne du salaire, dans le cas de salaire aux pièces ;

f) l'assurance que, dans la profession pour laquelle on cherche

(1) Cette question est extrêmement importante pour la défense des droits et intérêts des émigrants, et son importance est mise en lumière par le Rapport, sur cette question, présenté par la délégation italienne à la Conférence de Rome de 1924 (t. II, p. 223) : « L'émigrant, embauché dans un pays pour être employé dans un autre, reçoit souvent des avances de celui qui l'embauche, et l'entrepreneur est autorisé, dans le Contrat de travail, à se rembourser par des retenues effectuées sur le salaire. Ce système non seulement porte un sérieux préjudice à la liberté effective de l'émigrant dans sa décision d'émigrer, mais donne lieu à de très graves abus. En conséquence de tels contrats, l'émigrant est souvent victime pendant de longs mois et quelquefois même des années, de l'exploitation la plus ignoble. Surtout dans l'émigration transocéanique, l'ouvrier, désirant émigrer à tout prix, accepte volontiers l'avance de l'argent nécessaire pour le voyage et se trouve ensuite lié d'une manière indissoluble à l'entrepreneur qui l'a engagé, et privé de toute indépendance économique et morale, au moment où il espérait commencer une existence meilleure. Ce système des avances donne lieu à des abus particulièrement graves lorsqu'il s'agit de femmes ou lorsque l'embauchage a eu lieu dans une période de grèves ou d'agitation ouvrière dans le pays d'immigration, ou lorsqu'il a pour but de provoquer un courant artificiel d'immigration et par là de faire baisser les salaires. Il est extrêmement difficile de préciser le chiffre de tels abus, parce que les victimes elles-mêmes se trouvent le plus souvent dans l'impossibilité de réclamer et sont obligées même de cacher la triste position dans laquelle elles se trouvent pour ne pas se voir appliquer les sanctions des lois qui interdisent l'émigration subventionnée. En Amérique comme en Australie on a cherché à maintes reprises, par des dispositions législatives, à faire cesser ces abus.

• En ce qui concerne l'émigration continentale, les avances faites aux futurs émigrants, soit pour les dépenses du voyage, soit pour l'entretien de la famille restée au pays, sont encore plus fréquentes, et ont donné lieu à d'innombrables abus, surtout avant la guerre. Les traités de travail entre différents pays d'émigration, tels que ceux conclus entre la France d'une part, et l'Italie... d'autre part, et celui entre l'Italie et le Luxembourg, dans le but d'éviter des abus de ce genre, établissent des contrats de travail-types, qui mettent les dépenses de voyage complètement à la charge de l'entrepreneur, et dont le montant doit être remboursé à l'ouvrier qui les a faites. Ces mêmes traités prennent aussi des mesures dans le but d'empêcher une réduction abusive des salaires dans le cas d'avances faites à l'ouvrier avant son départ, et d'assurer aussi aux émigrants le bénéfice des lois concernant les retenues sur les salaires...

Sans repousser d'une manière absolue la possibilité de faire des retenues dans les contrats de travail, il est cependant indispensable que les clauses y relatives soient soumises au contrôle des autorités, afin de s'assurer qu'elles ne portent pas préjudice à la liberté du travailleur, ou qu'elles ne soumettent pas le travailleur recruté à un traitement inférieur à celui auquel sont soumis les autres travailleurs. »

à recruter des travailleurs, il n'y a ni crise ni agitation professionnelle ;

g) les cas dans lesquels celui en faveur de qui le recrutement est pratiqué s'oblige à rapatrier les travailleurs à ses frais ;

h) l'obligation de fournir l'assistance médicale et l'assurance contre les accidents du travail ;

i) l'obligation de ne pas refuser les bons offices du Consul italien de la circonscription ou des fonctionnaires du Commissariat à l'émigration dans les cas de conflit entre l'entrepreneur et les travailleurs ;

l) la permission pour le Consul et les fonctionnaires de l'émigration de visiter les lieux où travaillent les ouvriers, leurs logements et de contrôler leur nourriture. »

Art. 8 : « La permission sera demandée par l'intermédiaire du Consul italien et avec désignation d'un mandataire en Italie. Le Consul joindra ses informations relativement à la moralité et à la solvabilité de l'entreprise. »

La licence, accordée éventuellement à ces conditions et à celles stipulées dans les lois précédentes (telles que la taxe de patente de 10 Lires par personne recrutée, etc.) n'était valable que un mois ; les contrevenants étaient punis de six mois de prison et de 1.000 Lires d'amende.

Le décret du 2 mai 1915 rendait ainsi obligatoires toutes les conditions que dès 1913 le Commissariat avait formulées, lorsque le Comité des Forges avait demandé une licence de recrutement.

Entre temps, l'Italie se préparait à la guerre et la déclarait à l'Autriche (23 mai 1915), puis ultérieurement, à l'Allemagne (28 août 1916). Elle avait mobilisé. Cependant il lui restait un nombre assez important de travailleurs disponibles, alors qu'en France presque tous les hommes valides étaient au front. Aussi les usines françaises de munitions manquaient-elles de personnel et cherchaient de tous côtés à en recruter.

Le Gouvernement français, rendu soucieux par une situation qui, si elle se prolongeait, pouvait avoir de graves conséquences pour la défense nationale, résolut, pour y remédier, de faire venir en France de la main-d'œuvre étrangère. Dans ce but, il constitua, au Sous-Secrétariat de l'artillerie et des munitions, un service ouvrier, dont la direction fut confiée à M. Nogaro, Professeur à la Faculté de Droit de Paris (actuellement député des Hautes-Pyrénées).

M. Nogaro recruta des ouvriers en divers pays, Grèce, Por-

tugal, etc. En ce qui concerne l'Italie, Robert Pinot, Secrétaire Général du Comité des Forges, proposa au Gouvernement français d'être son intermédiaire à Rome et de lui faciliter la besogne, grâce aux relations et aux offices de recrutement que ce Comité avait établis en Italie. Le Gouvernement français repoussa cette proposition : M. Nogaro craignait en effet que le Gouvernement italien ne mit à profit la situation pour imposer — surtout s'il traitait avec de simples particuliers, quelque importants que fussent les organismes qu'ils représentaient — des conditions qui pourraient servir de précédents dans des négociations ultérieures avec l'Italie. D'autre part, en raison du décret royal du 2 mai 1915, les négociations avaient un caractère au moins aussi politique qu'économique.

Malgré l'insistance de Robert Pinot, qui déclarait que, s'étant passé jusqu'alors du Gouvernement français pour le recrutement des ouvriers, il préférerait conserver son indépendance, M. Nogaro tint bon, et, lorsque Robert Pinot en vint à prétendre qu'il recruterait des ouvriers comme bon lui semblerait, M. Nogaro lui répondit : « Oui ; mais, à la frontière, je les arrêterai ». Il voulait montrer par là — plus d'ailleurs pour l'Italie que pour Pinot — qu'en France, le Gouvernement français voulait être le maître et qu'il n'accepterait jamais certaines des conditions que le Gouvernement italien réclamait avec persévérance, et avait même réussi à faire admettre par les mines de Soumont, notamment « les bons offices des Consuls, et des fonctionnaires de l'Émigration dans les conflits du travail entre entrepreneurs français et ouvriers italiens. »

M. Nogaro, se servant cependant du contrat de travail que le colonel Couturier avait conclu pour le compte du Comité des Forges avec le Commissariat Général à l'Émigration, établit un projet de Contrat-Type. Selon ses inspirations, des négociations furent engagées à Rome par M. Barrère, ambassadeur auprès du Quirinal, et par le colonel François, attaché militaire français. M. de Michelis, alors Commissaire Général adjoint à l'Émigration, vint en France pour traiter de la question.

Les premiers entretiens furent fort pénibles : M. de Michelis ne voulait céder sur aucun point et, très diplomate, savait présenter ses revendications de telle manière qu'il était difficile de reconnaître, au premier abord, l'étendue des avantages qu'il réclamait et qui tendaient à établir une main-mise absolue de l'Italie sur ses travailleurs. Mais M. Nogaro réussit à lui prouver qu'il était de l'intérêt des deux pays de s'entendre, pour pou-

voir mieux lutter contre l'ennemi commun, et un accord franco-italien, concernant le recrutement de la main-d'œuvre, fut signé à Rome en mai 1916 par M. Barrère. Sa conclusion ne fut d'ailleurs connue en France que par un télégramme de l'ambassadeur Français, informant son Gouvernement de la signature de l'accord.

Cet accord prévoyait que les ouvriers italiens jouiraient de toutes les mesures de protection accordées aux ouvriers français par la législation française, et notamment de la loi sur les accidents du travail. La demande de main-d'œuvre était faite par les industriels français à leur Gouvernement qui transmettait la demande au Commissariat Général à Rome. Ce dernier procédait seul aux opérations de recrutement ; il faisait conduire les travailleurs à Modane ou à Vintimille, où des agents français et des interprètes venaient les chercher. Le nombre des travailleurs demandés devait être au moins de 25 ; leurs frais de voyage étaient consignés, ainsi qu'une somme de 50 francs par tête pour garantir la bonne exécution du contrat.

Le Contrat-Type accepté par le Commissariat royal stipulait que le travail, dont la durée était fixée — et généralement à six mois —, commencerait à dater du lendemain de l'arrivée des ouvriers. Il précisait les heures de travail, le salaire — qui devait être égal à celui des ouvriers français —, le salaire des heures supplémentaires ou de nuit, le gain moyen ou journalier, si le travail était à la tâche. Les frais médicaux et les médicaments étaient dûs à l'ouvrier, moyennant une retenue de 2 % sur son salaire (Voir Annexe III). Les frais de voyage étaient dûs par l'employeur et si le travail cessait par force majeure, les ouvriers devaient être rapatriés gratuitement. Si le contrat était mené à bonne fin, l'ouvrier devait recevoir une gratification égale au prix du voyage.

Le Gouvernement italien consentit à ne pas imposer les bons offices de ses Consuls dans les cas de conflits du travail et à signaler simplement ses desiderata aux autorités françaises. Cependant, parmi les membres de la mission militaire italienne à Paris, il y avait un lieutenant qui se trouvait être un Inspecteur de l'Émigration ; le Gouvernement français accepta que cet officier — en tant qu'officier, sa situation civile, quoique connue en fait, étant négligée en droit, — ait le droit d'aller inspecter, accompagné d'un officier français ou d'un chef de service, les établissements employant de la main-d'œuvre ita-

lienne « dans la mesure nécessaire pour se rendre compte des conditions de travail et des installations du personnel.

Cet inspecteur remplit d'ailleurs ses fonctions d'une façon plus que consciencieuse, et ne se tint même pas dans les limites fixées par l'accord officiel. Il alla même parfois visiter — quoique l'accord ne le permit pas — les établissements de l'État. Souvent il y allait non accompagné d'un officier français, et il lui arriva de faire signer, en affectant de vouloir traiter avec l'officier supérieur, dirigeant l'Établissement visité, plutôt qu'avec le capitaine Nogaro, des contrats de travail plus avantageux pour les ouvriers italiens recrutés que le Contrat-Type convenu dans l'accord. D'autre part, il soulevait des incidents sur tous les points et semblait considérer les ouvriers italiens envoyés en France comme devant servir — moins à travailler — qu'à créer, grâce à leurs revendications qu'il excitait habilement, des précédents susceptibles de gêner par la suite le Gouvernement français dans de futures négociations avec l'Italie, et, par suite, de servir les intérêts des émigrants italiens.

Le nombre des ouvriers ainsi recrutés pour la France fut très faible. Le 30 juin 1927, soit en un an, il avait été introduit en France 3.292 travailleurs, et la plupart quittaient ce pays à l'expiration de leur contrat (1) ; le 1^{er} mars 1918, il ne restait en France que 1.221 ouvriers.

Parallèlement à cet accord sur le recrutement de la main-d'œuvre, le Ministre de l'Armement, M. Albert Thomas, avait signé avec le colonel de Sautenot (officier italien d'origine savoyarde) un accord prévoyant pour l'Italie, en rémunération de l'aide apportée à la France par la main-d'œuvre italienne, un certain nombre d'avantages dans la répartition du charbon extrait et des munitions fabriquées par les ouvriers italiens ainsi recrutés.

L'accord de 1916 devait avoir une grande influence sur le traité signé le 30 septembre 1919 entre la France et l'Italie, traité « d'immigration et d'émigration, d'assurance, de prévoyance sociale et de travail. »

Un traité était, en effet, nécessaire afin de « sauvegarder les intérêts économiques des travailleurs étrangers et de leur pays

(1) Les statistiques du Commissariat royal indiquent 16.000 ouvriers recrutés entre mars 1915 et fin 1917, en ajoutant les ouvriers recrutés par les établissements ne dépendant pas directement de l'Armement ; les statistiques du Ministère du travail français (*Bulletin*, janvier-février 1920) indiquent au contraire un total de 5.500 ouvriers.

d'origine, de protéger les travailleurs nationaux contre une sous-concurrence éventuelle des émigrants » (sous-concurrence qui, par la force des choses, entraînerait bientôt l'hostilité des travailleurs nationaux contre les immigrants et serait — en fin de compte — préjudiciable à ceux-ci) et « d'incorporer (1) le recrutement et le placement de la main-d'œuvre étrangère dans l'organisation générale du marché du travail. »

Ce traité avait été élaboré pendant la guerre par Léon Bourgeois, Ministre du Travail français, et M. Salvago Raggi, Ambassadeur d'Italie en France. Un projet de traité avait été présenté à la France en mai 1918 par le comte Bonin Longare, Ambassadeur en France ; les négociations officielles commencèrent en avril 1919 et se terminèrent en septembre 1919.

Ce traité « complète (2), par des dispositions relatives à l'émigration et à l'immigration, les accords antérieurs qui ont successivement embrassé d'abord la prévoyance sociale, puis la réglementation du travail, et pose le principe, nouveau aussi bien en législation qu'en matière internationale, de l'égalité du salaire et des conditions de travail de tous les travailleurs employés sur le territoire, quelle qu'en soit l'origine ou la nationalité. »

Ce traité indiquait tout d'abord que les travailleurs italiens pourraient librement être recrutés en Italie et aller en France, étant bien entendu cependant que toutes les conditions mises antérieurement par le Gouvernement italien à la sortie de ses nationaux, telles que licence obligatoire de recrutement, continueraient à rester en vigueur.

L'art. 2 du traité stipule : « Le salaire des travailleurs d'immigration ainsi recrutés ne pourra être inférieur à celui que, dans la même entreprise, reçoivent, à travail égal, les ouvriers nationaux de même catégorie, ou à défaut d'ouvriers nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise, au salaire normal et courant des employés de même catégorie dans la région. — Le Gouvernement du pays d'immigration prend l'engagement de veiller à ce que, sur son territoire, soit observée l'égalité du salaire des ouvriers immigrés avec celui des nationaux. »

Cette question de l'égalité du salaire était très importante

(1) Exposé des motifs du projet de loi portant approbation du traité (*Doc. Parl. Chamb. Dép.*, 1920, I, 195).

(2) *Idem.*

pour le Gouvernement italien, afin d'empêcher que ses nationaux ne fussent exploités par certains entrepreneurs.

En même temps que le Gouvernement italien demandait et obtenait que le Gouvernement français s'engageât à veiller à cette égalité, la Confédération générale du travail italienne, avait, de son côté, agi vis-à-vis de la C. G. T. française.

Le 29 avril 1916, se réunirent à Paris les délégués des C. G. T. italienne, française, anglaise et belge. Les questions intéressant l'émigration firent l'objet de leurs entretiens. Le député Cabrini déclara que l'action des Syndicats devait accompagner l'action gouvernementale pour régulariser l'émigration. Les vœux suivants furent adoptés :

« 1^{er} vœu. L'enrôlement d'ouvriers étrangers ne sera autorisé qu'après avis favorable d'une Commission supérieure, qui examinera si la demande correspond entièrement aux besoins réels d'une industrie et d'une région.

La Commission fixera le nombre maximum de travailleurs et contrôlera les contrats de travail qui devront préciser avec clarté les salaires et les conditions du travail. Cette Commission, présidée par le ministre du Travail, sera composée de : un délégué de chacun des Ministères intéressés à l'Émigration (Affaires étrangères, Agriculture, Commerce, Travaux publics, Intérieur, Justice) ; un délégué de l'Office Central du Placement ; de délégués désignés respectivement en nombre égal par les organisations nationales des Syndicats patronaux et ouvriers.

Les agents chargés du recrutement d'émigrants devront se mettre en rapport avec les organisations ouvrières des pays d'émigration et les contrats devront être signés en présence des représentants de ces organisations.

Une copie des contrats sera déposée à l'Union locale des Syndicats ouvriers ou à la Bourse du Travail, à défaut au Conseil des Prudhommes ou au Greffe de la Justice de paix du lieu de conclusion du contrat.

2^e Vœu. Les salaires payés et les conditions de travail imposées aux ouvriers étrangers ne pourront être inférieurs au salaire normal et courant et aux conditions de travail en usage dans la ville ou la région pour les travailleurs des mêmes métiers ou spécialités. Ces salaires et ces conditions seront fixés dans les accords entre organisations patronales et ouvrières. A défaut de ces accords, ils seront fixés par une Commission mixte, composée de délégués des organisations patronale et ouvrière.

3^e Vœu...

4^e Vœu. On ne pourra prononcer d'expulsion pour faits d'ordre syndical ou corporatif...

5^e Vœu. Les travailleurs étrangers jouiront sans aucune restriction des droits syndicaux et, en cas de poste vacant, pourront être nommés membre du Conseil d'administration d'une Organisation syndicale. »

Une Conférence du prolétariat des pays de l'Entente se réunit les 6 et 7 juillet 1916 à Leeds. Elle adopta à nouveau les principes admis au Congrès de Paris.

En 1917, un accord entre la C. G. T. italienne et la C. G. T. française stipulait que « en aucun cas les salaires des immigrants ne pourront être inférieurs aux tarifs syndicaux, et les Syndicats contrôleront à cet égard les contrats. »

Après le traité italo-français de 1919, la C. G. T. italienne revint à la charge afin d'assurer la stricte application de cet article et de veiller à son exécution dans l'intérêt des travailleurs italiens.

Dans le même ordre d'idées, elle signa, en 1924, un accord avec la C. G. T. française : « Entre les deux C. G. T. française et italienne, au nom aussi des fédérations intéressées, a été institué à Paris, 211, rue Lafayette, un « Comité pour la main-d'œuvre étrangère », dont les buts sont les suivants :

a) Développer, en plein accord avec les organisations syndicales françaises locales et nationales, une action active de propagande parmi la classe ouvrière italienne émigrée en France pour obtenir des adhésions aux syndicats respectifs. Cette action sera précisée par le Comité dans ses réunions périodiques, et cela, en rapport avec les ressources financières à sa disposition, les nécessités et les possibilités de tous genres qui seront soumises à son examen.

b) Etablir une liaison étroite entre tous les organismes locaux (Bourses du Travail, Unions départementales, Unions locales, Syndicats et par eux avec les conseils judiciaires, etc.) et le Bureau Central à Paris, en vue de pourvoir, par les moyens appropriés, à l'assistance aux travailleurs émigrés et à la défense des intérêts de la main-d'œuvre étrangère, vis-à-vis de la législation sociale française, et vis-à-vis du patronat. Cette action d'assistance ne devra jamais exclure la propagande syndicale, qui doit être poursuivie dans toute son extension, afin de grouper les travailleurs dans un puissant mouvement syn-

dical, au-dessus et en dehors de toutes nationalités et opinions politiques ou religieuses des adhérents.

c) Instituer là où les conditions le rendront possible et nécessaire, des permanences dont le rôle sera de développer l'action d'assistance et de propagande parmi les émigrants italiens. Ces sous-comités fonctionneront sous l'égide des organismes syndicaux locaux, et ils ne prendront des initiatives qu'en accord avec le Bureau Central.

d) Exercer une surveillance active, soit directement, soit par le moyen des organismes correspondants, sur les conditions de salaires, d'horaires et conditions générales de travail des émigrants afin d'empêcher et de prévenir les conflits éventuels qui pourraient surgir entre la main-d'œuvre locale et étrangère.

e) Rédiger périodiquement des communiqués et articles de propagande concernant l'émigration et les questions qui s'y rattachent, pour leur publication dans la presse ouvrière française et italienne locale et nationale.

f) Convoquer et participer aux réunions entre travailleurs italiens pour développer le programme du Comité et pour faire du recrutement syndical.

g) Prendre toutes initiatives qui pourraient être susceptibles d'aider le programme de solidarité entre travailleurs français et étrangers, en entrant en relation, s'il y a lieu, avec tous les organismes qui peuvent faciliter la tâche du Comité.

Fonctionnement : 1° Pour constituer le Comité, sont délégués trois membres italiens et trois membres français nommés par les Commissions administratives des deux C. G. T., qui pourront se faire suppléer.

Ce Comité devra se réunir au moins une fois par mois pour examiner la situation et tracer le travail à accomplir pour l'avenir. Il aura l'administration des fonds mis à sa disposition et il contrôlera leur emploi, dans les formes d'usage ; ces fonds seront tenus par le trésorier de la Confédération générale du Travail.

2° Pour la direction du Bureau Central de la main-d'œuvre étrangère, le Comité pourvoira à la nomination d'un secrétaire dont les attributions seront les suivantes :

- a) Assurer l'exécution des délibérations du Comité.
- b) Rédiger les communiqués et les articles pour la presse.
- c) Répondre à la correspondance et tenir la comptabilité du bureau.
- d) Faire les enquêtes décidées par le Comité, assister aux

réunions, représenter le Comité dans les divers endroits où il sera délégué. Il sera responsable de toute l'activité du Bureau Central de la main-d'œuvre étrangère devant le Comité.

3^e *Budget*. Pour le fonctionnement du bureau, les deux C. G. T. française et italienne y pourvoiront en parties égales. Chaque trimestre, le secrétaire rédigera un rapport sur l'activité du Bureau, lequel sera adressé aux organismes intéressés.

4^o La surveillance du Bureau est déléguée au Bureau de la C. G. T. française. »

Ainsi, la C. G. T. italienne cherchait à protéger autant qu'elle le pouvait les intérêts (syndicaux — il est vrai, mais italiens, cependant) de ses nationaux travaillant en France. Telle avait été aussi la politique gouvernementale.

Le traité de 1919 disait en effet : Art. 3 : « Les travailleurs immigrés jouiront de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays et pour ce qui a trait aux conditions du travail et d'existence. » — Art. 7 : « Le régime des retraites ouvrières et paysannes (y compris les retraites spéciales des ouvriers mineurs) en vigueur dans chacun des deux pays doit être appliqué aux ressortissants de l'autre, sans exclusion ou réduction des droits accordés aux ressortissants du pays (1)... » — Art. 8 : « L'égalité de traitement déjà réalisée en matière de réparation d'accidents du travail s'appliquera au développement éventuel de la législation. Les mêmes principes s'étendront... à toutes les lois d'assurance sociale contre les divers risques tels que maladie, invalidité, chômage, qui pourraient être ultérieurement établies. » — Art. 12 : « Les ressortissants de chacun des deux États qui, soit par suite de maladie physique ou mentale, de grossesse ou d'accouchement, soit pour toute autre raison, ont besoin de secours (2), de soins médicaux ou d'autre assistance quel-

(1) Un règlement entre les administrations française et italienne a été signé à Rome le 30 juin 1924 pour l'exécution de cet article, de même que des articles 12 à 16 du traité.

(2) C'est ainsi qu'à une question du 12 octobre 1922, de M. de Saint-Venant, député, à M. Strauss, Ministre de l'Hygiène, celui-ci répondit (*J. O.*, 4 novembre 1922) : « La Commission de préparation des traités internationaux, consultée, a émis un avis nettement favorable à l'attribution aux femmes de nationalité italienne, admises au bénéfice de l'assistance aux femmes en couches de l'allocation d'allaitement maternel instituée par la loi du 24 octobre 1919, estimant que cette loi présente bien, au même titre que la loi du 17 juin 1913, le caractère d'assistance prévu par l'article 12 de la Convention franco-italienne. C'est donc en ce sens que les instructions sont données aux administrations préfectorales pour l'attribution de cette allocation aux Italiennes »

conque, seront traités sur le territoire de l'autre État contractant, pour l'application des lois d'assistance, à l'égal des ressortissants de ce dernier, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers. Les ressortissants de l'un des deux États auront droit dans l'autre aux allocations pour charges de famille ayant un simple caractère de secours, si leurs familles y résident avec eux. » Egalement, les Italiens, membres de Sociétés de Secours Mutuels, reçoivent les mêmes subventions que les Français.

Le traité de 1919 établissait donc l'égalité de traitement entre les Italiens et les Français, pour tout ce qui concerne les salaires, les assurances sociales, l'assistance, les conditions du travail, l'hygiène et la sécurité des travailleurs, et l'art. 19, § 2, stipule que « cette égalité de traitement s'étendra aussi à toutes les dispositions qui pourront être promulguées à l'avenir en cette matière dans les deux Pays. » Les Comités de patronage institués par le traité de 1910 (1) doivent s'occuper de tous ces travailleurs. Les ouvriers italiens jouissent ainsi des mêmes droits que les ouvriers français ; et même (art. 9) : « Pour tout ce qui concerne l'acquisition, la possession, la transmission de la petite propriété, rurale et urbaine, les ressortissants de chacun des deux États auront dans le territoire de l'autre les mêmes droits et avantages assurés aux ressortissants du Pays, à l'exclusion toutefois des avantages concédés à l'occasion des faits de guerre et sous réserve des dispositions prévues, dans l'intérêt de la sécurité nationale, pour certaines zones ou certains lieux, par les lois relatives au séjour et à l'établissement des étrangers. »

Comment ces ouvriers sont-ils recrutés ? Le Gouvernement italien ne voulait en effet pas admettre que le recrutement fût fait n'importe où et que l'on enlevât à l'Italie n'importe quels ouvriers d'une industrie déterminée. Aussi l'art. 5 du traité fixe-t-il les conditions dans lesquelles ce recrutement pourra être organisé ; il indique suivant quelles modalités le recrutement collectif peut être effectué ; ce dernier diffère en effet beaucoup du recrutement individuel d'ouvriers émigrant spontanément, tandis que celui-là tend à être une cause d'émigration : d'où nécessité de le considérer d'une façon différente. Le rapport de la délégation italienne sur cette question, présenté à la Conférence Internationale de l'Émigration et de l'Immigra-

(1) Il en a été institué notamment à Thonon et à Nice.

tion, tenue à Rome en 1924, l'expose en ces termes : « Le recrutement collectif des travailleurs dans un pays, pour être employés dans un autre, constitue une prime de déplacement de main-d'œuvre qui doit être soumise à une réglementation, soit dans l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, soit dans l'intérêt général de l'équilibre des marchés du travail. — Le recrutement collectif présente, en effet, des caractéristiques spéciales puisque les émigrants se disposent à partir sur la foi de ce qui leur est rapporté par les agents ou les bureaux qui effectuent le recrutement, sans pouvoir s'appuyer sur des informations recueillies directement par des amis ou des commissaires résidant à l'étranger, et, par conséquent, sans avoir conscience et connaissance assurées des conditions dans lesquelles ils se trouveront dans le pays de destination. Par ailleurs, leur bonne foi pouvant être trompée, ils s'exposent parfois à de graves désillusions. En outre, les recrutements collectifs peuvent avoir une répercussion notable sur le marché du travail. Il est indispensable, avant d'organiser des mouvements collectifs de travailleurs d'un pays à l'autre, de connaître les conditions du marché du travail dans les entreprises intéressées à de tels mouvements dans les deux pays, afin que la grande utilité qui peut dériver des mouvements migratoires ne se change pas en un dommage réciproque. — La nécessité de soumettre à une réglementation les recrutements collectifs de travailleurs pour l'étranger a été reconnue par la législation des différents pays, qui ont établi des dispositions spéciales dans l'intérêt des émigrants. — Des dispositions à ce sujet ont aussi été introduites dans de récents traités de travail et d'émigration. Ainsi le traité de travail entre la France et l'Italie a établi que les Gouvernements des deux Pays veilleront, d'un commun accord, à ce que (art. 5, § 1) « pour l'application d'une telle mesure, une Commission soit nommée, composée des représentants des deux Pays, qui se réunit régulièrement deux fois par an, et il a été établi désormais que l'émigration en France, dans le but d'y travailler, doit nécessairement être précédée d'un contrat visé par les autorités des deux Pays... Les organisations libres d'entrepreneurs agissent d'après ces principes pour leurs recrutements collectifs... Le Comité des Forges et des Mines de fer de l'Est de la France a créé, lui aussi, depuis plusieurs années un bureau de recrutement qui s'occupe plus spécialement de la main-d'œuvre italienne, et qui fonctionne dans les conditions prévues par le traité de travail entre la France et l'Italie ».

Il fallait également empêcher que des ouvriers italiens ne vinssent en France à un moment de crise, dans une région, ou dans une industrie, et ne fussent victimes de cette situation. L'article 4 a prévu que « au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, dans certaines périodes, dans certaines régions et pour certaines professions, de trouver un emploi aux émigrants venant individuellement et spontanément chercher du travail, le Gouvernement intéressé en avertirait immédiatement, par voie diplomatique, le Gouvernement de l'autre Pays, afin de le mettre à même de faire le nécessaire. — Les deux Gouvernements, au cas de besoin, examineront d'un commun accord les mesures corrélatives qui, dans le même but, pourraient être arrêtées dans chacun des deux Pays ».

Pour régler les contestations qui pourraient s'élever entre employeurs français et ouvriers italiens, sur ces divers points, le Gouvernement italien a dû renoncer, ainsi qu'il l'avait déjà dû en 1916, à rendre obligatoires les bons offices de ses Consuls, comme le prévoyait l'article 7 du décret de 1915 ; toutefois l'article 18 précise que les travailleurs et employeurs des deux pays pourront faire partie des Comités de conciliation et d'arbitrage dans les différends dans lesquels ils seraient intéressés ; et que, lorsque les ouvriers italiens d'une exploitation minière auront désigné parmi leurs camarades un mandataire pour exposer leurs demandes au sujet des conditions du travail, les autorités françaises devront faciliter l'exercice de la mission qui lui aura été confiée.

Ce traité assurait aux nationaux italiens travaillant en France une protection efficace. Cependant, il y avait une région — l'Alsace-Lorraine —, où le Gouvernement italien avait obtenu mieux encore. En effet, en Allemagne, un système d'assurances sociales complètes avait été institué ; aussi lorsque, le 31 juillet 1912, fut signé entre l'Italie et l'Allemagne un traité concernant la protection des travailleurs (1), l'ar-

(1) Il est assez singulier de constater que, lorsque l'Italie eut déclaré la guerre à l'Autriche le 23 mai 1915, ce traité avec l'Allemagne continua à rester en vigueur. En effet, 2 jours avant cette déclaration de guerre, l'Italie en prévision de la guerre inévitable — avait signé avec l'Allemagne (les signataires furent R. Bollati pour l'Italie et von Jacow pour l'Allemagne) un accord concernant le traitement des sujets respectifs italiens et allemands, et de leurs biens : Art. 1^{er} : « On garantit aux Allemands en Italie et aux Italiens en Allemagne la protection de leurs personnes et de leurs biens conformément aux lois et maximes juridiques fondamentales en vigueur dans les deux États ». — Art. 2 : « Ils peuvent continuer à résider librement dans le pays... Ils obtiennent en outre l'autorisation de quitter le pays... Les personnes

ticle 1^{er} de ce traité ayant accordé aux Italiens les mêmes avantages qu'aux Allemands, les ouvriers italiens, travaillant en Allemagne, jouissaient de l'assurance sous de nombreuses formes, et notamment des assurances invalidité, vieillesse et

qui partent ont le droit d'emporter avec elles tout ce qui leur appartient ». — Art. 3 : « Pour la jouissance des droits privés, et en ce qui concerne la faculté de faire valoir leurs droits en justice, les Allemands en Italie et les Italiens en Allemagne ne seront pas soumis, même à l'avenir, à des restrictions plus étendues que celles qui sont imposées aux neutres se trouvant dans ces pays. — En conséquence, leur patrimoine privé ne sera soumis à aucun genre de séquestre ou de liquidation, sauf dans les cas prévus par les lois existantes ; en outre, ils ne devront pas être obligés à vendre leurs biens fonciers. — Il n'y aura pas de déclaration de nullité de brevets et autres droits relatifs à la protection de la propriété industrielle appartenant, soit à des Allemands en Italie, soit à des Italiens en Allemagne. Il ne sera apporté aucun empêchement à l'exercice de ces droits, et on n'autorisera pas leur transfert sans le consentement de l'ayant-droit... »

... Les contrats conclus, avant ou après que la guerre éclate, entre Allemands et Italiens ainsi que les créances et dettes de tout genre existant entre Allemands et Italiens, ne seront déclarés abrogés, nuls ou suspendus, que dans les cas prévus par les dispositions générales. L'indemnité à réclamer, aux termes des dispositions légales en vigueur pour résolution d'un contrat ne doit pas dépasser le montant du dommage subi effectivement par les contractants. — Restent en vigueur les avantages assurés, aux sujets de chacun des deux Etats, par les lois actuelles dans l'autre pays, en matière d'assurances ouvrières ; la jouissance des droits correspondants ne sera entravée d'aucune façon. — Art. 4 « ». — Art. 5 : « Cet accord s'étend également aux territoires occupés par les autorités militaires des deux Etats, ainsi qu'à leurs colonies et protectorats ».

Ce singulier traité qui — malgré la guerre entre l'Italie et l'Autriche, alliée de l'Allemagne — assurait la protection des Italiens résidant en Allemagne resta en vigueur plus d'un an ; la déclaration de guerre de l'Italie à l'Allemagne date, en effet, du 28 août 1916. Mais, dès le 3 avril 1916, une circulaire de l'Association des Banques et Banquiers de Berlin disait déjà : « Nous vous proposons de traiter à l'avenir les sujets italiens comme des étrangers ennemis. Toutefois, une défense légale d'effectuer des paiements aux ressortissants Italiens ne sera pas décrétée... ».

Le 15 juillet 1916, le Gouvernement helvétique faisait à la Légation d'Italie, à Berne, la communication suivante : « Comme suite à une demande de renseignements faite par la légation suisse à Berlin, le Département politique fédéral a l'honneur d'informer la Légation Royale d'Italie que, conformément à une communication de la Deutsche Bank, le Gouvernement allemand a ordonné de cesser le paiement des pensions dues à des ouvriers italiens ».

Le traité du 21 mai 1915 n'existait donc plus — en ce qui concerne les lois ouvrières — dès avant la déclaration de guerre italo-allemande, et cette déclaration indique ces éléments à l'appui des motifs de guerre. « L'invitation adressée aux Instituts de Crédit et aux Banquiers allemands, sur l'initiative du Département allemand des Affaires étrangères, d'avoir à considérer tout citoyen italien comme un étranger ennemi, et de suspendre, en conséquence, le paiement de toute somme dont il pouvait être créancier et la suspension du paiement aux ouvriers italiens des pensions qui leur étaient dues en vertu de dispositions formelles de la loi allemande, constituent tout autant d'éléments qui révèlent les véritables sentiments, sentiments systématiquement hostiles qui animent le Gouvernement impérial à l'égard de l'Italie ».

au décès. Aussi les ouvriers italiens avaient-ils joui, en Alsace et Lorraine, avant la libération de ce pays, de plus de droits qu'ils n'en pouvaient jouir immédiatement, en vertu du traité de 1919, puisqu'il n'était appliqué en France aucune loi sur les assurances sociales.

C'est pourquoi une déclaration fut signée entre l'Italie et la France le 16 février 1920, par laquelle il était entendu que « le bénéfice du régime institué par l'accord italo-allemand du 31 juillet 1912 — 25 mars 1913 restera assuré aux ouvriers italiens et à leurs ayant-droit, pour les droits nés depuis le 11 novembre 1918 jusqu'à la conclusion d'arrangements spéciaux ».

Nous avons ainsi étudié les accords de l'Italie avec la France : ce sont — de beaucoup — les plus importants ; et, comme le dit l'exposé des motifs du projet de loi portant approbation du traité de 1919 (Doc. Parlem. Chambre des Députés, 1920, 1.197) « ces accords constituent un précédent heureux et un modèle dont se sont inspirés les pays étrangers... Anticipant, en quelque sorte, sur les décisions de la Conférence Internationale du Travail, et sur la mise en vigueur d'une législation internationale du travail qui posera le principe de l'égalité à peu près complète de tous les travailleurs sans distinction de nationalité au regard des lois protectrices du travail, le traité franco-italien constitue un premier acte particulièrement intéressant de ces accords internationaux ».

La plupart des autres traités signés entre l'Italie et d'autres puissances ne font que reproduire, sur un ou plusieurs points, le texte du traité italo-français. Si nous examinons, par exemple, le traité de travail conclu entre le Luxembourg et l'Italie le 11 novembre 1920, nous y trouvons littéralement reproduites la plupart des dispositions que nous avons relevées plus haut à propos du traité italo-français, tout au moins celles visant à l'égalité de traitement des ouvriers italiens et luxembourgeois ; car, dans ce traité, contrairement au traité italo-français, il n'est pas fait mention de recrutement collectif, le nombre des travailleurs italiens au Luxembourg étant forcément faible.

Par contre, ce traité contient une clause que le traité de travail franco-italien ne contient pas explicitement, quoique

cependant son application ne semble pas douteuse, c'est la clause contenue dans l'article 15 du traité italo-luxembourgeois : « Les deux parties contractantes conviennent que tous avantages plus étendus, que l'un des deux pays accorderait aux ressortissants d'un autre État en tout ce qui concerne le séjour, l'assistance, les assurances sociales, les conditions du travail et de l'existence, les garanties syndicales, s'étendront de plein droit aux ressortissants de l'autre. »

Avec certains États, d'ailleurs, les traités prévus n'ont pas encore été signés. C'est ainsi qu'il n'en existe pas encore entre l'Italie et la Tchéco-Slovaquie, quoique, dans le Traité de Commerce et de Navigation signé à Rome le 23 mars 1921 entre le Royaume d'Italie et la République tchéco-slovaque, l'article 35 ait stipulé : « Les deux hautes parties contractantes s'engagent à ouvrir le plus tôt possible des négociations tendant à la conclusion d'un ou de plusieurs accords spéciaux en vue d'assurer aux travailleurs de l'un des deux pays et à leurs ayants-droit, dans le territoire de l'autre partie, l'égalité de traitement avec les nationaux pour tout ce qui concerne l'application des lois relatives à la protection du travail, aux soins médicaux et à l'hospitalisation, aux assurances sociales contre les différents risques, à l'instruction et à la liberté d'association et d'organisation professionnelle ».

Seuls, parmi les autres traités bilatéraux signés par l'Italie, deux sont à distinguer de la masse : celui du 25 novembre 1925, avec l'Espagne — dont nous avons déjà parlé — et le traité du 8 octobre 1921 avec le Brésil, qui est le type des traités italo-sud-américains : Art. 1^{er} : « Les allocations, secours et privilèges prescrits par la loi et les règlements en ce qui concerne l'indemnité pour les accidents du travail seront accordés dans chacun des deux pays aux ressortissants de l'autre pays et à leurs ayants-droit sans condition de résidence ou autre, non requise des ressortissants du pays en question. » — Art. 3 : « Les deux gouvernements faciliteront la conclusion et l'exécution des accords que les administrations compétentes des États-Unis du Brésil pourront conclure avec le Commissariat Général de l'Émigration Italienne relatif à l'engagement et aux conditions de travail des ouvriers italiens..... ». — Art. 4 : « Lorsque le Gouvernement Brésilien aura institué son Ministère National du Travail... il veillera à assurer l'inspection rigoureuse du travail, prendra des mesures relatives à la protection des émigrants italiens et à la meilleure méthode possible de

leur procurer un emploi en contrôlant la parfaite exécution des contrats de travail conclus entre patrons et ouvriers. » — Art. 5 : « Le Gouvernement Brésilien facilitera l'organisation et le fonctionnement des Sociétés coopératives de consommation, de crédit, de production, de travail, d'épargne, de secours, etc., formées parmi les ouvriers agricoles italiens en leur accordant toutes les facilités possibles. » — Art. 6 : « Les immigrants italiens jouiront au Brésil de tous les avantages, secours et privilèges qui sont ou seront accordés aux immigrants d'autres pays. » — Art. 7 : « Le Gouvernement Brésilien facilitera les opérations des sociétés italiennes régulièrement constituées parmi les Italiens du Brésil, qui se proposent de renseigner les immigrants italiens et de faciliter leur placement. »

Ce traité est d'autant plus intéressant que, depuis 15 ou 20 ans, l'immigration italienne au Brésil était maltraitée, à tel point que le Gouvernement italien avait interdit l'émigration vers ce pays ; or cet accord — ainsi que l'accord subséquent signé en 1924 avec l'État de Saint-Paul — non seulement assure aux immigrants italiens des conditions équitables, mais leur accorde le traitement de la nation la plus favorisée.

d) *Les Conférences Internationales sur l'Émigration.*

Nous avons examiné jusqu'ici les traités bilatéraux ; nous allons maintenant étudier un autre type d'accords, réalisés par les Conférences Internationales de l'Émigration et de l'Immigration, dans lesquelles l'Italie a joué un rôle considérable en vue d'obtenir, par des accords internationaux, une meilleure protection de ses émigrants.

Ces Conférences Internationales ne se réunirent qu'après la guerre ; mais, bien avant ce moment, le Gouvernement italien s'était déjà préoccupé de la question. En 1884, le Gouvernement italien appuya vivement celui des Pays-Bas, lorsque ce dernier proposa, sans arriver d'ailleurs à un résultat positif, de réunir une Conférence internationale de l'émigration, en vue d'aboutir à une convention entre les pays d'émigration transocéanique, proposition qui ne fut adoptée que par la France, la Belgique, la Suède, la Norvège et le Danemark, et — bien entendu — par l'Italie.

De même, dans le traité signé le 15 avril 1904 avec la France, l'article 3 était relatif à une conférence internationale éventuelle et stipulait que : « Au cas où l'initiative serait prise par l'un des deux États contractants, ou par l'un des États avec qui ils entretiennent des relations diplomatiques, de convoquer divers gouvernements à une conférence internationale dans le but d'unifier, par des conventions, certaines dispositions des lois protectrices des travailleurs, l'adhésion de l'un des deux gouvernements au projet de conférence entraînerait, de la part de l'autre gouvernement, une réponse favorable en principe. »

Malgré ces tentatives, il ne fut pas possible, avant la guerre, d'obtenir de résultat, pas même dans une conférence privée, réunie à Paris en 1912.

Après la guerre, la Conférence Internationale du Travail, tenue sous les auspices de l'Organisation permanente du Travail, constitua lors de sa première session, à Washington, en 1919, une Section spéciale au Bureau International du Travail et une Commission internationale de l'Émigration, qui se réunit en 1924 et étudia certaines mesures relatives à la réglementation de la migration des travailleurs (1).

Entre temps, une conférence sud-américaine était réunie en 1920, à Buenos-Ayres ; la même année, une conférence à Paris ; en 1921, une conférence internationale à Barcelone.

Un certain nombre de questions furent étudiées dans les diverses conférences et améliorèrent quelque peu la situation des émigrants (2) ; mais il n'y avait pas de plan d'ensemble, et,

(1) Les résolutions adoptées par cette Commission, en 1921, ont eu pour but :

- 1° de régler la question de l'établissement de statistiques internationales ;
- 2° de favoriser la coordination internationale des mesures relatives à la protection des émigrants ;
- 3° le placement des émigrants ;
- 4° l'égalité de traitement des ouvriers étrangers et nationaux ;
- 5° La surveillance des agents d'émigration ;
- 6° le recrutement collectif des travailleurs à l'étranger ;
- 7° les retenues de salaires pour avances faites aux émigrants ;
- 8° les mesures relatives à la répression de la traite des femmes et des enfants ;
- 9° l'examen des émigrants avant l'embarquement ;
- 10° l'hygiène à bord ;
- 11° l'assurance des émigrants ;
- 12° l'établissement d'une commission permanente travaillant sous les auspices du Bureau international du travail ;
- 13° l'instruction générale et professionnelle ;
- 14° la protection des émigrants ;
- 15° l'application des lois restrictives de l'émigration et de l'immigration.

(2) Voir, entre autres, les stipulations des articles 2 et 4 du Statut sur la liberté du transit annexées à la Convention de Barcelone en date du 20 avril

en fait, on n'aboutissait qu'à des résultats trop peu importants, eu égard à l'étendue du problème envisagé. Aussi, l'Italie agit-elle pour essayer de faire aboutir des accords internationaux, lui permettant de mieux protéger ses émigrants.

En 1921, une Conférence technique des pays d'émigration (1), se réunit à Rome et — sur des propositions en majeure partie italiennes, résolut un certain nombre de questions (2).

Un certain nombre des solutions adoptées, celles qui ont plutôt rapport à la législation intérieure des pays d'émigration, sont conformes à la législation interne italienne. C'est donc un avantage incontestable qu'a remporté là l'Italie, susceptible ainsi de faire une pression plus efficace sur les pays d'immigration pour mieux protéger les émigrants. Parmi celles-ci :

a) Surveillance de l'État sur tous les agents d'émigration ;

1921 ; de même la Conférence des passeports, formalités douanières et billets directs, réunie par le Comité provisoire des communications et du transit, a adopté le 21 octobre 1921 certaines dispositions plus favorables concernant le transport des émigrants (conditions hygiéniques, passeports, douane, contrôle sanitaire) ; la Commission consultative contre la traite des femmes et des enfants a, en juin 1922, pris un certain nombre de résolutions en vue de protéger les femmes et les enfants émigrants.

La session de la Conférence internationale du Travail, en 1919, établit un projet de Convention concernant notamment le paiement d'assurance-chômage aux travailleurs immigrés. A cette session, à propos de la réciprocité du traitement des ouvriers étrangers, M. Baldesi, délégué ouvrier italien, présenta une motion proposant à la Conférence de nommer une commission chargée d'étudier le principe de l'égalité de traitement sur la base de la réciprocité, motion ainsi conçue : «... La Conférence internationale du Travail décide de nommer une Commission de sept membres, chargée d'étudier le principe de l'égalité de traitement sur la base de la réciprocité des ouvriers étrangers et nationaux et de présenter un rapport à ce sujet ». Cette motion fit l'objet d'un projet de convention, et la Conférence adopta une recommandation : « Que chaque membre de l'Organisation internationale du Travail assure, sur la base de la réciprocité, dans les conditions arrêtées d'un commun accord entre les pays intéressés, aux travailleurs étrangers occupés sur son territoire et à leurs familles, le bénéfice des lois et règlements de protection ouvrière, ainsi que la jouissance du droit d'association reconnu, dans les limites de la légalité, à ses propres travailleurs ».

A la session de Gênes de 1922, M. de Michelis, le distingué Commissaire Général italien à l'Émigration, fit adopter un amendement au projet de convention proposé par la Commission, sur l'âge minimum d'admission des enfants au travail à bord. Cet amendement avait pour but de développer l'instruction professionnelle des enfants et des marins, et d'éviter toute différence entre les marins nationaux et étrangers.

A la quatrième session, à Genève, en 1922, la Délégation italienne fit de nouveau voter, à propos du travail à bord, une notion du travail égal pour tous « sans distinction de nationalité ou de race ».

(1) Autriche, Bulgarie, Tchécoslovaquie, Italie, Pologne, Yougoslavie, Roumanie, Hongrie.

(2) L'acte final a été approuvé par les Gouvernements représentés.

b) Visite sanitaire des émigrants au pays d'origine et questions de transit. — En particulier, sur ce point, la Conférence a émis les vœux suivants : 1^o que chaque pays, sous condition de réciprocité, accorde aux émigrants des autres pays, en transit sur son territoire, toutes les facilités de chemins de fer qu'il accorde aux émigrants nationaux ;

2^o Que le visa des autorités consulaires sur les passeports soit délivré aux émigrants gratuitement ou, tout au moins, que le taux en soit réduit autant que possible.

c) Visite des émigrants dans les ports d'embarquement.

e) Recrutements collectifs.

D'autres questions ont été traitées d'une façon un peu différente de la législation intérieure italienne.

d) Assurance des émigrants d'outre-mer contre les risques du voyage :

1^o Chaque État fera en sorte que le contrat de transport des émigrants d'outre-mer comprenne l'obligation pour la Compagnie d'indemniser l'émigrant pour les accidents de n'importe quelle nature et provenant de n'importe quelle cause, dont il serait victime pendant le voyage, à partir du moment de l'embarquement jusqu'à celui du débarquement ;

2^o Cette obligation de la Compagnie pour les accidents du voyage s'étendra aux dommages résultant pour l'émigrant du fait de la perte ou des avaries de ses bagages.

3^o Lorsque la Compagnie a délivré un billet comprenant le voyage par terre du pays d'origine au port d'embarquement ou du port de débarquement au pays de destination, l'obligation de la Compagnie, pour les risques du voyage, s'étendra au voyage par terre.

4^o L'indemnité prévue pour le cas d'accident, qui aurait pour effet la mort de l'émigrant, sera payée au bénéficiaire désigné par l'émigrant avant son départ, et — à défaut de un ou plusieurs bénéficiaires ainsi désignés, cette indemnité sera payée aux ayant-droits selon la loi successorale.

5^o Chaque État déterminera dans une juste mesure le montant de l'indemnité pour les divers cas.

6^o Chaque pays pourra établir si la Compagnie doit, ou peut, pourvoir à ses obligations au moyen d'une assurance des émigrants et de leurs bagages contre les risques du voyage, pour des indemnités correspondantes à la mesure établie par la loi du pays où le contrat de transport a été conclu.

f) Surveillance de l'État sur les contrats prévoyant des retenues sur les salaires des émigrants :

1^o Chaque Gouvernement, par les soins des bureaux compétents, surveille l'exécution des contrats ;

2^o Il autorise les contrats impliquant des retenues sur les salaires ou le traitement, pourvu que celles-ci ne soient pas contraires aux lois du pays d'émigration (sous réserve de conventions spéciales) et qu'elles soient approuvées par les bureaux susdits ;

3^o Il est interdit d'autoriser des retenues qui seraient remboursées sous la forme d'un salaire inférieur à celui qui est en usage dans la région, ou qui seraient payées par une prestation personnelle de travail (émigrants embarqués en qualité de personnel de bord, etc...) ;

4^o Aucune retenue sur les salaires n'est autorisée au profit d'agents de transport, de recrutement, ou de toute autre personne dépendant des entreprises de transport.

g) Égalité de traitement des ouvriers étrangers et nationaux.

« La Convention est d'avis que les Conventions Internationales concernant l'émigration et le travail doivent se proposer d'établir, dans la plus large mesure possible, le principe de l'égalité et traitement des ouvriers immigrés et de leurs ayants-droit avec les nationaux, pour tout ce qui a trait à la législation concernant le travail, la prévoyance sociale, l'assistance, l'instruction générale et professionnelle et la liberté d'association et d'organisation professionnelle. — La Convention émet le vœu que l'opportunité d'envisager un système uniforme de législation pour tous les États ou pour un des groupes d'États, en ce qui concerne les assurances sociales, soit soumise à l'examen d'une prochaine Conférence générale de l'Organisation Internationale du Travail. »

h) Réception et assistance des émigrants dans les ports de débarquement des pays d'immigration :

« Les pays d'immigration feront en sorte que, dans leurs ports de débarquement, les émigrants soient convenablement reçus, assistés, et dirigés vers les localités de destination. A cet effet, les Gouvernements des pays d'immigration pourront, le cas échéant, se prévaloir de la coopération des institutions privées d'assistance aux émigrants qui leur seraient désignées par les pays d'émigration et qu'ils auraient agréées. »

Telles sont les principales dispositions adoptées. En outre, sur l'initiative du Gouvernement italien, la Conférence créa à

Rome un Bureau spécial de correspondance, lequel, assisté d'un Comité composé du Commissaire général italien et d'un délégué de chacun des États représentés, constitua l'organe permanent de liaison entre les divers pays, et qui fut chargé de réaliser les accords intervenus pendant la Conférence.

Les résultats obtenus par la Conférence Technique de Rome étaient ainsi beaucoup plus importants que ceux atteints jusqu'à ce moment ; toutefois, ils ne satisfaisaient point encore le Gouvernement italien qui songea à réunir une nouvelle Conférence, à laquelle participeraient tous les États, tant d'immigration, que d'émigration : seule une telle Conférence pourrait contribuer à la solution pratique des problèmes concernant l'émigration. En effet, sur ce point, les tendances et les intérêts des États sont multiples : les uns sont communs à tous les États (1) — et une conférence pourrait les mettre en lumière ; les autres sont divergents (2), et une Conférence pourrait essayer de rapprocher les points de vue des différents pays.

Aussi le Gouvernement italien, négligeant le Bureau International du Travail qui s'occupe plus spécialement de questions de classes sociales et non des aspects techniques administratif, économique ou politique des problèmes, prit l'initiative de réunir une conférence à Rome en 1924. L'invitation adressée le 31 mai 1923 par le Gouvernement Italien aux différents États montrait bien son point de vue : « Le Gouvernement italien estime qu'une Conférence Internationale dans laquelle les questions intéressant l'émigration et l'immigration seraient examinées par des délégués techniques des pays, les plus intéressés à ces problèmes pourrait fournir aux Gouvernements un ensemble de suggestions qui constitueraient des directives précieuses pour la solution des divers problèmes se référant aux relations d'émigration et d'immigration entre les différents pays.

Le Gouvernement italien, s'inspirant de cette conviction, a décidé de prendre l'initiative d'inviter les Gouvernements des principaux pays d'émigration et d'immigration à se faire représenter à une Conférence Internationale de l'Émigration et de l'Immigration qui aurait lieu à Rome à une date qui sera ultérieurement établie, dans les premiers mois de l'année prochaine.

Le Gouvernement Italien...

(1) Par exemple, sur les questions intéressant l'hygiène des émigrants.

(2) En particulier, sur les questions d'assimilation.

PROGRAMME

L'Organisation Internationale du Travail, s'appliquant à réaliser son vaste programme, a manifesté l'intention d'examiner les problèmes de l'émigration ; mais les efforts que pourront tenter les Conférences générales de l'Office International du Travail pour aboutir à une réglementation internationale dans le domaine spécial de l'émigration et de l'immigration sont, pour des raisons évidentes et indépendamment de la difficulté qui résulte pour ces conférences de l'abstention de pays qui ne sont pas membres de l'Organisation, destinés à ne progresser qu'avec lenteur et nécessiteront une sérieuse et longue préparation.

Le phénomène de l'Émigration et de l'Immigration n'intéresse pas tous les pays dans la même mesure. Il y a des pays dans la vie desquels l'Émigration ou l'Immigration joue un rôle d'une importance capitale à cause des conditions démographiques ou économiques dans lesquelles ils se trouvent. Les pays, plus directement intéressés à ces problèmes, sont ceux qui peuvent le mieux mettre en lumière la nécessité d'un effort en vue de l'établissement d'ententes directes entre pays, tendant à coordonner l'action de ces derniers en ce qui concerne les rapports que créent l'émigration et l'immigration. Partant de cette considération, le Gouvernement italien a estimé que la réunion d'une Conférence des délégués techniques des divers pays qui peuvent être considérés comme des pays d'émigration ou d'immigration typiques serait particulièrement indiquée en vue de provoquer un examen, conduit dans un esprit essentiellement pratique, des problèmes en question. Cet examen permettrait de recueillir un ensemble de propositions susceptibles de fournir une orientation officieuse pour une réglementation internationale de ce problème si complexe. C'est dans cet esprit que le Gouvernement italien a pris l'initiative d'inviter les principaux pays d'émigration et d'immigration à une Conférence Internationale.

La Conférence Internationale...

La Conférence aura un caractère technique et non diplomatique. Sous réserve des questions qui rentrent essentiellement dans la compétence de la législation interne de chaque État, elle examinera les divers problèmes qui portent sur les relations

d'émigration et d'immigration afin d'étudier les accords qui seraient désirables en vue d'établir une coordination entre les services d'émigration et d'immigration des divers pays, et ainsi obtenir la satisfaction réciproque la meilleure des besoins d'émigration et d'immigration. Etant donné son caractère exclusivement technique, la Conférence ne sera pas qualifiée pour arriver à la signature de conventions collectives. Elle se bornera à formuler, sous forme soit de projet, soit de déclaration ou de recommandation, les principes fondamentaux qu'elle estimera utiles d'indiquer comme base pour les conventions internationales générales ou spéciales que les gouvernements pourront, au moment voulu, négocier et conclure, ou encore pour les accords administratifs que les gouvernements seront d'avis d'établir entre leurs services respectifs.

La Conférence...

Sous réserve de modifications ultérieures, la Conférence comprendra les sections suivantes :

- a) Transport des émigrants ;
- b) Hygiène et services sanitaires ;
- c) Collaboration entre les services d'émigration et d'immigration des différents pays ;
- d) Assistance aux émigrants dans les ports d'embarquement, aux immigrants dans les ports de débarquement, et aux émigrés, par des institutions privées. Assistance spéciale aux femmes et aux enfants ;
- e) Adaptation du courant d'émigration aux demandes de main-d'œuvre dans les pays d'immigration ; moyens à adopter à cette fin (services de renseignements sur les marchés du travail, services de placement, entreprises de colonisation) ;
- f) Développement de la coopération, de la prévoyance, et de la mutualité parmi les émigrants ;
- g) Principes dont les traités d'émigration devraient s'inspirer.

Tout Gouvernement... » .

Cette invitation fut acceptée par 58 Gouvernements et la Conférence s'ouvrit à Rome le 10 mai 1924.

L'Italie montra de suite qu'elle avait l'intention de profiter de cette conférence pour régler le mieux possible les intérêts de ses émigrants : En effet, 75 questions furent soumises à la Conférence par les gouvernements — 14, par l'Espagne ; 1, par la Hongrie ; 6, par le Mexique ; 1, par la Norvège ; 2, par les Pays-Bas ; 4, par la Pologne ; 4, par la Suisse ; et 43 par l'Italie, c'est-à-dire 57 % des questions posées.

Les questions soumises par l'Italie avaient pour but de fixer les mesures à prendre sur les points suivants :

- 1° La préparation hygiénique de l'émigrant avant le départ ;
- 2° L'organisation hygiénique et sanitaire des ports pour le service de l'Émigration. Maisons des émigrants ;
- 3° L'organisation sanitaire des bateaux destinés au transport des émigrants ;
- 4° Conditions minimum auxquelles devraient satisfaire les bateaux pour être déclarés propres au transport océanique des émigrants ;
- 5° Accords éventuels en vue d'établir l'utilisation réciproque des services sanitaires et d'assistance aux émigrants à bord des bateaux transportant des émigrants de différentes nationalités ;
- 6° Accord en vue d'uniformiser le contrôle à bord ;
- 7° Nécessité de la présence à bord des bateaux assurant le service de l'émigration d'une femme diplômée pour l'assistance aux femmes et aux enfants ;
- 8° Opportunité d'une enquête statistique sanitaire internationale portant sur l'émigration des enfants ;
- 9° Vaccination des émigrants continentaux ;
- 10° Transport des émigrants par chemin de fer ;
- 11° Facilités de transport aux émigrants par chemin de fer ;
- 12° Assurance des émigrants contre les risques du voyage ;
- 13° Protection des émigrants avant le départ ;
- 14° Protection des émigrants dans les ports d'embarquement et à la frontière ;
- 15° Protection des émigrants à l'arrivée ;
- 16° Protection juridictionnelle des émigrants ;
- 17° Asiles à la frontière pour les familles des émigrants ;
- 18° Surveillance exercée par les Gouvernements sur les conditions de logement des émigrants ;
- 19° Assistance spéciale aux femmes et aux enfants ;
- 20° Assistance légale et judiciaire aux émigrants ;
- 21° Publication d'un code de l'émigrant ;
- 22° Institution d'une carte postale universelle à tarif réduit pour les émigrants ;
- 23° Coopération, mutualité et prévoyance entre les émigrés ;
- 24° Assistance internationale aux invalides de la guerre ;
- 25° Code sanitaire international du travail ;
- 26° Echange de renseignements entre les pays d'immigration et les pays d'émigration sur les conditions respectives des marchés du travail ;

27° Réglementation des recrutements collectifs de travailleurs pour l'étranger ;

28° Surveillance des contrats prévoyant des retenues sur les salaires ;

29° Echange de travailleurs qualifiés ;

30° Accords pour l'émigration intellectuelle ;

31° Définition internationale de l'émigration et de l'immigration ;

32° Uniformisation et simplification des passeports et visa consulaires ;

33° Coordination internationale des statistiques de l'émigration ;

34° Nécessité d'accords internationaux en vue de prévenir et de réprimer l'émigration clandestine ;

35° Déclaration de principe sur le statut de l'émigrant ;

36° Principes fondamentaux des accords internationaux en matière de colonisation ;

37° Egalité de traitement entre travailleurs émigrés et nationaux en matière de réparation d'accidents du travail ;

38° Mesures destinées à garantir la continuité des assurances sociales aux travailleurs employés alternativement ou successivement dans deux ou plusieurs pays ;

39° Coopération entre les services pour le paiement des rentes provenant des assurances sociales d'un pays, aux bénéficiaires résidant dans un autre pays ;

40° Egalité de traitement entre travailleurs nationaux et travailleurs émigrés vis-à-vis des obligations découlant du Contrat de Travail ;

41° Admission des travailleurs étrangers aux Commissions de conciliation et d'arbitrage ;

42° Opportunité d'un recensement simultané des travailleurs émigrés dans les différents pays ;

43° Constatation des changements survenus à l'étranger dans la famille de l'émigré.

L'Italie avait ainsi demandé à la Conférence de résoudre un grand nombre de questions ; et elle prit une part active à toutes les délibérations qui eurent lieu dans les quatre sections qui furent constituées (1).

(1) Ce furent : Section du transport des émigrants, de l'hygiène et des services sanitaires ; — Section d'assistance aux émigrants avant le départ et dans les ports d'embarquement, aux immigrants dans les ports de débarquement, et aux immigrés — développement de la coopération, de la pré-

Certaines des questions résolues n'eurent que peu d'importance pour l'Italie, puisqu'elles existaient déjà dans sa législation. Ce furent, par exemple, les questions italiennes numéros 1, 2 et 3. Ainsi, pour cette dernière, le rapport de la délégation italienne indique, comme conditions à adopter pour tous les pays, celles qui existent dans la législation italienne, et que nous avons étudiées plus haut.

D'autres questions, relatives à des mesures qui étaient déjà adoptées dans la législation italienne, furent débattues par la délégation de ce pays, pour essayer de faire adopter ces mesures par les autres pays d'émigration, et protéger ainsi plus efficacement ses nationaux. Par exemple, la résolution n° 2 (contrôle sanitaire des émigrants avant le départ) :

« La Conférence, reconnaissant l'intérêt qu'il y aurait à réduire, dans la mesure du possible, le nombre des visites sanitaires auxquelles sont soumis les émigrants ; émet le vœu :

que les différents Etats, qui sont en situation de le faire, dans les limites de leurs lois et règlements, prennent des mesures tendant à instituer des examens sanitaires, avant le départ, assez approfondis pour que soient réduites au minimum les possibilités de refoulement, pour des raisons sanitaires, au port de débarquement. »

Cette résolution est intéressante pour les émigrants italiens ; en effet, ceux-ci sont examinés au point de vue sanitaire d'une façon très attentive avant le départ, et, néanmoins, il ne leur en est tenu aucun compte à l'arrivée, car la plupart des autres pays d'émigration ne font que peu — ou ne font pas — le contrôle sanitaire au départ. L'adoption de mesures analogues aux mesures italiennes, par tous les pays, permettrait sans doute aux émigrants italiens d'éviter ce deuxième examen sanitaire. (1)

Il en est de même pour la question italienne n° 4, qui avait pour but de faire édicter, pour tous les pays, des règles com-

voyance et de la mutualité entre les immigrés ; — Section des mesures à prendre pour proportionner l'émigration aux besoins de main-d'œuvre des pays d'immigration ; coopération entre les Services d'émigration et d'immigration des différents pays ; — Section des principes généraux des traités d'émigration.

(1) C'est ainsi qu'à la frontière franco-italienne, les commissions sanitaires de ces deux pays travaillent en plein accord.

munes en matière de conditions à remplir par les bateaux transportant des émigrants ; ceci éviterait aux émigrants italiens d'être refoulés pour la raison que le bateau qui les aurait transportés, remplissait bien les conditions imposées par la législation italienne, — mais non pas celles imposées dans le pays d'immigration.

Enfin, certaines résolutions n'ont eu, au point de vue de la protection des émigrants italiens, qu'un intérêt assez faible ; par exemple, les questions italiennes, numéros 8 et 33.

Mais la plupart des résolutions soutenues ou proposées par l'Italie, et adoptées par la Conférence, ont eu, comme but, la protection des émigrants : par exemple, la résolution n° 3, qui tend à admettre la validité internationale des certificats de vaccination antivariolique et à empêcher, par conséquent, la revaccination inutile ; la résolution n° 8 qui tend à obtenir le même traitement pour tous les émigrants à bord, quelle que soit leur nationalité ; les résolutions n°s 9 et 10, au sujet de la protection des femmes et des enfants ; la résolution n° 11, qui indique les mesures à prendre pour permettre aux émigrants d'exposer leurs réclamations en cours de voyage (soit aux autorités du pays d'immigration, soit au représentant officiel du pays d'émigration voyageant à bord) ; la résolution n° 14 relative à la protection des émigrants en transit, etc... Nous ne pouvons citer ici toutes ces résolutions, dont beaucoup sont extrêmement remarquables, et nous préférons renvoyer à l'annexe V, où nous avons reproduit les documents officiels concernant cette conférence.

Dans les discussions de la Conférence, le rôle de l'Italie, en faveur des émigrants, fut très important et son action fut souvent prépondérante. C'est ainsi que, à propos de la question italienne n° 23, M. Vinci, représentant de l'Italie, fit appel à la générosité des pays d'immigration pour voter le texte proposé par la délégation italienne, et il réussit à obtenir son approbation par 12 voix contre 9 ; de même, dans la discussion du paragraphe *b* de la résolution relative à la question italienne n° 20, M. Randaccio, délégué de l'Italie, soutint le principe que « les consuls puissent, dans l'intérêt de leurs nationaux absents, faire les démarches nécessaires auprès des autorités administratives et judiciaires, pour empêcher la déchéance de droits ayant trait aux lois d'assurances sociales », et il le fit admettre par 13 voix, en déclarant que cette résolution ne s'opposait nullement à la souveraineté territoriale des Etats.

À la fin de la Conférence, à la 6^e séance plénière, tenue le 31 mai 1924, le comte de la Viñaza, délégué de l'Espagne, fit adopter l'idée de réunir une 2^e Conférence Internationale en 1927. Malgré un assez grand nombre d'oppositions, cette proposition fut finalement acceptée, et cette Conférence se réunit à la Havane, en 1927.

L'action de cette Conférence — dans laquelle les Etats américains dominaient — fut beaucoup plus faible que celle tenue à Rome, et un grand nombre des résolutions votées ont eu, en réalité, plus d'intérêt pour les pays d'immigration que pour ceux d'émigration ; par exemple, celle sur la vaccination antityphique et celle visant à la prise de mesures pour réprimer la récidive de l'immigration clandestine, etc. Enfin quelques propositions traitent à nouveau des résolutions déjà votées en 1924, notamment celle relative à la colonisation (1).

L'action de l'Italie, gênée par celle des pays américains, fut beaucoup moins importante qu'à Rome.

Une troisième Conférence devait se réunir à Madrid en 1929. En outre, en novembre 1929, s'est tenue à Paris une Conférence Internationale sur le traitement des étrangers. Le projet de convention soumis à la Conférence se divisait en trois parties :

- a) garanties afférentes au Commerce International et à l'établissement des ressortissants étrangers ;
- b) traitement des sociétés étrangères ;
- c) dispositions générales.

Notamment, l'article 6 prévoyait que « les ressortissants de l'une quelconque des Hautes Parties contractantes, admis sur le territoire d'une autre Haute Partie contractante, y jouiront, en se conformant à ses règlements, de la même liberté de circulation, de séjour, d'établissement, de choix de domicile et de déplacement, que les nationaux du pays en question, sans être soumis à des conditions ou prescriptions autres que celles auxquelles sont soumis les nationaux, sans préjudice toutefois des prescriptions de police concernant les étrangers ».

Cette Conférence n'aboutit pas à une convention, car — ainsi que l'a déclaré son Président, le baron Devèze, les commissions ont apporté à certains des principes incorporés dans le projet de convention des modifications, et ont abouti à des textes

(1) Voir annexe VI.

(2) D'autres conférences, traitant des points spéciaux se sont réunies depuis cette date, notamment la Conférence pour l'établissement de cartes de transit pour émigrants, qui vota un arrangement le 14 juin 1929.

qui, s'ils avaient été insérés dans la convention, auraient consacré un régime moins libéral que celui qui résulte actuellement de la plupart des législations nationales et de certaines conventions bilatérales (2).

En tous cas, il est indiscutable que, par les traités qu'elle a conclus, et par son action dans la Conférence Internationale de Rome, l'Italie a réalisé des progrès considérables dans la protection accordée à ses émigrants.

CONCLUSION

Ainsi que nous l'avons vu, le Gouvernement fasciste, dans sa politique internationale de l'émigration, n'a fait que continuer l'œuvre entreprise par ses prédécesseurs, en accentuant toutefois la défense de l'Italianité ; mais, au contraire, dans la politique intérieure, de grands changements ont été opérés.

L'on doit évoquer six dates principales qui caractérisent l'évolution de cette politique de l'émigration :

1888 : date de la première loi relative à l'émigration ;

1901 : première loi codifiant l'émigration d'outremer ;

1913 : première loi relative à l'émigration continentale ;

1919 : texte unique sur l'émigration, charte fondamentale de la politique antérieure au fascisme ;

1922 : révolution fasciste ;

1926 : la politique des gouvernements antérieurs, favorable à l'émigration, se transforme en une politique nettement hostile à tout départ pour l'étranger des Italiens. Toutes les mesures facilitant l'émigration sont supprimées ; et l'émigration, loin d'être considérée comme un bienfait ou une nécessité, n'est plus traitée que comme un mal, tandis que les migrations intérieures sont favorisées et encouragées.

Nous ne pourrions mieux montrer les changements jusqu'en 1925 qu'en citant l'article que M. de Michelis, Commissaire Général à l'Emigration, fit paraître sur ce sujet, en 1926, à l'occasion du Jubilé royal, dans la revue *Rassegna Italiana* : « Les vingt-cinq premières années de ce siècle comprennent une grande phase de la Politique d'Emigration de l'Italie et cette période est celle d'une date, inscrite par l'Italie, dans l'histoire de l'émigration humaine.

Avant tous autres pays, l'Italie a vu les modifications à apporter à cette grande question sociale ; elle a édifié une législation appropriée, dont toutes les autres nations se sont inspirées ; elle a établi une politique nouvelle, adaptée aux nouvelles circonstances ; elle a apporté toute son activité à améliorer — non pas seulement la condition de ses émigrants — mais leur préparation, pour qu'ils soient reconnus dans le monde comme les meilleurs de tous.

L'émigration a pris, en Italie, dans les vingt-cinq dernières années du xix^e siècle, un développement considérable. Les classes dirigeantes n'ont pas compris son importance comme phénomène social, et l'avaient considéré comme un fait ne relevant que d'une intervention de police.

Les émigrations, toujours plus nombreuses, eurent lieu dans les conditions les plus tristes. Recrutés dans les contrées les plus pauvres, suggestionnés par une foule d'agents intéressés, mal informés sur les conditions de vie et de travail dans les pays étrangers, les émigrants accomplissaient des voyages pénibles, manquant d'air, de soins, de nourriture ; sans énergie pour réclamer, et considérés seulement comme un véritable fret, une marchandise humaine.

A leur arrivée, privés du peu de ressources qu'ils avaient pu réaliser, avant leur départ, à force de privations, ignorants de la langue et des coutumes, ils étaient envoyés dans les zones les plus pénibles, réservés aux travaux les plus rudes, et pour des salaires si faibles qu'ils étaient refusés par les travailleurs des autres pays.

Telle était la situation de notre émigration au moment de la loi de 1901, charte fondamentale de l'émigration italienne, et qui étudia ce problème, non plus comme une simple question de police, mais en rapport avec toutes les questions sociales.

Le Président du Conseil a justement rendu hommage à cette loi, « une des premières lois organiques du monde, qui ait discipliné l'émigration dans son ensemble, qui ait établi une organisation spéciale, s'occupant de toutes les questions la concernant, possédant des cadres appropriés à son fonctionnement technique, et assurant financièrement la tutelle des émigrants sous une forme mutualiste ».

Alors fut créé le Commissariat de l'Emigration : mais il avait seulement un caractère de tutelle, et il devait chercher — comme le disait l'exposé des motifs de la loi de 1901, à protéger la personne de l'émigrant.

Les vingt-cinq premières années de ce siècle sont témoin de l'effort continu et passionné de l'Etat italien, avec plus d'énergie encore dans ces dernières années de l'après-guerre, pour passer de l'intervention seulement protectrice, que l'on peut qualifier de négative — à l'application d'une politique de valorisation intégrale de notre émigration.

Aujourd'hui, l'émigration italienne est très appréciée à l'extérieur, où elle est considérée comme un élément de valeur

économique, contribuant d'une façon notable à la production dans les pays d'immigration. Nous avons substitué à notre émigration de quantité, une émigration de qualité et nous l'avons valorisée... Les directions de l'émigration subirent, en même temps, de profondes modifications...

Le changement des directions de notre émigration est la caractéristique de l'après-guerre. La politique restrictive des Etats-Unis a interverti les proportions de l'avant-guerre entre l'émigration continentale et la transocéanique. Pendant trente années, notre émigration se dirigea vers le Brésil et l'Argentine ; dans les premières années du siècle, le courant se tourna vers les Etats-Unis, qui — dans la période 1900 à 1914 — absorbèrent les $\frac{2}{3}$ de notre émigration d'outremer.

Les émigrants continentaux se répartissaient, avant la guerre, en nombres presque égaux, entre la France, la Suisse et l'Allemagne ; depuis 1914, l'émigration vers l'Allemagne a cessé presque complètement à cause de la guerre, puis de la mauvaise situation économique ; l'émigration vers la Suisse est également devenue faible ; les chiffres se sont au contraire beaucoup relevés pour la France, qui absorbe à peu près toute notre émigration continentale.

En résumé, le rapport existant avant-guerre entre l'émigration d'outremer et la continentale (51 % et 49 %) est devenu 32 % et 68 % ; et l'émigration vers les Etats-Unis ne représente plus — en 1924 — que 29 % de l'émigration d'outremer, au lieu de 71 %.

D'autre part, la modification de direction du courant émigratoire — provoquée par les mesures restrictives de certains pays d'outre-mer — entraîna un changement dans les provinces qui donnaient naissance à l'émigration.

De 1900 à 1914, c'est du midi qu'était partie la majeure partie de l'émigration transocéanique ; aussi, depuis la guerre, y a-t-il une diminution, non pas seulement en valeur absolue, mais, aussi, relative par rapport au Nord.

Dans les vingt-cinq premières années de ce siècle, s'est produite également une autre modification de notre émigration, en ce qui concerne sa composition. Aujourd'hui, les pays d'immigration préfèrent un immigrant qui s'assimile à la population locale, et ils pratiquent de préférence une politique incitant l'émigré à faire venir sa famille, laissée au pays d'origine. En réalité, depuis la guerre, le plus grand nombre des émigrants partent en famille, avec femme et enfants, et le nombre des

femmes, ne s'occupant que de leur ménage et de leurs enfants, est élevé et montre bien une reconstitution de la famille hors des frontières de la Patrie.

La modification de la composition professionnelle est plus importante encore que celle de l'âge ou du sexe des émigrés. Un moment, nos émigrés purent être qualifiés de parias : journaliers, manœuvres, hommes chargés des travaux les plus humbles ; ils servaient à remplacer les nègres sur le sol ou dans les mines des pays neufs. Aujourd'hui, notre main-d'œuvre est employée pour des travaux spécialisés et pour les œuvres de colonisation les plus difficiles.

Actuellement, il y a surtout une émigration d'agriculteurs exercés et de travailleurs qualifiés pour les métiers les plus divers, ayant un niveau de vie élevé et augmentant le prestige national, au lieu de l'émigration d'une masse démoralisée et non qualifiée. Mais quelles difficultés a-t-il fallu vaincre, que d'obstacles a-t-il fallu abattre pour obtenir ce résultat, qui nous remplit d'un légitime orgueil !

Le problème est complexe et sa solution difficile à cause de notre condition sociale — spécialement dans le Midi, — et à cause aussi des exigences juridiques et sociales des pays d'immigration, diverses suivant les pays. Mais l'on s'attache à préparer notre main-d'œuvre pour l'émigration et à la sélectionner. Elle trouve ainsi d'utiles débouchés sans gêner la classe ouvrière des pays d'immigration dans ses intérêts légitimes. La protection à l'intérieur est toujours plus intense, ainsi que durant le voyage, à l'arrivée et pendant le séjour au pays d'immigration. Enfin l'on a valorisé le travail et on l'a protégé par une œuvre législative considérable ainsi que par des traités et des accords avec les pays étrangers.

Les principaux fondements de cette action se trouvent en germe dans la loi de 1901, mais ils n'ont été développés que pendant la succession des événements.

Jusqu'en 1913, l'action gouvernementale — comme celle de la loi de 1901 — s'exerça surtout sur l'émigration transocéanique. Dans cette période, furent passés des traités au sujet des enrôlements collectifs pour les pays d'outremer : Vénézuéla, Brésil, Argentine, Afrique. Plus tard, on dut prendre en considération l'exode, toujours plus important, de nos travailleurs vers la France, la Suisse et l'Allemagne : en 1911, l'on organisa à Milan un Office des frontières de terre, pour assister les émigrants continentaux. La loi du 2 août 1913 fut un nouveau

progrès vers une compréhension juridique plus complète et plus précise du phénomène de l'émigration : personne ne peut plus conduire à l'étranger, ou y faire venir, un Italien, pour y travailler, sans l'autorisation du Commissariat, et celle-ci ne peut être donnée sans un contrat de travail régulier.

En effet, l'émigration des travailleurs italiens n'est plus considérée comme un fait d'ordre privé, n'intéressant que l'émigrant et l'entrepreneur étranger, mais comme une force, une richesse nationale, qui se destine à mettre en valeur un pays étranger, et doit y être garantie par un contrat de travail, et assurée d'un traitement et d'un salaire semblables à ceux des travailleurs nationaux — tant, en raison des intérêts de l'émigré, que pour protéger les intérêts économiques et le prestige moral de l'Italie.

Cette politique internationale de l'émigration au sujet du contrat de travail est réalisée d'abord avec la France en 1916. A ce moment, les nécessités de la guerre faisaient sentir à ce pays le besoin d'attirer de forts contingents de travailleurs italiens... La participation à la production houillère française fut reconnue, sous forme d'une certaine quantité de charbon, que les Compagnies françaises cédaient au Gouvernement italien au prix français, pour chaque journée de présence de travailleurs italiens dans les mines françaises ; elle fut aussi reconnue par une participation dans la production des phosphates de l'Afrique du Nord et des munitions fabriquées par les usines françaises.

Cet accord a une importance décisive dans l'histoire de l'émigration humaine en vue du travail : elle met fin aux rapports privés entre l'émigrant et l'employeur, et donne un premier exemple de la possibilité de la coopération de toutes les forces nationales dans la production moderne.

Les nationalismes aigus de l'après-guerre interrompirent la marche de cette forme de collaboration économique internationale ; mais l'idée devait subsister, comme conforme aux besoins réels de la production mondiale...

La politique italienne de sélection et de valorisation de l'émigration, commencée dans la période où l'émigration se faisait librement, fut encore plus nécessaire après la guerre, à cause des restrictions rigoureuses mises à l'introduction de la main-d'œuvre, dans les pays troublés par la crise économique. Il était donc nécessaire de réglementer l'émigration, conformément aux règles imposées par les autres pays, afin de ne pas

faire subir aux émigrants des espoirs et des illusions fallacieux, et les conséquences d'un rejet par un pays d'immigration.

Toutefois, dans ces dernières années, l'organisation de réglementation de l'émigration s'est perfectionnée et développée avec l'aide du Gouvernement national et de son chef, qui, à juste titre, a voulu placer cette politique sous ses directives immédiates, dans le cadre de la politique générale.

Aujourd'hui, la valorisation de l'émigration permet de répondre complètement aux besoins des pays étrangers : l'émigration cahotique a été remplacée par une émigration ordonnée, surveillée par le pays d'origine, de grande utilité pour les pays d'immigration, et apportant à l'Italie, du prestige et des avantages matériels et moraux...

La politique italienne de l'émigration a hardiment affronté de nouvelles responsabilités et a perfectionné les moyens de son action. Aujourd'hui, le plan est complet et coordonné, et son action comprend :

1° Les renseignements aux futurs émigrants, au moyen de la diffusion en Italie de publications et de notices ; des initiatives tendant à la sélection des émigrants par une préparation intégrale : morale et professionnelle, faite par les chaires ambulantes d'émigration et par les Ecoles professionnelles pour futurs émigrants ;

2° Une enquête permanente sur l'état des marchés du travail, pour trouver à l'émigration des débouchés à l'étranger ;

3° Une assistance morale, sanitaire et économique, dans les ports d'embarquement, à la frontière, durant le voyage et à l'arrivée ;

4° Le placement à l'étranger et la valorisation économique par des contrats de travail, impliquant l'égalité de traitement ;

5° Des études et des initiatives pour la colonisation et des crédits, pour le placement, à l'étranger, de groupes d'émigrants, préparés techniquement et économiquement à leur tâche ;

6° L'action diplomatique pour la préparation, à l'extérieur de conditions favorables à l'emploi des travailleurs italiens, par des accords et des traités bilatéraux sur l'émigration ; préparation d'accords analogues plurilatéraux, avec l'inter-vention active du Bureau International du Travail et de la Conférence intergouvernementale ;

7° Une action pour suivre la vie de la collectivité italienne à

l'étranger et maintenir une solidarité vive et réciproque entre eux et la mère patrie.

La crise de l'après-guerre a créé à l'émigration une situation telle qu'elle nécessite la recherche de toutes les possibilités de débouchés favorables, sans que les travailleurs affluent dans les lieux où la main-d'œuvre est surabondante, pour éviter de susciter l'hostilité des indigènes, avec ses inconvénients ou ses périls. Donc — au besoin — ne pas accroître le nombre des émigrants, mais veiller — avec l'attention que la question comporte — à ne pas abandonner le programme italien de leur valorisation, et de leur préparation au travail dans les pays étrangers...

Aujourd'hui, dans toutes les provinces, il y a une chaire ambulante d'émigration, pour que — dans chaque commune — l'émigrant, assisté et protégé par des organes spécialisés, soit convenablement préparé au départ.

Dès 1922, on étudia un plan d'instruction appropriée à l'émigrant. On commença par les écoles analphabètes, et la préparation de maîtres pour ces écoles ; puis on passa à l'instruction technique professionnelle avec des cours appropriés qui, en transformant les travailleurs non qualifiés en travailleurs spécialisés, leur permettent d'obtenir des salaires supérieurs.

Il existe en Italie plus de 200 de ces cours, surtout là où survivent les anciennes traditions du travail. Elles comportent l'instruction des divers métiers (travailleurs du ciment, maçons, tailleurs de pierres, terrassiers, paveurs, mineurs, charpentiers, menuisiers, plâtriers, mosaïstes, décorateurs, tisserands, graveurs, ébénistes, infirmiers, assistants pour l'enfance) ; l'instruction agricole (culture mécanique, viticulture, œnologie, culture de l'olivier, des jardins et des fleurs) ; enfin la préparation du personnel de direction et de colonisation (cours pour directeurs d'établissements agricoles et de colonisation) pour fournir les cadres de l'émigration coloniale.

Une propagande opportune a fait comprendre aux émigrants qu'il fallait renoncer aux anciens mirages, et que — tant dans leur intérêt que pour le prestige de l'Italie — ils devaient avoir une connaissance complète de leur métier : les futurs émigrants fréquentent ces cours, toujours plus nombreux et avec plus de profit.

L'on pourrait également citer de nombreux exemples du profit tiré des cours agricoles par des directeurs d'établissements agricoles et par des cultivateurs, qui ont montré la possibilité

d'obtenir des éléments bien préparés à une œuvre systématique de colonisation.

En perfectionnant la qualité de ces cours, on n'a d'ailleurs pas négligé leur quantité — et l'on n'a pas simplement cherché un remède à une crise passagère, comme le fait l'Angleterre, dans l'instruction qu'elle donne à ses émigrants pour leur permettre de trouver des débouchés dans ses Dominions. La préparation professionnelle fait partie d'un plan d'ensemble de valorisation des émigrants, fondée — non seulement sur l'instruction générale et professionnelle — mais sur une sélection, dans des stations de « bonification », dans les ports ou aux frontières terrestres, outillées d'une façon moderne et complète.

En ce qui concerne l'assistance aux émigrants, au départ et pendant le transit, la loi de 1901 y pourvoyait déjà, mais d'une façon embryonnaire. Il fallut 20 ans pour l'organiser. L'énergie de M. Mussolini en a fait une réalité.

Une maison moderne pour émigrants est construite à Naples ; une autre est ouverte à Bardonnèche ; des hôtels sont réquisitionnés à cet effet dans les principaux ports d'émigration et les émigrants sont aujourd'hui complètement à l'abri des périls, que leur inexpérience leur faisait courir.

Des soins particuliers ont été donnés à l'état sanitaire de l'émigrant partant, en vue d'accroître la recherche de notre main-d'œuvre à l'étranger, et de rendre les services d'émigration indépendants de toute intrusion étrangère.

L'assistance donnée ainsi aux émigrants, dans des stations de « bonification », visitées et admirées par les hygiénistes des pays d'immigration, répond à toutes les exigences du progrès, de sorte que le taux des rejets des émigrants italiens est fort inférieur à celui des autres nationalités.

Cependant, dans le désordre général des marchés du travail, la préparation et la sélection des émigrants ne suffisent pas : il faut des conditions économiques favorables à l'immigration de travailleurs. Depuis la guerre, des enquêtes sont faites sur les marchés extérieurs du travail et les possibilités d'introduction de la main-d'œuvre.

Un Office Central — véritable observatoire permanent — est tenu journellement au courant des disponibilités de la main-d'œuvre en Italie et des possibilités de son emploi à l'étranger.

La situation des divers marchés du travail est portée à la connaissance des futurs émigrants, et ils peuvent profiter des

demandes d'enrôlements individuels ou collectifs, qui parviennent au Commissariat.

Le Commissariat de l'Émigration est donc un organe de placement de la main-d'œuvre à l'étranger ; il conclut des accords avec des particuliers, des entrepreneurs, ou des Sociétés, à des conditions que des émigrants isolés ne pourraient obtenir ; et l'enrôlement, sous l'égide du Gouvernement, avec des contrats de travail, a pour résultat de faire profiter la masse des émigrants d'avantages égaux et parfois supérieurs à ceux de la main-d'œuvre locale.

Cette intervention de l'État, en vue d'inscrire des conditions satisfaisantes d'emploi dans les contrats de recrutement individuels ou collectifs des travailleurs, constitue une des plus notables applications de la politique italienne d'émigration, dans le domaine du recrutement.

Il arrive même que la main-d'œuvre italienne, au lieu d'abaisser le niveau de vie des travailleurs indigènes, constitue pour ceux-ci un moyen d'obtenir de meilleures conditions de travail.

L'Idée Centrale de la Politique italienne de l'émigration est donc de tenir compte des exigences nationales, en les plaçant dans le cadre de la collaboration internationale.

L'expatriation des travailleurs que l'on ne peut utiliser en Italie, réglée suivant les possibilités d'absorption des pays étrangers ; l'apprentissage professionnel ; les contrats de travail ; la surveillance des marchés étrangers du travail pour ne pas laisser échapper des possibilités d'emploi ; tels sont les moyens d'une politique, conforme aux intérêts italiens, valorisant l'émigration, tout en contribuant à l'organisation de la production mondiale.

Le succès de ces initiatives a eu pour résultat d'amener l'organisation de groupes de travailleurs qualifiés, encadrés par des techniciens italiens, pour développer des terres de colonisation, dans l'intérêt commun de l'Italie et des pays d'immigration.

Actuellement l'émigration, constituant à l'étranger des sociétés de travailleurs et des établissements de colonisation, est soutenue par le concours direct des capitalistes italiens et par le concours économique de l'État.

Le Commissariat de l'Émigration a entrepris des expériences bien étudiées et bien préparées de colonisation. C'est là un rôle difficile, mais indispensable dans la phase actuelle de la poli-

tique de l'émigration, pour répondre à un besoin éventuel futur d'expansion à l'étranger.

Pour soutenir cette politique financière de l'émigration, M. Mussolini a fondé « l'Institut de Crédit pour le travail italien à l'étranger. », destiné à diriger les épargnes des émigrants vers des emplois en pays étrangers.

Le but de cet Institut a été défini par M. Mussolini lui-même : « Substituer à l'émigration cahotique une émigration d'hommes fiers de la puissance fécondatrice de leur travail, imbus de nos anciennes traditions colonisatrices, toujours vivaces ; accompagner ces pionniers italiens, humbles et puissants, de techniciens italiens ; les soutenir de capitaux italiens, obtenus en partie par l'épargne des émigrants eux-mêmes ; faire que le fruit du travail italien ne bénéficie pas seulement aux capitaux étrangers, mais devienne une force promotrice, pour l'expansion pacifique, morale et économique, de la Patrie. »

Le prestige de notre émigration et notre prestige national seront largement accrus quand les nôtres partiront, pour augmenter, de toute leur énergie, notre capacité productive et quand notre besoin traditionnel d'émigration sera diminué.

Jusqu'à ce moment, il y a lieu d'intensifier notre action diplomatique pour préparer, à l'extérieur, des milieux favorables à l'emploi digne et utile de notre main-d'œuvre.

L'Italie, par son traité de 1904 avec la France, a donné l'exemple, suivi par beaucoup d'autres pays, de traités bilatéraux, destinés à protéger les travailleurs immigrés. En 20 ans, l'Italie est parvenue à obtenir un système organisé de garanties internationales qui assurent à ses travailleurs un traitement conforme à leur importance, à leur préparation et à la contribution qu'ils donnent aux progrès économiques.

Aux traités de travail, ont succédé des traités complets d'Émigration et de Travail, qui réglementent toutes les formes du travail et intéressent les conditions de vie, économiques, civiles et morales, de nos travailleurs hors d'Italie.

Nous avons aussi donné l'exemple par le traité de 1919 avec la France — le premier de ce genre —, qui contient des clauses que les autres pays d'émigration n'ont pu obtenir.

De nombreux accords généraux et des clauses spéciales à l'émigration et au travail lient l'Italie et les autres États, qui nous reconnaissent comme le pays ayant l'organisation la plus développée et la plus judicieuse pour donner les plus sûres

garanties internationales et pour intervenir dans la solution des divers problèmes de l'émigration.

Une consécration historique a été donnée à nos efforts par la convocation, à Rome, par le Gouvernement italien, d'une grande Conférence Internationale : réunie en mai 1924, les représentants des divers pays d'émigration et d'immigration ont débattu les problèmes internationaux qui concernent l'émigration. Les résolutions, votées à la Conférence de Rome en présence de 59 gouvernements, ont tous les jours des répercussions plus vastes dans l'opinion publique, les législations étrangères et dans les œuvres officielles internationales de protection des émigrants. Les pays d'émigration et ceux d'immigration, dans leur législation intérieure comme dans leurs rapports mutuels, ne peuvent pas désormais ne pas tenir compte de l'œuvre que Rome, en 25 ans de travail continu, a créée, pour donner aux émigrants l'aide d'une organisation d'assistance, et a couronnée par la Déclaration des droits des Émigrants, faite par la Conférence Internationale de l'Émigration, sur la proposition de l'Italie.

Cette consécration mondiale affirme le succès national et international de la politique italienne de l'émigration. »

Cet article de M. de Michelis illustre bien l'évolution et les résultats de la politique italienne de l'émigration ; mais — écrit en 1926 — il ne pouvait faire allusion à un fait extrêmement important, qui ne s'est développé qu'après cette date : l'action du Gouvernement italien sur l'émigration, en vue de favoriser le développement de l'Italie elle-même, et de ses colonies.

Au lieu de laisser l'émigration se propager librement et, peut-être, grâce aux mesures protectrices prises en sa faveur, se développer régulièrement, le Gouvernement Fasciste a eu en vue l'accroissement de la force et de la puissance de l'Italie.

Sans doute, il a pris le pouvoir dans des circonstances favorables ; sans doute, sa politique d'émigration avait été — sinon réalisée — du moins esquissée par ses prédécesseurs. Mais il a eu le rare mérite de mettre ses plans à exécution.

Le Gouvernement Fasciste a voulu réduire l'émigration extérieure, en développant l'émigration intérieure. On pourrait se demander si cela est possible, pour une émigration établie, dont les causes sont profondes et durables. Un exemple, que nous trouvons en Allemagne, semble le démontrer.

En 1870, l'Allemagne était un pays pauvre ; l'émigration y

était fort importante (1). Or, brusquement, vers 1894, et bien que la natalité, dans ce pays, ayant pris entre temps un accroissement considérable, eût dû provoquer l'offre d'une main-d'œuvre surabondante, le nombre des émigrants diminua :

Années	Emigrants	Moyenne	Années	Emigrants	Moyenne
1880....	117.097	172.853	1895....	37.498	28.499
1881....	220.902		1896....	33.824	
1882....	203.585		1897....	24.631	
1883....	173.616		1898....	22.221	
1884....	149.065		1899....	24.323	
1885....	110.619	99.630	1900....	22.309	28.154
1886....	83.225		1901....	22.073	
1887....	104.787		1902....	32.098	
1888....	103.951		1903....	36.310	
1889....	96.070		1904....	27.984	
1890....	97.103	92.434	1905....	28.075	27.130
1891....	120.089		1906....	31.075	
1892....	116.339		1907....	31.696	
1893....	87.677		1908....	19.883	
1894....	40.964		1909....	24.921	

La diminution de l'émigration allemande ne fut donc pas un simple mouvement temporaire de reflux, mais un fait durable ; et il a fallu — après la guerre et la défaite — la crise économique occasionnée par la débâcle du mark pour que l'émigration allemande ait repris, sans avoir toutefois l'importance qu'elle avait, il y a 50 ans (1).

On pourrait répondre que l'Allemagne a eu la chance d'avoir une industrie, qui a pu prospérer dans des conditions très favorables grâce aux riches mines de houille de la Ruhr, de la Saxe et de la Sarre et grâce au minerai de fer de Lorraine dont l'exploitation n'a, en fait, été commencée qu'après la guerre de

(1) De 1820 à 1870, l'émigration allemande vers les Etats-Unis fut de 2.268.000 individus et ne fut donc inférieure qu'à celle de l'Angleterre, avec 2.417.000 émigrants, sur un total de 7.612.000. Sa proportion est ainsi de 29,795 %.

(1) Les chiffres pour les années 1922 à 1926 sont les suivants :

1922	—	36.527	} moyenne 66.904
1923	—	115.416	
1924	—	58.328	
1925	—	62.828	
1926	—	64.985	

1870. On peut aussi objecter que l'agriculture, bien que négligée vis-à-vis de l'industrie, puisque le rapport du nombre des agriculteurs par rapport aux ouvriers ait constamment baissé, a cependant résisté à l'influence de l'industrialisme, bien mieux qu'en Angleterre, par exemple ; à tel point que l'Allemagne est presque la nation normale que List désirait.

Ces objections sont fondées. Quant à l'Italie, sa situation est bien différente, puisqu'elle n'a que peu d'industrie et qu'il lui est difficile d'en avoir. Toutefois, si l'Italie le désirait, elle pourrait se créer une grande industrie, en remplaçant le charbon par la houille blanche et en se procurant des minerais — de fer, par exemple — par un accord analogue à celui de 1916 sur les charbons ou à celui sur les phosphates, signé en 1920 (1).

(1) Accord signé par le Commissaire Général à l'Émigration et par le Gouvernement français, relatif aux phosphates d'Algérie et de Tunisie :

« Art. 1^{er}. Dans le cas où les disponibilités des mines d'Algérie et de Tunisie ne dépasseraient pas 2.000.000 de tonnes, l'Italie recevra en 1921 un contingent de 325.000 tonnes de phosphates.

Il est entendu.

1° Que cent travailleurs italiens pour lesquels le Commissaire de l'Émigration italien a donné son autorisation et qui sont déjà en voie de recrutement seront envoyés aux Mines de Gafsa, et que cette Société pourra recruter, par la suite, pour envoyer à ses mines 700 travailleurs nécessaires pour augmenter la production du phosphate ;

2° que le Gouvernement italien accorde l'autorisation d'exporter 600.000 tonnes de pyrite de Montecatini déjà autorisés.

Art. 2. L'Italie recevra 50 % de la production entre 2.000.000 et 2.300.000 tonnes. En outre, pour donner à l'Italie le maximum de ce que permet la situation actuelle du phosphate dans l'Afrique du Nord, le Gouvernement français accorde à l'Italie l'autorisation d'exporter 30 % de la quantité exportable dépassant 2.300.000 tonnes.

Une première estimation approximative de l'augmentation probable de la production totale aura lieu le 30 avril 1920 en vue de permettre une première assignation supplémentaire à l'Italie, calculée sur la base précédente. Elle aura lieu ensuite le 30 juin et le 30 septembre.

Art. 3.....

Art. 4. Le Gouvernement français donnera toutes les facilités nécessaires pour que l'exportation soit rapide et régulière... Le Gouvernement italien facilitera le recrutement rapide et régulier des travailleurs.

Art. 5. Si, en 1922, la liberté du commerce des phosphates n'est pas accordée, si le nombre des travailleurs italiens est le même, les mêmes conditions resteront en vigueur ».

En même temps, le Commissaire Général a signé avec la Compagnie des Mines de Gafsa un Contrat-Type, offrant des conditions avantageuses, et meilleures que celles des anciens contrats :

1° La Compagnie s'engage à donner le même travail ;

2° Le salaire sera le même que celui des autres travailleurs européens, ainsi que les indemnités diverses, les allocations familiales basées sur le nombre d'enfants vivant avec le travailleur ;

3° Jusqu'au moment où il y aura une loi tunisienne sur les accidents du

Mais l'Italie ne le veut pas (1) ; comme le prouve le discours prononcé à la Chambre des Députés, le 11 juin 1929, lors de la discussion de son budget, par M. Matelli, ministre italien de l'Economie nationale :

« La politique économique du Gouvernement fasciste se développe sur le principe de faire sentir à tous les Italiens leur devoir de subvenir directement aux besoins de la patrie et de faire appel à toutes les forces, de travail, de capital, et de technique, pour obtenir du sol de la Patrie tout ce qui doit servir pour que notre pays puisse montrer au monde que l'Italie peut vivre à l'aide de ses seules ressources.

« Le Gouvernement ne perd pas de vue qu'il peut encourager toutes les entreprises nationales et équilibrer toutes les forces de la production (2) ; mais dans un pays, constitué pour les 3/5 par une population rurale, la résurrection économique doit provenir en grande partie de l'agriculture, car il n'y a pas d'industrie florissante en Italie, ni grande ni petite, chimique, alimentaire, textile ou purement mécanique qui soit sans rapports avec la production agricole.

« Ruraliser l'Italie ne veut pas dire contrarier l'industrie ; mais la défense et le développement de la vie rurale, autre instrument de production économique, sont les facteurs essentiels de l'amélioration physique et morale. La bataille du blé, engagée par le Duce, donnera au Pays l'indépendance à ce point de vue, quand les cultures auront été améliorées et que

travail, la loi française sera appliquée ; la Compagnie déclarant être son propre assureur ;

4° Les formalités anthropométriques seront supprimées pour les ouvriers munis de passeports réguliers avec photographies ; ils n'auront besoin de se procurer, de plus que les Français, que la carte d'identité ;

5° La durée du contrat est de 300 jours de travail ; une gratification de 150 francs sera donnée à sa fin ;

6° Les travailleurs pourront discuter librement sur les conditions du travail et envoyer, soit au Consulat, soit aux Autorités françaises, des délégués choisis parmi les ouvriers présents depuis plus de six mois ;

7° Dans l'art. 9 du Contrat-Type, on stipulera que les Italiens bénéficieront, comme les Français, des réductions de 50 % ou 75 % sur les transports ;

(1) A l'inauguration du Conseil des Korporations, le 21 avril 1930, M. Mussolini disait : « L'Agriculture sera toujours la branche de l'économie nationale que j'aiderai le plus... »

(2) Un Institut national pour les exportations, dont le Commissaire Général à l'Emigration fit partie, fut fondé en 1926.

Dans les discours prononcées à la Chambre de Commerce Italienne de Paris, lors de l'assemblée générale du 29-3-30 nous lisons. « On remarque qu'une vraie politique commerciale en Italie a été inaugurée seulement depuis quelques années, grâce au Gouvernement National.... »

de nouveaux terrains de production existeront, grâce à la bonification, ce qui permettra un rendement de 14 Quintaux à l'hectare au lieu de 10,3 dans les cinq années avant la guerre » 11,8 pendant les années 1925, 1926 et 1927 ; et 12,5 en 1928. ;

La politique économique du Gouvernement fasciste étant ainsi principalement rurale, il est certain que l'Italie ne sera pas un pays de grande industrie ; les multiples efforts du Gouvernement actuel, en faveur du développement de l'agriculture, nous semblent devoir être couronnés de succès ; d'autre part, le développement et l'utilisation rationnels des colonies se poursuivent sans interruption ; aussi nous semble-t-il que l'Italie pourra — comme l'Allemagne l'a pu pour d'autres causes — conserver chez elle la majeure partie de ses enfants, au lieu de l'exporter — comme avant la guerre.

Mais ce fait ne produira-t-il pas une surpopulation de l'Italie ? Ceci est une question qu'il est bien difficile de résoudre...

Actuellement, la proportion des naissances par rapport à la population décroît continuellement, ainsi que l'indique le tableau suivant :

Années	Naissances par 100 habitants
1913.....	31,7
1920.....	31,8
1921.....	30,3
1922.....	30,1
1923.....	29,4
1924.....	28,4
1925.....	27,8
1926.....	27,2
1927.....	26,9
1928.....	26,0
1929.....	25,2

Les journaux italiens poussent actuellement un cri d'alarme : la race italienne est en voie d'extinction.

M. Mussolini fait des efforts considérables en vue de ralentir ou de supprimer ce mouvement : il agit, non pas seulement par des paroles, mais par des actes, et des avantages très importants sont attribués aux familles nombreuses : ainsi le droit de succession en ligne directe a été supprimé entièrement, alors qu'en France, ce droit, quoique considérablement réduit par rapport au taux de 1924 par la loi du 3 août 1926, puisse

atteindre 25 %, par le cumul de la taxe successorale (si le défunt laisse moins de quatre enfants) et des [droits de mutation (1). Il semble cependant difficile de supprimer ce ralentissement, puisqu'il s'agit d'un fait, actuellement général à toute la race blanche.

Mais, même si M. Mussolini ne parvenait pas à enrayer la diminution du taux de la natalité italienne, il est cependant évident que, par la seule vitesse acquise, les accroissements de population de l'Italie continueront encore de nombreuses années.

D'autre part, l'Italie n'a pas, ou très peu, de minorités nationales et peu d'étrangers vivent sur son territoire : quelques centaines de milliers d'Allemands dans la vallée du Haut-Adige et du Brenner, quelques centaines de milliers de Slaves en Dalmatie. Les mesures restrictives à l'émigration, si elles ne feront pas revenir en Italie les millions d'Italiens qui l'ont quittée et qui se dénationaliseront à l'étranger, par la force des choses, malgré les tentatives actuelles pour l'éviter, empêcheront tout au moins les habitants de l'Italie de rejoindre à l'étranger leurs compatriotes.

Par suite, l'Italie sera-t-elle surpeuplée et obligée de s'étendre — par des négociations ou par la guerre — sur de nouveaux territoires, soit territoires où vivent des Italiens ou des gens parlant leur langue (Nice ; Tessin), soit sur des colonies (Tunisie, Tripolitaine, agrandie depuis le 25^e parallèle qui est atteint actuellement (2), jusqu'au lac Tchad, à travers les possessions françaises, comme on le demande en Italie), soit en Asie-Mineure, où le traité de Sèvres avait donné à l'Italie, en face du Dodécanèse qui lui appartient depuis la guerre de 1912, une zone d'influence (3) que le traité de Lausanne ne lui a pas restituée, soit en Abyssinie..., soit ailleurs ?

f1) Une proposition de loi vient d'ailleurs être déposée au Parlement français par M. Fougère, député de l'Indre, en vue de supprimer, à l'instar de ce qui a eu lieu en Italie, les droits de mutation par décès ou donation entre vifs dans la ligne directe descendante (Article 1 : Les droits de mutation par décès et la taxe successorale sont supprimés dans toutes les successions en ligne directe descendante. — Article 2 : Les droits de mutation par donations, partages ou autres, sont supprimés entre père, mère, grand-père, grand-mère et leurs enfants ou petits-enfants).

(2) L'oasis de Ghat et Murzuk ont été occupées fin février 1930.

(3) Le 10 août 1920, fut signé à Sèvres un accord entre l'Italie, la Grande-Bretagne et la France, pour fixer leurs intérêts économiques respectifs en Turquie. La partie du territoire turc que cet accord avait reconnue comme zone d'influence italienne était indiquée à l'article 6 : « A l'Est, le fleuve Lama-

Le xx^e siècle sera-t-il, comme certains le prétendent, le siècle de l'Italie ? Et l'interview, accordée par M. Mussolini en 1926 à la *Deutsche Allgemeine Zeitung* : « L'Italie sera obligée de faire valoir ses droits, si l'on ne veut pas connaître ses besoins », se réalisera-t-elle ? C'est une question à laquelle l'avenir seul pourra répondre.

Su, de son embouchure à sa source, Perchin Bel, la ligne frontière de la zone d'influence française jusqu'à Erdjas Dagħ ; au Nord, une ligne de Erdjas Dagħ jusqu'à la station de chemin de fer d'Ak-Cheber, le chemin de fer d'Ak-Cheber jusqu'à Kutakia (la ligne de chemin de fer comprise), une ligne de Kutakia à Kechich Dagħ, une ligne de Kechich Dagħ au lac Abullicut Cel (point où cette ligne rencontre la ligne de délimitation de la zone soumise à la démilitarisation selon le traité de paix avec la Turquie), puis cette ligne de démilitarisation jusqu'au golfe d'Aramit ; à l'Ouest, la limite du territoire de Smyrne, telle qu'elle est prévue au traité de paix avec la Turquie, puis la mer Egée de l'embouchure du fleuve située à environ 5 kilomètres au Nord de Scalanova jusqu'à Castellorizo ; au Sud, la Méditerranée de Castellorizo jusqu'au fleuve Lama-Su ».

Le même accord reconnaissait à l'Italie une situation spéciale dans la zone du bassin charbonnier d'Héraclée.

Art. 7 : « Toutes les concessions d'exploitation du bassin minier d'Héraclée, y compris celles des moyens de transports terrestre et maritime, relatifs à ces concessions, sont réservées au Gouvernement italien, sans cependant porter préjudice aux droits acquis (concessions accordées ou demandées) par des ressortissants alliés ou neutres au 30 octobre 1918... »

janvier 1930.

Vu : Le Président,
W. OUALID.

Vu : le Doyen de la Faculté de Droit
H. BARTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer.
Le Recteur de l'Académie de Paris,
CHARLÈTY.

ANNEXE I

MINISTÈRE
DE
L'AGRICULTURE

SERVICE
DE LA MAIN-D'ŒUVRE
ET DE L'IMMIGRATION
AGRICOLE.

78, rue de Varenne, Paris.

Téléph. { SÉCUR 25-00 à 25-03
 { LITRE 06-49

Adresse télégraphique :
AIDAGRIA-PARIS.

CONTRAT DE TRAVAIL
POUR OUVRIER AGRICOLE
OU FORESTIER (1)

DE NATIONALITÉ (2)

M.
demeurant à
département
gare de
engage par le présent contrat pour une
durée de mois à dater du len-
demain de son arrivée :

Un travailleur homme ;

Un travailleur femme ;

*Une famille pouvant comprendre.....personnes en
état de travailler et composée au maximum, en raison des
possibilités de logement, de.....membres.*

**Spécialité de l'ouvrier demandé, travaux qu'il aura à
effectuer :**

L'employeur assurera, à dater du lendemain de son arrivée
et pendant toute la durée du contrat, un travail continu à
l'ouvrier faisant l'objet de la présente demande.

Le travail sera réglé conformément aux coutumes locales
et à la manière dont l'exécutent les ouvriers français.

(1) Contrat applicable aux *ouvriers agricoles* proprement dits ainsi qu'aux
bûcherons et bûcherons-charbonniers travaillant sur le parterre de la coupe.

(2) Ce modèle de contrat n'est pas utilisable pour les *recrutements* d'ouvriers
agricoles ou forestiers italiens, polonais, et tchécoslovaques. Pour ces natio-
nalités, consulter le Service de la Main-d'Œuvre et de l'Immigration agricoles,
78, rue de Varenne, Paris.

Salaires. — Les salaires sont actuellement fixés de la manière suivante :

Salaires au mois ou à la journée : (Indiquer si le salaire s'entend avec ou sans nourriture et logement).

Salaires à la tâche : (Indiquer, outre le salaire argent, les avantages en nature.)

Logement. — Indiquer dans quelles conditions l'ouvrier sera logé (dans un local à usage d'habitation ou dans l'écurie ou l'étable s'il ne peut être fait différemment) et couché ;

Frais de transport. — Les frais de transport du lieu de résidence jusqu'à la frontière française sont à la charge de (l'employeur ou l'ouvrier)..... S'ils sont avancés par l'ouvrier, ils lui sont remboursés après.....mois de présence (1).

Les frais de voyage depuis la frontière française jusqu'au lieu de travail sont à la charge de (l'employeur ou l'ouvrier).... S'ils sont avancés par l'ouvrier, ils lui seront remboursés après.....mois de présence (1).

Si l'employeur a acquitté les frais d'introduction et que l'ouvrier rompe son contrat avant la date fixée pour son expiration, ce dernier sera tenu de rembourser au prorata de la durée du contrat restant à courir le montant de ces frais et il en fait, par le présent contrat, cession audit employeur dans les limites prévues par l'article 62 du livre I^{er} du Code du travail.

L'ouvrier ayant intégralement rempli son contrat recevra au moment de l'expiration de ce contrat à titre d'indemnité de retour les sommes suivantes (1) :

Si la durée du contrat était de 12 mois, une somme de 100 frs ;

Si la durée du contrat était de 9 mois, une somme de 75 —

Si la durée du contrat était de 6 mois, une somme de 50 —

Si la durée du contrat était de 3 mois, une somme de 25 —

Cette même indemnité serait due à l'ouvrier au cas où l'employeur mettrait fin à son contrat avant la date fixée pour son expiration sans qu'il y ait congédiement motivé par le fait ou la faute de l'ouvrier.

Toutes les difficultés pouvant surgir entre l'employeur et

(1) Facultatif. Rayer cette dernière mention si elle est inutile.

MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE

SERVICE
DE LA MAIN-D'ŒUVRE
ET DE L'IMMIGRATION
AGRICOLLES

78, rue de Varenne, — PARIS

Adresse télégraphique : AIDAGRIA-PARIS

Téléphone { Ségur 25-00 à 25-03
Litré 06-49

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DEMANDE
POUR LE RECRUTEMENT
D'OUVRIERS AGRICOLES
OU FORESTIERS ITALIENS (1)

M
cultivateur à
département d
gare de
engage en vue de l'exécution des tra-
vaux ci-après (indiquer avec précision
ceux des travaux que l'ouvrier aura
à exécuter
.....
un travailleur adulte homme...
ou un travailleur adulte femme.
ou une famille pouvant com-
prendre... personnes de plus
de 16 ans en état de travailler
et composée, au maximum,
en raison des possibilités de
logement, de..... membres.
ou M.
.....
résidant à
province de Italie.

les indications inutiles
Bayer

Il signor
coltivatore a
dipartimento di
stazione ferroviaria di
s'impegna di assumere in servizio per
i lavori qui appresso indicati (speci-
ficare esattamente i lavori che saran-
no commessi)
.....
un operaio adulto (maschio)...
o un' operaia adulta (femmina)..
o una famiglia comprendente...
persone di età superiore ai 16
anni idonee al lavoro, e com-
posta al massimo, in dipen-
denza delle possibilità d'allog-
gio, di membri.
o il Sig.
.....
residante à
Provincia di Italia

Cancelliere
le indicazioni inutili

(1) Les contrats du présent modèle doivent obligatoirement être utilisés pour les recrutements d'ouvriers agricoles, de bûcherons et de bûcherons-charbonniers italiens.

Les contrats présentés par les employeurs ne résidant pas dans la région du Sud-Ouest sont transmis aux autorités italiennes par les soins du Ministère de l'Agriculture (Service de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles), 78, rue de Varenne, à Paris.

Les contrats émanant d'employeurs résidant dans les départements du Sud-Ouest peuvent être transmis au Contrôle de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles, 35, rue des Potiers, à Toulouse. — Téléphone : 32-16. Adresse télégraphique : Agria-Toulouse.

Un régime spécial d'instruction des demandes vise la Corse et en ce qui concerne la main-d'œuvre saisonnière pour la cueillette des fleurs les départements du littoral du Sud-Est (département des Alpes-Maritimes, du Var et du Vaucluse).

S'il s'agit de plusieurs ouvriers destinés au même employeur, une demande en deux exemplaires est nécessaire pour chacun d'eux. Seuls peuvent figurer sur une même formule les membres d'une même famille.

Les employeurs ont à acquitter certaines taxes prévues par la loi italienne sur l'émigration. Le taux de ces taxes et la destination à leur donner sont portés à leur connaissance soit par le Ministère de l'Agriculture, soit par le Contrôle de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles de Toulouse, 35, rue des Potiers, ainsi que tous autres renseignements de détail relatifs aux conditions de recrutement.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE PREMIER

L'employeur assurera pendant mois, à dater de leur arrivée, un travail continu aux ouvriers faisant objet de la présente demande.

ARTICLE 2.

Le travail sera réglé conformément aux coutumes locales et à la manière dont l'exécutent les ouvriers français.

Notamment les travaux d'exploitation commencent en sortant de la ferme à heures du matin et se terminent à heures du soir.

En cas d'urgence, les ouvriers devront, si le patron le désire, travailler en dehors du temps ci-dessus ; chaque heure supplémentaire sera payée à raison de centimes.

A titre de renseignement, il est signalé que les dimanches, le Nouvel-An, le lundi de Pâques, l'Ascension, le lundi de la Pentecôte, la Fête nationale française du 14 juillet, l'Assomption, la Toussaint et Noël sont jours fériés et que les autres fêtes sont remises, selon l'usage, aux dimanches suivants.

Les ouvriers occupés à soigner le bétail doivent l'abreuver et le panser les dimanches et jours de fête, aux heures ordinaires.

Aux époques de la moisson ou de la fenaison, en cas d'urgence seulement, les ouvriers sont tenus de travailler les dimanches et jours de fêtes jusqu'à midi au plus tard, mais ils seront libres, s'ils le désirent, pour le temps des offices religieux.

Chaque heure de travail supplémentaire, exécutée les dimanches et jours de fêtes, sera payée à raison de centimes.

ARTICLE 3.

Les ouvriers faisant l'objet de la présente demande recevront, à travail égal, une rémunération égale à celle des ouvriers fran-

çais de la même catégorie accomplissant le même travail dans la même exploitation, ou, à défaut d'ouvriers français remplissant ces conditions, une rémunération basée sur le taux normal et courant de la région.

Au cas où le taux du salaire indiqué ci-dessus serait modifié pour les ouvriers français travaillant dans la même exploitation pendant la durée du contrat, cette modification serait appliquée de plein droit aux ouvriers faisant l'objet de la présente demande.

ARTICLE 4.

Le salaire est actuellement fixé de la manière suivante (indiquer s'il s'agit de *salaires avec ou sans nourriture et logement*) :

SALAIRE AU MOIS :	
Travailleurs adultes.....	fr. par mois
Femmes	— —

Le salaire au mois sera transformé après accord entre les parties contractantes en salaire à la tâche pour les travaux qu'on a coutume d'effectuer à la tâche, conformément aux conditions de rémunération prévues à l'article 3.

Salaire à la tâche (nature du travail et prix offert à l'hectare, au mètre cube ou au stère selon le cas. Indiquer si l'ouvrier travaillant à la tâche est logé et dans l'affirmative dans quelles conditions) :

Salaire minimum journalier garanti aux travailleurs employés à la tâche (1) :

Les salaires sont payés à la fin de chaque mois, exclusivement en argent comptant.

Les ouvriers spécialistes organisés en coopératives pourront choisir un mandataire qui sera chargé de représenter leurs intérêts auprès des employeurs. Il en sera de même dans les exploitations où seront employés un certain nombre d'ouvriers recrutés collectivement.

ARTICLE 5.

Seuls, les familles et ménages ont le droit d'exiger un logement à part. Ce logement sera sain.

(1) Indication obligatoire.

Les ouvriers et ouvrières célibataires seront logés dans des chambres séparées, d'après les sexes. Les charretiers, bouviers et vachers coucheront, s'il ne peut être fait différemment, dans les écuries et étables, où le patron mettra à la disposition de chacun un lit avec pailleasse, traversin, draps et couvertures.

Ils seront chauffés et éclairés dans les conditions des travailleurs français.

ARTICLE 6.

Les ouvriers bénéficieront, en cas d'accidents de travail, de la législation française. L'employeur s'engage, en outre, par la présente demande, à les assurer contre les risques d'accidents du travail agricole non couverts par la législation actuellement en vigueur.

ARTICLE 7.

En cas de maladie légère de l'ouvrier, le devoir du patron est de le soigner et spécialement de lui procurer, en plus du logement et de la nourriture, à ses propres frais, le médecin et les médicaments pendant les sept premiers jours.

En cas de décès, l'employeur aura à s'occuper de l'enterrement de l'ouvrier. Il fera dresser, par le Maire, l'acte de décès et préviendra immédiatement le Juge de Paix en lui fournissant tous les renseignements qu'il possédera sur le défunt, la famille et la succession, et en le priant d'en aviser le Ministère des Affaires étrangères, à Paris, et le Consul italien de la Circonscription.

L'Ambassade d'Italie, à Paris, lui adressera, le moment venu, toutes les indications utiles en ce qui concerne la destination à donner aux objets de valeur appartenant au défunt.

ARTICLE 8.

Les frais de voyage, au tarif le plus réduit sur les chemins de fer italiens et français, depuis le lieu de résidence habituelle de l'ouvrier en Italie jusqu'au lieu de travail en France, seront à la charge de l'employeur. L'ouvrier sera, toutefois, tenu de présenter une pièce authentique indiquant l'endroit d'où il est parti.

Si l'ouvrier a fait l'avance des frais de voyage, ces frais lui

seront remboursés par tiers à la fin de chacun des trois premiers mois passés dans l'exploitation.

ARTICLE 9.

L'ouvrier ayant intégralement rempli son contrat recevra, au moment de son expiration, une somme égale à celle qui lui a été allouée pour le voyage aller, si le contrat a duré un an ; si le contrat a duré neuf mois, il recevra les trois quarts de cette somme ; s'il a duré six mois, il recevra la moitié de cette somme ; s'il a duré trois mois, il recevra le quart de cette somme.

ARTICLE 10.

Une indemnité égale à celle qui leur a été allouée pour le voyage aller sera due aux ouvriers faisant objet de la présente demande, au cas où l'employeur mettra fin à leur contrat avant la date fixée pour son expiration sans qu'il y ait congédiement motivé par le fait ou la faute de l'ouvrier.

Dans le cas de mort ou de maladie grave dans la famille de l'ouvrier et dans le cas où un autre incident imprévu obligerait un ouvrier à retourner dans son pays d'origine, celui-ci est tenu d'appuyer sa demande de libération d'un certificat officiel d'un Consulat italien. Toutefois, cet ouvrier perd le droit de retourner dans son pays aux frais du patron, mais il a toujours le droit, s'il est venu en France à ses frais, à ce que le patron lui rembourse ses dépenses, conformément à l'article 8.

ARTICLE 11.

Au cas où un ouvrier, avant l'expiration de son contrat, quitterait, pour se placer ailleurs, l'employeur qui a acquitté les frais de son introduction, il sera tenu de rembourser, au prorata de la durée du contrat restant à courir, le montant de ces derniers et il en fera, par contrat, cession audit employeur dans les limites prévues par l'article 62 du Livre I du Code du Travail.

ARTICLE 12.

Si l'ouvrier n'était pas arrivé à destination trois semaines après le départ de l'Ambassade d'Italie de la présente demande,

cette dernière pourra être considérée comme nulle par l'employeur qui deviendra libre de tout engagement et ne sera passible d'aucune indemnité envers qui que ce soit, mais à charge par lui d'en aviser le Service de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles qui fera la notification à l'Ambassade d'Italie, Service de l'émigration.

ARTICLE 13.

Toutes les difficultés pouvant surgir entre l'employeur et les ouvriers signataires du présent contrat seront immédiatement signalées au Ministère de l'Agriculture (Service de la main-d'œuvre et de l'immigration agricoles, à Paris).

Fait à.....le.....192.....

L'employeur soussigné reconnaît comme nulle de plein droit toute stipulation moins avantageuse qui modifierait le présent contrat.

Signature
de l'employeur,

Visa du Ministère de l'Agriculture.

Paris, le

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO PRIMO.

Il datore di lavoro assicurerà il lavoro continuato durante mesi a partire dal giorno consecutivo all' arrivo sul luogo dei lavoratori oggetto della presente domanda.

ARTICOLO 2.

I lavori saranno eseguiti conformemente agli usi locali e nei modi praticati dai lavoratori francesi.

Particolarmente i lavori di coltivazione cominciano uscendo dalla casa colonica alle ore del mattino e finiscono alle ore della sera.

In casi di urgenza, se il datore di lavoro lo richiede, gli operai dovranno lavorare oltre i limiti di tempo dianzi indicati, ogni ora supplementare sarà pagata in ragione di centesimi.

A titolo informativo viene indicato che la Domenica, il capodanno, il lunedì di Pasqua, il giorno dell' Ascensione, il lunedì di Pentecoste, il 14 Luglio, festa nazionale francese, l'Assunzione, il giorno dei Santi ed il giorno di Natale sono giorni festivi, le altre feste, conformemente all' uso adottato, vengono rimandate alla domenica successiva alla loro ricorrenza.

I lavoratori addetti al bestiame dovranno curarne l'abbeveramento ed il servizio anche nei giorni festivi durante le ore abituali.

Nelle epoche della mietitura e della raccolta del fieno, in case di urgenza soltanto, i lavoratori s'impregnano a prestare la loro opera le domeniche ed altri giorni festivi fino a mezzogiorno al più tardi, saranno però liberi, se le desiderano, durante le cerimonie religiose.

Ogni ora di lavoro supplementare eseguito in domenica od altro giorno festivo sarà pagata in ragione di cent.

ARTICOLO 3.

I lavoratori oggetto della presente domanda riceveranno a lavoro eguale, un salario eguale a quello dei lavoratori francesi della stessa categoria, adibiti agli stessi lavori, nella stessa impresa, qualora non vi siano lavoratori francesi nelle stesse condizioni di lavoro, il salario sarà fissato sulla base dei salari normali e correnti in uso nella regione.

Nel caso in cui il livello dei salari stabiliti venisse modificato per gli operai francesi occupati nella stessa impresa agricola e durante l'esecuzione del presente contratto, questa modificazione sarà applicata di pieno diritto ai lavoratori oggetto della presente domanda.

ARTICOLO 4.

Il salario è attualmente fissato nei seguenti termini :

Lavoratore adulto	frs.....	al mese.
Donna	—	—
oltre al salario il vitto e l'alloggio,	} <i>Cancellare le indicazioni non necessarie.</i>	
senza vitto e senza alloggio,		
senza vitto ma con alloggio.		

Il salario mensile potrà essere trasformato, in seguito ad accordo tra le parti contraenti, in salario a cottimo, per i lavori che, secondo l'uso, si eseguono a cottimo, e cio' in conformità alle condizioni di remunerazione previste all' art. 3.

I salari saranno pagati alla fine di ogni mese esclusivamente in denaro contante.

I lavoratori specialisti, organizzati in cooperative, potranno scegliersi un mandatario con l' incarico di rappresentare i loro interessi presso i datori di lavoro. La stessa disposizione sarà adottata nelle imprese agricole che occuperanno un certo numero di operai arruolati collettivamente.

ARTICOLO 5.

Soltante le famiglie avranno diritto ad un alloggio separato. Quest' alloggio sarà igienico.

I lavoratori celibi dei due sessi saranno alloggiati in camere separate. I carrettieri, bovani e personale adibito al bestiame dormiranno, ove non sia possibile altrimenti, nelle scuderie e

nelle stalle, in cui il padrone metterà a disposizione di ciascuno un letto con pagliariccio, guanciaie, lenzuola e coperte.

I lavoratori in questione saranno provveduti di luce e riscaldamento nelle stesse condizioni dei lavoratori francesi.

ARTICOLO 6.

I lavoratori arruolati per effetto della presente domanda in caso d'infortunio sul lavoro, godranno dei benefici della legge francese. Il datore di lavoro s'impegna con la presente domanda, ad assicurarli contro infortuni sul lavoro agricolo anche per i casi non previsti dalla legislazione attualmente in vigore.

ARTICOLO 7.

In caso di malattia leggera del lavoratore sarà obbligo del datore di lavoro di farlo curare e specialmente di procurargli (oltre all'alloggio e al nutrimento) a proprie spese, il medico e le medicine durante i primi 7 giorni.

In caso di morte il datore di lavoro provvederà ai funerali, Farà redigere dal Sindaco l'atto di morte, nè darà immediatamente comunicazione al giudice di pace con tutte le indicazioni di cui potrà disporre sul defunto, sulla sua famiglia, sulla successione e con preghiera di darne notizia al Ministero degli Affari Esteri in Parigi ed al Consolato italiano della circoscrizione.

L'Ambasciata d'Italia in Parigi, al momento opportuno, fornirà tutte le indicazioni utili per quanto concerne la destinazione da darsi agli oggetti di qualche valore appartenenti al defunto.

ARTICOLO 8.

Le spese di viaggio, a tariffa la più ridotta sulle ferrovie italiane e francesi, dal luogo della residenza abituale del lavoratore in Italia fino al luogo di lavoro in Francia, saranno a carico del datore di lavoro. Il lavoratore dovrà tuttavia presentare un documento da cui risulti la provenienza.

Se l'operaio ha anticipato le spese di viaggio, tali spese gli saranno rimborsate in ragione di $\frac{1}{3}$ mensile durante i primi tre mesi trascorsi nell'impresa agricola.

ARTICOLO 9.

Il lavoratore che avrà eseguito integralmente il contratto di lavoro, alla cessazione di esso, riceverà una somma eguale a quella che gli è stata attribuita per il vaggio di venuta in Francia, cio' per il caso che al contratto sia stata fissata la durata di un anno ; se la durata del contratto à stata fissata per 9 mesi il lavoratore riceverà $3/4$ di detta somma, per la durata di 6 mesi riceverà $1/2$ della somma stessa e $1/4$ per la durata di 3 mesi.

ARTICOLO 10.

Un' indennità eguale a quella stabilita per il viaggio di andata spetterà ai lavoratori oggetto della presente domanda nel caso in cui il datore di lavoro scioglierà il contratto prima del termine prestabilito e non si tratti di licenziamento per fatto o colpa intrinseci al lavoratore.

In caso di morte o malattia grave nella famiglia del lavoratore o di altra evenienza imprevista, per cui un lavoratore risultasse obbligato a ritornare nel suo paese di origine ; il lavoratore stesso dovrà corredare la sua domanda di scioglimento di contratto con un certificate ufficiale rilasciato da un Consolato italiano. Tuttavia, tale lavoratore perderà il diritto di rimpatriare a spese del datore di lavoro, avrà però sempre il diritto da farsi rimborsare conformemente all' art. 8 il viaggio di venuta in Francia se il viaggio stesso è avvenuto a sue spese.

ARTICOLO 11.

Nel caso in cui un lavorator, prima del termine del contratto e per occuparsi altrove abbandonasse il primitivo datore di lavoro, che avesse sostenuto le spese relative alla sua venuta in Francia, dovrà rimborsare la spesa in proporzione della durata del contratto rimasto insoddisfatta e ne prenderà impegno col datore stesso di lavoro mediante contratto nei termini prescritti dall' art. 62 del libre 1° Codice di Lavoro.

ARTICOLO 12.

Qualora l'operaio non arrivi a destinazione entro tre settimane

a decorrere dall' invio della presente domanda da parte dell' Ambasciata d'Italia, la domanda stessa potrà essere considerata come nulla dal datore di lavoro, il quale si considererà libero da ogni impegno e non dovrà sottostare al pagamento di alcuna indennità. In questo caso il datore di lavoro dovrà darne notizia al Service de la Main-d'œuvre et de l'immigration agricoles, che a sua volta ne darà notifica all' Ambasciata d'Italia, Servizio dell' Emigrazione.

ARTICOLO 13.

Tutte le difficoltà che potranno sorgere tra datore di lavoro e lavoratori firmatari del presente contratto saranno immediatamente segnalate al Ministero francese dell' Agricoltura (Servizio della mano d'opera et dell' immigrazione agricole) in Parigi.

Fatto a....., il.....192....

Firma
del lavoratore

Visa du Ministère de l'Agriculture.

Paris, le

ANNEXE II

Modèle de demande d'Ouvriers Italiens (type de 1921).

MINISTÈRE DU TRAVAIL	OUVRIERS POUR L'INDUSTRIE
—	
Direction du Travail	DEMANDE D'OUVRIERS ITALIENS
—	POUR L'INDUSTRIE
Service de la Main-d'œuvre étrangère	à adresser à M. le Ministre du Travail
—	Service de la Main-d'Œuvre Étrangère »
2, Avenue Rapp, PARIS	2 Avenue, Rapp, PARIS (7 ^e).
—	

Avis important :

Aux termes des arrangements intervenus entre les gouvernements français et italiens, toutes les demandes d'ouvriers pour l'industrie dépassant 25 personnes (1) ne seront satisfaites que si elles ont fait l'objet du visa de l'administration française qualifiée (Ministère du Travail). Les employeurs ont donc tout intérêt en vue d'éviter ces retards, à faire parvenir toutes leurs demandes d'ouvriers italiens pour l'industrie à l'adresse mentionnée.

L'Établissement employeur (raison sociale)
dont le siège est à (adresse)
Demande au Commissariat Royal de l'Émigration à Rome,
l'autorisation de recruter en Italie, et particulièrement à
ou bien dans la province de.....

Nombre total d'ouvriers

- a) Hommes d'un âge supérieur à 15 ans.
- b) Femmes.
- c) Ouvriers de l'un et l'autre sexe âgés au moins de 15 ans.

(1) Contrairement au texte ci-dessus, actuellement toutes les demandes, même pour un seul ouvrier, doivent être visées par le service de la main-d'œuvre étrangère (Ministère du Travail français).

Nombre d'ouvriers par profession	Nombre d'ouvriers pour chaque profession selon la distinction A. B. C.		
Profession	A	B	C

Observations générales sur la nature du travail (s'il est de galerie, de souterrain, d'atelier ou de plein air)

1° Il assurera pendant une durée de et à dater du lendemain de leur arrivée, un travail continu aux ouvriers recrutés pour lui en Italie.

2° Le travail normal comporte jours par semaine, avec un horaire normal de heures par jour.

Les repos accordés pendant la journée sont les suivants

Tarif des salaires

Profession	Salaires au temps		Salaires à la tâche ou aux pièces		Tarif spécial du travail de nuit et des heures supplémentaires
	Horaire	Journalier	Affutage	Salaire horaire ou journalier minimum aux pièces de l'ouvrier moyen	

Indications des indemnités éventuelles s'ajoutant au salaire

a) Prime de cherté de vie.

b)

c) Prime d'aptitude.

d)

e)

1° Pour les ouvriers travaillant aux pièces ou à la tâche, distinguez, si possible, les tâches principales pour chaque profession.

2° Au cas où le taux du salaire indiqué ci-dessus serait relevé pour les ouvriers français travaillant dans le même établissement pendant la durée du contrat, le bénéfice de ce relèvement serait étendu de plein droit aux ouvriers italiens, faisant l'objet de la présente demande.

3° Le paiement des salaires sera effectué tous les jours, en espèces. Il ne pourra être opéré de retenues sur les salaires que dans les limites admises par la loi française (code du Travail, livre 1^{er}, art. 50 et 51) (1).

4° L'établissement assure en outre :

a) Qu'il n'existe actuellement chez lui aucune grève ni agitation professionnelle ;

b) Que les ouvriers bénéficieront, en cas d'accidents de travail, de la législation française, qui leur assure une indemnité et les soins médicaux et pharmaceutiques sans aucun versement de leur part.

Un traitement équivalent est assuré par l'établissement lorsque les travaux qu'il fait exécuter ne sont pas compris parmi ceux visés par la loi contre les accidents de travail (travaux agricoles notamment.

c) Qu'en cas de maladie, les soins médicaux et les médicaments leur seront donnés dans les mêmes conditions qu'aux ouvriers français.

5° L'établissement assure que les ouvriers trouveront à se loger à et que les prix réunis du logement et de la nourriture ne dépasseront pas en moyenne francs par jour (2).

6° Les frais de voyage, du lieu de résidence en Italie, au lieu de travail en France, sont à la charge de l'employeur ainsi que les frais de nourriture pendant la durée du voyage. S'ils sont avancés par l'ouvrier, ils lui seront remboursés dans les conditions suivantes :

a) prix du billet au tarif habituel du transport des ouvriers ;

b) autant d'indemnité de francs qu'il aura fallu de journées de 24 heures pour accomplir le voyage, la dernière fraction comptant pour une journée entière.

(1) Indiquer les causes et le montant des retenues.

(2) Si l'établissement fournit le logement ou la nourriture lui-même, il le mentionnera en indiquant le prix.

- 7° Pour les opérations relatives au recrutement ou à la sélection des ouvriers en Italie, l'établissement délégué M.....
citoyen italien, léga-
 lement domicilié à province de (1)
 8° Demandes et déclarations spéciales de l'établissement.
 A.....le.....192

Signature de l'Employeur,

Vu au Ministère du Travail (service de la main-d'œuvre étrangère) et transmis au Commissariat Royal de l'Émigration à Rome.

A.....le.....192..

*
 * *

MODÈLE DE DEMANDE D'OUVRIERS ITALIENS (Modèle actuel)

N°..... DEMANDE D'OUVRIER
 CONSTITUANT UN CONTRAT INDIVIDUEL DE TRAVAIL
 A EXÉCUTER EN FRANCE
 A ADRESSER A L'INTÉRESSÉ APRÈS VISA DES AUTORITÉS
 ITALIENNES EN FRANCE
 ET DU MINISTÈRE DU TRAVAIL (2)

Ces contrats ne sont admis par les autorités italiennes que s'ils sont adressés par groupe de cinq au maximum par entreprise, les envois étant échelonnés de 15 jours et jusqu'à concurrence

(1) Cet article est facultatif et la désignation du délégué ne sera faite que si l'industriel n'entend pas s'en rapporter au Commissariat de l'émigration du soin de procéder au recrutement et à l'envoi des ouvriers demandés.

(2) La présente demande sera transmise à l'Office départemental de placement accompagnée d'un mandat de 5 francs représentant la taxe perçue par les autorités italiennes pour toute demande individuelle. Ce mandat devra être pris au nom du Service de l'Émigration près l'Ambassade d'Italie. L'envoi de billets de banque est formellement interdit.

L'Office départemental de placement se chargera de l'instruction réglementaire de la demande, laquelle ne sera valable et ne permettra à l'ouvrier, au domestique ou à l'employé demandé de pénétrer en France que si elle est revêtue de l'avis favorable du Service central de la Main-d'œuvre étrangère, 2, avenue Rapp, à Paris (vii^e).

d'un maximum de vingt pour la même entreprise au cours de l'année).

La Maison (Entreprise, etc.).....
dont le siège est à.....
demande l'autorisation d'embaucher en Italie M.....
résidant à.....Province de.....
en qualité de (catégorie professionnelle).....
pour sa fabrique de.....

Nature des travaux (1).....

Lieu de l'emploi :.....
et s'engage à observer les conditions suivantes :.....

I. Elle garantit une occupation durable pour une période de
.....à partir du.....

II. Le travail est assuré pour.....jours
par semaine avec un horaire normal de.....heures
par jour.

III. Le travail à la journée sera rétribué avec un salaire
de.....francs par heure.

Pour le travail à la tâche on peut prévoir un minimum
journalier de francs (2).

On rétribuera à part le travail :

a) de nuit avec un salaire de.....francs par
heure ;

b) du dimanche avec un salaire de.....francs par
heure ;

c) supplémentaire avec un salaire de.....francs par
heure ;

IV. Le salaire sera payé tous les.....jours.

On pourra faire des retenues seulement pour.....

V. L'Entreprise s'engage :

a) à assurer l'ouvrier contre les accidents professionnels
dans les mêmes conditions que les ouvriers français ;

b) à pourvoir à son assistance médicale et aux médicaments
dans les mêmes conditions qu'aux ouvriers français.

En ce cas l'ouvrier contribuera par une retenue de.....%
de son salaire.

VI. Les frais de voyage de l'Italie au lieu du travail sont à

(1) Indiquer le genre de travail (ex. : tunnel, souterrain, usine, travaux en plein air, etc.).

(2) Préciser les principaux éléments du barème suivant lequel sont décomptés les salaires payés à la tâche.

la charge de.....

VII. L'Entreprise assure que l'ouvrier trouvera à se loger à.....et que les prix réunis du logement et de la nourriture ne dépasseront pas en moyenne.....francs par jour (1).....

VIII. En cas de suspension du travail pour cause de force majeure ou de renvoi de l'ouvrier avant le terme convenu et pour des raisons indépendantes de sa volonté, l'Entreprise s'engage à le rapatrier à ses frais. Elle ne fera aucune retenue sur le salaire en vue de cette éventualité (2).

Paris, le.....192....

SIGNATURE DE L'ENTREPRISE

Visto dal Servizio di Emigrazione presso la R^a Ambasciata con parere favorevole alla concessione dell' espatrio.

Parigi, addi.....192....

IL R. ADETTO DI EMIGRAZIONE

Contratto di lavoro rilasciato a favore di.....
di Professione.....
Residente

Inviato alla R. : { Prefettura.....
Sottoprefettura.....
Questura.....

Salario orario.....
Assicurazione

Ditta richiedente.....
Con sede a.....

No....

IL R. ADDETTO DI EMIGRAZIONE

(1) L'employeur est tenu de fournir ces renseignements. S'il assure lui-même le logement ou la nourriture, il le précisera et en indiquera le prix.

(2) L'employeur n'a pas la faculté de rayer ou modifier cette clause dont le maintien est obligatoire.

ANNEXE III

MODÈLE DE CONTRAT TYPE

CONTRAT-TYPE DU COMITÉ DES FORGES ET MINES DE FER DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Con autorizzazione del R. Commissariato dell' Emigrazione

Questa lettera impegna solamente la Società per conto della quale è rilasciata. Tutte le sue condizioni sono assolute e siccome nessun agente ha il potere di modificarle, il possessore di questa lettera non potrà in nessun caso invocare il pretesto d'ignorarle o di averne accettate altre da chi che sia. Il lavoro da eseguire nelle miniere di ferro della Meurthe-et-Moselle non è difficile d'apprendere ma esso richiede della forza e l'abitudine ai lavori manuali. I contabili, gl'impiegati, i sarti, i barbieri, ecc., non sono dunque indicati per questo lavoro, essi non possono riuscirci che dopo un penoso tirocinio.

COMITATO DELLE FERRIERE E MINIERE DI FERRO DELL'EST DE LA FRANCE GIÀ DELLA MEURTHE-ET- MOSELLE.

Reclutement collectif

Lettera di Presentazione per Lavorare Sotto Terra, Destinata agli Operai regolati direttamente in Italia.

La Società.....arruola l'operaio.....di anni.....
per le sur minière di ferro di.....il quale vi lavorerà sotto
terra, se il medico dello Stabilimento lo riconoscerà a abile,
a tale lavoro, alla visita medica che subirà al suo arrivo.

1° Gli è garantito un lavoro duraturo a partire dal giorno
seguito al suo arrivo.

Se il possessore di questa lettera ha fruito di questo anticipo egli dichiara fino d'ora di accettare se si licenzia di qua proprié volonta o se viene licenziato primo di avere lavorato effettivamente 90 giorni presso la Società che si riconosce debitore di Reclutamento Collectivo di tanti novantesimi del prezzo di viaggio quanti sono i giorni che decorronè per arrivera ai 90 (Art. III, § 1, del codo di lavoro).

Saranno computate come giornate di lavoro effettivo, di indisponibilita resultanti da infortunio sul lavoro o da malattia riconosciute dal medico.

Se le spece di viaggio sono state supportate dal possessore di questa ta lettera gli saranno rimborsate in ragione di un terzo alle fine di ciascuno dei sui primi tre mesi di lavoro presso la Società per la quale fu arruolato.

7° Gli è assicurate di trovare alloggio sia nei baraccamenti come nelle case specialmente costruite a custe scopo della società, nei diutorni immediati della Miniera a dello Stabilimento.

8° Egli concorrera a designari fra i suoi compagni che lavorano effettivamente al meno da tre mesi nelle stesso stabilimento un representate il qual sara incaricato di esporre alla Direzione di detto Stabilimento le loro demande relative alla condizione di lavoro e di vita.

9° In caso di ceziono de lavoro motivaro da ragione personali de la Società ch'e la fatto reclutare, di Reclutamento Collectivo, gli assicurare il suo rimpatrio alle stessa condizioni come per la sua venuta. In questo caso l'operaio potra optare o per il suo rimpatrio o per una indennita equivalente en denaro.

Ma per fruire di tale vantaggio sara indispensabile ch' egli non abbia lasciato il lavoro dopo essere stato regolarmente assunto della Società per la quale fu arruolato.

Non gli sara fate nessuna ritanuta sul suo salario per questa eventualita. Sara rempatriata alle stesse condizioni se, durante il viaggio o alle suo arrivo presso la Società per la quale è stato reclutatoè, riconosciuto inabile per ragioni di saluto.

Tuttavia se questa inabilita proviene da un infermita che non puo ignorare e cioe perche storpio ? A affetto da ernia o da grosse varice ? Non ara diritto a nessuna spese de rimpatrio.

Ricapitolazione della cause che annullere lobero questa lettera di presentazione ad accezione per colui che gli, è stata rilasciata con la clausola che l'obbliga al rembourso delle proprie spese di viaggio (VI, 2^e §).

- a) se refuita di lavorare sotto terra ;
 b) se è recosciuto, in qualunque momento non aver raggiunto il 18 anni od alvera ultrapassato il 50 ;
 c) se è licenziato osi licenzi volontariamente ;
 d) se non e consegnato la presenta lettera al Direttore dello Stabilimento presso il quale è stato inviato nelle termine stabilito nella lettera stesso.

A..... il..... 191..

L'operaio

L'incaricato del reclutamento colectivo

Visita mediche gratuita

Visita medica subita a.....

Visita medica subita durante il viaggi prima dell' arruolamento..... à.....

Tabila delle somme pagate per il viaggio dal possessoro da questa lettera

In Italia da a Da	Data et ora della partenza (in lettera)	Indemnlta da sfrs- pagata dal Reclut Collect.	Prezzo dei biglietti ferroviari pagati		Data et oro del arrivo a destinazione	Margine riservato ai reclutatori ed all operaio
			dal operaio	del Re. Col.		

Visto arrivare allo Stabilimento

A..... il..... 191....

Il Direttore della Miniera

Cette lettre étant la propriété de l'ouvrier, elle devra lui être rendue dès qu'elle aura été visée par le Directeur de la Mine.

ANNEXE IV

CONVENTIONS ET TRAITÉS DE TRAVAIL ITALO-FRANÇAIS

I

CONVENTION DU 15 AVRIL 1904

Le Président de la République française et Sa Majesté le roi d'Italie, désirant, par des accords internationaux, assurer à la personne du travailleur des garanties de réciprocité analogues à celles que les traités de commerce ont prévues pour les produits du travail, et particulièrement : 1^o Faciliter à leurs nationaux travaillant à l'étranger la jouissance de leurs épargnes et leur ménager le bénéfice des assurances sociales ; 2^o garantir aux travailleurs le maintien des mesures de protection déjà édictées en leur faveur et concourir au progrès de la législation ouvrière, ont résolu de conclure, à cet effet, une convention et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française, Son Excellence M. Camille BARRÈRE, Ambassadeur de France près sa Majesté le roi d'Italie ; M. Arthur FONTAINE, Directeur du Travail au Ministère du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes de France ;

Sa Majesté le roi d'Italie,
Son Excellence M. TOMMASO TITTONI, son Ministre des Affaires Étrangères ; Son Excellence M. LUIGI LUZZATI, son Ministre du Trésor ; son Excellence M. LUIGI RAVA, son Ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce ; Son Excellence M. le Comte ENRICO STELLUTI SCALA, son Ministre des Postes et des Télégraphes ; lesquels après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1. — Des négociations seront engagées à Paris après la ratification de la présente convention, pour la conclusion d'arrangements fondés sur les principes énoncés ci-après et destinés à régler le détail de leur application, exception faite pour l'arrangement relatif à la caisse nationale d'épargne de France et à la Caisse d'épargne postale d'Italie, prévu sous le paragraphe *a* ci-dessous, qui sera annexé à la convention.

a) Les fonds versés à titre d'épargne, soit à la caisse nationale d'épargne de France, soit à la caisse d'épargne postale d'Italie, pourront, sur la demande des intéressés, être transférés sans frais de l'une des caisses à l'autre, chacune de ces caisses appliquant aux dépôts ainsi transférés les règles générales qu'elle applique aux dépôts effectués chez elle par les nationaux.

Un régime de transfert, sur des bases analogues, pourra être institué entre diverses caisses d'épargne privées de France et d'Italie, ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles ou dans des villes frontalières. Sans comporter la gratuité absolue des transferts, ce régime stipulera le concours des administrations postales, soit gratuit, soit à tarif réduit.

b) Les deux gouvernements faciliteront par l'entremise, tant des administrations postales que des caisses nationales, le versement des cotisations des Italiens résidant en France à la caisse nationale de prévoyance d'Italie, et des Français résidant en Italie, à la caisse nationale des retraites de France. Ils faciliteront, de même, le payement en France des pensions acquises, soit par des Italiens, soit par des Français, à la caisse nationale italienne, et réciproquement.

c) L'admission des ouvriers et employés de nationalité italienne à la constitution de retraites de vieillesse et peut-être d'invalidité, dans le régime général des retraites ouvrières actuellement élaboré par le Parlement français, ainsi que la participation des ouvriers et employés de nationalité française au régime des retraites ouvrières en Italie, seront réglées aussitôt après le vote des dispositions législatives dans les pays contractants.

La part de pension correspondant aux versements de l'ouvrier ou l'employé, ou aux retenues faites sur son salaire, lui sera acquise intégralement. En ce qui concerne la part de pension correspondant aux contributions patronales, il sera statué par l'arrangement, dans des conditions de réciprocité.

La part de pension à provenir éventuellement de subventions budgétaires sera laissée à l'appréciation de chaque Etat et

payée sur ses ressources à ses nationaux ayant acquis une retraite dans l'autre pays.

Les deux Etats contractants faciliteront, par l'entremise, tant des administrations postales que de leurs caisses de retraites, le paiement en Italie des pensions acquises en France, et réciproquement.

Les deux gouvernements étudieront, pour les ouvriers et employés ayant travaillé successivement dans les deux pays pendant des périodes minima à déterminer, sans remplir dans aucun des deux les conditions requises pour les retraites ouvrières, un régime spécial d'acquisition de retraite.

d) Les ouvriers et employés de nationalité italienne, victimes en France d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail, ainsi que leur représentants résidant en France, auront droit aux mêmes indemnités que les Français, et réciproquement.

Les Italiens bénéficiaires de rentes cessant de résider en France, ainsi que les représentants de la victime qui ne résidaient pas en France au moment de l'accident, auront droit à des indemnités à déterminer. Les capitaux constitutifs de ces indemnités, évalués d'après un tarif annexé à l'arrangement, pourront être versés à la caisse nationale italienne de prévoyance, à charge par elle d'assurer le service des rentes. La caisse nationale italienne d'assurance contre les accidents du travail acceptera également, suivant tarif conventionnel, pour le risque d'indemnité aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'accidents, les réassurances des assureurs français désireux de se décharger éventuellement de toutes recherches et démarches à cet égard. Des avantages équivalents seront réservés par réciprocité, pour les Français victimes d'accidents du travail en Italie.

e) L'admission des ouvriers et employés italiens en France, à des institutions d'assurance ou de secours contre le chômage subventionnées par les pouvoirs publics, l'admission des ouvriers et employés français, en Italie aux institutions de même nature, seront réglées, le cas échéant, après le vote dans les deux pays de dispositions légales relatives à ces institutions.

f) Les arrangements prévus au présent article seront conclus pour une durée de cinq années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année, pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

Article 2. — a) Les deux gouvernements détermineront, pour éviter les erreurs ou les fausses déclarations, la nature des pièces à présenter aux consulats italiens par les jeunes Italiens embauchés en France, ainsi que la forme des certificats à fournir aux mairies par lesdits consulats, avant délivrance aux enfants des livrets prescrits par la législation sur le travail des enfants. Les inspecteurs du travail se feront représenter les certificats à chaque visite ; ils retireront les livrets indûment détenus.

b) Le Gouvernement français organisera des comités de patronage comprenant, autant que possible, des Italiens parmi leurs membres, pour les régions industrielles où seront employés en grand nombre de jeunes Italiens logés en dehors de leurs familles par des intermédiaires.

c) Les mêmes mesures seront prises pour la protection des jeunes ouvriers français en Italie.

Article 3. — Au cas où l'initiative serait prise par l'un des deux Etats contractants, ou par l'un des Etats avec qui ils entretiennent des relations diplomatiques, de convoquer divers Gouvernements à une conférence internationale dans le but d'unifier, par des conventions, certaines dispositions des lois protectrices des travailleurs, l'adhésion de l'un des deux Gouvernements au projet de conférence entraînerait, de la part de l'autre Gouvernement, une réponse favorable en principe.

Article 4. — Au moment de signer cet accord, le Gouvernement italien prend l'engagement de compléter l'organisation dans tout le royaume et plus particulièrement dans les régions où le travail industriel est développé, d'un service d'inspection fonctionnant sous l'autorité de l'Etat, et offrant, pour l'application des lois, des garanties analogues à celles que présente le service de l'inspection du travail en France. Les inspecteurs feront observer les lois en vigueur sur le travail des femmes et des enfants, et notamment les prescriptions qui concernent : 1^o l'interdiction du travail de nuit ; 2^o l'âge d'admission au travail dans les ateliers industriels ; 3^o la durée du travail journalier ; 4^o l'obligation du repos hebdomadaire.

Le Gouvernement italien s'engage à publier un rapport annuel détaillé sur l'application des lois et règlements relatifs au travail des femmes et des enfants ; le Gouvernement français prend le même engagement.

Le Gouvernement italien déclare, en outre, qu'il a l'intention de mettre à l'étude et de réaliser graduellement la réduction

progressive de la durée du travail journalier des femmes dans l'industrie.

Article 5. — Chacune des deux parties contractantes se réserve la faculté de dénoncer à toute époque la présente convention et les arrangements prévus à l'article premier, en faisant connaître son intention un an d'avance, s'il y a lieu de reconnaître que la législation relative au travail des femmes et des enfants n'a pas été respectée par l'autre partie, sur les points énoncés spécialement à l'article 4, alinéa 2, faute d'une inspection suffisante, ou par suite de tolérances contraires à l'esprit de la loi, ou que le législateur aura diminué sur les mêmes points la protection édictée en faveur des travailleurs.

Article 6. — La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Rome aussitôt que possible.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à Rome, en double expédition, le 15 avril 1904.

Camille BARRÈRE ; Arthur FONTAINE ; TITTONI ; L. LUZZATTI ;
L. RAVA ; E. STELLUTI SCALA.

ARRANGEMENT

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le roi d'Italie, désirant assurer des facilités nouvelles aux déposants à la caisse nationale d'épargne de France et à la caisse d'épargne postale d'Italie, sont convenus de ce qui suit :

Article 1. — Les fonds versés à titre d'épargne soit à la caisse nationale d'épargne de France, soit à la caisse d'épargne postale d'Italie, pourront, sur la demande des intéressés et jusqu'à concurrence d'un maximum de 1.500 francs, être transférés sans frais de l'une des caisses dans l'autre, et réciproquement.

Les demandes de transferts internationaux sont reçues, en France et en Italie, dans tous les bureaux de poste chargés, dans ces pays, du service de la caisse d'épargne.

Les fonds transférés seront, notamment en ce qui concerne le taux et le calcul des intérêts, les conditions de remboursement, d'achat et de revente de rentes ou d'acquisition de carnets de

rentes viagères, soumis aux lois, décrets, arrêtés et règlements régissant le service de l'administration dans la caisse de laquelle ces fonds auront été transférés.

Article 2. — Les titulaires de livrets de la caisse nationale d'épargne de France ou de la caisse d'épargne postale d'Italie pourront obtenir, sans frais, le remboursement, dans l'un de ces pays, des sommes déposées par eux à la caisse d'épargne de l'autre pays.

Les demandes de remboursement internationaux rédigées sur des formules spéciales mises à la disposition du public, seront déposées par les intéressés entre les mains du chef de bureau ou du receveur des postes de leur résidence, qui les fera parvenir, en franchise de port, à la caisse d'épargne détentrice des fonds.

Les remboursements seront effectués en vertu d'ordres de paiement qui ne pourront excéder 1.500 francs chacun.

Les ordres de remboursement seront payables seulement dans les établissements de poste ou autres, chargés du service de la caisse d'épargne. Ils seront adressés, directement et en franchise de port, par la caisse d'épargne qui les aura délivrés, aux bureaux désignés pour le paiement.

Article 3. — Chaque administration se réserve le droit de rejeter les demandes de transferts ou de remboursements internationaux qui ne rempliraient pas les conditions exigées par ses règlements intérieurs.

Art. 4. — Les sommes transférées d'une caisse dans l'autre porteront intérêt à charge de l'administration primitivement détentive des fonds jusqu'à la fin du mois pendant lequel cette demande s'est produite, et à charge de l'administration qui accepte le transfert à partir du premier jour du mois suivant.

Article 5. — Il sera établi, à la fin de chaque mois, par la caisse nationale d'épargne de France et la caisse d'épargne postale d'Italie, un décompte des sommes qu'elles se doivent réciproquement du chef des opérations faites pour le compte de la caisse d'épargne, et, après vérification contradictoire de ces décomptes, la caisse reconnue débitrice se libérera, dans le plus bref délai possible, envers l'autre caisse, au moyen de traites ou chèques sur Rome ou Paris.

Article 6. — La caisse d'épargne de chacun des pays contractants pourra correspondre directement et en franchise, par la voie postale, avec la caisse de l'autre pays.

Article 7. — Les bureaux de poste des deux pays se prêteront

réciiproquement concours pour le retrait des livrets à régler ou à vérifier.

L'échange des livrets entre la caisse d'épargne de chaque pays et les bureaux de poste ou agences de l'autre pays aura lieu en franchise.

Article 8. — La caisse nationale d'épargne de France et la caisse d'épargne postale d'Italie arrêteront d'un commun accord, après entente avec les administrations des postes des deux pays, les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution du présent arrangement, y compris celles relatives au change.

Article 9. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets de la présente convention ; avis devra en être donné à l'administration correspondante par la voie diplomatique.

L'avis fixera la date à partir de laquelle le service international cessera de fonctionner.

Article 10. — Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les caisses d'épargne des deux pays conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats.

Sauf les cas prévus à l'article 5 de la convention en date de ce même jour, il demeurera obligatoire pendant une durée de cinq années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, il sera prorogé d'année en année, pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

Lorsque l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière pendant les douze derniers mois, sans préjudice de la liquidation et du solde des comptes entre les caisses d'épargne des deux pays après l'expiration dudit terme.

En foi de quoi les soussignés, à ce dûment autorisés, ont dressé le présent acte auquel ils ont apposé leurs signatures et leurs cachets.

Fait en double expédition, à Rome, le 15 avril 1904.

Camille BARRÈRE

Arthur FONTAINE

TITTONI

L. LUZZATI

L. RAVA.

E. STELLUTI SCALA.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la Convention en date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés, se référant à l'article 5 de cette Convention, ont, d'un commun accord, déclaré ce qui suit :

La loi française sur le travail des enfants et des femmes, visée à l'article 5 de la Convention est celle du 2 novembre 1892, modifiée par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1900. Toutefois, il est entendu qu'éventuellement, les modifications à ladite loi déjà votées par le Sénat français le 24 mars 1904, dans la mesure où elles prendraient force légale par le vote des deux chambres, se substitueraient aux dispositions actuellement en vigueur pour l'application prévue à l'article 5 de ladite Convention.

La loi italienne sur le travail des femmes et des enfants, visée par l'article 5 de la Convention, est celle du 29 juin 1902.

Il sera tenu compte, pour les appréciations prévues audit article 5 : En France, des avis de la Commission supérieure du Travail dans l'Industrie, établie par la loi du 2 novembre 1892, et du Conseil Supérieur du Travail ; en Italie, des avis du Conseil Supérieur du Travail, organisé par la loi du 29 juin 1902.

Fait en double expédition, à Rome, le 15 avril 1904.

Camille BARRÈRE
Arthur FONTAINE.

TITTONI.
L. LUZZATTI.
L. RAVA.
E. STELLUTI SCALA.

II

CONVENTION ADDITIONNELLE DU 20 JANVIER 1906 POUR LE TRANSFERT DES DÉPOTS ENTRE LES CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES DES DEUX PAYS

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie, désirant assurer des facilités nouvelles aux déposants aux caisses d'épargne ordinaires, conformément aux principes énoncés dans l'article 1^{er}, § 1 de la

convention signée à Rome le 15 avril 1904 entre la France et l'Italie, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. — L'autorité compétente de chacun des deux États contractants notifiera à l'autorité compétente de l'autre la liste des caisses d'épargne ordinaires, qui, ayant leur siège dans de grandes agglomérations industrielles, ou dans des villes frontalières, seront chargées, sur leur demande, d'effectuer le transfert des dépôts aux conditions, et avec les facilités indiquées à l'article suivant.

Les modifications à la liste initiale seront notifiées de même, avec indication des dates auxquelles elles commenceront ou cesseront d'avoir effet.

Art. 2. — Les sommes versées à titre d'épargne à une des caisses d'épargne susvisées, existant en Italie, pourront, sur la demande des intéressés, et jusqu'à concurrence de 1.500 francs, être transférées sans frais à une des caisses d'épargne susvisées existant en France, et réciproquement.

La demande de transfert sera rédigée par l'intéressé, en triple exemplaire, dans la forme qui devra être arrêtée entre les administrations compétentes des deux pays. Elle sera remise ou adressée à la caisse d'épargne dépositaire ou bien à ses succursales ou caisses filiales.

Art. 3. — Les fonds transférés seront soumis, notamment en ce qui regarde le taux et le calcul des intérêts, ainsi que les conditions de remboursement, aux lois, décrets, arrêtés et règlements qui régissent à cet égard la caisse à laquelle les fonds auront été transférés.

Art. 4. — A chaque transfert de fonds, la caisse expéditrice devra transmettre à la caisse destinataire un des exemplaires de la demande formulée par l'intéressé. Elle lui fera parvenir en même temps la somme correspondante, au moyen d'un mandat de poste international.

Art. 5. — Par application de l'article 8 de l'arrangement international de Washington du 15 juin 1897 sur le service des mandats de poste, il est entendu que les mandats de poste émis pour le transfert des fonds entre les caisses d'épargne ordinaires en Italie et en France seront considérés comme « mandats d'office » exempts de toute taxe.

L'administration du pays d'origine n'aura pas à tenir compte à l'administration du pays destinataire de la part de droits prévus au paragraphe 2 de l'article 3 de l'arrangement susmentionné.

Art. 6. — Les demandes de transfert seront envoyées aux caisses destinataires par les caisses expéditrices et à leur charge, sans frais de la part des intéressés.

Art. 7. — La caisse destinataire, dès qu'elle aura reçu la somme et la demande mentionnée dans l'article 4, devra en informer la caisse expéditrice par l'envoi d'un avis, dont la forme sera concertée entre les administrations compétentes des deux pays. Elle devra pourvoir immédiatement au remboursement, s'il a été régulièrement demandé, ou bien à la délivrance d'un livret.

Art. 8. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure, ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets du présent règlement.

Avis devra en être donné à l'administration compétente de l'autre État par la voie diplomatique. L'avis fixera la date à partir de laquelle les dispositions faisant l'objet du présent règlement cesseront d'avoir effet.

Art. 9. — Les administrations compétentes des deux pays arrêteront d'un commun accord, après entente avec les administrations postales, les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour l'exécution du présent règlement.

Art. 10. — Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont conviendront les administrations compétentes des deux États, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux États. Sauf le cas prévu à l'article 5 de la Convention du 15 avril 1904, le présent arrangement sera obligatoire pour la durée de cinq années.

Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme.

A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

Lorsque l'une des parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière pendant les douze premiers mois.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 20 janvier 1906.

ROUVIER

Georges TROUILLOT

G. TORNIELLI

V. MAGALDI.

III

ARRANGEMENT DU 9 JUIN 1906 RELATIVEMENT
AU TRAITEMENT DES TRAVAILLEURS
DANS LE CAS D'ACCIDENTS DU TRAVAIL

Le Gouvernement de S. M. le roi d'Italie, et le Gouvernement de la République française, également désireux d'assurer à leurs nationaux respectifs le bénéfice réciproque de la législation en vigueur sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail, conformément aux principes énoncés dans l'article 1^{er}, § d) de la convention signée à Rome, le 15 avril 1904, entre l'Italie et la France, sont convenus de ce qui suit :

Art. 1^{er}. — Les ouvriers ou employés de nationalité italienne victimes d'accidents par le fait ou à l'occasion du travail sur le territoire français, ou leurs représentants, auront droit aux mêmes indemnités que celles qui sont accordées aux ouvriers ou employés de nationalité française, et réciproquement.

Art. 2. — Ces dispositions sont également applicables, dans les conditions prévues aux articles ci-après, aux ayants droit qui ne résidaient pas sur le territoire du pays où s'est produit l'accident lorsqu'il est survenu, ou ont postérieurement cessé d'y résider.

Art. 3. — En cas d'accidents donnant lieu à enquête, avis de la clôture de l'enquête doit être immédiatement donné à l'autorité consulaire du ressort dans l'étendue duquel se trouvait la résidence de la victime au moment de l'accident, afin qu'elle puisse prendre connaissance de ladite enquête dans l'intérêt des ayants droit.

Art. 4. — Les chefs d'entreprises et les assureurs de chaque pays auront la faculté de se libérer des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux entre les mains de l'autorité consulaire de l'autre pays visée à l'article précédent, à laquelle il appartiendra de produire les pièces d'indemnité et certificats de vie, ainsi que de pourvoir à l'envoi des arrérages ou des indemnités à ceux de ses nationaux qui résideraient dans son ressort au moment de l'accident.

Art. 5. — La Caisse Nationale Italienne d'assurance contre les accidents assurera, suivant le tarif conventionnel annexé au présent arrangement, le risque d'indemnités aux représentants ne résidant pas en France des ouvriers italiens victimes d'acci-

dents, au profit des assureurs français désireux de se décharger de toutes recherches et démarches éventuelles à cet égard.

Ce tarif établi à titre provisoire sera aussitôt que possible révisé par les administrations compétentes des deux pays d'après les données techniques à recueillir.

Art. 6. — Lorsque le chef d'entreprise ou l'assureur aura constitué à la Caisse Nationale Française des retraites pour la vieillesse, les rentes dues à des ouvriers italiens ou à leurs représentants, les arrérages, à la demande de ces derniers, leur en seront servis par les soins de la Caisse Nationale Italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers. Dans ce cas, la Caisse Nationale Française se libérera vis-à-vis de la Caisse Nationale Italienne par l'envoi trimestriel du montant des arrérages échus qu'elle eût payés en France.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, la Caisse Nationale Française pourra se libérer vis-à-vis de la Caisse Nationale Italienne par le versement en capital de leur valeur actuelle d'après le tarif auquel la rente aura été acquise ; ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la Caisse Nationale Italienne au moment du versement.

Art. 7. — Lorsque le chef d'entreprise ou l'assurance aura versé à la Caisse Nationale Italienne de prévoyance les indemnités dues à des ouvriers français, cette dernière, sur leur demande, leur enverra par mandats postaux, le montant des sommes qu'elle leur eût payées en Italie.

En ce qui concerne les rentes dont la quotité est devenue définitive, elle pourra se libérer par le versement à la Caisse Nationale Française des retraites de leur valeur actuelle en capital, d'après le tarif auquel la rente aura été acquise ; ce versement sera employé à la constitution d'une rente, telle qu'elle résultera pour la Caisse Nationale Française du tarif en vigueur au moment du versement.

Les indemnités allouées à la suite d'accidents mortels survenus à des ouvriers français en Italie pourront être versées globalement à la Caisse des dépôts et consignations de France, qui en tiendra le montant à la disposition des intéressés sous justification de leurs droits.

Art. 8. — Les mandats postaux prévus au premier alinéa de l'article 7 ainsi que les envois de fonds par la Caisse Nationale Française des retraites à la Caisse Nationale Italienne de prévoyance, ou réciproquement, en exécution des deux articles

précédents, feront l'objet de mandats d'office dans les conditions spécifiées à l'article 5 de l'arrangement relatif au transfert de fonds entre les caisses d'épargne ordinaires des deux pays.

Art. 9. — Les deux caisses nationales garderont toujours le droit de modifier pour l'avenir leurs tarifs respectifs.

Art. 10. — L'exemption des taxes et les avantages fiscaux actuellement accordés par la loi française pour les documents à présenter afin d'obtenir le paiement des indemnités seront appliqués aussi dans le cas où ces documents seraient réclamés pour le paiement d'une indemnité conformément à la loi italienne, et réciproquement.

Art. 11. — Dans le cas où un ouvrier italien ne résidant pas en France ne recevrait pas à l'échéance des arrérages auxquels il aurait droit et ferait appel au fonds de garantie instituée par la loi française, les attributions dévolues en cette matière à l'autorité municipale seraient remplies, à son égard, par l'autorité consulaire italienne à Paris, dans les conditions concertées entre les administrations compétentes des deux pays.

Art. 12. — Chaque partie contractante se réserve la faculté dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre, en tout ou en partie, les effets du présent arrangement, en ce qui concerne les services respectivement confiés aux caisses nationales des deux pays.

Avis en devra être donné aux administrations compétentes de l'autre État par la voie diplomatique. L'avis fixera la date à partir de laquelle les dispositions relatives aux dits services cesseront d'avoir effet.

Art. 13. — Les administrations compétentes des deux pays détermineront de concert les justifications à produire dans les cas prévus par les articles 4, 5, 6 et 7, ainsi que les conditions d'application desdits articles aux victimes d'accidents ou à leurs représentants qui résideraient ailleurs qu'en France et en Italie.

Elles arrêteront, en même temps, toutes les dispositions de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution du présent arrangement.

Art. 14. — Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les deux États conviendront dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun d'eux.

Sauf le cas prévu par la convention du 15 avril 1904, le présent arrangement restera en vigueur pendant la durée de cinq

années. Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme. A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an, par tacite reconduction.

Art. 15. — Lorsque l'une des parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention, d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière en ce qui concerne les droits des victimes ou de leurs représentants vis-à-vis de leurs employeurs, pour tous les accidents survenus jusqu'à l'expiration de l'arrangement. Il cessera, au contraire, d'avoir effet, dès cette expiration, en ce qui concerne les attributions dévolues aux autorités consulaires et les obligations ou facultés prévues pour les caisses nationales des deux pays, sauf le règlement des comptes alors en cours entre elles et le service de tous les arrérages des rentes dont elles auraient antérieurement reçu les capitaux constitutifs.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double expédition, à Paris, le 9 juin 1906.

LÉON BOURGEOIS

Gaston DOUMERGUE

G. TORNIELLI

V. MAGALDI.

Annexe

Prime annuelle de réassurance pour 1.000 francs de salaires.

Exploitations industrielles en général	4,98
Mines	10,02
Carrières	12,36
Verrerie, poterie, briqueterie	3,24
Verrerie	1,38
Poterie	1,32
Briqueterie	4,62
Fer et acier	3,60
Métaux (hormis le fer et l'acier) mécanique de précision, instruments de musique	1,14
Métaux (hormis fer, acier)	0,96
Mécanique de précision	1,38
Instrument de musique	0,78
Industrie chimique	4,26

Gaz et eau.....	3,30
Industrie textile.....	0,78
Lin, chanvre, jute et autres fibres d'écorces.....	1,08
Soie.....	0,30
Industrie textile (non compris l'industrie du lin, du chanvre, etc.) de la soie.....	0,78
Industrie textile (non compris l'industrie de la soie)	0,78
Papier et imprimerie.....	1,62
Fabrication, travail du papier.....	2,46
Fabrication du papier.....	4,98
Travail du papier.....	0,54
Imprimerie.....	0,36
Cuir et vêtements.....	0,96
Cuir.....	2,46
Vêtements.....	0,42
Bois.....	3,06
Alimentation, boucherie, tabac.....	0,66
Alimentation.....	1,44
Boucherie.....	0,96
Tabac.....	0,12
Meunerie, sucrerie, distillerie, brasserie et malterie	6,00
Meunerie.....	7,32
Sucrerie.....	5,34
Distillerie.....	4,62
Brasserie et malterie.....	6,06
Travaux de construction.....	6,96
En particulier le ramonage.....	5,82
Chemins de fer (c'est une classification économique et juridique propre de l'Allemagne qui correspond à peu près à la classification ordinaire en grande moyenne et petite industrie).	d'État... 7,92 privés... 6,54 routiers.. 4,20
Expédition, magasinage {	voiturage..... 9,84 encavement..... 7,26
Voiturage.....	14,46
Navigation {	intérieure..... 18,30 maritime..... 14,22
Administration {	de la marine..... 2,94 de la guerre..... 1,20 des Postes et Télégraphes..... 4,62

Note : Par application de l'article 14, il est convenu que les articles 1, 2 et 3 entreront en vigueur trois mois après la promulgation de l'arrangement dans les deux pays.

En ce qui concerne l'article 10, il doit être entendu que l'un des deux États contractants ne pourra jamais être obligé de

faire l'avance de frais quelconques à l'occasion de procédures ou d'instances suivies dans l'autre pays.

Léon BOURGEOIS

Gaston DOUMERGUE

G. TORNIELLI

V. MAGALDI.

RÈGLEMENT

DE DÉTAIL ET D'ORDRE POUR LES ADMINISTRATIONS FRANÇAISES ET ITALIENNES EN CE QUI CONCERNE L'EXÉCUTION DE L'ARRANGEMENT SIGNÉ A PARIS, LE 9 JUIN 1906, ET RELATIF A LA RÉPARATION DES DOMMAGES RÉSULTANT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL, SURVENUS A LEURS NATIONAUX DANS LES DEUX PAYS.

Art. 1^{er}. — L'avis de clôture d'enquête d'accident adressé « immédiatement » à l'autorité consulaire en vertu de l'article 3 de l'arrangement du 9 juin 1906, mentionnera les nom, prénoms, profession, domicile, lieu et date de naissance de la victime de l'accident, le lieu où elle se trouve, et, lorsque l'accident a entraîné ou paraît devoir entraîner la mort, les noms, prénoms, professions, domiciles, lieux et dates de naissance des ayants droit pouvant, le cas échéant, prétendre à une indemnité.

Il rappellera, en outre, la date à laquelle le dossier de l'enquête cessera d'être déposé au greffe de la justice de paix ou à la chancellerie de la préture pour être transmis à l'autorité judiciaire compétente.

Au reçu de cette communication, l'autorité consulaire se mettra immédiatement en rapport, s'il y a lieu, avec la victime ou ses ayants droit en vue de la sauvegarde de leurs droits.

Art. 2. — Les débiteurs qui voudront user de la faculté, que leur accorde l'article 4 de l'arrangement, de se libérer entre les mains de l'autorité consulaire des arrérages de rentes ou des indemnités dues par eux devront adresser à cet effet, par lettre recommandée, à l'autorité consulaire visée au dit article ou lui remettre contre récépissé immédiat, une déclaration contenant :

1^o Les noms, prénoms, professions, domiciles, lieux et dates de naissance de la victime ou des ayants droit ;

2^o La date de l'accident ;

3° Si les bénéficiaires sont incapables, les noms, prénoms, professions et domiciles de leurs représentants légaux ;

4° L'indication de la décision judiciaire ou du titre fixant la rente ou l'indemnité ;

5° Le montant des arrérages ou de l'indemnité dus ;

6° La date d'exigibilité.

L'autorité consulaire, dans un délai maximum de trois jours, réclamera à la victime de l'accident, ou à ses ayants droit, les pièces d'identité et certificats de vie et, dès réception, les produira au débiteur. Elle lui donnera quittance des sommes reçues qu'elle transmettra immédiatement aux créanciers.

La déclaration prévue au premier alinéa ci-dessus n'aura pas besoin d'être renouvelée à chaque échéance par les débiteurs qui auront déclaré vouloir périodiquement s'acquitter des arrérages des rentes à leur charge entre les mains de l'autorité consulaire. Celle-ci leur produira les certificats de vie du rentier aux échéances.

Si les victimes d'accidents ou leurs représentants résident ailleurs qu'en France et en Italie, le Consul leur réclamera par la voie consulaire les pièces à produire.

Toutes les diligences, démarches, correspondances ou productions d'actes incombant à l'autorité consulaire en exécution du présent article et de l'article précédent, seront gratuites au regard des victimes d'accidents ou de leurs ayants droit, qui ne devront à aucun titre en supporter la charge.

Art. 3. — Les titulaires de rentes qui voudront bénéficier de la disposition du premier alinéa de l'article 6 de l'arrangement à l'effet d'obtenir le service des arrérages par les soins de la Caisse Nationale Italienne de prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers devront adresser leurs demandes à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse.

Ces demandes indiqueront les nom, prénoms, profession, domicile du titulaire et, s'il est incapable, celui de son représentant légal ; le numéro d'inscription du titre de rente, le montant des trimestres échus, la date de leur échéance, le lieu où le paiement devra en être effectué.

L'autorisation de payer sera donnée à la Caisse Nationale Italienne de prévoyance par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse qui lui transmettra, à cet effet, une copie de la demande. La Caisse Nationale Italienne effectuera le paiement, contre quittance, entre les mains du porteur de l'extrait d'inscription et du certificat de vie du rentier.

Le certificat devra, s'il s'agit d'un mineur, mentionner qu'il a été délivré à la requête du tuteur ou s'il s'agit d'un conjoint survivant, constater que l'intéressé n'est point remarié. En outre, lors du dernier paiement effectué sur un extrait d'inscription émis au nom d'un orphelin parvenu à sa seizième année, cet extrait devra être renvoyé à la Caisse Nationale des retraites, qui émettra s'il y a lieu à réversibilité, de nouveaux extraits d'inscriptions.

L'autorisation visée à l'alinéa précédent n'aura pas besoin d'être renouvelée trimestriellement en ce qui concerne les rentiers qui auront déclaré vouloir se fixer à titre définitif en Italie et vouloir y toucher les arrérages de leurs pensions. Les paiements subséquents pourront alors être effectués directement par la Caisse Nationale Italienne de prévoyance, sous sa responsabilité.

Toutefois, en cas de décès du rentier, le paiement du prorata d'arrérages acquis au jour du décès n'aura lieu qu'après examen par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse des documents justificatifs produits par les représentants de la victime, à l'appui de leur réclamation.

Art. 4. — Les demandes de versements visées au 2^e alinéa de l'article 6 de l'arrangement pourront être produites à la Caisse Nationale Italienne de prévoyance par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse au moins quinze jours avant l'expiration de chaque trimestre et devront indiquer :

Les noms, prénoms, professions et domiciles des bénéficiaires ;

Les lieux et dates de leur naissance ;

Les dates des accidents ;

Celles des décisions judiciaires allouant les rentes ;

La quotité définitive de ces rentes ;

Les salaires d'après lesquels les rentes auront été liquidées ;

Le cas échéant, la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ou à la capacité du travail ;

Et tous les éléments ayant servi à la détermination de la valeur des rentes en capital au premier jour du trimestre suivant.

Les pièces justificatives initialement produites à l'appui de la constitution de rente devront être représentées à l'appui de la demande de versement visée à l'alinéa précédent.

Après vérification des calculs par la Caisse Nationale Italienne de prévoyance et sur l'acquiescement qui lui sera adressé par

elle, la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse effectuera à ladite Caisse le versement du capital représentatif des rentes et sera dès lors libérée à l'égard des bénéficiaires.

La Caisse Nationale italienne de prévoyance en appliquera le montant à la constitution, d'après son propre tarif, de rentes de même nature et de même durée qui devront être servies dans les conditions spécifiées par la législation française.

La caisse nationale italienne de prévoyance notifiera aux bénéficiaires la quotité des rentes nouvelles auxquelles ils auront désormais droit et leur communiquera, sur leur demande, les éléments des calculs ayant servi à cette fixation.

Art. 5. — Les ouvriers français qui voudront se prévaloir de la disposition du premier alinéa de l'art. 7 de l'arrangement produiront à cet effet, à la Caisse Nationale Italienne de prévoyance une demande signée par eux ou dûment établie en leur nom, mentionnant :

Leurs noms, prénoms, professions et domiciles ;

La décision ou le titre ayant liquidé l'indemnité ;

Le numéro du certificat de rente viagère délivré au titulaire ;

Le montant des sommes réclamées et la date de leur exigibilité ;

La résidence où le paiement devra en être effectué.

A cette demande sera joint un certificat de vie constatant l'existence du bénéficiaire au jour de l'échéance.

Ladite demande n'aura pas besoin d'être renouvelée à chaque échéance par les bénéficiaires qui auront déclaré à la Caisse Nationale Italienne de prévoyance vouloir recevoir périodiquement le montant de leur indemnité à la résidence indiquée. Il leur suffira de produire, en pareil cas, à chaque échéance, leur certificat de vie.

Art. 6. — Les demandes de versement visées au deuxième alinéa de l'article 7 de l'arrangement devront être produites à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse par la Caisse Nationale Italienne de prévoyance au moins quinze jours avant l'expiration de chaque trimestre et devront indiquer :

Les noms, prénoms, professions et domiciles des bénéficiaires ;

Les lieux et dates de naissance ;

La date des accidents ;

Celles des décisions judiciaires ou des titres allouant les rentes ;

Les salaires d'après lesquels les rentes auront été liquidées ;

Le cas échéant, la réduction que l'accident aura fait subir au salaire ou à la capacité de travail

Et tous les éléments de calcul ayant servi à la détermination de la valeur des rentes en capital au premier jour du trimestre suivant.

Les pièces justificatives initialement produites à l'appui de la constitution de rentes devront être représentées à l'appui de la demande de versement visée à l'alinéa précédent.

Après vérification des calculs par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse et sur l'acquiescement qui lui sera adressé par elle, la Caisse Nationale Italienne de prévoyance effectuera à ladite Caisse le versement du capital représentatif des rentes et sera libérée à l'égard des bénéficiaires.

La Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse en appliquera le montant à la constitution, d'après son propre tarif, des rentes de même nature qui devront être servies dans les conditions spécifiées par la législation italienne.

La Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse notifiera aux bénéficiaires la quotité des rentes nouvelles auxquelles ils auront désormais droit et leur communiquera, sur leur demande, les éléments des calculs ayant servi à cette fixation.

Art. 7. — Dans le cas prévu au troisième alinéa de l'article 7 de l'arrangement, le chef d'entreprise ou l'assureur qui voudra user de la faculté établie par ledit article adressera au directeur général de la caisse des dépôts et consignations à Paris, le montant global de l'indemnité due aux ayants droit, en indiquant le taux du salaire qui aura servi de base pour la liquidation et le montant des indemnités journalières ou provisionnelles que pourrait avoir reçues la victime avant sa mort et qui devraient être déduites de l'indemnité définitive.

Il produira à l'appui de cet envoi une copie de l'acte de décès de la victime et un bordereau contenant les noms, prénoms, professions et domiciles de ses ayants droit ou de ses héritiers, avec, en regard, le montant des sommes revenant à chacun d'eux dans le montant de l'indemnité.

Le directeur général de la Caisse des dépôts et consignations adressera quittance à l'envoyeur de la somme reçue, avisera les intéressés de ce dépôt, et effectuera le paiement à chaque ayant droit, sur justification de son existence et de son identité, de la somme appliquée par le chef d'entreprise ou l'assureur.

Art. 8. — Les paiements à faire aux victimes d'accidents ou à leurs représentants qui résideront ailleurs qu'en France

et en Italie seront effectués soit par la Caisse italienne, soit par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse, dans les conditions déterminées par leurs règlements respectifs pour les paiements à faire à leurs nationaux.

Art. 9. — En ce qui concerne les opérations prévues aux art. 6 et 7 de l'arrangement, il sera établi à la fin de chaque mois, par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse et par la Caisse Nationale Italienne de prévoyance, un décompte, appuyé des pièces justificatives, de toutes les sommes respectivement dues par l'une de ces Caisses à l'autre. Après vérification contradictoire de ces décomptes, la Caisse finalement débitrice se libérera immédiatement envers l'autre au moyen des mandats postaux prévus à l'art. 8 de l'arrangement.

Art. 10. — Pour l'exécution de l'art. 11 de l'arrangement, les déclarations prévues par la réglementation française seront effectuées dans les mêmes formes devant les maires italiens et transmises par eux au Consulat général Italien à Paris, qui en opérera la traduction certifiée, et les adressera immédiatement au directeur général de la Caisse des dépôts et consignations avec une demande de paiement par le fonds de garantie. Il joindra à ladite demande de paiement la certification de l'existence des rentiers, ainsi que de la capacité et des pouvoirs des réclamants, et attestera, s'il s'agit de la réclamation d'un conjoint, que le bénéficiaire n'est pas remarié.

Les sommes dues au réclamant pourront être remises ou expédiées pour son compte au Consulat général d'Italie à Paris qui en donnera quittance libératoire et les lui transmettra.

Art. 11. — Les correspondances, les formules imprimées, et, en général, les communications de toute nature entre les administrations et les Caisses françaises et italiennes seront rédigées en langue française.

Art. 12. — L'article 4 et les articles 6 et suivants de l'arrangement du 9 juin 1906 seront mis à exécution le 1^{er} janvier 1908, ainsi que le présent règlement qui aura la même durée que l'arrangement sous réserve des modifications qui pourraient à toute époque y être apportées d'un commun accord par les administrations des deux pays.

L'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906 ne deviendra applicable qu'à l'époque ultérieurement déterminée par les administrations compétentes des deux pays, dès qu'elles auront pu concerter les conditions d'exécution dudit article.

RÈGLEMENT

POUR L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 5 DE L'ARRANGEMENT SIGNÉ LE 9 JUIN 1906, ENTRE LA FRANCE ET L'ITALIE, RELATIVEMENT A LA RÉPARATION DES DOMMAGES RÉSULTANT DES ACCIDENTS DU TRAVAIL.

Art. 1. — Les assureurs français qui voudront user du bénéfice de l'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906 devront produire à la « Caisse Nationale Italienne d'assurance contre les accidents » une copie certifiée conforme du contrat d'assurance objet de la réassurance et lui fournir, dûment vérifiés par leurs agents, les décomptes des salaires payés par l'assuré pendant les douze mois précédents aux ouvriers italiens occupés dans l'entreprise et dont les ayants droit ne résident pas en France.

Art. 2. — Dès la réception de ces pièces, la Caisse Nationale Italienne délivrera un contrat conforme au modèle annexé au présent règlement.

Art. 3. — Les procédures seront suivies en France par les assureurs français réassurés qui communiqueront à la « Caisse Nationale Italienne d'assurance contre les accidents » les décisions judiciaires intervenues. Dès réception de ces décisions, ladite Caisse effectuera le paiement des indemnités ainsi liquidées.

Art. 4. — Dans le cas où l'assureur français aurait été mis en demeure d'effectuer lui-même de tels paiements, il aurait le droit d'en réclamer le remboursement à la caisse italienne.

Art. 5. — Pour l'exécution du présent règlement le Ministre du Travail et de la Prévoyance Sociale adressera au Ministre Italien de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce, la liste des assureurs français admis à pratiquer l'assurance contre les accidents du travail et l'avisera de toutes les modifications survenues.

Art. 6. — A la demande de la Caisse Italienne, le Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale chargera les commissaires contrôleurs des sociétés d'assurance contre les accidents du travail de vérifications déterminées au siège des sociétés

d'assurance, en ce qui concerne les contrats de réassurance susvisés.

Art. 7. — L'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906 sera mis à exécution le 1^{er} janvier 1909 ainsi que le présent règlement, qui aura la même durée que l'arrangement.

Art. 8. — Dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, le Gouvernement italien pourra suspendre, pour l'avenir, le service de réassurance confié à la « Caisse Nationale Italienne d'Assurance contre les Accidents », à charge d'en donner avis au Gouvernement français dans les conditions prévues à l'article 12 de l'arrangement du 9 juin 1906.

MODÈLE

DE CONTRAT DE RÉASSURANCE COLLECTIVE POUR LES INDEMNITÉS DUES AUX REPRÉSENTANTS NE RÉSIDENT PAS EN FRANCE DES OUVRIERS ITA- LIENS VICTIMES D'ACCIDENTS.

I. — Conditions générales

Art. 1. — Dans le présent contrat on appellera « Cassa Nazionale Infortuni » (abrégié C. N. I.), la Caisse Nationale d'assurance pour les ouvriers victimes d'accidents dans leur travail, laquelle a son siège à Milan et offre la réassurance ; *contractant* : la société française d'assurance réassurée ; *ouvriers* : les ouvriers de nationalité italienne dont les ayants droit ne résident pas en France.

Art. 2. — Par la réassurance la « Cassa Nazionale Infortuni » s'engage au lieu du contractant, à faire les recherches nécessaires, concernant les ayants droit des ouvriers victimes d'accidents, et à verser à la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance les capitaux nécessaires pour la constitution des rentes viagères prévues, dans le cas de mort, par la loi française sur les accidents du travail.

Art. 3. — La réassurance comprend tous les ouvriers occupés dans l'entreprise spécifiée dans les conditions particulières du présent contrat.

Art. 4. — La durée du présent contrat est d'un an, à compter

de la date stipulée aux conditions particulières, et, s'il n'a pas été dénoncé deux mois avant ledit terme par l'un des contractants, il sera renouvelé par tacite reconduction pour une égale période de temps et ainsi de suite.

Art. 5. — Pour stipuler la réassurance, le contractant doit communiquer à la « Cassa Nazionale Infortuni » une copie conforme certifiée de la proposition et du contrat d'assurance, et, en outre, un état dûment vérifié et visé par la Société d'assurance française, du nombre des ouvriers et des salaires payés aux mêmes ouvriers dans les douze derniers mois. Il devra, la première fois qu'il souscrira à un contrat de réassurance, verser la somme de 10 francs à titre de droit de chancellerie.

Art. 6. — Le contractant devra notifier à la « Cassa Nazionale Infortuni » toutes les variations dans le risque assuré, dans les cinq jours à partir de celui où il en a eu connaissance et se soumettre au paiement d'une prime éventuellement plus forte si le risque, par effet de la variation, devenait plus grave, la réduction du risque devant, en sens inverse, donner lieu à une réduction de prime, il devra aussi notifier, dans le susdit délai, tous les autres changements apportés au contrat d'assurance depuis la stipulation du présent contrat.

Art. 7. — La prime de réassurance sera payée après l'échéance de chaque trimestre solaire, dans les 25 jours qui suivront cette échéance, le contractant devra fournir à la « Cassa Nazionale Infortuni » un état analogue à celui que vise l'article 5, comprenant les salaires réellement payés aux ouvriers dans le trimestre échu, d'après les déclarations fournies par les chefs d'entreprises. D'après le montant dudit état, on établira la prime que le contractant devra verser dans un délai de huit jours, à partir de la réception de la notification faite par la « Cassa Nazionale Infortuni ».

A défaut par le contractant, aux dates convenues, d'envoyer le relevé des salaires, ou d'acquitter les primes exigibles, la « Cassa Nazionale Infortuni » le mettra en demeure, par lettre recommandée, d'exécuter le contrat dans un délai de huit jours.

Faute de transmission du relevé ou faute de paiement dans ce délai, la « Cassa Nazionale Infortuni » pourra, par une nouvelle lettre recommandée suspendre le contrat de réassurance, qui cessera d'avoir effet à compter de la réception de ladite lettre jusqu'au jour de la production du relevé du paiement, tous les accidents survenus dans l'intervalle demeurant exclus du bénéfice de la réassurance.

Le contractant devra obliger les chefs d'entreprises à tenir en évidence dans leurs livres de paye les ouvriers réassurés et les salaires correspondants.

Le contractant devra fournir toutes les explications et les documents que la « Cassa Nazionale Infortuni » pourrait lui demander en vue de justifier les salaires déclarés pour la liquidation de la prime, sans préjudice du contrôle et des inspections prévus par l'article 6 du règlement relatif à l'exécution de l'article 5 de l'arrangement du 9 juin 1906.

Art. 8. — Le contractant notifiera immédiatement à la « Cassa Nazionale Infortuni » les accidents suivis de mort et, dans le plus bref délai, transmettra les documents pour la vérification et la liquidation des indemnités. Le contractant s'engage à procéder avec la plus grande diligence, aux démarches en vue de la vérification des accidents et de la liquidation des indemnités et, en particulier, il devra pourvoir, par l'intervention d'un de ses représentants, à l'enquête et aux démarches judiciaires prévues par la loi française sur les accidents, afin de faire valoir les exceptions de fait et de droit, dans l'intérêt de la « Cassa Nazionale Infortuni » comme si c'était dans son intérêt propre.

Art. 9. — En dehors des indemnités prévues par la législation française sur les accidents du travail, la « Cassa Nazionale Infortuni » n'est tenue de payer aucune autre somme, à aucun titre ; les frais accessoires restent à la charge du contractant, sauf les frais des recherches et démarches prévues à l'article 1 (D) de la convention du 15 avril 1904.

Art. 10. — En cas de contestations judiciaires avec les ayants droit des ouvriers, le contractant doit en informer immédiatement la « Cassa Nazionale Infortuni ».

Art. 11. — S'il y a des contestations entre la « Cassa Nazionale Infortuni » et le contractant se référant au présent contrat, le jugement sera déféré à trois arbitres dont deux seront nommés par chacune des parties et le troisième par les deux premiers, ou, à défaut, par le président du Tribunal civil de Milan.

Les arbitres jugeront le différend à l'amiable et leur jugement sera sans appel. Le siège du collège arbitral sera à Milan, où la « Cassa Nazionale Infortuni » et la société réassurée élisent domicile pour tous les effets du présent contrat.

Art. 12. — Les actions dérivant du présent contrat seront considérées comme prescrites si elles ne sont pas exercées dans le délai d'un an à compter du jour où elles auraient pu être

exercées, sans préjudice des autres délais et sanctions établis pour chaque cas dans les précédents articles.

II. — Conditions particulières

Ayant pris connaissance du contrat d'assurance stipulé conformément à la loi française sur les accidents du travail par la Société..... ayant le n°..... de l'agence de..... ayant effet depuis le..... et échéance le..... et M. M..... exerçant..... ; lesquels dans les 12 mois précédents ont employé en moyenne journellement n^{bre}..... ouvriers italiens désignés dans le présent contrat, avec une dépense globale pour salaires de francs.....

La « Cassa Nazionale Infortuni » consent la réassurance aux conditions générales précédentes.

La prime que le contractant doit payer à la « Cassa Nazionale Infortuni » est fixée en francs à par chaque mille franc de salaire et sera payée aux échéances des 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre et 1^{er} janvier d'après les salaires réellement payés aux ouvriers, conformément à l'article 7 des conditions générales.

La première partie de la prime sera payée le..... et comprendra le période depuis le..... jusqu'au.....

Fait en double original à le.....

IV

ACCORD DU 15 JUIN 1910 POUR LA PROTECTION DES JEUNES OUVRIERS ITALIENS EN FRANCE ET DES JEUNES OUVRIERS FRANÇAIS EN ITALIE

Le Président de la République Française et Sa Majesté le Roi d'Italie désirant assurer, au moyen de garanties particulières, la protection des jeunes ouvriers italiens travaillant en France et des jeunes ouvriers français travaillant en Italie

conformément aux dispositions prévues par l'article 2, §§ a, b et c, de la convention signée à Rome le 15 avril 1904 ;

Ont résolu de conclure à cet effet un arrangement et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République française ;

M. S. Pichon, sénateur, ministre des Affaires Etrangères, et M. R. Viviani, député, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale ; et

Sa Majesté le Roi d'Italie ;

S. E. M. Tittoni, son ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le président de la République française, et M. G. Montemartini, directeur de l'Office du travail au ministère de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce d'Italie ;

Lesquels, après s'être communiqués leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1. — Les dispositions du présent arrangement se réfèrent, d'une part, aux prescriptions de la loi française du 2 novembre 1892, d'autre part, aux prescriptions de la loi italienne du 10 novembre 1907 (texte unique) et ont pour but de mieux assurer la protection des jeunes Italiens en France et celle des jeunes Français en Italie.

Sous réserve des équivalences prévues pour les certificats d'études primaires, à l'article 4 ci-après, et nonobstant les sanctions spéciales édictées plus loin, toutes les dispositions de la loi française précitée, notamment en ce qui concerne les âges et les pénalités, restent appliquées aux jeunes Italiens travaillant en France. De même, les dispositions de la loi italienne susvisées demeurent appliquées aux jeunes Français travaillant en Italie.

Art. 2. — Les jeunes italiens en France, et les jeunes français en Italie devront, pour obtenir le livret d'admission au travail prévu par les lois du 2 novembre 1892 et du 10 novembre 1907 ou par les lois ultérieures qui régleront la matière dans les deux pays, présenter à l'autorité municipale un certificat conforme au modèle (document A), délivré par le consul compétent.

Toutefois, ce certificat ne sera exigé ni des jeunes italiens dont la naissance a été inscrite sur les registres de l'état civil français, ni des jeunes Français dont la naissance a été inscrite sur les registres de l'état civil italien.

Les maires, tant en France qu'en Italie, ne délivreront le

livret que si on leur présente le certificat consulaire muni soit d'une photographie du titulaire timbrée par le Consul sur le certificat même, soit de la signature du titulaire apposée en présence du Consul. Ce certificat sera visé par le maire, revêtu du cachet de la commune et annexé au livret dont il fera partie intégrante.

Les consuls tiendront un état des certificats consulaires délivrés par eux, mentionnant les nom et prénoms, sexe, âge, et lieu de naissance de l'enfant, la date de la délivrance du certificat et les pièces au vu desquelles ils l'ont accordé.

Ces états, à la fin de chaque année, feront l'objet d'une statistique et d'un rapport qui seront transmis par eux, soit à l'ambassade de France à Rome, soit à l'ambassade d'Italie à Paris. Les ambassades feront parvenir ces documents aux administrations compétentes des deux pays.

Les maires tiendront un état des livrets délivrés par eux mentionnant les nom et prénoms, sexe et âge de l'enfant, la date du certificat consulaire et la date de délivrance du livret.

Art. 3. — Pour obtenir le certificat consulaire, le jeune ouvrier devra se présenter au consul avec ses père, mère ou tuteur et présenter le livret d'admission au travail obtenu dans son pays d'origine.

Il pourra également se présenter avec un autre parent majeur ou avec le patron qui a l'intention de l'employer, mais dans l'un et l'autre de ces cas, s'il est âgé de moins de 15 ans, il devra fournir en outre un acte de consentement de la personne dont il dépend civilement, ledit acte dûment légalisé. Cet acte restera déposé au Consulat.

Lorsque le jeune ouvrier ne pourra pas présenter le livret d'admission au travail émanant de son pays d'origine, cette pièce sera remplacée par son acte de naissance ou un bulletin de naissance conforme au modèle (document B) et par une attestation d'identité donnée par deux de ses compatriotes connus de l'autorité consulaire compétente, sans préjudice éventuellement de l'acte de consentement visé au paragraphe précédent.

Art. 4. — En ce qui concerne l'admission au travail en France des jeunes ouvriers italiens de 12 à 13 ans, le certificat prévu par la loi italienne du 15 juillet 1877, n° 3.961, pourra remplacer le certificat d'études primaires institué par la loi française du 28 mars 1882.

Il en sera de même en ce qui concerne les jeunes Français

de 12 à 13 ans travaillant en Italie, pour lesquels le certificat prévu par la loi française remplacera celui prévu par la loi italienne. Au-dessus de 13 ans, les certificats susvisés ne seront exigés ni des jeunes ouvriers italiens en France, ni des jeunes ouvriers français en Italie.

Pour utiliser en France le certificat d'études italien, le jeune ouvrier devra le présenter au consul italien en même temps que les pièces prévues à l'article 3 ci-dessus, et il en sera alors fait mention dans le certificat consulaire modèle A. Réciproquement, les mêmes formalités seront accomplies en Italie pour utiliser le certificat d'études français.

Art. 5. — Les pièces au vu desquelles le certificat consulaire aura été délivré et qui seraient rendues aux intéressés devront être revêtues par le consul d'un cachet spécial (timbre humide) portant mention qu'elles ont servi à obtenir un certificat en vue de l'admission au travail.

Art. 6. — Le certificat consulaire modèle A, le bulletin de naissance modèle B et l'acte de consentement des parents seront exempts de tous droits et taxes, ainsi qu'il est prévu déjà par les législations des deux pays pour le livret de travail et les pièces nécessaires à son obtention.

Toutes les diligences, démarches, correspondances ou légalisations d'actes incombant à l'autorité consulaire, en exécution du présent arrangement, seront gratuites au regard des jeunes ouvriers italiens ou français.

Art. 7. — Le livret, pendant toute la durée de l'emploi du jeune ouvrier, restera déposé chez le patron qui l'occupe et il devra être restitué quand l'emploi cessera.

Les inspecteurs du travail et les officiers de police judiciaire examineront, à l'occasion de leurs visites aux établissements industriels, tous les livrets de travail et les certificats consulaires et confisqueront ceux qui seraient reconnus comme ayant été délivrés irrégulièrement ou étant en la possession d'un enfant autre que le titulaire.

Un avis conforme au modèle C, faisant connaître cette confiscation sera, dans un délai de trois jours, envoyé au préfet qui, dans le même délai, devra le transmettre au consul dans la circonscription duquel est située la commune où a eu lieu la confiscation.

Le Consul fera parvenir copie de cet avis, avec la lettre modèle D, à tous ses collègues italiens en France, ou français en Italie, dans le but de les prévenir, à toutes fins utiles, de la

confiscation des livrets et certificats susvisés. Chaque consul ou agent consulaire tiendra une liste des livrets et certificats confisqués.

Les personnes reconnues coupables de falsification, d'altération, de cession ou d'usage illicite de livrets seront déférées à l'autorité judiciaire.

Art. 8. — L'emploi dans les industries insalubres et dangereuses est réglé par la loi du pays dans lequel a lieu le travail.

En ce qui concerne les verreries et cristalleries, les travaux dangereux et insalubres interdits aux enfants en Italie, à la date de la signature du présent arrangement, seront interdits aux enfants en France et réciproquement.

Mais, en raison des différences existant entre la loi française du 2 novembre 1892 et la loi italienne du 10 novembre 1907, sur les âges limites auxquels s'étend la protection légale, les décrets rendus dans chacun des deux pays, en vertu de sa loi respective, spécifieront les âges auxquels ces travaux doivent être interdits.

Les deux gouvernements feront tous leurs efforts pour arriver, par voie de réglementation intérieure, à unifier ces âges dans les deux pays. A cet effet, ils provoqueront, s'il le faut, un accord international comme il est prévu à l'article 3 de la convention du 15 avril 1904.

Art. 9. — Les gouvernements des deux pays organiseront dans les grands centres industriels des comités de patronage dont les fonctions seront gratuites et dont feront partie, là où ce sera possible, des représentants de la nationalité des jeunes ouvriers. Le sous-préfet ou un conseiller de préfecture, le maire de la commune où siègera le comité et l'inspecteur du travail dont dépend cette commune, d'une part, le consul, d'autre part, feront de droit partie de ces comités.

Dans un délai de six mois, après la ratification du présent arrangement, un comité au moins sera créé dans tout arrondissement français comprenant plus de cinquante enfants italiens employés dans l'industrie.

Les Comités veilleront :

1^o A la stricte application des lois et règlements relatifs au travail des jeunes ouvriers italiens ou français. A cet effet, ils signaleront aux inspecteurs du travail toutes les infractions qui parviendraient à leur connaissance, et tout spécialement le cas où les jeunes ouvriers seraient chargés d'un travail excédant leurs forces ;

2^o A l'observation rigoureuse en France, des prescriptions

relatives à la délivrance des certificats d'aptitude physique visés aux §§ 3, 4 et 5 de l'article 2 de la loi du 2 novembre 1892; en Italie, des prescriptions relatives tant au certificat médical visé à l'article 2 de la loi du 10 novembre 1907, qu'aux visites et conditions d'aptitude physique édictées par les règlements italiens pris en vertu de cette loi ;

3^o A l'application aux jeunes ouvriers italiens et à leurs parents des dispositions de la loi française du 28 mars 1882 sur l'enseignement primaire obligatoire, ainsi qu'à l'application aux jeunes ouvriers français et à leurs parents de la loi italienne du 15 juillet 1877.

Les comités s'assurent également, avec l'appui de l'autorité compétente et dans les conditions prévues par les lois nationales respectives, qu'un traitement équitable et humain est appliqué aux jeunes ouvriers logés en dehors de leur propre famille, et que l'hygiène et la moralité sont respectées en ce qui les concerne. Dans le cas où les conditions d'alimentation, d'habillement ou de logement seraient reconnues défectueuses, et en cas de sévices ou de mauvais traitements, les comités déféreront les faits aux autorités locales qui aviseront suivant les circonstances.

Enfin ces comités pourront, le cas échéant, étendre leur patronage aux ouvriers de tout âge, italiens en France et français en Italie.

Art. 10. — Les administrations compétentes des deux pays arrêteront en même temps toutes les dispositions d'ordre et de détail qu'elles jugeront nécessaires pour l'exécution du présent arrangement.

Art. 11. — Il est entendu que toutes les opérations dont les consuls sont chargés en vertu du présent arrangement peuvent être effectuées également par les agents consulaires.

Art. 12. — Le présent arrangement sera soumis, dans les deux pays, à l'approbation du parlement, sera ratifié et entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications, qui aura lieu à Paris. Il sera valable pour une durée de cinq ans, et, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'échéance, il sera valable pour une nouvelle période de cinq ans et ainsi de suite.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent arrangement et l'ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 15 juin 1910.

M. TITTONI,

S. PICHON,

G. MONTEMARTINI,

R. VIVIANI.

Modèle B

Commune de :

Bulletin de naissance

Nom :

Prénoms :

Né le à

Inscrit le

Fils de

et de

Profession :

Demeurant à n°

Délivré à le 19...

*L'Officier de l'Etat Civil***Modèle C**

Par application de l'article 7, paragraphe 3, de l'arrangement franco-italien du le soussigné à l'honneur d'informer M. le Préfet du département d qu'un livret de travail muni d'un certificat consulaire établi au nom de a été confisqué le à comme ayant été délivré irrégulièrement (étant en possession d'un enfant (nom et prénoms) autre que le titulaire) ⁽¹⁾.

Ce livret portait les indications ci-après ⁽²⁾ :

La présente communication doit, aux termes de l'article précité de l'arrangement franco-italien du être transmise dans les trois jours au consul $\left\{ \begin{array}{l} \text{italien} \\ \text{français} \end{array} \right\}$ de la circonscription dont dépend la commune ⁽³⁾ de

Fait à, le

L'inspecteur du travail
ou *l'officier de police judiciaire* ⁽⁴⁾.

(1) Supprimer l'une des mentions selon le cas.

(2) Porter les indications du certificat consulaire et celles de la page du livret où le maire a signé la délivrance du livret.

(3) Commune où a eu lieu la confiscation.

(4) Supprimer l'une des mentions selon le cas.

Modèle D

Par application de l'article 7, paragraphe 3, de l'arrangement franco-italien du, j'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, la copie de l'avis de confiscation d'un livret de jeune ouvrier { italien } { français } qui m'a été notifié par M. le Préfet du département de

V

ARRANGEMENT DU 9 AOÛT 1910 SUR LES PENSIONS DES TRAVAILLEURS

Le Président de la République française et S. M. le Roi d'Italie, désirant assurer aux travailleurs de leurs deux pays, l'application des dispositions inscrites à l'article 1 (§ b) de la Convention signée à Rome le 15 avril 1904, par la France et l'Italie, et qui a notamment pour objet de faciliter aux nationaux respectifs, travaillant à l'étranger, le bénéfice des assurances sociales,

Ont résolu de conclure, à cet effet, un arrangement, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

Le Président de la République Française ;
M. Stephen Pichon, sénateur, ministre des Affaires étrangères ;
M. René Viviani, député, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale,

et S. M. le Roi d'Italie :

S. E. M. Tittoni, son Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire près le gouvernement de la République Française ;
M. V. Magaldi, directeur général du Crédit et de la Prévoyance sociale au ministère royal de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1. — Les dispositions prévues à l'article 1, paragraphe b, de la convention du 15 avril 1904, seront appliquées dans les conditions déterminées par les articles ci-après.

Art. 2. — En ce qui concerne les pensions échues ou différées dues par la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance aux personnes soit françaises, soit italiennes, qui auront fixé leur domicile en France, celle-ci, à la demande des intéressés, aura la faculté de se libérer par le versement à la Caisse Nationale Française des retraites de la réserve mathématique correspondante. Ce versement sera employé au profit exclusif du titulaire, quand même il y aurait un conjoint, pour la constitution d'une rente immédiate ou différée, telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la Caisse Nationale Française des retraites, au moment du versement, et dont le montant annuel ne devra, en aucun cas, être supérieur à 1.200 francs. Ainsi la Caisse Nationale Française des retraites sera substituée à la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance dans ses rapports avec les assurés pour une rente différée et avec les bénéficiaires des pensions.

Art. 3. — Réciproquement, en ce qui concerne les pensions échues ou différées, dues aux personnes de nationalité française ou italienne, qui auront fixé leur domicile en Italie, par la Caisse Nationale Française des retraites, celle-ci, à la demande des intéressés, aura la faculté de se libérer par le versement à la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance de la réserve mathématique correspondante. Ce versement sera employé à la constitution d'une rente immédiate ou différée telle qu'elle résultera du tarif en vigueur pour la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance au moment du versement. Ainsi la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance sera substituée à la Caisse Nationale Française des retraites dans ses rapports avec les assurés pour une rente différée et avec les bénéficiaires des pensions.

Art. 4. — Les fonds transférés et les rentes correspondantes seront, notamment en ce qui concerne les conditions d'échéance, de suspension et de prescription des arrérages, d'incessibilité et d'insaisissabilité, soumis aux lois, décrets, arrêtés et règlements régissant les services de la Caisse dans laquelle ces fonds auront été transférés.

Art. 5. — Les ouvriers italiens résidant en France qui voudront s'inscrire à la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance pour l'invalidité et la vieillesse des ouvriers, en vue de bénéficier des avantages qui leur sont accordés par la législation italienne, pourront effectuer leurs versements à la Caisse Nationale Française des retraites pour la vieillesse, dans les conditions générales de la loi du 20 juillet 1886. Cette caisse

adressera chaque année à la Caisse Nationale Italienne un état des comptes concernant les dits ouvriers.

Art. 6. — L'ouvrier italien qui aura atteint l'âge fixé pour l'entrée en jouissance de la rente peut demander le transfert de son compte à la Caisse Nationale Italienne. Cette demande sera acceptée par la Caisse Nationale Française des retraites, sous des conditions à déterminer dans le règlement prévu à l'article 10 du présent arrangement, et le transfert sera effectué par le versement à la Caisse Nationale Italienne du montant de la réserve mathématique calculée au jour de l'opération, et telle qu'elle résultera des tarifs en vigueur, à la Caisse Nationale Française au moment des versements opérés par l'ouvrier.

Art. 7. — Les ouvriers italiens résidant en France, ayant un compte ouvert à la Caisse Nationale Française des retraites pour la vieillesse lors de l'entrée en vigueur du présent arrangement, et qui désireront bénéficier pour l'avenir, des avantages accordés par la législation italienne auront à souscrire, à cet effet, une déclaration spéciale à l'appui du prochain versement.

Le transfert des comptes de ces déposants pourra être opéré dans les conditions fixées à l'article précédent.

Art. 8. — Par application de l'article 8 de l'arrangement international de Rome du 26 mai 1906 sur le service des mandats de poste, il est entendu que les mandats de poste délivrés pour le transport des fonds entre la Caisse Nationale Française des retraites et la Caisse Nationale Italienne de Prévoyance, et réciproquement, seront considérés comme mandats d'office, exempts de toute taxe. L'administration du pays d'origine n'aura pas à tenir compte à l'administration du pays destinataire de la part de droits prévue au paragraphe 2 de l'article 2 de l'arrangement susmentionné.

Art. 9. — Chaque partie contractante se réserve la faculté, dans le cas de force majeure ou de circonstances graves, de suspendre en tout ou en partie les effets du présent arrangement.

Avis devra en être donné à l'administration compétente de l'autre Etat par la voie diplomatique. L'avis fixera la date à partir de laquelle les dispositions qui font l'objet du présent arrangement cesseront d'avoir effet.

Art. 10. — Les administrations compétentes des deux Etats arrêteront d'un commun accord, après entente avec les administrations postales, les mesures d'ordre et de détail nécessaires pour l'exécution du présent arrangement.

Art. 11. — Le présent arrangement aura force et valeur à partir du jour dont les administrations compétentes des deux Etats conviendront, dès que la promulgation en aura été faite d'après les lois particulières à chacun des deux Etats. Sauf le cas prévu à l'article 5 de la convention du 15 avril 1904, le présent arrangement demeurera obligatoire pendant une durée de cinq années.

Les deux parties contractantes devront se prévenir mutuellement une année à l'avance, si leur intention est d'y mettre fin à l'expiration de ce terme.

A défaut d'un tel avis, l'arrangement sera prorogé d'année en année pour un délai d'un an par tacite reconduction.

Lorsque l'une des deux parties contractantes aura annoncé à l'autre son intention d'en faire cesser les effets, l'arrangement continuera d'avoir son exécution pleine et entière pendant les douze premiers mois.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont dressé le présent arrangement qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 9 avril 1910.

S. PICHON,

TITTONI,

René VIVIANI,

V. MAGALDI.

VI

TRAITÉ DE TRAVAIL DU 30 SEPTEMBRE 1919

Sa Majesté le Roi d'Italie et le Président de la République française également désireux de régler l'émigration des travailleurs entre les deux pays, de faciliter dans leurs pays respectifs le séjour et l'établissement des immigrés ressortissants de l'autre Etat et d'établir, dans la plus large mesure possible, l'égalité de traitement entre leurs ressortissants et les ressortissants de l'autre Etat en ce qui concerne les lois de prévoyance sociale, d'assistance et de travail, ont résolu de conclure un traité et, à cet effet, ont nommé pour leurs Plénipotentiaires, savoir :

Sa Majesté le Roi d'Italie,

S. E. le Baron Edmond Mayor des Planches, Ambassadeur de S. M., sénateur du Royaume, commissaire général de l'émigration et M. le commandeur Giuseppe de Michelis, vice-

commissaire général de l'émigration et Directeur général des services pour le placement et le chômage au Ministère de l'Industrie et du Travail ;

Le Président de la République Française,
S. E. M. Camille Barrère, ambassadeur de la République Française auprès de Sa Majesté le Roi d'Italie, et M. Arthur Fontaine, conseiller d'Etat, Directeur au Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale, lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, ont convenu des dispositions suivantes :

Art. 1. — Les deux gouvernements conviennent de donner toutes facilités administratives aux nationaux de chacun des deux pays désireux de se rendre dans l'autre pour y travailler.

Sous réserve des dérogations temporaires prévues à l'article 4 et en conciliant l'application des lois et règlements du pays d'origine avec les facilités qu'il s'engage à accorder par le précédent paragraphe, aucune autorisation spéciale ne sera exigée à la sortie de ce pays pour les travailleurs qui se rendent dans l'autre, soit individuellement et spontanément, soit par effet d'un recrutement collectif, ni pour leurs familles.

Les mêmes travailleurs et leurs familles pourront pénétrer librement dans le pays de destination, sans qu'aucune autorisation spéciale soit exigée, sous réserve des dérogations temporaires prévues à l'article 4 et en conciliant l'application des lois et règlements du pays de destination avec les facilités qu'il s'engage à accorder par le premier paragraphe du présent article.

Art. 2. — Le salaire des travailleurs d'immigration ne pourra être inférieur à celui que dans la même entreprise, reçoivent, à travail égal, les ouvriers nationaux de même catégorie ; ou, à défaut, d'ouvriers nationaux de même catégorie employés dans la même entreprise, au salaire normal et courant des ouvriers de même catégorie dans la région.

Le Gouvernement du pays d'immigration prend l'engagement de veiller à ce que, sur son territoire, soit observée l'égalité du salaire des ouvriers immigrés avec celui des nationaux.

Art. 3. — Les travailleurs immigrés jouiront de la même protection que celle accordée aux nationaux par la législation et par les usages du pays pour ce qui a trait aux conditions de travail et d'existence. Toutes réclamations des travailleurs de l'autre pays en ce qui concerne les conditions de travail et d'existence qui leur seraient faites par les employeurs, ou les

difficultés de toute nature, lorsqu'elles comportent une intervention des pouvoirs publics, seront adressées ou transmises, soit directement, soit par l'intermédiaire des autorités diplomatiques ou consulaires, aux autorités compétentes du pays ; l'Administration qualifiée de ce pays procédera aux enquêtes nécessaires et aura seule qualité pour intervenir.

Chaque Gouvernement pourra adjoindre à son Ambassade auprès de l'autre un technicien spécialiste chargé des questions du travail et des relations avec l'Administration centrale compétente du Pays où sont employés les travailleurs de l'autre pays. Les deux Gouvernements faciliteront la tâche de ces attachés.

Art. 4. — Au cas où l'état du marché du travail ne permettrait pas, dans certaines périodes, dans certaines régions et pour certaines professions, de trouver un emploi aux émigrants venant individuellement et spontanément chercher du travail, le Gouvernement intéressé en avvertirait immédiatement, par voie diplomatique, le Gouvernement de l'autre pays, afin de le mettre à même de faire le nécessaire.

Les deux Gouvernements, au cas de besoin, examineront d'un commun accord les mesures corrélatives qui, dans le même but, pourraient être arrêtées dans chacun des deux pays.

Art. 5. — Les Gouvernements des deux pays veilleront d'un commun accord à ce que le nombre des travailleurs qui pourront faire l'objet d'un recrutement collectif ne puisse nuire ni au développement économique d'un des deux pays, ni aux travailleurs de l'autre. Ils constitueront à cet effet une Commission qui se réunira, normalement à Paris, au moins deux fois par an.

Leurs représentants respectifs seront chargés notamment : 1^o d'évaluer approximativement, à titre d'indication, le nombre des ouvriers qui semblent pouvoir être recrutés et celui des ouvriers dont le recrutement paraît désirable jusqu'à l'ouverture de la session suivante ; 2^o d'indiquer les régions vers lesquelles les travailleurs immigrés pourront être dirigés de préférence, et celles vers lesquelles, par suite de l'état de la main-d'œuvre disponible, les travailleurs immigrés ne devront pas être dirigés. A cet effet, chaque État se réserve de prendre sur son territoire l'avis des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Art. 6. — Pour assurer le fonctionnement régulier des ser-

vices administratifs chargés, par application des lois intérieures de chaque pays, de faciliter le passage des émigrants à la frontière, les administrations qualifiées établiront entre elles les ententes que les circonstances pourront rendre nécessaires, en conciliant dans la plus large mesure l'application de leurs lois et règlements respectifs.

Art. 7. — Le régime des retraites ouvrières et paysannes (y compris les retraites spéciales des ouvriers mineurs) en vigueur dans chacun des deux pays doit être appliqué aux ressortissants de l'autre ; sans exclusion ou réduction des droits accordés aux ressortissants du pays, réserve faite de ce qui est prévu ci-après touchant le mode de calcul et le paiement des bonifications et allocations à la charge de l'État.

Les avantages prévus au présent article seront acquis aux assurés qui demanderont et obtiendront leur retraite après la date d'entrée en vigueur du présent traité. Ils seront acquis aux veuves et aux orphelins dont les droits naîtront après ladite date.

En ce qui concerne les allocations complémentaires et bonifications de l'État, les règles suivantes sont applicables :

a) Les périodes de versement et les périodes assimilées, entrant légalement en compte tant en France qu'en Italie, se totalisent pour déterminer le droit à la bonification ;

b) Chacun des deux États établit pour ordre le montant de la bonification à laquelle l'assuré aurait droit, à son tarif et sous sa propre loi et dans les conditions de cette loi, pour le temps total calculé comme il est dit au paragraphe précédent. Il détermine ensuite la part de cette bonification qui est à sa charge en réduisant le montant total précédemment établi en proportion de la période de temps qui le concerne.

La bonification de l'assuré est le total des parts de bonification incombant à chaque État. Toutefois, dans le cas où la bonification totale ainsi calculée est inférieure à la bonification qui serait due par l'un des deux pays d'après sa propre loi et en raison des seules périodes de versement ou des périodes assimilées accomplies sur son territoire, la part de bonification à la charge de ce pays sera augmentée de la différence.

Les règles ci-dessus sont applicables aux bonifications des pensions d'invalidité.

Les allocations en cas de décès sont dues aux ayants droit des assurés décédés, sous réserve que ces ayants droit auront formé leur demande dans un délai de six mois à dater du dit

décès. Elles sont supportées concurremment par les deux pays en se référant aux principes ci-dessus exposés pour les bonifications.

Les accords prévus à l'article 24 préciseront les conditions d'application des principes relatifs aux bonifications et allocations.

Les relations entre les organisateurs français et italiens de retraite, les informations qu'ils devront se fournir réciproquement pour rendre possible l'établissement des comptes des assurés de l'autre nationalité, tant au cours de l'acquisition qu'à l'époque de la liquidation de la retraite, les mesures à prendre pour faciliter, conformément à la convention franco-italienne du 15 avril 1904, le paiement en France par les caisses françaises ou l'administration postale, des pensions acquises aux caisses italiennes, et réciproquement, seront déterminées par les accords prévus à l'article 24.

Art. 8. — L'égalité de traitement déjà réalisée en matière de réparation des accidents du travail est confirmée par le présent traité et s'appliquera au développement éventuel de la législation.

Les mêmes principes s'étendront, dans les conditions qui seront précisées par des arrangements spéciaux, à toutes les lois d'assurance sociale contre les divers risques tels que maladies, invalidité, chômage, qui pourraient être ultérieurement établies.

Art. 9. — Pour tout ce qui concerne l'acquisition, la possession, la transmission de la petite propriété, rurale et urbaine, les ressortissants de chacun des deux États auront dans le territoire de l'autre les mêmes droits et avantages assurés aux ressortissants du Pays, à l'exclusion toutefois des avantages concédés à l'occasion de faits de guerre et sous réserve des dispositions prévues, dans l'intérêt de la sécurité nationale pour certaines zones ou certains lieux, par les lois relatives au séjour et à l'établissement des étrangers.

Art. 10. — Les travailleurs et employeurs italiens résidant en France qui ont adhéré à une Société de secours mutuels française pourront faire partie du Conseil d'administration sous réserve que le nombre des Administrateurs étrangers ne dépassera pas la moitié moins un du nombre total des membres du Conseil.

Les ressortissants italiens résidant en France qui ont adhéré à une Société de secours mutuels approuvée ou reconnue

d'utilité publique, bénéficieront des subventions allouées par l'État en vue de la retraite par livret individuel et auront droit aux pensions constituées sur fonds communs.

Les dispositions des deux alinéas ci-dessus s'appliquent aux ressortissants français en Italie.

Art. 11. — Les subventions aux Caisses mutuelles de secours contre le chômage, les secours des fonds publics de chômage et des institutions publiques d'assistance par le travail seront attribués dans chacun des États contractants aux ressortissants de l'autre État.

Art. 12. — Les ressortissants de chacun des deux États qui, soit par suite de maladie physique ou mentale, de grossesse ou d'accouchement, soit pour toute autre raison, ont besoin de secours, de soins médicaux ou d'autre assistance quelconque, seront traités sur le territoire de l'autre État contractant pour l'application des lois d'assistance, à l'égal des ressortissants de ce dernier, soit à domicile, soit dans les établissements hospitaliers.

Les ressortissants de l'un des deux États auront droit dans l'autre aux allocations pour charges de famille ayant un simple caractère de secours, si leurs familles y résident avec eux.

Art. 13. — Les frais d'assistance engagés par l'État de résidence ne donneront lieu en aucun cas, quelle qu'en soit la cause ou l'importance, à aucun remboursement de la part de l'État, ni des départements, provinces, communes, ou institutions publiques du pays dont la personne assistée possède la nationalité, en tant que l'assistance susdite sera nécessaire par suite d'une maladie aiguë, déclarée telle par le médecin traitant.

Dans les autres cas y compris les rechutes, les remboursements seront admis pour la période successive aux premiers quarante-cinq jours.

Art. 14. — L'État de résidence continuera de supporter aussi la charge de l'assistance sans remboursement :

1° En ce qui concerne l'entretien, soit à domicile soit dans les hospices, des vieillards, des infirmes et des incurables ayant au moins quinze ans de résidence continue dans le pays où ils sont admis au bénéfice de la pension d'assistance ou de séjour gratuit dans un asile de vieillesse. La période susdite sera réduite à cinq ans lorsqu'il s'agira d'une invalidité consécutive à l'une des maladies professionnelles, dont la liste sera établie par un des accords prévus à l'article 24 ;

2° En ce qui concerne toutes les personnes malades, les

aliénés et tous autres assistés ayant cinq ans de résidence continue dans ledit pays. Dans le cas où il s'agit d'un traitement de maladie, le travailleur qui pendant la période susdite a séjourné dans le pays au moins cinq mois consécutifs chaque année sera considéré comme ayant la résidence continue.

En ce qui concerne les enfants mineurs de 16 ans, il suffira que le père, la mère, le tuteur ou la personne qui en a la garde, remplisse les conditions de séjour ci-dessus déterminées.

Art. 15. — A l'expiration du délai de quarante-cinq jours, pour les assistés qui ne rempliront pas les conditions de séjour prévues par l'article précédent, l'État de domicile sera tenu, à son choix, après avis de l'État de résidence, soit de rapatrier l'assisté si celui-ci est transportable, soit d'indemniser des frais de traitement l'État de résidence. Le rapatriement ne sera pas imposé dans les cas de l'assistance spéciale aux familles nombreuses et aux femmes en couches.

Art. 16. — Les deux Gouvernements régleront dans les accords prévus à l'article 24, avec les mesures de détail et d'exécution :

1^o La procédure, les conditions et les modalités du rapatriement ;

2^o Le mode de constatation et d'évaluation de la durée de la résidence continue.

Les avis prévus à l'article 15, donnés par l'État de résidence, devront parvenir aux autorités de l'État de domicile désignés dans ledit accord dans les dix premiers jours du délai de quarante-cinq jours, faute de quoi le délai serait prolongé de la durée du retard.

Les deux Gouvernements s'engagent à veiller à ce que dans les agglomérations renfermant un nombre important de travailleurs de l'autre nationalité, les moyens et les ressources d'hospitalisation ne fassent pas défaut aux ouvriers malades ou blessés et à leurs familles.

Les cotisations qui pourraient être imposées aux employeurs ou consenties par eux dans ce but n'auront pas le caractère de taxes spéciales sur la main-d'œuvre étrangère interdites par l'article 21 ci-après.

Lorsque le traitement médical à domicile, dans les hôpitaux ou dans les infirmeries, sera assuré par les soins et aux frais des employeurs, les travailleurs y auront droit et ce sans qu'il y ait lieu à aucun remboursement.

Les remboursements exigibles de l'État de domicile en vertu de l'article 15 ci-dessus deviendront sans objet lorsque lesdits

frais seront acquittés par l'employeur volontairement, ou en vertu d'une disposition du contrat du travail. Il en sera de même s'ils ont été acquittés par une Société de bienfaisance ou de toute autre façon.

Art. 17. — Les associations de bienfaisance, d'assistance ou d'aide sociale entre Italiens en France et entre Français en Italie et les Associations mixtes dans l'un et l'autre pays, constituées et fonctionnant conformément aux lois du pays, posséderont les droits et avantages qui sont assurés aux associations françaises ou italiennes de même nature.

Art. 18. — Les travailleurs et employeurs des deux pays pourront faire partie des Comités de conciliation et d'arbitrage dans les différends collectifs entre employeurs et salariés, dans lesquels ils seraient parties intéressées.

Lorsque les ouvriers italiens d'une exploitation minière auront désigné parmi leurs camarades de la même entreprise un mandataire pour exposer leurs demandes relatives aux conditions du travail, soit aux patrons, soit aux délégués mineurs, soit aux autorités chargées de la surveillance du travail, les autorités françaises susdites faciliteront l'exercice de la mission qui lui est confiée par ses camarades. Et de même pour les ouvriers mineurs français en Italie.

Art. 19. — Les ressortissants de chacune des deux parties contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de l'égalité de traitement avec les ressortissants du pays pour tout ce qui concerne l'application des lois réglementant les conditions du travail et assurant l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Cette égalité de traitement s'étendra aussi à toutes les dispositions qui pourront être promulguées à l'avenir en cette matière dans les deux pays.

Art. 20. — Le Comité composé des ressortissants français et italiens, prévu à l'article 9 de la Convention franco-italienne du 15 juin 1910 pour la protection des enfants et éventuellement des ouvriers adultes, étendra normalement son patronage aux ouvriers de tout âge, Italiens en France et Français en Italie, dans les régions où sont occupés, en nombre suffisamment important, des travailleurs de l'autre pays. Sa composition sera fixée dorénavant de la manière suivante : 1^o le Préfet, le Sous-Préfet ou un Conseiller de Préfecture ; 2^o le Maire de la commune ou l'un de ses adjoints ; 3^o l'Inspecteur du travail ou son suppléant ; 4^o le Consul ou son délégué ; 5^o le Président d'une Société de l'autre nationalité, de secours

mutuels, d'instruction, ou d'assistance et à défaut un ressortissant de l'autre pays résidant dans la région ; 6° un représentant des Syndicats patronaux et un des Syndicats ouvriers de la région ; 7° un ouvrier de chacune des deux nationalités.

Art. 21. — Aucun des deux États contractants n'imposera d'impôts ou de taxes spéciaux aux ressortissants de l'autre État en raison de leur travail sur son territoire.

La disposition qui précède ne porte pas préjudice aux stipulations de lois et règlements concernant les taxes générales relatives aux étrangers et notamment celles attachées à la délivrance des permis de séjour. Elle ne saurait être entendue comme exonérant les ressortissants d'un des États contractants résidant sur le territoire de l'autre État de tous impôts quelconques, présents et futurs, imposés aux ressortissants de l'État de résidence.

Art. 22. — L'égalité de traitement entre les ressortissants des deux pays en ce qui concerne l'admission aux écoles primaires publiques et l'institution des écoles privées étant déjà suffisamment établie en principe dans chacun des deux pays par les lois scolaires respectives, les deux Gouvernements se réservent de négocier une convention générale relative à l'enseignement et d'y inclure les mesures nécessaires pour faciliter l'instruction primaire et l'instruction professionnelle des travailleurs immigrés et de leurs familles.

Art. 23. — Une ou plusieurs conventions spéciales régleront, dans l'esprit qui a inspiré le présent traité, la situation des marins, pêcheurs et, en général, du personnel salarié de la pêche et de la marine marchande. Les négociations à cet effet commenceront au plus tard dans le cours de l'année qui suivra la ratification du présent traité.

Toutefois, il est d'ores et déjà convenu qu'un régime de retraites s'inspirant des conditions prévues à l'article 7 fera l'objet d'un des règlements à intervenir en vertu des dispositions de l'article 24.

Art. 24. — Les administrations compétentes des deux pays arrêteront d'un commun accord les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente convention, qui nécessitent la coopération de ces services administratifs. Elles détermineront également les cas et les conditions dans lesquelles les services correspondent directement.

Art. 25. — Le présent traité ne s'appliquant pas de plein droit aux colonies, possessions et pays de protectorat, les deux

Gouvernements s'engagent à entrer en négociations, autant que possible dans le cours de l'année qui suivra la ratification de ce traité, en vue de conclure, pour les colonies, possessions et pays de protectorat respectifs une ou plusieurs conventions spéciales qui régleront les matières visées dans le présent traité selon les principes et l'esprit qui l'ont inspiré.

Art. 26. — Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible. Il entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Il aura une durée d'un an, il sera renouvelé tacitement d'année en année sauf dénonciation. La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

Toutes les difficultés relatives à l'application du présent traité seront réglées par la voie diplomatique.

Au cas où il n'aurait pas été possible d'arriver par cette voie, à une solution, les dites difficultés seront soumises, même sur la demande d'une seule des parties, au jugement d'un ou plusieurs arbitres qui auront mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit du présent traité.

Un arrangement spécial réglera l'institution et le fonctionnement de l'arbitrage. Chaque partie pourra faire état, à titre d'information, de l'avis d'un des Bureaux ou organes internationaux compétents en la matière. Cet avis pourra aussi être demandé, au même titre, d'accord entre les arbitres.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 30 septembre 1919.

EDMONDO MOYOR DES PLANCHES,
GIUSEPPE de MICHELIS,
Camille BARRÈRE,
Arthur FONTAINE.

VII

DÉCLARATION DU 19 FÉVRIER 1920 INDIQUANT LES CONDITIONS D'APPLICATION DU TRAITÉ DU 30 SEPTEMBRE 1919 EN ALSACE ET EN LORRAINE

Le Gouvernement de la République Française, et le Gouvernement de S. M. le Roi d'Italie, ayant jugé utile de compléter le traité de travail signé à Rome le 30 septembre 1919, en ce qui concerne le régime des ouvriers italiens et leurs ayants

droit dans les territoires d'Alsace et de Lorraine réintégrés à la France, approuvent et s'engagent à exécuter l'acte dont copie est annexée à la présente déclaration et qui a été signé à Paris, le 16 février 1920, par M. Maurice HERBETTE, ministre plénipotentiaire, directeur des Affaires administratives et techniques au ministère des Affaires étrangères, et par M. de MICHELIS, commissaire général de l'émigration en Italie.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont dressé la présente déclaration qu'ils ont revêtue de leurs cachets.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 19 février 1920.

A. MILLERAND

VITTORIO SCIALOJA.

Eu égard à la législation spéciale en vigueur dans les territoires d'Alsace et de Lorraine réintégrés à la France, les conditions d'application du traité du 30 septembre 1919, notamment en ce qui concerne les institutions d'assurances contre les accidents du travail, la maladie, l'invalidité et la vieillesse feront l'objet d'arrangements spéciaux entre les deux pays.

Ces arrangements régleront les matières ci-dessus visées selon les principes et l'esprit qui ont inspiré ledit traité, et ils seront négociés dans les conditions prévues dans son article 8.

Il est, au surplus, entendu que le bénéfice du régime institué par l'accord italo-allemand du 31 juillet 1912-25 mars 1913 restera assuré aux ouvriers italiens et à leurs ayants droit, pour les droits nés depuis le 11 novembre 1918, jusqu'à la conclusion de ces arrangements.

Fait en double exemplaire, à Paris, le 16 février 1920.

Maurice HERBETTE

GIUSEPPE de MICHELIS.

VIII

ARRANGEMENT DU 22 MAI 1924 POUR L'APPLICATION DE L'ARTICLE 7 DU TRAITÉ DU 30 SEPTEMBRE 1919

En vertu des articles 7 et 24 du traité de travail entre la France et l'Italie, signé à Rome le 30 septembre 1919, un arrangement ayant été conclu entre les administrations compétentes

des deux pays pour l'exécution des stipulations dudit traité concernant le régime des retraites ouvrières et paysannes, les soussignés au nom de leurs gouvernements respectifs, dûment autorisés à cet effet, approuvent et s'engagent à exécuter l'arrangement qui a été signé à Rome le 22 mai 1924 par M. PICQUENARD, conseiller d'État, directeur général du travail au ministère du Travail, et M. de NAVAILLES, chef de bureau au ministère des Affaires étrangères, d'une part, et par M. de MICHELIS, ambassadeur, commissaire général de l'émigration, et M. MAROLLA, directeur général du travail au ministère de l'économie nationale, d'autre part.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 30 juin 1924.

Signé : BARRÈRE.

MUSSOLINI.

ARRANGEMENT
POUR L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 7 DU TRAITÉ
DE TRAVAIL FRANCO-ITALIEN
DU 30 SEPTEMBRE 1919.

En application des articles 7, 24 et 26 du traité de travail franco-italien du 30 septembre 1919 ;

Vu la loi française des retraites ouvrières et paysannes du 5 avril 1910, modifiée par les lois des 27 février 1912, 27 décembre 1912, 17 août 1915, 20 décembre 1918 et 26 octobre 1919 ;

Vu le décret législatif italien du 30 décembre 1923, concernant l'assurance obligatoire contre l'invalidité et la vieillesse ;

Les administrations compétentes française et italienne ont, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1. — L'échange des ratifications du traité ayant été opéré le 17 mai 1924, les avantages prévus dans son article 7 relatif au régime de retraite applicable aux assurés français et italiens (y compris les ouvriers mineurs) seront accordés à ceux d'entre eux qui rempliront, à partir de cette date, les diverses conditions exigées pour leur obtention, notamment en ce qui concerne l'âge, par l'une et l'autre des deux législations.

A cet effet, les périodes de versements effectués sur le territoire de l'un et l'autre pays, ainsi que les périodes légalement assimilées, écoulées avant la mise en vigueur du traité, entreront en compte pour la détermination des droits des intéressés.

A titre transitoire et exceptionnel, les ouvriers mineurs des deux pays, ayant, lors de la mise en vigueur du traité, leur résidence dans le pays où ils auront cessé le travail à la mine, pourront, s'ils justifient des conditions d'âge et de durée de services prévues à l'article 7 du traité, bénéficier des avantages visés audit article.

Pour bénéficier de ces avantages, les intéressés et leurs ayants droit devront adresser leurs demandes à l'administration compétente du pays où ils résident ou par son intermédiaire.

Art. 2. — Les assurés (y compris les ouvriers mineurs) de l'une et de l'autre nationalité qui ont opéré la totalité de leurs versements sur le territoire d'un seul des deux États bénéficieront uniquement et intégralement, ainsi que leurs ayants droit, de la législation des retraites en vigueur dans le pays où les versements ont été effectués. Dans ce cas, les charges financières résultant des avantages accordés par l'État incombent exclusivement à ce pays.

Art. 3. — Pour les assurés (y compris les ouvriers mineurs) ayant effectué alternativement leurs versements en France et en Italie, il est précisé que :

1^o D'une part, en ce qui concerne les pensions d'invalidité, le décret législatif italien accordant le bénéfice de la liquidation anticipée pour une invalidité permanente des deux tiers, alors que la législation française ne la prévoit que pour l'invalidité permanente et absolue, les assurés de l'une et de l'autre nationalité qui demanderont la liquidation anticipée de leur retraite en Italie, ne pourront obtenir le règlement de leurs droits correspondants aux périodes de versements qu'ils ont effectués en France, qu'à la condition de justifier, dans les conditions fixées à l'article 4 ci-après, du caractère absolu de leur incapacité de travail.

Si cette condition n'est pas remplie, les périodes pour lesquelles ils ont effectué des versements en France, pourront néanmoins en compte dans la détermination des droits à la pension d'invalidité qu'ils seront susceptibles d'obtenir en Italie, bien que l'État français ne participe pas à la constitution de cette pension. Dans ce cas, les versements figurant à leur compte d'assurance en France continueront à être capitalisés pour produire une rente dont il leur appartiendra de demander la liquidation, lorsqu'ils auront atteint l'âge normal de la retraite tel qu'il est fixé dans ce pays ;

2^o D'autre part, et réciproquement, en ce qui concerne les pensions de vieillesse, la législation française, permettant aux assurés de faire liquider leur retraite à partir de cinquante-cinq ans, alors que le décret législatif italien ne leur accorde ce droit qu'à soixante-cinq ans, sauf l'exception prévue dans son article 12, les assurés de l'une et de l'autre nationalité qui demanderont la liquidation de leur pension en France, avant l'âge fixé par la législation italienne, ne pourront obtenir, à cette époque, celle de la pension afférente à la période qu'ils ont passée en Italie. Dans ce cas, les avantages accordés par l'État français donneront lieu à une liquidation provisoire qui sera révisée lorsque l'administration italienne aura procédé, pour sa part, à la détermination de leurs droits.

Art. 4. — En ce qui concerne les assurés visés au paragraphe 4^{er} de l'article 3 ci-dessus, chacun des intéressés, pour obtenir la liquidation anticipée de la part de pension correspondant aux périodes de versements qu'il a effectués en France devra joindre à sa demande, adressée à l'autorité administrative italienne compétente :

1^o Une déclaration faisant connaître la cause et la nature des blessures ou infirmités dont il est atteint, les circonstances dans lesquelles sont survenues ces blessures ou infirmités, les noms et adresses des personnes pouvant, le cas échéant, témoigner de ces circonstances ; enfin, le nom et l'adresse de l'employeur chez lequel il travaillait en dernier lieu.

2^o Un certificat du médecin traitant, indiquant la nature et les conséquences des blessures ou des infirmités ;

3^o Une attestation signée par lui et portant que l'incapacité, dont il se prévaut, n'a fait l'objet d'aucune déclaration, ni enquête par application de la législation sur les accidents du travail, en vigueur dans l'un ou dans l'autre pays.

Si ces pièces ne sont pas produites par l'assuré, l'administration italienne qui reçoit la demande doit en exiger la production.

Récépissé de la demande et des pièces visées ci-dessus est remis au demandeur par cette administration qui commet un médecin à l'effet de visiter immédiatement l'intéressé. Ce médecin établit un certificat faisant connaître la nature et les conséquences des blessures ou des infirmités et attestant, s'il y a lieu, l'incapacité absolue et permanente de travail.

L'administration italienne transmet, dès réception du certificat, le dossier constitué comme il est dit ci-dessus, en y

joignant son avis personnel et motivé, au ministre du Travail de la République Française, qui fait procéder, par son administration, à l'instruction de l'affaire dans les formes en vigueur.

Art. 5. — En cas de demandes de liquidation de pension, pour se conformer aux principes fixés par l'alinéa *b* du paragraphe 3 de l'article 7 du traité, les administrations de chacun des deux pays procèdent d'abord à la liquidation théorique de la pension, afin de déterminer le montant de l'allocation ou de la bonification de l'État, qui serait due aux intéressés pour l'ensemble des périodes de versements ou des périodes assimilées effectués dans les deux pays.

Par périodes assimilées, on entend :

Au titre français

1^o Pour les hommes, la durée effective du service militaire obligatoire accompli dans l'armée active française, et le temps passé sous les drapeaux dans les armées françaises au cours de la guerre 1914-1918, qui, aux termes de la loi du 5 avril 1910 (art. 4, § 4, et 36, § 10) et des deux lois du 31 décembre 1915 comptent comme périodes d'assurance pour leur totalité ;

2^o Pour les femmes, chaque naissance d'enfant constatée par déclaration faite à l'officier d'état-civil, qui compte pour une année d'assurance dans les conditions prévues aux articles 4, § 4, et 36, § 10, de la loi du 5 avril 1910.

Au titre italien

Dans les conditions prévues aux articles 6 et 37 du décret du 30 décembre 1923 ;

1^o La durée du service militaire effectué soit à titre volontaire, soit à titre obligatoire, dans l'armée italienne ;

2^o Le temps de maladie, en Italie, jusqu'à concurrence d'une année au maximum.

Pour déterminer la part de l'allocation ou bonification à la charge de leur État, les administrations compétentes réduisent le montant de l'allocation théorique visée au § 1^{er} ci-dessus, dans la proportion du temps d'assurance écoulé sur leur

propre territoire évalué en tenant compte des indications qui précèdent.

Pour le calcul de l'allocation ou de la bonification de l'État prévue au § 4 dudit article 7 et pour l'application des dispositions du § 5 de ce même article, il ne sera pas tenu compte des variations du change, les deux monnaies étant considérées comme étant au pair l'une par rapport à l'autre.

Art. 6. — Pour l'établissement des droits des assurés visés à l'article 3 aux allocations et bonifications accordées par les deux États, soit en cas de retraite d'invalidité, soit en cas de retraite anticipée ou normale de vieillesse, l'administration du pays saisie de la demande fait connaître directement à l'administration correspondante de l'autre pays la durée des périodes de versements effectués par l'assuré, sur son territoire.

Elle lui demande, en même temps :

- 1° De lui fournir cette même indication en ce qui le concerne ;
- 2° De procéder, le cas échéant, à la liquidation des droits de l'assuré et à la répartition des charges entre les deux pays dans les conditions fixées par l'article 7 ci-après.

Une fois en possession de ces renseignements, l'administration du pays saisie de la demande procède, de son côté, dans les mêmes conditions, à la liquidation et à la répartition des charges. Elle adresse, le cas échéant, directement et sans délai à l'administration correspondante de l'autre pays, toutes observations qu'elle croirait utiles au sujet des renseignements qu'elle lui a transmis.

Art. 7. — Dès que l'accord est intervenu entre les deux administrations, chacune fait émettre un titre pour la part de pension (rente des versements et avantages de l'Etat) dont la charge lui incombe.

Le paiement des arrérages sera fait dans la monnaie du pays d'émission des titres.

Pour le paiement des pensions dues aux assurés résidant dans le pays autre que celui de l'émission du titre, les organismes intéressés, par analogie avec les dispositions contenues dans l'accord franco-italien du 9 juin 1906, concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail, et notamment dans ses articles 4, 6 et 7, procéderont de la façon suivante, à moins que les intéressés ne constituent un mandataire verbal pour percevoir, dans le pays d'émission du titre, les arrérages de leur pension.

Les caisses françaises auront la faculté de se libérer, soit

au moyen de mandats-poste internationaux adressés directement aux retraités, soit par l'intermédiaire de la Caisse Nationale Italienne des assurances sociales, qui, sur leur demande, devra procéder, à leurs lieu et place, au règlement des arrérages échus. Dans ce dernier cas, les caisses françaises rembourseront trimestriellement à la Caisse Nationale Italienne les sommes dont elles lui seront redevables.

Les organismes italiens se libéreront des sommes qu'ils doivent à des assurés résidant en France, par l'envoi aux ayants droit de mandats-poste internationaux.

Chacune des caisses des deux pays aura la faculté de se libérer de la part de rente dont la charge lui incombe, à l'exclusion, en ce qui concerne les caisses françaises, soit des allocations et bonifications de l'Etat, soit des majorations ou allocations de la caisse autonome des ouvriers mineurs, par le versement de la valeur en capital, fixée d'après le tarif en vigueur, à la caisse cédante au moment où le calcul est effectué ; ce versement sera employé à constituer dans la caisse cessionnaire de l'autre pays, la rente qui résultera du tarif en vigueur à cette caisse au moment de la réception des fonds.

Quel que soit le mode adopté, le prix des mandats émis pour l'envoi, soit individuel des arrérages à un assuré, soit collectif des sommes dues à la Caisse Nationale Italienne des assurances sociales, pourra être mis par les caisses intéressées à la charge des assurés.

Art. 8. — En cas de demandes d'allocations au décès présentées par les ayants droit d'assurés (y compris les ouvriers mineurs) ayant effectué leurs versements alternativement sur le territoire des deux pays, il y a lieu de préciser en raison des différences qui existent entre les législations italienne et française :

1^o Que pour ouvrir droit à l'allocation au décès au titre de la France, les assurés doivent avoir effectué des versements chaque année, soit en France, soit en Italie depuis leur entrée dans l'assurance, et que le montant total des versements effectués en France, doit atteindre les trois cinquièmes de versements réglementaires exigibles pour la période passée dans ce pays.

2^o Que dans le cas de veuve avec enfants mineurs de seize ans, l'Etat italien liquidera au profit de la veuve la portion d'allocation qui lui revient en la calculant, d'après le nombre des années de versements effectués par le *de cujus*, sur son territoire.

L'Etat français liquidera au profit des enfants la portion d'allocation qui leur revient, calculée de la même façon.

Si le total des deux allocations ainsi liquidées, calculé sur la base du change au pair, conformément au principe posé au dernier paragraphe de l'article 5 ci-dessus, dépasse la somme allouée par la législation du pays où résident les ayants droit, il y aura lieu, pour chaque Etat, à une réduction proportionnelle à la durée de la période d'assurance passée sur son territoire.

3° Que, dans le cas d'enfants mineurs de quinze ans, orphelins de père et mère, chaque Etat établira l'allocation qui leur est due, au prorata des années de versements effectués sur son propre territoire et il y aura lieu, le cas échéant, à la réduction proportionnelle prévue au paragraphe précédent.

4° Que dans le cas d'enfants orphelins de père et mère âgés de plus de quinze ans et de moins de seize, et dans le cas d'enfants mineurs de seize ans, orphelins de mère assurée, lorsqu'un assuré de nationalité italienne ayant son domicile en France viendra à décéder, ses enfants pourront obtenir, s'ils habitent en France, et bien que la législation de leur pays d'origine ne prévoit aucun avantage pour eux, le bénéfice de l'allocation au décès au titre de la France. Dans ce cas, la charge en incombera exclusivement à l'Etat français.

5° Que dans les autres cas, l'allocation de l'Etat prévue par l'une et l'autre des deux législations sera à la charge de chaque pays, au prorata des années de versements effectués par le *de cujus* sur son territoire. La charge incombant à chacun d'eux sera calculée dans les conditions prévues par l'article 5 ci-dessus, en ce qui concerne les pensions de vieillesse.

Art. 9. — Pour l'exécution des dispositions de l'article précédent, la procédure instituée par l'article 5 en ce qui concerne les pensions de vieillesse sera, le cas échéant, employée en vue de déterminer les droits des intéressés.

Quand l'accord sera établi entre les deux administrations, chacune d'elles fera connaître aux bénéficiaires le montant de la partie de l'allocation dont la charge lui incombe. Les arrérages mensuels dus par un Etat et payables dans l'autre pays seront envoyés aux ayants droit au moyen de mandats-poste internationaux dont les frais d'expédition seront à leur charge.

Ceux d'entre eux qui résident en Italie auront, en outre, la faculté de les percevoir par l'intermédiaire de la Caisse natio-

nale des assurances sociales, si cet organisme consent à se charger de ces paiements.

Art. 10. — Les administrations et organismes des deux pays intéressés à l'exécution du présent arrangement, savoir :

Pour l'Italie, le ministère de l'Economie nationale (pour les affaires concernant les Français assurés en Italie) et le commissaire royal de l'émigration (pour les affaires concernant les Italiens assurés en France) d'une part, et la caisse nationale des assurances sociales, d'autre part,

Pour la France, le ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, d'une part, la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse et les autres caisses d'assurances créées pour l'application de la loi du 5 avril 1940 modifiée, ainsi que la caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs, d'autre part,

Correspondent directement entre eux :

1^o Pour la transmission éventuelle des renseignements relatifs aux comptes d'assurance des assurés qui passeront d'un pays dans l'autre ;

2^o Pour l'établissement du montant des avantages de l'Etat à conférer aux assurés ou à leurs ayants droit ;

3^o Pour l'examen de toutes les réclamations que les intéressés présenteraient à ce sujet ;

4^o Pour le règlement de toutes difficultés que pourrait soulever l'application des présentes dispositions.

Les correspondances ainsi échangées entre les administrations et les caisses françaises et italiennes seront en principe rédigées en langue française.

Art. 11. — En cas de dénonciation du traité de travail, les stipulations visées par l'article 7 dudit traité et celles du présent arrangement resteront applicables à l'égard des assurés et des ayants cause dont les droits à la retraite ou à l'allocation seront nés avant la date à laquelle le traité susdit cessera d'être en vigueur.

En foi de quoi, les soussignés dûment autorisés à cet effet ont dressé le présent arrangement.

Fait en double, à Rome, le 22 mai 1924.

Signé : PICQUENARD,
NAVAILLES,
de MICHELIS,
MAROLLA..

IX

ARRANGEMENT DU 4 JUIN 1924
POUR L'EXÉCUTION DES ARTICLES 12 A 16 DU TRAITÉ
DE TRAVAIL DU 30 SEPTEMBRE 1919

En vertu des articles 16 et 24 du traité de travail entre la France et l'Italie, signé à Rome le 30 septembre 1919, un arrangement ayant été conclu entre les administrations compétentes des deux pays pour l'exécution des dispositions dudit traité concernant l'assistance, les soussignés, au nom de leurs gouvernements respectifs, dûment autorisés à cet effet, approuvent et s'engagent à exécuter l'arrangement qui a été signé à Rome, le 4 juin 1924, par M. Daeschner, ministre plénipotentiaire, directeur au ministère des Affaires Etrangères, et M. de Navailles, chef de bureau au ministère des Affaires Etrangères, d'une part et M. de Michelis, ambassadeur, commissaire général de l'émigration et M. Pironti, sénateur du royaume, directeur général de l'administration civile au ministère de l'Intérieur, d'autre part.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 30 juin 1924.

Signé : BARRÈRE,
MUSSOLINI.

ARRANGEMENT
POUR L'EXÉCUTION DES ARTICLES 12 A 16 DU
TRAITÉ DE TRAVAIL FRANCO-ITALIEN DU 30 SEP-
TEMBRE 1919.

En application des articles 12 à 16 du traité de travail entre la France et l'Italie, signé à Rome le 30 septembre 1919, les administrations compétentes française et italienne ont, d'un commun accord, arrêté les dispositions suivantes :

Art. 1. — L'avis prévu aux articles 15 et 16 du traité est adressé au consul, en France, par le préfet du département dans lequel l'assistance est procurée ; en Italie, par le préfet de la province.

Cet avis est donné sous la forme du bulletin n° 1 annexé au présent accord pour les assistés temporaires, et sous la forme du bulletin n° 2 pour les assistés permanents.

L'avis est remis au consul, qui délivre immédiatement un accusé de réception et la date de celui-ci fixe le délai prévu dans les articles 13, 15 et 16 du traité ; il peut aussi parvenir par envoi postal recommandé et, dans ce cas, la date qui fixe le délai est déterminée par les écritures postales : décharge du destinataire ou retour à l'expéditeur.

Le consul adresse aussitôt cet avis, pour l'Italie, au préfet de la province de lieu d'origine de l'assisté, et, pour la France, au fonctionnaire de l'administration centrale chargé de le recueillir ; ces fonctionnaires donnent à l'affaire la suite qu'elle comporte ; ils provoquent, notamment, dans les délais voulus, les décisions de leur gouvernement.

Art. 2. — Au cas où une personne ayant fait l'objet du bulletin n° 1 ou du bulletin n° 2 cessera d'être assistée, avis en sera donné au consul par le préfet, sous la forme du bulletin n° 3 annexé au présent accord.

Art. 3. — Dix jours au moins avant l'expiration du délai prévu par le traité, le préfet adresse, de la même manière, au consul, sous la forme du bulletin n° 4, annexé au présent accord, l'avis que l'assisté sera transportable à l'expiration du délai.

Art. 4. — Par la même voie, mais en sens inverse et suivant la même procédure, le gouvernement du pays d'origine fait connaître, dix jours au moins avant l'expiration du délai, s'il entend procéder au rapatriement ou non.

A défaut de réponse, les remboursements seront de plein droit exigibles à partir du moment où, l'assisté étant transportable, les délais seront expirés.

Si l'autorisation de rapatriement intervient après l'expiration du délai prévu par le traité et si, à ce moment, l'assisté n'est plus transportable, alors qu'il l'aurait été au moment de l'expiration du délai, l'Etat d'origine remboursera à l'Etat de résidence les frais d'assistance dès l'expiration du délai jusqu'au moment où le transport sera redevenu possible, ou jusqu'à la cessation de la mesure d'assistance.

Dans tous les cas, les frais de rapatriement jusqu'au lieu de

remise et les frais de l'assistance, durant le transport, comme aussi, le cas échéant, les frais funéraires, sont à la charge de l'Etat de résidence.

Le pays d'origine aura la faculté de ne pas procéder au rapatriement à l'expiration du délai prévu par le traité, si les frais d'hospitalisation ou d'assistance sont acquittés par une société de bienfaisance ou de toute autre façon, conformément à l'article 16 (dernier paragraphe) du traité.

Art. 5. — Les lieux de remise sont Modane et Vintimille.

Ces lieux de remise pourront être modifiés du consentement des deux administrations.

Le préfet notifiera au consul, suivant la procédure définie à l'article 1, le jour et l'heure de la remise par un avis qui devra parvenir à destination au moins dix jours à l'avance.

Art. 6. — Le point de départ du délai de quinze ou cinq ans prévu par l'article 14 du traité est établi de la manière suivante :

En Italie font foi, jusqu'à preuve du contraire, le récépissé de la déclaration de séjour d'étranger ou les extraits conformes ; peuvent aussi être admises d'autres preuves résultant d'une enquête administrative.

En France font foi, jusqu'à preuve du contraire, la carte d'identité d'étranger, la carte d'identité de travailleur et l'inscription au registre d'immatriculation ou un extrait conforme ; peuvent aussi être admises d'autres preuves résultant d'une enquête administrative.

La continuité de la résidence est déterminée, sauf preuve contraire : *a)* pour l'Italie, par les registres de la population et les modes de preuves prévus à l'alinéa 2 du présent article ; *b)* pour la France, par les preuves en usage pour justifier les changements de résidence en matière de domicile de secours, notamment par des contrats de travail.

Le consul pourra communiquer au préfet les renseignements qu'il jugera propres à faciliter les enquêtes et à établir les preuves visées par le présent article.

Art. 7. — Pour établir les titres à l'assistance, les autorités de l'Etat de résidence pourront s'adresser directement aux autorités de l'Etat d'origine, afin d'obtenir les renseignements nécessaires qui seront fournis dans les conditions et sous la forme en usage dans chaque pays.

Les administrations centrales compétentes pourront correspondre directement entre elles pour l'application des mesures du présent accord. Ces administrations se communiqueront

mutuellement les instructions générales données dans leurs pays respectifs pour l'exécution du présent accord.

Les avis prévus par le présent arrangement et les correspondances échangées entre les administrations des deux pays seront rédigés dans la langue de l'envoyeur.

Art. 8. — Dans le cas où la personne qui reçoit l'assistance ou d'autres personnes obligées légalement à la lui fournir sont en état d'y subvenir, en tout ou en partie, le remboursement pourra leur être réclamé.

Les deux gouvernements s'engagent à se prêter réciproquement leurs bons offices dans les limites de leurs législations respectives à l'effet de faciliter le remboursement de ces frais à qui en a fait l'avance.

Art. 9. — Lorsqu'il y a lieu à remboursement, on prend pour base de calcul les tarifs officiels en vigueur dans l'Etat de résidence pour ses services publics d'assistance ; à défaut, les tarifs en usage dans la pratique administrative.

En cas de secours en argent, le montant des sommes délivrées est remboursé en monnaie du pays de résidence.

En cas de secours en nature, le remboursement est calculé d'après le prix de revient effectif de l'assistance procurée.

Art. 10. — Dès que l'assistance d'une personne à la charge de l'Etat d'origine aura cessé, le préfet le fera connaître au consul selon la procédure de l'article 1, sous la forme du bulletin n° 5 annexé au présent accord et qui contient notamment le compte des frais restant dus.

Art. 11. — Le compte général des frais, clôturé chaque année au 31 décembre, est envoyé par chacun des deux gouvernements à l'autre par la voie diplomatique dans le courant du mois de février.

En mars, il sera procédé au règlement définitif des comptes et à la compensation jusqu'à concurrence des sommes réciproquement dues.

Fait à Rome, en double exemplaire, le 4 juin 1924.

Signé : DAESCHNER,
NAVAILLES,
de MICHELIS,
PIBONTI.

ARRANGEMENT

POUR L'EXÉCUTION DES ARTICLES 12 A 16 DU
TRAITÉ DE TRAVAIL FRANCO-ITALIEN RELATIFS
A L'ASSISTANCE.

Bulletin n° 1 (Assistés temporaires).

Art. 16 du traité. — Les avis prévus par l'article 15, donnés par l'Etat de résidence, devront parvenir aux autorités de l'Etat d'origine dans les dix premiers jours du délai prévu par les articles 13 et 15 du traité, faute de quoi ce délai sera prolongé de la durée du retard.

Renseignements concernant le nommé (1)
demeurant à, assisté à domicile
(indiquer le montant du secours)
ou admis le, à l'hôpital, infirmerie, hospice,
asile, etc.
pour cause de (2)
au prix de (prix de journée
d'entretien

1° Lieu et date de naissance de l'assisté (3).

2° Lieu et date de naissance de ses père et mère.

3° L'assisté est-il célibataire, marié, veuf ou divorcé ?

4° Lieu et date de mariage de l'assisté et, éventuellement, du divorce.

5° Nom et prénom du conjoint.

6° Lieu et date de naissance du conjoint.

7° Pièce établissant la nationalité de l'assisté (4).

8° A. — Renseignements sur la situation de fortune de l'intéressé et des personnes tenues vis-à-vis de lui de la dette alimentaire ; le cas échéant, déclaration écrite de ces personnes concernant l'aide qu'elles peuvent et veulent fournir à l'assisté.

(1) Nom et prénoms.

(2) Joindre un certificat médical (indiquant la maladie aiguë ou chronique).

(3) Si l'assisté est né en France (ou en Italie), indiquer s'il revendique la nationalité italienne (ou française) et à quelle date ?

(4) L'avis sera accompagné de la copie certifiée conforme d'un document permettant de déterminer la nationalité de l'assisté (passeport, acte d'origine, acte d'immatriculation, etc... ou à défaut, de tous autres renseignements propres à établir la nationalité).

B. — Le traitement médical à domicile, dans les hôpitaux ou dans les infirmeries n'est-il pas assuré par les soins et aux frais des employeurs ?

9° Résidences successives (1).

A. — En France (en Italie) (résidences successives et durée de celles-ci).

B. — En Italie (en France) indiquer les dates d'arrivée et de départ dans chaque localité.

10° Situation de famille de l'assisté (2).

11° L'assisté jouit-il d'un secours ou d'une aide d'une association de bienfaisance ; dans quelle mesure ?

12° Quelles sont les allocations familiales dont jouit l'assisté ?

A..... le.....

Le Préfet,

(signature)

ARRANGEMENT

POUR L'EXÉCUTION DES ARTICLES 12 A 16 DU TRAITÉ DE TRAVAIL FRANCO-ITALIEN RELATIFS A L'ASSISTANCE.

Bulletin n° 2 (Assistés permanents).

Art. 15 du traité. — Les avis prévus par l'article 15 devront parvenir aux autorités de l'Etat d'origine dans les dix premiers jours du délai prévu par les articles 13 et 15 du traité, faute de quoi ce délai sera prolongé de la durée du retard.

Renseignements concernant le nommé (3)
demeurant à assisté à domicile
(indiquer le montant du secours) ou admis
à l'hôpital, hospice, infirmerie, etc en
qualité de vieillard, d'infirmes (4), d'incurable (5), d'aliéné,
d'enfant trouvé ou abandonné, au prix de
à partir du

(1) Art. 14 du traité.

(2) Dans l'application de chacun des cas, les gouvernements intéressés auront égard non seulement à l'intérêt d'une bonne administration, mais à l'intérêt humanitaire, notamment à la situation de famille de l'assisté; autant que possible, la femme ne sera pas séparée de son mari ni l'enfant de ses parents et réciproquement.

(3) Nom et prénoms.

(4-5) Joindre un certificat médical.

- 1^o Lieu et date de naissance de l'assisté (1).
- 2^o Lieu et date de naissance de ses père et mère.
- 3^o L'assisté est-il célibataire, marié, veuf ou divorcé ?
- 4^o Lieu et date du mariage de l'assisté et éventuellement du divorcé ?
- 5^o Nom et prénoms du conjoint.
- 6^o Lieu et date de naissance du conjoint.
- 7^o Pièces établissant la nationalité de l'assisté (2).
- 8^o Renseignements sur la situation de fortune de l'assisté et des personnes tenues vis-à-vis de lui, de la dette alimentaire ; le cas échéant, déclaration écrite de ces personnes concernant l'aide qu'elles peuvent et veulent fournir à l'assisté.
- 9^o Résidences successives (3) :
 - a) En France (ou en Italie),
 - b) En Italie (ou en France).
 Indiquer les dates d'arrivée et de départ dans chaque localité.
- 10^o Situation de famille de l'assisté (4).
- 11^o L'assisté jouit-il d'un secours ou d'une aide, d'une association de bienfaisance ? Dans quelle mesure ?
- 12^o Quelles sont les allocations familiales dont jouit l'assisté ?
- 13^o Renseignements spéciaux :
 - A. — Pour les infirmes et les incurables :
 - a) l'invalidité est-elle consécutive à une maladie professionnelle ?
 - b) le traitement médical à domicile, dans les hôpitaux ou dans les infirmeries, n'est-il pas assuré par les soins et aux frais des employeurs ?
 - B. — Pour les aliénés :
 N'a-t-il pas cinq ans de résidence continue (en France ou en Italie) ?
 - C. — Pour les enfants trouvés ou abandonnés ou assimilés

(1) Si l'assisté est né en France (ou en Italie) indiquer s'il a revendiqué la nationalité italienne (ou française) et à quelle date.

(2) L'avis sera accompagné de la copie certifiée conforme d'un document permettant de déterminer la nationalité de l'assisté (passeport, acte d'origine, acte d'immatriculation, etc.), ou, à défaut, de tous autres renseignements propres à établir la nationalité.

(3) Art. 14 du traité.

(4) Dans l'application de chacun des cas le gouvernement intéressé aura égard, non seulement à l'intérêt d'une bonne administration, mais à l'intérêt humanitaire, notamment à la situation de famille de l'assisté ; autant que possible, la femme ne sera pas séparée de son mari, ni l'enfant de ses parents et réciproquement.

à ces catégories, mineurs de seize ans, indiquer les résidences successives :

- a) pour les enfants trouvés, de la personne qui en a la garde ;
- b) pour les enfants abandonnés du père, de la mère, du tuteur de l'enfant ou de la personne qui en a la garde ;
- c) pour les enfants assimilés à ces catégories, du père, de la mère, du tuteur ou de la personne qui en a la garde.

A....., le.....

Le Préfet,
(signature)

ARRANGEMENT

POUR L'EXÉCUTION DES ARTICLES 12 A 16 DU TRAITÉ DE TRAVAIL FRANCO-ITALIEN RELATIFS A L'ASSISTANCE.

Bulletin n° 3 (Cessation d'assistance aux frais de l'Etat de résidence).

Le nommé, assisté, qui a fait l'objet du bulletin (n° 1 ou n° 2) en date du.....a cessé d'être assisté, le.....

A....., le.....

Le Préfet,
(signature)

ARRANGEMENT

POUR L'EXÉCUTION DES ARTICLES 12 A 16 DU TRAITÉ DE TRAVAIL FRANCO-ITALIEN RELATIFS A L'ASSISTANCE.

Bulletin n° 4 (Assistés transportables).

(A faire parvenir à l'Etat d'origine au moins 10 jours avant l'expiration du délai prévu par les articles 13 et 15 du traité).

Concernant le nommé..... assisté, qui a fait l'objet du bulletin (n° 1 ou n° 2) en date du.....

1° L'assisté sera-t-il transportable à la date de l'expiration du délai (indiquer, éventuellement, le personnel nécessaire pour accompagner le rapatrié).

2° Indiquer jour, heure, lieu de la remise.

A....., le.....

Le Préfet,

(signature)

ARRANGEMENT

*POUR L'EXÉCUTION DES ARTICLES 12 A 16 DU
TRAITÉ DE TRAVAIL FRANCO-ITALIEN RELATIFS
A L'ASSISTANCE.*

Bulletin n° 5 (Cessation d'assistance aux frais de l'Etat d'origine).

Le nommé..... assisté, qui a fait l'objet du bulletin (n° 1 ou n° 2) en date du..... a cessé d'être assisté le

Motifs de la cessation d'assistance.

Guérison

Décès

Autres causes.....

Décompte des frais.....

A....., le.....

Le Préfet,

(signature)

ANNEXE V

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA CONFÉRENCE DE ROME

I

TRANSPORT DES ÉMIGRANTS HYGIÈNE ET SERVICES SANITAIRES

— 1 —

Notions d'hygiène aux émigrants avant le départ

La Conférence émet le vœu :
que, dans les pays d'émigration, des notions soient données sous une forme populaire aux émigrants avant leur départ, sur la propreté et sur l'hygiène personnelle et collective, sur l'entretien des maisons d'habitation, sur l'emploi rationnel de l'eau potable, sur les moyens de se défendre et de lutter contre les maladies infectieuses ou contagieuses auxquelles les émigrants peuvent être sujets, sur les mesures à prendre d'urgence dans les cas d'accidents du travail et autres, afin que les travailleurs émigrants arrivent à l'étranger pourvus de notions suffisantes d'hygiène et de prophylaxie sanitaire.

— 2 —

Contrôle sanitaire des émigrants avant le départ

La Conférence,
reconnaissant l'intérêt qu'il y aurait à réduire, dans la mesure du possible, le nombre des visites sanitaires auxquelles sont soumis les émigrants ;

émet le vœu :

C. Woog

que les différents Etats, qui sont en situation de le faire dans les limites de leurs lois et règlements, prennent des mesures tendant à instituer des examens sanitaires avant le départ assez approfondis pour que soient réduites au minimum les possibilités de refoulement pour des raisons sanitaires, au port de débarquement.

— 3 —

Validité des certificats de vaccination

La Conférence,
étant donnée l'opportunité d'éviter à l'émigrant déjà vacciné contre la variole dans le pays de provenance la dépense et le désagrément d'une revaccination à la frontière terrestre du pays dans lequel il se rend, ou dans lequel il retourne ;

émet le vœu :

que, au moyen d'accords entre les administrations compétentes des pays intéressés, soit adopté le principe de reconnaître pleine efficacité au certificat officiel de vaccination anti-variolique délivré par les autorités compétentes du pays de provenance, dans les délais à fixer par ces accords et dans des conditions offrant toutes les garanties scientifiques désirables, en vue de dispenser les personnes munies de ces certificats de l'obligation d'une revaccination à la frontière du pays où ils se rendent, ou dans lequel ils retournent.

— 4 —

Organisation sanitaire des bateaux destinés au transport des émigrants

La Conférence,
reconnaissant qu'il serait désirable d'établir les conditions minima nécessaires concernant les aménagements sanitaires des navires qui transportent des émigrants ;

émet le vœu :

que la législation nationale de chaque pays prévoie des conditions minima de cette nature et que ces conditions minima soient aussi uniformes que peuvent le permettre les conditions différentes de transport ;

et recommande :

que les différents pays se concertent, autant que possible, entre eux pour reconnaître réciproquement les certificats délivrés par les autorités compétentes sur la base sus-indiquée.

— 5 —

Organisation hygiénique et sanitaire des ports.

Maisons des émigrants

La Conférence,
reconnaissant la nécessité d'une organisation hygiénique et sanitaire des principaux ports d'embarquement des émigrants ;
émet le vœu :

qu'en vue d'atteindre ce but les ports remplissent certaines conditions essentielles et possèdent :

a) un service de surveillance médicale éclairé et responsable, ainsi que le matériel sanitaire et prophylactique nécessaire ;

b) une maison ou établissement aménagé ou surveillé par l'Etat où les émigrants puissent subir les formalités sanitaires, être logés temporairement et être soumis à toutes les visites médicales nécessaires ainsi qu'à l'examen de leurs boissons et de leurs aliments ;

c) un local situé dans le port, où seront effectuées les opérations définitives d'embarquement, les visites sanitaires, etc.

— 6 —

Conditions minima des bateaux

destinés aux transports transocéaniques des émigrants

La Conférence,
reconnaissant la nécessité d'établir les conditions minima que devraient posséder les bateaux destinés aux transports transocéaniques des émigrants ;

recommande aux Gouvernements de fixer ces conditions et d'envisager notamment les points suivants :

a) conditions techniques,

b) mesures de sécurité,

c) aménagements autres que ceux d'ordre sanitaire, réservés aux émigrants.

Elle émet le vœu :

que les législations des différents pays prescrivent des condi-

tions minima de cette nature et que ces conditions soient aussi uniformes que peuvent le permettre les conditions différentes du transport ;

que les différents Etats, au moyen d'accords à passer entre eux, reconnaissent, autant que possible, l'équivalence des certificats délivrés aux navires.

— 7 —

*Inspection des émigrants de différentes nationalités
voyageant sur le même bateau*

La Conférence émet le vœu :

1° que, lorsque l'Etat du pavillon exerce un contrôle suffisant par l'intermédiaire de ses fonctionnaires, il ne doive pas être nécessaire qu'un autre Etat, dont les ressortissants sont transportés comme émigrants, ait à bord un inspecteur chargé de veiller au bien-être de ses émigrants ;

2° qu'un Etat puisse se réserver le droit de conclure, avec une compagnie de navigation étrangère qui transporte sur un bateau ses ressortissants au titre d'émigrants, un accord relatif à l'admission à bord, dans des conditions fixées, d'un représentant chargé de lui soumettre un rapport sur les conditions de transport des émigrants susdits ; toutefois, ces représentants ne devront empiéter en aucune manière sur l'autorité du capitaine ni sur celle que la loi du pavillon reconnaît au fonctionnaire du Gouvernement, délégué par le pays auquel appartient le bateau, et ne pourront pas intervenir dans les questions concernant le fonctionnement du navire.

— 8 —

Egalité de traitement des émigrants voyageant sur un même bateau

La Conférence,
considérant que lorsque des émigrants de nationalités diverses prennent passage à bord d'un même navire, il arrive qu'un traitement différent leur soit appliqué par suite de la divergence des législations de leurs pays respectifs ; que parfois certains d'entre eux se trouvent dans une situation privilégiée par rapport aux autres émigrants transportés sur le même navire, bien que voyageant avec un billet de prix égal ou équivalent ;

considérant que ce fait provoque un état de malaise et donne lieu à des réclamations ;

émet le vœu :

que soit établi le principe de l'égalité de traitement de tous les émigrants voyageant à bord d'un même navire et payant le même prix de passage pour la même destination. Il devra néanmoins être tenu compte des usages de chaque pays quant à l'alimentation.

— 9 —

*Assistance spéciale à bord pour les femmes et
les enfants émigrants*

La Conférence,

considérant la nécessité de donner aux femmes et aux enfants émigrants, durant les traversées transocéaniques, une assistance spéciale, exercée par une personne offrant des garanties morales, apte à se faire comprendre dans la langue des émigrants et ayant reçu une préparation sanitaire suffisante ;

émet le vœu :

que la présence d'une femme, répondant aux desiderata qui viennent d'être exprimés, soit obligatoire à bord de tout navire appelé à faire un service d'émigration comportant le transport d'un certain nombre de femmes et d'enfants.

— 10 —

Cabines spéciales pour femmes et jeunes filles

La Conférence,

considérant qu'il est désirable d'améliorer les conditions hygiéniques et morales dans lesquelles se trouvent placées à bord des navires les femmes et les jeunes filles voyageant seules en qualité d'émigrantes ;

émet le vœu :

que sur tout navire affecté aux voyages transocéaniques, muni de cabines équipées pour le transport des émigrants, un certain nombre de ces locaux soient réservés aux femmes et aux jeunes filles voyageant seules, sans les obliger à acquitter un supplément de prix de passage sur le tarif des émigrants logés en dortoirs.

— 11 —

*Mesures destinées à permettre aux émigrants
d'exposer leurs réclamations en cours de voyage*

La Conférence,
considérant l'effort général fait en vue : 1^o d'aboutir, partout où il est possible et dans l'intérêt de tous, à une réglementation unique en matière d'émigration ; 2^o d'éviter, pendant la traversée, toute erreur dans l'application des clauses du contrat de transport, susceptible de porter un préjudice certain aux émigrants ;

émet le vœu :

que les émigrants puissent exposer les réclamations qu'ils ont à faire, en ce qui concerne leur voyage, aux autorités du pays d'immigration lesquelles, à leur tour, les communiqueront, dans chaque cas, aux consuls des pays intéressés à toutes fins utiles. En cas de présence à bord d'un représentant officiel ce sera lui qui sera chargé de transmettre les réclamations de cette nature.

— 12 —

*Renseignements relatifs aux enfants émigrants
en cours de voyage transocéanique*

La Conférence,
considérant le nombre croissant des enfants en bas âge qui voyagent en qualité de passagers émigrants ;

émet le vœu :

que les gouvernements des diverses nations maritimes s'entendent pour recueillir, centraliser et échanger les constatations faites, durant les voyages transocéaniques, par les médecins des navires, sur l'état de santé des enfants émigrants depuis le moment de leur embarquement jusqu'au moment de leur débarquement, et sur les méthodes d'alimentation au cours des traversées.

Protection des émigrants en transit

La Conférence,
considérant qu'il est hautement désirable d'assurer, sur le territoire d'un État tiers, le bien-être et la sécurité des émigrants voyageant en transit ;

émet le vœu :

que les différents États prescrivent que, dans les gares où les émigrants doivent interrompre leur trajet ou changer de train, des représentants, soit de l'autorité, soit des agences de voyage ou des entreprises de transport, reçoivent les émigrants et leurs bagages et les accompagnent au train à destination du port d'embarquement.

*Facilités pour le transport des émigrants
par chemin de fer*

La Conférence,
considérant qu'il est désirable de voir adopter, dans l'intérêt réciproque des États d'émigration et d'immigration, ainsi que dans l'intérêt des passagers émigrants et immigrants, des dispositions internationales de nature à faciliter, dans la plus large mesure, le transport des émigrants et des immigrants par chemin de fer ;

émet le vœu :

que des accords soient conclus entre les États d'émigration et les États d'immigration, comportant :

1° L'égalité absolue de traitement en matière de tarification et de conditions accessoires entre les émigrants nationaux et les émigrants étrangers, compte tenu de toutes primes ou ristournes dont bénéficient sur les chemins de fer les émigrants nationaux ;

2° L'institution de wagons directs de 3^e classe répondant aux nécessités de chauffage, d'éclairage artificiel, de ventilation et d'hygiène ;

3° La création de billets directs internationaux à parcours et à tarif soudés établis aux tarifs les plus favorables. Les émigrants et immigrants isolés pourront bénéficier des avantages accordés aux émigrants et immigrants voyageant en groupe ;

4° L'organisation d'horaires accélérés limitant autant que possible la durée des arrêts en cours de route et principalement aux stations frontières ;

5° L'organisation, dans les gares principales, de services comportant la possibilité pour les émigrants de se ravitailler en eau potable et en vivres et permettant d'obtenir, en cas de nécessité, des soins médicaux ;

6° Le transport gratuit des outils professionnels manuels.

Les facilités accordées aux passagers émigrants et immigrants devront être appliquées aux passagers de même catégorie qui rejoignent leur patrie.

— 15 —

Assurance des émigrants contre les risques du voyage

La Conférence,

considérant qu'il est nécessaire que chaque émigrant soit garanti contre les risques de mort, pour le bénéfice de ses ayants droit, ou contre les risques d'invalidité, depuis le moment où il commence son voyage jusqu'à ce qu'il arrive à la destination indiquée sur son billet de passage ;

émet le vœu :

que les Gouvernements prennent en considération l'opportunité d'instituer, s'ils ne l'ont déjà fait, un système garantissant les risques de mort ou d'invalidité au cours du transport et assurant le règlement rapide des indemnités.

— 16 —

Code sanitaire international de l'émigration et de l'immigration

La Conférence,

considérant l'utilité d'un recueil méthodique des dispositions en vigueur dans les différents pays, afférentes au régime sanitaire applicable au départ des émigrants et à l'arrivée des immigrants ;

émet le vœu :

a) Que les différents pays se mettent d'accord pour publier, d'après une méthode autant que possible uniforme, un recueil des dispositions sanitaires relatives à l'émigration et à l'immigration en vigueur dans chacun d'eux ;

b) Que, sur l'ensemble de ces recueils et sur la base des textes législatifs et réglementaires qui y seront contenus, on

procède à des études tendant à l'établissement d'un code sanitaire international de l'émigration et de l'immigration, dans lequel seront coordonnés, d'après des principes généraux uniformes, les lois et règlements sanitaires applicables au déplacement des travailleurs et de leurs familles qui se rendent d'un pays dans un autre.

II

ASSISTANCE AUX ÉMIGRANTS AVANT LE DÉPART, DANS LES PORTS D'EMBARQUEMENT ; AUX IMMIGRANTS DANS LES PORTS DE DÉBARQUEMENT ET AUX ÉMIGRÉS. — DÉVELOPPEMENT DE LA COOPÉRATION, DE LA PRÉVOYANCE ET DE LA MUTUALITÉ ENTRE LES IMMIGRANTS.

— 1 —

Asiles à la frontière pour les familles des émigrants

La Conférence, considérant que les émigrants et leurs familles sont très souvent obligés d'effectuer un séjour forcé à la frontière, dans des conditions très pénibles et très incommodes ;

émet le vœu :

qu'aux gares où le mouvement migratoire est intense soient installés par les Gouvernements intéressés et à leur avantage réciproque, des asiles-frontière destinés à loger les émigrants et leurs familles.

— 2 —

Surveillance à exercer par les Gouvernements sur les conditions de logement des émigrants

La Conférence, considérant que le maintien de conditions hygiéniques satisfaisantes pour les émigrants répond à un intérêt d'ordre général, au point de vue notamment de la protection et de la sauvegarde de l'hygiène publique ;

considérant qu'il est opportun aussi de protéger les émigrants et les immigrants dans leurs rapports avec les propriétaires ou gérants d'hôtelleries ;

émet le vœu :

qu'on prévoie, dans la législation des différents pays, une surveillance continuelle des logements destinés aux émigrants et aux immigrants, opérée strictement par l'État ou par l'intermédiaire d'institutions publiques d'assistance ;

que, dans les pays à forme fédérative, le Gouvernement fédéral ou central recommande aux autorités compétentes de vouloir bien adopter une législation conforme aux principes ci-dessus.

— 3 —

Mesures à prendre en vue d'assurer aux émigrants la nourriture et le logement à leur arrivée dans les ports d'embarquement et de débarquement.

La Conférence,

considérant qu'il est particulièrement désirable d'améliorer les conditions de bien-être et de sécurité des émigrants arrivant au port d'embarquement ou de débarquement ;

émet le vœu :

que les autorités des pays où s'embarquent les émigrants transportés par les agences de voyage, veillent à ce que ceux-ci soient reçus dans les gares terminus par des agents de l'État, ou, à défaut, par des représentants des compagnies de navigation ; qu'ils soient, sur leur demande, et contre versement d'une indemnité appropriée, nourris et logés jusqu'à leur départ et accompagnés jusqu'à l'embarquement ;

que les autorités des ports d'embarquement et de débarquement désignent aux émigrants des hôtels où ils seront traités convenablement et à un prix raisonnable, et attirent leur attention sur les institutions de bienfaisance et sur les bureaux de placement sérieux des ports de débarquement.

— 4 —

Assistance spéciale aux femmes et aux enfants

La Conférence,

en vue de protéger les femmes et les enfants d'émigrants contre

le danger d'être abandonnés sans ressources, au cours de leur voyage, et de devenir ainsi une proie facile pour les trafiquants ;
émet le vœu :

1^o Que les Gouvernements fassent examiner, au lieu de départ de chaque émigrant, quelles sont ses possibilités d'admission dans le pays de destination ;

2^o Que les dispositions en vigueur relatives au transport et à l'admission des émigrants n'amènent pas la séparation des membres d'une même famille ;

3^o Que les Sociétés autorisées de protection des émigrants et les Sociétés de protection des femmes et des enfants, qui s'occupent d'émigration, obtiennent des facilités pour se rendre à bord des navires d'émigrants, au départ et à l'arrivée, et pour pénétrer dans les camps et refuges réservés aux émigrants ;

4^o Que des femmes qualifiées soient spécialement chargées de veiller aux intérêts des femmes et des enfants sur tous les navires d'émigrants ;

5^o Que les Compagnies de navigation autorisent l'affichage et la distribution, à bord, de notices et d'avis publiés par les Sociétés de protection sus-mentionnées, contenant des renseignements utiles pour les émigrants, femmes et enfants ;

6^o Que les mesures édictées en vue de protéger les émigrants contre la traite soient prises de manière à ne pas porter atteinte à la liberté personnelle des femmes majeures. Les dispositions légales prises à l'égard de celles-ci ne doivent pas être différentes de celles prises pour tous les émigrants, quel que soit leur sexe.

— 5 —

*Protection des émigrants avant le départ
dans les ports d'embarquement, à la frontière et à l'arrivée*

La Conférence,
émet le vœu :

a) Que toute propagande concernant l'émigration, non autorisée par l'État, soit interdite, et que soient organisés des services publics d'informations gratuites pour les travailleurs se disposant à émigrer ;

b) Que l'activité des personnes qui offrent leurs services aux émigrants et aux immigrants, de quelque façon ou à quelque

moment que ce soit, au départ comme à l'arrivée, soit contrôlée et réglementée par les États intéressés ;

c) Qu'on protège les émigrants et les immigrants contre l'exploitation, en éloignant d'eux, autant que possible, tous les intermédiaires offrant leurs services ;

d) Que tous les services de transport des émigrants ou immigrants et de leurs bagages dans les ports d'embarquement ou de débarquement, ainsi que le change des monnaies, soient effectués par le transporteur lui-même ; que, s'il n'en est pas ainsi, un contrôle de l'État soit exercé sur les intermédiaires et que, au cas de perceptions et de rémunérations exagérées, ou d'application d'un tarif de change excessif, ceux-ci soient condamnés au remboursement des sommes perçues en excédent, sans préjudice des sanctions pénales.

— 6 —

*Entretien des familles restées dans le pays d'émigration,
par les ouvriers travaillant dans le pays d'immigration*

La Conférence,
considérant que, souvent, les émigrants se rendant à l'étranger pour y travailler, laissent leur famille dans leur pays d'origine et se refusent à subvenir aux frais de leur entretien ;

émet le vœu :

que soit facilitée dans les pays d'immigration la procédure permettant de faire allouer une pension alimentaire aux familles des émigrants restées dans leur pays d'origine ;

que soient éventuellement réglées, par des accords internationaux, les conditions, les modalités et la procédure de prélèvements obligatoires sur les salaires destinés à constituer cette pension alimentaire, et au cas où les mandats-poste internationaux n'existeraient pas entre les pays intéressés, que soit précisée, dans les mêmes accords, la manière de faire parvenir ces prélèvements aux familles restées dans le pays d'origine.

— 7 —

Coopération, mutualité et prévoyance

La Conférence,
considérant l'intérêt qu'il y a à développer chez les travailleurs étrangers la solidarité avec les ressortissants des pays où ils

se trouvent, ainsi que l'esprit de solidarité entre eux en matière de mutualité et de prévoyance ;

émet le vœu :

1^o Que les pays d'immigration favorisent l'adhésion des ressortissants étrangers aux sociétés de secours mutuels ou d'assistance constituées entre nationaux, à égalité de devoirs, de droits et de privilèges ;

2^o Que les autorités des pays d'émigration recommandent cette participation à leurs ressortissants ;

3^o Que les immigrants puissent former entre eux des associations de cette nature, conformément aux lois du pays où ils résident, notamment dans les pays dans lesquels il n'existe aucune organisation d'assistance ou de secours mutuels ; que les autorités du pays de résidence accordent à ces groupements toutes les facilités possibles et leur appliquent le même traitement qu'aux organisations nationales sous conditions de réciprocité de la part du pays d'émigration ;

4^o Que les dispositions ci-dessus soient étendues également aux groupements ayant pour but la coopération en matière de production, de travail, de consommation, d'achat ou de vente.

— 8 —

*Recours des émigrants aux consuls d'un pays tiers
en l'absence de consuls de leur pays*

La Conférence,
considérant qu'il est souvent très difficile pour les émigrants d'atteindre le consul de leur pays d'origine ;

émet le vœu :

que les émigrants, dans une contrée où ne se trouve pas de représentant de leur pays d'origine, puissent obtenir protection et informations auprès du représentant d'un autre pays avec lequel leur gouvernement s'est mis d'accord à ce sujet, après entente avec les autorités du pays de résidence.

— 9 —

Assistance légale et judiciaire

La Conférence,
considérant qu'il est opportun de faciliter aux émigrants et à leurs familles l'assistance légale et judiciaire ;

émet le vœu :

a) Que les États qui n'ont pas encore conclu entre eux des conventions à ce sujet, et tout particulièrement les États d'émigration et d'immigration, établissent par voie d'accords de réciprocité, l'égalité de traitement avec les nationaux en ce qui concerne l'admission à l'assistance judiciaire ;

b) Qu'à l'occasion de la stipulation de conventions consulaires, on envisage la possibilité d'autoriser les consuls à intervenir dans l'intérêt de leurs ressortissants absents auprès des autorités administratives et judiciaires, pour éviter à ceux-ci la prescription ou la déchéance des droits qu'ils tiennent des lois d'assurance sociale. Les démarches des consuls devront être confirmées par les intéressés, dans les formes prévues par la législation du pays de résidence ;

c) Que chaque Gouvernement favorise la constitution et facilite l'action des associations privées d'assistance légale aux émigrants ;

d) Que les associations privées d'assistance légale aux émigrants des différents pays se mettent d'accord pour organiser entre eux une coopération systématique.

— 10 —

Associations d'assistance aux émigrants

La Conférence, considérant que l'assistance morale, économique et juridique peut et doit être assurée dans les meilleures conditions aux émigrants par le concours des organisations de bienfaisance et des organisations patriotiques de leurs colonies respectives ;

considérant d'autre part que l'action de ces organisations dans cette voie se traduira par un bienfait pour leurs compatriotes à l'étranger et par une diminution des charges de l'assistance publique locale ;

émet le vœu :

que des organisations étrangères de cette nature assurent l'assistance visée ci-dessus pour atteindre les fins en question, et que les autorités du pays d'immigration, loin d'entraver leur action, leur accordent au contraire les plus grandes facilités pour atteindre leur but.

— 11 —

Assistance internationale aux invalides de guerre

La Conférence,
tout en reconnaissant que l'assistance aux invalides de guerre doit, d'une manière générale, être à la charge de leurs Gouvernements respectifs ;

émet le vœu :

qu'une assistance spéciale, particulièrement en ce qui concerne les pensions et l'assistance médicale, puisse être assurée par des accords de réciprocité entre les États intéressés, aux invalides de guerre résidant sur le territoire de ces États.

— 12 —

Carte postale spéciale pour les émigrants

La Conférence,

émet le vœu :

que l'Union postale universelle soit invitée à considérer l'opportunité de créer une carte postale spéciale pour les émigrants, afin de faciliter leurs rapports avec leurs familles restées dans le pays d'origine.

— 13 —

Publication d'un code de l'émigrant

La Conférence,

considérant la nécessité de mettre le travailleur émigré à l'étranger en mesure de connaître la législation du pays où il réside en ce qui concerne ses droits et ses devoirs ;

émet le vœu :

que les pays d'émigration et d'immigration :

a) Procèdent à la codification de leurs lois concernant l'émigration et le travail ;

b) Se mettent d'accord pour la publication en commun d'un recueil systématique des lois et règlements en vigueur dans les différents pays en ce qui concerne l'émigration et la situation juridique des travailleurs étrangers.

III

MOYENS A ADOPTER POUR PROPORTIONNER
L'ÉMIGRATION AUX BESOINS DE MAIN-D'ŒUVRE
DES PAYS D'IMMIGRATION. COOPÉRATION ENTRE
LES SERVICES D'ÉMIGRATION ET D'IMMIGRATION
DES DIFFÉRENTS PAYS.

— 1 —

Echange d'informations intéressant les émigrants

La Conférence,
en vue de proportionner l'émigration aux besoins de main-d'œuvre des pays d'immigration par un échange régulier d'informations entre les Gouvernements intéressés ;

émet le vœu :

qu'indépendamment des renseignements que certains de ceux-ci fournissent aux institutions internationales existantes, chaque État d'immigration ou d'émigration puisse, sur sa demande, obtenir, d'un autre État, périodiquement, tous les renseignements disponibles concernant :

a) La situation du marché du travail, les disponibilités et les besoins de main-d'œuvre en général et par profession ;

b) Les conditions de rémunération ;

c) Toutes autres indications intéressant l'émigration ou l'immigration :

Des mesures seront prises par les administrations publiques en vue de faciliter la connaissance des renseignements ainsi communiqués aux ressortissants de leur propre pays que ces renseignements peuvent intéresser.

— 2 —

*Adoption d'un carnet d'identité pour les émigrants valable
pour tous les pays*

La Conférence,
considérant qu'il est désirable de diminuer les dépenses de

l'émigrant, de simplifier, pour lui, les formalités qui sont parfois inutiles et bien souvent pénibles et même humiliantes, et de faciliter sa circulation et son établissement dans le pays d'immigration ;

émet le vœu :

que tous les États se mettent d'accord sur les points suivants :

1^o Création, dans chacun des pays d'émigration, d'un carnet d'identité établi sur un modèle uniforme à déterminer ultérieurement ;

2^o Délivrance gratuite ou à frais minimes de ce document.

— 3 —

*Coordination internationale des statistiques de l'émigration
et de l'immigration*

La Conférence,

considérant que, pour étudier et résoudre les problèmes d'ordre international que soulève le phénomène émigratoire, il est nécessaire de posséder une documentation statistique des divers aspects du phénomène lui-même, qui soit, autant que possible, complète et comparable,

émet le vœu :

que dans la mesure où toute la documentation nécessaire ne peut être compilée et mise à la disposition des intéressés par l'effet des obligations internationales actuelles, tous les États s'efforcent par des accords mutuels ou de toute autre façon :

a) D'adopter, autant que possible, des méthodes uniformes, rendant comparables entre elles les documentations statistiques des différents États ;

b) D'établir et de publier, en attendant, selon des principes uniformes, les statistiques de l'émigration et de l'immigration, des rapatriements et des transits, en distinguant les nationaux des étrangers, et en spécifiant pour les uns et les autres : le sexe, l'âge, la profession, la nationalité, le pays de dernière résidence, le pays de destination, les conditions hygiéniques et sanitaires dans lesquelles s'est effectué le transport des émigrants. En ce qui concerne l'âge, la répartition pourrait être la suivante : au-dessous de 15 ans, de 15 à 55, au-dessus de 55. Quant à la profession, on pourrait adopter les catégories ci-après : agriculteurs, ouvriers de l'industrie, occupations com-

merciales et emplois privés, professions libérales, occupations diverses, émigrants sans occupation déterminée, non travailleurs.

— 4 —

Répression de l'émigration et de l'immigration clandestines

La Conférence,
considérant la nécessité de réprimer l'émigration et l'immigration clandestines ;

émet le vœu :

qu'en vue de protéger les émigrants et notamment de leur éviter les risques de refoulement et autres qu'ils courraient en pénétrant frauduleusement dans les pays d'immigration, tous les États punissent de peines sévères quiconque encouragerait ou faciliterait la violation des lois et règlements édictés dans les pays d'émigration ou d'immigration pour atteindre le but susvisé ;

que des accords interviennent à cet effet entre les pays d'émigration, d'immigration et de transit.

— 5 —

Immigrants indésirables

La Conférence,
considérant que la collaboration entre les pays d'émigration et les pays d'immigration est nécessaire en vue d'empêcher le déplacement d'émigrants indésirables d'après la législation en vigueur dans ces derniers pays ;

émet le vœu :

1^o Que dans la mesure où la documentation nécessaire ne peut être mise à la portée des intéressés par l'effet des obligations internationales actuelles, les pays d'immigration communiquent d'une façon continue et sans retard aux offices intéressés des pays d'émigration les textes des lois, règlements et dispositions administratives concernant les immigrants indésirables ;

2^o Que les services intéressés des pays d'émigration donnent à ces renseignements toute la publicité possible dans leurs propres pays ;

3° Que les autorités des pays d'émigration prennent les mesures pratiques nécessaires pour empêcher, par les moyens compatibles avec leur législation, que leurs ressortissants visés par les lois, règlements et dispositions administratives mentionnés au paragraphe premier, se rendent dans un pays où ils ne seraient pas admis.

— 6 —

*Uniformisation des passeports
et simplification des formalités de délivrance et de visa.*

La Conférence,
considérant l'opportunité de simplifier les formalités imposées aux émigrants, notamment par l'adoption d'un type uniforme de passeport, et de réduire les taxes inhérentes à la délivrance de ce document ;

émet le vœu :

1° Que l'obligation du passeport soit abolie aussitôt que possible ;

2° Qu'en attendant, l'on adopte un type uniforme de passeport individuel et de passeport pour famille ;

3° Que l'on simplifie et que l'on rende plus rapides les formalités exigées pour l'obtention des passeports et des visas ;

4° Que les bureaux compétents pour délivrer les passeports aux émigrants soient organisés de façon à leur éviter des déplacements longs et coûteux, et que la délivrance des passeports soit confiée autant que possible à des autorités locales, en évitant la concentration des services chargés de l'application du régime des passeports dans les grandes villes souvent éloignées des lieux de résidence des émigrants ;

5° Que dans les ports d'embarquement les consulats des pays de destination des émigrants aient compétence pour viser les passeports de tous les émigrants prêts à s'embarquer ;

6° Que lorsqu'il est perçu les taxes pour la délivrance et le visa des passeports d'émigrants, les tarifs en soient réduits et uniformes ;

7° Que l'on renonce au visa de transit sur les passeports et à la taxe y afférente lorsque les titulaires des passeports établissent, par la présentation du titre de voyage, qu'ils se dirigent vers le pays de destination en qualité d'émigrants ou qu'ils en reviennent en qualité de rapatriés.

Recrutements collectifs de travailleurs pour l'étranger

La Conférence, considérant qu'il est nécessaire que les recrutements collectifs de travailleurs effectués dans un pays à destination d'un autre pays soient soumis à une réglementation qui sauvegarde les intérêts matériels et moraux des travailleurs recrutés ;

émet le vœu :

que les recrutements collectifs s'effectuent dans les conditions suivantes :

1^o Les recrutements de travailleurs pour l'étranger pourront être soumis, dans chaque pays, à l'autorisation préalable des autorités de l'État ;

2^o Le pays d'émigration pourra décider que les opérations de recrutement ne pourront être faites que par l'entremise des bureaux de placement et d'émigration, institués ou contrôlés par l'État ;

3^o Dans le cas où des conventions seraient stipulées entre Gouvernements pour le recrutement collectif de travailleurs, les conditions de recrutement pourront être établies après avoir entendu l'avis des patrons et des travailleurs des industries intéressées des deux pays ;

4^o L'employeur pourra subordonner le recrutement des travailleurs à l'examen sanitaire et professionnel de chaque travailleur qui demande à être recruté ;

5^o Chaque pays d'émigration et d'immigration pourra empêcher le recrutement ou la venue de travailleurs étrangers sur son territoire, au cas où ces travailleurs, soit en raison de leur nombre, soit en raison de conditions momentanées, pourraient nuire aux intérêts des classes ouvrières des pays d'immigration et d'émigration ;

6^o Chaque pays subordonnera son autorisation de recruter, sur son territoire, des travailleurs pour l'étranger, à la condition que, dans les contrats de travail à conclure entre l'employeur et les travailleurs, les conditions générales du contrat de travail soient indiquées. Ces conditions générales devront être en principe arrêtées d'accord entre les autorités du pays d'émigration et celles du pays d'immigration. Sous la réserve d'autres clauses, ce contrat devra contenir spécialement :

a) La déclaration de l'employeur, garantissant que les salaires et les traitements en général ne seront pas inférieurs aux salaires et aux traitements normaux et courants dans la région et dans la profession, pour les travailleurs de la même catégorie ;

b) La déclaration de l'employeur, garantissant qu'au moment où le recrutement est fait, il n'y a dans l'entreprise de destination des travailleurs ni grèves ni lockouts ;

7° Les contrats de travail conclus dans le pays d'émigration entre l'employeur et les travailleurs, en conformité des lois dudit pays, auront plein effet dans le pays d'immigration, sauf pour les clauses qui seraient contraires à l'ordre public et aux lois et règlements de ce dernier pays ;

8° Les obligations contractées par les travailleurs aux termes de contrats de travail ne pourront donner lieu dans les pays d'immigration à aucune action coercitive, ni à une sanction administrative ou judiciaire, qui ne seraient pas admises d'après les dispositions générales de la législation du pays concernant les effets des obligations contractuelles de droit privé.

— 8 —

Principes relatifs à l'établissement et à l'exécution des contrats de travail

La Conférence,

considérant que les contrats de travail applicables à des travailleurs étrangers dans le pays d'immigration doivent tenir compte de la situation économique de ce pays et qu'il appartient aux autorités de ce pays d'en assurer l'application sur son propre territoire ;

émet le vœu ;

1° Que les contrats individuels élaborés sur la base d'un contrat-type, d'un modèle ou de dispositions spécifiées, par les autorités compétentes du pays d'émigration, ne soient valables dans les pays d'immigration que si les clauses ainsi stipulées ont été établies d'accord avec les autorités compétentes de ce dernier pays, étant entendu que les lois et règlements appliqueront ce principe aux travailleurs étrangers sans distinction de nationalité ;

2° Que l'autorité compétente du pays d'émigration, lorsqu'elle

intervient dans le contrôle desdits contrats de travail, n'exige pas un salaire supérieur au salaire normal en vigueur dans le pays d'immigration, pour la catégorie de travailleurs considérée, dans l'établissement employeur ou dans la région, exception faite des primes et suppléments qui seraient rendus nécessaires dans certains cas par suite d'une différence de fait dans la situation des travailleurs émigrés ;

3^o Que l'autorité compétente du pays d'immigration n'exerce pas une action dépressive sur les salaires à l'aide du contrôle sur les contrats de travail des ouvriers étrangers.

— 9 —

Surveillance des contrats prévoyant des retenues sur les salaires

La Conférence,
reconnaissant la nécessité d'éviter que les contrats prévoyant une retenue sur le salaire des émigrants ne deviennent un moyen d'exploitation du travailleur étranger,
émet le vœu :

1^o Que les États d'immigration qui n'ont pas une législation limitant et réglementant les retenues sur les salaires, adoptent une telle législation ;

2^o Qu'en tous cas les clauses générales qui doivent être réglementairement insérées dans tous les contrats de travail limitent et réglementent les retenues sur les salaires des émigrants.

— 10 —

Respect de la religion et des coutumes traditionnelles des immigrants

La Conférence,
émet le vœu :
que soient respectées, dans les pays de résidence, la religion et les coutumes traditionnelles des immigrants ou des travailleurs étrangers en tant qu'elles ne sont pas contraires à la législation de ces pays.

— 11 —

Echange d'ouvriers qualifiés

La Conférence,
considérant l'opportunité, dans l'intérêt de la production mondiale, de placer dans les conditions les plus avantageuses, la main-d'œuvre qualifiée pour certains travaux déterminés ;

émet le vœu :

que les organes de placement des différents États s'efforcent de faciliter l'échange des ouvriers qualifiés.

— 12 —

Emigration des travailleurs intellectuels

La Conférence,

émet le vœu :

que les États concluent des accords dans le but de se signaler réciproquement les besoins de techniciens ou en général de travailleurs intellectuels et les possibilités d'emploi pour des travailleurs intellectuels étrangers.

— 13 —

*Echange d'informations démographiques
relatives aux ressortissants étrangers*

La Conférence,

considérant l'utilité que présenterait un relevé statistique permettant de déterminer, soit la composition quantitative et qualitative des groupes de nationalité étrangère résidant dans chaque pays, soit, pour chaque nation, la distribution de ses ressortissants dans les différents pays du monde ;

émet le vœu :

que chaque Gouvernement fournisse aux autres Gouvernements intéressés toutes les informations disponibles résultant de son recensement national et concernant les ressortissants étrangers.

IV

PRINCIPES GÉNÉRAUX DES TRAITÉS D'ÉMIGRATION

— 1 —

Définition internationale de l'émigrant et de l'immigrant

La Conférence, considérant que la diversité des définitions de l'émigrant et de l'immigrant adoptées par les législations des différents pays présente de nombreux inconvénients ;

émet le vœu :

qu'une définition uniforme de l'émigrant et de l'immigrant soit adoptée au moyen d'une convention internationale.

A cet effet, la Conférence suggère, pour la définition de l'émigrant et de l'immigrant, la formule suivante, sans préjudice de la situation faite, par chaque législation, soit à l'émigrant, soit à l'immigrant ;

« Est considéré comme émigrant celui qui quitte son pays dans le but de chercher du travail ou qui accompagne ou va rejoindre soit son conjoint, ses ascendants ou descendants, soit ses frères et sœurs, ses oncles et tantes, ses neveux et nièces, ou leurs conjoints, émigrés déjà dans le même but, ou qui retourne, dans les mêmes conditions, dans le pays où il a déjà immigré précédemment. »

La Conférence entend par « émigrant » l'individu ci-dessus défini à partir du moment où il fait des préparatifs en vue du départ, jusqu'au moment où il pénètre dans le pays de destination. Il se trouve alors soumis aux lois, règlements et conventions de ce pays et répond aux définitions suivantes :

a) Est considéré comme immigrant tout étranger qui arrive dans un pays pour y chercher du travail et dans l'intention exprimée ou présumable de s'y établir d'une manière permanente ;

b) Est considéré comme simple travailleur tout étranger qui arrive dans un pays dans le seul but d'y travailler temporairement.

— 2 —

Statut de l'émigrant

La Conférence,

considérant qu'il est opportun d'établir, sous la forme d'une déclaration, les principes généraux dont devraient s'inspirer soit les législations nationales, soit les accords internationaux pour tout ce qui concerne les règlements de l'émigration et de l'immigration et le traitement à accorder aux émigrants et aux immigrants ;

émet les vœux :

1° Que la liberté d'émigrer soit reconnue, sous réserve de restrictions établies pour des raisons d'ordre public et économique ou pour la protection des intérêts matériels et moraux des émigrants eux-mêmes ;

2° Que la liberté d'immigrer soit reconnue sans préjudice des conventions d'établissement et sous réserve de restrictions établies pour des raisons d'ordre public, économique et social tirées notamment de l'état du marché du travail et pour la sauvegarde des intérêts hygiéniques, sanitaires et moraux du pays d'immigration ;

3° Que l'émigration soit interdite, autant que le permettent les législations respectives, aux personnes se trouvant dans des conditions prévues comme motif de refoulement par les lois du pays où elles se proposent de se rendre ;

4° Que pour maintenir, dans un intérêt moral et social, l'unité des familles, la liberté d'émigrer et d'immigrer soit reconnue aux différents membres de la famille d'un immigrant déjà établi lorsqu'il n'existe pas de motifs personnels d'exclusion d'ordre public, hygiénique, sanitaire ou moral ;

5° Que le recrutement et le transport des émigrants, pour autant qu'ils sont permis par les lois des pays respectifs, soient soumis à un régime spécial destiné à garantir aux émigrants, moyennant le contrôle des autorités publiques, la protection la plus efficace de leurs droits et intérêts dans leurs rapports avec les recruteurs et les compagnies de navigation ;

6° Que le bénéfice de la protection sus-visée soit étendu aux émigrants étrangers en transit ;

7° Qu'en vue de protéger les émigrants et notamment de

leur éviter les risques de refoulement et autres qu'ils courraient en pénétrant frauduleusement dans les pays d'immigration, tous les États punissent de peines sévères quiconque encouragerait ou faciliterait la violation des lois et règlements édictés dans les pays d'émigration ou d'immigration pour atteindre le but sus-visé ; que des accords interviennent à cet effet entre les pays d'émigration, d'immigration et de transit ;

8° Que les gouvernements des pays d'immigration transocéaniques et ceux des pays d'émigration, autant qu'il est permis par leur législation ou par leur situation politique et économique, se prêtent une aide réciproque pour prévenir et réprimer toute action visant à la violation frauduleuse des lois et règlements qui concernent l'émigration et l'immigration clandestines ;

9° Que les immigrants, les travailleurs étrangers et leurs familles puissent jouir des droits civils aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve de réciprocité ;

10° Que les travailleurs étrangers puissent être admis à tous les métiers et professions aux mêmes conditions que les nationaux, sous réserve des exceptions établies pour des raisons de défense nationale, d'ordre public ou tirées de l'état du marché du travail ;

11° Que les travailleurs étrangers ne soient pas soumis, à raison de leur travail ou de leur séjour, à des taxes et impôts plus forts que ceux qui sont perçus sur les nationaux ;

12° Que les travailleurs étrangers soient admis dans les mêmes conditions que les nationaux à bénéficier de l'assistance judiciaire gratuite, sous condition de réciprocité ;

13° Que les travailleurs étrangers et les membres de leurs familles jouissent des mêmes droits que les nationaux pour ce qui concerne l'application des lois sur la protection du travail, les indemnités en cas d'accident, l'admission dans les associations professionnelles et syndicales et le bénéfice des assurances sociales, sous réserve, en ce qui concerne ce bénéfice, de la réciprocité ou d'avantages équivalents ;

14° Que l'œuvre de protection et de secours à laquelle se consacrent les associations privées pour la protection des émigrés soit facilitée.

— 3 —

Principes fondamentaux des accords internationaux en matière de colonisation

La Conférence,
considérant l'utilité de favoriser les efforts que les pays à faible population font, avec le concours de l'immigration étrangère, pour coloniser leurs terres non encore cultivées ;

émet le vœu :

qu'entre les pays intéressés s'établissent à cet effet des accords inspirés des principes suivants :

1^o Faciliter l'accès aux terres libres ou de propriété domaniale en favorisant, soit les immigrants séparés ou les groupes d'immigrants, soit des entreprises de colonisation, par des concessions et conditions spéciales ;

2^o Favoriser l'association du capital national avec le capital étranger pour la constitution d'entreprises de colonisation ;

3^o Garantir, par des mesures appropriées, les épargnes et les dépôts des colons ;

4^o Veiller au bien-être moral et économique des colons, en favorisant l'admission de leurs familles et en garantissant l'exercice de leurs droits de liberté individuelle et de propriété dans leurs rapports avec les entreprises de colonisation.

— 4 —

Egalité de traitement en matière de réparation des accidents du travail

La Conférence,

émet le vœu :

que par des dispositions légales ou au moyen d'accords internationaux, on généralise l'admission des travailleurs étrangers et de leurs ayants droit, dans quelque pays qu'ils se trouvent, au bénéfice des lois concernant la réparation des dommages résultant des accidents du travail, sans conditions qui, de *jure* ou de *facto*, impliquent, pour les étrangers, un traitement moins favorable que celui appliqué aux nationaux.

— 5 —

Assurances sociales

La Conférence,

émet le vœu :

que les études en cours soient poursuivies en vue de multiplier les accords internationaux permettant aux travailleurs employés successivement dans plusieurs pays :

1^o De conserver le bénéfice des périodes de temps passées dans ces différents pays pour le calcul des prestations et rentes relatives à la prévoyance et à l'assurance ;

2^o De bénéficier éventuellement, et sous réserve de réciprocité, des primes accordées par chaque État à ses ressortissants par application des lois de prévoyance et d'assurance.

A cet effet, la Conférence appelle l'attention sur le système adopté par le Traité de Travail du 30 septembre 1919 entre la France et l'Italie, et la Convention du 14 février 1921 entre la Belgique et la France.

— 6 —

Coopération des services pour le payement des rentes dérivant des assurances sociales d'un pays aux bénéficiaires résidant dans un autre pays.

La Conférence,

émet le vœu :

que par des accords entre les États intéressés des mesures soient prises :

a) En vue de faciliter aux travailleurs étrangers, ainsi qu'à leurs ayants droit, dans le pays où ils résident, le payement des indemnités, prestations et rentes acquises par eux dans un autre pays, par application de la législation de ce dernier pays ;

b) En vue de désigner les organismes du pays de résidence qui seront chargés d'établir et de faire parvenir aux organismes compétents de l'autre pays les documents exigés pour l'application des dispositions ci-dessus, ainsi que de procéder aux enquêtes et constatations prévues par lesdites dispositions.

— 7 —

*Admission des travailleurs étrangers
aux commissions de conciliation et d'arbitrage*

La Conférence,

étant donné que l'exclusion des étrangers, dans certains pays, des commissions de conciliation et d'arbitrage pour la solution des conflits collectifs entre employeurs et salariés, place les travailleurs étrangers dans une position d'infériorité par rapport aux nationaux et rend moins facile le recours à cette procédure de solution pacifique des conflits de travail lorsque les ouvriers sont en majorité étrangers ;

émet le vœu :

qu'en application du principe d'égalité de traitement, soit étendu aux travailleurs étrangers, aux mêmes conditions qu'aux nationaux, la faculté de pouvoir faire partie des commissions de conciliation et d'arbitrage pour la solution des conflits dans lesquels ils sont intéressés.

ANNEXE VI

RÉSOLUTIONS ADOPTÉES A LA CONFÉRENCE DE LA HAVANE DE 1928

PREMIÈRE COMMISSION

Transport et protection des émigrants, hygiène, service sanitaire

— I —

Vaccination antityphique et antivaricelleuse des émigrants avant leur embarquement et détermination à l'avance par les pays d'immigration des conditions auxquelles doit satisfaire le certificat de vaccination.

— II —

Examen bactériologique dans les stations d'émigration et d'immigration

— III —

Vaccination obligatoire antirabique des chiens qui doivent être embarqués.

— IV —

Réglementation spéciale du transport transocéanique des émigrants

La Conférence,
Reconnaissant que le transport transocéanique des émigrants présente des exigences spéciales qui demandent une réglementation particulière, afin d'assurer la protection des émigrants ;

Constatant les résultats utiles obtenus dans les pays qui ont adopté une réglementation spéciale en la matière ;

Emet le vœu :

1^o Que les pays où s'embarquent des émigrants à destination de pays transocéaniques adoptent, s'ils ne l'ont point encore fait, une réglementation spéciale pour le transport des émigrants.

2^o Que l'on fasse une compilation des règlements édictés par les divers Etats sur le transport transocéanique des émigrants dans le but d'étudier à l'aide de cette documentation les moyens de coordonner, dans la mesure du possible et à l'avenir, les dites dispositions.

— V —

Adoption d'un système uniforme et constant pour l'approvisionnement adéquat et la conservation de l'eau potable à bord des bateaux et des chemins de fer utilisés pour le transport des émigrants.

La Conférence,

considérant la nécessité impérieuse d'assurer l'approvisionnement en eau destinée à la consommation à bord des bateaux et sur les chemins de fer, et le rôle important de la bonne qualité de l'eau, de son abondance et de sa distribution sous une forme appropriée pour la conservation de la santé des émigrants ;

émet le vœu :

de voir adopter, après un examen attentif des systèmes en vigueur à cet effet dans les divers pays, une méthode efficace pour l'approvisionnement d'eau potable à bord des bateaux et sur les chemins de fer utilisés pour le transport des émigrants ainsi que pour la purification et la conservation de cette eau.

— VI —

*Séparation des locaux destinés au transport
des personnes et des animaux*

La Conférence,

attendu qu'à bord de nombreux navires, on destine au transport des animaux, surtout du bétail et des chiens, des locaux

voisins de ceux qu'occupent les émigrants, ce qui cause à ces derniers des ennuis et des préjudices et constitue un danger pour leur santé ;

émet le vœu :

de voir prescrire aux Compagnies de Navigation d'établir une séparation adéquate entre les locaux destinés au transport des personnes et ceux destinés aux animaux afin que les émigrants aient à leur disposition des locaux appropriés non seulement pour leur couchage, mais aussi pour leur bien-être et leur distraction, et que ces locaux soient à l'abri des mouches, des mauvaises odeurs et des ordures.

— VII —

Renseignements aux émigrants sur les aptitudes nécessaires pour leur emploi dans les pays vers lesquels ils se dirigent.

La Conférence,

émet le vœu :

que des accords interviennent en vue de :

a) L'établissement entre les pays d'immigration et d'émigration d'un système de coopération qui assure la transmission constante d'informations précises aux émigrants sur les aptitudes qu'ils doivent posséder pour leur emploi dans le pays où ils ont l'intention de se rendre ;

b) L'institution, dans la mesure du possible, d'un ou de plusieurs systèmes d'informations qui permettent aux États d'émigration de baser les informations qu'ils offrent aux émigrants sur les indications fournies par les pays d'immigration.

— VIII —

Adoption avant l'embarquement, et à bord, de procédés pour assurer la propreté personnelle des émigrants et celle de leurs vêtements.

— IX —

Organisation à bord des bateaux qui transportent des émigrants de services où ils pourront obtenir des renseignements et présenter leurs réclamations dans leur langue maternelle et organisation dans les ports de débarquement de bureaux avec interprètes capables de donner aux émigrants dans leur langue maternelle les informations dont ils ont besoin.

La Conférence,

En raison des difficultés que rencontrent les émigrants à bord des bateaux pour expliquer leurs réclamations, et compte tenu de la situation fâcheuse de beaucoup d'émigrants arrivés au port de débarquement qui ne connaissent pas la langue que l'on y parle ;

émet le vœu :

1^o Que les Compagnies de navigation s'occupant du transport désignent sur tout navire transportant des émigrants une personne du bord, parlant des langues étrangères, destinée à fournir aux émigrants dans leur langue maternelle tous les renseignements dont ils peuvent avoir besoin, ainsi qu'à recevoir et à transmettre leurs réclamations.

2^o Que les pays d'immigration organisent dans les ports de débarquement des services d'interprètes en vue de donner aux émigrants dans leur langue maternelle les informations dont ils ont besoin.

— X —

Assistance spéciale en cours de voyage à la femme émigrante en état de grossesse

La Conférence,

reconnaissant l'importance des soins hygiéniques que requiert la femme émigrante en état de grossesse, et la nécessité de les lui donner, non seulement pour assurer sa santé, mais aussi pour que l'accouchement soit effectué dans des conditions hygiéniques satisfaisantes, et d'accord avec les autres pratiques recommandées par l'hygiène ;

émet le vœu :

que toutes dispositions soient prises à bord des navires

transportant des émigrants pour que les femmes en état de grossesse puissent recevoir les soins particuliers que nécessite leur état.

— XI —

Mesures destinées à assurer le rapatriement des émigrants refoulés.

— XII —

Émigration des personnes voyageant seules et qui, d'après la loi du pays d'immigration n'ont pas atteint leur majorité. ¹³

— XIII —

Organisation d'une sélection médicale des émigrants avant leur départ du pays d'origine et sélection médicale obligatoire.

* * *

DEUXIÈME COMMISSION

Assistance aux émigrants, coopération, prévoyance et mutualité

— I —

Assistance médicale aux émigrants

La Conférence,
émet le vœu :

que des dispositions soient prises dans les pays d'immigration pour que les travailleurs immigrés reçoivent en cas de besoin l'assistance médicale indispensable.

A défaut de convention de réciprocité, les frais de cette assistance seront assurés soit par l'employeur, soit par l'employé,

soit par analogie avec les dispositions en vigueur dans la plupart des pays qui pratiquent l'assistance obligatoire contre la maladie, par l'employeur et l'employé.

— II —

Protection du patrimoine et de l'épargne des immigrants.

La Conférence,
considérant les avantages indiscutables que présente, pour l'immigrant, la protection de son patrimoine et de son épargne ainsi que l'existence d'instituts destinés à remplir ce but ;

émet le vœu :

de voir adopter des mesures pour assurer la protection du patrimoine et de l'épargne des immigrants, et de créer, s'il n'en existe déjà, des instituts permettant de réaliser ce but ; qu'en outre, les agences de change pour les immigrants soient soumises à une réglementation sévère pour l'obtention de la licence nécessaire.

— III —

Institution de patronage pour les immigrants

La Conférence,

Etant donné les avantages indiscutables que présente la création d'instituts de patronage pour les immigrants,

émet le vœu :

de voir se créer des instituts de patronage pour les immigrants ainsi que de voir prospérer et se développer ceux qui existent.

— IV —

Formation professionnelle des immigrants

La Conférence,

émet le vœu :

que dans les centres d'immigration on crée, pour les immigrants, des établissements d'enseignement où ceux-ci puissent

acquérir une instruction agricole ou industrielle spéciale selon leurs aptitudes et selon les nécessités du pays qui les reçoit.

— V —

*Relations avec les associations privées pour la protection
des immigrants*

La Conférence,
exprime le désir :

Que la conférence permanente internationale des associations privées pour la protection des immigrants dont font partie la majeure partie de ces associations soit consultée aussi fréquemment que possible par les organismes internationaux officiels compétents au sujet des questions relatives à l'exécution pratique de la protection des émigrants.

* * *

TROISIÈME COMMISSION

Mesures à adopter afin d'ajuster l'émigration aux besoins de main-d'œuvre des pays d'immigration ainsi que la coopération à établir entre les services d'émigration des divers pays.

— I —

*Sélection professionnelle des émigrants avant leur départ
du pays d'origine*

La Conférence,
émet le vœu :
qu'une sélection professionnelle des émigrants avant leur départ soit organisée de telle sorte qu'elle réduise au minimum

dans le pays d'immigration les contestations touchant soit à la qualification professionnelle proprement dite de l'immigrant, soit sa valeur professionnelle.

On tiendra compte pour cette sélection des informations qu'on peut obtenir à cet effet du pays d'immigration.

— II —

Contrôle de l'introduction des travailleurs frontaliers

La Conférence,
émet le vœu :

que par le moyen d'accords conclus directement entre les pays intéressés, le contrôle de l'introduction des travailleurs frontaliers soit organisé de telle sorte que, sans nuire aux intérêts réciproques des régions frontières des deux pays intéressés, l'introduction des travailleurs frontaliers ne soit pas une cause de trouble pour le marché du travail dans l'un des deux pays.

Il est entendu que l'on désigne sous le nom de frontaliers, les travailleurs qui résident normalement dans leur pays d'origine, traversent chaque jour la frontière pour exercer leur profession dans le pays voisin et regagnent leur domicile chaque soir.

— III —

Echange de travailleurs désirant se perfectionner dans la langue ou les habitudes commerciales ou industrielles d'un autre pays

La Conférence,
émet le vœu :

que les États intéressés, par le moyen d'accords conclus directement entre eux, facilitent l'échange des travailleurs désirant se perfectionner dans la langue ou les habitudes commerciales ou industrielles de l'autre pays.

Ces accords pourront fixer, en particulier, le nombre maximum de travailleurs qui seront autorisés à bénéficier de ces stages ainsi que la durée de ces stages.

— IV —

Recrutement et placement des émigrants par le moyen exclusif d'organes publics ou d'organisations privées dûment autorisées par les gouvernements et soumises à leur stricte surveillance.

La Conférence,
considérant les dangers qui dérivent de la médiation exercée dans un but de lucre par les agents privés dans le placement international des travailleurs,

émet le vœu :

que le recrutement des travailleurs pour l'étranger et le placement de la main-d'œuvre indigène soient réservés, soit aux organes publics, soit aux organisations privées dûment autorisées par les gouvernements et soumises à leur stricte surveillance, et que l'on défende la médiation d'organismes agissant, à cet égard, dans un but de lucre ;

Qu'entre les services des pays intéressés il soit établi un échange régulier d'informations sur les conditions des marchés du travail respectifs, en ce qui concerne les disponibilités et les besoins de main-d'œuvre.

— V —

Accords entre les pays intéressés, pour faciliter la valorisation des terres cultivées

La Conférence,
considérant l'intérêt que présente pour le progrès économique et pour la paix internationale, des accords ayant pour but de favoriser la mise en valeur des terres qui ne sont pas encore suffisamment cultivées et cela moyennant le concours, soit de main-d'œuvre, soit de techniciens, soit de capitaux étrangers,

émet le vœu :

que les pays intéressés intensifient leurs efforts en vue de conclure des accords tendant à faciliter la coopération des divers facteurs de la production pour la constitution d'entreprise de colonisation.

— VI —

Coopération entre les services des pays d'émigration et d'immigration afin d'établir, avant le départ de l'émigrant, les conditions requises pour qu'il soit admis dans les pays de destination.

La Conférence,
considérant, d'une part, les inconvénients qui dérivent du refoulement des émigrants par les pays de destination, et, d'autre part, qu'en plus du fait que de nouvelles circonstances peuvent se produire pendant le voyage, il est de l'intérêt commun du pays d'émigration et des pays d'immigration de réduire, autant que possible, les cas de refoulement,

émet le vœu :

que par le moyen d'accords, il soit établi une coopération entre les services des pays d'émigration et ceux des pays d'immigration, afin de déterminer, le plus rigoureusement possible avant le débarquement de l'émigrant, que celui-ci ne se trouve pas dans des conditions entraînant son refoulement par le pays de destination.

— VII —

Mesures tendant à éviter la récurrence de l'immigration clandestine

— VIII —

Mesures tendant à éviter les inconvénients d'un afflux imprévu d'immigrants

La Conférence,
considérant qu'il faut éviter que se dirigent à l'improviste, vers une région ou un pays déterminé, de grands groupes d'émigrants exerçant une profession industrielle, commerciale ou autre, ou encore, sans aucune profession à une époque où ce sont les agriculteurs qui font défaut ou vice versa, l'émigrant, ainsi que les pays d'immigration, se trouvant ainsi exposé à des difficultés faciles à prévoir,

émet le vœu :

de voir adopter un certificat délivré par l'autorité compétente du pays d'origine faisant partie du passeport de l'émigrant ou constituant un document spécial et qui contiendrait, en particulier, en plus du signalement et du certificat de bonne vie et mœurs, l'indication du genre de travail auquel s'est consacrée la personne, pendant un laps de temps déterminé, antérieur à son embarquement.

— IX —

Fixation d'un délai raisonnable pour la mise en vigueur des mesures réglementaires prises dans les pays d'émigration ou d'immigration en vue d'arrêter ou de limiter celle-ci.

La Conférence,
considérant que les restrictions subites de l'émigration et de l'immigration causent de graves préjudices aux personnes qui ont pris leurs dispositions pour le départ et abandonné leur travail, ou aux entreprises qui comptent sur elles,

émet le vœu :
qu'un délai raisonnable soit fixé pour la mise en vigueur des mesures réglementaires prises par un pays d'émigration ou d'immigration en vue d'arrêter ou de limiter celle-ci.

— X —

Mesures tendant à la répression ou à la rectification de renseignements inexacts ou faux, concernant les pays d'émigration ou d'immigration et propagés dans l'intention de décourager ou d'encourager l'émigration.

La Conférence,
considérant les cas assez fréquents de propagandes publiques, défavorables ou favorables à certains pays d'émigration ou d'immigration et effectuées par des agents particuliers appartenant à d'autres pays, à des époques où se fait le plus sentir le besoin ou le surplus de travailleurs émigrants de certaines catégories ou provenances, que ces campagnes attirent ou découragent,

émet le vœu :

que soient adoptées des mesures tendant à la répression ou à la rectification des informations inexactes ou fausses sur les pays d'émigration ou d'immigration, et propagées dans l'intention soit de décourager, soit d'encourager l'émigration, et que, à cet effet, soit instituée une étroite collaboration entre les autorités compétentes des pays d'émigration et d'immigration.

*
*

QUATRIÈME COMMISSION

Principes généraux des traités d'émigration

— I —

Principes généraux de codification en matière d'émigration

La Conférence,
émet le vœu :

1° Que les pays d'émigration, comme ceux d'immigration, procèdent avec toute diligence, s'ils ne l'ont pas déjà fait, à la compilation de leur législation d'émigration, de transmigration et d'immigration et à celle se rapportant au travail agricole et industriel, afin de faire progresser la codification des matières sur lesquelles un accord international est intervenu ;

2° Que ladite Commission demande à la Société des Nations, au Bureau International du Travail, et à l'Institut International d'Agriculture, de poursuivre les travaux entrepris pour ceux qui se rapportent directement ou indirectement à la migration et qu'ils ont effectués jusqu'ici avec tant d'efficacité.

— II —

Contrôle des travailleurs étrangers appelés à se rendre fréquemment de leur pays de résidence dans un pays voisin, pour des motifs professionnels.

La Conférence,
émet le vœu :

que des accords particuliers conclus entre les États intéressés règlent les conditions, dans lesquelles certains travailleurs étrangers, appelés à se rendre fréquemment de leur pays de résidence dans un pays voisin, pour des motifs professionnels, peuvent être autorisés à pénétrer dans ce pays et à revenir sans difficulté dans leur pays de résidence.

Le séjour des intéressés, dans l'autre pays, devant, en principe, être d'une durée limitée, et la nécessité de leurs déplacements ne pouvant, dans la plupart des cas, être prévue longtemps à l'avance, il importe que la procédure adoptée permette de donner suite aux demandes formulées dans le plus bref délai possible.

— III —

Egalité effective entre les travailleurs étrangers habitant légalement sur le territoire d'un pays et les travailleurs nationaux en ce qui concerne les conditions de travail et l'application des lois relatives à la protection du travail et aux assurances sociales.

La Conférence,
considérant que l'inégalité de traitement des travailleurs étrangers et nationaux est nuisible non seulement aux intérêts de ces travailleurs mais aussi aux intérêts des pays d'émigration et d'immigration,
émet le vœu :

que l'égalité de traitement des travailleurs étrangers habitant légalement le territoire d'un pays et des travailleurs nationaux, reconnue en principe par la législation de la plupart des États, soit strictement observée dans l'application des lois de pro-

tection du travail et d'assurance sociale et en ce qui concerne les conditions de travail, et que le principe de l'égalité de salaire ne soit pas enfreint pour les travailleurs demandant une rémunération supplémentaire destinée à couvrir les frais de voyage, dont le remboursement n'avait pas été prévu par les termes des contrats ou des conventions en vigueur.

— IV —

Application aux travailleurs étrangers, légalement établis dans les colonies, protectorats ou possessions d'un pays, de la législation appliquée aux nationaux de ce pays, concernant la protection du travail et les assurances sociales.

La Conférence,
considérant que les travailleurs étrangers venant pour s'établir dans les colonies, protectorats, ou possessions d'outremer de pays plus avancés au point de vue social, sont exposés à des conditions défavorables au point de vue de la législation sociale, émet le vœu :
que par des accords entre pays d'émigration et d'immigration et dans la mesure où le permet la législation particulière de ces territoires on prévoie des dispositions en matière de travail et d'assurances sociales qui assurent aux émigrants se dirigeant vers les colonies des pays d'immigration un traitement égal à celui des travailleurs métropolitains employés sur ces territoires.

— V —

Mesures à prendre pour assurer le bénéfice des assurances sociales aux travailleurs qui séjournent successivement dans divers pays.

La Conférence,
considérant l'opportunité de régler les conditions des travailleurs qui passent d'un pays à un autre, en ce qui concerne les assurances sociales ;

Vu la résolution adoptée à ce propos par la Conférence de Rome ;

émet le vœu :

que l'on inscrive à une des prochaines Conférences Internationales du Travail, la question des mesures nécessaires pour assurer les avantages des assurances sociales, et spécialement de l'assurance contre l'invalidité et la vieillesse, aux travailleurs employés successivement dans divers pays.

*
* * *

CINQUIÈME COMMISSION

Examen des résolutions de la Conférence de Rome
Réalisation qu'il convient de leur donner

La Conférence,

1^o Note avec satisfaction l'application faite par les Gouvernements et les Institutions Internationales des résolutions de la Conférence de Rome.

2^o Exprime le désir que les études effectuées par les Gouvernements et les Institutions Internationales sur la base de ces résolutions, contribuent, d'une part, à intensifier les applications déjà faites, et, d'autre part, à provoquer la mise en pratique de celles auxquelles aucune suite n'a été donnée jusqu'ici.

ANNEXE VII

LOI FRANÇAISE DU 4 MAI 1918 RELATIVE A LA MISE EN CULTURE DES TERRES ABANDONNÉES

TITRE PREMIER

Parcelles abandonnées

Article 1. — Pour faciliter aux agriculteurs la reprise de la culture des parcelles abandonnées, les comités communaux d'action agricole se mettront en rapport avec la Commission Départementale de la Main-d'œuvre agricole, l'Office Départemental des Engrais et les autres services de la Préfecture, qui s'efforceront de procurer aux intéressés la main-d'œuvre, les matières et les objets indispensables à la culture.

Article 2. — Lorsqu'un cultivateur se trouvera hors d'état de mettre en valeur certaines parcelles de son exploitation, le comité communal d'action agricole s'entremettra pour en provoquer la location à des agriculteurs voisins.

A défaut d'entente amiable, le maire, ou à son défaut le préfet, pourra, sur la demande du Comité Communal d'action agricole, réquisitionner les terrains dans les conditions fixées par l'article 1^{er} de la loi du 6 octobre 1916 et en concéder l'exploitation à des agriculteurs de son choix et dans des conditions qu'il déterminera avec le Comité Départemental d'action agricole.

La durée des concessions faites par le maire ou à son défaut par le préfet, ne devra pas excéder le temps nécessaire pour la production d'une récolte annuelle.

Dans les régions libérées, le préfet pourra, agissant au nom de l'État, traiter tout contrat pour la mise en culture des

terres abandonnées ou incultes des exploitants présents ou absents. Toutefois, en ce qui concerne les présents, le préfet devra remplir les formalités d'avertissements prévues par l'art. 4 de la présente loi, sans consultation préalable des Comités d'action agricole.

TITRE II

Exploitations abandonnées

Article 3. — Dans chaque département, le Comité Départemental d'action agricole établit la liste des exploitations abandonnées, avec l'indication des renseignements suivants : surfaces cultivables, nature des cultures susceptibles d'y être entreprises, bâtiments, matériel subsistant, cheptel mort et cheptel vif à fournir et capital à engager pour la reprise de l'exploitation, intentions et moyens d'action personnels de l'exploitant habituel ou du propriétaire.

Il communique ces renseignements au Ministère de l'Agriculture qui les centralise.

Article 4. — Le Comité Départemental se met en rapport avec l'exploitant habituel en vue de le déterminer à reprendre l'exploitation et lui adresse, à cet effet, une lettre recommandée avec avis de réception.

S'il ne reçoit pas de réponse satisfaisante dans les quinze jours de l'envoi de cette lettre, il recherche, de concert avec le propriétaire, les moyens de remettre son domaine en culture et lui adresse, à cet effet, une lettre recommandée avec avis de réception.

Si le propriétaire ne consent pas, dans les quinze jours de l'envoi de cette lettre, à assurer l'exploitation ni à la confier à un tiers, le préfet, d'accord avec le Comité Départemental et après consultation du Comité Communal d'action agricole, a le droit de le concéder à un ou plusieurs agriculteurs de son choix, à des syndicats ou à des coopérations de culture aux conditions qu'il déterminera.

La durée des contrats passés, soit par le propriétaire, soit par le préfet, sans le consentement de l'exploitant habituel, ne pourra excéder le temps nécessaire pour la production d'une récolte annuelle.

Lorsque le Comité Départemental se trouvera en présence d'une demande émanant d'un ou de plusieurs agriculteurs des régions envahies — ceux-ci groupés en Association Agricole de Culture — il leur donnera la préférence pour l'exploitation des terres abandonnées.

Cette concession se terminera dès l'enlèvement de la récolte qui suivra la fin des hostilités.

Les avances qui leur auront été consenties seront imputées sur leurs dommages de guerre et à des prix à déterminer par expertise contradictoire.

Dans le cas d'entente amiable entre un propriétaire de ferme inculte et un agriculteur des régions envahies, ce dernier bénéficiera des dispositions de la présente loi.

Article 5. — Le Ministre de l'Agriculture et du Ravitaillement tiendra un répertoire des demandes des agriculteurs, des syndicats et des coopératives de culture, désireux de remettre en culture les exploitations abandonnées. Il communiquera à chaque Comité Départemental d'action agricole celles de ces demandes susceptibles d'intéresser son département.

TITRE III

Des avances

Article 6. — Des avances remboursables sans intérêt pourront être consenties aux préfets présidents des Comités départementaux par le Ministre de l'Agriculture, dans les limites d'une somme totale de cent millions de francs (100 millions) en vue de faciliter la mise en culture des parcelles et des terres abandonnées.

Ces avances pourront être utilisées par les Comités départementaux après consultation des Comités communaux, soit pour le paiement des animaux, du matériel, des semences ou des engrais qu'ils auraient achetés ou loués, soit sous forme d'avances pour fonds de roulement, accordées aux exploitants habituels ou à ceux qui les remplacent pour la mise en valeur des parcelles et des exploitations abandonnées.

Les avances consenties aux Comités Départementaux seront portées, au fur et à mesure de leur réalisation, au débit d'une section particulière du compte spécial créé par la loi du 7 avril 1917.

Seront inscrits au crédit de la même section les crédits budgétaires accordés en vue des avances prévues au présent article.

Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles seront accordées ces avances ainsi que celles dans lesquelles leur utilisation sera suivie et contrôlée.

Article 7. — En cas de déficit de l'exploitation assurée par les particuliers ou les groupements à qui le maire ou le préfet aura concédé des parcelles ou des exploitations abandonnées, et après justification des comptes approuvés par le préfet, aucune action en responsabilité ne pourra, hors le cas de fraude, être exercée contre les exploitants.

Les propriétaires des immeubles conserveront leur droit de recours contre les exploitants et contre l'État dans le cas où des détériorations seraient faites aux bâtiments, immeubles par destination, matériel, ouvrages divers et plantations situés sur l'exploitation.

TITRE IV

Dispositions générales

Article 8. — La main-d'œuvre d'État, les engrais répartis par l'État et les carburants destinés aux usages agricoles seront distribués par priorité aux agriculteurs qui se livreront aux cultures essentielles à la résistance du pays telles qu'elles ont été et seront définies par le Ministère de l'Agriculture.

Article 9. — Des semences de céréales seront mises à la disposition des cultivateurs, des syndicats ou des coopératives de culture et des Comités d'action agricole qui le demanderont en échange d'une quantité de grains de valeur correspondante.

Les exploitants, dont les ressources sont insuffisantes, et qui ne disposent pas de céréales à donner en échange seront autorisés à rembourser en nature, lors de la récolte qui suivra, les avances de semences qui leur seront consenties au moment des emblavements.

Article 10. — Toute personne qui entraverait la mise en culture de la parcelle ou de l'exploitation concédée sera punie d'une amende de cinq cents francs (500 francs) à dix mille francs (10.000 francs) et d'un emprisonnement d'un mois à un an, ou de l'une de ces deux peines seulement.

L'article 463 du Code Pénal et la loi du 26 mars 1891 sont applicables aux faits visés par cet article.

Article 11. — Les contestations qui s'élèveraient sur l'interprétation des baux à l'occasion de l'application de la présente loi seront jugées par les commissions arbitrales instituées par la loi du 17 août 1917 et dans les conditions fixées par cette loi.

Article 12. — L'application de la présente loi cessera à la fin de la campagne agricole en cours au moment de la cessation des hostilités.

BIBLIOGRAPHIE

TEXTES OFFICIELS ITALIENS

Gazetta Ufficiale.

Bollettino della Emigrazione.

Bollettino del ministero degli affari Esteri.

Annuario statistico della Emigrazione Italiana dal 1876 al 1925. —
Rome, 1926.

Bollettino mensile di statistica dell'istituto centrale di statistica del
regno d'Italia.

Atti Parlamentare.

TEXTES OFFICIELS FRANÇAIS

Rapports sur le traité de Travail Franco-Italien du 20 janvier 1906.

Rapports sur le Traité de Travail Franco-Italien du 9 juin 1906.

Rapports sur le Traité de Travail Franco-Italien du 15 juin 1910.

Rapports sur le Traité de Travail Franco-Italien du 9 août 1910.

Rapports sur le Traité de Travail Franco-Italien du 30 septembre
1919.

Rapports sur la Loi du 4 mai 1918 relative à la mise en culture des
terres abandonnées.

Livre Jaune : La Revision des Traités Tunisiens 1881-1897.

Discussion du projet de loi sur la naturalisation en France.

Rapports et discussions du projet de loi sur la naturalisation en
Tunisie.

TEXTES OFFICIELS INTERNATIONAUX

La Conférence Internationale de l'Émigration et de l'Immigration.

Rome, 15-31 mai 1924 ; par le Commissariat Général Italien à
l'Émigration. — Rome, 1924.

La Réglementation des migrations : Etudes et Documents du Bureau
International du Travail : série 0 (migrations), n° 3.

Tome 1^{er} : Les Législations sur l'émigration, Genève, 1928.

JURISPRUDENCE

Giurisprudenza Italiana.

Repertorio Generale annuale della giurisprudenza italiana.

TEXTES ITALIENS

CARLI. — *L'Equilibre des Nations*, d'après la démographie appliquée.

Edition française par Millioud, Paris, 1923.

ARIAS. — *La questione meridionale*, Bologne, 1921.

SCALISE. — *L'Emigrazione della Calabria*, Naples, 1905.

GRIZIOTI. — *Problemi Italiani del cotone et dell' emigrazione*, Milan, 1925.

JAMAGONE. — *Studi Senesi*.

SAMAMA. — *Il problema della cittadinanza specialmente in rapporti degli Italiani all'estero*, Florence, 1911.

STRAZZULA. — *L'Emigrazione dal punto di vista storico economico*.

NITTI. — *L'Italia all'alba del Secolo XX. Discorsi ai giovani d'Italia*.

LAVADA. — *Condizione sociale della Basilicata*.

GINI. — *I fattori demografici nell'evoluzione della nazione*.

COLEJANNI. — *Manuale di demographica*.

TEXTES FRANÇAIS

OUALID. — *L'Emigration moderne et les solutions internationales des problèmes de l'Emigration*. Semaine de Conférences sociales de Madrid, 24-29 mars 1924.

NOGARO. — *L'Introduction de la main-d'œuvre étrangère en France* (Extrait de la Revue d'Economie Politique, Paris, 1920).

NOGARO. — *Les récentes Conventions d'émigration et d'immigration* (Extrait de la Revue Politique et Parlementaire, 10 octobre 1920, Paris).

Lieutenant-Colonel L. WEIL. — *La main-d'œuvre étrangère et coloniale pendant la guerre*, Paris, 1926.

J. VALERY. — *De la Condition des Allemands en Italie postérieurement à la Déclaration de guerre*, Clunet, 1916.

J. VALERY. — *La Condition juridique des Allemands en Italie depuis la Déclaration de guerre à l'Autriche jusqu'à la Déclaration de guerre à l'Allemagne et postérieurement à celle-ci*, Clunet, 1917.

DEMONTES. — *Le Peuple algérien. Essai sur la démographie algérienne*, Alger, 1906.

GOUNAUD. — *Essai sur l'histoire de l'émigration*, Paris, 1927.

REMOND. — *L'Immigration italienne dans la France du Sud-Ouest*, Paris, 1928.

PEYRET. — *L'Immigration de la main-d'œuvre italienne en Gascogne*.

THÈSES

L'ouvrier dans les mines de fer du Bassin de Briey. Thèse : Paris, 1914 ; par Alban Carbonnel de Canisy.

L'émigration organisée et l'emploi de la main-d'œuvre étrangère en France. Thèse : Paris, 1926, par A. Poirault.

L'émigration des ouvriers étrangers en France. Thèse : Paris, 1919 ; par J. Lugand.

La condition de la main-d'œuvre étrangère en France. Thèse : Marseille, 1921 ; par Ripert.

La Convention Franco-Italienne du Travail du 15 avril 1904.

Thèse : Bordeaux, 1906 ; par A. Dugarçon.

Le Traité de Travail Franco-Italien du 30 septembre 1919.

Thèse : Toulouse, 1922 ; par P. Piganiol.

JOURNAUX ET REVUES ITALIENS

Nous avons consulté un grand nombre de journaux et revues italiens, notamment :

La Revue : Gerarchia.

Le Corriere della Sera.

La Tribuna.

Le Popolo d'Italia.

Il Giornale d'Italia.

La Gazzetta del Popolo.

La Nazione.

La Domenica del Corriere.

REVUES FRANÇAISES

Revue de l'Immigration.

L'Etranger Catholique en France.

Revue de l'Alliance nationale pour l'accroissement de la population française.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
--------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉMIGRATION ITALIENNE

A. Qu'est-ce qu'un émigrant ?.....	5
B. Causes de l'Émigration Italienne.....	31
C. Destinations de l'Émigration Italienne.....	31
D. Effets de l'Émigration.....	55

DEUXIÈME PARTIE

LA LÉGISLATION ITALIENNE DE L'ÉMIGRATION

A. La législation de 1901 et de 1919.....	75
a) La Législation de l'Émigration, quant aux personnes....	76
b) L'action du Gouvernement sur l'Émigration.....	80
c) Les Transporteurs.....	85
d) L'Hygiène et la Sécurité.....	97
e) La Juridiction.....	104
f) L'Émigration Continentale.....	107
B. La Politique Fasciste de l'Émigration.	
a) Les Idées Gouvernementales de 1919 à 1922.....	111
b) La Politique Fasciste.....	117
c) L'Émigration Intérieure.....	132
d) La Politique Coloniale.....	150
e) La Valorisation de l'Émigration.....	156
f) La Tutelle des Italiens à l'Étranger.....	161

TROISIÈME PARTIE

LES ACCORDS INTERNATIONAUX

a) Les Divers Accords Internationaux sur l'Émigration....	177
b) Les Traités Tunisiens.....	180
c) Les Traités d'Émigration, d'assurances et de travail....	190
d) Les Conférences Internationales sur l'Émigration.....	218

CONCLUSION	232
------------------	-----

ANNEXES

ANNEXE I. — Contrat de Travail pour ouvrier agricole ou forestier	249
ANNEXE II. — Modèles de Demande d'Ouvriers Italiens....	263
ANNEXE III. — Modèle de Contrat-Type.....	269
ANNEXE IV. — Conventions et Traités de Travail Italo-Français	273
ANNEXE V. — Résolutions adoptées à la Conférence de Rome	337
ANNEXE VI. — Résolutions adoptées à la Conférence de la Havane.....	366
ANNEXE VII. — Loi française du 4 mai 1918, sur la mise en culture des terres abandonnées.....	381
BIBLIOGRAPHIE	387
TABLE DES MATIÈRES.....	391

